



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**23e Législature — 3e session**

**Vol. 1 - Séances du 8 novembre 1950 au 20 février 1951**

**1950-1951**

**Texte établi par Josée Bilodeau et Donald Chouinard**

---

**Orateur : l'honorable Alexandre Taché**







**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**23e Législature - 3e session**

**Vol. 1 - Séances du 8 novembre 1950 au 20 février 1951**

**1950-1951**





# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**23e Législature — 3e session**

**Vol. 1 - Séances du 8 novembre 1950 au 20 février 1951**

**1950-1951**

**Texte établi par Josée Bilodeau et Donald Chouinard**

---

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

## Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.  
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

<b>Direction:</b>	Jean Chabot
<b>Recherche et reconstitution:</b>	Josée Bilodeau Maria Buttazzoni Donald Chouinard Michel Rhéaume
<b>Introduction:</b>	Gilles Gallichan
<b>Traduction:</b>	Mireille Belisle Geneviève Gagnon Linda Shan Jones
<b>Révision et édition:</b>	Marie Auger Donald Chouinard Michel Rhéaume
<b>Indexation:</b>	Monique Fortier
<b>Collaboration:</b>	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Olivier Thibault Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés  
Dépôt légal – 1<sup>er</sup> trimestre 2010  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISBN 978-2-551-23905-4  
ISSN 0847-4273

### **Note de l'éditeur**

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : [reference@assnat.qc.ca](mailto:reference@assnat.qc.ca)



## Introduction historique

### Le Québec, le Canada et le monde de 1950-1951

La session du Parlement québécois de 1950-1951 est marquée des sceaux de la guerre froide, de la religion catholique, du traditionalisme duplessiste. Elle témoigne également des fatalités qui frappent parfois le destin des hommes. Elle est aussi – fait plutôt rare à cette époque – divisée en deux temps. Les Chambres se sont réunies deux semaines en novembre, puis ont ajourné leurs travaux jusqu'en janvier pour permettre au premier ministre de participer à la conférence fédérale-provinciale, tenue à Ottawa.

Cette époque marque l'apogée du règne de Maurice Duplessis à Québec. La prospérité économique et la santé des finances publiques permettent au gouvernement de prophétiser un avenir radieux pour la province et de multiplier les constructions d'écoles, d'hôpitaux, de ponts et de routes. Selon la formule imagée de l'historien Robert Rumilly : à l'époque, « un évêque bénit et Duplessis inaugure<sup>1</sup> ».

L'opposition libérale décimée depuis les élections de 1948 ne compte que huit sièges contre 82 députés ministériels et deux députés indépendants (MM. Hanley et Chaloult) qui appuient souvent le gouvernement. Le Parti libéral s'est donné un nouveau chef, le 20 mai 1950, en la personne de Georges-Émile Lapalme, un avocat de Joliette, député de cette circonscription aux Communes (1945-1950). Ayant démissionné de son poste à Ottawa, il a refusé qu'un député à Québec lui cède son siège et préfère travailler à rebâtir son parti et à structurer un nouveau programme plutôt que se précipiter à l'Assemblée. Il préfère donc attendre des élections générales pour se présenter devant les électeurs. En conséquence, le député de Westmount-Saint-Georges, George Marler, agit toujours à titre de chef de l'opposition. Duplessis avait adressé à Lapalme un chant de sirène, lui offrant une élection sans opposition dans une circonscription libérale. Devant son refus, le premier ministre ne manquera jamais une occasion de critiquer l'opposition « bicéphale » et de rappeler les liens du chef libéral avec le parti de Louis Saint-Laurent et de le qualifier de « commis voyageur d'Ottawa ».

Le journaliste Pierre Laporte constate la grande faiblesse de l'opposition parlementaire de 1950 et regrette qu'à lui seul le chef de l'opposition assume « les neuf dixièmes du travail ». Lionel Ross, de Verdun, le seconde un peu, mais les autres souvent inexpérimentés sont d'une désolante inertie devant la citadelle duplessiste. Cette opposition anémique n'annonce rien de bon pour la démocratie, soutient Laporte<sup>2</sup>.

Le 4 novembre 1950, quelques jours avant l'ouverture de la session, dans un important discours à Québec, Georges-Émile Lapalme présente les valeurs qu'il entend défendre à la tête de son parti. Il parle en priorité de justice sociale et de réformes, au moment où il fait ses premières armes contre la toute puissante organisation de l'Union nationale. Il tente aussi de se faire connaître de la population par des conférences à la radio sur divers sujets de l'actualité politique<sup>3</sup>.

Le Québec, le Canada et le monde de 1950 vivent à l'heure de l'après-guerre mondiale et de la guerre froide. Depuis la crise de Berlin, en 1948, le fossé s'élargit entre le monde communiste stalinien et le monde dit « libre ». Le « Rideau de fer », naguère évoqué par Winston Churchill, divise la planète. Avec une Chine désormais communiste, l'Extrême-Orient devient un théâtre de nouveaux conflits, notamment en Corée où la guerre débute le 8 juin en Indochine (Vietnam) qui demeure encore, à l'époque, une colonie française. Dès le 30 juillet 1950, la marine canadienne s'engage dans le conflit coréen. Des soldats canadiens sont en Corée dans les premiers jours de novembre 1950; d'autres troupes terrestres, dont plusieurs soldats du Royal 22<sup>e</sup> Régiment, s'y rendront également au printemps 1951<sup>4</sup>.

Les tensions idéologiques et la crainte exagérée d'une infiltration communiste sont plus que jamais présentes au Québec. L'actualité suit le procès très médiatisé des époux Julius et Ethel Rosenberg accusés aux États-Unis d'espionnage au profit de l'Union soviétique. Au Québec, comme dans toute l'Amérique, la peur des communistes et des espions russes domine les esprits. On voit partout de l'action communiste, et le plus souvent là où elle n'est pas. Par exemple, le 10 septembre 1950, le Congrès des métiers et du travail du Canada expulse des membres simplement soupçonnés d'être des sympathisants communistes. Toute action syndicale

et ouvrière doit s'exercer sous le sceau des encycliques sociales et de la doctrine de l'Église. Une Ligue ouvrière catholique, établie à Montréal, y veille dans un esprit d'alliance du travail et des valeurs familiales. Dans ce contexte, Duplessis, qui se présente comme un pourfendeur du communisme, peut se permettre avec une habileté sans scrupule d'associer au marxisme toute forme d'opposition à son régime.

Pour les catholiques, 1950 est une année de jubilé et le pape Pie XII l'a proclamée « Année sainte », invitant les croyants en pèlerinage à Rome selon la tradition médiévale remontant au XIV<sup>e</sup> siècle. Plusieurs Québécois réunissent leurs économies pour s'offrir, à cette occasion insigne, un voyage en France et en Italie<sup>5</sup>. Le pape proclame également en 1950 le dogme de l'Assomption de la Vierge Marie, faisant d'une tradition mariale une vérité de foi pour les catholiques. L'Église québécoise connaît, quant à elle, des heures fastes au cœur de l'Année sainte. On se réjouit de la béatification de mère Marguerite Bourgeoys, fondatrice de la congrégation de Notre-Dame et pionnière de l'éducation en Nouvelle-France. Des ministres québécois accompagnent les délégations cléricales à Rome et sont chaleureusement accueillis par le pape. Le nouvel archevêque de Montréal, M<sup>gr</sup> Paul-Émile Léger, qui a succédé à M<sup>gr</sup> Joseph Charbonneau, le 24 mars 1950, amorce son épiscopat sous ces heureux auspices. Il souhaite un nouveau souffle religieux sur sa ville et sur tout le Canada français.

Cette réalité religieuse se traduit notamment par une vaste bibliographie ecclésiastique et religieuse parue au Québec en 1950; mais l'édition nationale du milieu du siècle est aussi marquée par la parution d'œuvres littéraires, de nouvelles et d'essais<sup>6</sup>. Robert Élie reçoit le prestigieux prix David pour son roman *La fin des songes*. Le Torrent d'Anne Hébert, *La petite poule d'eau* de Gabrielle Roy et *l'Histoire du Canada français* de Lionel Groulx paraissent au cours de l'année 1950. Un autre historien qui participera plus tard à la réforme de l'éducation, Louis-Philippe Audet, amorce la parution de son *Système scolaire de la province de Québec* qui comptera six tomes. L'ouvrage attire l'attention de Pierre Laporte, correspondant parlementaire du *Devoir* à Québec, qui lui consacre une chronique<sup>7</sup>. De son côté, le chansonnier poète Félix Leclerc connaît un grand succès populaire en France. Le 20 février 1951, il reçoit le grand prix de l'Académie du disque Charles-Cros pour sa chanson *Moi, mes souliers*. Dès lors, il tisse des liens durables entre son pays québécois et la France. Le cinéma québécois en est à ses premiers balbutiements. Cette année-là, Jean-Yves Bigras produit *Lumières de ma ville* et Paul Gury réalise *Séraphin*, inspiré du célèbre roman de Claude-Henri Grignon. En juin 1950 paraît un nouveau périodique trimestriel dont l'influence sera considérable : *Cité libre*. Gérard Pelletier dirige ces cahiers modestement tirés à 500 exemplaires et qui remettent en question l'autoritarisme de l'Église et des élites traditionnelles québécoises.

La Ville de Montréal vit à l'heure d'une volonté de redressement administratif et social. En mai, le juge François Caron inaugure une enquête de la Cour supérieure du Québec portant sur la moralité publique à Montréal. Des citoyens et des journaux, dont *Le Devoir*, dénoncent les abus du jeu, de la contrebande d'alcool et de la prostitution qui fleurissent sous le parrainage de la pègre dans le « Red light » montréalais. L'enquête débute en septembre pour préparer les audiences qui feront beaucoup de bruit, et deux avocats s'illustrent dans cette affaire : Pacifique Plante et Jean Drapeau. L'histoire n'incrimine pas directement l'administration du maire Camillien Houde, mais occupe le cœur de l'actualité pendant la campagne électorale municipale de l'automne. Le 11 décembre 1950, le maire Houde est réélu triomphalement à l'Hôtel de Ville contre trois adversaires tenaces : Adhémar Raynault, Sarto Fournier et Maurice Bourbonnière.

À Ottawa, le gouvernement canadien est solidement tenu par le Parti libéral dirigé par le Québécois Louis Stephen Saint-Laurent qui est fort d'une majorité dans neuf des dix provinces de la Confédération. Les premiers ministres du Canada et du Québec sont donc tous deux appuyés sur une puissante majorité parlementaire. En 1950, une importante ronde constitutionnelle entre les 11 premiers ministres du Canada se déroule en trois temps (janvier, septembre et décembre) et ponctue le calendrier parlementaire. Depuis la conférence de 1946, qui opposa Maurice Duplessis au gouvernement de Mackenzie King en un farouche duel politique, le climat s'est détendu entre les deux capitales. La formule d'amendement constitutionnel, le partage des juridictions et des compétences fiscales demeurent cependant toujours au cœur des débats, comme on le verra au cours de la session.

On trouve, au fil des séances de la session de 1950-1951, les échos de catastrophes et de tragédies qui ont frappé le Québec cette année-là. Un premier drame a ému la province le 6 mai 1950, lorsque la ville de Rimouski a été ravagée par un grave incendie qui a détruit 359

résidences, faisant des milliers de sans-abri. Quelques jours plus tard, c'est le village de Cabano, dans la même région, qui subit un sort identique. Ces sinistres obligent le gouvernement à accorder une aide d'urgence aux victimes et aux municipalités éprouvées. Ils expliquent aussi la convocation hâtive des Chambres, le 8 novembre 1950, pour régler les aspects législatifs de ce dossier.

### Un nouveau lieutenant-gouverneur

Les questions religieuses, constitutionnelles et sociales sont les premières évoquées dans le discours du trône. C'est un nouveau représentant de la couronne qui arrive de Bois-de-Coulonge au parlement pour ouvrir la 3<sup>e</sup> session de la 23<sup>e</sup> Législature de la province de Québec. Depuis le 3 octobre 1950, l'honorable Gaspard Fauteux, 52 ans, a succédé à sir Eugène Fiset. Fauteux n'est pas un inconnu à Québec. Chirurgien dentiste de son état, il a été député libéral de Montréal-Sainte-Marie à l'Assemblée législative de 1931 à 1935; il a par la suite représenté la même circonscription à Ottawa de 1942 à 1950 et occupé le fauteuil de président de la Chambre des communes de 1945 à 1949. Pendant ces années, il a amorcé la modernisation des règlements et des usages parlementaires du Parlement fédéral. Vingt ans plus tard on s'inspirera de son modèle pour réformer le parlementarisme québécois et l'adapter aux défis de la Révolution tranquille.

Gaspard Fauteux est aussi l'héritier d'une illustre famille québécoise. Il est, par sa mère, le petit-fils de l'ancien premier ministre Honoré Mercier et aussi le neveu de sir Lomer Gouin qui occupa également, mais brièvement, le poste de lieutenant-gouverneur du Québec en 1929<sup>8</sup>.

Les journaux décrivent comme toujours avec détails l'ouverture de la session. *Le Devoir* parle d'une cérémonie « solennelle » et *La Tribune* ajoute « brillante ». Tout le gratin civil, religieux, judiciaire et militaire participe à ce rendez-vous mondain de la capitale. Depuis deux jours, écrit Amédée Gaudreault, des ouvriers s'affairent à « mettre les chambres québécoises sur leur "36" ». Le vieux tapis vert de la salle de l'Assemblée législative a été remplacé par un neuf et on ne tardera pas à faire de même au Salon rouge<sup>9</sup>. Le lieutenant-gouverneur est arrivé au son de l'hymne royal et entouré de l'apparat militaire. On remarque qu'il ne porte pas le traditionnel costume brodé d'or ni son bicorné à plumes qu'il a remplacé par la jaquette noire et le haut-de-forme. La raison en est le deuil royal causé par le décès du roi Gustave V de Suède, cousin germain de George VI. Jusque dans les plus fins détails de l'étiquette, le Québec de l'époque se veut encore fidèle aux conventions et aux traditions de la monarchie britannique.

### Le discours du trône

C'est un discours inscrit dans la tradition que le gouvernement Duplessis fait lire au lieutenant-gouverneur Fauteux. On remarque que le Parlement est convoqué hâtivement, sept mois seulement après la clôture de la session précédente; mais la tragédie de Rimouski et celle de Cabano et les affaires constitutionnelles imposent au gouvernement des actions rapides et un calendrier chargé.

Le discours du trône souligne bien sûr le caractère religieux de l'Année sainte qui a été célébrée par un Québec encore imprégné de culture catholique, laquelle est, comme la langue française, étroitement associée à l'identité nationale. Pour le gouvernement, la religion est aussi un rempart contre la progression des idées communistes qu'il associe à toutes les formes de contestation sociale.

Les priorités législatives inscrites au discours inaugural sont l'agriculture et la colonisation, car le premier ministre n'oublie pas que la classe rurale constitue sa base électorale la plus solide. On parle aussi de la santé et de l'éducation que le gouvernement inscrit dans sa politique en faveur de la jeunesse. Les relations de travail demeurent un dossier névralgique dans une société industrielle. Dans le même esprit, la question des mines et du développement des richesses naturelles est présentée comme un important levier de progrès économique. Enfin, l'industrie touristique soutenue par une vigoureuse politique de voirie doit assurer une longue prospérité à la province.

La conférence fédérale-provinciale, en cours depuis janvier 1950, en est à sa troisième session, qui aura lieu à Ottawa, début décembre. Pour cette raison, l'Assemblée ajournera ses travaux pour les reprendre en janvier 1951. On reportera aussi en janvier le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône. Pour l'heure, on se contente du coup d'envoi de ce débat qui est confié au député de Rouyn-Noranda, Guy Dallaire, appuyé par le représentant de Pontiac, Raymond Thomas Johnston. Les deux députés unionistes font l'éloge de leur région du Nord-Ouest québécois et louangent, comme il se doit, les politiques de l'Union nationale.

Aussitôt expédiés les rituels du début de session, le gouvernement dépose plusieurs projets de loi jugés importants. Comme d'habitude, c'est le premier ministre qui donne les explications sur tous les projets de loi, illustrant ainsi l'extrême contrôle qu'il exerce sur son gouvernement et le peu de latitude qu'il accorde à ses ministres. C'est plus tard en session, au moment de l'étude des crédits des ministères, que l'on pourra entendre les ministres défendre eux-mêmes les budgets.

## **L'économie et les finances publiques**

L'opposition dénonce le discours satisfait du gouvernement sur la prospérité, alors que l'inflation réduit le pouvoir d'achat des familles et appauvrit le Québec (24 janvier). En réponse à ces attaques, les unionistes seront fiers de brandir le numéro du 1<sup>er</sup> février 1951 du magazine torontois *Maclean's*, qui consacre un long article au boom économique du Québec, à ses conséquences sur la société et à l'intérêt que les Québécois portent désormais à leur développement industriel<sup>10</sup>.

Le 1<sup>er</sup> mars, le ministre Onésime Gagnon peut présenter fièrement son budget pour l'année 1951-1952 qui affiche un surplus de 36,5 millions de dollars sur un budget de l'ordre de 232 millions de dollars. Son discours lui permet de faire à nouveau le bilan des réalisations de l'Union nationale depuis 1936 : crédit agricole, électrification rurale, forêts, mines de fer et de titane, industrie lourde, éducation, santé, habitation et logement social, travaux publics et voirie. Les discours du trésorier, toujours riches en citations, en références historiques et en statistiques, se présentent comme un moment d'apothéose pour le régime et son premier ministre. Le trésorier souligne également les 50 ans des caisses populaires fondées par Alphonse Desjardins, lesquelles ont favorisé le développement économique du Québec et stimulé le secteur des assurances. Poussé par le souffle de l'enthousiasme, le ministre en vient à parler de « la montée de notre peuple vers sa libération » et « vers sa complète émancipation ».

D'autres députés ministériels profitent du débat budgétaire pour exercer leurs talents oratoires. C'est le cas du secrétaire de la province, Omer Côté, et du ministre de la Santé, Albiny Paquette, qui offrent des pièces d'éloquence parlementaire aux séances des 8 et 9 mars.

L'opposition se donne quelques jours pour sa réplique qui est présentée par le chef de l'opposition à la séance du 6 mars. Les libéraux approuvent la recherche d'une entente fiscale avec Ottawa, mais critiquent les autorisations budgétaires que le gouvernement s'accorde en cours d'année fiscale, mettant les députés, à leur retour en Chambre, devant des décisions déjà prises et des crédits déjà engagés. Ils soulignent en outre le fardeau fiscal que l'on fait porter au citoyen contribuable. Un réel déficit se cache, dit Marler, derrière les parades comptables et verbales du trésorier. Bien des problèmes restent à régler dans la province, tant du côté de la voirie que de la santé publique où la lutte contre la tuberculose n'est pas encore gagnée. (7 mars)

Le débat sur l'économie tourne aussi sur la question de l'inflation et du salaire des ménages. Certains députés plaident en faveur d'une augmentation des salaires pour juguler celle du coût de la vie. On propose même d'ajuster les salaires en fonction des charges de famille plutôt qu'au seul service rendu; suggestion, bien sûr, pratiquement impossible à appliquer. René Chaloult rappelle la lettre épiscopale de 1950 et les encycliques sociales de Léon XIII et de Pie XI pour dire que la moyenne des salaires doit permettre à un chef de famille de faire vivre décemment ses enfants.

Les salaires des fonctionnaires sont examinés. Le gouvernement admet que 90 % des salariés de l'État québécois reçoivent moins de 3 000 \$ par an et que la moyenne s'établit à 1 915 \$, ce qui est jugé insuffisant<sup>11</sup>. Sur les ondes du poste CKCV de Québec, le chef libéral, Georges-Émile Lapalme, déclare que les fonctionnaires provinciaux sont mal payés<sup>12</sup>. Les

« employés civils » n'ayant aucun recours syndical sont en effet à la merci de leur employeur. Pendant l'étude des crédits, le gouvernement s'engage à revoir à la hausse les salaires des fonctionnaires apportant un soulagement financier à de nombreuses familles dépendantes de la fonction publique, particulièrement dans la capitale.

### **Les malheurs de Rimouski et de Cabano (mai 1950)**

Au moment où l'Assemblée se penche sur l'aide à porter aux sinistrés de Rimouski et de Cabano qui ont perdu leurs biens dans l'incendie du printemps, on apprend la mort de l'archevêque de Rimouski M<sup>gr</sup> Georges Courchesne. Il était « un membre éminent de notre clergé », dira le premier ministre en annonçant son décès aux députés à la séance du 14 novembre. L'archevêque, qui encourageait le développement de la colonisation de sa région, était aussi pour le premier ministre un allié dans sa politique agricole. Il délègue quatre ministres pour représenter le gouvernement aux funérailles<sup>13</sup>. De son côté, *Le Devoir* salue la mémoire du prélat, mais rappelle qu'il était « une figure les plus austères de l'épiscopat<sup>14</sup> ».

L'Assemblée vote sans difficulté un crédit de 1 000 000 \$ pour aider les familles de Rimouski et de Cabano à reconstruire leurs maisons. Mais on n'accorde aux familles que la valeur de la maison détruite et non ce que représente le coût de construction d'une maison neuve équivalente, ce qui en laisse plusieurs sans ressources suffisantes. On se plaint aussi de la lenteur de l'aide aux sinistrés qui, à la fin de l'année 1950, n'ont encore reçu que 182 000 \$ en soutien direct. « Le véritable sinistré, c'est le gouvernement qui a besoin de fonds », déclare George Marler<sup>15</sup>. D'autres sources de financement seront nécessaires et le gouvernement devra présenter en janvier les bills 20 et 21, pour demander de nouveaux crédits. L'opposition s'enquiert du « fonds Rivard » qui a reçu 829 000 \$ en dons du public pour venir en aide aux démunis victimes du sinistre. On adopte également une loi semblable pour soutenir les sinistrés de Cabano (bill 3).

### **La tragédie du mont Obiou (13 novembre 1950)**

Le 14 novembre, on apprend une triste nouvelle : un avion DC-4 ramenant de Rome vers Paris un groupe de 51 pèlerins du Québec a percuté, la veille, un sommet des Alpes françaises, le mont Obiou. Tous les passagers de l'avion ont perdu la vie<sup>16</sup>.

Cette nouvelle marque d'une fin tragique « l'Année sainte » et frappe plusieurs familles de la capitale et son clergé, dont des membres étaient à bord de l'avion. Se trouvant alors en Europe, l'archevêque de Québec M<sup>gr</sup> Maurice Roy et le ministre de la Chasse et des Pêcheries, l'honorable Camille Pouliot, se rendent sur les lieux du drame pour représenter les familles éprouvées<sup>17</sup>. Le deuil frappe directement 600 personnes du Québec qui perdent là-bas un parent ou un proche. Le premier ministre, le chef de l'opposition et quelques députés de l'Assemblée tiennent à rendre hommage aux disparus. Le drapeau fleurdelisé est mis en berne en leur honneur sur la tour du parlement.

En mars 1951, on votera une loi (bill 71) pour reconnaître légalement le décès des personnes disparues et qui n'ont pu être identifiées pour que les familles puissent procéder aux successions testamentaires et toucher les primes d'assurance-vie des victimes. Les restes des victimes ont été inhumés dans un enclos, constituant un lieu de mémoire de la tragédie, à l'entrée du village de La Salette-Fallavaux, près de Grenoble.

### **L'écroulement du pont Duplessis (31 janvier 1951)**

Ouvert à la circulation en 1948, le pont dédié à Nérée et Maurice Duplessis sur la rivière Saint-Maurice inspire les chantes du gouvernement de l'Union nationale. À la suite du premier ministre qui aime comparer la solidité du pont à celle de son gouvernement, le ministre de la Voirie, Roméo Lorrain, déclare en Chambre, le 15 novembre, que « ce pont géant est plus robuste et plus puissant que jamais ». Rarement le sort aura autant fait mentir ces affirmations péremptoires. Le 31 janvier 1951, au milieu d'une nuit glaciale, quatre travées du pont Duplessis s'abîment dans la rivière Saint-Maurice, faisant quatre victimes. On réveille le premier ministre dans ses appartements du Château Frontenac, aux premières heures du jour, avec l'annonce de cette tragédie.

En informant la Chambre quelques heures plus tard, le premier ministre se porte garant des ingénieurs et de la compagnie qui l'a construit. Il émet aussitôt l'hypothèse d'un sabotage communiste. « J'en ai l'intime conviction », dit-il. Il évoque la situation internationale pour supputer de sombres complots dirigés contre la province de Québec et le Canada. L'enquête démontrera des vices dans la construction et le choix des matériaux, mais l'hypothèse d'un complot alimentera longtemps les conversations.

Dans les circonstances, il faut prendre des mesures d'urgence, détourner la circulation automobile, prévoir un pont flottant temporaire, lequel est offert par le ministre fédéral C. D. Howe. À la séance du 7 février, une semaine après le drame, l'opposition, qui a eu le temps d'examiner les premiers rapports, demande le dépôt de documents publics et propose d'instituer une commission d'enquête. Duplessis fulmine et accuse les libéraux de vouloir tirer un profit politique d'un malheur national.

Le débat est relancé par Roméo Lorrain, le 14 février. Duplessis et Marler échangent des propos aigres-doux et on rivalise, de part et d'autre, sur les responsabilités de chacun. Le premier ministre en vient même à reprocher au chef de l'opposition d'avoir dormi la nuit du drame.

### **La Régie des loyers et le problème du logement**

Le 25 janvier, le gouvernement dépose le projet de loi 22 créant la Régie des loyers. Une législation importante de la session, déclare le premier ministre. Le gouvernement fédéral ayant voulu légiférer en ce domaine, le Québec a réagi et la Cour suprême lui a donné raison. Ce dossier de juridiction est particulièrement discuté à Montréal où se concentre la majorité des litiges entre propriétaires et locataires. À l'automne 1950, un très vif débat divise le conseil de ville de Montréal, mais les conseillers, par un vote serré, se prononcent contre la juridiction fédérale<sup>18</sup>. D'autres villes ouvrières sont inquiètes de voir simplement disparaître un organisme de contrôle des loyers et de protection des locataires. Par sa loi, le gouvernement québécois entend marquer définitivement son autorité juridique et constitutionnelle en ce qui concerne les baux locatifs et remplacer la structure fédérale par une régie québécoise.

Avec la Régie, le gouvernement veut aussi faire face à la crise de l'habitation et se doter d'outils de contrôle. Il est nécessaire d'établir un arbitrage entre propriétaires et locataires. « Nous établissons un contrôle des loyers, affirme Duplessis, pour contrôler ceux qui n'ont pas le contrôle d'eux-mêmes. »

D'autres projets de loi de cette session concernent le problème du logement qui se pose toujours avec acuité : le bill 15 sur la construction de maisons d'habitations et le bill 17 sur la commission d'enquête sur le logement, présidée par Joseph Gingras qui demande à poursuivre ses travaux d'audience. À l'opposition qui le critique sur ce point, le premier ministre répond par une parade qui lui ressemble en disant qu'on l'accuse d'être un dictateur et que s'il veut consulter et se renseigner, on le critique encore (30 janvier). L'étude du projet de loi en comité plénier se déroule au cours des séances des 21 et 22 février.

Il est clair que la question du logement social demeure lancinante en 1950-1951, particulièrement à Montréal où le nombre de taudis est considérable. Même le député indépendant de Montréal-Sainte-Anne, Frank Hanley, un fidèle admirateur des politiques de Duplessis, évoque cette crise qui touche durement sa circonscription. (6 mars)

### **La constitution**

On ajourne les travaux de la session le 16 novembre pour permettre au premier ministre de se rendre à Ottawa pour la conférence des procureurs généraux le 23, suivie des dernières séances de la conférence fédérale-provinciale du 4 au 7 décembre.

Le débat constitutionnel est au cœur de l'actualité en 1950 et 1951. Tant Ottawa que les provinces voient dans cette ronde de négociations une étape importante pour redéfinir non seulement des champs de compétence, mais aussi l'espace fiscal relevant de chaque niveau de gouvernement. Maurice Duplessis tient à conserver l'autonomie fiscale du Québec qui est la garantie de son autonomie politique. Il veut également récupérer la portion des champs de

taxation que le fédéral a occupée depuis la guerre. Pour le Québec, le gouvernement fédéral mine la Confédération en centralisant le pouvoir et en envahissant les compétences provinciales. Il se rattache à la vision l'idée du pacte fondateur de 1867, que le gouvernement d'Ottawa cherche à saper, considère-t-il.

Peu de détails sur les échanges entre les premiers ministres sont communiqués à la presse, mais le premier ministre québécois réaffirme son credo sur l'autonomie administrative, législative et financière. Et il refuse des subventions fédérales dans des domaines de juridiction provinciale. « Le gouvernement de la province de Québec ne peut accepter de devenir le pensionnaire d'un autre gouvernement », déclare-t-il<sup>19</sup>.

Duplessis dénonce le fait que le gouvernement central s'approprie 77 % des taxes et impôts, ne laissant qu'un maigre 23 % aux provinces, aux municipalités et aux commissions scolaires qui assurent une majorité de besoins sociaux. Pour le Parti libéral québécois, le public est très intéressé par ce dossier fondamental pour l'avenir et il presse le premier ministre de s'expliquer sur ses positions en ce domaine (24 janvier). Pour le chef, Georges-Émile Lapalme, l'attitude défensive et négative de Maurice Duplessis sert mal les intérêts du Québec. Au lieu de refuser les propositions fédérales, le gouvernement devrait soumettre des contre-propositions et des solutions avantageuses pour les provinces. Les principes, même justes, et les beaux discours auront peu de poids devant les millions qu'Ottawa pourra brandir pour séduire l'électorat. Et il dénonce l'attitude opportuniste et électoraliste de Maurice Duplessis dans ce dossier<sup>20</sup>.

Un jeune avocat montréalais de 30 ans contribue à la réflexion sur une éventuelle formule d'amendement de la Constitution canadienne. Paul Gérin-Lajoie, boursier de la fondation Rhodes en 1945, publie à Toronto, en 1950, un essai de science politique fort remarqué : *Constitutional Amendment in Canada* (Toronto, UTP, 1950, xliii, 340 p.). Le futur ministre de l'Éducation y considère le Québec comme l'enfant terrible de la Confédération canadienne, mais lui donne aussi raison de défendre son autonomie, car le bon fonctionnement de la Constitution ne peut être assuré que par le respect des bases sur lesquelles elle a été établie, considère-t-il. Nul doute que les participants à la conférence fédérale-provinciale de décembre 1950 avaient pris connaissance de cet ouvrage<sup>21</sup>.

## Les pensions de vieillesse

L'un des dossiers constitutionnels à l'étude pendant cette conférence est celui des pensions de vieillesse. Duplessis n'a pas les moyens d'égaliser les propositions fédérales dans ce domaine qui est de juridiction exclusivement provinciale selon la Constitution. Il est donc méfiant dans cette affaire. Mais il est clair que cette question nécessite un amendement constitutionnel à l'article 94, amendement qui sera demandé, comme il se doit, par le Canada et les provinces, au Parlement de Westminster.

Les questions sociales font déjà partie depuis plusieurs années du contentieux Canada-Québec. Déjà en 1920, le premier ministre libéral, Louis-Alexandre Taschereau, critiquait l'ingérence d'Ottawa dans les dossiers québécois d'assistance publique<sup>22</sup>. En 1927, un plan fédéral est appliqué pour soutenir les pensions aux personnes de 70 ans et plus. Ce plan est révisé en 1947 et en 1949. De son côté, le gouvernement québécois légifère en 1936 et crée une régie des pensions de vieillesse. Après la guerre, le Québec constate que malgré sa juridiction reconnue sur les politiques sociales, celles-ci sont fortement investies par des législations fédérales. En 1950, Ottawa paie 75 % des pensions aux personnes de plus de 70 ans et 50 % aux personnes de 65 à 69 ans qui sont dites « nécessiteuses », et le gouvernement fédéral souhaite reconduire ce plan pour une durée de cinq autres années<sup>23</sup>. Louis Saint-Laurent veut un accord de « location de domaines fiscaux ». Les provinces sont divisées quant à la pertinence de recevoir des subventions fédérales dans des juridictions exclusivement provinciales.

À Québec, le chef de l'opposition libérale, George Marler, dit au gouvernement de se méfier d'un amendement constitutionnel initié par Ottawa et demande qu'un tel amendement soit autorisé par la Législature québécoise. De son côté, René Chaloult est heureux de voir que l'importance de lois de sécurité sociale soit universellement admise; cependant, il met lui aussi le premier ministre en garde contre la cordialité apparente d'Ottawa; « Ils sont si habiles », dit-il (7 février). Duplessis dit prendre le principe de la motion Francoeur de 1917 comme base de négociation<sup>24</sup>.

Le débat sur cette question reprend autour du projet de loi 26 sur l'amélioration des pensions aux vieillards et aux aveugles, que le gouvernement a modifié, mais il s'enlise en attaques partisans (15 février). L'enjeu est cependant majeur et Duplessis a de bonnes raisons de se méfier de la stratégie fédérale. Il insistera pour que l'amendement constitutionnel permette au Parlement du Canada de légiférer « à l'occasion » dans les pensions de vieillesse, mais que le texte réaffirme aussi les droits passés et futurs des provinces dans ce domaine, garantissant qu'aucune loi fédérale « ne doit porter atteinte à l'application de quelque loi présente ou future d'une législature provinciale en ces matières<sup>25</sup> ». Pourtant, grâce à cette concession inscrite dans l'AANB, le gouvernement central occupera en moins de dix ans tout le champ des pensions aux personnes âgées au Canada, puisque rien n'assurait la prépondérance des lois provinciales sur des lois fédérales en ce domaine. Néanmoins, la prudence de Maurice Duplessis permettra au gouvernement de Jean Lesage dans les années 1960, sans rouvrir le dossier constitutionnel, de mettre sur pied la Régie des rentes du Québec, une des grandes réformes économiques de la Révolution tranquille.

### **L'agriculture et la colonisation**

Pour le gouvernement de Duplessis, l'agriculture demeure un pilier de la survivance nationale, une industrie fondamentale, la « pierre angulaire de tout progrès durable, de toute sécurité véritable<sup>26</sup> », affirme le premier ministre.

Un des tout premiers projets de loi présentés vise l'amélioration du crédit agricole. Le gouvernement se targue d'avoir établi cette politique, en 1936, pour permettre aux cultivateurs de demeurer propriétaires de leurs terres et d'en améliorer les rendements. Le gouvernement n'a pas abandonné son programme d'électrification rurale, synonyme de progrès dans les campagnes en leur assurant un accès aux « commodités modernes ». Sur un autre front, il poursuit sa croisade contre la margarine qui nuirait aux producteurs de beurre de la province. (24 janvier)

Pour les libéraux, la politique agricole de l'Union nationale laisse à désirer, elle néglige la diversification des productions. Une grande partie des fruits et légumes vendus au Québec provient d'ailleurs, disent-ils. Les cultivateurs manquent d'entrepôts réfrigérés et la colonisation n'est plus l'entreprise dynamique de salut national, mais un programme obsolète qui fonctionne au ralenti. Un débat à ce sujet est soulevé, le 6 février, lors de l'étude du projet de loi 42. René Chaloult, attaché aux valeurs agricoles traditionnelles et qui aurait tant aimé voir s'élever « des centaines de clochers dans le ciel de l'Abitibi », doit constater le déclin de la colonisation.

En 1951, il est de plus en plus difficile de recruter de nouveaux colons. Les campagnes de propagande ne donnent plus les résultats d'autrefois. Les conditions de vie dans les villes, les salaires meilleurs et les conditions de vie plus faciles n'incitent plus les jeunes à se lancer à l'assaut de nouvelles terres ingrates à cultiver.

L'opposition libérale se fait vive envers le gouvernement au chapitre de l'agriculture. Le porte-parole de l'opposition et député de Verchères, Arthur Dupré, examine en détail les crédits présentés par le ministre Laurent Barré (13 mars). C'est cette année-là que le gouvernement achète des terrains au nord de la ville de Montréal pour établir un grand marché central destiné aux cultivateurs de l'île Jésus et de la rive nord et visant à soulager les halles du Marché Bonsecours qui sont surpeuplées. Ce nouveau marché public portera plus tard le nom de Marché Jean-Talon.

### **La pêche et l'environnement**

Les problèmes liés aux pêcheries éveillent les députés à la question environnementale. On prend peu à peu conscience que la pollution des eaux affecte la qualité du poisson pêché. C'est en étudiant les crédits des pêcheries que des députés signalent que des eaux sales contaminent le poisson et nuisent à la réputation de la province. On constate que les déchets jetés sur les grèves sont nocifs à la santé et que dans le secteur de Montréal, on ne peut plus consommer le poisson pêché dans le Saint-Laurent ou dans des affluents. La situation, dit-on, semble sans remède. (27 février)

## L'éducation

Une demi-douzaine de lois portent sur l'éducation, les écoles et l'instruction publique. Le premier ministre parraine lui-même le bill 10 qui vise à assurer les progrès de l'éducation. Le ministre Paul Sauvé présente, quant à lui, le bill 69 sur la protection de la jeunesse et les écoles de réforme, qui se veut une contribution pour juguler la délinquance et pour favoriser la réinsertion sociale des jeunes criminels.

On fait grand état du rachat par le gouvernement des dettes des commissions scolaires qui s'élevaient à 100 millions de dollars, libérant ainsi des crédits pour de nouveaux équipements scolaires et la construction de nouvelles écoles. *L'Action catholique* est aussi heureuse d'annoncer que le gouvernement augmente les octrois aux collèges classiques. (8 mars)

On poursuit les politiques de développement de l'éducation spécialisée à mesure que les besoins se font plus pressants. Selon le gouvernement, 28 000 élèves fréquentent les écoles spécialisées (14 mars). Le premier ministre déclare suivre un plan d'ensemble : « Nous donnons à nos gens les écoles dont ils ont besoin », dit-il, le 9 mars, lorsqu'il est question de déménager l'École des beaux-arts de Québec. L'École vétérinaire de Saint-Hyacinthe est établie dans des locaux permanents avec un premier crédit de 850 000 \$ (12 mars). En fin de session, le premier ministre se dit ouvert à la création d'une école pour la formation des policiers de la Sûreté provinciale. « Le temps est venu », dit-il en relevant une suggestion de l'opposition, pour un établissement qui formerait les policiers provinciaux et municipaux du Québec. (13 mars)

## Le travail

La grève de l'amiante, en 1949, a soulevé une réflexion au sein de l'Église au sujet des relations de travail, de la justice sociale et du droit syndical. L'implication dans cette affaire de l'archevêque de Montréal, M<sup>gr</sup> Charbonneau, a ramené au cœur de l'actualité les principes de la doctrine sociale de l'Église et l'importance pour les autorités cléricales de savoir les rappeler à temps et à contretemps selon la formule de l'apôtre saint Paul. Le 20 mars 1950, l'Assemblée des évêques a publié une lettre ouverte sur la question ouvrière qui vient hanter les débats. La lettre a créé un malaise du côté du gouvernement québécois et elle indispose Maurice Duplessis et son ministre du Travail, Antonio Barrette. Ce dernier déclare : « La justice sociale existe chez nous. C'est ici qu'il y a des leçons à prendre. Que l'on ne vienne pas nous en donner! » On en parle encore en 1951; René Chaloult y fait référence dans son discours sur l'adresse en réponse au discours du trône. ( 24 janvier )

Le 30 janvier, le ministre présente le bill 31 sur les relations ouvrières et le conseil d'arbitrage qui déclare faciliter les procédures de la Commission des relations de travail. Il s'agit d'une mauvaise loi, déclare le chef de l'opposition, car elle entrave les recours contre la Commission. Le premier ministre, qui se présente toujours comme l'ami des ouvriers, affirme que le travail de la Commission ne doit pas être entravé par des procédures judiciaires. René Chaloult, qui porte toujours une attention particulière aux affaires ouvrières, se méfie de cette loi et se fait l'écho des chefs syndicaux.

Les autres mesures importantes de cette session en matière de relations de travail sont les bills 52 et 55. L'un prolonge jusqu'à trois ans la durée statutaire des conventions collectives (14 février) et l'autre porte sur la Commission des relations ouvrières; on en étudie les articles à la séance du 27 février.

## Les richesses naturelles

L'un des thèmes de l'opposition est le laxisme du gouvernement Duplessis dans le dossier des richesses naturelles de la province que l'on livre à l'exploitation étrangère. Marler dénonce cette forme aliénante du capitalisme qui met la province sous le contrôle de financiers étrangers. (24 janvier)

De son côté, René Chaloult s'inquiète du bill 33 sur l'exploitation forestière, destiné à favoriser l'industrie du papier. Il se dit préoccupé par la santé du capital forestier du Québec menacé par le feu, par les insectes et, surtout, par la voracité des compagnies forestières qui

dévastent plus qu'elle n'exploitent. Duplessis et Bourque se moquent du député et ironisent à propos de ses inquiétudes et « des experts qui voient tout en noir », alors que la province fait mieux que quiconque pour protéger ses forêts, disent-ils. (1<sup>er</sup> février)

### **La voirie**

La voirie est assurément un des piliers du régime Duplessis. Grâce à une habile politique des routes, des ponts et des chemins, le gouvernement a développé un large réseau d'entrepreneurs qui deviennent autant d'apôtres de l'Union nationale en temps d'élections.

Le grand architecte de cette politique est le ministre de la Voirie, Antonio Talbot, député de Chicoutimi. Le 15 novembre, il présente un des plus importants projets de loi de la session et fait un bilan élogieux de la politique unioniste dans le domaine de la voirie. « Pas de routes, pas de société! », s'écrie-t-il avec conviction. En fait, il réclame un pouvoir d'emprunt de 60 000 000 \$ financé par l'augmentation de deux cents de la taxe de vente sur le gallon de gasoline (environ ½ cent par litre).

L'opposition s'inquiète de ces dépenses en temps d'inflation. Elle s'inquiète surtout de la gestion globale que le gouvernement fera de cette importante somme. Elle aimerait que le Parlement puisse examiner les comptes en détail et que l'Administration ait à défendre sa gestion. « C'est un sabotage du système de contrôle budgétaire », se plaint le chef de l'opposition. Il accuse l'Union nationale de financer ainsi sa prochaine campagne électorale. Le ministre des Travaux publics, Roméo Lorrain, pourra reconstruire tous les ponts de son comté, dit-il. Il croit que cette politique des chemins est la véritable motivation de cette session hâtive, plus que les besoins de Rimouski et des obligations de la conférence constitutionnelle. Cette session, dit Marler, est la « session de l'essence » et le projet de loi est « l'essence de la session ».

Pour le premier ministre, la voirie est un symbole de progrès, mais « les chemins, comme les élections, ne se font pas avec des prières », dit-il (15 novembre). L'étude du budget offrira l'occasion aux députés de parler plus en détail de la question de la voirie. On parlera même du projet de métro à Montréal pour alléger et accélérer le transport en commun dans les rues de la métropole. Le député Paul Earl, de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, dit qu'en cas de guerre le métro constituerait un bon abri anti-aérien. (7 mars)

On constate que la route devient une voie principale pour le transport des marchandises et en toutes saisons avec l'entretien des chemins d'hiver. Le 7 février, le ministre Talbot présente la loi 47 qui prévoit notamment des pénalités pour les conducteurs de véhicules trop lourds qui abîment les chaussées.

### **Les affaires judiciaires**

Au cours de cette session, le gouvernement présente le projet de loi 24 sur les tribunaux judiciaires visant à réduire la congestion des sessions à la Cour supérieure du Québec et à réduire les délais de procédure. On nomme quatre nouveaux juges pour Hull, Labelle, Pontiac et Mont-Laurier, portant à 46 le nombre de juges dans la province.

Plusieurs lois de nature judiciaire figurent au programme de cette session, notamment sur l'expropriation et les titres de propriété que le ministre Bourque qualifie de « lois salvatrices ». (30 janvier)

### **La protection civile**

Le 12 mars, le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, Paul Sauvé, présente une législation nouvelle au sujet de la protection civile dans la province, le bill 73. La planification de mesures d'urgence s'impose en raison du climat de guerre froide, d'autant plus que la menace atomique met les gouvernements en face de situations totalement inédites.

L'inquiétude du chef de l'opposition porte davantage sur l'initiative québécoise en ce domaine. Il craint que le pouvoir fédéral perde une partie de sa responsabilité sur la défense civile en cas de guerre. C'est là une éventualité qu'il ne peut admettre, dit-il. Sauvé le rassure dès le lendemain et affirme que la loi n'enlève aucun pouvoir à Ottawa. Le gouvernement du Québec doit prendre les précautions qui s'imposent en raison du contexte international qui pourrait s'aggraver.

### **Les valeurs conservatrices**

Le gouvernement unioniste incarne plus que jamais des valeurs conservatrices. Son discours « agriculturiste » et nationaliste s'abreuve aux idées traditionnelles de survivance du Canada français. Sa vision exalte le petit commerce de détail, le seul où les Québécois peuvent espérer une quelconque aisance. C'est ainsi que le premier ministre fait l'éloge de l'épicier du coin canadien-français que son administration soutient de son mieux par l'exclusivité qu'il lui accorde dans le commerce de la bière. (14 novembre) Mais le problème de l'alcoolisme inquiète René Chaloult qui, pendant le débat sur le budget, parle de la tempérance et de la loi des alcools qu'il juge trop permissive. Il évoque la « marée alcoolique » qui menace les lois et l'autorité. (6 mars)

Le premier bill de cette session qui est adopté porte sur la censure des imprimés. (bill 7) Treize ans après la célèbre loi du cadenas, le gouvernement persiste et signe. Le combat contre la propagande communiste justifie cette législation. Le gouvernement ne veut pas se limiter à combattre ceux qui vendent ou distribuent des imprimés jugés communistes ou séditionnels, mais aussi à ceux qui les transportent et les diffusent. Le communisme est « la tuberculose de l'esprit », affirme le premier ministre. (24 janvier)

### **L'affaire Bernonville**

En 1951, rebondit l'affaire Bernonville, du nom de Jacques Dugé comte de Bernonville, ancien militant de l'Action française de Paris, un collaborateur très compromis avec la Milice de Joseph Darnand et les occupants allemands en France pendant la Seconde Guerre mondiale. En 1945, il s'enfuit par l'Espagne vers les États-Unis et est condamné à mort par contumace pour crimes de guerre devant un tribunal de Toulouse. Réfugié au Canada en 1946 par l'assistance d'une filière catholique, il est protégé au Québec par des membres du clergé et par des gens de droite, encore admirateurs du maréchal Pétain et dont certains sont associés à l'Union nationale. Avec sa famille et sous un nom d'emprunt, de Bernonville se cache à Saint-Pacôme dans la région de Rivière-du-Loup. Identifié et dénoncé, il se présente en 1948 devant un agent d'immigration pour demander sa résidence permanente au Canada.

La question de son extradition se pose alors et s'amorce une longue saga judiciaire. L'attitude discrète et pieuse de l'homme et des siens lui amène la sympathie de ceux qui voient en lui une victime innocente de l'épuration. D'autres l'accusent de duplicité et demandent son extradition pour répondre en France de ses crimes. Parmi ses défenseurs, on trouve des noms connus, comme Camillien Houde, Robert Rumilly, Claude-Henri Grignon, M<sup>gr</sup> Maurice Roy, Frédéric Dorion, Bona Arseneault et René Chaloult, pour ne nommer que ceux-là. On trouve parmi ses adversaires les plus enflammés, Louis Saint-Laurent, Roger Lemelin, Jean-Charles Harvey et Jean-Louis Gagnon. La presse québécoise se divise également à propos de son cas sur fond de querelles mal éteintes entre gaullistes et pétainistes. La presse du Canada anglophone est largement hostile à de Bernonville et mêle au débat des accents de francophobie, entraînant du coup plusieurs francophones nationalistes du côté des défenseurs.

En 1951, les pressions en faveur de son extradition sont fortes. Les 13 et 21 février, à l'Assemblée législative, René Chaloult présente une motion et plaide la cause de Bernonville, reprenant le vieux discours sur la France « officielle », « républicaine et athée », voire « communiste », en lutte avec la France « vraie » catholique et fidèle à l'Église. Le député de Québec croit que la visite de René Pleven, premier ministre de la République, n'est pas étrangère à cette demande d'extradition. En effet, en février 1951, Québec reçoit la visite de René Pleven, président du Conseil de la République française, prélude de celle du Président Vincent Auriol prévue en avril. D'origine bretonne, René Pleven (1901-1993) est un compagnon de la

Résistance française et du général de Gaulle pendant la guerre. Pleven n'avait assurément aucune sympathie pour Jacques de Bernonville.

Chaloult en veut à l'administration fédérale qui refuse le droit d'asile à un Français collaborateur sous l'Occupation, mais qui, avec une grande facilité, dit-il, laisse entrer au Canada des Allemands au passé nazi beaucoup plus lourd. Avec une grande prudence, Maurice Duplessis s'abstient de prendre position dans ce débat, sentant le malaise même au sein de ses troupes. Il déclare que l'affaire ne relève pas de sa juridiction et il se réfugie derrière les procédures en cours pour éviter d'avoir à appuyer publiquement l'un ou l'autre camp. Il laisse cependant voter la motion du député de Québec qui n'engage pas son gouvernement. L'opposition officielle se montre tout aussi prudente et le plaidoyer de Chaloult tombe dans une Assemblée qui préfère manifestement garder un silence circonspect sur cette affaire.

Quelques mois plus tard, le comte de Bernonville s'enfuit au Brésil où il ira finir ses jours. Il mourra assassiné par un domestique, en avril 1972, et cette affaire qui avait tant divisé les Québécois tombera dans un oubli presque total<sup>27</sup>.

### De choses et d'autres...

L'Assemblée souhaite perpétuer le souvenir de l'ancien conseiller législatif et historien, Thomas Chapais, décédé en 1946. Par une loi, le 15 novembre, on vote un crédit pour l'acquisition de la bibliothèque et de divers biens ayant appartenu à l'homme de lettres. La Législature financera également la réédition de son *Jean Talon*, devenu très rare, dit-on, et d'autres de ses œuvres pour, déclare le premier ministre, « le bénéfice des générations futures ».

On parle de plus en plus d'implanter la télévision au Québec et au Canada. La Société Radio-Canada souhaite ériger une antenne de diffusion sur le mont Royal. L'arrivée de ce nouveau média inquiète le premier ministre qui se méfie du possible monopole de la Société fédérale sur les ondes télévisuelles. La télévision n'est pas encore présente dans les débats politiques à l'Assemblée<sup>28</sup>, mais par sa nouveauté elle fascine et elle ne tardera pas à faire son apparition au Québec<sup>28</sup>.

Le 13 février 1951, on apprend que le colonel Georges-Émile Marquis, Bibliothécaire de la Législature depuis 1934, quittera ses fonctions pour prendre sa retraite. En fait, il s'écoulera encore 18 mois avant qu'il n'abandonne définitivement son poste. Son adjoint, Jean-Charles Bonenfant, ancien secrétaire particulier du premier ministre Duplessis et homme de grande culture, est pressenti pour prendre sa relève<sup>29</sup>.

Le 15 février, le « Salon de la race » se transforme un moment en salle de cinéma. En décembre 1950, le député de Bagot, Daniel Johnson, s'est rendu en Nouvelle-Zélande comme représentant du Québec à une conférence du Commonwealth. Il en ramène deux films documentaires sur l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qu'il projette devant des députés réunis après la séance.

René Chaloult propose et défend une représentation officielle du Québec à l'étranger. Il suggère que le gouvernement nomme un agent diplomatique à Paris et un à Rome auprès du Vatican (21 février). L'importance de telles initiatives n'est pas encore perçue par le gouvernement Duplessis. Il faudra attendre l'arrivée des libéraux de Jean Lesage au pouvoir dix ans plus tard pour que ces dossiers débloquent.

Le ministre des Travaux publics, Roméo Lorrain, doit défendre ses priorités pour les 270 000 \$ qu'il consacre à la restauration de l'hôtel du Parlement et des édifices de la colline. Les députés de l'opposition aimeraient bien que l'on améliore les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages de l'édifice où se trouvent leurs bureaux, mais le ministre leur rappelle que c'était pire sous le précédent gouvernement et rappelle aussi qu'un incendie survenu le 6 mars à l'édifice de la voirie (aujourd'hui édifice André-Laurendeau) a fait pour 50 000 \$ de dégâts qu'il faut assumer en priorité.

## Les bons mots de la session

Dans sa longue carrière, le premier ministre Duplessis a fait subir de nombreuses brimades à l'opposition parlementaire, ce qui ne l'empêche pas de proclamer à l'Assemblée, le 13 mars : « Le Parlement est l'âme de la démocratie. » La formule est noble et fort belle, mais elle ne lui sert qu'à critiquer l'absence du chef libéral Georges-Émile Lapalme qui souhaite attendre les élections générales pour venir siéger en Chambre.

Le 10 mars, un crédit du ministère de la Chasse accorde un montant au Zoo de Québec pour la construction d'une cage pour un condor. Marler entend « pour un veau d'or », d'où un quiproquo amusant au comité. Duplessis enchaîne en disant que dans l'Union nationale, il y a des aigles et que l'opposition fournit le petit gibier.

En début de session, le 14 novembre, le premier ministre sert à Marler un de ses jeux de mots réchauffés : « Le chef de l'opposition a parlé avec sincérité, bien qu'il soit sincèrement dans l'erreur. » Le chef de l'opposition lui répond : « Le premier ministre a répété ce que nous avons entendu cinq ou six fois. Il aurait avantage à faire des disques. » L'Union nationale avait en effet, à des fins électorales, fait distribuer des discours de Maurice Duplessis enregistrés sur disques.

Antonio Talbot déclare le 15 novembre que, grâce à la route entre Québec et Chicoutimi, un journal comme *Le Soleil* peut être distribué le jour même au Saguenay. « C'est le principal défaut de la route », ajoute Maurice Duplessis.

Le même jour, on parle de l'augmentation de la taxe sur la gasoline que Marler critique au nom de l'opposition. Maurice Bellemare lui demande « Comment Ottawa a-t-il taxé les cigarettes? » « Ne jetez pas de cigarettes dans la gasoline, lui réplique Marler, vous allez mettre le feu! » Le chef de l'opposition, ajoutera le premier ministre, « montre beaucoup de bonne volonté et de mauvais arguments ».

Le 25 janvier, on discute le bill 41 qui autorise le microfilmage des documents de banques, d'assurances et aussi du gouvernement, ces archives prenant trop de place. « Nous avons, dit le premier ministre, un grand nombre de paperasses inutiles qui prennent de la place, par exemple, les discours du député de Verdun, Lionel-Alfred Ross. » « Voilà donc pourquoi, le premier ministre n'écrit pas ses discours », réplique de chef de l'opposition.

Le premier ministre badine aussi sur la crise du logement en disant qu'il n'y aura pas de problème pour abriter les quatre ou cinq députés de l'opposition qui resteront après les prochaines élections. Cette question du logement est complexe et ancienne, dit-il, elle remonte à Adam et Ève quand ils furent chassés du paradis. (25 janvier)

Marler qui critique les mandats en blanc que donne le gouvernement se fait répondre par le premier ministre : « le chef de l'opposition représente un régime qui n'avait de blanc que le mandat. » Le 6 février, Duplessis lance au député Ross, de Verdun, la boutade de Molière : « Les mauvaises intentions, c'est comme de l'argent, pour en prêter aux autres, il faut d'abord en avoir. » Lorsque le député se montre inquiet du patronage qui serait réservé aux seuls comtés unionistes, il se fait répondre : « Lorsqu'un comté est représenté par un député libéral, nous le trouvons tellement à plaindre que nous avons tendance à lui être favorables. »

Le 9 mars, on étudie les crédits du Secrétariat de la province concernant la commission des monuments historiques. On évoque l'idée d'un monument à Trois-Rivières dédié à M<sup>gr</sup> Laflèche, un farouche évêque ultramontain du XIX<sup>e</sup> siècle. Le premier ministre suggère malicieusement de demander l'opinion de Louis-Alexandre Taschereau, ancien premier ministre libéral et neveu du feu le cardinal Taschereau, qui s'était opposé à la pensée de Laflèche.

Cette session fut très courte, constate Marler, ce fut une « session éclair »; dommage que « nous n'ayons pas un gouvernement éclairé », ajoute-t-il. (16 novembre)

**La session en chiffres**

On a qualifié cette session de courte et fructueuse. Le Parlement québécois a adopté, en 1950-1951, 154 lois dont 67 lois publiques, 83 lois privées et quatre lois budgétaires. L'Assemblée a tenu 38 séances et le Conseil législatif, 17. Le Parlement a voté un budget total de 236 726 900 \$.

Les journaux de l'époque retiennent la création de la Régie des loyers et l'aide aux sinistrés de Rimouski et de Cabano comme les plus importantes mesures de la session. On peut dire que sans les malheurs qui ont frappé le Québec cette année-là et les questions constitutionnelles qui ponctuent toujours l'actualité canadienne, bien peu de grandes politiques auraient marqué les annales parlementaires de 1950-1951.

Gilles Gallichan

## Critique des sources

Pour cette période de 1950-1951, Georges-Émile Lapalme dresse, dans ses mémoires, un sévère portrait de la presse québécoise et des journalistes de l'époque qui, selon lui, avaient envers l'opposition une « conduite indigne » :

À travers tout le territoire, écrit-il, l'Union nationale avait suscité la création d'une foule de petites feuilles, particules de presse jetées aux quatre vents de l'opinion publique. Dans un grand nombre de cas, les courriéristes parlementaires attachés aux quotidiens rédigeaient ces journaux de province ou de quartier, et on répétait à la Tribune de la presse que certains d'entre eux mangeaient à deux râteliers quand l'occasion se présentait d'écrire dans un petit journal libéral.

Le chef libéral se plaignait que, faute de fonds, aucun des grands quotidiens ne déléguait de journalistes pour ses tournées, alors que le moindre discours du premier ministre s'étalait en première page sous des « titres à faire frémir », se souvient-il. Pour que l'on parle de l'opposition, disait Lapalme, il fallait « prendre une partie de nos pauvres fonds pour la distribuer aux journalistes de la tribune parlementaire et à quelques-uns des autres laissés sur place ». Cette vénalité de la presse s'explique par une culture généralisée qui faisait du journaliste un mercenaire sous-payé devant survivre par ses « pourboires ». Avec sa robuste caisse électorale, l'Union nationale pouvait attirer les journalistes comme des mouches autour d'une coulée de miel.

Malheureusement, rares étaient ceux qui saisissaient le déficit démocratique que représentait cette domestication de la presse par le pouvoir politique. Lapalme en conservera un souvenir amer :

Ils [les journalistes] y ont tous passé, les plus vertueux comme les plus cyniques, et je revois avec le même mépris qu'alors des figures connues du nationalisme ou de la fausse religion défiler les unes après les autres dans le petit bureau de mon chef de cabinet pour y recevoir l'enveloppe contenant le viatique. Que leur donnait Maurice Duplessis? Ils ne me l'ont jamais dit.

Il y eut une seule exception. Maurice Bernier, de *Montréal-Matin*, obligé quotidiennement de nous attaquer, vint en gentleman nous dire que la décence lui dictait un refus<sup>30</sup>.

En 1950-1951, la Tribune de la presse de Québec compte 19 membres connus. Le président est alors Arthur-W. Langlois du journal *La Presse*. Le principal quotidien francophone de Montréal a aussi délégué à Québec un journaliste d'origine française, Jacques Monnier, qui fera une longue carrière à la Tribune jusque dans les années 1960.

*Le Devoir* compte également deux correspondants parlementaires : Marcel Thivierge, en poste depuis 1947, et un jeune journaliste de 29 ans, Pierre Laporte, arrivé en 1948, et qui est élu secrétaire de la Tribune en 1951. *Le Devoir* se montre une voix indépendante et de plus en plus critique du pouvoir duplessiste. Cependant, il soutient l'attitude autonomiste du gouvernement et approuve notamment la création de la Régie des loyers. « Il faut savoir gré à la province, écrit Laporte, d'occuper le champ qui lui appartient<sup>31</sup>. » À l'Assemblée, le 7 février, René Chaloult souligne que « même *Le Devoir* » a reconnu au gouvernement une bonne défense des droits de la province. Duplessis ajoute que c'est vrai et qu'« ils [les gens du *Devoir*] en ont été malades pendant trois semaines ». Pour Lapalme, Pierre Laporte était un journaliste de talent quoiqu'il le jugeait « très nationaliste », ce qui expliquerait le fait qu'il passait tour à tour les membres de l'opposition libérale « au crible d'une critique assez dure<sup>32</sup> ».

*Le Devoir* profite d'une équipe chevronnée d'éditorialistes, capable d'offrir au public une analyse intelligente de l'actualité. À près de 75 ans, Omer Héroux est l'un des doyens du journalisme québécois. Compagnon d'Henri Bourassa aux origines du quotidien montréalais, il signe toujours en 1950-1951 des éditoriaux et des « blocs-notes » dans les pages du quotidien. La rédaction profite également des plumes d'André Laurendeau, de Paul Sauriol, de Pierre Vigeant, de Gérard Filion et, occasionnellement, de Pierre Laporte lui-même.

Les milieux unionistes s'en prennent au *Devoir*, devenu le quotidien francophone le plus critique envers le gouvernement. On dénonce les jeunes journalistes « socialistes » qui « étalent le vice » dans les colonnes du journal « devenu le plus jaune de tous les quotidiens français du Canada<sup>33</sup> ».

Pour les historiens, *Le Devoir* représente une source privilégiée. Journal de culture et d'idées, ouvert aux échanges intellectuels, journal nationaliste, mais qui ne chante pas toujours dans le même ton que la chorale unioniste, il apporte un éclairage intéressant sur la période. La couverture qu'il fait de la session parlementaire est complète.

Jacques Verrault et Calixte Dumas sont toujours depuis dix ans les deux correspondants de *L'Action catholique* qui demeure un appui fidèle au gouvernement dans la capitale. À la séance du 22 février, le premier ministre dit préférer *L'Action* au *Devoir*. Mais René Chaloult lui répond : « Mais le premier ministre déjeune avec *Le Devoir*. » Duplessis ne dut pas apprécier que ce détail de ses habitudes matinales soit révélé publiquement.

À l'opposé, le *Montréal-Matin* se fait le chantre du régime. C'est un journal populaire qui appartient par prêtre-noms à l'Union nationale, mais qui dispose encore d'une certaine autonomie. Le journal dispose à Québec d'un journaliste chevronné – et honnête homme de l'aveu même du chef libéral –, Maurice Bernier. Les chroniques du *Montréal-Matin* ne sont pas les plus originales et n'ont pas fourni une source particulièrement abondante en 1951.

Trente ans après sa fondation, *Le Nouvelliste* est devenu une institution à Trois-Rivières, le fief de Maurice Duplessis. Avec une centaine d'employés, c'est une entreprise dynamique et rentable sous la direction d'Émile Jean. Le quotidien est encore la propriété de Jacob Nicol, ce qui l'associe à la mouvance libérale. Il se montre donc prudent et réservé pour ne pas heurter la susceptibilité du « Chef ». Nicol décidera même de se retirer en septembre 1951 pour ne pas nuire à l'entreprise. Pourtant, Lapalme n'hésite pas à clouer au pilori de l'histoire cet ancien compagnon de Louis-Alexandre Taschereau :

Le sénateur Nicol, propriétaire de trois quotidiens bâtis à même la force passée du Parti libéral, reniant jusqu'à la reconnaissance du ventre, approuvant publiquement Duplessis au Sénat et dans nombre d'éditoriaux signés par d'autres, ne pensant qu'aux revenus d'une presse d'affaires, était le prototype de la richesse pliant sous la puissance du pouvoir et, quand on lui demandait de revenir aux sources, répondait qu'il avait troqué la politique pour les affaires. Seule exception : il gardait ses titres de conseiller législatif et de sénateur<sup>34</sup>!

*Le Nouvelliste* accorde naturellement une place importante aux informations issues de l'actualité politique et qui concernent particulièrement la région de la Mauricie. Hervé Biron, un homme de grande culture, en est le chroniqueur attiré à la Tribune de la presse. Il deviendra, quelques années plus tard, rédacteur en chef du journal.

*L'Événement-Journal* et *Le Soleil* sont les deux principaux quotidiens de la capitale et sont tous deux la propriété du colonel Oscar Gilbert. Si les journaux sont de sympathie libérale, on sait demeurer discret lorsque l'on distribue des exemplaires sous les fenêtres du premier ministre. *Le Soleil* ose parfois un titre plus percutant, tel « Salaires insuffisants au Parlement », pour parler de la question des salaires des fonctionnaires (14 mars). Edmond Chassé, qui en est à sa 34<sup>e</sup> année à la Tribune, représente *L'Événement-Journal* et Henri Dutil est le chroniqueur du *Soleil* depuis autant d'années. Ce dernier, outre son reportage quotidien, publie aussi un synopsis général intitulé « La session de Québec en résumé » pour le bénéfice des lecteurs pressés. Les deux journaux offrent une source riche et abondante pour les débats. On dit qu'Henri Dutil publiait le « pool » des journalistes presque intégralement. Au premier jour de la session, il écrit ceci qui nous éclaire sur la valeur qu'il porte à son travail :

Comme par le passé, le public y gagnera à suivre attentivement les débats parlementaires. Il n'est pas de meilleur moyen de se renseigner sur la politique, sur les hommes et sur les partis afin de pouvoir donner, le moment venu, un vote intelligent. Pour sa part, notre journal [*Le Soleil*] cherchera à informer ses lecteurs de façon aussi impartiale que possible. C'est un service public auquel il ne saurait se soustraire<sup>35</sup>.

Lapalme raconte au sujet d'Henri Dutil l'anecdote suivante :

Maigrement payé et traité par la direction de son journal comme un forçat de la plume, [Henri Dutil] faisait des reportages dont l'objectivité lui était si bien tracée en haut lieu qu'un jour, ayant oublié de mentionner le nom d'un personnage de l'Union nationale parmi les personnes présentes à un banquet, son salaire de toute une semaine lui fut enlevé à titre de punition<sup>36</sup>.

*La Patrie*, de Montréal, a comme correspondant Dostaler O'Leary, un journaliste nationaliste qui possède déjà une grande expérience. *La Tribune*, le quotidien de Sherbrooke, retient toujours les services d'Amédée Gaudreault, un journaliste respecté par Georges-Émile Lapalme, pour ses travaux personnels et ses enquêtes<sup>37</sup>.

*Le Droit*, d'Ottawa, est représenté à Québec depuis les années de la guerre par Charles-Eugène Pelletier. *Le Droit* porte une attention particulière aux questions constitutionnelles et, spécialement, en 1950, au dossier des pensions de vieillesse. On y retrouve quelques titres qui soulignent l'action de l'opposition en Chambre, déclarations de Marler, interrogations des députés, etc. D'autres titres insistent sur l'humour grinçant et parfois douteux de Duplessis, comme « Prudence de M. Duplessis pour ne pas faire tomber le pont de Québec » (13 mars), quelques semaines après l'écroulement du pont à Trois-Rivières, alors qu'on discutait du parachèvement d'une nouvelle voie de circulation automobile sur le pont de Québec, le premier ministre avait dit qu'il fallait prendre son temps et éviter de faire tomber le pont de nouveau.

Quant au journal libéral *Le Canada*, de Montréal, on ne sait pas s'il avait un représentant attiré à Québec.

Le *Quebec Chronicle Telegraph* est représenté par Jack Dunn qui couvre l'actualité parlementaire depuis une dizaine d'années. Il trouve cette session étrangement calme. (15 mars)

Le *Montreal Herald* salue chaleureusement la politique d'éducation du gouvernement et sa loi pour soulager les commissions scolaires. Ce doyen de la presse anglo-montréalaise affiche toujours des couleurs conservatrices, mais on ignore le nom de son représentant à Québec en 1951.

Le *Montreal Daily Star* reçoit les félicitations de Frank Hanley, député de Montréal-Sainte-Anne, pour son soutien dans la campagne de souscription en faveur des sinistrés de Rimouski et de Cabano auprès de la population anglo-québécoise. (14 novembre) Le journal montréalais est une voix un peu critique du gouvernement, il lui arrive à l'occasion de mettre en doute la parole du premier ministre. Cependant, les éditorialistes saluent le budget au point où les journaux de l'Union nationale traduisent le texte et publient son commentaire pour le public francophone. Guy Beaudry représente le journal à Québec.

*The Montreal Gazette* se montre toujours favorable au gouvernement de Maurice Duplessis. C'est Abel Vineberg, un ami personnel du premier ministre, qui en est le représentant à la Tribune. Vineberg est le doyen de l'institution, étant en poste depuis 1913. Lapalme se souvient qu'au temps de Louis-Alexandre Taschereau, Vineberg était le confident des ministres libéraux et qu'il est devenu, avec l'Union nationale, un canal pour les « scoops » et un « thuriféraire déguisé » de Maurice Duplessis<sup>38</sup>.

Pour la session de 1951, la *British United Press*, qui semble être une agence affiliée de la BBC, a également délégué un journaliste à Québec, Marc-Edmond Thivierge. Le représentant de l'agence de la *Presse canadienne / Canadian Press* est William Stewart en 1951.

Plusieurs petits journaux régionaux relaient les nouvelles de cette équipe. Ce sont sans doute les tâcherons rétribués par l'Union nationale dont parlait Lapalme. On peut prendre l'exacte mesure des critiques du chef libéral en consultant une feuille comme *La Chronique de Magog* qui manque de mots pour vanter l'Union nationale et son chef. Ces petits journaux peuvent se permettre de rapporter des nouvelles de la session de Québec avec la fière, mais abusive mention : « DNC », « de notre correspondant ».

*Le Temps*, journal officiel du parti ministériel à Québec, est représenté par Paul Bouchard qui ne cache pas son nationalisme très conservateur. Ce journal, en osmose parfaite avec le pouvoir, représente une source essentielle pour suivre le discours autorisé de l'Union nationale. On y trouve des discours complets de ministres ou du premier ministre reproduits ici avec *l'imprimatur* officiel. Le journal ne manque pas de souligner le concert d'éloges envers le gouvernement qu'il recense dans la presse, en particulier celle qui soutenait traditionnellement l'opposition. Il se fait aussi l'écho du *Montréal-Matin* qui est l'autre porte-voix de l'Union nationale.

Pour la reconstitution des débats de cette session, on a également retenu en source principale, *Le Progrès du Golfe* offrant des informations sur la Côte-Nord et sur la Gaspésie, ainsi que *L'Étoile du Nord*, publié à Joliette, la ville du député-ministre Antonio Barette. Ce journal sans chroniqueur à Québec confie à Lévis Lorrain une chronique intitulée « La politique à Québec », évidemment fort laudative pour le gouvernement. On repère aussi dans *L'Étoile* des articles favorables au gouvernement et soulignant « sa sage intendance » (22 mars) qui ont paru dans les autres journaux du Québec.

Nombreux, selon Lapalme, sont les journalistes de cette époque qui ont par la suite « revendiqué une place dans le maquis de la résistance ». Pour croire ces gens, « il ne faut pas questionner ceux qui se souviennent ». L'héroïsme rétroactif est difficile à prouver « devant ceux qui commandaient la troupe isolée<sup>39</sup> ». L'historien des débats parlementaires, conscient qu'il n'a pas sous les yeux les sources les plus impartiales ni les plus complètes, doit les départager et tenter de restituer le texte le plus fidèle et le plus honnête possible des discours prononcés en Chambre. Heureusement, la comparaison et la critique des sources permettent d'accorder à l'ensemble des chroniques parlementaires rapportant les débats un niveau d'honnêteté que l'on ne retrouve pas nécessairement dans les reportages, les éditoriaux ou les titres des mêmes quotidiens.

Gilles Gallichan

## Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*. Tome II (1944-1959), Montréal, Fides, 1978, p. 363.
2. Pierre Laporte, « Le parlementarisme en danger », *Le Devoir*, 28 novembre 1950, p. 4.
3. « M. Lapalme à la radio », *Le Devoir*, 19 décembre 1950, p. 3.
4. [http://www.kvacanada.com/cankor\\_fr.htm](http://www.kvacanada.com/cankor_fr.htm) (consulté en février 2009)
5. L'aviation civile s'impose de plus en plus et Air France inaugure en 1950 une liaison régulière entre Montréal et Paris. Le paquebot demeure cependant encore le mode de transport le plus usité pour aller en Europe. Plusieurs voyageurs de l'Année sainte partiront du port de Québec pendant la saison 1950.
6. *Bulletin bibliographique de la Société des écrivains canadiens. Année 1950*, Montréal, Société des écrivains canadiens, 1951, 200, [14] p.
7. « Le Système scolaire de la province de Québec », *Le Devoir*, 23 décembre 1950, p. 8.
8. Frédéric Lemieux, Christian Blais et Pierre Hamelin, *L'histoire du Québec à travers ses lieutenants-gouverneurs*, Québec, Publications du Québec, 2005, p. 214-223. Dans ses mémoires, Hector Laferté qui aurait aimé occuper cette prestigieuse fonction ne peut résister à la tentation de casser un peu de sucre sur le dos du nouveau titulaire, rappelant ses erreurs et ses maladresses passées, H. Laferté, *Derrière le trône. Mémoires d'un parlementaire québécois 1936-1958*, Sillery, Septentrion, 1998, p. 337-338, 341-342.
9. *La Tribune*, 8 novembre 1950, p. 1; Pour la conférence constitutionnelle en septembre, on avait commencé à rafraîchir la peinture et le décor des édifices parlementaires, « Toilette nouvelle pour les immeubles du gouvernement », *Le Temps*, 15 septembre 1950, p. 1.
10. Fred Bodsworth, « Watch Quebec's Smoke! », *Maclean's*, 1<sup>er</sup> février 1951, p. 7-9, 47-48.
11. « Québec révèle le chiffre du salaire des fonctionnaires », *Le Devoir*, 13 janvier 1951, p. 1.
12. « M. Georges Lapalme estime... », *Le Devoir*, 15 janvier 1951, p. 8.
13. Il s'agit des honorables Onésime Gagnon, Jos D. Bégin, Antoine Rivard et Patrice Tardif.
14. « M<sup>re</sup> Courchesne », *Le Devoir*, 15 novembre 1950, p. 3.
15. *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> décembre 1950, p. 3.
16. Au total, 58 personnes sont mortes dans cet accident.
17. Le géographe Louis-Edmond Hamelin, alors étudiant à Grenoble, s'est également rendu sur place. En 1990, il a publié un livre racontant le drame où il émet l'hypothèse d'un accident provoqué le détournement du vol dans le but de récupérer des documents ultrasecrets qui se seraient trouvés à bord de l'avion. L.-E. Hamelin, *L'Oubli, entre Dieu et diable*, Québec, Éditions du Méridien, 1990, 225 p.
18. « Opposition à la Régie des loyers », *Le Devoir*, 7 novembre 1950, p. 3.
19. Pierre Laporte, « Lettre d'Ottawa », *Le Devoir*, 7 décembre 1950, p. 7.
20. « Duplessis peut-il se vanter du centième d'une réalisation en matière d'autonomie? », *Le Devoir*, 11 décembre 1950, p. 3; voir aussi les éditoriaux de Pierre Laporte, « À quand le crucifiement? », *Le Devoir*, 12 décembre 1950, p. 4, et « L'autonomie provinciale à la manière d'Honoré Mercier et de Maurice Duplessis », *Le Devoir*, 21 décembre 1950, p. 4.
21. Pierre Laporte, « *Constitutional Amendment...* une œuvre primée par la province de Québec », *Le Devoir*, 2 décembre 1950, p. 4.
22. *Le Soleil*, 23 novembre 1920, p. 1, 3.
23. Kenneth Bryden, *Old Age Pensions and Policy Making in Canada*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1974, p. 103-128.
24. Motion présentée en 1917 par le député Joseph-Napoléon Francoeur exprimant l'avis « que la province de Québec serait disposée à accepter la rupture du pacte confédératif de 1867 si, dans les autres provinces, on croit qu'elle est un obstacle au progrès et au développement du Canada ».
25. Article 94A de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.
26. Cité par *Le Temps*, février 1950.
27. Yves Lavertu, *L'affaire Bernonville, le Québec face à Pétain et à la collaboration (1948-1951)*, Montréal, VLB, 1994, 217 p.
28. « M. Duplessis étudie le problème de la télévision », *Le Devoir*, 4 novembre 1950, p. 1.
29. « M. J.-C. Bonenfant sera le prochain bibliothécaire », *L'Action catholique*, 14 février 1951, p. 3.
30. Georges-Émile Lapalme, *Le vent de l'oubli. Mémoires*, Montréal, Leméac, 1970, p. 34-36.
31. « Le menu sessionnel », *Le Devoir*, 23 janvier 1951, p. 3.
32. G.-É. Lapalme, *Le vent de l'oubli...*, p. 36.
33. « Ce que le gouvernement a fait pour la promotion de la personne humaine », *Le Temps*, 10 novembre 1950, p. 3.
34. G.-É. Lapalme, *Le vent de l'oubli...*, p. 37.
35. «Trois semaines de session », *Le Soleil*, 8 novembre 1950, p. 4.
36. G.-É. Lapalme, *Le vent de l'oubli...*, p. 36-37.
37. *Ibid.*, p. 36.
38. *Ibid.*, p. 37.
39. *Ibid.*, p. 38.



## BIBLIOGRAPHIE

### **Journaux de base**

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Devoir, Le*  
*Événement-Journal, L'*  
*Gazette, The*  
*Herald, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Quebec Chronicle-Telegraph, The*  
*Soleil, Le*

### **Journaux complémentaires**

*Action, L'*  
*Autorité nouvelle*  
*Avant-poste gaspésien L'*  
*Avenir du Cap, L'*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Berthelais, Le*  
*Bien Public, Le*  
*Bonne parole, La*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canada français, Le*  
*Canadian Labour Press, The*  
*Canadien de Thetford, Le*  
*Chronique de Magog, La*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Clarté, La*  
*Courrier de Bellechasse, Le*  
*Courrier de Berthierville, Le*  
*Courrier de Laviolette, Le*  
*Courrier de Montmagny, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Sorel, Le*  
*Dorchester, Le*  
*Droit, Le*  
*Drummondville Spokesman, The*  
*Écho abitibien, L'*  
*Écho de Frontenac, L'*  
*Écho de Lotbinière, L'*  
*Écho de Louiseville, L'*  
*Écho de Portneuf-Presse, L'*  
*Écho des Laurentides, L'*  
*Écho du Bas-Saint-Laurent, L'*  
*Écho du Nord, L'*  
*Éclaireur, L'*  
*Étoile de l'Est, L'*  
*Étoile du lac, L'*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Feuille d'érable, La*

*Front, ouvrier, Le*  
*Frontière, La*  
*Gazette de Valleyfield, La*  
*Gazette des campagnes, La*  
*Gazette du Nord, La*  
*Guide, Le*  
*Homme libre, L'*  
*Joliette-Journal*  
*Journal de Waterloo, Le*  
*Lakeshore News, The*  
*Mégantic, Le*  
*Messager de Verdun, Le*  
*Monde ouvrier, Le*  
*Montréal-Matin, Le*  
*Nicolétain, Le*  
*Nouvelliste, Le*  
*Ordre, L'*  
*Opinion de Hull, L'*  
*Parole, La*  
*Petit Journal, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de Coaticook, Le*  
*Progrès de L'Islet, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfé, Le*  
*Progrès du Richelieu*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Régional, Le*  
*Réveil, Le*  
*Revue de Granby, La*  
*Rouyn-Noranda Press, The*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Salaberry, Le*  
*Sherbrooke Daily Record, The*  
*Sherbrooke Telegram*  
*St. Maurice Valley Chronicle, The*  
*Standard, The*  
*Stanstead Journal, The*  
*Temps, Le*  
*Terre de Chez Nous, La*  
*Tribune, La (Saint-Hyacinthe)*  
*Tribune de Lévis, La*  
*Tribune de Sherbrooke, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Unité, L'*  
*Victoire de Deux-Montagnes, La*  
*Voix de l'Est, La*  
*Voix de Shawinigan, La*  
*Voix des Bois-Francs, La*  
*Voix des Mille-Isles, La*  
*Voix du peuple, La*

### **Autres sources**

Gagnon, Onésime. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable O. Gagnon, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 1 mars 1951*. [s.l.]: 1951. 74 p. Publié également en anglais.

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1950-1951, Québec 1950-1951.

*Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1950-1951, Québec 1950-1951.

Québec, Prov. *Bills*, 3<sup>e</sup> session, 14<sup>e</sup> Parlement, 1954-1955.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec- Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Session de 1950-1951, Vol. LXXXVI*, Québec, 1951, viii, 439, xliii, xl p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec - Statutes of the Province of Quebec*, 14-15 George VI, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1951, viii, 709 p.

*Rapports des comités généraux, 3<sup>e</sup> session*, 1950-1951.



## TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources .....	xxi
Bibliographie.....	xxvii
Table des matières.....	xxx
L'Exécutif en 1950-1951.....	xxxiii
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique .....	xxxv
Par ordre de circonscription .....	xxxvii
Débats	
1 Séance du mercredi 8 novembre 1950 .....	1
2 Séance du jeudi 9 novembre 1950.....	7
3 Séance du mardi 14 novembre 1950 .....	21
4 Séance du mercredi 15 novembre 1950 .....	43
5 Séance du jeudi 16 novembre 1950 .....	67
6 Séance du mercredi 24 janvier 1951 .....	71
7 Séance du jeudi 25 janvier 1951 .....	89
8 Séance du mardi 30 janvier 1951 .....	109
9 Séance du mercredi 31 janvier 1951 .....	135
10 Séance du jeudi 1 <sup>er</sup> février 1951.....	153
11 Séance du mardi 6 février 1951.....	169
12 Séance du mercredi 7 février 1951.....	183
13 Séance du jeudi 8 février 1951.....	203
14 Séance du mardi 13 février 1951.....	221
15 Séance du mercredi 14 février 1951.....	237
16 Séance du jeudi 15 février 1951 .....	249
17 Séance du mardi 20 février 1950.....	269

18 Séance du mercredi 21 février 1951.....	283
19 Séance du jeudi 22 février 1951.....	303
20 Séance du mardi 27 février 1951.....	325
21 Séance du mercredi 28 février 1951.....	345
22 Séance du jeudi 1 <sup>er</sup> mars 1951.....	361
23 Séance du mardi 6 mars 1951.....	419
24 Séance du mercredi 7 mars 1951.....	447
25 Séance du jeudi 8 mars 1951.....	465
26 Séance du vendredi 9 mars 1951.....	485
27 Séance du samedi 10 mars 1951.....	505
28 Séance du lundi 12 mars 1951.....	513
29 Séance du mardi 13 mars 1951.....	535
30 Séance du mercredi 14 mars 1951.....	557
 Index des participants.....	 569
Index des sujets.....	599
Index des bills publics et privés.....	625

## **L'HONORABLE GASPARD FAUTEUX**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

### **Membres du Conseil exécutif 1950-1951**

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre et procureur général

L'honorable Bona Dussault, ministre des Affaires municipales

L'honorable Laurent Barré, ministre de l'Agriculture

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé, ministre du Bien-être social et de la Jeunesse

L'honorable Camille-Eugène Pouliot, ministre de la Chasse et ministre des Pêcheries

L'honorable Joseph-Damase Bégin, ministre de la Colonisation

L'honorable Jean-Paul Beaulieu, ministre de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Charles Daniel French, ministre des Mines

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé

L'honorable Omer Côté, secrétaire et registraire de la province

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Ressources Hydrauliques et ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antoine Rivard, solliciteur général

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail

L'honorable Roméo Lorrain, ministre des Travaux publics

L'honorable Onésime Gagnon, trésorier de la province

L'honorable Antonio Talbot, ministre de la Voirie

L'honorable Joseph-Hormidas Delisle, ministre sans portefeuille

L'honorable Antonio Élie, ministre sans portefeuille

L'honorable Tancrède Labbé, ministre sans portefeuille

L'honorable Patrice Tardif, ministre sans portefeuille

L'honorable Marc Trudel, ministre sans portefeuille

### **Orateur**

L'honorable Alexandre Taché



**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUGER, Antonio	UN	Lac-Saint-Jean
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BARRIÈRE, Omer	UN	Laval
BEAULIEU, Jean-Paul	UN	Saint-Jean
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BÉLANGER, Paul-Eugène	UN	Bellechasse
BELLEMARE, Maurice	UN	Champlain
BERNARD, Robert	UN	Drummond
BERNATCHEZ, René	UN	Lotbinière
BERTRAND, Jean-Jacques	UN	Missisquoi
BLANCHARD, Joseph-Léonard	UN	Terrebonne
BOUDREAU, Francis	UN	Saint-Sauveur
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
CARON, Germain	UN	Maskinongé
CHALOULT, René	I	Québec
CHARTIER, Ernest-Joseph	UN	Saint-Hyacinthe
CHARTRAND, Victor-Stanislas	UN	L'Assomption
CHOQUETTE, Hector	UN	Shefford
COSSETTE, Philippe	UN	Matapédia
CÔTÉ, Omer	UN	Montréal-Saint-Jacques
COTTINGHAM, William McOvat	UN	Argenteuil
DALLAIRE, Guy	UN	Rouyn-Noranda
DELISLE, Joseph-Hormisdas	UN	Montréal-Saint-Henri
DESJARDINS, Gérard	UN	Gatineau
DUBÉ, Alfred	UN	Rimouski
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUPRÉ, Arthur	L	Verchères
DUSSAULT, Bona	UN	Portneuf
EARL, Paul	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FLEURY, Émery	UN	Nicolet
FOX, Charles James Warwick	UN	Brome
FRENCH, Charles Daniel	UN	Compton
GAGNÉ, Bernard	UN	Richelieu
GAGNÉ, Roméo	UN	Rivière-du-Loup
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GATIEN, Joseph-François-Albert	UN	Maisonneuve
GENDRON, Aimé	UN	Montréal-Sainte-Marie
GÉRIN, Léon-Denis	UN	Stanstead
GOUDREAU, Albert	UN	Richmond
GROULX, Henri	L	Montréal-Outremont
GUAY, Gérard	UN	Québec-Centre
GUÉVREMONT, Georges	UN	Montréal-Jeanne-Mance
HANLEY, Frank	I	Montréal-Sainte-Anne
HÉBERT, Edgar	UN	Beauharnois
JEANNOTTE, Joseph-Édouard	UN	Vaudreuil-Soulanges
JOHNSON (père), Daniel	UN	Bagot
JOHNSTON, Raymond Thomas	UN	Pontiac

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par ordre alphabétique**

Député	Allégeance politique	Circonscription
JOLICOEUR, Henri	UN	Bonaventure
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LABBÉ, Tancrède	UN	Mégantic
LABBÉ, Wilfrid	UN	Arthabaska
LABERGE, Arthur	UN	Châteauguay
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LARIVIÈRE, Nil-Élie	UN	Témiscamingue
LAVALLÉE, Azellus	UN	Berthier
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix
LESAGE, Émile	UN	Abitibi-Ouest
LÉVESQUE, Robert	L	Gaspé-Nord
LIZOTTE, Fernand	UN	L'Islet
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARCOTTE, Antoine	UN	Roberval
MARLER, George Carlyle	L	Westmount-Saint-Georges
MATTE, Joseph-Onésime	UN	Québec-Est
MIQUELON, Jacques	UN	Abitibi-Est
QUELLET, Pierre	UN	Saguenay
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PELLETIER, André	UN	Témiscouata
PLOURDE, Alfred	UN	Kamouraska
POULIN, Georges-Octave	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
PRÉVOST, Yves	UN	Montmorency
PROVENÇAL, Paul	UN	Montréal-Laurier
RENNIE, John Gillies	UN	Huntingdon
RIENDEAU, Hercule	UN	Napierville-Laprairie
RIVARD, Antoine	UN	Montmagny
ROCHE, John Redmond	UN	Chambly
ROCHON, Dave	L	Montréal-Saint-Louis
ROSS, Lionel-Alfred	L	Montréal-Verdun
SAMSON, Joseph-Albert	UN	Lévis
SAUCIER, Jean-Alphonse	UN	Québec-Ouest
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
TACHÉ, Alexandre	UN	Hull
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
TARDIF, Patrice	UN	Frontenac
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
THUOT, Yvon	UN	Iberville
TRUDEL, Marc	UN	Saint-Maurice
VACHON, Henri	UN	Wolfe

**Allégeance politique :**

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
ABITIBI-EST	UN	Miquelon, Jacques
ABITIBI-OUEST	UN	Lesage, Émile
ARGENTEUIL	UN	Cottingham, William McOvat
ARTHABASKA	UN	Labbé, Wilfrid
BAGOT	UN	Johnson (père), Daniel
BEAUCE	UN	Poulin, Georges-Octave
BEAUHARNOIS	UN	Hébert, Edgar
BELLECHASSE	UN	Bélanger, Paul-Eugène
BERTHIER	UN	Lavallée, Azellus
BONAVENTURE	UN	Jolicoeur, Henri
BROME	UN	Fox, Charles James Warwick
CHAMBLY	UN	Roche, John Redmond
CHAMPLAIN	UN	Bellemare, Maurice
CHARLEVOIX	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Laberge, Arthur
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	UN	French, Charles Daniel
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Bernard, Robert
FRONTENAC	UN	Tardif, Patrice
GASPÉ-NORD	L	Lévesque, Robert
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Desjardins, Gérard
HULL	UN	Taché, Alexandre
HUNTINGDON	UN	Rennie, John Gillies
IBERVILLE	UN	Thuot, Yvon
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA	UN	Plourde, Alfred
L'ASSOMPTION	UN	Chartrand, Victor-Stanislas
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	UN	Auger, Antonio
LAVAL	UN	Barrière, Omer
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Samson, Joseph-Albert
L'ISLET	UN	Lizotte, Fernand
LOTBINIÈRE	UN	Bernatchez, René
MAISONNEUVE	UN	Gatien, Joseph-François-Albert
MASKINONGÉ	UN	Caron, Germain
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Cossette, Philippe
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrede
MISSISQUOI	UN	Bertrand, Jean-Jacques
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Rivard, Antoine
MONTMORENCY	UN	Prévost, Yves
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	UN	Guévremont, Georges
MONTRÉAL-LAURIER	UN	Provençal, Paul

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTREAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard
MONTREAL-NOTRE-DAME-DE-GRACE	L	Earl, Paul
MONTREAL-OUTREMONT	L	Groulx, Henri
MONTREAL-SAINTE-ANNE	I	Hanley, Frank
MONTREAL-SAINTE-MARIE	UN	Gendron, Aimé
MONTREAL-SAINT-HENRI	UN	Delisle, Joseph-Hormisdas
MONTREAL-SAINT-JACQUES	UN	Côté, Omer
MONTREAL-SAINT-LOUIS	L	Rochon, Dave
MONTREAL-VERDUN	L	Ross, Lionel-Alfred
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Riendeau, Hercule
NIOLE	UN	Fleury, Émery
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	UN	Johnston, Raymond Thomas
PORTNEUF	UN	Dussault, Bona
QUEBEC	I	Chaloult, René
QUEBEC-CENTRE	UN	Guay, Gérard
QUEBEC-EST	UN	Matte, Joseph-Onésime
QUEBEC-OUEST	UN	Saucier, Jean-Alphonse
RICHELIEU	UN	Gagné, Bernard
RICHMOND	UN	Goudreau, Albert
RIMOUSKI	UN	Dubé, Alfred
RIVIERE-DU-LOUP	UN	Gagné, Roméo
ROBERVAL	UN	Marcotte, Antoine
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
ROUYN-NORANDA	UN	Dallaire, Guy
SAGUENAY	UN	Ouellet, Pierre
SAINT-HYACINTHE	UN	Chartier, Ernest-Joseph
SAINT-JEAN	UN	Beaulieu, Jean-Paul
SAINT-MAURICE	UN	Trudel, Marc
SAINT-SAUVEUR	UN	Boudreau, Francis
SHEFFORD	UN	Choquette, Hector
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	UN	Gérin, Léon-Denis
TÉMISCAMINGUE	UN	Larivière, Nil-Élie
TÉMISCOUATA	UN	Pelletier, André
TERREBONNE	UN	Blanchard, Joseph-Léonard
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	UN	Jeannotte, Joseph-Édouard
VERCHÈRES	L	Dupré, Arthur
WESTMOUNT-SAINTE-GEORGES	L	Marler, George Carlyle
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

**Allégeance politique :**

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale





Séance du mercredi 8 novembre 1950

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

La législature ayant été prorogée le 5 avril 1950, les députés se sont réunis aujourd'hui pour l'ouverture de la troisième session de la vingt-troisième législature, après convocation par proclamation pour l'expédition des affaires.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif.

**Discours  
du trône<sup>1</sup>**

**Monsieur le lieutenant-gouverneur<sup>2</sup>:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

La troisième session de notre vingt-troisième législature s'ouvre au début d'un mois spécialement célèbre à cause de deux grands événements qui apportent beaucoup de bonheur à la population de notre province.

Le premier novembre, Notre Très Saint Père le Pape définissait le dogme de la glorieuse Assomption de la Mère de Dieu. Dans quelques jours, il déclarera bienheureuse la vénérable Marguerite Bourgeoys, une illustre pionnière de l'éducation au Canada et la fondatrice d'une noble communauté religieuse qui poursuit, avec grand

succès, son œuvre salubre. Comme il convient, le gouvernement catholique de Québec a délégué deux membres de notre Conseil exécutif à ces mémorables cérémonies dans la Ville Éternelle.

C'est la première fois que je préside l'ouverture d'une session de la Législature<sup>3</sup> et je veux d'abord réitérer à mon prédécesseur, Sir Eugène Fiset, nos meilleurs souhaits d'une heureuse retraite et de nombreuses années de santé et de bonheur. Comme couronnement d'une carrière publique fructueuse, Sir Eugène Fiset occupa, avec beaucoup de succès et de dévouement, le poste de lieutenant-gouverneur de Québec pendant plus de dix ans, fait sans précédent depuis la Confédération.

Quant à moi, je m'efforcerai d'accomplir fidèlement les devoirs qui m'incombent et de continuer, à Bois-de-Coulonge, les saines traditions de mon prédécesseur. Avec beaucoup de plaisir et d'émotion, je reviens à Québec. Me sera-t-il permis d'ajouter que j'y retrouve des souvenirs très chers: ceux du père de ma mère, l'honorable Honoré Mercier, et de mon oncle, Sir Lomer Gouin, qui ont joué, dans la vie publique québécoise, un rôle particulièrement remarquable?

C'est ici même à Québec, en 1864, que furent jetées les bases de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Près d'un siècle plus tard, exactement quatre-vingt-six ans, dans la même Vieille Capitale, les représentants de tous et de chacun des onze gouvernements du Canada - événement historique de haute signification - se sont réunis pour jeter les bases d'une nouvelle Constitution essentiellement canadienne, faite au Canada, pour les Canadiens et par des Canadiens.

Mon gouvernement a été bien heureux de faciliter la tenue de cette très importante conférence dans la Vieille Capitale. L'atmosphère cordiale qui en a caractérisé les délibérations et les décisions est de bon augure. Nous sommes persuadés que le respect intégral de l'autonomie provinciale est essentiel à l'unité nationale bien comprise.

Les représentants de notre province à ces assises historiques ont proclamé avec raison que la Constitution canadienne est la résultante, d'abord et surtout, d'un pacte conclu entre deux grandes races, dont les traditions, les talents et la culture enrichissent le Canada d'un actif insurpassé.

De toute évidence, notre province est profondément attachée aux principes démocratiques et au gouvernement responsable pour l'établissement

duquel nos ancêtres ont livré des luttes inoubliables. Nous sommes convaincus que le seul système gouvernemental approprié et juste est celui en vertu duquel l'État provincial et l'État fédéral, chacun dans sa sphère respective, possèdent les pouvoirs essentiels au gouvernement responsable et démocratique, et cela, tant au point de vue législatif et administratif qu'au point de vue financier. C'est l'intime désir du gouvernement et sa ferme intention de coopérer amicalement, sur des bases justes et constitutionnelles, au succès de ces assises intergouvernementales canadiennes.

La Législature a été convoquée pour aujourd'hui, afin de pouvoir aider davantage les malheureuses victimes des sinistres de Rimouski et de Cabano. Mon gouvernement a déjà fait beaucoup pour les secourir, mais des lois spéciales s'avèrent nécessaires en l'occurrence.

Comme toujours, mon gouvernement est d'opinion que l'agriculture doit occuper la première place dans l'économie de la province, et des mesures adéquates vous seront soumises dans le but et avec l'effet de contribuer encore plus au progrès et à la prospérité durable des cultivateurs, facteurs indispensables de stabilité économique et nationale.

Mon gouvernement croit qu'une politique de colonisation à la fois réaliste et progressive est un complément nécessaire à l'agriculture; il entend réaliser cette politique aussi parfaitement que possible.

En ce qui concerne la santé, beaucoup a déjà été accompli. Artisan de la multiplication des sanatoriums et des hôpitaux, mon gouvernement généralisera et perfectionnera les moyens de protection de la santé publique. Toutefois, il est persuadé que la santé corporelle est incomplète sans la santé spirituelle.

Mon gouvernement s'occupe avec succès de l'établissement durable et profitable de la jeunesse. Il facilite à nos jeunes une éducation et une formation saines, respectueuses des principes éternels et conscientes des conquêtes réalisées par les progrès de la science. Il sera toujours agréable à mon gouvernement de contribuer généreusement au succès de l'enseignement, à tous ses paliers, et de respecter intégralement les droits des parents et ceux du Conseil de l'instruction publique.

Il est certain qu'il ne suffit pas de développer et de fortifier le corps pour prévenir la maladie; il faut aussi empêcher la contagion pernicieuse. Avec une sage prévoyance, que d'autres pays lui envient, mon gouvernement mène depuis longtemps la lutte contre le communisme athée et ennemi de la démocratie et des valeurs spirituelles qui font la

richesse de notre civilisation chrétienne. La lutte anticommuniste sera poussée avec plus de vigueur que jamais, si possible. C'est un devoir sacré qui ne porte aucune atteinte à la vraie liberté, celle des honnêtes gens.

Mon gouvernement est fermement convaincu que le sens de la responsabilité personnelle et la grande loi du Travail sont des gages nécessaires de progrès et de prospérité durables. Il n'a pas confiance au paternalisme d'État non plus qu'à la démagogie. Il désire sincèrement réaliser toutes les améliorations légitimes, possibles et appropriées, mais il sait qu'aucun gouvernement au monde ne peut tout faire seul.

Le capital et le travail sont tous deux indispensables; ils ne doivent jamais oublier que la meilleure manière d'assurer l'exercice d'un droit, c'est encore et toujours par l'accomplissement du devoir qui lui est corollaire. La coopération entre l'employé et l'employeur est absolument nécessaire, mais elle doit être étayée sur la justice et sur le respect des droits et des devoirs de chacun.

Sa réputation traditionnelle d'ordre et de stabilité, un des grands actifs de notre province, favorise les développements industriels extraordinaires dont Québec bénéficie depuis quelques années. Des richesses minières, inutilisées jusqu'ici, commencent à être mises en valeur et de nombreuses industries, petites et grandes, naissent un peu partout dans la province, multipliant les emplois rémunérateurs et garantissant une prospérité continue.

Ces développements féconds, de même que les progrès énormes réalisés dans notre importante industrie du tourisme, nécessitent l'expansion de nos services publics, et plus spécialement de notre voirie. Un bon réseau routier est aussi vital que la parfaite circulation du sang dans l'organisme humain: il est indispensable à la vie agricole, industrielle et commerciale. Il a dans chaque pays, dans chaque province, ses exigences particulières et son caractère propre. En matière de voirie, de fructueuses améliorations ont été accomplies qui doivent être continuées et complétées suivant un plan méthodique et avec diligence. Mon gouvernement se propose de faire davantage pour faciliter les moyens de communication durant l'été et durant l'hiver.

Mon gouvernement attache une importance primordiale à la protection ainsi qu'à la mise en valeur de nos immenses ressources naturelles: forêts, pouvoirs d'eau, mines, faune, pêcheries. Pour atteindre entièrement cet objectif, il emploiera les procédés les meilleurs et les plus conformes aux intérêts de la province et au bien-être de sa population.

Mon gouvernement continuera à généraliser et encourager la petite propriété, un des facteurs les plus efficaces et les plus solides de paix sociale et de réels progrès.

Diverses lois d'intérêt public et privé, concernant plusieurs domaines administratifs, seront soumises à votre étude et à vos décisions.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de la dernière année fiscale terminée vous seront communiqués. Vous voudrez bien voter les crédits nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je demande à la divine Providence de bénir et de féconder vos travaux et de combler notre chère province de ses grâces et de ses bienfaits.

M. l'Orateur et les députés reviennent dans la salle de l'Assemblée législative.

Les députés ministériels<sup>4</sup> applaudissent l'entrée du premier ministre<sup>5</sup>.

#### Projets de loi:

##### **Prestation des serments d'office**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 1 relatif à la présentation des serments d'office.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Discours du trône<sup>6</sup>**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Dispense!

Il est résolu que la Chambre dispense l'Orateur de relire le discours du trône.

##### **Prise en considération du discours du trône**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance en ce qui concerne les discours du proposeur et du secondeur seulement.

Adopté.

##### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
J'ai l'honneur de faire motion et je propose, du consentement unanime, que:

Attendu que des conférences intergouvernementales canadiennes se tiendront à Ottawa à compter du 23 novembre courant;

Attendu qu'il est urgent que les mesures ou projets législatifs, annoncés au nom du gouvernement sur le *Feuilleton* de la Chambre, soient étudiés et décidés avant ces conférences;

Attendu qu'il convient, dans les circonstances, d'ajourner à plus tard, après les discours du proposeur et du secondeur de l'adresse, le débat sur le discours du trône;

*a.* le débat sur le discours du trône, après les discours du proposeur et du secondeur de l'adresse, soit ajourné au mercredi 24 janvier 1951;

*b.* la Chambre, à compter du 14 novembre jusqu'au 22 novembre inclusivement, 1950, tienne deux séances par jour, tous les jours sauf le dimanche, et que la première de ces séances ait lieu de 3 heures à 6 heures du soir, et la deuxième, de 8 heures à 11 heures du soir;

*c.* auxdites séances de la Chambre les avis et mesures du gouvernement aient préséance sur toutes les autres affaires;

*d.* les règlements de la Chambre soient modifiés en conséquence.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je n'ai aucune objection à la proposition du premier ministre, pourvu que l'on s'en tienne aux ententes qui ont été conclues. La motion est conforme à l'entente verbale intervenue entre le premier ministre et moi.

Je promets la coopération de l'opposition pour que les projets de loi soient adoptés avec célérité. Nous collaborerons pour hâter les travaux.

La motion est adoptée.

### **Institution des comités permanents**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que les comités permanents suivants soient institués:

1. un comité des privilèges et des élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées ou qui sont de sa compétence, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, et à envoyer chercher les personnes, les pièces et les dossiers dont il aura besoin.

Adopté.

### **Comité spécial**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour choisir les membres ainsi que le président de chaque comité permanent dont la Chambre vient de décider la formation et pour fixer le nombre des membres ainsi que le quorum de chacun de ces comités; et que les honorables MM. Duplessis, Gagnon, Élie, Delisle, Groulx, et MM. Langlais, Vachon, Rennie, Bellemare, Marler et Kirkland forment ledit comité spécial.

Les membres seront les mêmes que l'an dernier, à moins qu'il n'y ait lieu de faire des changements.

Adopté.

### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** transmet à M. l'Orateur le message suivant de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur.

### **Imprimeur du Roi**

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement  
Québec, le 8 novembre 1950  
(Document de la session no 3)

### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'intention de procéder le plus rapidement possible. Je propose que les 13 lois qui sont au *Feuilleton* de la Chambre subissent leur première lecture immédiatement, histoire d'avancer la procédure et de sauver des frais d'impression.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'assure la Chambre de mon désir de coopérer adéquatement, comme par le passé, à l'expédition des travaux parlementaires. J'ai conclu une entente avec le premier ministre de ne pas adopter de bills en première lecture, le premier jour de la session. Je m'en tiens aux règlements et aux ententes. Il avait été entendu avec le premier ministre que les résolutions et les lois seraient adoptées jeudi après-midi. Conformément à cette entente, je propose donc de remettre à jeudi la première lecture des projets de loi du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis surpris d'une telle attitude. Je reproche à la gauche de ne pas faire subir aux bills qui sont au

*Feuilleton* leur première lecture. Le gouvernement, dit-il, accorde à l'opposition toutes les facilités de travail possibles et désirables et, en proposant d'adopter immédiatement en première lecture des bills non contentieux, le gouvernement vise avant tout à éviter les dépenses, notamment à réduire les frais d'impression. Si on respectait cette façon de faire, on épargnerait bien du temps et des dépenses.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**  
J'insiste pour que la première lecture des bills soit remise à jeudi, afin de permettre d'étudier davantage les textes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Nous allons remettre la lecture en formulant le regret que l'opposition ne collabore pas. J'insiste toutefois, pour que tous ces projets de loi soient adoptés avant que les Chambres ne s'ajournent le 22 novembre.

Je comprends la situation du chef de l'opposition (sur un ton ironique). Je lui offre mes sympathies. Avec un chef qui refuse les élections par acclamation, qui refuse même le siège réservé que je lui ai offert dans les galeries<sup>7</sup>, il est bien à plaindre. Probablement le chef de l'opposition veut-il avoir du délai pour consulter son chef d'ici à demain et recevoir ses instructions? Aussi, nous allons ajourner<sup>8</sup>...

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée vers 4 h 45.

### NOTES

1. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée*

*législative*, à la page 2, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. *L'Action catholique* du 9 novembre 1950, à la page 12, souligne toutefois cette exemption, ce qui nous porte à croire, malgré la contradiction entre les deux sources, que seule la lecture au Conseil législatif ait eu lieu.

2. Selon *Le Droit* du 8 novembre 1950, à la page 19, le lieutenant-gouverneur et les officiers militaires qui ont pris part aujourd'hui à l'ouverture de la session provinciale, portaient le deuil du roi Gustave V, de Suède. C'est la première fois depuis la mort du roi George V, d'Angleterre, que les Chambres s'ouvrent pendant une période de deuil royal. Le représentant du roi en cette province, l'honorable Gaspard Fauteux, portait une cravate noire, tandis que les officiers, le brassard noir.

3. L'honorable Gaspard Fauteux (1898-1963) est nommé lieutenant-gouverneur le 3 octobre 1950. Député libéral dans Montréal-Sainte-Marie (1931) et dans le même comté fédéral (1942), il fut Orateur à la Chambre des communes (1945-1949) et lieutenant gouverneur (1950-1958).

4. Au moins quatre ministres et députés sont absents, selon *Le Nouvelliste* du 8 novembre 1950, à la page 1: l'honorable Onésime Gagnon et l'honorable Camille Pouliot qui sont à Rome; M. le député Hector Choquette, malade, et M. le député Daniel Johnson qui est en Nouvelle-Zélande pour la conférence des parlementaires du Commonwealth.

5. La première séance de l'Assemblée législative a commencé à 4 h 15. Selon *The Gazette* du 9 novembre 1950, à la page 2, les membres de l'Assemblée ont fait à M. Duplessis une ovation de trois minutes en rabattant les couvercles de leurs pupitres. Selon le *Montréal-Matin* du 9 novembre 1950, à la page 6, les députés ministériels voulaient, sans doute, souligner le fait que le chef du gouvernement entreprend sa 25<sup>e</sup> session comme député de Trois-Rivières et sa douzième comme premier ministre de la province de Québec.

6. Voir note 1.

7. M. Duplessis fait allusion à M. Georges-Émile Lapalme, élu à l'unanimité chef du Parti libéral du Québec le 20 mai 1950, fonction qu'il occupera jusqu'en 1958, mais il ne siégera à l'Assemblée législative que le 9 juillet 1953.

8. *Le Devoir* du 9 novembre 1950, à la page 12, ajoute que M. Marler n'a pas relevé le propos ironique du premier ministre, mais qu'il a "déclaré aux journalistes après la séance que, cette année, il s'en tiendrait strictement aux règlements de la Chambre. Chaque projet de loi ne franchira qu'une étape par séance. L'an dernier il arrivait que le même bill subisse deux ou même trois lectures à la même séance. C'est fini cela, a-t-il dit".

Séance du jeudi 9 novembre 1950

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Mlle Simone Martineau, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente d'un immeuble légué par l'honorable Paul-G. Martineau (M. Groulx);
- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant ladite Commission et lui accordant le pouvoir de créer et d'établir un fonds de pension ou de retraite pour ses fonctionnaires et employés permanents (M. Gatien);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition d'une taxe de vente (M. Labbé);
- de Me André Poirier, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à la pratique de la profession du notariat (M. Provençal);
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);
- de Hugues Laframboise et de son épouse, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Maurice Morin (M. Barrière);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition d'une taxe de vente (M. Blanchard);
- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à emprunter une certaine somme d'argent (M. Ducharme);
- de dame Maria Magdalene Pohle, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Hermann Gottlieb Huber (M. Roche);
- de Léopold-Marcel Lortie, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Léopold-Marcel Villeneuve (M. Prévost);
- de dame Rachel Gauthier et Henri Gauthier, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de leur frère Armand Gauthier (M. Roche).

### Rapports du comité spécial:

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze.

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis pour son président.

Votre comité a nommé le président et les membres de chaque comité permanent et a fixé le nombre des membres et le quorum de chacun de ces comités ainsi qu'il suit:

#### *Comité permanent des règlements:*

Président: M. Blanchard.

L'honorable M. Barrette; MM. Bélanger, Bertrand, Choquette, Cossette, Dallaire, Earl, Hanley, Laberge, Larivière, Leclerc, Lévesque, Miquelon, Ouellet, Rennie, Ross.

Nombre des membres: 17.

Quorum: 8.

#### *Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communications:*

Président: M. Chartier.

Les honorables MM. Bégin, Bourque, Delisle, Labbé, Lorrain, Paquette, Rivard, Talbot, Tardif, Groulx; MM. Auger, Bernatchez, Boudreau, Choquette, Cossette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Hanley, Jeannotte, Johnston, (Pontiac), Labbé (Arthabaska), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Lévesque, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Plourde, Provençal, Riendeau, Rennie, Rochon.

Nombre des membres: 39.

Quorum: 10.

#### *Comité permanent des privilèges et des élections:*

Président: M. Jolicoeur.

Les honorables MM. Barrette, Duplessis, Labbé, Sauvé, Tardif; MM. Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Chartrand, Choquette, Cossette, Cottingham, Dupré, Gatien, Gérin, Goudreau, Hébert, Johnston (Pontiac), Kirkland, Labbé (Arthabaska), Lesage, Marler, Provençal, Riendeau, Rennie, Rochon, Ross, Saucier, Thibault, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 34.

Quorum: 10.

#### *Comité permanent des bills privés en général:*

Président M. Ducharme.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bourque, Côté, Delisle, Duplessis, Dussault, Élie, Gagnon, Labbé, Paquette, Rivard, Sauvé, Tardif, Trudel, Groulx; MM. Auger, Barrière, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dupré, Earl, Fleury, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson (Bagot), Johnston (Pontiac), Kirkland, Labbé (Arthabaska), Langlais, Larivière, Lavallée, Lesage, Lévesque, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Rochon, Ross, Saucier, Thibeault, Vachon.

Nombre des membres: 73.

Quorum: 15.

*Comité permanent du Code municipal:*

Président: M. Goudreau.

Les honorables MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bourque, Delisle, Dussault, Élie, Paquette, Sauvé; MM. Auger, Barrière, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Boudreau, Chartrand, Choquette, Desjardins, Dubé, Earl, Fleury, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gérin, Guay, Guévremont, Jeannotte, Johnson (Bagot), Jolicoeur, Kirkland, Laberge, Lavallée, Lévesque, Lizotte, Marcotte, Matte, Ouellet, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rochon, Ross.

Nombre des membres: 48.

Quorum: 10.

*Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation:*

Président: l'honorable M. Barré.

Les honorables MM. Barrette, Beaulieu, Bégin, Bourque, Côté, Delisle, Duplessis, Dussault, Élie, French, Gagnon, Labbé, Lorrain, Paquette, Pouliot, Rivard, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Groulx; MM. Auger, Barrière, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Dupré, Earl, Fleury, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Riv.-du-Loup), Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson (Bagot), Johnston (Pontiac), Jolicoeur, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lévesque, Lizotte, Marcotte, Marler, Matte, Miquelon, Ouellet, Pelletier, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal,

Riendeau, Rennie, Roche, Rochon, Ross, Saucier, Tellier, Thibeault, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 90.

Quorum: 15.

*Comité permanent des comptes publics:*

Président: l'honorable M. Beaulieu.

Les honorables MM. Bourque, Duplessis, Sauvé, Tardif, Trudel, Groulx; MM. Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Chartrand, Choquette, Cottingham, Earl, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gendron, Goudreau, Kirkland, Marler, Saucier, Thibeault.

Nombre des membres: 25.

Quorum: 10.

*Comité permanent des bills publics en général:*

Président: l'honorable M. Duplessis.

Les honorables MM. Beaulieu, Côté, Delisle, French, Gagnon, Paquette, Pouliot, Rivard, Sauvé, Talbot, Tardif, Trudel, Groulx; MM. Bélanger, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Caron, Chaloult, Chartier, Cossette, Cottingham, Fox, Gatién, Gérin, Goudreau, Jeannotte, Johnson (Bagot), Jolicoeur, Kirkland, Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Marler, Miquelon, Poulin, Prévost, Riendeau, Rennie, Roche, Ross, Thibeault.

Nombre des membres: 46.

Quorum: 9

*Comité permanent des industries et du commerce:*

Président: M. Bernard.

Les honorables MM. Beaulieu, Bourque, Delisle, Dussault, French, Labbé, Paquette; MM. Barrière, Bernatchez, Boudreau, Chartier, Chartrand, Choquette, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Dupré, Earl, Fleury, Fox, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gendron, Goudreau, Guay, Hanley, Hébert, Johnston (Pontiac), Laberge, Larivière, Lesage, Matte, Miquelon, Ouellet, Pelletier, Plourde, Poulin, Provençal, Riendeau, Rennie, Rochon, Ross, Saucier, Thibeault, Thuot, Vachon.

Nombre des membres: 48.

Quorum: 12.

**Projets de loi:**

**Sinistrés de Rimouski**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 2 pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sinistrés de Cabano**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 3 pour venir en aide aux sinistrés de Cabano.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Prêt aux cultivateurs**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 5 autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Prêt agricole fédéral**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 concernant les octrois de la province au prêt agricole fédéral.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu d'une loi passée il y a un certain nombre d'années, par les libéraux, la province de Québec payait un octroi au prêt agricole fédéral. Cette loi a été passée dans le temps que nos adversaires étaient au pouvoir et ne voulaient pas de prêt agricole provincial. Nos amis préféraient donner l'argent de la province à Ottawa que de le donner aux cultivateurs.

Un projet de loi prévoyant l'abolition des octrois accordés par la province à la Commission du crédit agricole fédérale découle de l'établissement par la province de son propre Office du crédit agricole.

Notre politique est de prendre l'argent de la province pour le donner aux cultivateurs. Il est illogique que le gouvernement envoie de l'argent à Ottawa alors qu'il peut le distribuer directement aux cultivateurs.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Adopté, c'est si clair.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Système routier**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 8 concernant

un système routier approprié aux besoins de la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Progrès de l'éducation**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 10 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sir Thomas Chapais**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 11 concernant l'acquisition, par le gouvernement de la province, de certains biens de Sir Thomas Chapais.

Je regrette l'absence du représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), trésorier provincial, qui accomplit à l'heure actuelle une importante mission comme représentant conjoint de la province aux fêtes qui ont marqué la proclamation du dogme de l'Assomption et qui marqueront la béatification de Marguerite Bourgeoys.

Il s'agit d'un projet de loi destiné à faire disparaître tout doute concernant la transmission des biens de Sir Thomas Chapais. La province entend se prévaloir de son droit de propriété sur les droits d'auteur de Sir Thomas Chapais. Cela permettrait de publier ou de faire rééditer certaines œuvres du grand historien, notamment *Jean Talon*, le premier intendant français, dont il ne subsiste aucun exemplaire. C'est une des œuvres importantes de celui qui s'est distingué à la fois comme auteur et comme homme politique.

Il souligne l'importance, dans l'histoire des Canadiens français, des œuvres de Sir Thomas Chapais, qui a beaucoup contribué à l'immortalité de la culture canadienne-française.

M. Chapais, dit-il, a joué un rôle de premier plan. Il a laissé des documents précieux. Ses relations familiales, entre autres avec les Pères de la Confédération, lui ont permis d'obtenir des renseignements qui seront très utiles. Le père de M. Chapais était un des Pères de la Confédération. C'est donc notre intention de rééditer quelques-unes de ses œuvres.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Avant que l'on passe à l'étude du bill, l'opposition aimerait voir le contrat conclu entre le gouvernement et la succession de Sir Thomas Chapais.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
donne son consentement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des cités et villes**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose  
qu'il lui soit permis de présenter le bill 12 modifiant  
l'article 123 de la loi des cités et villes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
La loi a pour but de mieux préciser le sens de cet  
article qui concerne l'incapacité aux charges municipales,  
de personnes détenant des permis pour la vente des  
liqueurs alcooliques.

Ne pourront se présenter comme candidats:  
aubergistes, hôteliers, taverniers, restaurateurs  
cabaretiers, et cafetiers détenant, ou ayant détenu  
dans les douze mois précédents, un permis pour la  
vente de boissons alcooliques dans la municipalité.  
Les épiciers licenciés vendant de la bière ne sont pas  
visés par l'article 123.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Modifications des districts  
électoraux**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 13  
modifiant la loi de la division territoriale.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Rivière  
Manicouagan**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 14  
concernant une partie des forces hydrauliques sur la  
rivière Manicouagan.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Règlements  
de la cité de Québec**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 4  
concernant les règlements numéros 781, 782 et 783  
de la cité de Québec adoptés en 1950.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Publications  
et morale publique**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 7  
modifiant la loi concernant les publications et la  
morale publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
concernant les Statuts**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 9  
modifiant la loi concernant les Statuts.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sinistrés de Rimouski**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se  
forme en comité plénier pour prendre en considération  
un projet de résolutions relatives au bill 2 pour venir  
en aide aux sinistrés de Rimouski.

Adopté.

**Sinistrés de Cabano**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se  
forme en comité plénier pour prendre en considération  
un projet de résolutions relatives au bill 3 pour venir  
en aide aux sinistrés de Cabano.

Adopté.

**Prêt aux cultivateurs**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose  
que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en  
comité plénier pour prendre en considération un  
projet de résolution relative au bill 5 autorisant le  
prêt d'une somme additionnelle de huit millions de  
dollars aux cultivateurs.

Adopté.

**Système routier**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose  
que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en  
comité plénier pour prendre en considération un  
projet de résolutions relatives au bill 8 concernant un  
système routier approprié aux besoins de la province.

Adopté.

**Sir Thomas Chapais**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 11 concernant l'acquisition, par le gouvernement de la province, de certains biens de Sir Thomas Chapais.

Adopté.

**Rivière Manicouagan**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 14 concernant une partie des forces hydrauliques sur la rivière Manicouagan.

Adopté.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

**M. Dallaire (Rouyn-Noranda)** propose selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Pontiac (M. Johnston): Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les motifs de la convocation des Chambres.

Il offre d'abord ses hommages au président de la Chambre, l'honorable Alexandre Taché, et au nouveau lieutenant-gouverneur de la province, l'honorable Gaspard Fauteux.

Représentant d'un comté du Nord-Ouest québécois, il veut parler principalement, dit-il, de cette région, de sa géographie, de ses richesses, ainsi que de l'œuvre qu'y accomplit l'Union nationale.

Le comté que j'ai l'honneur de représenter en cette Chambre, Rouyn-Noranda, est parmi les plus jeunes de la province, n'ayant été formé que lors de la dernière redistribution électorale. On croirait que tout le Québec s'est donné le mot pour l'édifier,

puisque sa population est composée de citoyens entrepreneurs venus de toutes les parties de la province. Les chefs du gouvernement actuel, qui n'ont qu'un véritable souci, le progrès constant de la province et le bien-être de sa population, croient en l'avenir de ce qu'on est convenu d'appeler le Nord-Ouest du Québec et ils ont bien voulu me fournir l'occasion de le mettre en évidence devant vous.

Le Nord-Ouest du Québec est à lui seul toute une province. Il comprend les régions du Témiscamingue et de l'Abitibi, territoires aux ressources très riches. La première est un territoire agricole de grande valeur. On y trouve aussi des forêts très riches, des mines prometteuses dans son sous-sol et la houille blanche, soit des cours d'eau qui, harnachés, permettent de fournir de l'électricité non seulement à cette vaste partie du Québec, mais aussi d'en exporter en Ontario.

Il fait l'éloge du travail de géant accompli depuis bientôt 15 ans dans le Nord-Ouest québécois par deux députés les plus actifs de la Chambre, représentants du Témiscamingue et de l'Abitibi-Ouest.

Il n'y a pas d'opposition dans les quatre comtés du Nord-Ouest du Québec, les députés sont tous de l'Union nationale et, avec cet esprit qu'ils tiennent de l'Union nationale, ils tâchent de donner aux pays neufs l'élan auquel appellent leurs immenses ressources naturelles. Ces territoires connaissent, depuis la prise du pouvoir par l'Union nationale, un développement inouï grâce à la construction de routes, de centrales hydroélectriques et à la politique générale du gouvernement.

Il parle plus particulièrement de son comté, qui englobe les deux villes sœurs de Rouyn et de Noranda, il rend gloire à l'œuvre de tous les pionniers de la région qui sont allés littéralement bâtir chez nous une autre province, un pays neuf. Au cours des vingt-cinq dernières années, les villes de Rouyn et de Noranda, qui au départ étaient de minuscules localités minières, sont devenues de grandes villes commerciales voisines dont la population totale s'élève à 25,000 âmes.

Pour vous prouver qu'il y a lieu d'espérer de l'avenir de ces deux villes, je ne vois rien de mieux que de vous citer les résultats d'une enquête toute récente que rapportait récemment chez nous un journal régional. Il s'agit d'une grande agence de recherches commerciales de New York, Sales Management, qui révèle que les revenus *per capita* dans la ville de Rouyn sont les plus élevés dans les villes du Canada et que par conséquent le pouvoir d'achat des individus dépasse celui que l'on trouve dans la plupart des villes de notre pays et même aux États-Unis.

Les pionniers ont obéi à la grande loi du travail; ils n'ont pas eu peur; ils ont osé. C'est sans doute l'élément canadien-français qui prédomine de beaucoup. Mais à cet élément s'ajoute constamment un élément anglo-saxon qui apporte ses caractéristiques propres. S'ajoutent aussi des nationalités d'Europe centrale et d'Europe du Nord, qui donnent comme une note caractéristique à nos villes minières.

Ces éléments divers d'une population saine et industrielle sont très précieux. Il y a comme un échange imperceptible des qualités des uns aux qualités des autres. Se produit-il parfois des froids entre ces éléments divers? Sans aucun doute. Le contraire serait impossible. Mais règle et règle très générale, c'est le plus bel esprit d'entente et de collaboration mutuelle qui règne.

L'Abitibi est également très riche. L'agriculture et la colonisation y fleurissent, sans parler de l'industrie minière, qui fait des progrès considérables d'année en année. Le gouvernement a fait beaucoup pour la mise en valeur du Nord-Ouest québécois. La politique gouvernementale est dans la bonne voie.

Il fait ensuite une revue de l'œuvre politique et des bienfaits de l'esprit patriotique de l'Union nationale dans la province de Québec et principalement dans le Nord-Ouest.

Le gouvernement, rappelle-t-il, a travaillé à conserver le caractère français de la province. C'est le gouvernement Duplessis qui nous a donné le drapeau fleurdelisé, un drapeau symbolisant toute la grande et belle histoire de notre province. Le gouvernement fait de son mieux pour garder à la province son visage français. À preuve: Spencer Wood, résidence officielle du lieutenant-gouverneur, qui est devenu Bois-de-Coulange; et aussi le magnifique nom de Parc de la Vérendrye donné à la réserve de la route Senneterre-Mont-Laurier.

Mais l'Union nationale n'attache pas d'importance aux seules valeurs historiques; elle attache d'abord une importance primordiale au capital humain. Elle sait que, quelles que soient nos richesses naturelles, ces richesses, il faut des hommes pour les mettre en valeur. Et depuis que le gouvernement actuel a les rênes du pouvoir, il veut donner une administration de l'homme pour l'homme. Chaque année, lors de la présentation du budget, le trésorier de la province le prouve. Pour l'année 1950-1951, sur un budget de \$200,000,000, on relève que la santé et l'hygiène publique se placent au premier rang avec des estimés de \$26,870,000. C'est ensuite le bien-être social et la

jeunesse avec plus de \$20,000,000 et enfin l'instruction publique avec \$18,000,000. Santé de la population d'abord, bien-être social de la population, instruction de la population, ce sont là les trois facteurs importants dans une administration où l'on garde le respect de la personne humaine.

Le gouvernement s'est particulièrement intéressé à la région du Nord-Ouest québécois. Pour sa mise en valeur, il a construit des routes et s'est intéressé à tous les domaines de l'administration: forêts, mines, agriculture, éducation, hygiène publique, colonisation.

Les richesses, dit-il, elles étaient là, pour le bénéfice de la province de Québec, il y a 25 ans, il y a 40 ans. Et cependant, par une incurie inexplicable, tout ce riche territoire n'avait jamais été rattaché au reste de la province de Québec, par une route carrossable. C'est le gouvernement actuel qui a donné à notre région la route entre Senneterre et Mont-Laurier, qui permet à quelque 150,000 personnes, et, dans 50 ans, probablement 300,000 à 400,000, de communiquer avec les autres villes de la province et, ainsi, favorise les échanges commerciaux. La route a permis à l'industrie forestière de se développer dans ce district.

Je considère que les forêts du Québec sont à la base de toutes les autres richesses naturelles qu'il s'agisse de la colonisation, de l'agriculture, des mines ou des forces hydrauliques. Le territoire boisé du Québec couvre 250 milles carrés, et la valeur financière de ce territoire peut être établie à environ \$1,000,000,000. L'industrie forestière mobilise des capitaux de \$500,000,000<sup>1</sup> et elle crée annuellement des richesses pour \$400,000,000. La forêt est importante parce que l'agriculture et la colonisation s'appuient sur elle, parce que les mines ne peuvent être exploitées sans le bois que produit la forêt; parce qu'elle est essentielle à la régularisation de nos cours d'eau; parce que la forêt actionne l'industrie du papier; parce qu'elle est essentielle à l'industrie du tourisme, qui amène chaque année des milliers de visiteurs dans nos forêts et sur nos lacs.

Quel que soit l'angle sous lequel on l'envisage, la forêt a une importance qui prime partout et j'affirme sans risque de me tromper que la politique d'un gouvernement qui a de la vision et le sens de ses devoirs doit être en quelque sorte centrée sur la forêt. Et dans ce sens, comme dans maints autres, le gouvernement actuel est dans la bonne voie, il a compris cette importance. Depuis quelques années dans le Québec, le gouvernement a, dans le but de contribuer à la conservation de cette grande richesse, adopté des mesures visant à mettre fin aux

coupes abusives qui se produisaient, alors que les coupes abusives étaient choses communes. Le gouvernement a créé des écoles forestières, des écoles de garde-feu, de mesurage, des scieries-écoles, qui sont liées à tous les aspects de l'industrie. Il a une politique bien établie de reboisement et il a vu à ce que notre législation forestière soit au point.

Sous l'Union nationale, les forêts sont sur la bonne voie, les mines ne le sont pas moins. Le gouvernement a adopté à l'égard du développement de l'industrie minière dans la province la même attitude prudente.

Dans le Nord-Ouest, ce sont les mines qui ont amené la population et créé la richesse. En moins de 25 ans, s'est créée chez nous une industrie minière encore à ses débuts, mais très prometteuse, et qui fait vivre au bas mot 40,000 personnes. Environ 30 mines sont en exploitation. D'autres le seront d'ici quelques années. Là encore, le gouvernement est dans la bonne voie.

Le gouvernement fait le nécessaire pour intéresser les jeunes à l'industrie minière. Autrefois nous n'avions pratiquement pas d'ingénieurs miniers et aujourd'hui, grâce à la Faculté de génie minier de l'Université Laval, les nôtres deviennent ingénieurs et font leur marque. Le gouvernement a fondé des laboratoires d'analyse; il est venu en aide aux prospecteurs; il a fait construire une magnifique route qui hâtera le développement de la région de Chibougamau. La route de Chibougamau constitue un exemple typique de l'importance qu'attache le gouvernement au développement minier dans la province. La construction de cette route, dit-il, montre à quel point le gouvernement est convaincu de la valeur de ce district. Il émet cependant une mise en garde contre un optimisme aveugle qui pourrait mener les investisseurs à la déception.

Le gouvernement de l'Union nationale a pris le bon chemin en ce qui concerne la colonisation et l'agriculture. Faisant référence à la politique sur la colonisation dans la région du Nord-Ouest adoptée par le gouvernement, il affirme que la méthode qui consiste à consolider les vieilles paroisses avant d'en établir de nouvelles est celle qui est la mieux adaptée au district. La colonisation se fait aujourd'hui d'une façon moderne, en accordant aux colons des octrois et des primes, en leur construisant des routes et en modernisant les méthodes.

On tente, dit-il, une expérience dans mon comté: 200 ouvriers-colons ont reçu des lopins de terre, de 15 acres chacun, près de Rouyn-Noranda, et ils pourront les conserver tout en travaillant dans les mines, s'ils habitent leur maison à l'année, avec leur

famille. Dans leurs temps libres, ils pourront cultiver un petit potager et vendre à la ville le surplus de leurs produits, de leur récolte.

L'Union nationale a sauvé la classe agricole du Québec dit-il. Au chapitre de l'agriculture, il mentionne le prêt agricole, l'électrification rurale, le drainage des terres, toutes choses qui ont non seulement sauvé l'agriculture et la classe agricole mais lui ont en outre rendu toutes sortes de services.

Il fait aussi une rapide revue de ce qu'a fait l'Union nationale pour la santé, l'éducation et la voirie. Dans tous ces domaines le gouvernement est dans la bonne voie, à tel point, dit-il, qu'il est en train de conduire la province de Québec en tête de toutes les provinces et d'en faire comme l'inspiration des autres provinces.

Le Nord-Ouest québécois est un pays relativement jeune, un pays, je dirais, en gestation. C'est là une de ses principales caractéristiques. À Rouyn-Noranda, par exemple, on ne voit guère de personnes dépassant la cinquantaine. Un vieillard à tête blanche ou grise - sauf celui qui vous parle - est presque un objet de curiosité. On remarque en effet que la population chez nous est faite de jeunes couples, et ces jeunes couples ont des enfants, beaucoup d'enfants. L'ère des familles nombreuses n'est pas révolue chez nous, et je le dis à la plus grande gloire de notre population. Il en résulte donc que les problèmes scolaires sont au tout premier plan de nos préoccupations. Si de s'occuper des personnes âgées ne constitue pas un problème, le gouvernement a par ailleurs dépensé des millions de dollars pour la construction d'écoles, en raison du nombre très élevé d'enfants.

Il parle de l'autonomie provinciale et de l'attitude prise par le premier ministre à ce sujet. Les attaques ne l'ont jamais fait dévier d'un iota et le peuple l'a compris. Il a compris qu'il avait en lui un véritable champion de l'autonomie contre qui viendraient se buter comme sur un roc tous les centralisateurs.

Le gouvernement de la province n'a pas eu peur d'afficher sa foi catholique et il a envoyé à Rome des représentants à la canonisation de Marguerite Bourgeoys, à la définition du dogme de l'Assomption et à l'ouverture de l'Année sainte<sup>2</sup>.

**M. Johnston (Pontiac)** formule des hommages à l'adresse de l'Orateur de l'Assemblée législative, l'honorable Alexandre Taché, ainsi que des remerciements au premier ministre, l'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), pour son esprit de collaboration. Je suis heureux, dit-il, de seconder le représentant de Rouyn-Noranda (M. Dallaire).

Le gouvernement de notre province de Québec est vraiment un gouvernement du peuple, puisqu'il comprend des éléments de toute la population et de toutes les régions. Les résultats des dernières élections prouvent que le gouvernement a conservé la confiance de toute la population du Québec.

Ceci peut être attribué aux grandes qualités de cœur et d'esprit de notre éminent premier ministre. La compétence et la droiture des membres du cabinet ont contribué par ailleurs à cimenter la confiance que nourrit unanimement le peuple de notre province à l'égard du gouvernement. Et en vérité, M. l'Orateur, je suis fier d'appuyer ce gouvernement parce qu'il parle moins qu'il agit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Se tournant vers le ministre de la Voirie, l'honorable M. Talbot) Il a une belle voix ce garçon-là.

**M. Johnston (Pontiac):** Le comté de Pontiac est, des 92 comtés de la province, celui qui compte la plus grosse population de langue anglaise. Et je le dis avec orgueil: les citoyens des deux groupes ethniques de mon comté de Pontiac vivent ensemble dans la plus belle harmonie, et le gouvernement actuel est loin d'être étranger à cet heureux état de choses. Il a en effet beaucoup fait pour assurer cet heureux état de choses, en traitant avec justice les citoyens de toute race et de toute dénomination religieuse, non seulement dans ce comté mais dans toute la province. Mais nous n'avons que faire des communistes et je suis heureux de dire qu'ils brillent par leur absence non seulement dans le comté de Pontiac, mais dans tout l'ouest du Québec.

Nous sommes vraiment privilégiés de vivre dans une province où le progrès matériel se complète d'un climat de bien-être spirituel. Ce doit être aussi un grand sujet de satisfaction pour notre grand premier ministre de constater que la province de Québec jouit aujourd'hui de la plus grande prospérité de son histoire. Mais tout en faisant de grands progrès dans le domaine matériel, nous n'oublions pas les valeurs spirituelles.

De cela nous devons remercier nos prêtres et nos ministres du culte qui, par leur généreux dévouement, font vraiment du Québec un endroit merveilleux où un homme peut élever une famille en toute sécurité, dans le respect des lois, où les enfants peuvent recevoir ce qu'il y a de mieux en fait d'éducation moderne, et où tant d'opportunités s'offrent aux jeunes qui auront l'occasion de mettre en valeur d'immenses richesses.

Je me réjouis de nos derniers progrès réalisés dans le domaine de la santé publique, qui ont permis de réduire le nombre des décès à la naissance et d'abaisser le taux de la mortalité due à la tuberculose. Ces taux n'ont jamais été aussi bas dans l'histoire de la province. Je rends donc hommage à l'œuvre splendide de notre ministre de la Santé, l'honorable Dr Albiny Paquette.

Dans le domaine de l'éducation, il souligne tout spécialement l'aide apportée à la construction des écoles primaires, au bénéfice de nos populations rurales, ainsi que les mesures pour encourager l'enseignement à tous les échelons. Sur le plan de l'éducation, la province de Québec est au premier rang dans le monde, ajoute-t-il. Les diplômés des grandes universités de Québec sont recherchés partout. Les catholiques et les protestants reçoivent un appui soutenu dans ce domaine.

Il souligne également les progrès réalisés dans la construction des routes et des ponts, afin de suivre le progrès industriel de la province.

Je remercie aussi le gouvernement, poursuit-il, de son programme de voirie rurale et des mesures pour développer notre réseau routier. J'avertis le ministre de la Voirie, l'honorable M. Talbot, que le député de Pontiac aura bientôt une demande pressante à lui faire pour le pavage de la route Hull-Chapleau.

Je saisis également l'occasion pour remercier l'honorable ministre des Travaux publics, M. Roméo Lorrain, de ses réalisations. Je crois qu'il est le plus grand bâtisseur de ponts du monde. Je suppose que vous savez tous qu'il a bâti 700 ponts depuis qu'il dirige le département des Travaux publics. C'est vraiment du beau travail, M. l'Orateur. M. Lorrain<sup>3</sup> ne s'est pas contenté de s'asseoir dans son bureau et de laisser les ingénieurs penser pour lui. Il a pris soin de visiter lui-même les sites des ponts et de prendre ses décisions après avoir recueilli de première main toutes les informations nécessaires.

M. l'Orateur, notre gouvernement a dépensé \$30,000,000 pour les ponts et je désire vous assurer que ce grand effort a été certainement apprécié à sa juste valeur. Notre honorable premier ministre a récemment laissé entendre que le gouvernement de Québec est disposé à se joindre à la province d'Ontario et au gouvernement fédéral pour construire un pont entre Pembroke et l'île des Allumettes, reliant ainsi le Québec à l'Ontario. Je suis heureux de pouvoir dire que le projet a aussi été endossé par le premier ministre de l'Ontario, l'honorable Leslie Frost. C'est un projet que je recommande avec chaleur aux membres de cette Assemblée.

Il récapitule ensuite ce qui a été fait ces dernières années dans le domaine de l'agriculture, de l'industrie, de la construction.

Il parle aussi de notre grand développement minier et souligne que le géologue à qui l'on doit la découverte des gisements de fer et de titane de la province, le Dr Joseph Retty, de Fort Coulonge, est originaire du comté de Pontiac.

La province de Québec jouit de la plus grande prospérité de son histoire dit-il, grâce au développement de ses richesses naturelles.

Il donne un bref exposé sur la création d'industries dans la province depuis 1945, affirmant que, depuis ce temps, 5,000 industries ont été mises sur pied, et termine en donnant un aperçu du rôle de l'électrification rurale dans l'économie du Québec.

Il déclare que la prospérité peut surtout être attribuée aux politiques judicieuses et à la sagesse de notre premier ministre, un homme compétent.

Il exprime ses condoléances aux sinistrés, victimes du feu de Rimouski et de Cabano, et leur souhaite un rapide relèvement.

**Marler (Westmount-Saint-Georges):** Nous avons adopté hier la motion du premier ministre concernant la remise du débat sur l'adresse au 24 janvier. C'est un délai assez long. Aujourd'hui, M. l'Orateur, je veux signaler que vous commencez votre septième session, comme Orateur; c'est presque un record. Depuis la confédération, trois autres Orateurs seulement ont eu un terme plus long que le vôtre, à la présidence de cette Chambre et ils sont montés plus haut: l'honorable Joseph-Godric Blanchet, Orateur de 1867 à 1875, qui devint plus tard président de la Chambre des communes; Sir Évariste Leblanc, qui a fait huit sessions comme Orateur, à partir de 1892, avant d'être créé chevalier et d'être appelé à la haute fonction de lieutenant-gouverneur; et l'honorable Joseph-Napoléon Francoeur, qui a fait aussi huit sessions comme Orateur avant de devenir ministre, puis juge de la Cour d'appel.

Deux d'entre eux sont devenus ministres après sept années de présidence. Je trouve donc à propos, à l'occasion de Noël qui approche, de faire des vœux à votre endroit et de vous donner matière à réélection. Je vous signale ces faits pour vous inspirer.

M. l'Orateur sourit.

Il déclare que même s'il est d'accord pour reporter le débat sur l'adresse jusqu'en janvier, il croit que quelques remarques s'imposent.

Il félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse, qui ont été dans la note sans brûler d'encens inutile. Selon l'usage, dit-il, ils ont offert beaucoup de compliments au gouvernement et, bien que je ne partage pas leur opinion à ce sujet...

**Une voix:** Oh! Oh!

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** ... il me fait plaisir de constater que, cette année encore, on a respecté la coutume en conservant la belle tradition de faire entendre alternativement un proposeur de langue française et un secondeur de langue anglaise. Il insiste sur la nécessité du respect des deux races dans notre province: Cela démontre que les deux races collaborent et c'est un gage de progrès pour notre province et notre pays.

(Se tournant vers le premier ministre) Je note également, poursuit-il, que le premier ministre, à soixante ans, commence sa 25<sup>e</sup> session consécutive en tant que député de Trois-Rivières. C'est le 27 mai 1927 que le premier ministre fut élu pour la première fois. Il y a vingt-six ans, il n'avait été élu que par 120 voix<sup>4</sup> de majorité. Je constate que sa majorité augmente d'élection en election, probablement parce que le premier ministre améliore sa technique, et cela me cause nécessairement du chagrin.

Toutes ces années en tant que député à la Législature ont exigé d'énormes sacrifices. Tous reconnaîtront qu'un hommage s'impose pour une personne qui siège depuis si longtemps à la Chambre. Le premier ministre montre toujours un esprit de travail peu ordinaire. Je le félicite du dévouement qu'il a montré durant un quart de siècle, près de la moitié de sa vie, au service de sa province, sans, bien entendu, approuver tout ce qu'il a fait ni toutes les lois qu'il a fait voter pendant cette période.

Badinage à part, je me réjouis de le retrouver toujours jeune et vigoureux. Sans doute, après l'effort qu'il donne, il doit être las parfois, mais nous lui donnerons un remplaçant le plus tôt possible. J'espère que les libéraux relèveront le premier ministre de ses responsabilités aux prochaines élections générales. Après un si long service, il serait temps.

**Un député:** Pas sûr!

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il n'y a rien de sûr dans la vie, mais je ferai de mon mieux.

Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que le débat soit maintenant ajourné.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** félicite très chaleureusement le proposeur et le secondaire de l'adresse et leur prédit une brillante carrière dans la politique. Le député de Rouyn-Noranda (M. Dallaire), dit-il, a fait preuve d'un amour de sa région, d'une connaissance approfondie des problèmes de la province et d'une ardeur au travail qui fait prévoir pour lui un brillant avenir. Quant au député de Pontiac (M. Johnston), parmi ses nombreux mérites, il a celui d'avoir remporté un comté détenu par les libéraux depuis une centaine d'années.

Je remercie le chef de l'opposition de ses aimables paroles. Ses remarques constitueront sans doute la meilleure partie du discours qu'il fera sur l'adresse. Il a fait l'éloge du proposeur et du secondaire. S'il continue à rendre justice, il aura droit à toute notre gratitude. Le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) m'a félicité de ma longue carrière, qu'il semble trouver un peu longue, et je l'en remercie. Je comprends très bien qu'il la trouve un peu trop longue à son gré.

Le rôle de l'opposition est essentiel. Mais le chef de l'opposition n'est pas traité de façon équitable par son parti. En effet, le représentant de Westmount-Saint-Georges se consacre à la tâche essentielle de diriger l'opposition avec un dévouement aveugle, considérant qu'il défend une cause perdue.

Je veux lui rendre le témoignage que, depuis 1944 jusqu'à date, il s'est révélé le meilleur chef de l'opposition que nous aient donné les libéraux. Tout à l'heure, sur un ton quelque peu prophétique, il a parlé de mon remplaçant. Je ne savais pas que le chef de l'opposition pouvait voir aussi loin! Il y a des remplacements qui sont des déplacements injustifiés.

Le chef de l'opposition accomplit son devoir avec dévouement, pour sa province et son parti. Je regrette qu'il ne me soit pas permis de m'adresser au chef de son parti, qui n'est même pas dans les galeries, pour lui dire qu'il a dans la personne du député de Westmount un homme de valeur, un homme dévoué, un homme consciencieux, qui lui est certainement supérieur.

(Applaudissements)

Je demande à mon collègue de Westmount-Saint-Georges de dire ceci à son nouveau chef du Parti libéral qui n'est pas ici, que s'il considère le moins prendre les intérêts de son parti en mettant de côté ses obligations, il fait très bien de laisser le député de Westmount-Saint-Georges à la direction du parti de l'opposition, et il fait bien de faire faire le travail par le chef de l'opposition actuel. Mon honorable ami (M. Marler) est jeune.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** (Souriant) Comme le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas pour les mêmes raisons.

Ensuite, si le nouveau chef désire venir en Chambre, avant les élections générales, nous avons le temps de tenir une élection d'ici au 24 janvier. (En effet), les travaux de la Législature seront suspendus à la fin de novembre jusqu'au 24 janvier et je m'engage à prendre les mesures pour le faire élire par acclamation, à l'Assemblée législative d'ici là, ce qui mettrait fin à la situation injuste dans laquelle son absence de la Chambre place le député de Westmount. Le chef libéral aurait juste ce qu'il faut de temps avant le 24 janvier.

Dans un discours prononcé non en Chambre, mais en dehors de la Chambre<sup>5</sup>, le nouveau chef (M. Lapalme) a dit que tous les députés libéraux lui avaient offert leur siège, mais en lui disant de ne pas le prendre. Je ne sais pas de quelle façon le député de Westmount a offert son siège. De toute façon, l'offre devait être faite par les députés libéraux, avec la condition qu'elle ne soit pas acceptée. Une pareille offre n'est pas cordiale. Je répète donc à M. Lapalme l'offre que je lui ai déjà faite, de venir se battre dans l'arène législative. S'il le veut, et si un député libéral démissionne, le nouveau chef peut venir en Chambre le 24 janvier.

Sur ce, nous allons procéder à l'étude des projets de loi<sup>6</sup>.

La motion est adoptée. Le débat est ajourné.

## Projets de loi:

### Publications et morale publique

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 modifiant la loi concernant les publications et la morale publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill 7 a pour effet de corriger la version anglaise, en substituant le mot "publisher" au mot "editor", dans l'article de la loi qui traite de la censure des comics, des livres et des photos, afin d'atteindre le vrai coupable, capable de payer l'amende.

Le "publisher", souvent, ne connaît pas le contenu d'un livre, mais l'"editor" est responsable de tout ce qui est imprimé.

Dans le bill sur la censure qui a été adopté par la Législature plus tôt cette année, le terme "editor" est utilisé dans la version anglaise pour traduire le mot français éditeur. Le bill adopté par la Chambre corrigera la traduction en changeant "editor" pour "publisher," terme anglais plus juste.

La loi votée à de la dernière session vise à préserver la jeunesse de la corruption, permettant de soumettre les publications au bureau de censure du cinéma, d'examiner celles qui sont immorales et d'en ordonner la confiscation.

Depuis que cette loi concernant la censure des périodiques, est en force, il y a eu environ 25 à 30 saisies de publications immorales qui ont été effectuées par la police, un grand nombre d'entre elles à Montréal, pour remédier à la situation concernant les publications indécentes en vente dans les kiosques à journaux. D'ailleurs, on a constaté une amélioration considérable dans la tenue des publications.

Le bureau du procureur général a donc limité les pénalités imposées aux marchands et s'en est tenu à la saisie et à la destruction par le feu de ces publications. Comme c'était la première fois que la loi était appliquée, il n'y a eu que des saisies et pas de poursuites au criminel. Mais s'il le faut, nous irons plus loin. Donc, si les censeurs en viennent à la conclusion qu'elles contiennent des illustrations immorales, ils émettront une ordonnance qui permet de saisir les périodiques et de les brûler.

Nous sommes la seule province au pays et peut-être le seul État de l'Amérique qui possède une loi semblable pour faire échec aux publications pornographiques, lui permettant de censurer les publications immorales et de mettre ainsi un frein à l'océan d'obscénités qui menace de submerger les jeunes cerveaux.

Il cite plusieurs témoignages élogieux qu'il a reçus des autorités religieuses de la province à la suite de l'adoption de cette loi. Il cite aussi le témoignage de l'honorable Stuart Garson, ministre fédéral de la Justice, à l'effet que la province de Québec est celle qui a le plus fait pour préserver la jeunesse de la corruption morale, et celle qui maintient la plus grande vigilance pour protéger l'âme de nos enfants contre les effets nocifs de la littérature pernicieuse.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 7 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

(Applaudissements à droite)<sup>7</sup>

### Règlements de la cité de Québec

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 concernant les règlements numéros 781, 782 et 783 de la cité de Québec adoptés en 1950 soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill 4 légalise les emprunts que la ville de Québec a contractés en vertu des règlements 781, 782 et 783, mais qui pourraient être entachés d'illégalité par suite d'un seul avis public donné dans les journaux, quand la charte de la cité en exige deux, explique-t-il.

On s'est aperçu après coup de l'illégalité et les vendeurs d'obligations se sont alarmés à juste titre, ce qui expose les contribuables de Québec à des frais coûteux. Nous voulons sauver de l'argent aux contribuables de Québec.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 4 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Loi concernant les Statuts**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi concernant les Statuts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de Maurice Tellier (Montcalm)

Le comité étudie les articles 1 et 2 qui se lisent comme suit:

"1. La loi concernant les Statuts (Statuts refondus, 1941, chapitre 1) est modifiée en y ajoutant, après l'article 6, le suivant:

"6a. Lorsqu'il est stipulé dans une loi qu'elle doit entrer en vigueur par suite d'une proclamation, des dates différentes peuvent être fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil pour l'entrée en vigueur des diverses parties de cette loi."

"2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 10, le suivant:

"10a. L'abrogation le remplacement ou la modification d'une disposition législative contenue dans un Statut refondu comporte et a toujours comporté l'abrogation, le remplacement ou la modification de la disposition législative qu'elle reproduit".

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Cette clause me paraît dangereuse. En mettant en vigueur certaines clauses d'une loi et en laissant les autres de côté, le gouvernement pourra fausser toute l'économie de la législation. Quand les législateurs votent une loi, ils la considèrent comme un tout; voter le bill 9 pourrait entraîner des abus de la part du gouvernement dans le cas où ce dernier déciderait de mutiler quelque loi après le vote en ne décrétant pas la mise en vigueur de l'un ou l'autre de ses articles. Si l'article 1 du bill 9 passait, il faudrait à l'avenir avoir un tout autre état d'esprit que par le passé au moment de la mise aux voix. Que deviendrait la loi sur les maladies mentales si on supprimait les articles 15 et 16? L'article 1 du bill 9

équivalait donc à une procuration, à un mandat en blanc.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

Le but du gouvernement en proposant ce bill est de régler certains cas particuliers, notamment au sujet de la loi accordant une nouvelle charte à l'Université de Montréal. Il s'agit simplement de ce cas particulier. Une clause permet de prolonger les fonctions du conseil d'administration en attendant la nomination des gouverneurs et c'est cette clause qu'il faudrait mettre en vigueur avant le reste de la loi.

Mais si l'opposition a des craintes, nous allons enlever cette disposition du bill. L'article n'est pas absolument nécessaire, mais sauverait énormément de temps. Il me fait plaisir de calmer les alarmes du chef de l'opposition et de me rendre rapidement aux raisons de ce dernier. Il y a du sérieux dans ce qu'il dit et j'ai tellement de sympathie pour lui. Il mérite la palme.

L'article 1 est amendé et intégré à l'article 2. L'article amendé se lit désormais comme suit:

"1. La loi concernant les Statuts (Statuts refondus, 1941, chapitre 1) est modifiée en y ajoutant, après l'article 10, le suivant:

"10a. L'abrogation, le remplacement ou la modification d'une disposition législative contenue dans un Statut refondu comporte et a toujours comporté l'abrogation, le remplacement ou la modification de la disposition législative qu'elle reproduit."

L'amendement est adopté.

Le nouvel article 1 est adopté.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 9 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quels bills étudierons-nous mardi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceux de Rimouski et de Cabano d'abord; celui du prêt agricole ensuite.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** En ce qui concerne Rimouski et Cabano, je voudrais avoir lundi les sommes des souscriptions publiques qui ont été dépensées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous fournirons tous ces renseignements à la Chambre.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

*The Montreal Star* du 10 novembre 1950, à la page 25, remarque que c'est la première fois que M. Duplessis offre officiellement un siège à M. Lapalme. Auparavant, il ne l'avait fait qu'en conférence de presse.

6. *La Presse* du 10 novembre 1950, à la page 10, précise que les bills suivants ont été étudiés d'un commun accord avec l'opposition.

7. *L'Événement-Journal* du 10 novembre 1950, à la page 1, mentionne que "le passage de chaque bill a été marqué pas beaucoup de bruit... le traditionnel tapotement des mains sur les pupitres en signe d'approbation". Le journaliste mentionne aussi que "le public était rare dans les galeries, au moins pour le passage des projets de loi. Et, sans la presse, quelques bons mots de l'honorable M. Duplessis et de M. George C. Marler seraient sans doute à jamais perdus".

### NOTES

1. *La Patrie* du 10 novembre 1950, à la page 11, parle plutôt de \$300,000,000.

2. M. Guy Dallaire aurait parlé presque 75 minutes; c'est du moins ce que rapporte *The Montreal Daily Star* du 10 novembre 1950, à la page 24.

3. Selon *L'Événement-Journal* du 10 novembre 1950, à la page 1, le représentant de Pontiac (M. Johnston) aurait "commis une petite erreur qu'eurent vite fait de relever les habitués du parlement. En effet, il a parlé de l'honorable Albiny Paquette et de l'honorable Roméo Lorrain; or le Règlement de la Chambre ne permet pas d'appeler les ministres par leurs noms".

4. La majorité exacte de M. Duplessis en 1927 était de 126 voix.

5. Le premier ministre fait allusion à un discours de M. Lapalme prononcé au Château Frontenac.



## Première séance du mardi 14 novembre 1950

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

## Dépôt de documents:

## Prière.

État des  
mandats spéciaux

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
dépose sur le bureau de la Chambre le document  
suivant. (Voir le tableau ci-dessous)

Rapport relatif aux mandats spéciaux émis durant la vacance du Parlement, suivant les rapports du Conseil et soumis en vertu de l'article 10, chapitre 72, des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		Au 13 novembre 1950		
		<i>Montant</i>	<i>Mandat d'argent émis</i>	<i>Solde disponible</i>
1.	Travaux publics: Dépenses en rapport avec l'incendie de Rimouski, reconstruction de ponts emportés par la débâcle et d'un pont effondré sous lourde charge..... (A. C. no 559, du 17 mai 1950)	\$ 1,395,000.00	\$ 251,971.12	\$ 1,143,028.88
2.	Sinistrés de Rimouski et Cabano..... (A. C. no 867, du 2 août 1950)	1,000,000.00	667,282.33	332,717.67
3.	Terres et Forêts: Protection des forêts et incendies forestiers..... (A. C. no 1050, du 20 septembre 1950)	450,000.00	357,486.65	92,513.35
4.	Agriculture: Frais de transport, de surestaries, d'inspection et de commission d'une certaine quantité de foin requise par les cultivateurs résidant dans la région de Charlevoix, Chicoutimi, Lac Saint-Jean et Roberval ..... (A. C. no 1091, du 4 octobre 1950)	50,000.00	.....	50,000.00
		\$ 2,895,000.00	\$ 1,276,740.10	\$ 1,618,259.90

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,  
A.-J. Dolbec

Québec, le 13 novembre 1950

(Document de la session no 4)

### Petite industrie

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** dépose sur le bureau de la Chambre les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la loi pour stabiliser la petite industrie, 12 George VI, chapitre 19, article 8. (Document de la session no 5)

#### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de vente (M. Bertrand);
- de Jean-Théodore Chénevert, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre au nombre de ses membres (M. Gatien);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);
- de la Corporation of St. Matthew's Church, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre un lot (M. Saucier).

#### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Mlle Simone Martineau, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente d'un immeuble légué par l'honorable Paul-G. Martineau (M. Groulx);
- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant ladite Commission et lui accordant le pouvoir de créer et d'établir un fonds de pension ou de retraite pour ses fonctionnaires et employés permanents (M. Gatien);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition d'une taxe de vente (M. Labbé);
- de Me André Poirier, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à la pratique de la profession du notariat (M. Provençal);
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de Hugues Laframboise et de son épouse, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Maurice Morin (M. Barrière);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition d'une taxe de vente (M. Blanchard);

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à emprunter une certaine somme d'argent (M. Ducharme);

- de dame Maria Magdalene Pohle, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Hermann Gottlieb Huber (M. Roche);

- de Léopold-Marcel Lortie, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Léopold-Marcel Villeneuve (M. Prévost);

- de dame Rachel Gauthier et Henri Gauthier, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de leur frère Armand Gauthier (M. Roche).

### Maladie de Mgr Courchesne et écrasement d'un avion au Mont Obiou

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les journaux nous apportent aujourd'hui la nouvelle que l'archevêque de Rimouski est gravement malade. Mgr Courchesne est un des membres éminents de notre clergé, et son prestige, son dévouement, et je dirais même sa sainteté, faisaient l'admiration des fidèles de son archidiocèse et de toute la province. Bien que l'on entretienne peu d'espoir, je demande à la divine Providence de nous conserver encore longtemps l'illustre archevêque de Rimouski.

Nous avons appris également, dit-il, le désastre épouvantable d'un avion qui a frappé un pic dans les Alpes<sup>1</sup>, avec la conséquence que de nombreuses personnes ont péri. Bien que les détails officiels manquent encore, une dépêche annonce que tous les occupants de l'avion ont perdu la vie.

À titre de premier ministre de cette province et chef de ce gouvernement, et en mon nom personnel, j'aimerais présenter officiellement en cette séance mes sincères condoléances et faire part de ma profonde sympathie à l'éminent archevêque de Québec, Son Excellence Mgr Roy, affecté par la mort de huit ecclésiastiques de son clergé, notamment de Mgr Bureau et de M. le curé Martel, ainsi qu'aux membres des familles en deuil qui ont perdu des membres et de leur famille, lors de l'écrasement d'un avion transportant 51 de nos concitoyens qui revenaient d'un pèlerinage dans la Ville sainte.

On a encore dans ce drame la preuve que la science humaine, si grande soit elle, est encore imparfaite. Une seule puissance est durable. C'est celle de Dieu à qui j'adresse des prières pour l'âme de ceux qui ont perdu la vie dans le désastre. Prions donc pour ceux qui sont morts en revenant de leur pèlerinage à Rome.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je seconde les paroles du premier ministre. J'ai appris avec une profonde inquiétude ce matin, la nouvelle de la maladie de Mgr Courchesne. Je ne le connais pas beaucoup personnellement, mais, en été, j'habite son diocèse; je connais donc sa forte personnalité.

Tout le monde parle de lui en bien. Je sais qu'il est un des membres les plus en vue du clergé canadien, et un membre illustre du clergé de Québec, comme l'a déclaré le premier ministre. Je me joins aux prières qui sont offertes pour le retour à la santé de Mgr l'archevêque de Rimouski, et je fais des vœux pour son rétablissement.

À la suite de la tragédie du Mont Obiou, et de la mort de nombreux pèlerins québécois en route pour le Canada et dont l'avion s'est écrasé dans les Alpes françaises, je tiens à exprimer moi aussi à Son Excellence Mgr Maurice Roy, au clergé de Québec et aux familles des disparus, mes plus profondes condoléances.

**M. Chaloult (Québec)** demande la permission d'ajouter quelques mots. Il regrette vivement la grave maladie de Mgr Courchesne et vante ses qualités morales. C'est un grand archevêque, dit-il, et c'est un patriote qui a toujours favorisé la vocation terrienne des Canadiens français.

Quant à l'accident qui coûte la vie à tant de nos compatriotes, on me permettra de mentionner ici le nom de M. Arthur Pelletier, secrétaire du syndicat du textile de Saint-Grégoire qui est mort dans la tragédie aérienne. C'était un homme de grande valeur, un chef ouvrier modèle dont la mort sera vivement regrettée. J'offre à sa famille mes plus vives condoléances.

J'offre aussi mes condoléances au diocèse de Québec et aux familles des victimes.

**M. Lizotte (L'Islet):** Mon comté est particulièrement affecté par la tragédie survenue dans les Alpes françaises.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** lit ensuite un témoignage de condoléances de l'honorable M. Onésime Gagnon et du chargé

d'affaires de la délégation apostolique, à la population du Québec et aux membres de son clergé à la suite de ce tragique accident.

## Projets de loi:

### Sinistrés de Rimouski

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill autorise le gouvernement à accorder la garantie de la province à emprunter de \$1,000,000 que contractera la ville de Rimouski pour, ensuite, consentir des prêts à ceux qui voudront se construire et continuer la ville. Jamais un gouvernement n'a aidé des sinistrés avec autant de générosité et d'empressement que ne l'a fait le gouvernement de l'Union nationale à l'endroit des citoyens éprouvés par le feu à Rimouski.

Il fait l'historique des événements qui se sont succédé depuis mai dernier et, tout d'abord, de la conflagration qui a ravagé Rimouski au début du mois.

La province tout entière, dit-il, a été atterrée à la nouvelle des circonstances de l'incendie dévastateur de la ville de Rimouski et de sa rapide expansion qui a semé la ruine et la désolation. L'incendie des 6 et 7 mai dernier est sans précédent dans l'histoire de la région du Bas-Saint-Laurent et a causé un choc sérieux à l'économie de cette brave petite ville.

Il fait l'éloge de la population de cette ville éprouvée et déclare qu'en face d'un tel malheur, d'un désastre comme celui qui nous occupe, il ne saurait être question, bien sûr, de partisanerie politique; et il faudrait aborder l'étude des remèdes à y apporter sans arrière-pensée démagogique.

Il rappelle tout ce que le gouvernement a fait pour se porter au secours des gens éprouvés dès le lendemain de la catastrophe, le 6 mai.

En apprenant la nouvelle du désastre, dit-il, le gouvernement s'est empressé de venir au secours des victimes. J'ai immédiatement communiqué avec les divers ministères susceptibles d'aider les sinistrés de quelque manière que ce fût, pour qu'ils se portent à leur secours.

La Colonisation, par exemple, a mis à leur disposition un grand édifice de 200 pieds par 200, où 800 repas étaient servis chaque jour et où de nombreux sans-abri ont trouvé un abri, pour plusieurs jours.

Tous les camions appartenant aux divers ministères dans la région ont été mobilisés et mis à la disposition des autorités municipales, pour aider les sinistrés à déménager leur mobilier et pour transporter les sinistrés eux-mêmes jusqu'aux différents abris temporaires. Une quinzaine de tracteurs et de bulldozers ont été prêtés.

Une quantité considérable de bois nécessaire à la construction d'immeubles temporaires a été donnée. Des ingénieurs et des spécialistes se sont rendus sur les lieux pour faire bénéficier sans frais de leurs services. Près de \$6,000 ont été payés en salaires. Des dons en nature ont été reçus et distribués.

Le ministère des Terres et Forêts a aussi fourni des camions; il a envoyé six pompes citernes, mis à la disposition des sinistrés une centaine de lits complets, des cantines mobiles et fourni l'aide de ses équipes d'ingénieurs et d'arpenteurs.

Le ministère des Travaux publics a pour sa part déboursé \$40,000, quelques jours seulement après l'incendie, pour la construction d'un pont temporaire au-dessus de la rivière Rimouski, pour remplacer celui qui a gauchi au contact de la chaleur des flammes attisées par le vent. Le département du procureur général a envoyé des officiers pour protéger la population et ses biens, et secourir les victimes.

Je souligne la collaboration effective des autorités fédérales. Sans délai, dit-il, nous nous sommes efforcés de soulager toutes les misères. J'ai téléphoné immédiatement à M. Saint-Laurent pour lui offrir la coopération considérable de la province. Le premier ministre du Canada, avec beaucoup de cordialité, s'est dit prêt à coopérer de son côté. Il a suggéré la formation d'un comité pour se rendre sur les lieux, faire enquête,

Ce comité était formé d'un représentant d'Ottawa, le brigadier A. Thériault, de M. Édouard Laurent, secrétaire trésorier provincial, qui représentait la province, et de Paul-Émile Gagnon, ancien maire de Rimouski.

Il est important, répète-t-il, d'aborder l'étude de ce problème en se plaçant au-dessus de la politique, de la démagogie partisane et des considérations électorales. Même en face d'un malheur, les responsabilités publiques ne disparaissent pas et l'argent du peuple ne peut être dépensé inutilement. C'est pour cette raison qu'une enquête a été faite. Nous ne voulons pas que cet incendie ruine les gens. De l'argent est accordé aux familles pour les aider à rebâtir.

Après la réception des rapports, il a été entendu que le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial apporteraient une contribution de \$2,500,000 chacun. Ce sont, dit-il, des contributions généreuses. Toujours, le bénéfice du doute a été donné aux victimes, lorsque les renseignements concernant leurs pertes étaient insuffisants. Nous n'avons pas affaire, ici, à une course à la popularité. Le bill est très généreux, même si une petite minorité à Rimouski cherche à s'enrichir à la suite de ce désastre, et que l'opposition s'est fait son porte-parole. Heureusement, l'esprit de Rimouski est basé sur le bon sens.

Le gouvernement a également formé un comité de secours provincial chargé de recueillir les dons de particuliers à l'intention des sinistrés. Il se compose des honorables MM. Gagnon et Rivard, ainsi que de MM. Tourigny, Laurent et Bégin.

Je souligne que c'est l'anniversaire de naissance de l'honorable M. Rivard.

(Applaudissements à droite)

La formation de ce comité de secours a donné lieu à une manifestation de charité, de fraternité et de sentiments chrétiens à l'échelle du Canada. Nous avons assisté à de belles manifestations philanthropiques et souscriptions généreuses de certains premiers ministres provinciaux. Les secours nous sont venus de toutes les parties du Canada. Le premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Johnson, dont le rétablissement se poursuit rapidement, a été le premier à faire parvenir des dons au montant de \$20,000. Le premier ministre de Terre-Neuve, M. Smallwood, envoya \$5,000. Celui du Nouveau-Brunswick, M. McNair, \$10,000. La cité de Montréal a souscrit \$60,000.

Je profite de la circonstance pour rendre hommage en particulier aux directeurs de journaux qui ont organisé des souscriptions, à l'esprit vraiment philanthropique. Par exemple, le président du *The Montreal Daily Star*, M. J. W. McConnell, a lancé, dans son journal, un fonds de secours qui a apporté une contribution des plus généreuses au comité de secours de la province.

Il loue également la générosité et la philanthropie de ceux qui ont contribué au fonds de secours institué par le gouvernement sous la présidence de l'honorable Onésime Gagnon, trésorier, et l'honorable Antoine Rivard, solliciteur général. Le fonds provincial a recueilli \$829,000, sans compter les dons en vêtements et autres formes d'aide matérielle.

Et cela ne comprend pas le fonds de secours de la ville de Rimouski dans lequel il reste encore une balance de \$80,000. Le maire de Rimouski m'a dit que si cet argent n'était pas encore distribué, c'était qu'on voulait donner à bon escient. C'est, dit-il, une façon d'agir conforme au sens des responsabilités des administrateurs.

Le rapport préliminaire, sur le montant des dommages, indiquait \$3,715,000 pour les particuliers. Le rapport final donnait \$3,319,424<sup>2</sup> de perdu pour les citoyens de Rimouski. Pour les communautés religieuses, le rapport préliminaire présentait un total de \$5,124,400 et le rapport final, \$4,983,348<sup>3</sup>. Les pertes du gouvernement fédéral ont été de \$325,000<sup>4</sup> et celles du provincial de \$1,405,000<sup>5</sup>, dont la perte de plusieurs immeubles importants, montant qui devra être payé à part tout ce qui a été donné. C'est autant que Québec aura encore à fournir pour Rimouski.

La municipalité de Rimouski a des dommages de \$735,000 en matériel ou en biens-fonds. Ils sont surtout causés par la perte du pont municipal sur la rivière.

En résumé, les pertes matérielles totales de cette ville de la rive sud se chiffrent à \$10,292,772. Ces pertes étaient partiellement couvertes par les assurances: \$1,828,222 ont été payés par les compagnies d'assurances. Les compagnies d'assurances ont versé aux sinistrés les indemnités suivantes: \$935,000 aux particuliers; \$798,222<sup>6</sup> aux communautés religieuses; \$65,000 à l'administration fédérale; \$30,000 à l'administration provinciale, ce qui laisse une perte nette de \$8,464,550<sup>7</sup>.

À l'heure actuelle, des \$5,000,000 accordés, les deux gouvernements, Ottawa et Québec, ont payé à Rimouski, en parts égales, une somme de \$483,949.60, soit un montant total de \$967,899.20<sup>8</sup>. À même le fonds Gagnon-Rivard, la province de Québec à elle seule a versé aux sinistrés de Rimouski un montant de \$203,637.08<sup>9</sup>. Cent cinquante-six propriétaires et 256 locataires ont touché chacun \$500 pour se remeubler, et l'on a donné quelques vêtements.

En tout, il a été payé à date un montant de \$1,200,000 à Rimouski, par Ottawa, Québec, et par le fonds Rivard, à part les souscriptions provenant du fonds municipal de Rimouski.

Les autorités provinciales se sont efforcées de distribuer les fonds avec équité en tenant compte de la volonté des souscripteurs. Le feu de Rimouski a pris l'aspect d'un désastre d'une étendue et d'une gravité exceptionnelles; il convient donc d'adopter une mesure exceptionnelle. C'est pour cette raison que le bill no 2 a été présenté.

La présente législation manifeste une grande générosité, et ajoute aux très grandes générosités des souscripteurs et du gouvernement. Nous voulons aider les Rimouskois autant qu'il est raisonnable, mais il est bien entendu que des désastres tels la conflagration de mai ne doivent pas être une source d'enrichissement au détriment du reste de la population.

Cette loi, dit-il, a pour but de faciliter les emprunts que veulent contracter les sinistrés pour relever les ruines de leurs maisons.

Par ce bill, le gouvernement donne à la ville de Rimouski le pouvoir d'emprunter \$1,000,000, qui le prête à son tour aux sinistrés, aux conditions de la loi, pour reconstruire les logis détruits. Le gouvernement provincial garantit le paiement de l'emprunt et des intérêts. Il fait bénéficier les emprunteurs du crédit de la province.

La garantie gouvernementale aura, dit-il, deux conséquences. En garantissant cet emprunt, le gouvernement fait que le taux de l'intérêt pourra être moins élevé et les conditions d'emprunt plus favorables.

Je regrette qu'à Rimouski, comme à un grand nombre d'autres endroits, la loi de l'évaluation municipale ne soit pas strictement observée. L'évaluation officielle des biens-fonds à Rimouski ne donne que 40 % de la valeur réelle, comme cela se produit dans maintes municipalités du Québec.

Le gouvernement fait un cadeau généreux à la population. La loi que nous présentons est si généreuse que nous triplons l'évaluation municipale officielle de la maison incendiée, pour établir la capacité d'emprunt d'un sinistré. Nous donnons 115 % ou 120 % de la valeur réelle.

Sur une propriété évaluée par la municipalité à \$5,000, on pourra prêter en calculant l'évaluation à \$15,000. Et comme l'évaluation municipale est de 40 % de la valeur réelle, cela représentera environ 10 % de plus que la valeur réelle. Il y a eu une erreur typographique dans le bill et il faut lire que le montant prêté ne dépassera pas 50 % au lieu de 40 % de la somme requise pour remplacer la propriété incendiée. Dans l'intention du législateur, c'est bien 50 % qu'il faut lire. On déduira de cette évaluation toutes sommes reçues par le propriétaire, soit en assurances, soit en dons.

Prenons un exemple, sur une propriété dont l'évaluation municipale est de \$5,000 et dont l'évaluation est triplée pour les fins du bill, le gouvernement prêterait au sinistré 50 % de la somme représentant la différence entre les \$15,000 et le total de l'indemnité qu'il a touchée de l'assureur, et des dons.

Un propriétaire a reçu \$4,000 d'assurances, \$700 du fonds Rivard et \$300 du fonds de Rimouski. Cela fait en tout \$5,000. On soustrait cette somme du montant de l'évaluation, ce qui laisse un résidu de \$10,000, véritable valeur d'emprunt. Le sinistré pourra donc emprunter 50 % de cette valeur en vertu du bill no 2.

Si le propriétaire a reçu \$7,000 en assurances et en dons, il restera \$8,000; d'après le terme de la loi, le montant du prêt représentera 50 % de \$8,000 soit \$4,000. Si on ajoute ces \$4,000 aux \$7,000 que le propriétaire aura reçus en assurances et en dons, on arrive à un total de \$11,000 sur le montant total de l'évaluation fixée à \$15,000.

Peut-on se montrer plus généreux? En présentant cette mesure législative, le gouvernement se montre plus que raisonnable, particulièrement si on tient compte de toute l'aide financière et autre qu'il a déjà accordée à Rimouski, à moins de vouloir se réclamer du principe de ruiner le monde.

De plus, les Rimouskois sinistrés pourront encore se prévaloir de la loi provinciale sur l'habitation, pour la construction d'habitations. Le gouvernement paiera une partie de l'intérêt, de sorte que l'emprunteur ne paiera que 2 % d'intérêt au lieu de 5 %.

Nous remplissons ainsi un devoir agréable. Compte tenu des dons en argent faits par le gouvernement d'Ottawa et de Québec, ainsi que par les particuliers, des dons en marchandises, des salaires payés à ceux qui ont travaillé au relèvement des ruines, aux assurances payées, etc., la ville de Rimouski aura reçu en définitive, \$8,000,000. En tout cet argent ira d'abord aux particuliers, aux citoyens; une autre part sera réservée aux institutions religieuses.

C'est une attitude généreuse, et qui prouve le souci que nous avons de nos responsabilités.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'ai l'intention d'examiner le bill de façon à voir dans quelle mesure il répond réellement aux besoins et aux intérêts de la population rimouskoise. J'entends traiter la question sans démagogie et sans partisanerie politique.

Mais si c'était de la démagogie, dit-il, que de ne pas partager entièrement toutes les opinions du gouvernement et du premier ministre quant au pourcentage du droit d'emprunt, je plaiderais coupable. J'espère qu'il ne m'en accusera pas pour cela de démagogie.

L'incendie de Rimouski a provoqué une situation exceptionnelle dans cette ville du Bas-

Saint-Laurent et je suis d'avis que le projet de loi est insuffisant. Les ruines furent grandes: à Rimouski, 357 logements habités par plus de 2,000 personnes ont été rasés. Les propriétaires n'étaient assurés que dans une faible proportion de la valeur de leurs maisons, et le montant des assurances a été dans bien des cas absorbé par le paiement des hypothèques, de sorte qu'il ne procure pas aux sinistrés de l'argent liquide et immédiatement disponible.

Je ne veux blâmer personne, dit-il, mais les montants des assurances n'étaient pas suffisants à Rimouski pour couvrir le coût de remplacement des biens perdus. Les propriétaires de Rimouski ne pouvaient jamais prévoir, jamais songer qu'une telle catastrophe se produirait. À Rimouski comme ailleurs, on se disait que si le feu éclatait, les pompiers auraient bien le temps d'arriver.

Il y a lieu de féliciter, comme mon honorable ami l'a fait, la générosité de la population et celle des journaux dont *La Presse*, et *The Montreal Star*, ainsi que les Chevaliers de Colomb qui ont organisé des campagnes de souscription publique versées au fonds Rivard, comme il faut remercier aussi ceux qui ont souscrit en argent \$829,000.

D'ailleurs je veux offrir mes meilleurs vœux au représentant de Montmagny (l'honorable M. Rivard) dont c'est aujourd'hui la fête.

Je ne veux pas faire de partisanerie politique, mais je crois qu'il y a une lenteur assez extraordinaire dans la distribution du fonds Rivard. Le comité présidé par le solliciteur général a reçu plus de \$800,000; or, à ce jour, on a distribué à peine, que \$203,000 aux sinistrés de Rimouski. Les généreux souscripteurs pensaient que leurs fonds serviraient tout de suite, et que leurs dons seraient remis immédiatement aux sinistrés. La prudence était évidemment de mise et je ne dis pas que le gouvernement aurait dû distribuer tout d'un seul coup; mais il me semble que ce que l'on a versé jusqu'à date est nettement insuffisant; c'est à peine le quart du total.

Il me semble qu'il aurait pu faire des versements plus substantiels, étant donné qu'un grand nombre de sinistrés n'avaient pas d'argent liquide pour financer le début de leur reconstruction. Nous sommes au 14 novembre, c'est-à-dire que près de six mois se sont écoulés depuis l'incendie; le 16 octobre, d'après les journaux locaux, une somme d'à peine \$182,000 avait été versée. La situation est telle que le conseil municipal de Rimouski a cru de son devoir de protester contre une telle lenteur de la distribution, et avec raison je crois. Cette critique n'étonnera pas les souscripteurs.

Il ne s'agit pas seulement pour le sinistré de trouver la différence entre la valeur réelle de la maison brûlée et le produit des assurances et des dons. Il y a un problème beaucoup plus compliqué et plus vaste qu'on ne le croit, car il devra payer les matériaux et la main-d'œuvre plus cher que lorsqu'il a bâti sa maison incendiée. On ne peut pas reconstruire les maisons telles qu'elles existaient avant l'incendie, avec de vieux matériaux. Il faut faire neuf au coût d'aujourd'hui. Le besoin actuel du sinistré dépasse par conséquent le chiffre des pertes qu'il a subies. Il est normal qu'il veuille construire une maison moins démodée, plus moderne que celle qu'il avait avant le feu.

La valeur réelle devrait être calculée à partir du coût de remplacement moins la dépréciation. On devrait accorder les subventions en fonction de la valeur réelle des nouvelles propriétés. Je ne dis pas que le gouvernement doive faire des cadeaux dépassant les pertes subies, mais je dis qu'il doit réaliser le problème financier de celui qui veut se construire quelque chose de mieux.

La raison principale du problème, c'est que les gens, ne s'étant pas rendu compte à quel point les coûts de construction avaient augmenté de nos jours, n'ont pas assuré leurs propriétés en conséquence. Le coût des matériaux est aujourd'hui de deux fois à deux fois et demie plus élevé qu'il n'était autrefois, il y a une dizaine d'années. Et il a encore augmenté depuis le feu. L'indice du coût des matériaux, qui était de 200 en avril, était monté à 223 en octobre. C'est une augmentation de 12 % en six mois. On ne sera donc pas surpris d'apprendre que les sommes reçues ne suffisent pas à la reconstruction des maisons incendiées.

Le premier ministre a parlé de dégâts de \$3,319,000 et de \$935,000 d'assurances chez les particuliers. Cette insuffisance de fonds crée un problème financier d'une gravité extraordinaire, d'autant plus que nombre d'indemnités d'assurance doivent servir à rembourser l'hypothèque.

En outre, bien des montants versés par les compagnies d'assurances ne sont pas disponibles; car ceux qui avaient des hypothèques ont dû les payer. Ils n'ont pas été appauvris, mais ils n'ont plus de valeurs liquides. Le gros problème qui confronte chaque sinistré, c'est précisément le manque d'argent liquide.

Je ne dis pas que le gouvernement est responsable de cette lenteur, je ne critique pas le solliciteur général, mais je constate des faits qui ne sont pas à l'avantage des sinistrés de Rimouski. Des gens dont les assurances étaient insuffisantes, qui

n'avaient pas assez d'argent, ont dû attendre pendant des semaines, des mois même, la décision des administrateurs du fonds de secours, avant de recevoir quelque chose; d'autres attendent encore. Un grand nombre ont dû, pour cette raison, retarder la construction de leurs maisons et aujourd'hui, ils sont en présence de conditions difficiles et dans une saison défavorable.

Le gouvernement n'a pas encore laissé voir de quelle façon il entend distribuer le solde du fonds Rivard, de \$2,500,000. Je ne m'attends pas à ce qu'il fasse des cadeaux, mais il y a urgence.

Le coût de la construction a terriblement monté, il a plus que doublé en deux ans. Le coût de remplacement ne correspond pas à la valeur réelle des évaluations incendiées. C'est pourquoi la valeur des pertes ne peut servir de base pour le sinistré qui veut reconstruire - car le nouveau logis va coûter plus cher que l'ancien - il faut donc plus que compenser les pertes.

Les sinistrés ont de plus une autre difficulté à vaincre: il est très difficile de trouver des prêteurs dans cette région. La situation se complique du fait que les institutions de crédit et les prêteurs ne veulent pas faire d'affaires dans le Bas-Saint-Laurent et qu'on ne peut s'attendre à ce que les caisses populaires aient assez d'argent pour suffire aux demandes. Mon collègue de Matapédia (le notaire Cossette)<sup>10</sup> est de mon avis. Les caisses populaires ne prêteront donc pas tout ce qui est nécessaire. Où les sinistrés vont-ils trouver de l'argent? Leur problème le plus urgent et impérieux, actuellement, c'est donc le manque de crédit.

La conflagration a créé une situation extraordinaire à laquelle il faut donc absolument, et sans démagogie, trouver un remède pour permettre aux sinistrés de financer la reconstruction, et de se rebâtir. Le gouvernement doit se rendre compte que nous sommes devant une situation extraordinaire.

Mais que propose le gouvernement? Et calculé de quelle façon? Il propose un système en vertu duquel les sinistrés pourront emprunter 50 % du triple de l'évaluation municipale, moins le montant des assurances et des dons. Ce qui veut dire que, sur une évaluation de \$4,000, le sinistré n'aura que \$3,000 d'emprunt. Le premier ministre sourit? C'est peut-être une nouvelle faute d'impression. Cette base impose une restriction au prêt. Je dis que le pourcentage permis par le bill n'est ni suffisant, ni pratique.

Je lui demande d'élargir la base du prêt pour les sinistrés de Rimouski, et de ne pas penser à la valeur de la maison incendiée. C'est le coût de la nouvelle construction, et non pas la valeur de

l'ancienne, qui devrait servir de base à la fixation du montant de l'emprunt. Certes, il faut imposer des limites, mais en pensant moins à la valeur incendiée qu'aux besoins financiers actuels du sinistré. Ce qu'il faut rechercher, c'est de donner à ces gens les moyens de reconstruire. Il y a dans la loi provinciale de l'habitation une limite de \$6,000 pour une maison familiale et de \$10,000 pour une maison à logements multiples. Ce système paraît plus raisonnable que celui qu'on nous propose par le présent projet de loi. Il faudrait nécessairement en élargir la base, si nous voulons trouver un moyen pratique de reconstruire la ville.

J'aurai d'autres remarques à faire en comité; pour le moment, nous allons voter la deuxième lecture parce qu'un petit pain vaut mieux que pas de pain du tout. Nous allons donc voter pour le petit pain que nous offre le gouvernement.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** félicite le gouvernement de son dernier geste à l'égard de Rimouski et fait l'éloge des particuliers qui ont fait des dons pour venir en aide à la population de Rimouski.

Je trouve la façon d'agir du gouvernement parfaitement louable. Je m'empresse de féliciter le premier ministre et le gouvernement de cette province de leur magnifique esprit de générosité chrétienne, qu'ils ont mis en évidence en convoquant une séance extraordinaire pour que la Chambre puisse voter des subventions d'aide aux victimes de deux des incendies les plus dévastateurs à se produire dans la province, à Rimouski et à Cabano.

Je profite également de l'occasion pour citer en exemple au pays tout entier, et même au monde entier, en ces temps de conflits et de discorde, la collaboration totale et sans réserve de la population anglophone. La population de langue anglaise a fait sa large part dans les campagnes de souscription en faveur des sinistrés. Cela fait chaud au cœur, en effet, de constater la réaction immédiate, généreuse et concrète de tous ces gens, corporations et individus, qui s'est manifestée pratiquement tout de suite après que la nouvelle de ces deux incendies dévastateurs est parvenue à la ville et aux autres coins de la province de Québec. Voilà qui illustre bien combien l'adversité engendre la bonté.

J'aimerais remercier officiellement ces donateurs qui n'ont d'autre lien avec ces deux communautés éminemment canadiennes-françaises que l'amour fraternel, et leur rendre hommage publiquement pour leur aide immédiate et considérable en ces temps difficiles.

Il rend hommage au propriétaire du journal *The Montreal Daily Star*, M. J. W. McConnell, pour la décision qu'il a prise d'utiliser de l'espace dans son journal pour parrainer la campagne de souscription pour les secours.

Aux gens courageux de ces deux municipalités durement touchées, j'aimerais faire part de mes meilleurs vœux de succès et de bonheur, et j'espère qu'ils verront se construire autour d'eux un environnement encore plus beau, plus sûr et plus prospère que celui qu'ils ont perdu. Connaissant comme je les connais les grandes qualités de mes compatriotes canadiens-français, leur force d'âme, leur ténacité, leur habitude du travail exigeant et les principes moraux qu'ils respectent scrupuleusement, je sais très bien que ces espoirs et ces vœux seront bientôt réalisés.

Et je suis certain qu'on se souviendra longtemps de l'exemple donné par cette Chambre comme d'un geste magnifique et que mes confrères à la Législature auront raison d'être fiers de l'appui qu'ils auront accordé à cette mesure.

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** M. l'Orateur, je vous demande de m'écouter avec toute votre conscience. Le gouvernement me fait penser à un pompier magnifiquement vêtu d'un uniforme bleu, qui offrirait, à des malheureux enfermés au 5<sup>e</sup> étage d'une maison en flammes, une échelle, une belle échelle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tirons l'échelle!

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** Le gouvernement dit aux sinistrés: Prenez cette échelle, elle est à vous.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Gaspé-Nord a-t-il souscrit pour les sinistrés?

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** Oui, \$50.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons souscrit \$100, nous.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** (Souriant) Les députés de l'opposition n'ont pas les moyens ministériels.

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** Le gouvernement fait trop peu pour les sinistrés de Rimouski. Les citoyens de Rimouski survivront-ils à leur malheur? Devront-ils en grand quitter leur ville? La mesure va

à l'encontre du but recherché en limitant le montant que les sinistrés peuvent emprunter en vertu de celle-ci.

La situation est tragique. La plupart des sinistrés ont utilisé le fruit de leurs polices d'assurances pour payer leurs créanciers hypothécaires et ils n'ont rien pour rebâtir. Le prêt de 50 % de la valeur de reconstruction que leur offre le gouvernement ne veut rien dire pour eux, car ils n'ont pas le premier sou de l'autre 50 % nécessaire à la reconstruction.

Adopter un tel projet de loi serait vouer à la ruine matérielle et au suicide moral le plus grand nombre des citoyens de Rimouski. Jamais, avec ce projet de loi, les petits propriétaires ne pourront trouver les moyens de se reconstruire, de payer leurs taxes et de meubler leurs maisons.

Il n'était pas du tout nécessaire de convoquer les Chambres pour une législation semblable, pour aider les sinistrés. L'aide à Rimouski et à Cabano n'est qu'un prétexte que le gouvernement a utilisé pour convoquer la Chambre plus tôt que d'habitude. La raison véritable, c'est son besoin de fonds supplémentaires.

Si le gouvernement avait coopéré avec le gouvernement du pays, les lois de l'habitation fédérale et provinciale auraient suffi à assurer la reconstruction. Des arrêtés en conseil auraient suffi à rétablir la situation dans les deux localités. On eût mieux fait d'utiliser la législation existante sur l'habitation.

Le gouvernement aurait pu faire des arrangements avec la Société centrale d'hypothèques et de logement, ce qui aurait été beaucoup plus avantageux pour les citoyens de Rimouski et de Cabano.

Le gouvernement devrait appliquer le rabais d'intérêt prévu dans sa loi générale sur le logement aux prêts consentis par la Société centrale d'hypothèques et de logement aux sinistrés de Rimouski et de Cabano.

On permettrait ainsi aux victimes de l'incendie de bénéficier des avantages des lois provinciales et fédérales. On aurait même pu donner aux sinistrés un rabais plus considérable. C'eût été plus pratique que la loi actuelle.

Le gouvernement provincial aurait dû payer lui-même les pertes des institutions religieuses afin que les \$5,000,000 d'Ottawa et de Québec aillent aux sinistrés. Après avoir fait miroiter des millions aux yeux des victimes, le gouvernement leur donne moins que rien. Quant au fonds de secours, il aurait dû être administré par un organisme complètement indépendant de la politique.

### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

(S'adressant apparemment au représentant de Gaspé-Nord) On ne s'attendra pas à ce que je réponde à quelqu'un qui se sauve de la Chambre et qui passe son discours à un autre.

(Se tournant vers le chef de l'opposition) Je regrette de constater que le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) fait preuve de partisanerie. Pourquoi le chef de l'opposition se fait-il l'écho d'une voix lointaine qui n'a pas le courage de venir se faire entendre elle-même en Chambre?

Le député de l'opposition m'a étonné par son discours. Il n'est aucunement question de tenir des enchères de promesses. Ce n'est pas le temps et il est dangereux de faire de la surenchère et de la démagogie avec de tels problèmes. Il est toujours facile de faire des promesses; ce qui est important, c'est d'accomplir des choses qui demeurent. Les réalisations sont la marque de commerce du gouvernement de l'Union nationale.

Le chef de l'opposition nous dit que nous retardons à envoyer les secours; il nous faut agir avec une prudence élémentaire, afin de veiller à ce que l'argent parvienne à ceux qui en ont réellement besoin, conformément au souhait des donateurs. Trêve aux enchères de promesses. C'est le devoir des hommes publics de ne pas encourager les appétits.

Nous avons payé à Rimouski \$1,600,000 et il s'est payé d'autres centaines de mille dollars. Nous ne participerons pas à la course aux appétits. Mais nous serons les gagnants comme toujours à la grande course aux réalisations bienfaisantes. Je répète qu'un désastre ne doit pas servir de prétexte à un enrichissement aux dépens de la générosité publique. Nous n'avons pas le droit de dépouiller les contribuables en général pour enrichir quelques particuliers.

Des incidents nous ont démontré qu'il fallait de toute nécessité procéder avec soin et prudence dans la distribution des secours. Le Très Honorable premier ministre du Canada, M. Saint-Laurent, qui a très bien coopéré, a fait remarquer qu'il fallait agir avec soin et prudence dans le cas de Rimouski et il a entièrement raison.

En parlant ainsi, le chef de l'opposition s'est fait l'écho d'une petite minorité à Rimouski. Le maire de Rimouski m'a dit la semaine dernière que son conseil avait encore \$80,000 à sa disposition, qu'il n'avait pas encore distribué, en attendant de savoir à qui cet argent devrait être remis. Un désastre ne doit pas être une cause d'enrichissement. Il faut s'entraider comme des frères.

Il s'est dépensé \$2,500,000 à Rimouski. Cette loi est très généreuse et aucun gouvernement précédent n'a eu autant de générosité dans des circonstances similaires. Nous allons aussi loin qu'un homme peut aller.

Le chef de l'opposition a également été trop prompt à écarter toutes les autres formes d'aide que les gouvernements, le provincial comme le fédéral, ont accordée. Si l'opposition n'est pas satisfaite de la loi actuelle, qu'elle vote contre la loi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie les articles 1 à 4 qui se lisent comme suit:

"1. La ville de Rimouski est autorisée à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en totalité un million de dollars, pour faire des prêts de reconstruction aux sinistrés de la conflagration survenue dans cette ville en mai 1950.

"2. À cette fin, elle peut autoriser l'émission d'obligations pour un terme d'au plus trente ans et portant intérêt à un taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

"Elle peut aussi, en attendant l'émission de ces obligations, emprunter temporairement jusqu'à concurrence du montant maximum d'emprunt autorisé par l'article 1.

"3. Les pouvoirs accordés à la ville de Rimouski par les articles 1 et 2 sont exercés par résolution de son conseil; toute résolution adoptée à l'une de ces fins entre en vigueur dès son approbation par la Commission municipale de Québec.

"[[4. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à garantir, en capital et intérêts, aux conditions qu'il détermine, les emprunts obligataires contractés en vertu de la présente loi par la ville de Rimouski.

"Pour tout emprunt obligatoire bénéficiant de cette garantie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province ou l'assistant-trésorier de la province à signer, sur chacune des

obligations émises en vertu de cet emprunt, un certificat attestant la garantie du gouvernement et spécifiant que l'emprunt est contracté en vertu de la présente loi. La validité de toute obligation portant un tel certificat ne peut être contestée.

"Le trésorier de la province est également autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les montants qui peuvent devenir exigibles en raison de la garantie du gouvernement.]]"

**M. Dubé (Rimouski):** Je félicite le premier ministre et son cabinet de leur heureuse intervention qui permettra aux sinistrés de Rimouski de faire reconstruire leurs habitations incendiées à des conditions tout à fait avantageuses. Ce projet de loi, dit-il, devrait susciter l'assentiment unanime de la Chambre.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Comment le gouvernement procède-t-il pour la répartition du fonds Rivard?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous nous efforçons de distribuer le fonds de la manière la plus équitable, d'après les renseignements recueillis sur place par le brigadier Thériault, messieurs Édouard Laurent<sup>11</sup> et Paul-Émile Gagnon.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je voudrais savoir quand le solde sera distribué?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aussitôt que possible!

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Et quel montant du fonds de \$829,000 a été donné à Rimouski?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À même le fonds de secours, on a déjà versé \$500 à 156 propriétaires sur 170 pour se remeubler, et la même somme à 256 locataires; en ajoutant à cela des dépenses pour l'habillement, des chandails, des souliers, on arrive à \$203,637.08. Presque tout le montant des secours distribués jusqu'à date l'a été à des particuliers, et les institutions religieuses n'ont presque rien reçu.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il reste alors en chiffres ronds, \$600,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En chiffres ronds, \$500,000. Et pour les quelque

\$500,000 qui restent, ils seront distribués aussitôt que possible et le mieux possible. Mais il faut voir à ce que l'argent soit dépensé à bon escient et serve les intérêts des sinistrés.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Que fera le comité de cette somme?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les souscripteurs comptent sur nous pour bien distribuer. Nous tiendrons la Chambre au courant. Le maire de Rimouski m'a dit l'autre jour que sa municipalité ne pouvait distribuer les \$80,000 qu'elle a en réserve, mais attendait les renseignements pour les distribuer. Peut-on nous reprocher à nous, qui sommes à 200 milles de là, de prendre toutes les précautions désirables? Le gouvernement ne peut faire mieux. Le gouvernement ne veut pas que la province et particulièrement les gens de Rimouski lui reprochent d'avoir dilapidé les fonds. Les souscripteurs nous blâmeraient si la distribution était mal faite.

Indépendamment du fait que l'immense majorité des gens sont honnêtes et d'excellents citoyens, il y en a toujours qui essaient de profiter de la situation pour pêcher en eau trouble. Lors du grand feu de Trois-Rivières, en 1908, il fallait autant de policiers pour empêcher des gens d'entrer dans les maisons avant le feu.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Mais quand fera-t-on la distribution?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le comité de secours a l'intention, autant que possible, de consacrer l'argent à l'achat de meubles. Il y a des gens qui reçoivent une assurance et s'achètent une auto avec. Je ne dis pas que c'est arrivé là, mais c'est arrivé ailleurs.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je parle des dons faits aux sinistrés qui ne sont pas encore distribués.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils ont reçu des centaines de mille dollars.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** À quand la distribution du solde?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À part tout ce que nous avons fait, notre tâche quotidienne, rien que pour le fonds Rivard-Gagnon, nous avons envoyé 14,000 reçus.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je voudrais savoir quand on fera la distribution de la balance de la souscription?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Par exemple, l'Angleterre a envoyé des sets de vaisselle. On m'a cité le cas d'un sinistré. Je ne le nommerai pas. Cet homme, qui représente une infime minorité, a jugé bon de prendre la vaisselle neuve pour lui et de donner la sienne à la place pour les sinistrés. Il y en a qui ont organisé leurs chalets avec de la vaisselle et des couvertures destinées aux victimes de l'incendie. Tout cela montre la nécessité de la prudence.

L'argent du fonds de secours est à la banque dans un compte spécial et nous ne demandons pas mieux que de le distribuer le plus tôt possible. La contribution du gouvernement, dont un montant de \$484,000 a déjà été versé à Rimouski, sera aussi utilisée à bon escient au bénéfice des sinistrés. Quand tout sera fini, le gouvernement aura payé la part de plusieurs lions.

**M. Leclerc (Charlevoix):** Un de mes amis a reçu l'offre d'aller chercher des couvertures pour son camp, bien qu'il ne fût pas sinistré. Le gouvernement fait bien d'être prudent.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il y a eu certainement de la lenteur et j'espère que le gouvernement se corrigera.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des \$484,000 payés par le gouvernement sur leur don de \$2,500,000, presque tout a été remis aux particuliers. Nous allons reconstruire l'école technique et le premier ministre du Canada, qui a été très compréhensif, a dit que le fédéral en paierait la moitié et paierait le matériel de l'École de marine.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** On m'a dit que l'on avait convenu de donner \$3,000,000 des \$5,000,000 des gouvernements aux institutions religieuses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Appelant M. Édouard Laurent, il le fait asseoir à côté de lui et le consulte) Rien de décidé à ce sujet.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Des prêts ont-ils été faits déjà?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai téléphoné à une banque pour qu'elle avance

\$300,000 à la ville, pour être prêtés à des sinistrés. J'ai appris que la ville avait consenti des prêts, mais il paraît que ce n'est pas régulier. Le greffier de la ville est venu voir mon chef de cabinet et a voulu lui faire la loi. Le greffier n'est pas notre conseiller juridique.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** consent à l'adoption de tous les articles du bill concernant les prêts.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *b* de l'article 5 qui se lit comme suit:

"*b.* le montant prêté dans chaque cas ne doit pas excéder quarante pour cent de la somme requise pour remplacer la propriété incendiée, sur la base fixée par l'article 7, déduction faite des indemnités d'assurance payables par suite de cet incendie et des dons obtenus à même les fonds de secours aux sinistrés de Rimouski et transmis soit par les autorités provinciales, soit par les autorités fédérales;"

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** annonce la teneur d'un amendement.

M. Perreault Casgrain, avocat de la ville de Rimouski, a donné une opinion légale à l'effet que la loi ne dit pas ce que nous prétendons vouloir lui faire dire. Pour faire disparaître tout doute, nous allons modifier l'article en disant d'abord que nous prêtons 50 % et non 40 %. L'emprunt qu'on pourra obtenir, sera basé sur la différence entre trois fois l'évaluation municipale et les assurances et les dons.

Je prétends que la première rédaction était bonne. Elle était faite par l'honorable Édouard Asselin<sup>12</sup>, le meilleur au pays.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** La seconde rédaction est meilleure que la première, mais je suis d'avis que ce n'est pas assez généreux. Le gouvernement a tort de baser les prêts sur l'évaluation des propriétés incendiées. Je crois que cette proportion devrait être de plus de 50 %.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le terrain est toujours là, le soubassement aussi, il n'y aura donc pas de coûts d'excavation. Je fais remarquer, dit-il, que des dons ont été accordés pour le remplacement de l'ameublement. De plus, les gens vont apprécier le taux d'intérêt modique sur les prêts.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande au gouvernement de ne pas tenir compte de

l'octroi pour l'ameublement dans le calcul de la capacité de l'emprunt.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans bien des endroits les décombres ont été enlevés, les caves ont été creusées, tout cela a été fait gratuitement; on a fait observer les règlements d'urbanisme et la valeur de la propriété a été augmentée.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** La contribution est généreuse sur les intérêts, mais pareille contribution ne permet pas de reconstruire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les cadeaux se chiffrent à 60 % et on doit être capable de reconstruire avec cela. Si nous donnions cela à Québec, tout le monde se construirait.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je crois de plus que l'on ne devrait pas exempter les sinistrés de l'obligation d'enregistrer leur hypothèque. Cela créera une confusion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En principe le chef de l'opposition a raison. Mais le prêt par la ville prend la nature d'une taxe municipale.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'ai fait mon devoir. J'espère que le gouvernement remettra les sinistrés sous le Code civil.

Le paragraphe *b* de l'article 5, est amendé, et se lit désormais comme suit:

"*b.* le montant prêté dans chaque cas ne doit pas excéder cinquante pour cent de la différence entre la valeur de remplacement déterminée par l'article 7, et le montant des indemnités d'assurance payables par suite de cet incendie et des dons obtenus à même les fonds de secours aux sinistrés de Rimouski et transmis soit par les autorités provinciales, soit par les autorités fédérales;"

L'amendement est adopté

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 2 pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, en capital et intérêts, aux conditions qu'il déterminera, les emprunts obligatoires contractés en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions par la ville de Rimouski.

Pour tout emprunt obligataire bénéficiant de cette garantie, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province ou l'assistant-trésorier de la province à signer, sur chacune des obligations émises en vertu de cet emprunt, un certificat attestant la garantie du gouvernement et spécifiant que l'emprunt est contracté en vertu de ladite loi. La validité de toute obligation portant un tel certificat ne pourra être contestée.

Le trésorier de la province sera également autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les montants qui pourront devenir exigibles en raison de la garantie du gouvernement.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera, autoriser l'Office du crédit agricole du Québec à verser à la corporation de la ville de Rimouski ou aux emprunteurs qui obtiennent un prêt prévu par la loi qui accompagne les présentes résolutions, en déduction des intérêts sur ces prêts, une proportion n'excédant pas deux pour cent, et à effectuer ces paiements à même les montants prévus pour l'application de la loi pour améliorer les conditions de l'habitation (12 George VI, chapitre 6).

Les résolutions sont adoptées<sup>13</sup>.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 2 pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski.

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 2 pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Dès qu'un prêt est consenti par la corporation de la ville de Rimouski en vertu de la présente loi, cette corporation acquiert une hypothèque légale sur l'immeuble de l'emprunteur, sans les formalités de l'enregistrement. Cette hypothèque légale prend rang immédiatement après les frais de justice et a une priorité sur tout autre privilège ou hypothèque pouvant affecter le même immeuble."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Cette hypothèque devrait prendre rang après les charges déjà existantes. Il s'agit d'une loi d'exception, qui va causer beaucoup d'ennuis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition a raison en principe, mais il y a des précédents nombreux et l'article est présentement nécessaire.

L'article 6 est adopté.

Les articles 7 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. À peine de nullité, nul immeuble garantissant un prêt accordé sous l'empire de la présente loi ne peut être aliéné sans l'autorisation expresse du conseil de la ville de Rimouski; celui-ci peut déterminer les cas dans lesquels cette autorisation peut être accordée et en fixer les conditions et modalités."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Cet article causera des ennuis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est comme pour la loi du prêt agricole; il faut empêcher la spéculation. La loi est faite pour ceux qui veulent demeurer à Rimouski.

L'article 10 est adopté.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 2 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Deuxième séance du 14 novembre 1950**

#### **Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 8 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Projets de loi:**

##### **Sinistrés de Rimouski**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 pour

venir en aide aux sinistrés de Rimouski soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande que le bill soit renvoyé au comité pour être amendé de façon que le prêt accordé à chaque sinistré réponde adéquatement à ses besoins et soit basé sur le coût réel de reconstruction.

Je prie le représentant de Gaspé-Nord (M. Lévesque) de lire la motion de l'opposition.

**M. Lévesque (Gaspé-Nord)** propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Dupré), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que" par les mots suivants:

"Le bill 2 pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender de façon que le prêt à chaque sinistré réponde adéquatement à ses besoins et soit basé sur le coût réel de reconstruction et, par conséquent, que ce prêt ne soit pas limité à 50 % de la différence entre la valeur de remplacement de la propriété incendiée et le montant reçu en indemnités d'assurances et en dons à même le fonds de secours aux sinistrés."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Amendement irrégulier.

**M. l'Orateur:** Un tel amendement ne peut être mis aux voix parce qu'il augmente les charges financières de la province et tout bill de cette nature, qui engage les fonds publics et qui implique une dépense d'argent, doit être présenté par un ministre de la couronne, d'après le Règlement de la Chambre.

L'amendement est donc hors d'ordre et fondamentalement irrégulier parce que cet amendement est contraire à l'article 483 du Règlement de la Chambre et qu'il a pour effet d'usurper des pouvoirs qui ne peuvent être exercés que par un ministre de la couronne sur la recommandation du lieutenant-gouverneur.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Bégin, Bélanger, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins,

Dubé, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Rivière-du-Loup), Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Miquelon, Ouellet, Pelletier, Poulin, Provençal, Riendeau, Rennie, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 60.

**Contre:** MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois<sup>14</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Sinistrés de Cabano**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 pour venir en aide aux sinistrés de Cabano soit maintenant lu une deuxième fois.

Il est en tout point semblable au bill 2, sauf que le montant qui pourra être prêté ne dépassera pas \$150,000.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** L'objection que j'ai formulée à l'endroit de certaines clauses du bill de Rimouski s'applique de la même façon au bill de Cabano. Il serait inutile de répéter mes propos.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** donne des chiffres supplémentaires au sujet des pertes causées par l'incendie à Cabano: les pertes totales là-bas s'élèvent à \$1,194,375 et les paiements d'assurances n'ont couvert que \$358,842 de ce montant.

Il donne lecture d'un télégramme de M. Émilien-L. Morin, maire de Cabano, disant que 125 maisons ont été reconstruites en 4 mois dans ce village de Témiscouata, et qu'il remercie les deux

gouvernements pour l'aide apportée à la population éprouvée ainsi que pour la législation proposée.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** pose une question au sujet des sommes d'argent données à Cabano.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Une somme de \$86,901.44 a déjà été donnée à Cabano à même le fonds de secours et à même les sommes de \$300,000 promises par chacun des deux gouvernements. Québec a déjà payé \$189,836 et Ottawa, \$179,339.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je remarque que Cabano a reçu environ 60 % de ce qui lui revient. La célérité avec laquelle on a procédé dans le cas de Cabano explique que la reconstruction y a été rapide.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça prouve que lorsqu'il y a un moyen de le faire, on règle tout de suite. Mais c'est plus facile de régler 15 cas que d'en régler 600.

**M. Pelletier (Témiscouata):** Cette conflagration fut épouvantable, dit-il, et il faut avoir vu ce qui s'est passé pour y croire.

J'appuie le bill, je remercie le gouvernement de sa coopération, et je tiens à souligner le courage et l'énergie de la population de Cabano, en face d'une telle désolation, et en particulier de son dévoué pasteur, M. le chanoine Jean-Philippe Cyr.

Il rend aussi hommage à l'œuvre extraordinaire accomplie par la Croix-Rouge en faveur des sinistrés.

**M. Dubé (Rimouski)** remercie le gouvernement pour son geste.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *b* de l'article 5 qui se lit comme suit:

"*b.* le montant prêté dans chaque cas ne doit pas excéder quarante pour cent de la somme requise pour remplacer la propriété incendiée, sur la base fixée par l'article 7, déduction faite des indemnités d'assurance payables par suite de cet incendie et des dons obtenus à même les fonds de secours aux sinistrés de Cabano et transmis soit par les autorités provinciales, soit par les autorités fédérales;"

Le paragraphe *b* de l'article 5 est amendé, et se lit désormais comme suit:

"*b.* le montant prêté dans chaque cas ne doit pas excéder cinquante pour cent de la différence entre la valeur de remplacement déterminée par l'article 7 et le montant des indemnités d'assurance payables par suite de cet incendie et des dons obtenus à même les fonds de secours aux sinistrés de Cabano et transmis soit par les autorités provinciales, soit par les autorités fédérales;"

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 3 pour venir en aide aux sinistrés de Cabano.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, en capital et intérêts, aux conditions qu'il déterminera, les emprunts obligataires contractés en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions par la corporation du village de Cabano.

Pour tout emprunt obligataire bénéficiant de cette garantie, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province ou l'assistant-trésorier de la province à signer, sur chacune des obligations émises en vertu de cet emprunt, un certificat attestant la garantie du gouvernement et spécifiant que l'emprunt est contracté en vertu de ladite loi. La validité de toute obligation portant un tel certificat ne pourra être contestée.

Le trésorier de la province sera également autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les montants qui pourront devenir exigibles en raison de la garantie du gouvernement.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera, autoriser l'Office du crédit agricole du Québec à verser à la corporation du village de Cabano ou aux emprunteurs qui obtiennent un prêt prévu par la loi qui accompagne les présentes résolutions, en déduction des intérêts sur ces prêts, une proportion n'excédant pas deux pour cent, et à effectuer ces paiements à même les montants prévus pour l'application de la loi pour améliorer les conditions de l'habitation (12 George VI, chapitre 6).

Les résolutions sont adoptées.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 3 pour venir en aide aux sinistrés de Cabano.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 3 pour venir en aide aux sinistrés de Cabano.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 3 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Prêt aux cultivateurs**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 5 autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera et sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, autoriser le trésorier de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, outre les sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux cultivateurs,

un montant additionnel de huit millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la loi du crédit agricole du Québec (1 Édouard VIII (2<sup>e</sup> session), chapitre 3), en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6, et que, en conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droits conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation, en totalité ou en partie.

La résolution est adoptée.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour adopté précédemment, que le bill 5 autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Prêt agricole fédéral**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 concernant les octrois de la province au prêt agricole fédéral soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** fait une demande au gouvernement.

Je n'ai pas espoir, dit-il, de lui faire retirer son bill; mais je voudrais qu'il le rende non applicable aux prêts consentis par Ottawa, mais non encore versés, ainsi qu'aux demandes de prêts qui sont actuellement à l'étude à Ottawa. Les cultivateurs qui ont demandé ces prêts ont agi de bonne foi, en

comptant sur la contribution provinciale. On ne doit pas punir des gens qui ont voulu se prévaloir du prêt fédéral et dont les demandes ont été acceptées. Il ne s'agit pas d'un octroi accordé à Ottawa, mais d'une libéralité faite aux cultivateurs de la province de Québec. J'insiste pour que la province maintienne les mêmes avantages au moins dans les cas où une demande de prêt est faite et où les cultivateurs ont effectué certains déboursés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il ne s'agit pas de poser, en votant le bill, un acte d'antipathie. Il faut examiner le projet de loi sur une base d'affaires. Le bon sens de l'homme d'affaires demande de ne pas multiplier les mêmes services et de ne pas payer deux fois pour la même chose, d'éviter les doubles emplois. Or actuellement, il y a deux prêts dans Québec, un prêt qui prête, qui répond entièrement à nos besoins et qui convient à l'agriculture québécoise; et l'autre qui ne prête pas et à qui l'on doit fournir des béquilles. Pourquoi donc payer de plus pour mettre des béquilles à un prêt qui ne prête pas? Seul doit être maintenu celui qui est le plus avantageux à la population.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** critique le premier ministre. Il s'agit, dit-il, d'une économie de \$125,000, parce qu'il faudra continuer à payer autrement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si \$125,000 par année ce n'est rien pour l'opposition, c'est quelque chose pour nous. Avec \$10,000, on peut entreprendre des travaux de drainage qui comptent. Et je suis convaincu qu'à notre place, les autorités fédérales agiraient comme nous, sans pour cela céder à l'esprit de parti.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le prêt fédéral peut encore rendre service à certains cultivateurs et il vaut la peine de le conserver. Le provincial devrait donc lui continuer son appui.

Seize millions de dollars ont été déjà prêtés dans la province de Québec par le gouvernement fédéral. C'est moins que les \$72,000,000 prêtés par le crédit agricole provincial, mais c'est tout de même un montant appréciable, et je n'aime pas à voir supprimer cette source de crédit, qui a sa valeur pour les cultivateurs. Il ne serait avantageux de supprimer ni le prêt fédéral, ni le prêt provincial.

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Il ne s'agit pas de punir quelqu'un.

Le crédit fédéral a prêté \$65,323,993 dans tout le pays en 25 ans, tandis que le crédit provincial a prêté \$65,738,744 dans la seule province de Québec en 14 ans. C'est dire que les cultivateurs préfèrent de beaucoup le crédit provincial.

Les cultivateurs de Québec se désintéressent du prêt fédéral. La soupe n'est pas bonne et les gens n'en mangent pas.

Il n'y a actuellement que \$6,000,000 de prêts aux cultivateurs par Ottawa, alors que le gouvernement provincial en a prêté \$65,000,000. Est-il bon de maintenir cette dualité? Est-il juste dans les circonstances de maintenir un système qui nous oblige à payer un octroi tous les ans à Ottawa? Non, car il coûte chaque année entre \$125,000 et \$150,000.

L'intérêt payé par la province pour payer la différence du taux d'intérêt sur les prêts fédéraux a coûté jusqu'à présent \$2,403,153. Le prêt d'Ottawa est fait pour tout le Canada: celui de Québec prévoit pour tous les cultivateurs de Québec. Il prête à un taux moindre. Ottawa peut prêter au taux qu'il veut: mais Québec a le droit de ne plus payer la différence, maintenant que notre province a son propre prêt agricole.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si les dépenses ont été faites par certains cultivateurs, Ottawa peut très bien les rembourser. C'est ce que nous faisons à Québec quand le prêt est refusé pour une raison ou pour une autre. Que le commis voyageur du chef de l'opposition aille expliquer cela à Ottawa et je suis sûr qu'on se fera un devoir de rembourser les dépenses faites s'il y en a eu.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 6 sans l'amender.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Progrès de l'éducation

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation soit maintenant lu une deuxième fois.

Je rappelle ce que mon gouvernement a fait pour l'enseignement: remboursement des dettes des commissions des écoles, l'aménagement de nouvelles écoles, notamment d'écoles spécialisées sous l'égide du ministère de la Jeunesse.

Le projet de loi a pour but, dit-il, de faire profiter du fonds pour éducation toutes les branches de l'enseignement, à tous les échelons. Il y a dans toute la province une foule de gens pauvres en argent, riches en talent; ce sont ceux-là que nous voulons aider. Et le chef de l'opposition ne peut que nous en féliciter.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Avec la majorité qu'il a en Chambre, le premier ministre n'a pas besoin des félicitations de l'opposition.

Je n'ai pas changé d'attitude depuis le commencement de l'année. Le seul changement à la loi, c'est l'élimination du secrétaire provincial. Nous allons accepter la deuxième lecture sur division.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 24 de la loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21), modifié par l'article 11 de la loi 11 George VI, chapitre 32, et par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 17, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"24. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser l'emploi, pour des fins d'éducation, de toute partie du fonds d'éducation excédant les retraits prévus par l'article 11."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le bill propose un seul changement à la loi, c'est d'éliminer le nom du secrétaire provincial (l'honorable M. Côté) du texte de l'article 24 de la loi pour assurer le progrès de l'éducation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait l'éloge du secrétaire provincial.

C'est un homme, dit-il, qui a attaché son nom à une législation progressive. Le secrétaire provincial fait mal à l'opposition, parce qu'il répand les lumières de l'éducation. Plus l'éducation sera répandue, moins l'opposition aura de chances de prendre le pouvoir.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 10 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Loi des cités et villes

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant l'article 123 de la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de rectifier une erreur commise unanimement lors de la dernière session. L'article 123 de la loi des cités et villes, concernant l'incapacité aux charges municipales, dit qu'une personne détenant ou ayant détenu, dans les douze mois précédents, un permis pour la vente des liqueurs alcooliques dans la municipalité, n'est pas éligible. En vertu de cette loi, des procédures en déqualification furent prises contre des épiciers licenciés.

Il s'agit de revenir au bon sens. L'épicier du coin qui vend de la bière est presque une nécessité. Nous ne songeons nullement à lui enlever les droits qu'il possédait auparavant.

Il rend d'immenses services à la population ouvrière. Ces épiceries constituent un véritable service public pour l'ouvrier qui peut ainsi se procurer une bouteille de bière quand bon lui semble.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 12 sans l'amender.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Modifications des districts électoraux**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant la loi de la division territoriale soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but de faciliter les enregistrements des droits réels, affectant des immeubles situés dans le territoire minier de Chibougamau, en décrétant qu'ils se feront au bureau d'enregistrement à Roberval, qui est beaucoup plus facilement accessible.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 13 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Bills à étudier**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose de passer à l'étude du bill concernant l'acquisition de certains biens de la succession de Sir Thomas Chapais.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'aimerais au préalable prendre connaissance des actes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** C'est juste. Les documents en question seront préparés pour l'opposition par un des secrétaires, M. Roger Ouellet. Le chef de l'opposition n'a pas fait d'obstruction. Il a parlé avec sincérité, bien qu'il soit sincèrement dans l'erreur. Il n'a pas lu de discours, il n'a pas enregistré de records, il a fait beaucoup mieux que son chef.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le premier ministre a fait beaucoup de discours. Il a répété des choses que nous avons déjà entendues cinq ou six fois. Il aurait avantage à faire des disques<sup>15</sup>.

##### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

#### **NOTES**

1. Parti de Rome en début d'après-midi, un avion DC-4 de la compagnie Curtiss-Reid, effectuant le vol

Rome-Paris-Montréal, s'est abattu sur le flanc du Mont Obiou dans les Hautes-Alpes françaises, lundi le 13 novembre 1950, vers 5 h 45 (heure d'Europe), entraînant la mort de 58 personnes, incluant 7 membres d'équipage. Ces 51 canadiens revenaient d'un pèlerinage de Rome, en cette Année sainte pour les cérémonies entourant la proclamation du dogme de l'Assomption et la béatification de Marguerite Bourgeoys.

Durant cinq heures, sous la neige et la pluie, plus de 250 volontaires graviront les pentes verglacées jusqu'à ce plateau où reposent les victimes. Le travail de repérage, de transport et d'identification des cadavres durera une semaine.

Une cérémonie funèbre a eu lieu en la cathédrale de Grenoble, remplie à craquer. Elle fut présidée par Mgr Maurice Roy. Hormis ceux qui seront rapatriés, les corps sont déposés dans une chapelle de marbre blanc au cimetière de l'endroit.

2. *La Patrie* du 15 novembre 1950, à la page 10, parle de \$3,319,000.

3. *La Patrie*, du 15 novembre 1950, à la page 10, parle de \$4,983,000.

4. *La Patrie*, du 15 novembre 1950, à la page 10, parle de \$326,000.

5. *La Patrie*, du 15 novembre 1950, à la page 10, parle de \$1,495,000.

6. *La Patrie* du 15 novembre 1950, à la page 10, parle de \$792,222.

7. *The Chronicle Telegraph* du 15 novembre 1950, à la page 3, parle de \$8,434,551.

8. *The Montreal Daily Star* du 15 novembre 1950, à la page 5, et *The Chronicle Telegraph* du 15 novembre 1950, à la page 3, parlent de \$965,000 dans leur chronique du 15 novembre 1950.

9. *The Montreal Daily Star* du 15 novembre 1950, à la page 5, parle de \$203,631.

10. Philippe Cossette, député unioniste de Matapédia, était notaire.

11. *L'Action catholique*, du 15 novembre 1950, à la page 25, signale que pendant ce débat, M. Laurent, qui a fait partie du comité d'enquête chargé d'évaluer les dommages, a occupé le fauteuil voisin du premier ministre.

12. Édouard Asselin (1892-1975). Avocat créé conseil en loi du roi, le 9 mai 1934. Procureur général adjoint de la province (1936-1939). Délégué à Paris, en 1937, comme représentant du gouvernement de la province au Congrès international des juristes de langue française. Candidat de l'Union nationale défait dans Montréal-Mercier en 1944. Conseiller législatif de la division de Wellington du 25 janvier 1946 jusqu'à l'abolition du Conseil législatif, le 31 décembre 1968. Leader du gouvernement de l'Union nationale au Conseil législatif (1947-1960). Il publia en 1925 un index des *Statuts refondus du Québec*. Membre de nombreux conseils d'administration de compagnies industrielles et financières dont la Trans-Canada Pipelines Ltd., la Corporation du gaz naturel du Québec et l'Abitibi Power and Paper Co. Ltd.

13. D'après le *Montréal-Matin* du 10 novembre 1950, à la page 2, il était 6 heures lorsque les résolutions ont été adoptées.

14. Selon *Le Devoir* du 15 novembre 1950, à la page 10, le débat sur la loi pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski aurait duré 4 heures.

15. Le débat se poursuit pendant quelques minutes encore sur ce ton badin et la Chambre s'ajourne à mercredi après-midi, à 3 heures.



## Première séance du mercredi 15 novembre 1950

## Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Matte);
- de la ville de Matane, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dubé);

## Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de vente (M. Bertrand);
- de Jean-Théodore Chénevert, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre au nombre de ses membres (M. Gatien);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bertrand);
- de la Corporation of St. Matthew's Church, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre un lot (M. Saucier).

## Projets de loi:

## Système routier

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 concernant un système routier approprié aux besoins de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Puisqu'il s'agit d'une dépense d'argent, il faut d'abord voter les résolutions.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 8 concernant un système routier approprié aux besoins de la province

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

## En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose: Attendu qu'un système de voirie répondant aux besoins de nos campagnes, de nos villes et de nos cités est essentiel au progrès de la province et au bien-être de sa population;

Attendu que la province bénéficie depuis quelques années d'un développement économique remarquable et sans cesse croissant, qui nécessite l'exécution ordonnée et continue d'un important programme de construction de routes et de ponts;

Attendu que l'augmentation constante de la circulation automobile exige des frais d'entretien, de réfection et de construction de chemins et de ponts auxquels il convient de pourvoir de façon adéquate;

Attendu que des facilités de communication appropriées sont particulièrement nécessaires dans les conditions actuelles;

Attendu qu'il est important que le gouvernement contribue davantage à l'entretien des chemins d'hiver pour fins de circulation automobile;

Attendu que l'étendue du réseau routier de la province augmente d'année en année et comporte en conséquence des dépenses d'entretien de plus en plus considérables;

Attendu qu'il convient de répondre aux besoins de l'heure et de faciliter l'exécution d'un plan d'ensemble nécessaire à ces fins;

En conséquence,

1. Que, pour l'exécution d'un programme de construction de routes et de ponts et d'amélioration générale de la voirie de la province, prévu par les

présentes résolutions, le gouvernement soit autorisé à employer, dans le cours d'une période n'excédant pas trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une somme n'excédant pas soixante millions de dollars.

2. Que ces travaux seront payés à même le produit de l'emprunt prévu par la résolution 3, et que, à même cette somme de soixante millions de dollars, cinquante-deux millions de dollars seront consacrés à des travaux de voirie et huit millions de dollars à des travaux de réfection et de construction de ponts.

3. Que, pour l'exécution des travaux de voirie et de ponts prévus par les présentes résolutions, le gouvernement soit autorisé à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en totalité soixante millions de dollars; le terme de chacun de ces emprunts ne devant pas dépasser trente ans, ni le taux d'intérêt excéder quatre pour cent par année.

4. Que le droit prévu par l'article 4 de la loi de la gasoline (Statuts refondus, 1941, chapitre 83), tel que modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 34, soit augmenté, à compter du huit novembre 1950, de deux cents par gallon.

Les revenus provenant de ce droit spécial seront versés à un fonds particulier et employés de la façon suivante:

a) une somme annuelle d'au moins un million cinq cent mille dollars, mais n'excédant pas deux millions de dollars, sera consacrée à l'entretien des chemins d'hiver désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

b) le résidu sera employé, chaque année, au paiement des intérêts et à la constitution d'un fonds d'amortissement des emprunts contractés en vertu des présentes résolutions.

5. Que les sommes versées à ce fonds d'amortissement et les revenus qui en proviendront seront investis ou déposés suivant que le déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du trésorier de la province.

6. Que les dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions auront leur effet nonobstant toutes autres dispositions législatives incompatibles.

Le bill et la résolution sont rendus nécessaires par l'essor prodigieux qu'a pris la province depuis 1945. Notre réseau routier doit être en harmonie avec ce progrès. Il doit se développer au rythme de la province, car un bon réseau routier est aussi important au développement économique d'un pays, ou au progrès d'une province, que la libre circulation du sang dans les artères peut l'être au corps humain,

à tel point que la route moderne est devenue un barème de civilisation. La voirie conditionne toute notre vie moderne. Or, nous avons progressé extrêmement lentement dans le domaine des routes. Dans notre province, on a commencé en retard à se mettre au pas. La province doit prendre de telles mesures pour suivre la marche du progrès.

Mais la province a pris un essor extraordinaire; en particulier depuis qu'en 1944, elle s'est donné un chef averti et courageux.

(Applaudissements à droite)

Sous ses directives, la province est entrée dans une si grande voie de progrès qu'il est rendu urgent et nécessaire de réaliser immédiatement le vaste programme de ponts et de voirie. Programme que le ministère de la Voirie commença à préparer, surtout depuis 1944<sup>1</sup>, quand l'Union nationale reprit le pouvoir et que le gouvernement se proposait d'exécuter, sur une période de 10 à 15 ans. Cet essor est la conséquence de la politique appliquée dans tous les domaines par l'Union nationale.

(Applaudissements)

Jusqu'en 1913, la construction des routes était à la charge des corporations municipales et, dans quelques cas, à celle des corporations de comtés. Ils n'avaient évidemment pas les moyens suffisants de donner le développement, nécessaire et même suffisant. C'est cette année-là, en 1913, que fut institué le premier ministère de la Voirie dont le titulaire, l'honorable J.-É. Caron, était en même temps ministre de l'Agriculture. Il a, dans son premier rapport, souligné l'insuffisance de notre réseau routier; nous n'avions à cette époque que 110 milles de routes macadamisées dans toute la province<sup>2</sup>. Les années passent; les ministres se succèdent.

En 1935, alors que la plupart des pays avaient des routes considérables et modernes, la province de Québec, où l'honorable J.-É. Perrault était ministre de la Voirie, n'avait que 141.9 milles de chemins recouverts de ciment, et 636.9 asphaltés, soit un total de route à revêtement définitif de 778 milles pour desservir une population de 3,000,000 d'habitants. En 1935, il y avait 180,000 véhicules motorisés au Québec, soit une automobile ou un camion pour 20 personnes. Aujourd'hui, il y a 455,000 véhicules, soit une automobile ou un camion pour 6 personnes.

Et pourtant, en 1935, il y a longtemps que les grands pays avaient mis en œuvre une politique routière d'envergure. La France, l'Allemagne, les États-Unis s'enorgueillissaient de leurs réseaux routiers. La France avait, à ce moment, 4,000,000 de kilomètres de routes macadamisées; l'Allemagne et l'Italie construisaient leurs autostrades ultra

modernes et les États-Unis donnaient le spectacle du plus beau réseau routier du monde. À côté de nous, la province d'Ontario développait ses routes et construisait dans le nord un magnifique boulevard, qui a eu comme résultat de canaliser les riches ressources minières de l'Abitibi et du Témiscamingue vers Toronto, sans que le gouvernement québécois d'alors ne fasse rien pour en faire profiter Montréal. L'Ontario a compris avant nous que les dépenses pour nos chemins sont un placement avantageux.

En 1936, toute la situation change. En effet, il a fallu l'arrivée au pouvoir d'un jeune de l'Union nationale pour accomplir chez nous aussi cette révolution moderne de construction de routes; en 3 ans, de 1936 à 1939, notre étendue de routes macadamisées dépassait les 1,500 milles<sup>3</sup> et partout dans la province, des projets gigantesques étaient entrepris, y compris le développement d'un système de routes rurales. En trois ans, le gouvernement Duplessis de l'Union nationale avait réalisé presque trois fois plus<sup>4</sup> que les administrations libérales en trente ans. Les libéraux ont toujours négligé la voirie.

On fit alors de gigantesques travaux de voirie dans la province. On restaura complètement la route Québec-Montréal en supprimant les passages à niveau. On facilita l'accès de la métropole. On travailla à la route Montréal-Sainte-Agathe qui, plus tard, toujours sous l'Union nationale, devait devenir la route Montréal-Laurier. On aménagea le boulevard qui relie Montréal à Lachine. Et le gouvernement accorda à la voirie rurale une attention telle qu'elle n'en avait pas encore connu de pareille.

Pourtant, les circonstances n'étaient pas favorables. La crise économique sévissait; l'administration provinciale devait aider l'agriculture, l'enseignement, s'occuper des problèmes de la santé publique et des questions sociales, et faire vivre des centaines et des centaines de chômeurs.

Malheureusement, le gouvernement de l'Union nationale dut interrompre ses réalisations à la suite des élections. En 1939, nous avions 1,521 milles de routes asphaltées, mais un régime de laissez-faire reprend le pouvoir, néglige la voirie rurale, sauf le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier. Les employés de la Voirie s'en vont travailler dans les usines de guerre. Ainsi, ce bel essor a pris donc fin en 1939; et la province de Québec retrouva, pour jusqu'à 1944, le même régime de négligence.

Négligence? ... à tel point qu'à la fin de 1944, il fallait dépenser la somme de \$20,000,000 de gravier pour la réfection seule des routes à la campagne. En effet, de 1940 à 1944, pendant le passage au pouvoir des libéraux, on a de nouveau

tout laissé complètement à l'abandon, grandes routes et chemins de campagne.

Le gros du budget de la voirie fut dépensé pour une troisième route reliant Montréal et Québec et passant par Saint-Hyacinthe. Nous avions alors deux routes allant de Québec à Montréal, et quinze routes menant aux États-Unis. Il n'était pas alors urgent de multiplier de telles routes conduisant à la métropole et au pays voisin. Par ailleurs, en 1944, tout le reste du réseau routier provincial, négligé pendant cinq ans, était entièrement à refaire.

Les restrictions dont était l'objet la distribution de l'essence et des pneus, se traduisirent pendant la guerre, par une diminution de la circulation sur nos routes; et ce n'est que quand les restrictions disparurent que la population put se rendre complètement compte de la négligence dont avait été entouré notre réseau routier sous le gouvernement libéral.

Durant la guerre, les véhicules militaires et particulièrement les camions de guerre ont endommagé les routes de la province. Il a donc fallu réparer les grandes routes endommagées. Les dégâts sont estimés à \$5,000,000 ou à \$6,000,000, mais le gouvernement d'Ottawa s'est abstenu de rembourser cette somme à Québec. Il n'a rien payé.

De plus, l'administration provinciale précédente ne payait pas suffisamment son personnel et elle perdait ainsi ses meilleurs techniciens; elle ne remplaçait pas et n'entretenait pas, l'outillage. Il a fallu aussi augmenter le salaire des fonctionnaires et des ouvriers, insuffisamment payés par les libéraux de 1940 à 1944.

L'Union nationale a repris le travail en 1944, lorsqu'elle est revenue au pouvoir. La circulation était alors lamentable. Telle était la situation que nous exposâmes au premier ministre en 1945. Celui-ci a décidé d'entreprendre l'exécution d'un vaste programme de voirie. Dans ce programme, élaboré par ses soins, on s'occupa d'abord d'améliorer la voirie rurale; la première place lui fut donnée.

Le premier ministre, qui voulait stabiliser l'agriculture par le crédit agricole, par l'électrification rurale, par le drainage des terres, savait que toute sa belle politique agricole serait sans résultats pratiques tant qu'il n'existerait pas de chemins convenables pour pouvoir conduire les produits de la ferme au marché<sup>5</sup>. Il savait qu'une bonne voirie rurale doit rendre plus attrayante et plus payante la vie à la campagne.

Je crois qu'au bout de cinq ans l'œuvre accomplie est impressionnante, le travail réalisé est considérable, et que nous pouvons en être fiers. Les

cultivateurs ont un peu partout les chemins dont ils avaient besoin. Depuis 1945, le ministère provincial de la Voirie a fait restaurer 6,596 milles de chemins ruraux; 735 milles de chemins ont été asphaltés dans les villages<sup>6</sup>. Et, la province a ouvert et entretenu 2,645 milles de chemins ruraux.

Il souligne l'importance des routes rurales pour l'agriculture. Elles permettent à l'agriculteur de rester sur ses terres tout en mettant les avantages de la ville à sa portée. Je demande à la classe agricole si le premier ministre n'a pas largement et généreusement tenu parole?

Dans le même temps, des travaux d'envergure ont été faits dans toute la province, de l'est à l'ouest, du nord au sud. Des routes ont été construites dans des endroits perdus et jusque dans des lieux retirés comme Blanc-Sablon, qui est maintenant relié par route aux paroisses voisines. On n'a qu'à regarder autour de soi pour considérer l'ampleur des travaux que le gouvernement a fait exécuter.

Le programme de voirie de l'Union nationale en 1945 avait aussi pour but de relier les grands centres et les villes d'importance moyenne, de relier les grands centres aux régions éloignées, et d'améliorer les routes menant aux autres provinces et aux États-Unis. En même temps que les chemins de campagne, le gouvernement construisait et refaisait aussi les grandes routes.

La route de Québec-Montréal, tant celle sur la rive nord que celle sur la rive sud, ont été complètement refaites. Des travaux ont été exécutés le long de la route No 1, de Québec à Sherbrooke et de Sherbrooke à Montréal et le long de la route No 3 soit Lévis-Saint-Lambert; les passages à niveau, en nombre incalculable jadis, sont aujourd'hui supprimés. Et la route Montréal-Mont-Laurier sera presque entièrement asphaltée et terminée d'ici l'an prochain; Même chose pour la route La Tuque-Grand'Mère-Shawinigan, qui progresse.

Quant à l'Abitibi, que les libéraux avaient toujours négligée, au point qu'ils ont laissé l'Ontario canaliser ses richesses vers Toronto, nous nous en sommes particulièrement occupée; elle ne possédait pas un pouce de chemin asphalté lorsque les libéraux furent battus; elle en a aujourd'hui des milles et des milles.

La Gaspésie est en voie d'obtenir la grande artère à laquelle elle a droit depuis un quart de siècle. Et les régions de Chicoutimi et du Lac Saint-Jean n'ont pas été négligées elles non plus; elles se sont dotées aussi d'un réseau qui s'améliore d'année en année. D'ailleurs, la route de Chicoutimi, reliant la région du Saguenay à la ville de Québec par le parc

national des Laurentides, est terminée. Vous vous rappelez des critiques acerbes des libéraux, dont cette route de Chicoutimi fut l'objet en 1948? Je ne veux pas revenir longuement sur la question. La population de Québec l'a jugée en reportant au pouvoir l'Union nationale en 1948, avec 80 de ses députés, tous ses ministres, et en redonnant au premier ministre, dans le comté de Trois-Rivières, la plus belle majorité de sa carrière.

Mais je veux dire pourquoi cette route était nécessaire au développement de la région. D'abord parce que la région de Chicoutimi est l'une des plus importantes de la province et qu'elle est l'une de celles où le développement industriel est le plus intense. Mentionnons par exemple l'essor d'Arvida, qui est un centre industriel connu dans le monde entier; Port-Alfred, le quatrième port de mer du pays.

Le royaume du Saguenay a pris un essor prodigieux et la critique des adversaires, en 1948, n'avait d'autre but que de faire oublier ce que le gouvernement avait réalisé, en quatre ans, soit l'immense développement routier, en faisant croire à la population que l'Union nationale n'avait réalisé qu'un seul projet, celui de la route de Chicoutimi. On l'a critiquée pour tenter de déprécier notre œuvre. Où sont les critiques? Disparus.

Nous nous sommes aussi efforcés d'améliorer les routes interprovinciales, notamment celle de Montréal à Ottawa; d'importants travaux de réfection ont été effectués sur la route No 17, qui relie aussi notre province à l'Ontario. On a aussi amélioré la route No 2, qui va de Rivière-du-Loup à Edmundston. Les routes internationales n'ont pas davantage été négligées. Ainsi, la route No 7, qui mène à Saint-Albans, dans le Vermont a été réparée en partie. Tout comme la route qui relie Montréal à Portland et Boston. Ces améliorations apportées aux voies de communication interprovinciales et internationales et le développement prodigieux de la province obligent le gouvernement à continuer et même à accélérer ces travaux. Le vaste programme, qui devait se faire dans une période de 12 à 15 ans, devra être exécuté plus rapidement.

La prodigieuse mise en valeur du territoire québécois, de ses terres, de ses ressources minières exige l'accélération du programme de voirie du gouvernement. Quatre mille nouvelles entreprises se sont établies dans la province depuis 1945 et le développement minier et industriel à la grandeur du Québec est intimement lié au progrès de la province.

L'agriculture a pris un essor considérable depuis quelques années. Le revenu agricole de la province, qui était de \$108,000,000 en 1939, est

passé, en 1949, à \$346,000,000. C'est pour répondre à ces progrès qu'il faut de nouvelles routes.

On a fondé, ces dernières années, beaucoup d'écoles et il faut, pour répondre aux besoins créés par ces maisons d'enseignement, de nouvelles routes. L'élan donné à l'électrification rurale, la multiplication des écoles, des hôpitaux, des sanas, l'essor prodigieux du commerce et de l'industrie de la province de Québec ont rendu nécessaire la poursuite de notre programme de la voirie. Les régions minières se sont, elles aussi, développées considérablement. Les routes rurales totalisent à elles seules plus de 8,000 milles et on a besoin de routes rurales dans les nouvelles régions que sont, par exemple, l'Ungava, la Côte-Nord, l'Abitibi, Chibougamau et la péninsule gaspésienne.

Il félicite le titulaire du ministère des Mines, (l'honorable M. French) et déclare qu'il faudra sans doute se doter de routes pour les développements miniers de la Côte-Nord et de l'Ungava. L'Ungava, (le Labrador), cette terre, dit-il, que les libéraux avaient baptisée terre de Caïn, est en passe de devenir un grand centre industriel, l'une des régions qui rapportent le plus à la province de Québec. Actuellement, on ne peut se rendre que par bateau à Havre-Saint-Pierre et aux Sept-Îles. Il faut relier cette région au reste de la province. Il faut que la province de Québec contribue au développement de ces points en train de devenir le centre d'industries considérables.

Ces grandes richesses ont eu une heureuse influence sur la vie de nos ouvriers. Grâce au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), la classe ouvrière du Québec est en train de devenir l'une des plus prospères au monde. En effet, les salaires des ouvriers ont atteint \$700,000,000. Cette prospérité permet au travailleur d'avoir sa voiture. Devant ces développements nouveaux, il faut des chemins.

Il ne faut pas oublier non plus le tourisme, qui est aussi l'une des plus importantes sources de revenus de notre province. Au cours de la dernière saison, cette industrie a sûrement rapporté au Québec \$125,000,000. Il faut des routes pour maintenir cette industrie. Mais les touristes causent de l'encombrement sur les routes. Dans Québec, il y a actuellement 455,000<sup>7</sup> véhicules automobiles. Soit 1 par 6 personnes. Pendant 6 mois de l'année, il vient environ 100,000 voitures de touristes, ce qui fait 555,000 voitures sur nos routes pendant 6 mois, à cause de l'industrie touristique, ce qui produit de l'encombrement et de l'usure sur notre réseau routier. Il faut donc élargir nos routes et les

améliorer, si nous voulons garder nos touristes. Pas de routes, pas de société.

Il y a une autre raison, la défense civile de notre pays exige des routes. Le Canada semble décidé à participer à toutes les guerres qui vont se livrer dans le monde, à des conflits avec les Nations Unies ou dans des engagements du Pacte de l'Atlantique. Il est évident que nous ne pourrions pas porter continuellement des coups à des étrangers, un peu partout, sans que nous ne soyons jamais attaqués, un jour, sur notre territoire. Nous devons nous attendre à sentir ici même un jour les répercussions des attaques ennemies. Nous devons avoir un vaste réseau routier pour être capables de faire face à ces attaques et protéger notre population civile. Notre premier devoir quant à la défense de notre province est de mettre en place un réseau de routes modernes et rapides. Nous serons certainement blâmés si nous ne donnons pas au peuple du Québec la défense et la sécurité auxquelles il a droit.

Même si je suis un peu pessimiste, même si le Canada devait être préservé des attaques, il faudrait des routes pour notre programme d'armement et la vente du matériel de guerre aux autres nations, des routes qui sont essentielles en temps de guerre, des routes qui sont un gage de sécurité pour le peuple.

Pendant la dernière guerre, la production d'aluminium à Arvida a été retardée, faute de route entre Québec et Chicoutimi pour transporter le produit fini pendant les mois d'hiver où la glace a fermé les voies navigables. Si nous avions eu la route de Chicoutimi, cela ne serait pas arrivé. Aujourd'hui, la nouvelle route de Chicoutimi serait certainement un atout précieux pour le transport du métal.

À l'heure actuelle, le fédéral fait construire un poste de radar dans le parc national des Laurentides, et son travail est grandement facilité par la nouvelle route de Chicoutimi. Il est heureux de bénéficier de la route tant critiquée par ses amis. Y aurait-il un homme dans cette Chambre qui aurait le courage de s'opposer à ce que nous prenions des mesures pour faciliter la défense civile? Imaginez quelle serait notre responsabilité si une guerre survenait et que nos routes ne répondent pas aux besoins.

Que demandons-nous? Soixante millions de dollars pour trois ans. Cela peut paraître beaucoup, mais c'est peu de chose si l'on songe à ce que vaut le dollar aujourd'hui. C'est une somme peu considérable, si on la compare aux sommes dépensées aux États-Unis et en Ontario, pour leurs routes. L'Ontario va dépenser \$150,000,000 en cinq ans pour sa voirie. Nous proposons de dépenser \$60,000,000 d'ici trois ans, et pour faire face à cette

dépense, le gouvernement augmente de 2 cents par gallon la taxe sur la gazoline. N'est-il pas juste que ce soit l'utilisateur de la route qui paie pour l'entretien de ces routes? Cela représente d'ailleurs bien peu de chose pour lui, car un usager moyen, qui parcourt environ 8,000 milles par année, ne paiera que \$8 ou \$10. de plus par année, soit moins de \$1 par mois, c'est tout. Personne au Québec qui possède une automobile ou un camion ne refusera de payer environ \$8 par année pour de nouvelles routes et des routes plus larges et plus sûres.

La taxe a été bien accueillie. L'Association du transport par camion, principale association de camionneurs de la province, a approuvé la mesure. Il lit un télégramme de cette association, qui se déclare "heureuse de payer une nouvelle taxe pour avoir des routes", et heureuse de faire sa large part.

La presse, presque à l'unanimité, a fait bon accueil à notre législation, en approuvant le projet de loi. *Le Soleil* de Québec d'hier, avait une certaine critique. Il s'est prononcé contre, mais c'est pourtant ce journal qui profite, le plus de la nouvelle route de Chicoutimi. Grâce à cette grande voie de communication, il a établi un système de livraison qui lui permet de distribuer son journal à ses abonnés, le jour même dans la région du Saguenay. Ses camions peuvent livrer le journal dans cette région chaque soir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
C'est le principal défaut de la route<sup>9</sup>!

(Rires)

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement a également en vue l'entretien des chemins d'hiver. On peut penser ce que l'on veut de l'entretien des chemins d'hiver, mais le progrès va nous forcer à le développer de plus en plus.

Le développement prestigieux de la province, depuis cinq ans, sous la direction d'un homme dynamique comme l'est le premier ministre, nous force à activer le programme de voirie que nous formulons en 1944. Aujourd'hui, pour répondre aux besoins et afin de ne pas retarder la province dans sa marche vers le progrès, il nous faut un plan de voirie qui puisse s'exécuter rapidement, et pour notre programme, il nous faut des revenus. C'est ce plan que je sou mets aux députés et que leur patriotisme, je l'espère, les poussera à approuver.

La Chambre accueillera très bien, j'en suis sûr, ce projet, car avec le recul du temps, il apparaîtra comme un des plus progressifs de l'histoire de la province. La province en rendra grâce au premier

ministre et dira, avec l'honorable Jacob Nicol, que c'est un patriote convaincu, qui travaille pour le bien de sa province et pour les siens, avec tout son cœur et toute son âme<sup>9</sup>.

(Applaudissements)

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le ministre de la Voirie a beaucoup "voyagé" dans son discours, mais il n'a pas touché le point essentiel du projet de loi. Les résolutions du bill autorisent le gouvernement à emprunter \$60,000,000 en trois ans pour construire des routes et à taxer de 2 cents de plus le gallon de gazoline, pour faire face à cette dépense nouvelle.

Il étudie l'une après l'autre les résolutions qui sont également les articles du projet de loi et commence en rappelant la dépense faite par le gouvernement actuel pour la construction de routes en six ans, soit entre le 1<sup>er</sup> avril 1945 et le 31 mars 1951, selon les prévisions budgétaires, puisque les chiffres définitifs de l'exercice financier 1949-1950 ne sont pas encore connus.

Si l'on examine un tableau détaillé de ces dépenses faites depuis 1945-1946 pour ces travaux, on constate que ces sommes atteignent les \$300,000,000<sup>10</sup>, sur des budgets se totalisant à \$1,000,000,000. Il en résulte que le gouvernement en est rendu à dépenser presque le tiers<sup>11</sup> de son budget total pour les chemins et les ponts. Cette somme est hors de proportion par rapport aux dépenses totales des cinq dernières années.

Certes, je comprends la nécessité d'un bon et parfait réseau routier. Pas d'argument contre le besoin de continuer les travaux de voirie et de construction des ponts, personne n'en doute; mais je suis étonné d'entendre le ministre se vanter et nous dire ensuite: "Il nous faut \$60,000,000 de plus que le budget pour améliorer le réseau", c'est-à-dire \$60,000,000 à part les crédits votés annuellement par la Chambre pour les routes et les ponts. Nous contestons la sagesse de la proposition du gouvernement d'ajouter un autre crédit de \$60,000,000 à l'heure actuelle, pour les routes et les ponts. Demander une autre somme de \$60,000,000 à dépenser en dehors du budget ordinaire, c'est excessif. Et nous verrons plus loin, par une résolution subséquente, que le gouvernement entend financer cette dépense à même un emprunt ou plusieurs emprunts.

L'on ne devrait pas se lancer dans d'aussi énormes dépenses dans un temps d'inflation. Le coût de la vie ne semble pas cesser d'augmenter et il y a pénurie de main-d'œuvre dans tous les domaines. Il y a une course pour les matériaux de toutes sortes et

c'est dans ces conditions que le gouvernement décide d'inaugurer un programme de travaux de voirie, de construction et de reconstruction de ponts. Il faudrait plus d'équilibre, car si au Québec nous avons besoin de routes et de ponts, nous n'avons pas besoin que de cela. Nous avons besoin de bien des choses et les chemins et les ponts ne sont pas les seules. Ils occupent déjà une place de très grande importance dans le budget annuel des dépenses du gouvernement.

Il est curieux que les journaux, qui ne cessent de réclamer la plus stricte économie pour d'autres gouvernements, ferment les yeux lorsqu'il s'agit d'une dépense de \$60,000,000 que le gouvernement actuel se propose de faire.

À part l'aspect économique du projet de dépenser \$60,000,000 pour les chemins et les ponts, il y a l'aspect de la saine administration de la province. En effet, nous avons vu qu'ils absorbaient près du tiers du total des dépenses. C'est dire que des argents perçus des contribuables, près d'un tiers est consacré à la voirie et aux ponts.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** Un septième.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** En 1948-1949, 36 %; c'était l'année des élections. Pour le gouvernement ce n'est pas assez. Il faut y mettre un autre \$60,000,000. Moi je pense que le gouvernement dépasse la mesure. Sans compter qu'il nous demande une autre procuration, un autre mandat en blanc.

Je sais qu'il y a une limite de \$60,000,000, mais je dis "mandat en blanc" quand même, parce que si le bill actuel est adopté, le gouvernement pourra dépenser des montants énormes, sans la formalité de faire approuver la dépense qu'il se propose d'effectuer, ou la proportion que cette dépense représente par rapport au total des dépenses de l'année, et ce, sans les faire voter dans le budget annuel et sans de nouveau consulter la Chambre.

C'est le sabotage du système de contrôle budgétaire bien compris, mais c'est le système et la stratégie que le gouvernement actuel favorise, amplifie, et qu'il a perfectionnés depuis 1944. C'est en vertu de cette stratégie qu'il a dépensé en 1948-1949 pour la voirie \$50,360,762.71, lorsque le budget ne prévoyait que \$10,000,000 de dépenses.

En somme, sous le gouvernement actuel, le système budgétaire est tourné en ridicule par l'habitude qu'il a de faire voter ses autorisations nombreuses à dépenser des sommes importantes en dehors du budget.

Cette résolution devant le comité a exactement le même but, soit de permettre au gouvernement de dépenser \$60,000,000 sans revenir devant la Chambre pour exposer son programme de travaux et recevoir l'approbation de l'Assemblée législative de cette dépense, sans que nous ayons l'occasion de nous prononcer sur la mesure des dépenses de voirie par rapport aux autres dépenses à effectuer par le gouvernement.

Le gouvernement ne demande pas un mandat éternel. Je suppose qu'il pense qu'il se limite beaucoup en restreignant à trois ans le terme de ce nouveau mandat en blanc. La Chambre perd le contrôle de cette dépense. Le premier ministre a un sourire cynique. C'est une méthode pour tromper la Chambre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que mon ami retire ses paroles.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je retire. Disons pour induire la Chambre en erreur.

Le projet dit que le gouvernement a trois ans pour dépenser les \$60,000,000. Pourquoi fixer à trois ans le délai au cours duquel les millions devront être employés? La réponse est simple: parce que d'ici là, le gouvernement devra nécessairement tenir des élections et cette somme s'ajoutera tout simplement à la caisse électorale pour financer la campagne du parti. En effet, le projet de loi est donc en plus une mesure électorale en présence de laquelle nous nous trouvons. C'est \$60,000,000 pour aider l'Union nationale à faire sa prochaine campagne électorale.

(Rires à droite)

Les députés qui rient ne riront plus après les prochaines élections.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voulez-vous qu'on ôte les mots trois ans?

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Non, mais les \$60,000,000. Ces \$60,000,000, on veut avoir l'autorisation de les emprunter. Mais si l'on emprunte \$60,000,000, le gouvernement ne pourra plus se vanter à toute occasion possible, aux bénédictions de ponts et aux bénédictions d'hôpitaux, etc., du fait que sous son administration, la dette nette a baissé de \$28,000,000.

Le premier ministre parle toujours de la dette, mais il prend bien soin de ne pas mentionner ni publier de chiffres officiels pour confirmer ses assertions. En réalité, celle-ci ne fait qu'augmenter en dépit des dénégations du gouvernement.

Si l'on examine attentivement les *Comptes publics*, on constate que, sous l'Union nationale, la dette consolidée a atteint un sommet record, soit \$432,700,000<sup>12</sup> en chiffres ronds, d'où une augmentation de \$25,900,000 pendant une période de grande prospérité. Il s'agit donc d'ajouter \$60,000,000 à la dette consolidée qui en sera augmentée d'autant: \$52,000,000 pour la voirie et \$8,000,000 pour les travaux publics. Avec cette somme le ministre des Travaux publics et représentant de Papineau (l'honorable M. Lorrain) pourra reconstruire tous les ponts de son comté et payer la reconstruction du pont Duplessis à Trois-Rivières<sup>13</sup>.

De plus, sous le gouvernement actuel, c'est-à-dire depuis 1945, la dette indirecte de la province a aussi atteint un nouveau sommet de \$125,000,000, abstraction faite de la dette de \$200,000,000 de l'Hydro-Québec. J'en fais abstraction pour la raison que je suis convaincu qu'avec les taux chargés par Hydro-Québec, le gouvernement n'aura jamais à faire face à ce passif; mais de ce qui reste de la dette indirecte, presque la totalité est payable à même le budget provincial et très peu par des tiers. On l'appelle "dette indirecte"; c'est un jeu de mots. C'est une dette qui repose directement et qui pèse directement sur le budget provincial. Et sous l'Union nationale, cette dette indirecte, abstraction faite toujours de l'Hydro-Québec, accuse une augmentation de \$74,660,317<sup>14</sup>.

À part la dette consolidée, qui pèse directement sur le budget provincial, à part la dette indirecte qui, pour la majeure partie, est payable à même le budget provincial, il y a les engagements. Je fais allusion, par exemple, aux engagements contractés par le gouvernement pour les écoles. On a demandé en vain des renseignements, l'an dernier, que le gouvernement a refusé de nous donner; mais dans le dernier prospectus émis en rapport avec l'emprunt de \$25,000,000 fait par la province en septembre, nous relevons que le gouvernement a pris l'engagement de payer, par versements différés, une somme de \$25,000,000 pour la construction des écoles. Voici qu'on veut ajouter le montant de ces engagements aux autres items du passif.

Cette somme représente des promesses données par le secrétaire provincial auxquelles le gouvernement actuel n'a jamais voulu donner la force d'un engagement légal, mais nous connaissons que ce sont des engagements ayant le même effet. Les promesses devront être remplies.

Or, depuis le 31 mars 1944, il y a eu une augmentation extraordinaire dans le passif, payable à

même le budget de la province. Je fais abstraction toujours de la dette de près de \$200,000,000 payable par l'Hydro-Québec, mais je note que le gouvernement actuel est responsable des augmentations suivantes dans le passif de la province:

Dette consolidée .....	\$ 25,900,000
Dette indirecte (Hydro-Québec exclue) .....	\$ 74,660,317
Engagements pour les écoles .....	\$ 25,000,000
 Total .....	 \$125,560,317

Tout cela fait au total une augmentation de \$125,560,317 du passif de la province.

À ces augmentations de \$125,000,000, le gouvernement propose d'ajouter des emprunts pour une somme additionnelle de \$60,000,000. Il me semble que tout indique le besoin de plus de prudence de la part de l'administration et la nécessité de mettre de la mesure dans sa politique pour les chemins et les ponts.

Jusqu'à l'ouverture de la session, les gens se demandaient pourquoi les Chambres étaient convoquées au 8 novembre, soit deux mois avant la date habituelle. Des raisons ont été données de part et d'autres, mais la véritable raison se trouve dans ce projet sur les routes et les ponts et la gazoline. Ainsi, la présentation de cette loi pour autoriser le gouvernement à faire un nouvel emprunt de \$60,000,000 et à augmenter de 2 cents de la taxe sur l'essence, voilà le véritable motif de la convocation de la session actuelle. Nous pouvons donc qualifier cette session comme "la session de l'essence" et ce projet de loi comme "l'essence de la session".

Lorsque l'Union nationale est arrivée au pouvoir en 1936, la taxe sur la gazoline était de 6 cents par gallon. Nous allons voir que, sous son administration, cette taxe aura plus que doublé.

En 1939, le premier ministre porta la taxe à 8 cents le gallon. Qu'est-ce que le premier ministre disait à ce moment-là?

Il cite un passage de l'article intitulé "L'opposition bataille vigoureusement contre la nouvelle augmentation de l'impôt sur l'essence" dans *Le Soleil* du mercredi 19 avril 1939:

"M. Chaloult évoque le programme de l'Union nationale aux dernières élections et parle du trust de la gazoline.

"M. Duplessis: Il ne s'agit pas de cela, mais de remplacer le chiffre 6 par le chiffre 8. Rien de plus. [...] La résolution présentée par le gouvernement s'impose. Nous venons de le démontrer. Il ne sert à rien

de s'y opposer car la taxe est en vigueur depuis hier soir. Nous disons de plus que cela va favoriser la création d'un réseau routier de premier ordre, au prix de 50 millions<sup>15</sup>."

En 1947, le gouvernement augmentait cette taxe de 8 cents à 11 cents le gallon. Qu'est-ce que le premier ministre en disait?

"M. Duplessis: Il ne s'agit, ni plus ni moins que d'un changement de chiffre, remplacer le chiffre huit pas le chiffre onze etc."<sup>16</sup>.

Et voici qu'il veut la porter à 13 cents. J'attends donc que le premier ministre dise la même chose au sujet de l'augmentation de 11 cents à 13 cents.

Il me semble qu'on doit réaliser que, ce que la Chambre veut imposer, c'est une taxe de vente de 40 % sur le prix de la gazoline. Il est vrai que nous disons 13 cents par gallon, mais le fait brutal, c'est que la taxe représente 40 % du prix de la gazoline. Est-ce que le gouvernement ne dépasse pas le point de saturation?

Est-ce qu'il oublie le fait que la taxe actuelle rapporte plus de \$30,500,000 par année sans compter que les automobilistes paient un autre \$15,000,000 en vertu de la loi des véhicules-moteurs? Il paraît que le gouvernement n'est pas encore satisfait et il veut prendre un autre \$5,500,000 des contribuables, afin de lui permettre de faire d'autres dépenses de voirie, de construction et de reconstruction de ponts.

Ce qu'il y a de malheureux, c'est que l'auto, le camion et la camionnette étant indispensables aujourd'hui, l'augmentation du coût de l'essence va nécessairement nous apporter une autre augmentation dans le coût de la vie. À mon avis, nous devons prendre tous les moyens d'empêcher que le coût de la vie continue à augmenter.

Le gouvernement a-t-il vraiment besoin d'augmenter le fardeau des contribuables? Est-ce que le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon), dans son dernier discours sur le budget, ne se vantait pas d'avoir accumulé en cinq ans des surplus aux comptes ordinaires dépassant \$150,000,000?

Je pense qu'on trouve la réponse à cette question dans la bouche du trésorier provincial. Qu'est-ce qu'il a dit dans ses discours sur les budgets qu'il a présentés? Je n'ai pas l'intention de citer tous les discours du trésorier, car nous savons qu'ils sont assez longs, mais je veux relever et je veux lire quelques déclarations qu'il a faites. En 1948, il disait: "Je tiens de plus à faire remarquer que le gouvernement verra la fin de la présente année financière avec un surplus aux comptes ordinaires, de \$43,012,000, ce qui porte les surplus aux comptes

ordinaires pour les trois années complètes d'administration de l'Union nationale à la somme de \$84,252,227.73".

Et en 1949, il disait, à la page 7 de son discours: "Le surplus consolidé de la province a atteint le plus haut total jamais réalisé depuis la Confédération, il a atteint le 1<sup>er</sup> avril 1946 \$130,945,918.94 et il atteindra au 1<sup>er</sup> avril 1949 \$71,715,918.00", et plus loin, page 12: "On me permettra de répéter ici un fait d'importance considérable que durant ses quatre années d'administration, l'Union nationale a obtenu des surplus d'opération aux comptes ordinaires, qui se totalisaient à plus de \$126,000,000 et, en 1950, le trésorier nous disait (page 7 de son discours): "Le surplus consolidé de la province a atteint le plus haut niveau jamais réalisé par aucun gouvernement depuis la Confédération. Au 31 mars 1945, il était de \$43,522,635.69 et au 1<sup>er</sup> avril 1950, il atteindra la somme de \$195,791,300.00. Plus loin, il donne des chiffres pour montrer que, pendant les cinq années d'administration de l'Union nationale, les surplus aux comptes ordinaires dépassent \$150,000,000.

Ce sont les chiffres du trésorier. On parle du surplus aux comptes ordinaires, mais c'est ce surplus, avec quelques emprunts, qui a permis au gouvernement de financer les dépenses en immobilisations de \$185,000,000. Maintenant il veut emprunter \$60,000,000 et faire des dépenses additionnelles pour cette somme, à part des montants prévus au budget et, à cette fin, d'imposer au peuple de nouvelles charges de \$5,000,000 à \$6,000,000 par année.

Par l'augmentation de 11 cents à 13 cents le gallon, le gouvernement rend la situation des automobilistes québécois plus désavantageuse qu'elle ne l'était vis-à-vis nos voisins d'Ontario; L'automobiliste québécois paye déjà plus cher que celui de l'Ontario pour l'enregistrement de son automobile. Il paye l'essence plus cher qu'en Ontario et il est évident que les gens qui habitent les comtés voisins de la province d'Ontario vont acheter leur essence à des postes établis l'autre côté de la frontière. Et enfin, l'automobiliste québécois paie beaucoup plus cher les primes d'assurance pour les accidents. En effet, la situation de l'automobiliste québécois n'est pas avantageuse actuellement et le gouvernement rend sa situation encore moins enviable. Voici que le gouvernement ajoute encore à son fardeau.

Évidemment, pour les raisons que je viens de donner, je m'oppose à l'augmentation de la taxe sur la gazoline, mais je m'objecte aussi à la méthode que le gouvernement a suivie dans l'imposition de cette nouvelle taxe.

De quelle façon a-t-il procédé? Le gouvernement a imposé cette nouvelle taxe par télégramme, sans attendre que les Chambres se soient prononcées, c'est-à-dire avant de l'avoir soumise aux députés.

En dépit du fait que les Chambres se réunissent le 8 novembre et donc pourraient se prononcer sur l'opportunité d'imposer de nouvelles charges au peuple, le gouvernement, à la veille de l'ouverture de cette session, impose une taxe de 13 cents par gallon sur la gazoline. Il n'attend pas même 24 heures pour permettre à l'Assemblée législative de se prononcer sur l'opportunité d'une telle mesure. Non, il taxe par télégramme envoyé à tous les opérateurs des postes d'essence. Est-ce que ce télégramme annonçait que le gouvernement proposerait une loi pour imposer cette taxe avec effet rétroactif à minuit le 8 novembre? Non. Voici ce que le télégramme disait: "Pour les raisons mentionnées dans la loi soumise aujourd'hui à l'Assemblée législative, une taxe sur la gazoline de 13 cents par gallon est imposée à compter de minuit et une minute mercredi, le 8 novembre 1950".

Le télégramme ne dit pas "sera imposée". On dit "La taxe sur la gazoline est imposée". L'imposition se faisait par télégramme.

Taxer par télégramme, c'est une nouvelle façon que le gouvernement emploie pour augmenter le fardeau des contribuables. Nous avons vu que le contribuable québécois est déjà le plus lourdement taxé au Canada. Pourquoi le gouvernement ne pouvait-il pas attendre 24 heures de façon à permettre à l'Assemblée législative de se prononcer sur l'opportunité de cette mesure? Le gouvernement ne peut pas prétendre qu'il y avait urgence à imposer une taxe. Une telle prétention ne tiendrait pas debout. La vérité, c'est que l'imposition de taxes par télégramme est une nouvelle méthode adoptée par le gouvernement et une nouvelle façon pour celui-ci de ridiculiser l'Assemblée législative. Et le premier ministre se moque de la Chambre.

Le gouvernement a-t-il besoin de cette nouvelle taxe? Le trésorier ne se vantait-il pas en 1949 d'avoir un surplus de \$150,000,000 depuis 1944, et de dépenser \$184,000,000 au compte capital. L'imposition de cette charge nouvelle sur le peuple québécois déjà le plus taxé au Canada, donne au gouvernement la responsabilité de voir particulièrement à ce que les revenus provenant de cette taxe soient dépensés, comme disait le *Montreal Daily Star*, du 9 novembre 1950 "Avec sagesse et prudence".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Non, la taxe *per capita* est la plus basse dans Québec.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** En 1936, lorsque la province dépensait le tiers de ce que le gouvernement actuel dépense aujourd'hui, le premier ministre, alors chef de l'opposition, disait: "Nous pouvons, en administrant honnêtement, rien qu'en demandant des soumissions publiques, économiser \$2,000,000<sup>17</sup> par année". La grande lacune de l'Union nationale, c'est de ne pas suivre le principe de l'ancien chef de l'opposition.

Si on pouvait économiser \$2,000,000 par année sur les dépenses dans l'ordre de \$70,000,000, combien pourrions-nous économiser de la même façon sur un budget qui a même dépassé \$225,000,000? Certainement assez pour obvier à cette nouvelle imposition.

Dans les résolutions qu'on nous soumet, il n'y a pas un mot de soumissions publiques, malgré les promesses répétées par le premier ministre dans le temps, malgré les dispositions actuelles concernant la construction des ponts, le gouvernement continue, à sa façon, d'octroyer des contrats pour des \$100,000,000, sans penser aux avantages et aux économies que pourrait donner un système bien suivi de contrats octroyés par soumissions publiques.

Si le gouvernement avait administré la province sagement et s'il le faisait aujourd'hui, il n'aurait pas besoin d'imposer cette nouvelle charge au peuple. Il pourrait facilement faire des économies pour des montants qui dépasseraient \$5,000,000 à \$6,000,000. Mais il continue d'octroyer ses contrats sans soumissions publiques. Le gouvernement préfère son système. Ça fait mieux l'affaire de ses amis, mais ça ne fait pas l'affaire du peuple.

Le système de fonds spéciaux cache la véritable situation financière de la province. Nous avons les exemples du fonds d'éducation, le fonds de l'assistance publique et nous avons vu que la vérité a été voilée par ce système de comptabilité sectionnée. Je m'en suis plaint assez souvent depuis 1946. Est-ce une pure coïncidence qu'à chaque année le gouvernement a adopté une de mes suggestions et qu'il a suivi une autre méthode comptable qui montra plus clairement les revenus véritablement mis à la disposition du gouvernement.

C'est une mesure rétrograde de songer maintenant à l'établissement d'un fonds spécial. Cela ne peut avoir d'autre but que celui de cacher la véritable situation financière de la province, et toute la vérité. Nous allons voir qu'il s'agit encore d'une espèce de mandat en blanc permettant au gouvernement de dépenser des millions sans revenir faire approuver la dépense par l'Assemblée législative.

On nous dit que l'on entretiendra plus de chemins d'hiver. Personne ne s'objecte à étendre la longueur des chemins entretenus en hiver. Selon le dernier rapport de la Voirie, il y a 1,637 milles entretenus par le département avec des subventions des municipalités, et 4,850 milles entretenus par les municipalités et les organisations diverses avec subvention du gouvernement. La loi permet au gouvernement de choisir les routes qui seront entretenues à même ce nouveau crédit. Est-ce que le record du gouvernement nous donne un peu d'espoir dans ce domaine?

Regardons ce qui a été fait. Si on examine les statistiques données dans les rapports du département de la Voirie, on constate que, depuis 1945-1946, il y a eu augmentation de 360<sup>18</sup> milles dans les chemins entretenus par le gouvernement et 1,900 milles dans les chemins entretenus par les municipalités et organisations diverses avec la subvention du gouvernement.

Si depuis, en effet, il y a eu, avec la coopération de nombreux intéressés, une augmentation de 2,200 milles de chemins entretenus l'hiver, malgré le fait qu'en cinq ans le rendement de la taxe sur la gazoline a augmenté de \$13,000,000 à \$31,000,000, c'est-à-dire une augmentation de \$18,000,000, ce n'est pas beaucoup, il faut l'admettre. Et si on examine les dépenses du gouvernement pour l'entretien des chemins d'hiver, on constate que, depuis quatre ans, il y a eu augmentation seulement de \$350,000, malgré le fait que le gouvernement disposait de \$18,000,000 de plus, provenant de la taxe sur la gazoline.

Un dernier mot. Le système prévu par la deuxième partie de cette résolution est encore le système d'administration extra-budgétaire. Le gouvernement obtient l'autorisation, avec le projet de loi que nous avons, de dépenser annuellement \$1,500,000, au minimum et \$2,000,000 au maximum, à même le fonds spécial pour l'entretien des chemins d'hiver.

De cette façon, le gouvernement avec ce bill ne vise pas à améliorer la situation en ce qui concerne l'entretien des chemins en hiver, mais à soustraire du contrôle de la Chambre la dépense d'une somme considérable dans un domaine qui devient de plus en plus d'actualité. Ce n'est pas une façon démocratique. Je n'ai pas l'intention de répéter pour une centième fois la critique que nous faisons de cette habitude perfectionnée par le gouvernement, mais nous ne supporterons certainement pas les applications de cette méthode du gouvernement. Je me prononce donc contre le projet.

**M. Bellemare (Champlain):** Comment Ottawa a-t-il taxé les cigarettes?

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ne jetez pas de cigarettes dans la gazoline: vous allez mettre le feu.

(Rires)

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** félicite le ministre de la Voirie de sa présentation du "gros bill"<sup>19</sup>.

Notre province, qui s'achemine vers une population de 4,000,000, a une superficie qui couvre trois fois celle de la France, pays peuplé de 40,000,000 d'habitants, ou encore 12 fois celle de l'État de New York, habité par près de 15,000,000 de personnes. Notre province est sujette à des variations considérables de climat. Elle est parsemée de montagnes et de vallées, de milliers de rivières, de lacs et de cours d'eau d'importance variée.

Le département des Travaux publics complète en quelque sorte le travail du ministère de la Voirie. Tandis que le gouvernement, par son ministère de la Voirie, élabore, construit et aménage un formidable réseau routier aux ramifications infinies, il bâtit, par son ministère des Travaux publics, des ponts qui permettent de franchir sans danger et avec facilité des centaines d'obstacles naturels.

De même qu'on ne peut concevoir, comme nos amis d'en face, les libéraux, nous en ont donné un exemple à Charny, sur la rive sud non loin de Québec, des ponts sans route pour y conduire, on ne peut également pas songer non plus à construire des routes complétées, sans y ajouter les ponts nécessaires.

Personne ne voudrait retourner au temps des passages à gué, des cours d'eau franchis sur des troncs d'arbres ou encore des rivières traversées à force de poignets sur un câble tendu. Personne non plus ne voudrait revenir à l'époque plus récente des ponts rouges étroits, branlants, dangereux, n'offrant plus les avantages et la sécurité voulus. Ce serait entraver le développement d'une province en plein essor.

Heureusement cela n'est plus à redouter parce qu'un jour un homme s'est révélé, qui comprenait les misères, les lacunes, les besoins de sa province et de son peuple et qui a puisé dans son patriotisme, dans son cœur et dans son cerveau une conception nette et grandiose de tout ce qu'il fallait accomplir simultanément et par étapes pour remettre sa province dans la voie du progrès. Cet homme dont les bienfaits occupent une place de choix dans tous les cœurs, c'est le chef de l'Union nationale, notre éminent premier ministre.

L'Union nationale et son chef se font une conception trop grandiose de l'avenir du Québec, pour ne pas saisir l'importance des ponts modernes. Ils ont accompli dans ce domaine une œuvre gigantesque.

La dépense de \$8,000,000 est pour continuer à faire disparaître les ponts branlants des vieux régimes libéraux qui menacent de s'écrouler. Pendant 40 ans, avant le gouvernement Duplessis, le problème des ponts a été traité au petit bonheur, et le gouvernement libéral, indolent, s'est contenté de verser aux municipalités de maigres octrois, pour construire des ponts qui se sont révélés étroits et de qualité inférieure. Au lieu d'être guidé par un plan défini et méthodique, il s'inspirait plutôt des soucis électoraux, laissant ainsi aux municipalités, le soin d'y pourvoir.

En 1944, au retour de l'Union nationale au pouvoir et quand je suis arrivé au ministère des Travaux publics, des filières contenaient des dossiers relatifs à 6,200 ponts environ. De ce nombre, seulement 1,500 étaient construits d'une façon permanente, en béton ou en acier. Encore plusieurs de ces 1,500 ponts s'avéraient-ils déjà trop étroits ou insuffisants. Il restait donc 4,700 ponts construits au temps des véhicules hippomobiles et 4,700 vieux ponts étroits, la plupart en bois, désuets et vermoulus, dont la solidité, douteuse, diminuait constamment, et qui ne répondaient pas aux exigences d'un trafic moderne, rapide, intense et lourd.

Tel fut l'héritage laissé à l'Union nationale. Elle s'est mise résolument à l'ouvrage, et depuis 1944, en outre d'avoir accompli près de 4,000 travaux de réparations de ponts, car il est des centaines de ponts qu'il faut surveiller constamment et réparer plusieurs fois par année pour les tenir debout, éviter des catastrophes et maintenir libres les communications, l'Union nationale a construit plus de 700 ponts modernes de toutes pièces selon les données les plus modernes de la technique.

Sept cents ponts construits sans qu'un seul sou de péage ne soit imposé, alors que nos adversaires en ont imposé pour \$25,000,000 de péage sur quelques ponts, les faisant payer deux et trois fois au public voyageur.

Ces 700 ponts dont la largeur double au moins, quand elle ne triple pas la largeur des ponts d'autrefois, représenteraient une distance de 10 milles de longueur si on les plaçait bout à bout. Ces 700 ponts remplacent autant de vieilles structures de bois ou de carcasses de ferraille.

Si l'on ajoute à ces 700 ponts les 175 autres déjà construits par l'Union nationale de 1936 à 1939,

on en arrive à un total de 875 ponts construits ou réparés formant une longueur de 14 milles, soit la distance entre Québec et Saint-Augustin de Portneuf, sur la route No 2. Faut-il en dire davantage pour établir l'œuvre immense et sans précédent accomplie par le gouvernement Duplessis en quelques années dans ce domaine?

Nous avons divisé la province en 11 régions, et le nombre des ponts construits depuis 1944 est de 32 dans la région de Québec, 36 dans la région du Saguenay, 42 dans le Bas-du-Fleuve, 119 dans les Cantons-de-l'Est, 77 dans la région du Saint-Maurice, 88 en Gaspésie, 99 dans la région de l'Outaouais, 22 dans la région de Montréal, 71 dans la vallée du Richelieu, 65 dans la vallée de la Chaudière, 59 dans la région Labelle-Abitibi-Témiscamingue.

De 1939 à 1944, les libéraux du régime Godbout, pour entretenir et construire des ponts, n'ont dépensé chichement que \$2,310,000, tandis que l'Union nationale, durant cinq ans également, a fait bénéficier généreusement nos municipalités et la population d'une somme d'environ \$35,000,000, soit quinze fois plus. Autrement dit, il aurait fallu 75 ans à nos adversaires pour tenter de faire ce que l'Union nationale, a réalisé dans cinq ans seulement.

Bon nombre de vieux ponts "libéraux", étroits, chancelants, attachés à des arbres, étaient causes d'inquiétudes et sources de dangers publics. Ils avaient été jetés ici et là durant 40 ans par des anciens régimes et furent des cauchemars du ministère des Travaux publics pendant des années. Ces ponts, heureusement remplacés, ont disparu.

À 500 pieds de Waltham, comté de Pontiac, l'île aux Allumettes baigne dans l'Outaouais. Depuis 40 ans, les gens de cette région réclamaient un pont qui leur fut toujours refusé par nos amis d'en face. Pour la première fois dans notre histoire, un pont relie cette île à la terre ferme, grâce à l'Union nationale.

À Gracefield, comté de Gatineau, sur la rivière Pichanoch, se trouvait un vieux pont couvert qu'il fallait surveiller et réparer souvent et même retenir au moyen de grosses chaînes attachées à des arbres pour l'empêcher de tomber à l'eau. C'était une disgrâce et un danger constant. L'Union nationale l'a remplacé par un pont solide et approprié.

À Ferme-Neuve, comté de Labelle, le pont ayant été détruit par le feu, les communications par voiture furent paralysées. Les gens, pour franchir La Lièvre sur un bac de fortune, devaient descendre et remonter des berges d'une vingtaine de pieds de hauteur, portant leurs marchandises sur leur dos. L'Union nationale a corrigé cette situation pénible par la construction d'un pont moderne.

À Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, les glaces emportèrent un pont de fer et le transportèrent à plus de mille pieds pour le rejeter sur la berge, tout tordu et irréparable. Là encore, l'Union nationale a construit un pont adéquat.

À Saint-Philippe de Laprairie, immédiatement après le passage d'un autobus transportant 25 passagers, le pont s'effondra. Un pont solide a fait disparaître les traces de cet accident qui aurait pu être une véritable catastrophe.

À Thurso, comté de Papineau, le pont Lanthier construit par nos adversaires en 1942 s'étant écroulé, il a fallu le remplacer en 1946.

À Farnham, comté de Missisquoi, en montant une petite côte étroite et raide surmontée d'une grosse bosse, vous arrivez à une vieille structure de fer que nos adversaires avaient promis, repromis et rerepromis de reconstruire pendant 30 ans. Aujourd'hui, grâce à l'Union nationale, se dresse au même site un pont large reliant les deux parties de la ville.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** La bosse est-elle encore là?

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** Elle a disparu, comme le parti de mon honorable ami en cette Chambre.

(Rires)

À Saint-Césaire, comté de Rouville, se trouve un vieux pont de fer dont le plancher se tordait, dont la structure fléchissait et dont les membres de chaque côté s'ouvraient et se refermaient comme un accordéon au passage des voitures lourdes. Non loin de là, vous pouvez désormais contempler et comparer le vieux pont avec le pont de belle allure que l'Union nationale y a érigé.

Entre Plage Laval, dans le comté du même nom, et Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes, sur la route 8, le vieux pont Bellefeuille était une cause d'inquiétudes et de dangers permanents. Le magnifique pont Arthur-Sauvé l'a remplacé avec orgueil et avantage.

Sur le boulevard Pie-IX, dans Montréal même, on se servait d'un bac pour communiquer d'un côté à l'autre. Le superbe pont Pie-IX a mis fin à cette ridicule situation.

Sur la route partant de Montréal pour conduire à l'Abitibi et au Témiscamingue, existait, entre Sainte-Rose de Laval et le comté de Terrebonne, l'impraticable et tortueux pont Plessis-Belair, source de dangers et souvent de retard de plusieurs heures de circulation. À sa place, le splendide pont Sir-Louis-Hippolyte-Lafontaine augmente l'attrait

et la sécurité de ce coin enchanteur, porte des Laurentides dans cette partie de la province.

À Montréal, au bout de l'île, sur la route allant vers Trois-Rivières et Québec, les voyageurs devaient franchir deux affreuses passerelles cahotantes et gémissantes accrochées à un pont de chemin de fer. L'imposant pont Le Gardeur de Repentigny a fait disparaître cette horreur.

À Trois-Rivières, le majestueux pont Duplessis, tel un boulevard reliant harmonieusement les deux rives, a remplacé des travées démodées et insuffisantes trois fois trop étroites. Ce pont géant est plus robuste et plus puissant que jamais.

À Québec, des travaux de très grande envergure, s'échelonnant sur deux milles et demi de longueur, comprenant quatre ponts et un élargissement qui doublera la largeur de la voie charretière sur le pont actuel, seront terminés l'an prochain. Ces travaux gigantesques sont une autre réalisation du gouvernement pour l'amélioration et le progrès de cette partie de la province.

Malgré tout le travail accompli, il reste encore énormément à faire. À part les ponts publics susceptibles de s'écrouler ou d'être emportés par les eaux ou les glaces, les routes nouvelles ou améliorées exigeront de nouveaux ponts.

Pour continuer à faire disparaître les ponts branlants des vieux régimes libéraux qui menacent de s'écrouler et pour assurer graduellement la continuité de l'effort gigantesque du gouvernement Duplessis dans ce domaine, je demande pour ma part aux membres de cette Chambre d'approuver unanimement ce projet de loi qui met \$8,000,000 à la disposition du ministère des Travaux publics et qui favorisera la libre expansion de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et du tourisme chez nous pour le bénéfice des générations présentes et futures.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** M. le président, dans une de ses conférences de presse, où il chante les louanges d'un régime qui n'en mérite guère, l'honorable premier ministre de la province annonçait le 4 octobre que la Législature de Québec était convoquée en session régulière le 8 novembre 1950.

Le chef du gouvernement expliqua aux journalistes parlementaires que la raison de cette convocation hâtive de la session était que l'administration voulait présenter aux Chambres des projets de loi pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski et de Cabano. Le 8 novembre, les membres des deux Chambres répondaient à l'appel du lieutenant-gouverneur. À leur grande surprise, ils apprirent que la véritable raison de cette session

d'automne, c'est l'imposition d'une taxe additionnelle de 2 cents par gallon de gazoline.

On a convoqué les Chambres sous de fausses représentations. Le but de la convocation des Chambres n'était pas de venir en aide aux sinistrés de Rimouski et de Cabano, mais au gouvernement de la province. C'est le gouvernement qui était sinistré, qui avait besoin d'argent, qui était pris de panique.

En effet, le jour même de l'ouverture de la session, l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) donnait avis de présentation de résolutions relatives au bill 8 concernant un service routier approprié aux besoins de la province. Sous ce titre anodin se cachait une résolution qui commence par les lignes suivantes: "Le droit prévu par l'article 4 de la loi de la gazoline est augmenté, à compter du 8 novembre, de 2 cents par gallon".

Voilà la raison pour laquelle les 92 députés et les 24 membres du Conseil législatif ont été invités à se réunir en toute hâte dans la bonne ville de Québec, en plein mois des morts: pour assommer d'une nouvelle taxe, d'une surtaxe de 2 cents par gallon, les propriétaires d'automobiles, de taxis, d'autobus, de camions, de tracteurs.

Cette nouvelle taxe, cette surtaxe de 2 cents par gallon, représente pour le gouvernement un revenu additionnel de plus de \$6,000,000 par année et un revenu de près de \$3,000,000 durant le présent exercice financier qui se terminera le 31 mars 1951. On parle plutôt d'un montant d'environ \$8,500,000.

Pourquoi cette surtaxe? Pourquoi ce sinistre dans l'administration provinciale? Pourquoi cette panique du cabinet au milieu d'une année fiscale? C'est que le trésorier provincial (l'honorable M. Gagnon) espérait retirer des licences des véhicules-moteurs et de la taxe sur la gazoline une somme de beaucoup supérieure à celle qu'il promettait de donner au ministre de la Voirie.

Dans le discours sur le budget qu'il prononçait le 6 mars 1950, en cette Chambre, l'honorable trésorier de la province nous annonçait les revenus suivants pour l'exercice financier 1950-1951:

Licences de véhicules-moteurs .....	\$15,000,000
Taxe sur la gazoline (à 11 sous le galon) .....	<u>\$31,500,000</u>
Total .....	\$46,500,000

Pour assurer "un service routier approprié aux besoins de la province", le trésorier nous annonçait les dépenses suivantes durant le même exercice:

Voirie: Dépenses ordinaires.....	\$16,940,000
Voirie: Dépenses de capital .....	<u>\$21,000,000</u>
Total.....	\$37,940,000

Un million cinq cent mille dollars pour l'entretien des chemins d'hiver? Mais le gouvernement dépense actuellement aux environs de \$1,000,000 pour les chemins d'hiver. La somme pourra être augmentée de \$500,000 à \$1,000,000. C'est à dire qu'en retour des quelques \$6,000,000 de surtaxe que paieront les automobilistes, le gouvernement ne dépensera que \$500,000 à \$1,000,000 de plus que les chemins d'hiver.

Avec la surtaxe de 2 cents par gallon, les frais d'opération d'une voiture, qui emploie en moyenne sur un an 700 gallons de gazoline, vont coûter à l'automobiliste de Québec \$245.30, tandis que l'automobiliste d'Ontario paiera \$146.

La session a été convoquée par un gouvernement de taxeurs qui, au milieu de l'exercice financier de 1950-1951, s'est aperçu que son administration extravagante conduisait à un déficit épouvantable. Le 31 mars, le trésorier annoncera, avec un cynisme effroyable, que le gouvernement a décidé d'aller chercher, pour cinq mois, quelque \$3,000,000 de plus dans la poche des automobilistes québécois, où il doit déjà prendre cette année, en taxes de toutes sortes, \$50,000,000, soit un quart de son revenu. Que vont-ils recevoir en retour? Faut-il s'étonner que cette législation de surtaxe de la gazoline provoque l'indignation générale?

Dans mon comté de Verdun, l'indignation est à son comble. Le comté le moins éprouvé est probablement celui que représente l'honorable Orateur de la Chambre, le comté de Hull. Les automobilistes de Hull vont pouvoir aller s'approvisionner à Ottawa, où ils paieront la gazoline 2 cents moins cher. Mais que vont dire les propriétaires des débits d'essence de Hull? Ils vont dire ce que les automobilistes de Verdun, de Montréal, de Québec, de Sherbrooke, de Trois-Rivières, crient tout haut en ce moment: "Le gouvernement de l'Union nationale exagère". Comme l'a dit le chef de mon parti en apprenant la convocation hâtive des Chambres, pour faire ratifier la surtaxe annoncée par télégramme aux marchands d'essence...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Lequel?

**M. Ross (Montréal-Verdun):** ... Comme l'a dit le chef de mon parti: le fait brutal, indéniable, c'est que, depuis 1947, le premier ministre a augmenté la

taxe sur la gasoline de 5 cents par gallon et que la province de Québec est la plus taxée de la Confédération.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au représentant de Montréal-Verdun d'ajourner le débat à la séance du soir, car il a un dîner chez le lieutenant-gouverneur à Bois-de-Coulange<sup>20</sup>.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Un dernier mot M. le président; Québec est aujourd'hui la province la plus taxée au Canada, mais le chef du gouvernement va s'apercevoir bientôt qu'on ne joue pas impunément avec la gasoline.

(Rires à droite)

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### Deuxième séance du 15 novembre 1950

##### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 8 heures

##### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Mégantic, demandant l'adoption d'une

loi concernant l'imposition d'une taxe de vente (M. Vachon).

##### Projets de loi:

##### Système routier

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 8 concernant un système routier approprié aux besoins de la province.

##### En comité:

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le représentant de Chicoutimi (l'honorable M. Talbot), à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

Attendu qu'un système de voirie répondant aux besoins de nos campagnes, de nos villes et de nos cités est essentiel au progrès de la province et au bien-être de sa population;

Attendu que la province bénéficie depuis quelques années d'un développement économique remarquable et sans cesse croissant, qui nécessite l'exécution ordonnée et continue d'un important programme de construction de routes et de ponts;

Attendu que l'augmentation constante de la circulation automobile exige des frais d'entretien, de réfection et de construction de chemins et de ponts auxquels il convient de pourvoir de façon adéquate;

Attendu que des facilités de communications appropriées sont particulièrement nécessaires dans les conditions actuelles;

Attendu qu'il est important que le gouvernement contribue davantage à l'entretien des chemins d'hiver pour fins de circulation automobile;

Attendu que l'étendue du réseau routier de la province augmente d'année en année et comporte en conséquence des dépenses d'entretien de plus en plus considérables;

Attendu qu'il convient de répondre aux besoins de l'heure et de faciliter l'exécution d'un plan d'ensemble nécessaire à ces fins;

En conséquence,

1. Que pour l'exécution d'un programme de construction de routes et de ponts et d'amélioration générale de la voirie de la province, prévu par les

présentes résolutions, le gouvernement soit autorisé à employer, dans le cours d'une période n'excédant pas trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une somme n'excédant pas soixante millions de dollars.

2. Que ces travaux seront payés à même le produit de l'emprunt prévu par la résolution 3, et que, à même cette somme de soixante millions de dollars, cinquante-deux millions de dollars seront consacrés à des travaux de voirie et huit millions de dollars à des travaux de réfection et de construction de ponts.

3. Que pour l'exécution des travaux de voirie et de ponts prévus par les présentes résolutions, le gouvernement soit autorisé à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en totalité soixante millions de dollars; le terme de chacun de ces emprunts ne devant pas dépasser trente ans, ni le taux d'intérêt excéder quatre pour cent par année.

4. Que le droit prévu par l'article 4 de la loi de la gasoline (Statuts refondus, 1941, chapitre 83), tel que modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 34, soit augmenté, à compter du huit novembre 1950, de deux cents par gallon.

Les revenus provenant de ce droit spécial seront versés à un fonds particulier et employés de la façon suivante:

a) une somme annuelle d'au moins un million cinq cent mille dollars, mais n'excédant pas deux millions de dollars, sera consacrée à l'entretien des chemins d'hiver désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

b) le résidu sera employé, chaque année, au paiement des intérêts et à la constitution d'un fonds d'amortissement des emprunts contractés en vertu des présentes résolutions.

5. Que les sommes versées à ce fonds d'amortissement et les revenus qui en proviendront seront investis ou déposés suivant que le déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du trésorier de la province.

6. Que les dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions auront leur effet nonobstant toutes autres dispositions législatives incompatibles.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)**<sup>21</sup> approuve le projet de loi à cent pour cent. Pour construire de belles routes, dit-il, il faut de l'argent. Et la taxe qu'on impose est bien placée, parce qu'elle ne touche pas la classe ouvrière qui n'a pas les moyens de faire rouler une automobile. Ce bill-là est bon et on ne refusera pas de payer \$1 par mois de plus pour voyager sur de bons chemins modernes.

Alors qu'il y a de nombreux péages aux États-Unis, il n'y en a pas dans la province de Québec. Jamais nos routes n'ont été aussi belles que présentement et j'en félicite bien sincèrement le ministre de la Voirie. Les automobilistes verseront volontiers un petit montant de plus pour la construction de belles routes dans la province.

**M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):**

Mettons les fleurs de côté et examinons ce bill. Il est coiffé d'un titre bénin et innocent, mais il est en réalité une législation qui vise quand même à taxer les automobilistes davantage, soit de 2 cents par gallon de gasoline, pour porter la taxe de 11 à 13 sous par gallon. C'est un bill qui n'offre absolument rien de nouveau en ce qui regarde le fameux programme de la voirie, de construction de routes et de ponts. Malgré son titre de "Loi concernant un système routier approprié aux besoins de la province", le gouvernement a encore une fois camouflé un bill fiscal derrière un titre tarabiscoté.

Tout ce qu'on sait, la seule chose évidente, c'est que la gasoline est haussée de 2 sous le gallon et que le gouvernement va emprunter \$60,000,000 pour faire des travaux ordinaires courants qui devraient être financés à même les revenus. On ne nous a pas davantage mis en présence des nouvelles nécessités qui seraient soudain survenues. Cette loi va dans le sens habituel des lois élaborées par l'Union nationale.

Ce qu'on se propose de faire devrait se trouver compris dans les provisions ordinaires du budget de la Voirie. En outre, comme une très grande partie des automobilistes sont de Montréal, la métropole se trouvera encore plus lourdement atteinte.

Il déplore l'état des rues de Montréal et de ses routes de banlieue, et affirme que la plupart des 140,000 propriétaires de véhicules de la métropole restent en ville ou aux alentours et qu'on doit s'occuper davantage de ces rues et de ces routes si on veut mettre de l'ordre dans le chaos qui afflige la métropole. Il se dit d'accord avec un éditorial paru dans un quotidien montréalais demandant qu'on alloue une partie de la somme à la planification, au trafic et à la sécurité afin de réduire le taux d'accidents, qui est élevé partout dans la province.

Le bill affectera les personnes qui utilisent automobiles, camions, taxis et autobus dans la région métropolitaine de Montréal. À Montréal, il y a 5,000 taxis, 28,000 camions et 140,000 véhicules-moteurs, dont un pourcentage élevé ne quitte jamais la région métropolitaine, alors les Montréalais automobilistes qui paient déjà quelque \$20,000,000

annuellement au gouvernement, en taxe de gazoline et en licences, n'en ont pas pleinement pour leur argent, considérant les sommes qu'ils remettent au gouvernement provincial.

Il considère que la nouvelle taxe va sûrement toucher la vente des automobiles fabriquées au Canada. En tout, dit-il, les automobilistes de la province paieront, l'an prochain, \$52,000,000, soit le quart de toutes les taxes perçues par le gouvernement de l'Union nationale et ils continueront à payer la taxe de vente à l'achat d'une automobile. On tue lentement la poule aux œufs d'or de l'automobilisme. D'ailleurs, les clubs d'automobilistes de toute la province se sont opposés à cette loi.

Il demande au gouvernement d'allouer une partie des revenus générés par ces taxes à l'amélioration des conditions de la circulation en milieu urbain. Le Québec est la province au Canada où le taux d'accidents d'automobiles, les primes d'assurance automobile, les taxes sur les automobiles et maintenant les taxes sur la gazoline sont les plus élevés. Ces chiffres, si on compare le Québec aux États, n'encouragent guère les touristes. Je suis certain que l'augmentation de la taxe sur la gazoline ne favorisera pas le tourisme dans la province de Québec.

L'Union nationale obtient le plus gros revenu de notre histoire cette année. Puisque le gouvernement nous demande d'augmenter les taxes, il admet, en passant un pareil bill, qu'il manque de prudence, de compétence et qu'il ne peut rencontrer ses dépenses en dépit de l'augmentation rapide des revenus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** félicite l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot), pour l'exposé substantiel qu'il a fait de cette question de la voirie et l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain), pour les progrès gigantesques du programme des travaux publics et des ponts dans Québec. Depuis que le député de Papineau est ministre des Travaux publics dans le gouvernement de l'Union nationale, dit-il, jamais notre province de Québec n'a connu un essor aussi considérable et aussi merveilleux dans le domaine de la construction et de la réfection des ponts.

Il remercie le député indépendant de Sainte-Anne (M. Hanley) de son discours et de son approbation. Le député de Sainte-Anne, dit-il, a parlé comme un vrai député indépendant, comme un homme qui a d'autre chose à faire que critiquer à tort et à travers, comme le fait l'opposition, et qui ne se laisse influencer par aucune partisanerie politique et qui n'a pas besoin de recevoir ses instructions d'ailleurs pour savoir quoi dire en Chambre. Il a

manifesté l'opinion indépendante de la province de Québec.

Le but de la loi est simple et les membres de l'opposition ont argumenté en dehors du texte de la loi. Les députés actuels de l'opposition ont repris l'attitude de faire des arguties qui paralyse le progrès de la voirie de la province de Québec, comme les anciens régimes qu'elle représente l'ont paralysé autrefois. Ceux d'aujourd'hui s'ingénient à chercher noise à une loi bienfaisante. On dirait que, dès qu'une mesure progressive est présentée, ils s'ingénient à chercher des prétextes et des excuses pour la combattre.

Pourtant, la situation est bien claire. La province se développe considérablement. Nous avons une province en plein essor. Il n'y a pas un endroit au monde où les progrès sont aussi rapides. La province est la plus grande de la Confédération et son développement phénoménal exige un vaste programme de voirie.

Comme les routes et les ponts sont nécessaires à l'expansion et à la prospérité de la province, pourquoi l'opposition ne coopère-t-elle pas? La voirie est l'adjuvant du progrès et je me demande pourquoi l'opposition tente de paralyser ce progrès. Dans toute la province, il y a de nouvelles industries, presque partout, et des endroits déserts sont aujourd'hui à l'aube d'un progrès merveilleux. Ce n'est pas le temps de faire machine arrière. C'est le temps de donner la main à ceux qui veulent la prospérité et l'avancement de la province, en leur donnant de bons chemins. C'est le temps pour le gouvernement de donner des routes à ces régions éloignées.

Comme par le passé, l'opposition a tenté de bloquer une loi progressiste et a adopté une attitude partisane au lieu de collaborer avec le gouvernement. Tous devraient collaborer pour assurer la prospérité du Québec, et la voix indépendante du Québec s'est fait entendre de nouveau par l'entremise du député de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley). C'est le devoir du gouvernement d'au moins donner des routes à ceux qui travaillent pour le progrès et la prospérité de la province en y établissant des industries.

Critiquant l'opposition amèrement, il réserve une pointe de sarcasme pour le chef libéral, Georges-É. Lapalme, qui est absent: Je lui ai donné la chance de s'exprimer, dit-il, mais il ne l'a pas fait.

Il n'est pas raisonnable de comparer la situation de la province de Québec avec celle d'États plus petits et plus densément peuplés, en ce qui a trait aux taxes exigées des automobilistes parce que les conditions sont considérablement différentes. Pour arriver à une conclusion juste et faire une

comparaison adéquate, il faut comparer des choses de même nature. C'est à cause de sa grandeur territoriale, à cause de son climat, que la province de Québec ne peut être comparée aux autres du Canada. Elle a une superficie de 611,000 milles carrés. Nous avons un territoire plus grand et un climat plus dur que l'Ontario. Nous avons aussi plus de rivières, plus de cours d'eau. Il est évident que l'entretien des routes et des ponts coûte plus cher que dans la province voisine. C'est pour cela que les besoins de la voirie sont si considérables. Le devoir du gouvernement c'est de faire écho à ces progrès immenses dont nous jouissons en donnant des routes au peuple québécois.

Qui va payer ces travaux? Nous sommes réalistes et nous disons que ceux qui se servent des chemins, ceux qui en profitent, doivent payer pour ceux-ci. Les routes servent surtout à la circulation des autos. Il est juste que les automobiles soient appelés à payer pour les chemins et non la population en général.

Que l'opposition cesse ses tactiques. L'heure de la démagogie est passée. L'heure est aux réalités et aux faits. Il n'y a aucun camouflage dans le bill proposé par le gouvernement. Un gouvernement a besoin de revenus pour agir, pour faire face aux dépenses; les chemins ne se font pas avec des prières. Nous avons besoin d'argent pour les routes et nous le demandons à la Chambre.

L'opposition prétend que la session a été convoquée plus à bonne heure pour permettre de passer ce bill numéro 8. Mais nous en avons présenté d'autres. Le gouvernement n'a pas présenté rien que cette loi. Il y avait d'autres bills sur l'ordre du jour. Le gouvernement a présenté des lois spéciales concernant Rimouski et Cabano. L'opposition a critiqué ces lois, sans cependant avoir le courage de voter contre. La Chambre a donc été appelée à légiférer pour porter secours aux sinistrés de Rimouski et de Cabano, et la session a été convoquée pour permettre au gouvernement de présenter toutes les lois qui s'imposent. De plus, le gouvernement se doit de présenter toute autre mesure d'intérêt public le plus tôt possible. Si nous n'avions présenté que deux lois, l'opposition aurait critiqué le gouvernement et lui aurait reproché de ne pas être prêt avec sa législation. Nous en présentons d'autres et elle critique quand même. Ce ne nous fatigue pas.

Contrairement à ce que d'autres ont affirmé, le gouvernement a présenté ce bill concernant un emprunt de \$60,000,000 par considération pour les droits et privilèges des députés siégeant à l'Assemblée législative. Il met l'opposition au défi de nier que la loi générale de la voirie, passée sous le

régime libéral, donne au gouvernement le droit de dépenser tout l'argent qu'il voudra pour les routes sans demander l'autorisation à la Chambre. Il y a dans les Statuts, au chapitre 141, une loi votée par les libéraux en 1941, qui permet au gouvernement de dépenser n'importe quel montant pour la voirie sans consulter les Chambres. Si le gouvernement l'avait voulu, il aurait pu allouer autant d'argent qu'il le souhaitait au ministère de la Voirie. Nous n'avions donc pas besoin de convoquer la session pour ça. Nous respectons les prérogatives des députés et on nous le reproche. Nous venons leur demander d'approuver la loi. Mais quand on respecte les droits des représentants du peuple, l'opposition critique.

Est-ce que l'opposition serait mécontente parce que nous donnons de bonnes routes aux campagnes? L'opposition va-t-elle soutenir que nous ne devons pas entretenir les chemins pendant l'hiver? Peut-elle nous reprocher d'avoir présenté une loi qui nous permet de résoudre ce problème avant, plutôt qu'après l'hiver? Est-ce que le député de Westmount (M. Marler) est contre la voirie rurale? Est-ce que le député de Westmount et celui de Verdun (M. Ross), qui n'ont pas de problème de voirie rurale chez eux s'apposeraient à ce que la province construise des routes pour les cultivateurs? Est-ce que nous n'avons pas besoin de ponts? Huit millions de dollars pour en construire des nouveaux et doter les régions qui en ont besoin, comme Valleyfield, trouve-t-on que c'est trop? La province est vaste, on l'oublie trop, et nous ne voulons être nulle part en arrière, dans la voirie pas plus d'ailleurs.

On nous parle de mandat en blanc? S'il est un mandat en blanc, c'est bien le chapitre 141. Nous n'avons pas voulu nous en prévaloir. Nous présentons une loi qui limite la dépense, qui limite le temps et qui limite l'objet. Nous sommes trop soucieux des prérogatives des députés pour agir aussi cavalièrement. Jamais, de plus, une loi n'a été présentée avec autant de restrictions dans les termes et de précautions pour protéger l'argent public. Le bill n'équivaut pas à une demande de chèque en blanc parce que son objet et le montant prévu sont délimités. De plus, le bill crée un fond d'amortissement pour la dette résultante. L'opposition sait bien que l'on peut dépenser jusqu'à concurrence de \$500,000,000 sans consulter les députés, et en vertu d'une loi libérale. Mais nous sommes trop soucieux des prérogatives des députés pour agir aussi cavalièrement. Nous consultons la Chambre et on critique.

Quant à la taxe de 2 sous par gallon de gazoline, cela représente une dépense additionnelle de 75 sous par mois environ pour un automobiliste.

Trouve-t-on que c'est trop pour les 500,000 automobilistes de la province, de payer cette somme mensuelle pour avoir de bons chemins? Les générations futures du Québec vont profiter du programme de voirie du gouvernement et il est juste qu'elles aussi paient leur part des coûts de ce programme.

Ce qui choque l'opposition, c'est que les 2 cents sont appliqués à des fins précises. Nous dépenserons de \$1,500,000 à \$2,000,000 de plus chaque année pour les chemins d'hiver. La balance, soit de \$2,500,000 à \$3,000,000, servira à payer l'intérêt et l'amortissement de la dette. N'est-ce pas de la saine et sage administration que de prendre le moyen d'éteindre la dette?

On nous a dit de verser cette somme dans le fonds consolidé de la province. On veut donc que l'on emprunte à fonds perdu. Le chef de l'opposition a parlé de dette consolidée, de dette indirecte et que sais-je. Il a fait toutes sortes de distinctions entre la dette flottante, la dette consolidée, la dette directe et la dette indirecte, pour en arriver à tout embrouiller. Mais parlons donc logique et bon sens. La seule et vraie dette, c'est la dette nette, c'est-à-dire la différence entre ce qu'on doit et ce qu'on a pour payer.

Ce qui est vrai, c'est que la dette de la province de Québec a diminué d'environ \$20,000,000 depuis que nous, de l'Union nationale, sommes au pouvoir. La province de Québec est l'endroit au Canada où la dette par tête est la plus basse et, de plus, elle est 12 fois plus petite que la dette par tête du gouvernement fédéral, ce que je dis sans intention de critiquer.

La province de Québec est aussi l'endroit où les fonds d'amortissement sont les plus considérables, les plus élevés, et où l'intérêt sur la dette est le plus bas; ce qui veut dire que nous avons le plus d'argent pour payer nos dettes.

Malgré cela, il n'y a pas une province où les travaux publics ont été multipliés comme dans la province de Québec. Les hôpitaux, les chemins, les ponts, les écoles, cela se voit. Ce sont des faits. Nous empruntons au taux le plus bas et nous voulons effectuer ces travaux qui profiteront aux autres générations comme à celle-ci en amortissant l'emprunt par une taxe.

Qui va payer pour les chemins et les ponts? Les usagers. Est-ce que l'opposition pourrait nous dire s'il elle aurait préféré que nous imposions d'autres taxes? Eût-il été juste d'établir un impôt sur le revenu pour payer les chemins par exemple? Il n'aurait pas été juste de taxer les revenus. Il n'aurait pas été juste d'établir quelque autre mesure fiscale

que ce soit pour payer les coûts du programme de voirie du gouvernement. Il semble qu'il est plus juste de taxer ceux qui profitent de ces travaux et de l'entretien des routes.

Nous ne voulons pas créer de problèmes aux autorités fédérales et nous n'établirons pas d'impôt sur le revenu tant que les questions fiscales n'auront pas été réglées avec Ottawa. De plus, nous n'avons pas l'intention d'entrer dans un champ de taxation fédérale pour ne pas créer d'embarras à Ottawa. Ces questions fiscales seront discutées à la prochaine conférence intergouvernementale canadienne entre les autorités provinciales et fédérales, même si le gouvernement provincial a tout à fait le droit d'imposer des taxes sur le revenu des particuliers.

(Applaudissements)

Nous voulons donc coopérer avec les autorités fédérales. Quant à la taxe sur les corporations, elle est déjà considérable et nous n'avons pas voulu l'augmenter. Va-t-on nous le reprocher? On parle des taxes qui existent dans le Québec et qui n'existent pas en Ontario. Mais il y a aussi des taxes imposées en Ontario qui ne le sont pas dans Québec, comme la taxe d'amusement.

Le chef de l'opposition se dit surpris que nous ayons fait payer la taxe tout de suite en déposant le projet de loi. Il était normal que la taxe soit prélevée le jour même. C'est la méthode suivie partout. C'est le seul moyen à prendre pour empêcher que certaines personnes n'éludent la taxe. Attendre pourrait permettre à certains de contourner la loi. Tous les gouvernements qui annoncent des taxes les imposent le jour même. Ni le chef de l'opposition ni le député de Verdun ne peuvent nier la chose. Il n'y avait qu'une façon d'agir, et c'était de décréter que la taxe serait prélevée à compter de minuit, le 8 novembre, le jour de l'ouverture de la session. Je mets le chef de l'opposition au défi de me nommer un Parlement au monde où les taxes ne sont pas appliquées de cette façon.

Le chef de l'opposition a parlé rétroactivité. Je trouve ces gens-là bien scrupuleux tout à coup, eux qui ont créé le 22 juin 1940 un impôt provincial sur le revenu en disant que la taxe viendrait en force non pas le 22 juin, non pas même le 1<sup>er</sup> janvier 1940, mais le 1<sup>er</sup> janvier 1939. Voilà ce que c'est que l'administration libérale!

Est-ce que cela aurait du bon sens de choisir, le 14 novembre, la date du 8 pour l'application de la taxe sur l'essence? Quand une taxe est déclarée payable, elle doit être payée par tout le monde.

Il regrette, dit-il de voir l'opposition combattre des mesures nécessaires au progrès de la province.

Car, les \$60,000,000 demandés pour la voirie, les routes et les ponts constitueront un placement qui augmentera l'actif de la province et contribuera à augmenter la prospérité.

Et la taxe sur l'essence, elle prouve la volonté du gouvernement de demander aux usagers de la route d'entretenir la voie publique.

(Applaudissements à droite)

Les résolutions sont adoptées<sup>22</sup>.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande le vote sur les résolutions.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poulin, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 72.

**Contre:** MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions relatives au bill 8 sont agréées.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 concernant un système routier approprié aux besoins de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poulin, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 72.

**Contre:** MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guay, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Plourde, Poulin, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 72.

**Contre:** MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils votent trois fois contre<sup>23</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Rivière Manicouagan**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 concernant une partie des forces hydrauliques sur la rivière Manicouagan soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit, explique-t-il, de préciser les conditions de l'aménagement des forces de la rivière et de changer certains délais. La Régie, ajoute-t-il, pourra demander à la compagnie de fournir l'électricité à Hauterive.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** s'oppose à la loi, considérant qu'elle manque de clarté et qu'elle est trop favorable à la compagnie.

Adopté après division.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 14.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 34, soit remplacé par les suivants:

"2. Le bail sera d'abord d'une durée de vingt-cinq ans, auxquels s'ajouteront deux périodes d'organisation et de construction se totalisant à cinq ans et déterminées à l'article 2a. Le bail pourra cependant, à l'option de ladite compagnie, être renouvelé pour une période supplémentaire de vingt-cinq ans, sur avis écrit donné à cet effet par ladite compagnie au ministre des Ressources hydrauliques

au moins trente jours avant l'expiration des vingt-cinq ans. Dans le cas de ce renouvellement, les conditions du bail seront les mêmes, sauf quant à la redevance ou royauté annuelle qui sera portée à un dollar et vingt-cinq cents par cheval-vapeur-an produit. En outre, le bail pourra être renouvelé pour une période additionnelle de vingt-cinq ans, à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera.

"2a. Ladite compagnie, à moins de force majeure ou de cas fortuit, devra commencer, au plus tard le premier mai 1951, les travaux d'aménagement des forces hydrauliques qui peuvent lui être louées en vertu de la présente loi et les poursuivre avec continuité et diligence de façon à pouvoir produire, au plus tard le premier mai 1954, au moins trente mille chevaux-vapeur-an. De plus, tous les autres travaux qui découlent de l'exercice des droits et concessions qui peuvent être conférés à ladite compagnie en vertu de la présente loi, devront être terminés au plus tard le premier mai 1961. À défaut par la compagnie de se conformer aux termes et conditions mentionnés au présent article, lesdits droits et privilèges conférés à ladite compagnie seront annulés en ce qui concerne la partie des travaux inexécutée."

La résolution est adoptée.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division. La résolution relative au bill 14 est agréée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 14 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Sir Thomas Chapais**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** propose,

selon l'ordre du jour, que le bill 11 concernant l'acquisition, par le gouvernement de la province, de certains biens de Sir Thomas Chapais soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne m'objecte pas au bill. J'ai lu le contrat et il me paraît valide. Je ne vois pas la nécessité de le ratifier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi évitera de faire des recherches au bureau d'enregistrement et elle fera disparaître toute inquiétude au sujet des droits d'auteur. Il fait l'éloge de Sir Thomas Chapais et ajoute que le gouvernement a l'intention de faire rééditer *Jean Talon* et autres œuvres dont pourront bénéficier les générations futures.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie les versions française et anglaise de l'article 3 qui se lisent ainsi:

"3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le secrétaire de la province à prendre les mesures nécessaires pour publier, éditer ou rééditer toute œuvre historique ou littéraire mentionnée à l'article 2."

"3. That the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Secretary to take the necessary measures to issue, publish or republish any historical or literary works mentioned in section 2."

La version anglaise est modifiée en remplaçant les mots: to issue, publish or republish", par les mots: "to publish, edit or reedit".

L'amendement est adopté.

L'article 3 ainsi amendé est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 11 concernant l'acquisition par le gouvernement de la province de certains biens de Sir Thomas Chapais.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le secrétaire de la province à prendre les mesures nécessaires pour publier, éditer ou rééditer toute œuvre historique ou littéraire mentionnée à l'article 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

2. Que les dépenses encourues pour telles publications, éditions ou rééditions seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

**M. le président:** Le comité étudie la version anglaise de la première résolution qui se lit comme suit:

1. That the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Provincial Secretary to take the necessary measures to issue, publish or republish any historical or literary works mentioned in section 2 of the act accompanying this resolution.

La résolution est modifiée en remplaçant les mots: to issue, publish or republish", par les mots: "to publish, edit or reedit".

L'amendement est adopté.

Les résolutions, ainsi amendées, sont adoptées.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 11 sont agréées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 11 concernant l'acquisition, par le gouvernement de la province, de certains biens de Sir Thomas Chapais.

Adopté.

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 11 concernant l'acquisition, par le gouvernement de la province, de certains biens de Sir Thomas Chapais.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 11 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'ordre du jour ne sera pas chargé à la prochaine séance. Tous les bills publics sont maintenant votés. Il y aura peut-être des pétitions, il y aura probablement lieu de prolonger certains délais, mais de toute façon il faudra attendre ces messieurs du Conseil législatif et la sanction des lois.

Il remercie le chef de l'opposition d'avoir permis de hâter le travail. Le chef de l'opposition a montré, dit-il, beaucoup de bonne volonté et de mauvais arguments.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** (Souriant) J'ai pu constater une fois de plus que 82, c'est plus que 8.

**Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

**NOTES**

1. Dans *La Presse* du 16 novembre 1950, à la page 7, on parle de "l'essor qu'a pris la province depuis 1945".

2. *L'Événement-Journal*, du 16 novembre 1950, à la page 1, précise qu'en 1908, le Québec comptait 396 automobilistes et qu'il en compte 550,000 en 1950.

3. Le journal *La Patrie* du 16 novembre 1950, à la page 10, parle de 1,600 milles et *The Montreal Daily Star*, à la page 33, parle de 1,521 milles.

4. Il est dit qu'en 1939, la longueur de routes macadamisées "était plus que doublée", toujours selon *La Patrie* du 16 novembre 1950, à la page 10.

5. Commentaire ironique de la part du journal *Le Canada* du 16 janvier 1951, à la page 3: "Pour rendre la classe agricole, la classe des bergers et des bergères heureuse, il faut lui donner des communications".

6. *Le Canada*, *La Patrie* et *Le Soleil* du 16 novembre 1950, respectivement aux pages 2, 10 et 17, affirment que le ministère de la Voirie a fait "asphalter la voie publique dans 735 villages", tandis que le journal *L'Événement* du 16 novembre 1950, à la page 4, parle de 635 villages. Quant à *L'Action catholique* du 16 novembre 1950, à la page 9, elle affirme que "735 milles de chemins ont été asphaltés dans les villages".

7. Il n'est question que de 450,000 voitures selon *Le Canada* du 16 novembre 1950, à la page 2.

8. Selon *Le Canada* du 16 novembre 1950, à la page 2, en donnant cette réplique au ministre de la Voirie, le premier ministre aurait été "tout sourire".

9. M. Talbot aurait été longuement applaudi lorsqu'il fit l'éloge du premier ministre. C'est du moins ce qu'affirme *Le Montréal-Matin* du 16 novembre 1950, à la page 3. Il aurait également parlé une heure, selon *Le Canada* du 16 novembre 1950, à la page 2.

10. *The Montreal Daily Star*, à la page 33, parle de \$306,707,903 sur les budgets se totalisant à \$1,048,026.70.

11. *La Patrie* du 16 novembre 1950, à la page 10, parle "de 30 % des budgets du gouvernement" et *The Montreal Daily Star*, à la page 33, parle 29.26 %.

12. C'est la somme de \$432,000,000, qui est citée dans le journal *La Patrie* du 16 novembre 1950, à la page 10.

13. Il semble que le chef de l'opposition se soit exprimé "en souriant" selon le journal *L'Événement-Journal* du 16 novembre 1950, à la page 4.

14. On fait référence à \$75,000,000 dans *La Patrie* du 16 novembre 1950, à la page 10.

15. Le chef de l'opposition cite un passage de l'article intitulé "L'Opposition bataille vigoureusement contre la nouvelle augmentation de l'impôt sur l'essence" dans *Le Soleil* du mercredi 19 avril 1939, à la page 17.

16. De nouveau, le chef de l'opposition cite un autre article, tiré cette fois du journal *Le Canada* du 21 mars 1947, à la page 2.

17. *Le Canada* du 16 novembre 1950, à la page 2, parle d'une économie de \$6,000,000.

18. On parle de 350 milles dans *La Presse* du 16 novembre 1950, à la page 7.

19. Selon *Le Canada* du 16 novembre 1950, à la page 2, le ministre des Travaux publics se serait exprimé "dans son langage-coloré".

20. Le premier ministre est intervenu "vers 4 h 45" selon le journal *Le Canada* du 16 novembre 1950, à la page 3.

21. Selon *L'Action catholique*, du 16 novembre 1950, à la page 9, M. Frank Hanley se serait exprimé en français.

22. *L'Action catholique* du 16 novembre, à la page 3, souligne que M. Chaloult n'était pas en Chambre pour la discussion, laissant entendre que le député de Québec aurait probablement souhaité participer à ce débat.

23. Selon *L'Action catholique* du 17 novembre 1950, à la page 3, "le plus long débat, celui qui s'est élevé au sujet de la dépense des \$60,000,000, a duré au plus quatre heures".

Séance du jeudi 16 novembre 1950

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Raphaël Esposito, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire (M. Johnson);
- de Roderick B. Masson, demandant l'adoption d'une loi prorogeant le partage de la succession de feu l'honorable Joseph Masson (M. Johnson).

**Lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Matte);
- de la ville de Matane, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Dubé);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Mégantic, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition d'une taxe de vente (M. Vachon).

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski;
- bill 3 pour venir en aide aux sinistrés de Cabano;
- bill 4 concernant les règlements numéros 781, 782 et 783 de la cité de Québec adoptés en 1950;

- bill 5 autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs;
- bill 6 concernant les octrois de la province au prêt agricole fédéral;

- bill 7 modifiant la loi concernant les publications et la morale publique;

- bill 9 modifiant la loi concernant les Statuts;

- bill 12 modifiant l'article 123 de la loi des cités et villes;

- bill 13 modifiant la loi de la division territoriale.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 8 concernant un système routier approprié aux besoins de la province;

- bill 10 modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation;

- bill 11 concernant l'acquisition, par le gouvernement de la province, de certains biens de Sir Thomas Chapais;

- bill 14 concernant une partie des forces hydrauliques sur la rivière Manicouagan.

**Décès de Mgr Courchesne**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les craintes que la population du Québec entretenait au sujet de la maladie de Son Excellence Mgr Courchesne, archevêque de Rimouski, et de la tragédie aérienne des Alpes françaises, se sont avérées fondées.

Il exprime la peine et le chagrin de la population ressentie à la nouvelle du décès de Son Excellence Mgr Courchesne, décès trop tôt survenu bien que le prélat fût âgé de soixante-dix-neuf ans.

L'éminent archevêque a été l'une des gloires de l'épiscopat canadien, et le rôle personnel fécond joué par le regretté disparu, sa culture exceptionnelle, son dévouement, son désintéressement et sa piété remarquable laissent des traces et un souvenir profond et durable dans la province.

Il réitère ses condoléances au clergé de Rimouski.

En signe de deuil, dit-il, j'ai demandé au ministre des Travaux publics de donner des

instructions pour que le drapeau de la province soit placé en berne au grand mât au-dessus des édifices du parlement et y demeure jusqu'après les funérailles de l'archevêque de Rimouski, Son Excellence Mgr Courchesne.

Il formule, de nouveau, ses sympathies à l'adresse des familles des victimes de la tragédie de l'air du Mont Obiou.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** se joint à cet hommage en secondant les paroles du premier ministre; il exprime ses plus profonds regrets et ses condoléances aux familles des victimes du Mont Obiou. Je renouvelle l'expression de sympathie que je leur ai adressée dans un télégramme, dit-il.

Il est incontestable que Son Excellence Mgr Courchesne a joué un rôle éminent, notamment dans le domaine de l'éducation, dit-il.

**M. Dubé (Rimouski)** exprime ses plus profonds regrets de la mort de Son Excellence Mgr Courchesne. Je désire, dit-il, exprimer toute la douleur que j'ai ressentie en apprenant le décès de Son Excellence. La disparition soudaine de notre archevêque cause un immense vide dans l'archidiocèse de Rimouski, dans lequel il avait l'admiration de tous. Je me fais un devoir de déposer sur la tombe de Son Excellence l'expression de mon regret, et de mon plus profond respect<sup>1</sup>.

#### Message du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

9 novembre 1950

*Résolu:* Que les honorables MM. Baribeau, Bovey, Brillant, Connors, Laferté, Martineau, Nicol, Raymond et Simard forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque; et que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Il est ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

#### Comité mixte de la Bibliothèque

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre envoie un message au Conseil législatif pour l'informer que les honorables MM. Paquette et Groulx, et MM. Bélanger, Blanchard, Caron, Cossette, Ducharme, Dupré, Gatién, Jolicoeur, Johnson, Kirkland, Larivière, Riendeau et Samson constitueront le comité permanent de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de l'Assemblée législative sont en cause et qu'ils représenteront celle-ci comme membres du comité mixte des deux Chambres chargés de l'administration de la Bibliothèque.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

#### Comité mixte des impressions législatives

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à l'Assemblée législative pour instituer un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours et l'informant que l'honorable M. Barrette et MM. Bellemare, Bertrand, Gérin, Leclerc, Lévesque, Marcotte, Ross, Thibeault, Thuot et Vachon représenteront l'Assemblée dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

#### Prolongation de délais pour les bills privés

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mon gouvernement n'a pas créé de précédent en convoquant les Chambres pour le 8 novembre. La présente session n'est pas une session extraordinaire. Nous avons accompli, au cours des 10 derniers jours, des travaux législatifs très importants.

Les sessions coûtent si cher qu'il ne faut pas qu'elles se prolongent indûment. C'est pour cela que nous avons voulu procéder aussi rapidement que le permet le respect de tous les droits et prérogatives des députés qui découlent de leurs fonctions et dont ils doivent jouir.

Pour ma part, j'ai voulu aussi continuer le précédent avantageux créé par le gouvernement de l'Union nationale en présentant, dès le premier jour

de la session, le plus grand nombre de lois imprimées pour que les députés aient le temps de les examiner.

Il y a eu cependant des délais inexplicables dans la présentation des bills privés. Pour donner une chance encore à ceux qui ont des bills de caractère privé à présenter, et comme la session sera ajournée aujourd'hui pour plusieurs semaines, je propose que les délais soient prolongés comme suit:

Que les délais fixés pour la déposition des bills privés chez le secrétaire des comités soient prolongés au 10 janvier 1951;

Que les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives des bills privés soient prolongés au 1<sup>er</sup> février 1951 et ceux de leur réception au 6 février 1951;

Que les délais fixés pour la présentation des bills privés soient prolongés au 14 février 1951;

Que les délais fixés pour la réception des rapports des comités élus chargés de l'examen des bills privés soient prolongés au 28 février 1951; et

Que les pétitionnaires et les promoteurs qui se prévaudront de ces prolongations de délais ne soient soumis au paiement d'aucun droit additionnel.

Adopté.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif<sup>2</sup>.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski;

3 Loi pour venir en aide aux sinistrés de Cabano;

4 Loi concernant les règlements numéros 781, 782 et 783 de la cité de Québec adoptés en 1950;

5 Loi autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs;

6 Loi concernant les octrois de la province au prêt agricole fédéral;

7 Loi modifiant la loi concernant les publications et la morale publique;

8 Loi concernant un système routier approprié aux besoins de la province<sup>3</sup>;

9 Loi modifiant la loi concernant les Statuts;

10 Loi modifiant la loi pour assurer le progrès de l'éducation;

11 Loi concernant l'acquisition, par le gouvernement de la province, de certains biens de Sir Thomas Chapais;

12 Loi modifiant l'article 123 de la loi des cités et villes;

13 Loi modifiant la loi de la division territoriale;

14 Loi concernant une partie des forces hydrauliques sur la rivière Manicouagan.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances<sup>4</sup>.

#### Travaux de la Chambre

##### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

exprime sa satisfaction et félicite les députés. La Chambre a procédé avec célérité raisonnable, dit-il. La première partie de la session est terminée.

La semaine prochaine, le 23 novembre plus précisément, je serai à Ottawa pour assister à une réunion du comité des procureurs généraux du Canada; j'y représenterai la province de Québec, à titre de procureur général. Et le 4 décembre, quand les chefs des onze gouvernements du Canada étudieront la question fiscale, nous participerons, encore à Ottawa, à une importante conférence intergouvernementale canadienne sur les problèmes fiscaux; j'y représenterai alors la province de Québec, à titre de premier ministre.

Je voudrais connaître l'opinion de l'opposition sur la date qui conviendrait le mieux pour la rentrée des Chambres en janvier et la reprise de nos travaux, ainsi que la date à laquelle nous devrions ajourner la session.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** répond qu'il n'a pas songé spécialement à ce problème. Nous avons adopté le 8 novembre dit-il, une motion

reportant la reprise du débat sur l'adresse au 24 janvier et j'ai compris que c'était le désir de la Chambre que la session soit ajournée à cette date. Il conviendrait probablement de s'entendre sur la même date pour la reprise de la session, et de s'en tenir ainsi au 24 janvier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Alors, si c'est le désir des membres de l'opposition à qui nous voulons faciliter la tâche, très bien; nous allons nous ajourner au 24 janvier. Le 24 janvier, il est probable que le chef de l'opposition aura un discours à prononcer sur l'adresse en réponse au discours du trône. Je m'y attendais et je comprends qu'il aura un grand discours à faire...

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

(En souriant) Et qui durera quatre ou cinq heures au moins<sup>5</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est bien probable, si le chef de l'opposition parle autant que son chef. Ça va être au moins ça: il parlera longtemps. Rappelant que dans l'intervalle il y aura la fête de Noël et le premier de l'An, il offre ses vœux aux députés. Comme nous ne nous réunirons pas avant les Fêtes, je souhaite d'avance, dit-il, à tous les membres de la Chambre, un joyeux Noël et une bonne, heureuse et sainte année.

J'espère que les membres de l'opposition profiteront de la période des fêtes de Noël pour réfléchir. (Moqueur) Et s'ils réfléchissent, ils s'apercevront que la palme est symbolique du dimanche des Rameaux, c'est le jour qui a précédé de peu la scène du crucifiement. J'espère que l'opposition nous reviendra avec de meilleurs principes et peut-être une nouvelle tête qui ne vaudra pas le chef actuel.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les députés libéraux à l'Assemblée législative ont fait de leur mieux pour collaborer avec le gouvernement, et expédier le travail de la session. Nous espérons que les lois que le gouvernement a fait voter par sa majorité donneront les résultats qu'il espère et le bien qu'il en attend, mais nous en doutons.

Si le gouvernement a organisé une session éclair, tout ce que je regrette, c'est que nous n'ayons pas un gouvernement éclairé.

(Rires à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Sur la douzaine de lois adoptées, neuf l'ont été à l'unanimité et l'opposition n'a voté que contre trois.

J'espère que l'éclair sera suivi d'un rayonnement et que Noël apportera dans le cœur et dans les cerveaux des membres de l'opposition une lumière qui n'y est pas, et dont ils ont besoin.

**Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée au mercredi 24 janvier 1951.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 22<sup>6</sup>.

**NOTES**

1. *L'Événement* du 17 novembre 1950, à la page 1, précise que le drapeau de la province a été mis en berne en hommage à la mémoire de Mgr Courchesne et des victimes du Mont Obiou et qu'il restera en berne jusqu'après les funérailles.

2. À 3 h 45, les députés se rendent au Conseil législatif pour la sanction des bills, selon le journal *Le Canada* du 17 novembre 1950, à la page 1.

3. À propos de l'adoption de ce projet de loi que l'on appelait familièrement "le gros bill". *L'Événement* du 17 novembre 1950, à la page 1, offre une rétrospective historique des taxes québécoises pour la gazoline depuis 1923.

4. Selon *L'Événement-Journal* du 17 novembre 1950, à la page 9, "à 4 heures, tout est terminé. Les nouvelles lois sont prêtes à être incorporées aux Statuts de la province. Les députés rentrent dans la Chambre Verte".

5. Le *Montréal-Matin* du 17 novembre 1950, à la page 7, rapporte: "Quatre ou cinq minutes au moins!"

6. *La Patrie* du 17 novembre 1950, à la page 10, ajoute qu'en soirée les députés de l'Union nationale ont tenu un caucus dans la salle du comité des bills publics.

Séance du mercredi 24 janvier 1951

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Comptes publics et législation**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je remets au greffier une copie des *Comptes publics* de la province de Québec pour l'année 1949-1950. Je vais également les remettre au chef de l'opposition et (se tournant vers le représentant de Québec) au chef du troisième parti. Je remets en même temps au chef de l'opposition copie d'une quinzaine de projets de loi du gouvernement et on remarquera que nous faisons diligence, comme d'habitude. Je remets également au chef de l'opposition une copie additionnelle des bills du gouvernement et je le prie de transmettre ces documents à son chef qui ne peut pas venir en Chambre<sup>1</sup>.

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Roméo Lefebvre, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Joseph-B. Lefebvre (M. Gatien);
- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatien);
- de la corporation du village de Sainte-Anne-de-Beaupré, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer et prélever une taxe de vente municipale (M. Prévost);
- de la cité de Grand'Mère et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi aux fins de ratifier un règlement de ladite cité (M. Ducharme);
- de la ville de Beauport, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte. (M. Prévost);
- de l'Institut des sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Chaloult);
- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Groulx);

- de la Compagnie de Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);

- des Sœurs adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom en celui de Les Moniales Bénédictines du Précieux-Sang de Mont-Laurier (M. Bellemare);

- de la corporation du village de Crabtree et des commissaires d'écoles pour la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Crabtree Mills, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir la confirmation et la ratification d'une résolution (M. Tellier);

- de la cité de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la ville de Plage-Laval (ville de Laval-Ouest), demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);

- de dame Jeannine Legault, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Henri Legault (M. Johnson);

- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la municipalité du village minier de Pascal, demandant l'adoption d'une loi dans le but d'assurer à ladite municipalité minière l'application des prescriptions du chapitre 246 des Statuts refondus (1941) (M. Miquelon);

- de Bernard Archambault, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à contracter mariage avec sa nièce, Lucille Labelle (M. Gatien);

- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Labbé);

- de Robert Berry et son épouse dame Jean Black Tait, demandant l'adoption d'une loi rendant valable l'adoption par eux de Margaret Anne Redmond et changeant son nom de famille à Berry (M. Rennie);

- de dame Alice Pelletier, en religion sœur Saint-Louis de Gonzague et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de l'hôpital Laval (M. Prévost);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer et prélever une taxe d'éducation (M. Prévost);

- de Montreal Protestant Central School Board, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes (M. Rennie);

- de Protestant Board of School Commissioners de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant l'éducation dans cette province (M. Rennie).

#### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Roderick B. Masson, demandant l'adoption d'une loi prorogeant le partage de la succession de feu l'honorable Joseph Masson (M. Johnson);

- de Raphaël Esposito, demandant l'adoption d'une loi autorisant la chambre des notaires à l'admettre à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire (M. Johnson).

#### Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 9 novembre courant, sur la motion proposée par le représentant de Rouyn-Noranda (M. Dallaire), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**<sup>2</sup> (Applaudissements à gauche) offre d'abord ses vœux de bonne année à l'Orateur de la Chambre (l'honorable M. Taché). Il renouvelle ses félicitations au proposeur et au secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône; il rappelle l'élévation de Son honorable M. Gaspard Fauteux au rang de lieutenant-gouverneur de la province de Québec; il présente ses vœux de bonne santé et de longue vie à Sir Eugène Fiset.

En ce qui concerne le congrès libéral, le premier ministre en a tellement parlé, en 1950, que je me suis demandé s'il n'avait pas l'ambition d'être candidat à la direction du Parti libéral. M. Georges Lapalme a été librement choisi; ce fut pour moi une

très grande satisfaction et, depuis son élection, je lui ai donné mon entière collaboration, et toute ma loyauté; c'est mon intention de continuer à le faire.

Depuis la nomination de notre nouveau chef, le premier ministre, à toute occasion possible, l'a critiqué de ne pas avoir accepté l'offre qu'il lui a faite, de temps à autre, de tenir une élection complémentaire, sans l'opposition du gouvernement, dans un comté actuellement représenté par un député de l'opposition et ainsi, de prendre un siège au sein du Parlement. M. Lapalme n'est pas en Chambre, mais le nouveau chef fait un travail fructueux qui ne semble pas plaire à nos amis d'en face. Je veux dire au premier ministre et à la Chambre que je crois que M. Lapalme a eu parfaitement raison de refuser le siège que le premier ministre lui offrait, parce que je considère que la tâche la plus importante, c'est la défaite du gouvernement actuel.

Je suis convaincu que M. Lapalme peut mieux assurer cette défaite en travaillant dans les comtés, comme il le fait actuellement, chose qui lui serait infiniment plus difficile s'il était obligé de suivre, comme je le fais, toutes les séances de la Chambre et toutes les séances du comité des bills privés et des bills publics. C'est évident que ça ferait sûrement mieux l'affaire de nos adversaires et du gouvernement de voir M. Lapalme passer tout son temps au Parlement, car cela l'empêcherait de faire dans la province un travail qui ne semble pas trop plaire à nos amis d'en face, les ministériels.

Il récapitule les événements de ces derniers mois. L'Année sainte, dit-il, a marqué une étape dans la vie religieuse pour les catholiques du monde entier. Tous les chrétiens prient Dieu de donner au monde les bienfaits d'une paix durable dans la pratique d'une véritable charité chrétienne. Au mois de novembre, nous étions peinés d'apprendre la nouvelle tragique de l'accident fatal survenu sur l'Obiou à un groupe de pèlerins revenant de la Ville Éternelle. À ce moment-là, je me suis joint au premier ministre pour exprimer aux familles éprouvées ma profonde sympathie. Cette malheureuse tragédie a assombri, pour les Canadiens, la fin de l'Année sainte, mais je crois que tous les Canadiens, quelles que soient leur langue et leur religion, ont été heureux de l'attachement profond démontré à leur chef par le grand nombre de catholiques qui se sont rendus à Rome, ainsi que de l'intérêt général que les célébrations religieuses ont suscité au Canada.

Mais, souligne-t-il, une situation trouble règne dans le monde qui, fatalement, affecte le Canada. L'envahissement communiste a profondément changé la pensée et la vie des nations démocratiques

du monde occidental. En somme, en face d'une situation internationale aussi complexe, ce serait manquer de réalisme que de penser que nous pouvons assurer la défense de notre pays sans être obligés d'en payer le prix, par le moyen de taxes plus lourdes. La défense de notre pays impose et imposera des fardeaux sur le budget national. Je ne veux pas m'aventurer dans une discussion de questions essentiellement fédérales, mais je crois qu'il est important de se rendre compte que la situation mondiale exerce une influence profonde sur l'économie canadienne et qu'aucune partie du pays n'en sera exempte. Nous entrons aujourd'hui dans une nouvelle ère de notre vie nationale, si on peut dire, où une large part de notre budget national devra être vouée à la défense nationale.

Il faut noter que, ces derniers mois, les conditions économiques ont été satisfaisantes au Canada. L'année 1950 aura été une année record dans la prospérité nationale, une année plus prospère que 1949; cela est dû à l'augmentation de nos exportations et à un meilleur équilibre dans notre commerce avec les États-Unis. La province de Québec en a profité; elle peut réclamer avec fierté le crédit pour une bonne partie de ces exportations aux États-Unis, car la proportion que représentent les produits de nos forêts, de nos mines et de notre production industrielle est très considérable, et il est incontestable que nous jouons un grand rôle dans ce commerce avec les États-Unis.

Un autre indice de cette prospérité est le montant des épargnes dans les banques à charte. Elles ont atteint le total sans précédent de \$4,538,000,000, une augmentation considérable sur l'an dernier. Les caisses populaires, institutions essentiellement québécoises, accusent également une augmentation appréciable de leur actif, qui atteint le chiffre éloquent de \$217,391,000. Autre indice: les ventes d'assurance-vie ont dépassé les sommes des années antérieures et l'index de l'emploi a été de 132, comparativement à 100 l'année précédente.

Les fonds ne sont pas en entier disponibles. Une partie est en circulation sous forme de prêts personnels, de prêts hypothécaires, d'immobilisations diverses. Mais il en reste sûrement une forte tranche que nos gens seraient disposés à investir dans l'exploitation de nos richesses naturelles. Il faudrait leur faire comprendre le profit qu'ils pourraient en tirer. On ne devra pas faire miroiter des choses impossibles, ou affirmer qu'il n'y a pas de risques. Non. Le gouvernement aura le devoir de donner toutes les informations nécessaires, en insistant sur cette vérité que le capital d'exploitation est exposé à

certaines ennuis, mais que c'est lui qui produit le meilleur rendement. Au cours des dernières 10 années, des progrès ont été accomplis par l'industrie de la province de Québec. Beaucoup de nouvelles industries se sont établies dans la province de Québec, mais il semble que, dans l'Union nationale, on ne s'entende pas quant au nombre que l'on a fixé jusqu'à 4,000.

En 1946, le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) a parlé de 2,000 établissements industriels nouveaux; le 11 juillet 1947, un journal mentionnait au moins 2,000 industries nouvelles; à la session qui suivit, un député avait demandé au ministre de consulter la liste des nouvelles industries, mais le ministre refusa de produire la liste des nouvelles firmes; 14 mois plus tard, soit le 5 mars 1948, le même ministre annonçait la création de plus de 5,000 entreprises industrielles nouvelles depuis quatre ans dans le Québec. Le *Monetary Times* de janvier 1950 parle de plus de 4,800 établissements industriels depuis janvier 1945. Le 10 septembre 1950, le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon), dans un discours prononcé à Matane, parlait de 6,000 manufactures nouvelles. Quelques semaines plus tard, soit le 4 novembre 1950, le premier ministre annonçait la vérité vraie, et établissait à 4,000 le nombre des nouvelles industries.

Or, le 23 novembre 1950, le ministre fédéral du Commerce (l'honorable M. Howe) publiait une déclaration sur le nombre et la distribution par province des nouvelles industries au Canada, selon les chiffres du ministère fédéral du Commerce, et ce depuis la fin de la guerre: "La province de Québec est celle qui compte le plus grand nombre d'industries nées depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Au second rang vient l'Ontario, au troisième la Colombie-Canadienne. La distribution des nouvelles industries par provinces est: Québec, 449; Ontario, 314; Colombie-Canadienne, 101; Manitoba, 61; Nouvelle-Écosse, 38; Alberta, 28; Nouveau-Brunswick, 21; Saskatchewan, 12 et Terre-Neuve, 7."

Le gouvernement semble s'appliquer à exagérer le véritable chiffre des nouvelles industries parce qu'il veut s'arroger le crédit de l'établissement de chaque nouvelle industrie, comme si cet événement dépendait de lui. Mais quelles que soient les divergences d'opinion qu'on peut avoir sur le nombre de nouvelles industries dans la province, nous ne pouvons avoir de doute quant à l'activité économique extraordinaire manifestée au cours de 1950.

L'activité économique nous intéresse évidemment, mais nous savons que, de toutes les

questions qui préoccupent le peuple en général, aucune ne lui semble plus importante que celle du coût de la vie. L'inflation est à son plus fort. À la fin de novembre dernier, l'index est monté à 170.7 en comparaison avec le chiffre de 161.5 à la fin de 1949 et de 119.5 il y a cinq ans. Ceci veut dire que la majeure partie, sinon la totalité des augmentations de salaires depuis 1944, a servi non pas à rehausser le niveau de vie des ouvriers et salariés, mais plutôt à faire face à la hausse continue des prix des éléments qui composent le budget familial.

Devant une telle situation, une solution partielle est l'importance pour les gouvernements, à tous les niveaux, de pratiquer l'économie intensivement et de limiter leurs dépenses à celles qui sont réellement nécessaires. Il insiste sur la nécessité des économies dans les familles. Il ajoute que les compagnies aussi devraient s'efforcer de prévenir d'autres hausses du prix de la nourriture, des vêtements et d'autres articles qui font partie du budget familial.

Lorsqu'on examine le budget du gouvernement d'en face et lorsqu'on se rend compte de la gestion des argent à lui confiés par les contribuables, on peut dire sans exagération qu'il y a de la place pour l'économie. Le Québec devrait entrer dans cette voie; mais il ne s'agit pas pour le gouvernement de commettre des injustices à l'égard de ses employés, ni de priver les contribuables des services qu'ils ont le droit d'attendre de leur gouvernement, mais plutôt d'éviter les dépenses qui ne sont pas urgentes et de réaliser le maximum d'économie dans l'exécution des travaux qu'il entreprend. Certes, il semble inévitable qu'à cause des conditions mondiales, nos contribuables aient à payer des impôts plus lourds, pour plusieurs années; mais du moins ils ont droit d'attendre des gouvernements la suppression du gaspillage et la mise en vigueur d'un véritable programme d'économie.

Il fait un plaidoyer en faveur du développement de nos ressources naturelles avec des capitaux canadiens et québécois. Chaque fois, dit-il, que je me rends compte du chiffre des épargnes, et dans nos banques à charte et dans nos caisses populaires, ainsi que du montant considérable d'assurance-vie vendues par nos compagnies au Canada, et des actifs énormes de ces compagnies, je ressens un grand désappointement du fait que les Canadiens et les Québécois ne participent pas dans une plus grande mesure au développement de nos ressources naturelles. Je ne veux pas que la participation québécoise se limite aux taxes payables sur le capital investi et sur les profits qu'il rapporte, ainsi qu'aux traitements et salaires payés pour

l'extraction et le transport du minerai. Au contraire, je veux que nous participions à la direction de ces entreprises, que nous contrôlions leurs activités, et que nous touchions les profits.

Le gouvernement provincial actuel ne cesse de lancer des invitations au capital étranger pour qu'il vienne s'établir chez nous. Cette politique avait son heure dans le passé, mais il faut que ce soit nous, les Canadiens, les Québécois, qui fournissions le capital de risque, ce qu'on appelle en anglais "The venture capital", pour conserver nos richesses. Nous devons aujourd'hui nous rendre compte dans une plus grande mesure des avantages qu'il y aurait à entreprendre nous-mêmes la mise en valeur de nos richesses. Le gouvernement pourrait aider à cela en cessant de faire appel au capital étranger et en renseignant les Canadiens et les Québécois sur les avantages qu'ils pourraient retirer à placer leurs capitaux dans nos richesses naturelles, ainsi que dans les grandes industries du Québec, afin de recueillir les avantages de la mise en valeur de nos richesses.

Ce n'est pas dans un esprit de provincialisme ou de chauvinisme étroit que je soutiens cette thèse; je le fais parce que nous avons toutes ces richesses, et elles seraient à notre disposition si nous fournissions le capital nécessaire. Je ne suis pas le seul à soutenir cette thèse. M. J.-U. Boyer, vice-président de la Banque Provinciale du Canada, a émis un avis sensiblement analogue. En effet, lui et M. James Muir, président de la Banque Royale, ont dit: "Si c'est vrai que le capital américain s'empare de notre économie, nous n'avons que nous à blâmer". Il ne s'agit pas de dire à ceux qui ont du capital qu'il n'y a pas de risques à courir. Il s'agit de leur montrer les avantages à recueillir si nous prenons ces risques de façon intelligente.

Nous avons le cas des gisements de fer de l'Ungava. Tout le monde se rappelle que le permis d'exploitation a été abandonné à une compagnie étrangère, la Hollinger North Shore Exploration; l'an dernier, pour mieux assurer l'exploitation des gisements, cette compagnie a transporté une grande partie de ses droits à la compagnie Iron Ore Company of Canada. Dans l'Ungava, la compagnie n'a pas été organisée par des Canadiens, mais par quelques grandes aciéries américaines, conjointement avec les intérêts Hollinger-Hanna; ce qu'il y a de malheureux, c'est que comme conséquence de ce transfert, la part du lion des profits sera encaissée par les grandes aciéries américaines et non par le capital canadien et québécois.

C'est à peu près la même chose pour l'extraction des gisements de titane avec l'exemple

des dépôts de titane au lac Tio, au nord de Havre-Saint-Pierre. C'est encore le capital américain qui est responsable de ce développement. Heureusement, dans ce cas, le minerai devra être traité dans la province, mais les profits de ces opérations, une fois les impôts, les taxes, les gages et les salaires, payés, seront recueillis par ceux qui ont fourni les capitaux nécessaires. À propos de nos gisements de titane, un article du *New York Times* montre qu'une partie du traitement du minerai se fait chez nous, mais que la conversion en métal se fera aux États-Unis.

En effet, la première opération de raffinage sera faite à Sorel, dans la province de Québec, mais c'est aux États-Unis que le produit sera transformé en métal. Je regrette que ce ne soit pas du capital canadien ou québécois. Dans ces deux cas, ce sont des intérêts presque exclusivement américains qui ont investi les capitaux. La conséquence? Le minerai de fer risque fort d'être exporté directement aux États-Unis. Si nous avions pu convaincre les Canadiens des immenses possibilités de ces mines, nous en serions plus tard les bénéficiaires.

C'est donc le capital américain qui exploite nos mines de fer de l'Ungava et nos mines de titane au nord de Havre-Saint-Pierre. Même chose pour l'amiante, je l'ai dit l'an dernier. Nous sommes les plus grands producteurs d'amiante au monde. Malgré cela, nous ne retirons qu'une fraction des profits que nous devrions attendre de ce bien. Pourquoi? Des étrangers sont propriétaires de nos mines. Ils font transporter la presque totalité du produit brut chez eux, où il est transformé en une multitude d'objets. Pourquoi faut-il que la plus grande partie de nos matières premières soit manufacturée aux États-Unis? Nous exportons l'amiante et nous rachetons des États-Unis, pour des millions de dollars, l'amiante dont nous avons besoin. Il me semble qu'il y a là une situation anormale qui réclame l'attention sérieuse du gouvernement provincial. Faudra-t-il envisager la possibilité de ne plus exporter notre énergie électrique afin d'attirer chez nous l'industrie?

Le premier ministre aime les suggestions constructives. En voilà une. Le gouvernement qui convaincra les Québécois de prendre en main l'exploitation de leurs richesses, qui les aidera à le faire, aura fait de la bonne besogne. Le premier ministre a là un merveilleux moyen de donner à sa province.

Notre plus belle ressource, c'est notre force ouvrière, qui a une stabilité et un gros bon sens qui ne sont dépassés nulle part ailleurs. Au chapitre des salaires, il regrette que l'écart entre la moyenne

hebdomadaire des salaires payés en Ontario et ceux payés dans le Québec se soit accru depuis quelques années et augmente toujours. En 1944, cette marge était de \$2.56 par semaine. À la fin de novembre 1950, les derniers chiffres donnent un écart de \$4.03, ce qui veut dire qu'en moyenne, l'ouvrier ontarien gagne environ \$200 de plus par année que son confrère de Québec. Évidemment l'industrie lourde de l'Ontario explique en partie cette différence. Il souligne aussi que les salaires dans l'industrie de la pulpe et du papier sont plus élevés dans le Québec que dans l'Ontario, mais il note que, dans l'industrie de la forêt, l'ouvrier québécois gagne en moyenne \$37.35 contre \$45.39 en Ontario, soit un écart de \$6.04.

La situation est défavorable à nos ouvriers, dit-il, et on doit tâcher de l'améliorer et de la rendre plus équitable. Un rajustement des gains entre les ouvriers de l'Ontario et du Québec s'impose donc. Il peut sembler contradictoire de préconiser des augmentations de salaires pour les ouvriers québécois et de parler en même temps d'une politique générale d'économie, soit de l'effort que tout le monde doit donner afin d'empêcher les augmentations dans le coût de la vie. Mais il me semble que nous devons nous attendre à ce que les rajustements de salaires auxquels nos ouvriers ont droit soient différés indéfiniment, pendant que les ouvriers de la province voisine continuent à recevoir des salaires plus élevés. De toute façon, l'écart des salaires n'est pas compensé par l'écart du coût de la vie dans les deux provinces. Un arrêt à la marche ascendante des prix ne nécessite pas un moratoire sur la justice pour les ouvriers.

Il traite longuement la question de l'agriculture et souligne l'importance de la classe agricole. Il dit l'encouragement qu'il faut donner à l'agriculture, à la colonisation. Il rappelle d'abord le 60<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement de l'Ordre du mérite agricole et déclare: L'agriculture québécoise, pour une foule de raisons qu'il n'est pas nécessaire d'énumérer, doit occuper la première place dans la pensée des gouvernants, car la province ne peut prospérer à moins que l'agriculture québécoise ne prospère.

Il conseille aux agriculteurs du Québec de prendre la bonne habitude de tenir des statistiques sur leurs diverses productions, car, dit-il, il devient de plus en plus nécessaire à la classe agricole de surveiller ses méthodes, d'améliorer ses moyens de production, tout en diminuant et en contrôlant le coût de l'exploitation.

Il recommande deux autres moyens d'améliorer la production et d'en diminuer le coût: une mécanisation

plus complète des fermes et l'amélioration constante des graines de semence. Le rôle du gouvernement, dit-il, est de s'occuper de ces questions. En effet, le gouvernement peut aider énormément dans cette tâche en indiquant les meilleures méthodes à suivre.

La mécanisation est en général un problème individuel, note-t-il. Elle peut être avantageuse, mais il faut éviter une surmécanisation onéreuse. Le gouvernement doit améliorer la qualité des semences et rechercher de nouvelles récoltes. Un cultivateur ne pourrait pas supporter les frais et les risques de nouvelles expériences.

Il rappelle que la création de l'industrie de la betterave à sucre, par le Parti libéral, a été violemment combattue par l'Union nationale. L'Union nationale, dit-il, surtout lorsqu'elle était dans l'opposition, combattait à mort l'introduction par le gouvernement libéral de M. Godbout de la culture de la betterave à sucre. Elle a tout fait en 1942 pour empêcher la betteraverie de Saint-Hilaire, et même après son arrivée au pouvoir, en 1944, elle a donné à cette initiative un encouragement très tiède. Pourtant, M. Charles Saint-Pierre, président de la Banque Canadienne Nationale, lui a accordé de l'importance dans son discours annuel. Il y déclare que la preuve est désormais faite non seulement que cette industrie est viable dans la province de Québec, mais qu'elle peut devenir lucrative.

En dépit du manque d'enthousiasme du gouvernement, nos cultivateurs ont persisté et ils ont prouvé finalement que la betterave à sucre est une récolte qui rapporte des revenus importants. En effet, celle-ci s'avère un succès car, cette année, nos cultivateurs ont produit 140,000 tonnes de betteraves, d'une valeur approximative d'à peu près \$2,000,000. Il s'agit maintenant de faire qu'elle continue à prospérer. Pour le moment, je n'entrerai pas dans le détail de l'administration financière de l'usine de Saint-Hilaire.

Je ne songe jamais à l'agriculture québécoise sans regretter qu'une partie très importante des légumes consommés dans nos grands centres proviennent des autres provinces ou de l'étranger, voire même des États-Unis; c'est le cas à Montréal, à Québec et dans d'autres marchés importants. Les statistiques de 1940 démontraient qu'une très forte proportion des pommes de terre et une grande proportion des légumes et des fruits provenaient de l'étranger; cela est inévitable dans une certaine mesure, mais il faudrait voir à diminuer ces importations autant que possible. Il serait donc très avantageux que l'on augmente, dans la province de Québec, la consommation des fruits et des légumes provenant de nos fermes québécoises.

Il y a quelques années le gouvernement s'est fait autoriser à construire des entrepôts frigorifiques pour les légumes périssables, mais je n'ai pas encore entendu dire que ces entrepôts aient été construits. En effet, en 1948, une commission a été créée pour étudier les techniques modernes de culture et de conservation des produits agricoles saisonniers, mais son rapport, s'il a été produit, n'a pas été publié. Je me demande si le gouvernement n'a pas tout simplement classé l'affaire. Pourquoi le projet gouvernemental de construction d'entrepôts frigorifiques pour les légumes n'a pas eu de suite? Où sont ces entrepôts frigorifiques pour la construction desquels le gouvernement s'est fait voter de l'argent? Pourquoi on n'a plus entendu parler du comité formé en 1948 pour étudier la technique moderne de la culture et de la conservation des produits agricoles saisonniers?

Il ne suffit pas que le gouvernement se limite à se vanter du crédit agricole et des résultats de l'Office d'électrification rurale. Il faut que le cultivateur bénéficie d'une aide et d'une collaboration plus directe. Il me semble donc très important que le gouvernement révise toute sa politique d'aide à la classe agricole.

Plaidant en faveur d'une colonisation dans la province dont on se vanterait moins et qu'on rendrait plus concrète, il conseille vivement au gouvernement de changer ses tactiques actuelles et d'instaurer une politique de colonisation active et énergique. La colonisation est intimement liée à la question de l'agriculture, dit-il. Si l'agriculture doit progresser, il faut que nous prenions les moyens pour étendre le domaine agricole et pour encourager l'établissement des fils de cultivateurs et d'autres personnes ayant des aptitudes pour l'agriculture. Cela nécessite l'intervention du gouvernement.

Il s'étonne ensuite du peu de succès de la politique de colonisation du gouvernement, malgré le plan moderne qu'il promettait en 1945 et les \$16,000,000 qu'il se faisait voter. D'après les *Comptes publics* et l'état sommaire publié par le trésorier de la province (l'honorable M. Gagnon) en août dernier, on a dépensé pour la colonisation la somme de \$45,453,262<sup>3</sup>, du 1<sup>er</sup> avril 1945 au 31 mars 1950. Le ministère se donne beaucoup de peine pour faire de la publicité autour des départs de colons, mais on a l'impression que le grand total n'est pas très considérable. Il y aurait eu seulement 187 nouveaux colons en 1949. Ce n'est pas beaucoup, surtout lorsqu'on sait qu'il y a tous les ans des milliers de jeunes qui atteignent leur majorité.

Il y a une impression assez générale qu'en dépit des dépenses du gouvernement en six ans<sup>4</sup>, le

ministère de la Colonisation n'a fondé que deux nouvelles paroisses depuis 1944, à savoir Despinassy et Languedoc, dans l'Abitibi. Ce n'est pas tout de dépenser, il faut encore des résultats qui s'expriment en termes de chefs de familles établies et de nouvelles paroisses fondées. Il semble évident qu'il faut donner plus d'importance au recrutement du nouveau colon si nous voulons réussir à donner à la colonisation l'essor qu'elle doit avoir. Cette impression est peut-être mal fondée, et il se peut que le ministère ait fait mieux qu'on le pense; j'invite le gouvernement à donner à la Chambre des précisions.

Je sais que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin), à la fin d'août, dans un discours qu'il a prononcé à Saint-Georges de Beauce, a déclaré que des octrois pour 76 chapelles ont été accordés par le ministère; mais la réponse que tout le monde veut savoir, c'est le nombre de nouvelles paroisses fondées depuis 1944. J'invite le ministre à répondre directement à cette question et à nous fournir ce renseignement.

À propos des hôpitaux et de l'assistance publique, il remercie le gouvernement de sa généreuse souscription à la campagne en faveur des hôpitaux de Montréal. Si, grâce à la collaboration entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, on a construit beaucoup d'hôpitaux, il reste à envisager le problème de la situation financière des hôpitaux.

Il fait un historique de la loi de l'assistance publique en concluant que les montants alloués par le gouvernement aux hôpitaux pour le traitement des malades ne sont pas suffisants. À cause de l'augmentation des salaires, du prix de la nourriture, etc., la contribution gouvernementale s'avère insuffisante, dit-il. Le gouvernement doit aussi assumer une plus large portion du coût d'hospitalisation des indigents. En effet, nos hôpitaux sont en déficit. Ils reçoivent de la province et de la cité \$6 par jour par indigent dans la catégorie A et, en 1949, le coût par patient était de \$11.74 par jour à l'Hôpital homéopathique, de \$10.96 au Royal Victoria. Le gouvernement doit apporter le remède.

Je ne veux pas terminer sans parler des relations fédérales-provinciales et de la question constitutionnelle. Les séances des conférences s'étant tenues à huis clos, on n'est renseigné que sur le fait, fourni dans un discours à la radio par le ministre fédéral de la Justice, M. Stuart Garson, que les provinces s'étaient entendues sur la classification d'une centaine d'articles de la Constitution, ce qui en laisse encore beaucoup à classer. Comme je le disais tantôt, la plupart des séances de la conférence

constitutionnelle ont été tenues à huis clos. Cela se comprend, mais les communiqués, remis après les huis clos à la presse, sont trop laconiques.

Je crois que ce serait malheureux de perdre de vue que le public canadien et québécois s'intéresse beaucoup à cette question, et qu'il serait opportun d'avoir, de la part des autorités concernées, un compte rendu des progrès réalisés jusqu'à date. Le public n'est pas renseigné sur les progrès de la conférence fédérale-provinciale sur la Constitution; je demande donc au gouvernement de donner des précisions sur les résultats de la conférence constitutionnelle de septembre dernier à Québec.

J'envisage la question constitutionnelle comme une question d'une importance qui dépasse de beaucoup la partisanerie politique, et nous, de l'opposition officielle, sommes prêts à donner notre entière collaboration dans l'étude de cette question, afin de faciliter le rapatriement de notre Constitution aussi rapidement que possible.

Je veux aussi exprimer ma satisfaction que la dernière séance plénière de la conférence ait eu lieu à Québec, dans notre capitale, sur l'invitation du gouvernement. Il me semble qu'il importait que notre gouvernement fasse l'invitation qu'il a faite et je suis heureux que les délégués l'aient acceptée. Je crois que le fait d'avoir siégé dans notre capitale a permis aux délégués venant des autres provinces de mieux se rendre compte de l'atmosphère québécoise et de mieux connaître notre mentalité et de mieux apprécier nos traditions. J'espère que les travaux accomplis à Québec vont donner des résultats fructueux et qu'il ne faudra pas attendre trop longtemps pour avoir une Constitution entièrement canadienne.

Nous continuerons à collaborer avec le gouvernement. Lorsqu'il fera bien, dit-il, nous le dirons. L'opposition se propose d'approuver les bonnes mesures et de combattre, autant que possible, les mesures qui, à mon avis, ne seraient pas dans l'intérêt commun. En somme, c'est l'intérêt commun, l'intérêt de tout le peuple, que nous voulons placer au premier plan, et c'est notre intention de nous inspirer toujours de ce principe<sup>5</sup>.

(Applaudissements à gauche)<sup>6</sup>

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>7</sup>**

(Applaudissements à droite) présente ses vœux aux députés et à la population de la province de Québec à l'occasion de la nouvelle année. À tous, santé, bonheur, prospérité; il est encore temps.

Le discours du trône est le manifeste de la politique du gouvernement. Encore une fois, le gouvernement donne un exemple de la considération

qu'il a pour les députés de l'Assemblée législative, et ce, suivant son habitude, en présentant déjà, le premier jour de reprise des travaux, quelque 25 à 26 bills imprimés et traduits, ainsi que les *Comptes publics*.

Je regrette que le chef de l'opposition, probablement par oubli, n'ait pas fait écho aux démonstrations qui ont marqué la proclamation du dogme de l'Assomption et la béatification de Marguerite Bourgeoys. À ces fêtes religieuses magnifiques, le gouvernement de Québec était représenté par quatre ministres qui ont jeté un grand lustre sur la province de Québec par la façon dont ils se sont acquittés de leur représentation dans la ville de Rome.

Je reproche au chef de l'opposition d'avoir passé la moitié du temps de son discours dans la capitale fédérale, ce qui est normal, puisque c'est de là que vient son chef, Georges Lapalme, ancien député fédéral de Joliette-L'Assomption-Montcalm. C'est à Ottawa qu'il va chercher ses statistiques et ses exemples. Rien de surprenant. Quand on a un chef d'ailleurs, il est naturel qu'on prenne ses exemples ailleurs.

Quant à nous de l'Union nationale, M. l'Orateur, nous n'avons pas le temps de nous occuper de ces problèmes; nous en avons d'autres à régler, d'autres choses sérieuses à faire que de nous occuper de ces questions étrangères.

Le chef de l'opposition a parlé de la convention fédérale-provinciale au cours de laquelle il a été décapité, et l'opposition également. Il a même laissé entendre que si l'absent a été préféré au présent, c'est que l'autre était préférable et supérieur. C'est pousser la modestie un peu loin.

Une chose est certaine, c'est que l'Assemblée législative a trop de problèmes graves dont elle doit discuter pour parler de M. Lapalme. Je comprends bien sûr que l'opposition se trouve dans l'embarras, étant décapitée. Comme son chef qui a peur d'un siège en cette Chambre, on a remarqué aussi que le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) n'a pas eu le courage de répéter ici les discours qu'il fait ailleurs. Il a préféré nous faire un discours à l'eau de rose sur des sujets étrangers à la politique provinciale, une dissertation générale sur la situation mondiale et sur celle du Canada.

Il est tout de même regrettable que l'opposition ait été chercher sa tête au loin pour s'occuper des affaires provinciales. À l'heure actuelle, les libéraux ont commis une grave erreur et offert le spectacle d'une opposition décapitée.

Le devoir des gouvernements provinciaux est d'être indépendants des partis fédéraux. Nous allons

donc nous confiner au domaine provincial conformément à notre mandat et à notre devoir de rester indépendants de tous les groupements fédéraux.

Les questions de Québec et les affaires québécoises doivent être réglées par des gens de Québec et non pas par des politiciens d'Ottawa.

L'Union nationale, depuis son arrivée au pouvoir, a assuré à la province de Québec la stabilité et la sécurité dont elle avait besoin, en lui donnant définitivement, et comme jamais auparavant, une politique à base familiale, sociale et nationale.

Cette politique a manifesté un esprit de continuité et mon gouvernement est resté fidèle à la ligne de conduite qu'il s'imposait en revenant au pouvoir en 1944. Dans un monde aux prises avec l'instabilité, la confusion et l'incertitude, nous avons la satisfaction d'avoir un gouvernement qui applique une politique stable fondée sur le bon sens commun, la justice, et la logique pour tous et chacun.

Nous ne devons jamais oublier que la démocratie ne signifie pas un gouvernement pour une classe et par une classe, mais un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. C'est précisément ce que mon gouvernement donne aujourd'hui aux habitants de cette province en nous rappelant le mot célèbre de Lacordaire: "L'homme juste est celui qui peut mesurer ses droits à ses devoirs".

Il passe en revue les œuvres et réalisations du gouvernement dans divers domaines, suivant la ligne de conduite générale de l'Union nationale, et il insiste sur l'institution du prêt agricole, l'établissement des fils de cultivateurs, l'électrification des campagnes et l'interdiction de l'oléo-margarine pour protéger l'industrie laitière.

Le gouvernement a compris d'abord qu'il fallait assurer le progrès durable et le bien-être de la classe agricole. Il a constaté la détresse des cultivateurs qui étaient en banqueroute et qui désertaient les campagnes en quittant la terre pour aller travailler dans les villes aux moments les plus noirs de la dépression. Le gouvernement a sauvé ainsi la classe agricole dans un geste fécond et sauveur, en lui rendant d'éminents services, dont les bienfaits se répercuteront dans l'avenir et pour toujours.

Nous avons pensé que le fondement de notre économie devait être la prospérité agricole. Il existait un organisme fédéral qui ne convenait pas à la province de Québec et aux besoins des gens de chez nous; nous avons affirmé les droits de la province et l'autonomie du Québec, en établissant un prêt agricole provincial répondant aux besoins des cultivateurs. Rien n'a autant aidé les cultivateurs à demeurer sur la terre que le prêt agricole provincial, mieux adapté

à nos conditions de vie que le prêt fédéral; et pas une seule institution n'a fait autant que ce prêt.

Par ce geste sauveur, nous avons mis véritablement en application une politique familiale, sociale et nationale, en gardant sur le bien ancestral ceux que l'on considère comme les piliers de l'ordre, et en sauvant la société scolaire et municipale. En effet, nous avons sauvé du même coup plusieurs familles, commissions scolaires et municipalités rurales en leur permettant de récupérer des taxes municipales et scolaires non payées.

Ce n'est pas tout. En assurant aux cultivateurs la propriété du sol grâce à ce prêt, le gouvernement a permis la continuité des opérations agricoles et favorisé l'établissement des milliers de fils de cultivateurs qui autrement seraient allés battre le pavé des villes. Le gouvernement a fait là un acte fécond qui aura de grandes répercussions à l'avenir. Grâce à ce geste familial, social et national, la province a été sauvée du désastre.

Le gouvernement a aussi, grâce au drainage, agrandi notre domaine cultivable de 365,424 acres de terre depuis 1945, de sorte que le patrimoine des Canadiens français a été augmenté d'autant. Voilà encore la manifestation d'une politique familiale, sociale et nationale.

Nous avons pensé aussi à rendre la vie plus agréable aux cultivateurs, en leur fournissant de l'électricité. Nous avons donc commencé notre politique d'électrification rurale, politique qui a contribué elle aussi à garder sur la terre les gens de chez nous, en leur rendant la vie plus facile. Dans une province si riche en ressources hydrauliques, une des plus riches au monde en ressources hydrauliques, il n'était pas convenable que les villages, les fermes et les campagnes soient privés d'électricité. Le gouvernement a donc pris les mesures pour faire électrifier nos fermes et a contribué du coup à la solution du problème de la main-d'œuvre agricole, étant donné qu'un cheval-vapeur fait, en moyenne, le travail d'un bon homme qui travaillerait régulièrement pendant 24 heures par jour. Voilà un geste durable posé suivant le plan d'ensemble que nous avons tracé à notre arrivée au pouvoir.

Puis nous nous sommes dit que les cultivateurs ont besoin d'écoles d'agriculture. Nous leur en avons donné. Ils avaient besoin de services de médecins, nous avons pris les moyens de leur en fournir en passant une loi et en faisant voter par la Chambre un montant très considérable. Ils voulaient des médecins-vétérinaires. Ils en ont eus par l'École de médecine vétérinaire que nous avons établie à Saint-Hyacinthe.

L'Union nationale avait promis de sauver l'industrie laitière de la province. C'est nous qui avons eu le courage d'établir un régime anti-oléomargarine, pour protéger les cultivateurs et le marché du beurre dans la province. Et je sais qu'en certains milieux, on dira qu'il n'est pas raisonnable de défendre la fabrication et la vente de l'oléomargarine, que cette décision est au désavantage des ouvriers des villes. Pourquoi empêcher la consommation d'un produit qui coûte moins cher que le beurre? Je réponds: Dans la vie québécoise, on doit considérer tous les aspects d'un problème de ce genre.

Je ferai donc remarquer que les cultivateurs peinent pendant de plus longues heures que les autres, nous fournissent la nourriture et le vêtement et se sacrifient pour nous. Les gens des villes se contenteraient difficilement des salaires qu'on gagne sur la ferme. La classe agricole, il faut le reconnaître, fait donc beaucoup plus de sacrifices que l'ouvrier des villes. N'est-ce pas le devoir des villes, alors, de payer un peu plus cher pour sauver l'industrie laitière, qui est à la base de l'agriculture?

Ce n'est pas tout ce qu'a fait le gouvernement. Nous inspirant toujours de la politique familiale, sociale et nationale, nous avons posé également des actes sauveurs pour les autres classes de la société québécoise.

Pour aider la jeunesse, l'Union nationale a multiplié partout les écoles. Nous avons voulu que nos jeunes, dont les talents sont tout à fait remarquables, deviennent des compétences dans leurs sphères respectives. Pas un gouvernement n'a autant fait pour l'éducation en 50 ans que l'Union nationale en quatre ans pour multiplier les écoles et assurer à la jeunesse de chez nous la plus grande richesse possible, soit le capital par excellence, celui qui est étranger aux fluctuations de la bourse: l'instruction et la compétence. Quand nous donnons aux gens de chez nous l'instruction, nous leur donnons un trésor qu'ils peuvent augmenter par le travail et par l'effort et que rien ne peut leur enlever.

À l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale, l'enseignement primaire était dans une situation pitoyable. En 1944, un grand nombre de commissions scolaires étaient aux portes de la faillite en raison des dettes accumulées. D'un seul coup, le gouvernement les a sauvées par un acte de courage, en absorbant leurs dettes au montant de \$110,000,000. Le chef temporaire de l'opposition et ses amis nous disent: Mais où va tout l'argent de la province? L'argent de la province va à l'instruction, à l'agriculture, à la santé. En effet, nous avons dépensé pour l'éducation, pour la santé, pour

l'ouvrier, pour toutes les classes de la société. Si vous voulez ouvrir les yeux et faire le tour de la province, vous allez voir où va l'argent du peuple. C'est là qu'il va! Nous n'avons pas besoin d'aller ailleurs, nous, pour trouver des centaines de millions.

Nous ne nous sommes pas contentés d'aider l'enseignement primaire. En effet, le gouvernement a aidé non seulement l'enseignement élémentaire, mais également l'enseignement secondaire, en multipliant les octrois en sa faveur. Nous avons aussi donné des millions pour les universités, dont les besoins étaient très grands. Nous avons donc aidé l'enseignement à tous les paliers.

Mais ce n'est pas tout. C'est l'Union nationale qui a établi le premier ministère de la Jeunesse au pays et en Amérique, pour aider les jeunes à prendre les places qui leur reviennent dans l'industrie et le commerce de chez nous. Nous avons développé l'enseignement spécialisé afin que nos jeunes Canadiens, pleins de talents, puissent prendre des places de choix. Jamais nos compatriotes n'ont occupé des positions plus avantageuses qu'aujourd'hui. Et cela, c'est dû en grande partie à la politique de l'Union nationale de développer les écoles spécialisées.

Depuis que le ministère de la Jeunesse est créé, il a construit et agrandi dans la province 30 écoles d'enseignement spécialisé, au coût global de \$9,156,091.60, notamment à Montréal, à Québec, à Saint-Hyacinthe, à Chicoutimi, à Joliette, à Saint-Gabriel de Brandon, à Sorel. L'Union nationale a dépensé \$312,184.04 pour l'École de textile de Saint-Hyacinthe, \$160,000 pour l'École d'automobile de Montréal, \$1,575,000 pour l'École de papeterie de Trois-Rivières, la plus grande et la mieux organisée au monde. Montréal possède également l'École des arts et métiers la plus considérable du Commonwealth, l'École de commerce, l'École forestière, les écoles ménagères, etc. Si nos amis d'en face ne le savent pas encore, je puis leur dire que c'est là que va l'argent.

Depuis quatre ans, l'Union nationale a posé des actes sauveurs en faveur de la famille québécoise. Nous dépensons pour mettre en application une politique familiale, sociale et nationale dont profite toute la province.

Les diplômes, les connaissances, c'est nécessaire! Mais la santé? Pour favoriser la santé, l'Union nationale a construit ou agrandi 64 sanatoriums ou hôpitaux, au coût global de \$48,000,000. Le chef de l'opposition vient de nous dire qu'Ottawa a fourni sa part. Oui, sa part: il paie un dixième. Si cela suffit au chef de l'opposition, qu'il s'en contente tout seul.

L'assistance publique, qui coûtait \$5,000,000<sup>8</sup> sous les régimes libéraux, coûte maintenant \$17,000,000.

Le premier ministère de la Santé, c'est l'Union nationale qui l'a donné. Nous avons aussi institué des cliniques, multiplié les unités sanitaires. Il y a encore des améliorations possibles, mais entre hier et aujourd'hui, il y a toute la différence du monde. Sous les régimes libéraux, la province avait la triste réputation d'avoir le taux le plus élevé de mortalité par la tuberculose.

En effet, la province souffrait de tuberculose; toutefois, le gouvernement actuel de l'Union nationale a amélioré la situation, notamment en faisant autoriser par les Chambres un crédit de \$10,000,000 pour sauver notre race et faire la guerre aux ravages de cette terrible maladie. Grâce au travail du ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette), cette menace de la tuberculose a été vaincue. Et je puis ajouter que l'Union nationale paie 95 % du coût d'hospitalisation et de traitement des tuberculeux.

Mon honorable ami se contredit. Il se plaint que les salaires ne sont pas assez élevés et ajoute que dans les hôpitaux, ils le sont tellement que les hôpitaux sont en déficit. Voilà la logique d'une opposition décapitée qui prend ses inspirations ailleurs au lieu de les prendre en Chambre.

Le gouvernement de l'Union nationale s'est également occupé, avec une attention toute particulière, de la santé de l'esprit et du cœur. Nous ne nous occupons pas seulement de la santé du corps; il y a celle de l'âme aussi. Pendant que nos amis d'en face critiquaient et injuriaient, l'Union nationale continuait le perfectionnement de ses réalisations dans ce domaine-là. Que dire de notre lutte au communisme? L'Union nationale a fait plus que tout autre gouvernement pour lutter contre le communisme, cette tuberculose de l'esprit; elle a tracé la voie. C'est l'Union nationale qui a été à l'avant-garde dans ce domaine.

En effet, nous avons pris des mesures énergiques et efficaces, pour mettre en échec le communisme. L'Union nationale a la satisfaction d'avoir vu 16 ans avant les autres dans ce domaine; et nous y aurions vu avant si on nous avait portés au pouvoir avant. Aujourd'hui, la législation du Québec contre le communisme, une autre réalisation de l'Union nationale, inspire les autres pays. Notre politique est une politique de bons sens et de logique.

Les amis de la liberté et de la logique ne pactisent pas avec les ennemis de la liberté et les partisans de l'athéisme, comme ça se voit dans d'autres provinces. Quand on est religieux et chrétien, on ne pactise pas avec les athées et les disciples de Staline. Quand on est loyal, on ne pactise pas avec ceux qui sont déloyaux.

Pour la classe ouvrière, le gouvernement s'est montré plein de sollicitude; aussi, il a été le premier à nommer comme ministre du Travail non pas un ouvrier en "draft", mais un vrai, un authentique ouvrier: l'honorable Antonio Barrette, dont le cœur bat à l'unisson avec celui des ouvriers. Il connaît leurs problèmes et leurs aspirations. Ses connaissances en font donc le meilleur ministre du Travail que la province n'ait jamais eu. Ce n'est pas moi qui le dis. Ce sont les organisations ouvrières qui nous le déclarent quand elles viennent nous rencontrer.

Le gouvernement a également donné aux ouvriers un représentant dans chacune des grandes commissions gouvernementales: à la Commission des accidents du travail, à la Commission des relations ouvrières et à la Commission du salaire minimum, alors qu'autrefois il n'y avait que des avocats.

Sous l'Union nationale, nous avons amélioré les conventions collectives et la loi des accidents du travail. Les indemnités de la Commission des accidents du travail ont été augmentées, la sécurité du travail a été assurée comme jamais auparavant, et les charges oppressives des contracteurs ont été supprimées définitivement.

La classe ouvrière est une classe extrêmement importante. C'est pourquoi nous avons voulu lui assurer des emplois rémunérateurs. Nous avons donc combattu le communisme en augmentant les salaires du Québec de \$600,000,000 par année. Nous avons assuré la séniorité du travail. Dans les chantiers, où l'on gagnait autrefois \$23 par mois, pour voir cette somme presque entièrement grugée par des retenues exorbitantes, la moyenne est aujourd'hui de \$38 par semaine, et ceci logé, nourri.

Le chef de l'opposition a déclaré qu'en moyenne l'ouvrier québécois gagne à peu près \$200 de moins que son voisin, l'ouvrier de l'Ontario. Pourquoi, le chef de l'opposition fait-il des comparaisons avec l'Ontario qui sont à notre désavantage? Il a passé son temps à déprécier sa province pour vanter les autres provinces et les autres pays. S'il aime mieux ça, qu'il aille y rester. Ce sera un chef en dehors avec un chef d'en dehors. Je ne crains pas de dire qu'il n'y a pas une place au monde où les ouvriers sont mieux traités que dans le Québec, et où le progrès a été le plus considérable et le plus durable depuis 1945. Quand on veut faire des comparaisons, il faut tenir compte de toutes les conditions.

En ce qui concerne la politique sociale, nous sommes en faveur d'une politique bien comprise. Le gouvernement actuel ne fait pas appel aux appétits. Nous avons confiance au progrès, aux réalisations, pas à la démagogie. C'est un feu d'artifice qui est

beau à contempler pour un moment mais qui, lorsqu'il est éteint, nous laisse devant le spectacle de notre maison brûlée. Nous avons confiance à la logique et au bon sens de notre peuple. Nous sommes en faveur de la justice et de la sécurité sociale basées sur la stabilité, mais pas pour le socialisme.

Le devoir du gouvernement, c'est d'aider raisonnablement et dans le domaine du possible, mais le devoir de l'administré, c'est de s'aider aussi. Il s'agit simplement de s'aider soi-même. Le gouvernement ne doit pas se substituer à l'initiative et à la liberté individuelle. Le jour où le gouvernement fera tout, paiera tout, il n'y aura plus de liberté.

Nous avons déjà au Québec une législation véritablement sociale. Il est vrai que les choses ne sont pas parfaites, mais comme elles se sont améliorées! La législation sociale appliquée par la province de Québec peut se comparer avantageusement avec celle de n'importe quel autre pays. Nous avons donné les pensions de vieillesse; nous les avons augmentées et nous le ferons bientôt encore. Nous avons institué les pensions aux orphelins, aux aveugles et aux mères nécessiteuses.

Nous sommes pour la justice sociale, mais pas pour le socialisme. Ce n'est peut-être pas suffisant. Mais qu'y avait-il auparavant? L'Union nationale a posé des actes, conformément à une politique familiale, sociale et nationale.

(Des députés font du bruit)

La Providence a été bonne pour Québec. Il n'y a pas un pays qui a été plus béni que le Québec. Elle a doté notre province de ressources naturelles quasi illimitées; et la population industrielle est honnête. La Providence a fait les deux tiers du chemin. Faisons donc l'autre tiers. Je l'ai dit et je le répète: il n'y a pas un endroit sous la calotte des cieux où les perspectives d'avenir et où les possibilités soient plus brillantes que dans la province de Québec. Tout à l'heure, le chef de l'opposition, je le regrette pour lui, ne s'est pas élevé bien haut lorsqu'il a consacré une partie de son discours à déprécier sa province, en insinuant que tout est mieux ailleurs.

Je lui dirai que, depuis 1945, il n'est pas un coin de terre qui puisse montrer autant de progrès que la province de Québec. Nos amis de l'opposition diront que ça dépend d'ailleurs. Qu'ils disent ce qu'ils veulent, nous le savons nous d'où ça vient. Ça dépend d'abord de la Providence et ensuite d'un gouvernement stable, qui a une politique définie, qui sait où il va et qui fait respecter les lois, des lois justes. Nous avons une politique qui pourrait servir d'exemple à tous les pays.

Le chef de l'opposition a parlé du nombre des nouvelles industries, en citant des statistiques erronées. Il a admis qu'un grand nombre de nouvelles industries s'étaient établies dans la province de Québec, mais il ne s'est pas déclaré prêt à admettre le nombre donné par l'Union nationale. Le chef de l'opposition a parlé de 4,000 industries nouvelles dans le Québec, de 5,000 et de 3,900, pour tenter de minimiser nos réalisations. Dans son désir d'amoinrir la province, il a cité les statistiques fédérales d'Ottawa. Or, ces statistiques disent et admettent que c'est dans la province de Québec que les progrès sont les plus considérables, et qu'il y a eu le plus de nouvelles industries.

Mais les statistiques citées par mon honorable ami, celles qui mentionnent 449 nouvelles industries, ne concernent que les nouvelles manufactures, et ne parlent que des nouvelles industries venues fabriquer ici des produits nouveaux. C'est ainsi qu'elles ne font pas mention de la nouvelle industrie installée récemment à Trois-Rivières par la compagnie Westinghouse. Il aurait dû dire ça!

Le gouvernement s'est occupé efficacement de la mise en valeur de nos ressources naturelles quasi illimitées. Je ne crains pas de dire que la province a 4,000 industries de plus qu'en 1945. Si on veut s'en rendre compte, on n'a qu'à faire le tour de la province, et qu'à consulter les dossiers de la Commission des accidents du travail. Allez dans la province, et vous verrez les nouvelles industries; vous le constaterez d'ailleurs aux prochaines élections!

Le chef parlementaire de l'opposition trouve que son chef fait du meilleur travail en dehors de la Chambre. Il n'a peut-être pas tort quand il approuve l'attitude de M. Georges Lapalme, qui refuse de se présenter à l'électorat à l'occasion d'une élection partielle, ni lorsqu'il pense que la place de ce dernier n'est pas en Chambre. Mais, M. l'Orateur, il n'en reste pas moins vrai que, dans une démocratie, le travail important des représentants du peuple se fait en Chambre. C'est ici que se passent les lois.

Je note l'admission du chef parlementaire de l'opposition que son chef n'est pas apte à venir présentement occuper un siège et que pour le travail important qui se fait ici, son chef n'est pas capable.

(Rires)

Le devoir d'un chef provincial est de s'occuper de choses provinciales. Encore une fois, je regrette que l'opposition ait senti le besoin d'aller chercher son chef ailleurs.

Celui qui consulte les statistiques, qui ouvre les yeux, ne peut manquer de constater l'activité fébrile qui règne partout dans le Québec, jusqu'au

comté du Saguenay, jusqu'à l'Ungava. De 1944<sup>9</sup> à aujourd'hui, la valeur de la production minière n'a-t-elle pas passé de \$90,000,000 à \$216,000,000<sup>10</sup>? Depuis le retour au pouvoir de l'Union nationale, la puissance de nos centrales électriques n'a-t-elle pas augmenté de 1,500,000 chevaux-vapeur? Et le gouvernement fait tout ce qui est possible pour favoriser ce développement.

Au chef de l'opposition qui reproche au gouvernement de ne pas développer les gisements miniers avec des capitaux canadiens ou québécois, je dis que j'aurais été heureux de le faire si de tels capitaux avaient été disponibles. Le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) regrette que les gisements de fer de l'Ungava et autres ressources minières ne soient pas exploitées avec des capitaux canadiens ou québécois. Mais à qui la faute? Nous ne sommes tout de même pas responsables.

Nous étions prêts à prendre du capital canadien pour développer l'Ungava, à confier le développement de ces régions à des compagnies canadiennes, mais il a fallu cinq ou six ans pour parvenir à obtenir les capitaux nécessaires à la mise en valeur du sous-sol de l'Ungava. On n'a pu trouver suffisamment de capitaux canadiens. Les travaux doivent coûter \$200,000,000! N'oublions pas que la compagnie qui se charge de cette tâche immense aura dépensé au moins \$200,000,000 avant de retirer un seul sou!

Grâce à la construction du chemin de fer, de plus de 350 milles dont nous avons prévu la construction, tout l'Ungava pourra être développé. La construction de cette voie ferrée non seulement doit ouvrir à la civilisation et au progrès une concession minière de 3,000 milles carrés, mais toute la région de l'Ungava.

C'est sous le gouvernement de l'Union nationale que l'on a découvert les gisements de fer titané. Des développements gigantesques se font au Saguenay et on a dépensé à date \$35,000,000, à Havre-Saint-Pierre, pour la production du fer titané. Les \$200,000,000 de l'Ungava et les \$35,000,000 de Havre-Saint-Pierre sont dépensés dans la province de Québec et profitent donc à la population de Québec.

Prochainement, on assistera aussi à des développements miniers gigantesques dans la région de Chibougamau, ouverte à la prospection, grâce aux chemins construits par l'Union nationale et parce que le gouvernement provincial a réagi rapidement à la situation et qu'il consacrera de l'argent au développement de la région. C'est nous qui avons ouvert cette région à l'industrie. Et partout dans la province le spectacle est le même depuis la guerre.

On assiste à l'éclosion de nouvelles villes, de nouvelles entreprises commerciales et industrielles.

Les chemins de Chibougamau et de Mont-Laurier sont encore des preuves de bon gouvernement dans le domaine des travaux publics. C'est par ses fruits qu'on juge l'arbre!

Notre réseau routier s'est amélioré de 100 % sous le régime de l'Union nationale. L'administration provinciale entretient jusqu'à des chemins de campagne. Le gouvernement, en quatre ans environ, a fait surgir de nouvelles routes et a construit plus de 800 ponts, y compris tous les grands ponts, partout dans la province. Ce ne sont là que quelques exemples pour démontrer que dans tous les domaines, nous avons réalisé des progrès incomparables et insurpassables.

Répondant au chef de l'opposition (M. Marler) au sujet de la colonisation, il dit que des milliers et des milliers de colons ont été établis sur des terres, en pays neuf, que des centaines et des centaines de maisons, d'écoles et de chapelles ont été reconstruites, et que le gouvernement a imité un geste heureux d'autrefois en nommant un prêtre sous-ministre, M. l'abbé Arthur Fortier, un "champion de la colonisation".

Je termine, nous reparlerons de la voirie, des travaux publics et de la colonisation. Quoi qu'il en soit, si dans tous les domaines on assiste à un tel progrès insurpassable, c'est grâce à une politique qui n'est pas à courte vue, à une politique qui prévoit l'avenir, à une politique basée sur le bon sens, la logique et la justice.

Parce que la province de Québec a un avenir incomparable, extraordinaire et que nous sommes les descendants des pionniers du pays qui ont étendu la civilisation à toute l'Amérique, nous voulons garder ce coin de terre bien à nous; nous voulons rester maîtres chez nous, faire respecter nos droits, suivre le chemin tracé par nos ancêtres sous le signe de la tradition, vivre libre selon la mentalité des Canadiens français qui est généreuse, s'il en fut, puisque nous donnons aux autres provinces et au monde l'exemple du traitement juste et équitable que nous donnons aux minorités. De plus la province de Québec a une culture qui constitue la plus grande des richesses dont puisse s'enorgueillir notre pays. Ces considérations montrent pourquoi le problème de la constitution est si cher à la province de Québec.

Dans le domaine constitutionnel, l'attitude qui s'imposait a été prise; elle est bien claire et nous aurons l'occasion d'en discuter les divers aspects au cours de la session. Mais voilà un problème qui dépasse par son ampleur tous les partis, tous les

hommes et tous les groupes. Et s'il est permis, dans certains domaines, de différer d'opinion, il n'est pas permis, en étudiant le domaine constitutionnel qui engage l'avenir d'aujourd'hui et de demain, de se considérer comme des adversaires politiques. Dans ce domaine, nous devons, comme des Canadiens, nous donner la main dans la main, assurer à notre petite patrie les garanties les plus sûres, les plus justes et les plus raisonnables. C'est la seule façon de faire un Canada grand et uni où chacun pourra vivre suivant ses aspirations dans le respect des droits.

Évoquant les paroles d'Abraham Lincoln, il dit que sans malice pour qui que ce soit, avec charité pour tous, mais avec fermeté dans la conservation de nos droits, nous devons travailler ensemble la main dans la main pour perpétuer et compléter l'œuvre merveilleuse de nos ancêtres<sup>1</sup>.

**M. Chaloult (Québec)** admire, dit-il, la conviction avec laquelle le premier ministre a défendu les œuvres de son gouvernement à la critique desquels vient de se livrer le chef de l'opposition. Dans le discours de ce dernier, dit-il, je voudrais souligner que pour combattre le communisme, il faut la police, mais il faut aussi la justice sociale. Le chef de l'opposition a touché deux sujets qui me sont chers et qui m'ont particulièrement frappé: la conservation de nos ressources naturelles par l'utilisation de nos propres capitaux et l'injustice des salaires inférieurs de nos ouvriers.

Le chef de l'opposition a raison de demander que les ressources naturelles de notre province profitent davantage à la population. L'exploitation de nos ressources devrait nous rapporter plus que la part du pauvre, c'est-à-dire plus qu'un rendement en salaires alors que les bénéfices les plus clairs s'en vont à l'étranger. Le gouvernement devrait étudier attentivement cette situation.

Le second point du discours du chef de l'opposition est celui où le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) parle de l'écart des salaires entre les ouvriers du Québec et ceux d'Ontario. Avant de me prononcer, j'attends les précisions du ministre du Travail, car il n'est pas juste que nos ouvriers soient moins bien payés qu'ailleurs.

Il félicite le gouvernement d'avoir délégué à Rome, à l'occasion de l'Année sainte, quatre ministres qui ont fait honneur à la province qu'ils représentaient.

Il fait une revue sommaire de la politique provinciale, insistant particulièrement sur un événement capital de la dernière année: la lettre

pastorale des évêques sur le problème social et ouvrier. Cette lettre, dit-il, constitue une adaptation des grandes encycliques sociales à la province de Québec sur les problèmes sociaux. Il la salue comme notre véritable grande charte du travail, parce qu'elle définit clairement les droits et les devoirs des patrons et ceux des ouvriers. Elle précise le rôle et l'attitude de l'Église et de l'État dans la réalisation de la justice sociale. Elle a été traduite en plusieurs langues et louée à Rome.

L'année 1950 nous a aussi valu l'élection d'un nouveau chef du Parti libéral. Le Parti libéral s'est donné un nouveau chef. Je n'entends pas prononcer un jugement prématuré et définir mon attitude à son sujet. M. Lapalme a deux qualités primordiales et appréciables pour un chef: il est méthodique et tenace. J'ai remarqué que M. Lapalme s'efforce de conquérir le vote libre; le vote libre, c'est-à-dire le vote nationaliste et indépendant, qui compte dans une proportion de 15 % à 20 %. C'est tout à fait bien avisé de sa part. Je crois qu'aucun parti ne peut conquérir le pouvoir et s'y maintenir sans ce vote nationaliste ou indépendant, qui à la dernière élection était en totalité derrière l'Union nationale.

Qu'est-ce que M. Lapalme offre à l'électorat indépendant? Il s'est prononcé pour l'autonomie, mais dans le domaine des droits provinciaux, il faut reconnaître que l'Union nationale a de l'avance sur le Parti libéral. Il faudrait bien demander au nouveau chef du Parti libéral qu'il nous donne quelques précisions, qu'il définisse clairement ses positions à ce sujet. Il ne sera pas inutile d'étudier ses attitudes passées sur cette question.

Son programme social devrait être aussi défini plus clairement, car il semble que c'est sur la justice sociale surtout que M. Lapalme met l'accent, et qu'il veut plaire à l'électorat libre. En arrivant d'Europe, j'ai appris que M. Lapalme disait que sa politique sociale était contenue dans la *Lettre des évêques*. Plus tard, il a énoncé sa politique. Quelle est sa politique? Entend-t-il combattre les trusts? Il a dit que son programme est la *Lettre des évêques*. On voudrait plus de précisions et une prise de position plus concrète.

Pour ce qui est de la lutte contre la dictature économique, les nationalistes voudraient bien qu'il prit position là-dessus. Le vote libre, M. Lapalme ne l'aura pas s'il ne prend pas nettement position en face de la dictature économique et s'il n'indique pas de quelle façon il entend s'y prendre pour la démembrer. Je veux espérer que les nationalistes ne se contenteront pas de vagues promesses et qu'ils ne seront pas aussi naïfs que dans le passé.

Au cours de l'année, on a souvent entendu l'entente cordiale entre Québec et Ottawa. Nos deux gouvernements, dit-il, sont en pleine lune de miel, et les deux premiers ministres se congratulent mutuellement.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ferais remarquer au député de Québec qu'il n'est pas question de lune de miel dans mon cas, puisque je suis encore célibataire.

**M. Chaloult (Québec):** Mais le premier ministre ne le sera peut-être pas toujours. Il paraît disposé à une alliance qu'il ne faudrait peut-être pas pousser trop loin. Chose certaine, c'est que les libéraux provinciaux trouvent ça plutôt désagréable. Pour le moment, je note que les libéraux provinciaux sont loin d'être enchantés de cette situation nouvelle et que les conservateurs fédéraux ne trouvent pas ça beau non plus.

Nous avons eu la conférence de Québec. Le premier ministre de la province y a parlé en français. Je veux dire aussi que M. Saint-Laurent s'est très bien conduit à cette conférence. Je ne suis pas sûr des résultats de ces conférences mais elles ont du bon. En effet, je n'ai pas bien confiance dans les conférences intergouvernementales, mais elles auront eu le mérite de faire tomber certains préjugés et de montrer que le premier ministre du Québec est un homme traitable avec qui on peut discuter.

Autre événement de 1950: les menaces de guerre. Le temps n'est pas encore venu de traiter ce sujet à fond, dit-il. Il souligne cependant deux illogismes de la politique internationale. Les Allemands et les Japonais, que l'on représentait il y a huit ans comme des êtres immondes, sont aujourd'hui devenus presque sympathiques, poursuit-il. Par contre, les Russes et les Chinois, qui étaient hier représentés comme nos cousins et nos amis, sont devenus des pestiférés pour la propagande.

Autre illogisme: pendant 50 ans, nous avons gravité dans l'orbite de Londres et juste au moment où le gouvernement britannique devient plus pondéré que Washington, nous cessons d'être des satellites de Londres pour être des satellites de Washington. Pourquoi le Canada ne serait-il pas tout simplement lui-même, un État indépendant, en préconisant, en Amérique, les enseignements du pape et la politique de paix que préconise Nehru en Asie? Le Canada devrait marcher avec l'Inde.

(Ironique) Enfin, l'événement le plus grave de tous: la disparition de la pierre de Scone<sup>12</sup>, qui ébranle le trône et met l'Empire en danger. On a

perdu la pierre de Scone! Paraphrasant une célèbre lettre de Madame de Sévigné, il déclare: Je ne vous ai pas encore parlé d'un événement d'une importance capitale, un événement vraiment fantastique, inimaginable, inqualifiable, un événement qui a fait trembler un empire sur sa base, un événement enfin qui dépasse l'entendement pour son importance mondiale et ses répercussions. Je veux parler du vol de la pierre de Scone. La *Gazette* dit qu'elle est craquée; pas la *Gazette*, la pierre.

Or, le premier ministre n'en a pas parlé; et, fait plus grave, le chef de l'opposition non plus. Peut-être parce qu'il aurait partie liée avec les séparatistes écossais. Il est temps qu'une voix s'élève dans cette Chambre pour stigmatiser cette disparition, pour exprimer au lieutenant-gouverneur, représentant du roi, qui a dû être profondément attristé, toute notre sympathie et l'assurance de toute ma loyauté. Je demanderais à l'Orateur de la Chambre de bien vouloir lui transmettre l'expression de mon plus profond regret pour cet événement capital.

Je veux dénoncer ce vol et protester de ma loyauté au trône. J'espère que l'on retrouvera la pierre. Ce jour-là, je veux croire que le premier ministre hissera alors à la tour du Parlement, à la place du fleurdelisé, l'Union Jack pour bien montrer que l'Empire est toujours solide et qu'il peut compter sur ses défenseurs en terre québécoise.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 15

##### Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée par le représentant de Rouyn-Noranda (M. Dallaire), dont elle a été saisie le même jour: Que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative du Québec, réunis en session, vous prions de bien

vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de connaître les motifs de la convocation des Chambres.

**M. Chaloult (Québec)** fait une étude très approfondie de notre législation matrimoniale et réclame des améliorations. Il rappelle deux jugements récents des tribunaux, un du juge André Demers, l'autre du juge O. S. Tyndale, qui déclarent valides des mariages contractés par des catholiques devant un ministre protestant.

Le 18 décembre 1950, le juge André Demers, de la Cour supérieure de Montréal, déclarait valide un mariage contracté par deux catholiques romains devant un ministre du culte protestant (No 288, 964 C.S., Lebrasseur vs Archambault). Trois semaines plus tard, soit le 8 janvier dernier, le juge en chef adjoint O. S. Tyndale, également de Montréal, rendait un jugement exactement de même nature (No 231, 553 C.S., Lamoureux vs St-Onge).

Que valent ces décisions? Elles sont conformes aux prescriptions des articles 128 et 129 de notre Code civil, ainsi qu'à l'intention des codificateurs; mais elles sont contraires à l'article 127 et à son interprétation traditionnelle, jusqu'au fameux jugement Despatie vs Tremblay.

Or, le droit canonique maintient que ces mariages sont nuls et que les parties peuvent en contracter un second, cette fois devant l'autorité compétente, c'est-à-dire le prêtre catholique. Si elles agissent ainsi, elles s'exposent à être poursuivies devant nos tribunaux pour crime de bigamie. Des cas de cette nature se multiplient, surtout dans la ville de Montréal. Se peut-il que se posent de tels problèmes dans notre "catholique province" de Québec? Une telle situation ne devrait pas exister. Quelle peut en être la solution?

La loi de l'Amérique septentrionale anglaise (British North America Act.), passée par le Parlement de Westminster en 1867, attribue au Parlement du Canada le pouvoir exclusif de légiférer sur "le mariage et le divorce", et aux Législatures provinciales, un droit également exclusif sur "la célébration des mariages dans la province". Cette loi, devenue notre Constitution, reconnaît le principe du divorce, ainsi que l'admet Mgr L.-A. Paquet dans son *Droit public de l'Église*. Elle permet au Parlement de légaliser les conditions mêmes du mariage, et elle abandonne les formalités de la cérémonie nuptiale aux provinces, aux Législatures. Comme il existe souvent des relations étroites entre les conditions de fond et de forme, cette délimitation

de pouvoirs devait occasionner de nombreux conflits. On a beaucoup vanté notre Constitution. Elle ne manque pas de mérite assurément, bien que, nous devons l'admettre et le regretter, elle comporte de graves lacunes.

Si nous vivons dans une Confédération, c'est parce que nous l'avons voulu; Sir John Macdonald désirait l'Union législative et George Brown la souhaitait avec ardeur afin, pensait-il, de nous assimiler plus rapidement. Notre mandataire, Sir George-Étienne Cartier, a résisté victorieusement aux pressions de ses collègues et nous a obtenu le régime confédératif. Pourquoi avons-nous préféré ce système constitutionnel?

Manifestement parce que nous désirions garder notre caractère propre: notre religion, notre langue, nos traditions, nos lois. Profondément attachés au sol, nous tenions à notre manière de vivre, à notre forme de civilisation. Nous entendions nous développer dans le sens de nos origines. Bref, suivant un idéal fidèlement poursuivi, nos Pères cherchaient à fonder, dans la Confédération un État français souverain dans les limites de sa juridiction.

Aussi réclamaient-ils pour les provinces tous les pouvoirs nécessaires à cette fin, notamment la juridiction sur "la propriété et les droits civils". Le mariage aurait dû être inclus dans les droits civils dont il relève, laissant les États provinciaux libres de reconnaître ou non le divorce.

Nos représentants ne devaient pas transiger sur ce point. Mais Cartier, gallican reconnu, plus soucieux peut-être de nos intérêts nationaux que religieux, paraît avoir sacrifié, à titre de compromis, notre droit matrimonial, en dépit des protestations de Mgr Bourget, d'Antoine-Aimé Dorion et de Félix Geoffrin.

Cette rencontre imprévue du grand archevêque ultramontain avec les chefs libéraux, pour défendre l'intégrité de la doctrine catholique, est assez piquante. Les intérêts politiques provoquent parfois des situations bien cocasses.

Le principe du divorce admis en 1867 fut inévitablement et progressivement appliqué. En 1888, le Sénat, constituant un comité permanent, devenu depuis une véritable Cour de divorce. Peu à peu on a établi des tribunaux de divorce dans toutes les provinces, sauf dans Québec et Terre-Neuve. Périodiquement on a tenté de nous imposer un tribunal de cette nature, mais, dociles aux directives de l'épiscopat, nos députés ont combattu ce projet avec fermeté et succès. Voici comment s'exprimaient nos évêques en 1930: "Au nom des intérêts religieux et sociaux dont on voudra bien nous concéder

l'intelligence et le culte, nous nous opposons de toutes nos forces à l'établissement d'une cour de divorce pour notre province".

La province de Québec a toujours refusé d'accepter une cour de divorce. Malgré cela, le divorce reste possible malheureusement même pour les catholiques du Québec. Le Sénat rompt des centaines de mariages par année, avec une répugnance visible et sans enquête sérieuse. Cette déplorable situation, inadmissible en principe, paraît être pour nous, dans les circonstances, le moindre mal. On cherche à limiter les ravages du fléau. Cette année encore, on a tenté de faire adopter une loi fédérale pour légaliser le divorce dans Québec et Terre-Neuve, mais M. Saint-Laurent s'y est opposé de façon décisive. Après l'intervention décisive du premier ministre, elle a été rejetée sur division. À cette occasion, M. Saint-Laurent a tenu une attitude ferme et rassurante.

Il cite les déclarations de M. Saint-Laurent à la Chambre des communes<sup>13</sup>.

On aime à qualifier notre Code civil de chef-d'œuvre, de glorieux monument; nos hommes de loi en parlent parfois avec lyrisme. À certains égards, ils ont raison. Notre Code, qui s'inspire du code Napoléon, est d'une merveilleuse clarté, d'une précision étonnante. D'ordinaire il exprime la raison des Romains et le bon sens des Français. Mais le Code français, d'après Mourion, l'un de ses commentateurs, "est le produit du droit romain, des coutumes, des ordonnances des rois et des lois révolutionnaires".

Notre Code a hérité de tout cela. Il a été rédigé, à la demande expresse de Cartier, en 1866, par trois juristes de qualité: Morin, Day et Caron. Le premier, excellent homme, était un gallican reconnu, comme Cartier lui-même et la plupart des légistes de son époque. Le juge Day était chargé de veiller aux intérêts des protestants. Quant au juge Caron, il ne paraît pas s'être soucié, beaucoup plus que les deux autres, des droits de l'Église. Renan disait du Code civil français qu'il semblait rédigé "pour un individu qui naîtrait enfant trouvé et mourrait célibataire". Notre Code civil québécois n'est guère plus soucieux des droits de la famille et de la religion... De plus, il est souvent rétrograde et antisocial. Il manque hélas! bien des légistes et législateurs. Nos lois en sont le témoin et la victime.

M. Henri Bourassa disait: "Notre droit matrimonial a été conçu dans le gallicanisme, baptisé dans l'anglicanisme, nourri dans le libéralisme: quand, comment et pourquoi serait-il devenu catholique?" D'après le savant juge C.-E. Dorion, notre législation matrimoniale, bien que contraire au

droit canonique sur plusieurs points, ne lui est pas fondamentalement opposée. Il reste tout de même que, dans notre "catholique province", nos lois sur le mariage viennent en conflit, sur des sujets essentiels, avec les lois de l'Église.

Il existe certaines différences dans notre législation matrimoniale, entre notre droit civil et le droit canonique. Telle est, en résumé, la situation: le droit au divorce existe, d'une certaine façon, pour les Québécois qui n'en veulent pas; le Parlement fédéral, au détriment de l'autonomie provinciale, a juridiction sur les conditions du mariage; le Conseil privé rend des décisions contraires à nos traditions et au texte de la loi. Comment y remédier?

Voici une solution possible et souhaitable. Ottawa veut rapatrier notre Constitution avec l'assentiment de tous les véritables Canadiens. Pourquoi Québec, à l'occasion des entretiens entre les autorités fédérales et provinciales, ou quand viendra l'heure de refaire la Constitution canadienne, ne réclamerait-il pas sa juridiction sur toute notre législation matrimoniale? Rien de plus légitime.

Puisque les Pères de la Confédération ont voulu nous permettre d'organiser notre vie suivant nos aspirations, pourquoi n'aurions-nous pas autorité exclusive sur cette institution sacrée qu'est le mariage? Pourquoi nous refuser de stabiliser la société familiale suivant nos convictions religieuses? Si, en retour, il nous fallait consentir quelque concession, nous pourrions sans doute nous entendre. Une fois que nous serions maîtres de nos lois sur le mariage, il ne serait plus question de divorce dans le Québec.

Nous pourrions amender notre législation de manière à la conformer, autant que possible, aux prescriptions du droit canonique, sans préjudice naturellement aux droits constitutionnels de la minorité. Nous pourrions donc nous débarrasser du divorce, dont nous ne voulons pas, et qui nous est souvent imposé par le Sénat canadien. C'est le souhait que formulait discrètement Son Éminence, le cardinal Villeneuve devant le Barreau, en 1936.

Je suggère cette réforme à monsieur le premier ministre qui s'est constitué, depuis quelques années, le défenseur de notre souveraineté. Si on refusait de nous rendre juridiction sur la législation matrimoniale, tout espoir d'amélioration ne serait pas perdu, puisque notre gouvernement provincial possède déjà le droit de légiférer sur les formalités du mariage. Rien ne nous empêche, par exemple, de modifier les articles 128 et 129 du Code civil de manière à prescrire que le prêtre catholique, autorisé par son évêque, soit le seul fonctionnaire compétent pour célébrer un mariage entre deux catholiques.

Plusieurs juges ont déjà conseillé cet amendement qui éliminerait la cause principale du conflit entre nos lois civiles et ecclésiastiques. MM. Bourassa et Dorion s'entendaient pour inviter nos législateurs québécois à réaliser cette importante correction. "Aucune objection valable, soutenait le juge Dorion, ne pourra être apportée à une proposition qui n'est rien autre chose que la mise en pratique de la liberté du culte catholique". Nous avons le droit, j'imagine, de nous soumettre à la discipline de notre Église.

Dans le cas de mariage mixte, le problème est plus délicat. Mais on peut toujours, suivant la suggestion du juge Dorion bien conforme à notre droit, appliquer le principe de la personnalité. C'est ainsi que, dans un procès entre parties de religion différente, on appliquerait au défendeur la loi de son Église.

Qui pourrait s'en plaindre? Ce n'est pas une solution idéale mais, dans un pays comme le nôtre, c'est peut-être la seule possible.

Le gouvernement qui, est très bien disposé, doit étudier la question et proposer au plus tôt une législation conforme à nos convictions religieuses.

J'aime beaucoup à entendre vanter notre province catholique, notre gouvernement catholique, bien que, dans un pays comme le nôtre, il puisse être sage d'user de ces formules avec discrétion - nos compatriotes de langue anglaise n'ont pas tort de penser que, en ces matières, les actes comptent plus que les paroles - mais ce qui importe surtout, à mon sens, pour des législateurs qui se proclament catholiques, c'est de vouloir conformer intégralement leurs lois et leurs principes à la doctrine de l'Église. Ce qui importe, c'est de chercher avec modestie à comprendre la pensée, toute la pensée de l'Église, afin de l'appliquer avec une prudente fermeté.

La motion est mise aux voix et la Chambre l'adopte<sup>14</sup>.

L'adresse est adoptée.

#### Dépôt de documents:

#### Ministère de la Voirie, rapport 1949-1950

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie pour l'année finissant le 31 mars 1950. (Document de la session no 6)

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 9 heures.

### NOTES

1. Selon *Le Canada* du 25 janvier 1951, à la page 3, "le premier ministre veut se rasseoir et il oublie qu'il avait repoussé son fauteuil dans l'allée: il vient près de tomber par terre; il chancelle une seconde, mais se ressaisit vivement; l'honorable Roméo Lorrain replace son fauteuil et l'honorable M. Duplessis, remerciant son collègue du geste, reprend son siège en souriant".

2. Selon le journal *La Presse* du 25 janvier 1951, à la page 23, le chef de l'opposition a été applaudi lorsqu'il s'est levé pour prendre la parole sur l'adresse en réponse au discours du trône.

3. On parle de \$55,000,000 en 6 ans, c'est du moins ce que rapporte le journal *L'Événement-Journal* du 25 janvier 1951, à la page 6.

4. *Le Canada* du 25 janvier 1951, à la page 3, parle \$45,500,000 en cinq ans.

5. M. Marler aurait parlé en un français élégant selon le journal *La Presse*, à la page 23, du 25 janvier 1951.

6. L'opposition applaudit Georges Marler qui aurait parlé, semble-t-il, 1 h 30; c'est ce que rapporte *Le Montréal-Matin* du 25 janvier 1951, à la page 1.

7. Il semble que le premier ministre ait été longuement ovationné par les députés de l'Union nationale lorsqu'il s'est levé pour donner la réplique au chef de l'opposition. C'est ce que rapporte le journal *La Presse*, à la page 23, du 25 janvier 1951.

8. *L'Action catholique* du 25 janvier 1951, à la page 10, parle de \$4,000,000.

9. *The Chronicle Telegraph* du 25 janvier 1951, à la page 3, dit qu'on est passé de \$90,000,000 en 1924 à \$216,000,000 en 1950.

10. On parle de \$215,000,000 dans *Le Soleil* du 25 janvier 1951, à la page 11.

11. Selon *Le Montréal-Matin* du 25 janvier 1951, à la page 1, le premier ministre a donné une riposte à Georges Marler d'une durée de trois-quarts d'heure. Il aurait également parlé sans note, selon *The Montreal Daily Star* du 25 janvier 1951, à la page 8.

12. La pierre de Scone a été volée à l'abbaye de Westminster par des nationalistes écossais le matin du 25 décembre 1950.

13. Voir: *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des communes*. Séance du 20 juin 1950, p. 4007-4008.

14. Selon le journal *Le Canada* du 25 janvier 1951, à la page 2: "À 9 h 30, M. Franck Hanley, député de Sainte-Anne et nouveau membre du comité exécutif de Montréal, devait parler, mais il a été appelé au téléphone et comme il n'était pas à son siège lorsque M. Chaloult reprit le sien, l'adresse a été votée sans plus de discussion". Pour le journal *La Patrie* du 25 janvier 1951, à la page 7, "la session n'a pas semblé vouloir s'éterniser en débats inutiles. Les députés ont adopté l'adresse en réponse au discours du trône après quatre heures seulement de débat". M. Hanley avait néanmoins préparé un discours dont le résumé a été publié par *The Gazette*, le 26 janvier 1951, à la page 3.

Séance du jeudi 25 janvier 1951

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de dame Anna Girard, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre ou à hypothéquer un lot de terre de la ville de Mégantic (M. Goudreau);
- de la corporation de la ville de Bromptonville et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une entente (M. Goudreau);
- de M. Frank Champoux et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Jean alias John Champoux (M. Prévost);
- de la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite municipalité (M. Miquelon);
- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Granby, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à bénéficier, pour fins d'éducation, du produit de toutes taxes de 1 % (M. Choquette);
- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Saucier);
- de la Fédération diocésaine de Montréal et autres, demandant l'adoption d'une loi exemptant leurs édifices, terrains de tout impôt municipal et scolaire (M. Roche);
- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);
- de dame Aldéa Bélanger et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant certaines dispositions d'un acte de donation en faveur de Gérard et Marcel Gosselin (M. Roche);
- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de la ville de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);

- des commissaires d'écoles pour la cité de Thetford-les-Mines, demandant l'adoption d'une loi leur accordant le pouvoir d'imposer une taxe de vente (M. Vachon);

- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);
- de la corporation de l'Ascension de Notre-Seigneur et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Garnier, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant certaines résolutions relatives à l'évaluation de la propriété imposable de Aluminum Company of Canada, Limited (M. Auger);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hanley);
- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi leur accordant le pouvoir d'imposer une taxe d'éducation (M. Bernartchez);
- de la Société coopérative agricole du canton de Granby, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de coopérative agricole de Granby (M. Choquette);
- de dame Angéline Bacon et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Réal Lamontagne (M. Roche).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Roméo Lefebvre, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Joseph-B. Lefebvre (M. Gatién);
- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gatién);
- de la corporation du village de Sainte-Anne-de-Beaupré, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer et prélever une taxe de vente municipale (M. Prévost);
- de la cité de Grand'Mère et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi aux fins de ratifier un règlement de ladite cité (M. Ducharme);
- de la ville de Beauport, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Prévost);
- de l'Institut des sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne, demandant

l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Chaloult);

- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Groulx);

- de la Compagnie de Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Johnson);

- des Sœurs adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom en celui de Les Moniales Bénédictines du Précieux-Sang de Mont-Laurier (M. Bellemare);

- de la corporation du village de Crabtree et des commissaires d'écoles pour la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Crabtree Mills, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir la confirmation et la ratification d'une résolution (M. Tellier);

- de la cité de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la ville de Plage-Laval (ville de Laval-Ouest), demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);

- de dame Jeannine Legault, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Henri Legault (M. Johnson);

- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bellemare);

- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Gérin);

- de la municipalité du village minier de Pascalis, demandant l'adoption d'une loi dans le but d'assurer à ladite municipalité minière l'application des prescriptions du chapitre 246 des Statuts refondus (1941) (M. Miquelon);

- de Bernard Archambault, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à contracter mariage avec sa nièce, Lucille Labelle (M. Gatién);

- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Labbé);

- de Robert Berry et son épouse dame Jean Black Tait, demandant l'adoption d'une loi rendant valable l'adoption par eux de Margaret Anne Redmond et changeant son nom de famille à Berry (M. Rennie);

- de dame Alice Pelletier, en religion sœur Saint-Louis de Gonzague et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de l'hôpital Laval (M. Prévost);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer et prélever une taxe d'éducation (M. Prévost);

- de Montreal Protestant Central School Board, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes (M. Rennie);

- de Protestant Board of School Commissioners de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant l'éducation dans cette province (M. Rennie).

### Rapports des comités permanents:

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Mlle Simone Martineau demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente d'un immeuble légué par l'honorable Paul-G. Martineau;

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant ladite Commission et lui accordant le pouvoir de créer et d'établir un fonds de pension ou de retraite pour ses fonctionnaires et employés permanents;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition d'une taxe de vente;

- de Me André Poirier, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à la pratique de la profession du notariat;

- de Hugues Laframboise et de son épouse demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Maurice Morin;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition d'une taxe de vente;

- de dame Maria Magdalena Pohle, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Hermann Gottlieb Huber;

- de Léopold-Marcel Lortie, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Léopold-Marcel Villeneuve;

- de dame Rachel Gauthier et Henri Gauthier, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de leur frère Armand Gauthier;

- de la Corporation of St. Matthew's Church, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre un lot;

- de Jean-Théodore Chenevert, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre au nombre de ses membres;
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Granby demandant l'adoption d'une loi autorisant l'imposition d'une taxe de vente;
- de Rodrick B. Masson, demandant l'adoption d'une loi prorogeant le partage de la succession de feu l'honorable Joseph Masson;
- de Raphaël Esposito, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire.

### Travaux de la Chambre

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** annonce que la Chambre commencera l'étude des bills publics mardi et celle des bills privés mercredi. Il convoque les députés pour mardi matin, 10 h 30, pour la première réunion du comité des bills publics. Le comité des bills privés tiendra sa première réunion le lendemain. La Chambre ne siègera pas aujourd'hui, dit-il, afin de permettre aux journalistes parlementaires de recevoir les gérants de rédaction des journaux canadiens, dont le congrès s'ouvre ce matin. À 6 heures ce soir, les congressistes seront les hôtes de la Galerie de la presse. Après cette réception, le gouvernement offrira à son tour aux congressistes un dîner à l'issue duquel le solliciteur général de la province, l'honorable M. Antoine Rivard, c.r., adressera la parole.

### Projets de loi:

#### Commission scolaire de Victoriaville

**M. Labbé (Arthabaska)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 106 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

#### Commission scolaire de Saint-Jérôme

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 111 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

### Instruction publique à Granby

**M. Bertrand (Missisquoi)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 112 concernant l'instruction publique dans la cité de Granby.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

### Adoption de Henri-Maurice Morin

**M. Barrière (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 118 concernant l'adoption de Henri-Maurice Morin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

### Commission métropolitaine de Montréal

**M. Gatién (Maisonnette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

### Succession de Joseph Masson

**M. Johnson (Bagot)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 102 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

### Succession d'Armand Gauthier

**M. Roche (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 104 concernant la succession d'Armand Gauthier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

**Succession d'Hermann  
Gottlieb Huber**

**M. Bertrand (Missisquoi)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 105 concernant la succession d'Hermann Gottlieb Huber.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

**Léopold-Marcel Lortie**

**M. Prévost (Montmorency)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 110 changeant le nom de Léopold-Marcel Lortie en celui de Léopold-Marcel Villeneuve.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

**St. Matthew's Church, Québec**

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 autorisant le recteur et les marguilliers de St. Matthew's Church, de la cité de Québec, à vendre le lot numéro 3,296 au cadastre du quartier Saint-Jean de la cité et du district de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

**André Poirier**

**M. Provençal (Montréal-Laurier)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 concernant l'admission de Me André Poirier à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

**Succession de Paul-G. Martineau**

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 119

concernant la succession de l'honorable Paul-G. Martineau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je pensais que c'était un bill pour la succession d'un sénateur!

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

**Raphaël Esposito**

**M. Johnson (Bagot)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 120 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raphaël Esposito.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

**Jean-Théodore Chenevert**

**M. Gatién (Maisnneuve)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean-Théodore Chenevert.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

**Succession  
de Joseph Masson**

**M. Johnson (Bagot)** propose, du consentement unanime, que le bill 102 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
d'Armand Gauthier**

**M. Roche (Chambly)** propose, du consentement unanime, que le bill 104 concernant la succession d'Armand Gauthier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession d'Hermann  
Gottlieb Huber**

**M. Bertrand (Missisquoi)** propose, du consentement unanime, que le bill 105 concernant la succession d'Hermann Gottlieb Huber soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Léopold-Marcel  
Lortie**

**M. Prévost (Montmorency)** propose, du consentement unanime, que le bill 110 changeant le nom de Léopold-Marcel Lortie en celui de Léopold-Marcel Villeneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**St. Matthew's Church,  
Québec**

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose, du consentement unanime, que le bill 116 autorisant le recteur et les marguilliers de St. Matthew's Church, de la cité de Québec, à vendre le lot numéro 3,296 au cadastre du quartier Saint-Jean, de la cité et du district de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**André Poirier**

**M. Provençal (Montréal-Laurier)** propose, du consentement unanime, que le bill 117 concernant l'admission de Me André Poirier à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
de Paul-G. Martineau**

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, du consentement unanime, que le bill 119 concernant la succession de l'honorable Paul-G. Martineau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Raphaël Esposito**

**M. Johnson (Bagot)** propose, du consentement unanime, que le bill 120 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raphaël Esposito soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Jean-Théodore  
Chenevert**

**M. Gatién (Maisonneuve)** propose, du consentement unanime, que le bill 123 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean-Théodore Chenevert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire  
de Victoriaville**

**M. Labbé (Arthabaska)** propose, du consentement unanime, que le bill 106 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire  
de Saint-Jérôme**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, du consentement unanime, que le bill 111 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Instruction publique  
à Granby**

**M. Bertrand (Missisquoi)** propose, du consentement unanime, que le bill 112 concernant l'instruction publique dans la cité de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Adoption de Henri-Maurice Morin**

**M. Barrière (Laval)** propose, du consentement unanime, que le bill 118 concernant l'adoption de Henri-Maurice Morin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Commission métropolitaine de Montréal**

**M. Gatien (Maisonnette)** propose, du consentement unanime, que le bill 122 modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal concernant la création d'un fonds de pension pour ses fonctionnaires et employés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Construction d'habitations familiales**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 15 pour faciliter la construction d'habitations familiales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

#### **Pouvoirs spéciaux pour la crise du logement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 16 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

#### **Enquête sur le problème du logement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 17

modifiant la loi instituant une enquête sur le problème du logement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

#### **Collège de Lévis**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 18 pour faciliter le succès de la souscription en faveur du Collège de Lévis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

#### **Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan**

**L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 19 concernant le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné, du consentement unanime, que le bill soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

#### **Sinistrés de Rimouski**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 concernant l'aide aux sinistrés de Rimouski.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je vois que l'opposition ne l'a pas lu et je vais lui donner des explications. Il s'agit d'un bill qui a été déposé dès le premier jour de la session, avant même qu'un avis ait été donné. Jamais un gouvernement n'a procédé avec autant de diligence. Je vais donner les grandes lignes du projet de loi. Une conflagration a eu lieu à Rimouski. Une session spéciale a été convoquée pour remédier à la situation. Le bill que nous avons passé en novembre a déjà rendu et continue à rendre de grands services. Depuis, le coût de la main-d'œuvre et le prix des matériaux ont augmenté. Il s'agit pour le présent de préciser des points spéciaux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi modifiant l'aide aux sinistrés de Cabano**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 concernant les sinistrés de Cabano.

Le principe est le même.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Régie des loyers**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 concernant la Régie des loyers.

Je n'ai pas besoin de souligner l'importance de ce projet de loi qui a un caractère absolument nouveau pour la province. C'est une loi très importante. Nous l'avons déposée dès l'ouverture des Chambres. Nous allons l'adopter en première lecture cet après-midi, mais il n'y aura pas d'étude détaillée du bill avant au moins 10 jours; de cette façon, tous les intéressés, députés, propriétaires, locataires et autres pourront en prendre connaissance, en faire une étude détaillée, et nous en faire les représentations et les suggestions qu'ils jugeront à propos et que le gouvernement étudiera avec soin.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Alors, nous ne l'étudierons pas la semaine prochaine?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, l'autre semaine.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** approuve cette manière d'agir.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Ville de Jacques-Cartier**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 pour contribuer au bien-être de la population de la ville de Jacques-Cartier.

Il fait des remarques sur l'imprévoyance des autorités lors de la fondation de la ville de Jacques-Cartier. Il s'agit d'une ville qui a été construite sans un plan d'ensemble, dit-il, en calquant ses activités

sur les gouvernements d'alors. Ville Jacques-Cartier s'est développée très rapidement et elle a besoin de l'aide du gouvernement pour se procurer certains services essentiels.

Cette ville compte aujourd'hui une population de 22,000 à 23,000 âmes. Elle a déjà reçu plusieurs choses du gouvernement; mentionnons spécialement quatre écoles, un orphelinat, ainsi que l'ouverture et le pavage de plusieurs rues.

Néanmoins, elle n'a seulement pas de services d'aqueduc et d'égout. Lors de la bénédiction des quatre écoles, il y a plusieurs semaines, j'ai promis à la population de cette localité que leur problème d'eau et d'égouts serait réglé dès cette session. Le gouvernement veut, par le présent projet de loi, réparer les erreurs de l'ancien régime.

Le bill inscrit hier remplit cette promesse. En effet, le bill permettra à la ville Jacques-Cartier d'emprunter avec la garantie de la province pour construire des services d'aqueduc et d'égout.

**M. Roche (Chambly)** se déclare très heureux de l'aide que le gouvernement apporte à Ville Jacques-Cartier. Nous avons là-bas une bonne population, dit-il. Elle a eu le mérite de vouloir se mettre chez elle et je suis content de voir le gouvernement lui venir en aide.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des tribunaux judiciaires**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Nous avons augmenté de six le nombre des juges de la Cour supérieure. En vertu d'une loi précédente, il reste encore un juge à nommer sur les six à Montréal.

La nouvelle loi fixe à 46 le nombre des juges de la Cour supérieure. Elle fixe à 35 le nombre des magistrats, soit une augmentation de trois. Elle accorde aussi des pensions à la veuve du juge Anatole Gaudet, mort quelques mois avant d'avoir droit à sa pension, et à la veuve du Dr Pierre Hébert, ancien coroner du district de Montréal, deux bons libéraux.

Depuis un grand nombre d'années, tous les juges de la Cour supérieure étaient à Montréal et à Québec. Cependant, Trois-Rivières et Sherbrooke avaient chacune deux juges résidants. Le district de

Hull, l'un des plus importants de la province de Québec, n'en avait aucun.

C'est à la demande de l'Orateur de cette Chambre que nous réalisons cette réforme. En effet, par l'entremise du député de Hull (l'honorable Alexandre Taché) le Barreau de Hull a fait des démarches auprès du premier ministre pour corriger cet état de choses. Jusqu'à aujourd'hui, la justice était administrée dans Hull, Pontiac et Labelle par des juges du district de Montréal. Avec le bill 24, cette situation est corrigée et, à l'avenir, la justice dans la région de Hull sera administrée par deux juges résidant à Hull. La ville de Hull est ainsi placée sur le même pied que Trois-Rivières et Sherbrooke.

La nomination de nouveaux juges est conforme à la politique gouvernementale de décentraliser la justice. Cet amendement aidera grandement à décongestionner le rôle de la Cour supérieure dans Hull, Pontiac et Labelle. À Hull, actuellement, les causes inscrites ne sont entendues que plusieurs mois après leur inscription. Lorsque les deux nouveaux juges seront nommés, il n'y a aucun doute qu'avant longtemps l'audition des causes se fera sans délai.

Nous proposons aussi de nommer un troisième juge à Sherbrooke pour les districts de Saint-François et Bedford. Cela veut dire que le fédéral aura quatre juges de la Cour supérieure à nommer. La nomination de trois nouveaux magistrats de district est rendue nécessaire par la croissance de la province, l'idée générale étant d'avoir un magistrat par district.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Recours en matières municipales et scolaires**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 des recours judiciaires en matières municipales et scolaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Pensions des vieillards et des aveugles**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 pour améliorer les pensions des vieillards et des aveugles.

Le gouvernement est autorisé par la présente loi, en ce qui concerne ces pensions, à conclure avec le fédéral des arrangements appropriés et justes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Crédit aux pêcheurs**

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous mettons \$200,000<sup>1</sup> à la disposition du ministre de la Chasse et des Pêcheries pour aider les pêcheurs qui empruntent des caisses populaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Destitution d'officiers municipaux**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 relatif à la destitution de gérants et de certains autres officiers municipaux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Bureaux d'enregistrement**

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 pour aider les corporations municipales de comté relativement aux bureaux d'enregistrement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de faire écho aux vœux exprimés par l'Union des conseils de comté. À certains endroits, les conseils de comté se trouvent dans l'obligation de construire des bureaux d'enregistrement. La loi autorise le ministère, soit à construire, soit à louer des édifices.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi du crédit agricole**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'une loi progressive, concernant le recouvrement des emprunts. Il y aura lieu de procéder par simple requête, sans déboursés considérables.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Commission de relations ouvrières et les conseils d'arbitrage**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 concernant la Commission de relations ouvrières et les conseils d'arbitrage.

Ce sont des organismes et non des tribunaux. Le projet de loi a pour but de préciser la situation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec**

**L'honorable M. French (Compton)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 pour corriger les articles 12 et 16 de la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi sur l'exploitation des forêts**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Plusieurs compagnies avaient acheté des limites situées à de grandes distances de leurs moulins. Ces limites, dans les circonstances ordinaires, étaient difficilement exploitables. Pour remédier à la situation, le gouvernement de l'Union nationale a passé une loi autorisant la réallocation des limites. Comme question de fait, une réallocation de limites a été effectuée.

Le présent projet de loi a pour but d'ajouter deux compagnies à celles qui peuvent faire des réallocations de limites. L'une des modifications a pour objet de permettre à la St. Raymond Paper, Ltd. d'acquérir 175 milles carrés de forêts au lieu des 100 stipulés dans la loi.

Une autre modification concerne la Richmond Pulp and Paper Company, la compagnie qui a acheté les moulins de la Brompton Pulp, et qui exploitera une usine à Brompton. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une compagnie qui veut bien remettre les usines en opération, et pour cela, le gouvernement lui accorde des limites de 175 milles carrés.

Il donne un sévère avertissement aux propriétaires de moulins de pulpe et de papier qui

voudraient faire de la surproduction: Le gouvernement ne tolérera pas que leurs machines produisent au-dessus de leur capacité, ni d'abus dans le fonctionnement de leurs établissements, dit-il. Je profite donc de l'occasion pour avertir les propriétaires d'usines de pulpe et de papier qu'ils doivent être très prudents dans leurs opérations. Nous avons l'œil ouvert et nous sommes informés; en effet, le gouvernement apprend avec beaucoup de désappointement que certaines compagnies semblent vouloir dépasser les bornes de l'exploitation qui leur est permise. Je mets en garde toutes les compagnies qui seraient tentées de faire de la surproduction. Il importe tout d'abord d'assurer la conservation de nos ressources forestières. Il ne faut pas oublier que l'industrie des pâtes et papiers est une industrie fondamentale pour la province de Québec.

Ensuite, à une époque où l'acier se fait de plus en plus rare, si les propriétaires soumettent la machinerie de leurs usines à un fonctionnement exagéré, ils font d'abord courir un danger à la forêt elle-même, la surproduction étant nuisible à l'exploitation rationnelle de nos richesses forestières. En effet, cela provoque un déboisement trop rapide pour le pouvoir de récupération de la forêt.

Et, en second lieu, ils risquent de briser leur machinerie, ce qui, dans les circonstances actuelles, pourrait être un désastre; il serait difficile de les réparer, ce qui pourrait entraîner la fermeture d'industries où des milliers de personnes sont employées. Des centaines d'ouvriers se trouveraient sans travail. J'avertis tous les intéressés que les abus, s'il y en a, doivent cesser sans délai. Je fais appel au patriotisme, à l'honnêteté et au bon sens des producteurs de papier.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Syndicats coopératifs**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 concernant les syndicats coopératifs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des pensions**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 35 modifiant la loi des pensions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ainsi que les membres de l'Hydro seront, pour fins de pension de retraite, considérés comme des

employés de la province. Également, tout fonctionnaire actuellement à l'emploi du département de la Colonisation qui, avant son entrée, a agi comme secrétaire d'une société diocésaine de colonisation pendant au moins 10 ans peut, pour fins de pension, faire compter les années pendant lesquelles il a agi comme secrétaire de cette société.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Expropriation**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 concernant l'expropriation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Titres de propriété en Gaspésie**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 37 modifiant la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Rivière Shipshaw**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Développement hydroélectrique au Saguenay**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 concernant le développement hydroélectrique et industriel dans la région du Saguenay.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Énergie électrique dans Mégantic**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 concernant la municipalisation de l'énergie électrique par la ville de Mégantic.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Preuve de documents de banque**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 41 modifiant

la loi concernant la preuve de certains documents de banque.

### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

En 1948, le gouvernement a passé une loi dont le but était de débarrasser les banques des milliers de documents qui prenaient inutilement de la place et étaient un danger pour le feu. Les archives sont si nombreuses qu'il est important de pouvoir les photographier après un certain nombre d'années et de les détruire pour libérer les locaux.

On a alors autorisé les banques à passer ces documents au microfilm, ce qui les rend très faciles à conserver. La présente loi accordera le même privilège aux compagnies d'assurances et au gouvernement. On pourra passer au microfilm les documents de plus de cinq ans pour les assurances et de plus de 15 ans pour le gouvernement. Nous avons un grand nombre de paperasses inutiles qui prennent de la place, par exemple les discours du député de Verdun (M. L.-A. Ross).

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je comprends maintenant pourquoi le premier ministre n'écrit jamais ses discours<sup>2</sup>.

### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je remercie le chef de l'opposition de l'éloge qu'il me fait. Il prouve que j'ai parlé assez clairement pour qu'il me comprenne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Construction d'habitations familiales**

### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre, au cours de la présente séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 15 pour faciliter la construction d'habitations familiales.

Adopté.

### **Enquête sur le problème du logement**

### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre, au cours de la présente séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 17 modifiant la loi instituant une enquête sur le problème du logement.

Adopté.

**Sinistrés de Rimouski**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 20 concernant l'aide aux sinistrés de Rimouski.  
Adopté.

**Loi modifiant l'aide  
aux sinistrés de Cabano**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 21 concernant les sinistrés de Cabano.  
Adopté.

**Régie des loyers**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 22 concernant la Régie des loyers.  
Adopté.

**Ville de Jacques-Cartier**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 23 pour contribuer au bien-être de la population de la ville de Jacques-Cartier.  
Adopté.

**Loi des  
tribunaux judiciaires**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 24 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.  
Adopté.

**Pensions des vieillards  
et des aveugles**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 26 pour améliorer les pensions des vieillards et des aveugles.  
Adopté.

**Crédit aux pêcheurs**

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 27 pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit.  
Adopté.

**Bureaux d'enregistrement**

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 pour aider les corporations municipales de comté relativement aux bureaux d'enregistrement.  
Adopté.

**Loi  
du crédit agricole**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 30 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.  
Adopté.

**Loi sur  
l'exploitation des forêts**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 33 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.  
Adopté.

**Syndicats coopératifs**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 34 concernant les syndicats coopératifs.  
Adopté.

### **Loi des pensions**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 35 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

### **Expropriation**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 36 concernant l'expropriation.

Adopté.

### **Rivière Shipshaw**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 38 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw.

Adopté.

### **Développement hydroélectrique au Saguenay**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 39 concernant le développement hydroélectrique et industriel dans la région du Saguenay.

Adopté.

### **Énergie électrique dans Mégantic**

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 40 concernant la municipalisation de l'énergie électrique par la ville de Mégantic.

Adopté.

### **Preuve de documents de banque**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en

comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 modifiant la loi concernant la preuve de certains documents de banque.

Adopté.

### **Construction d'habitations familiales**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 15 pour faciliter la construction d'habitations familiales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Attendu que la loi pour améliorer les conditions de l'habitation, adoptée par la Législature en 1948, a permis jusqu'ici la construction de plusieurs milliers d'habitations familiales, grâce à l'aide financière de la province.

Attendu qu'elle a, en outre, contribué à augmenter de plus de cinquante millions de dollars la valeur des immeubles imposables par les autorités paroissiales, municipales et scolaires;

Attendu qu'il y a lieu d'ajouter de nouvelles sommes aux importantes contributions déjà fournies par la province pour coopérer au règlement du problème du logement;

En conséquence,

1. Que l'article 1 de la loi pour améliorer les conditions de l'habitation (12 George VI, chapitre 6), modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 9, soit de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant:

"*b*) "habitation nouvelle" signifie une maison d'habitation à un ou deux logis construite entièrement entre le quinze janvier 1948 et le premier février 1954;"

2. Que l'article 9 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, et par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"9. Le gouvernement est autorisé à affecter, pour les fins de la présente loi, une somme totale de vingt millions de dollars."

En 1948, nous avons fait adopter une loi pour aider à combattre la crise du logement. En vertu de cette loi, le gouvernement paye 3 % des 5 % d'intérêt sur les prêts consentis à ceux qui veulent se bâtir des maisons; ces derniers ne paient donc que 2 % d'intérêt. Le gouvernement demande une autre somme de \$8,000,000, ce qui portera le total des sommes votées à \$20,000,000 et permettra une application encore plus large de la loi. Ces \$20,000,000 serviront donc au gouvernement à payer la différence entre l'intérêt de 5 % exigé par les prêteurs, et le taux de 2 % d'intérêt sur les prêts consentis aux propriétaires, les constructeurs.

Quand nous avons présenté cette loi en 1948, je me rappelle encore les dénunciations de certains de mes amis de l'opposition. Ils se faisaient les prophètes de malheur et prétendaient que notre législation aurait des résultats insignifiants et ne permettrait pas la construction de 50 maisons. Voyons ce qu'ont été les résultats: Au 31 décembre 1950, soit moins de trois ans après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, 6,359 personnes s'en étaient prévaluées pour se construire une habitation. 33<sup>3</sup> compagnies ont prêté \$30,351,773.57, et 276<sup>4</sup> caisses populaires ont prêté \$6,088,039.77<sup>5</sup> en vertu de cette loi. Depuis 1948, le gouvernement de la province s'est engagé à payer \$11,304,160.80 pour le bénéfice de ceux qui se prévalent de la loi provinciale et se construisaient une maison. Chaque personne qui se construit bénéficie, pour le paiement de ses intérêts sur sa construction, d'un cadeau qui se chiffre en moyenne à \$1,777.68.

La loi est excellente; d'ailleurs, les statistiques le prouvent: les nouvelles maisons ont procuré du logement à 27,769 personnes. Il y a 5,279 maisons à logement unique et 2,160 maisons à deux logements, ce qui fait un total de 7,439 nouveaux logements construits grâce à la loi. Ces maisons abritent, outre les parents, 7,602 garçons et 7,169 fillettes, ainsi que 415 autres personnes à charge, soit 15,186 personnes en plus des pères et mères; et ces chiffres sont encore en dessous de la vérité. La moyenne d'âge des emprunteurs est de 34 ans. C'est dire que la loi a servi à régler le problème dans des milliers de cas. De plus, elle a contribué largement à consolider et à améliorer les finances des corporations paroissiales, municipales et scolaires, en augmentant de \$52,000,000 l'évaluation des biens imposables. En effet, la valeur des maisons construites en vertu de la

loi de 1948 pour faciliter la construction d'habitations familiales se totalisait à \$51,996,625.95, le 30 décembre 1950. Nous avons ainsi consolidé la situation financière des corps municipaux; et nous avons réglé le problème du logement pour des milliers de personnes.

Par notre nouveau projet de loi, nous voulons augmenter de \$8,000,000 les crédits affectés au paiement de la différence des intérêts; nous voulons donc porter ces crédits à \$20,000,000. Si la loi de 1948 s'appliquait aux maisons qui seraient construites jusqu'en 1953, nous voulons également, par le présent bill, prolonger jusqu'au premier février 1954 le délai au cours duquel on pourra se prévaloir de la loi de l'habitation.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Toutes ces maisons n'ont pas été nécessairement construites grâce à la loi. Le gouvernement a tort de s'attribuer tout le mérite des excellents résultats obtenus depuis 1948 dans la résolution de la crise du logement.

Il accuse également le premier ministre de n'avoir pas expliqué la façon exacte dont la loi fonctionne actuellement. Le futur propriétaire doit devenir propriétaire avant de savoir s'il pourra emprunter. L'Office du crédit agricole, qui administre les prêts, n'intervient pas avant que la maison ne soit construite. Pendant la construction, l'emprunteur ne sait pas s'il pourra compter sur l'intervention de la loi.

Les libéraux ont critiqué la loi parce que, dans le temps, la marge entre l'hypothèque et le prix de vente était trop considérable pour permettre aux petites gens d'accéder à la propriété. La loi initiale de 1948 ne s'occupait pas du capital initial à payer qui demeurerait élevé, mais aidait seulement à payer une partie des intérêts. Et c'était le capital qui constituait le gros problème pour les gens qui désiraient se construire une habitation. C'est pourquoi les libéraux préconisaient, dès 1948, une sorte de crédit à l'habitation pour permettre de réduire le déboursé, plutôt que la loi telle qu'adoptée.

Le gouvernement a préféré payer des intérêts plutôt que prendre une part des charges, et si les conditions qui existaient en 1948 avaient duré depuis cette année-là, le nombre des maisons construites en vertu de la loi aurait été beaucoup moins considérable. Heureusement, un événement important est survenu.

Le gouvernement fédéral a changé sa loi du logement. Il a consenti à garantir une plus forte proportion du capital, en augmentant d'un sixième le montant de l'hypothèque (\$7,000 au lieu de \$6,000) et en réduisant d'autant le montant initial, que

l'emprunteur doit payer comptant. C'est grâce à cela qu'un grand nombre de personnes ont pu acheter des propriétés.

Il rappelle qu'en 1948, il a dit que la loi provinciale n'encourageait pas la petite construction, l'aménagement de logements à loyers modiques. Ces prévisions se sont avérées justes, dit-il. On constate que, dans la plupart des cas, la loi n'a abouti qu'à l'érection de propriétés moyennes se louant \$60, \$75 par mois et même plus. Il est vraiment malheureux qu'on n'ait pas construit d'habitations à loyers modiques depuis la guerre. À Montréal, il n'y a pas eu de logements construits pour la classe ouvrière.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voyons donc! J'ai été moi-même invité à l'inauguration de la 500<sup>e</sup> maison construite à Montréal par la Ligue ouvrière catholique.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne parle pas des maisons à un seul logement, mais des logements construits pour être loués à la classe ouvrière. En fait, ce que je voulais dire, c'est que depuis la guerre, il n'y a pas eu de maisons à louer à loyer modique.

La loi permet de construire des maisons à deux logements; mais en dépit de l'aide qu'il reçoit du gouvernement, l'emprunteur est seul à bénéficier de la réduction à 2 % du taux d'intérêt; en effet, il peut louer le deuxième au prix du marché et encaisser ainsi tous les bénéfices. Nos griefs étaient donc sérieux. Je ne dis pas cependant qu'il faille mettre fin à la politique du gouvernement et abandonner ce qui a été commencé.

Comme en 1948, nous allons voter pour le présent bill malgré ses faiblesses. Je voudrais cependant savoir pourquoi, en 1951, on veut prolonger le délai de 1953 à 1954 pendant lequel la loi sera applicable; et ce que l'Office du logement a payé à date en vertu de la loi de 1948, non pas le montant de ses engagements répartis sur 30 ans.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je note l'aveu du chef de l'opposition. Il dit qu'il admet avoir déjà combattu une loi qui a donné des propriétés valant \$52,000,000 à la province, procuré un toit à 27,000 personnes, et donné près de 7,000 logis. Il a ajouté que les conditions ont changé, que cela a permis à plus de personnes de bénéficier de la loi, et qu'il ne s'était pas douté que cela pourrait arriver. Nous le savions. C'est toute la différence. C'est parce que nous sommes des gens capables de prévoir que nous avons été élus. Cette loi

est bonne et elle nous a valu des félicitations nombreuses de tous les milieux, des plus hautes autorités, des mouvements ouvriers et des organisations sociales. Les faits sont là.

Le chef de l'opposition dit que le gouvernement prête quand tout est réglé. Si on s'occupait de tout dès le début, nos adversaires diraient que nous faisons de la politique avec ça. C'est tellement vrai que nous ne faisons pas de politique, que des prêts pour au-delà de \$2,000,000 ont été consentis par l'intermédiaire du bureau du notaire du chef de l'opposition, "Marler & Marler", à Montréal, et ce en vertu de cette loi.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne le savais pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition prétend que la loi ne permet pas la construction de maisons à coût modique. Or, j'ai assisté récemment à Montréal à la cérémonie marquant la fin de la construction de la 500<sup>e</sup> maison du genre. Les maisons construites en vertu de cette loi ne sont pas des châteaux, comme semble le croire le chef de l'opposition. Les montants fixés par la loi sont bas et ils tiennent compte des circonstances, afin d'empêcher la spéculation. Des maisons pour une valeur de \$52,000,000, en dépit du coût de la main-d'œuvre et des matériaux, je dis que notre loi a eu des résultats merveilleux. Nous avons réglé le problème dans des milliers de cas, tout en consolidant les finances municipales, scolaires et paroissiales. Notre législation est regardée comme un modèle du genre.

Je m'explique mal, cependant, l'attitude du chef de l'opposition. Son parti est dans la vallée de l'humiliation parce qu'il voudrait donner à Ottawa le mérite du gouvernement de Québec tout le temps. Que le chef de l'opposition cesse donc cette politique d'accrocher son char à un autre Parlement où il n'a pas de mandat. Je dis cela pour lui rendre service. Au train où vont les choses, il n'y aura sûrement pas de crise de logement pour abriter les quatre ou cinq députés qui resteront de l'opposition après les prochaines élections.

(Rires)

Pour répondre aux questions de mon honorable ami, je dirai d'abord que je n'ai pas le chiffre exact, mais que nous avons dépensé, en vertu de la loi, à date, environ \$1,000,000 sur les \$12,000,000 votés en 1948, et que les autres millions sont engagés.

Deuxièmement, je suis contre la disparition du contrôle sur les transactions, parce qu'il faut empêcher la spéculation. Nous avons chez nous, à Trois-Rivières, le modèle de réglementation pour la

construction des loyers à bon marché; c'est l'œuvre du curé Chamberland. Il cite le cas des maisons à deux logements construites en vertu de la loi par la coopérative de Sainte-Marguerite de Trois-Rivières, où le loyer exigé est bien inférieur à \$50 par mois. Venez chez nous, M. le chef de l'opposition, et vous verrez des centaines de logements à loyer de moins de \$50 par mois.

On nous critique en disant que nous agissons quand tout est terminé. À un congrès tenu à la Malbaie à l'automne dernier, le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Hanley) qui avait porté la parole, avait fort bien résumé la situation en ces mots: Il y a une différence entre Ottawa et Québec. Si Ottawa prête pour encourager la construction, Québec donne.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):** C'est vrai que j'ai dit cela. Le fédéral ne garantit que 75 %; il devrait garantir 100 %.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement doit aider, mais il ne doit pas tout faire. La propriété ne vaut vraiment qu'en autant qu'elle représente de l'ouvrage bien fait; mais il faut aussi qu'il y ait des efforts personnels, quelque chose de soi-même. C'est ça la propriété agricole; c'est ça la propriété de chez nous à Trois-Rivières.

Que l'on cesse de faire de la démagogie! L'Union nationale ne fera pas d'enchère à base de démagogie; car quand les gouvernements sont appelés à tout faire et à tout donner, il n'y a plus de liberté. Nous voulons aider et nous aidons; et nous recevons sans cesse des félicitations, prouvant que notre loi est la meilleure, la plus avancée et la plus féconde.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** ne se montre pas satisfait de cette réponse. Il réclame plus de précisions sur le montant exact dépensé pour venir en aide à l'habitation. Le gouvernement devrait fournir ces chiffres avant la troisième lecture du bill 15.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** approuve sans restrictions la législation provinciale. Il affirme qu'elle a donné des résultats inespérés. Il loue les avantages de la loi et déclare qu'elle est citée en modèle à New York et ailleurs. Pas un gouvernement d'une autre province n'a fait autant dans ce domaine, dit-il; pas un ne fait de cadeau comme celui de Québec, en payant une partie de l'intérêt sur le prêt hypothécaire.

Les résolutions sont adoptées.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 pour faciliter la construction d'habitations familiales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

### Pouvoirs spéciaux pour la crise du logement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 16 sans l'amender.

### Enquête sur le problème du logement

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 17 modifiant la loi instituant une enquête sur le problème du logement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre. Il propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que l'article 6 de la loi instituant une enquête sur le problème du logement (12 George VI, chapitre 8), modifié par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 11, soit remplacé par le suivant:

"6. Le gouvernement est autorisé à dépenser, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars pour les traitements et les déboursés des commissaires, du secrétaire et des employés de la commission."

Nous demandons d'ajouter \$25,000 aux \$100,000 de dépenses prévues pour cette enquête.

**M. Chaloult (Québec):** Ça fait longtemps que cette enquête est commencée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand nous enquêtons, nous enquêtons bien; il nous faut donc un délai de trois ou quatre mois avant de présenter des recommandations intéressantes et des conclusions définitives.

**M. Chaloult (Québec) et M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** observent que les membres de cette Commission ne semblent pas se presser beaucoup. Ils ont été nommés en octobre 1948 et ne semblent avoir déposé aucun rapport jusqu'à présent. Ils mettent du temps à soumettre les conclusions de leur enquête.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons une bonne Commission qui compte dans ses rangs M. Osias Filion, un ouvrier; M. Joseph Gingras, conseiller du roi, et M. Émile Benoist, secrétaire, qui étudient tous les aspects du problème du logement.

D'ailleurs, pour mener à bien l'enquête et se renseigner sur ce qui se fait ailleurs, dans le domaine du logement, le président de la commission, M<sup>c</sup> Joseph Gingras, a voyagé un peu partout, aux États-Unis, en Amérique du Sud, et en Europe. Il s'est rendu notamment en Suède, en Norvège et en Italie.

Il arrive de voir dans les journaux et les revues des rapports sur certaines initiatives apparemment bonnes et fructueuses. C'est ainsi que j'ai trouvé dans le *New York Times* des éloges à la suite de la démolition de taudis à Baltimore. J'ai envoyé les membres de la Commission voir sur place ce qui s'est fait. Il s'est trouvé qu'on n'avait pris là que des mesures rudimentaires. Cela paraissait beau dans le journal mais, vu de près, ce n'était plus rien. Il existe près de New York d'immenses maisons à appartements qui ne conviennent pas du tout chez nous. La

promiscuité y crée des dangers qu'on ne rencontre pas ailleurs.

**M. Chaloult (Québec):** Qu'est-ce qu'ils font, ces gens-là, en plus de voyager?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils travaillent. Il n'y a pas d'initiative plus profitable que ce que nous avons fait. Le gouvernement n'a pas pour mission de tout faire. Le gouvernement doit suppléer, aider.

Il note que le gouvernement a reçu plusieurs rapports verbaux, et nombre de suggestions utiles; mais il ne faut pas oublier, dit-il, que le problème du logement est complexe et difficile, qu'il est excessivement compliqué et nécessite donc des études prolongées.

D'ici trois mois, nous aurons un rapport définitif. De tous les projets qui ont été étudiés, aucun ne pouvait s'appliquer à la province de Québec. Nous avons dit aux enquêteurs: Attendez donc d'avoir des résultats avant de faire votre rapport.

**M. Chaloult (Québec):** Ces gens-là ne sont pas pressés. Ils ont été nommés il y a deux ans. Je voudrais bien que ça marche.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les voyages faits par les membres de la Commission étaient nécessaires. On ne peut juger des plans. Il faut les voir en application. En Suède, un des endroits les plus avancés au monde, chef de file qui a damé le pion dans bien des domaines, nous avons étudié les lois d'habitation et nous avons eu la satisfaction de constater qu'on est moins avancé maintenant en Suède qu'ici, dans le domaine du logement.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** D'après les *Comptes publics* de 1949-1950, la Commission avait dépensé \$55,000, presque tout en salaires; il reste donc \$45,000. C'est pas assez? La Commission ne peut-elle terminer ce travail avec un tel montant?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne reste plus en caisse que \$23,000<sup>6</sup> cette année. Nous ne voulons pas être obligés de passer un mandat spécial, que l'on nous reprocherait, s'il manquait de l'argent. M. Émile Benoist, secrétaire de la Commission, reçoit \$3,600 comme tel et \$5,000 comme publiciste de la voirie.

**M. Chaloult (Québec):** Et, tout cela, pour voyager!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est le meilleur moyen pour voyager que la voirie.  
(Rires)

Mais j'affirme qu'il est certain qu'il ne faut pas aller trop vite dans une question aussi importante.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Nous n'accusons personne d'aller trop rapidement. La Commission ne terminera jamais ses travaux si elle continue de voyager et qu'elle ne se décide pas à présenter un rapport sur ce que les commissaires ont constaté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons déjà vu autrefois une commission qui n'a rien fait, dont le président touchait \$10,000 parce qu'il ne pouvait pas gagner sa vie autrement. La question du logement est complexe. Elle remonte à Adam et Ève, chassés du Paradis terrestre. Les commissaires doivent étudier, attendre les résultats des expériences commencées depuis deux ans.

Les membres de la Commission ne consacrent pas tout leur temps à l'enquête. Nous n'aurions pas pu avoir les hommes compétents que nous avons si nous les avions obligés à y donner tout leur temps. Sous l'Union nationale, les gens sont libres. Nous voulons leur donner le temps voulu pour préparer le rapport. C'est leur opinion que nous voulons et non un rapport dicté pour nous. Dès que certaines réformes qui ont été tentées auront produit des résultats, ils pourront fournir un rapport. D'ailleurs, nous aurons leur rapport au plus tard à la prochaine session.

**M. Chaloult (Québec):** À entendre parler le premier ministre, j'ai l'impression qu'il ne prend pas plus au sérieux que moi-même le travail de cette commission. J'estime que c'est une Commission inutile et que ce serait une bonne chose qu'elle disparaisse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Au contraire, cette Commission est très importante. Et pour vous citer un fait, supposons que l'on entreprendrait un programme illimité, par exemple, de construire 100,000 logements sans tenir compte de ceux qui existent déjà; nous serions dans une situation désastreuse. Nous ne voulons pas de bouleversement et quand la Commission produira son rapport, tout le monde félicitera le gouvernement et la Commission.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Si les commissaires attendent d'avoir trouvé la solution idéale avant de faire rapport, ils n'auront jamais fini leur travail.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je vous assure que les commissaires seront en mesure de présenter un rapport définitif d'ici trois ou quatre mois.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division. La résolution relative au bill 17 est agréée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi instituant une enquête sur le problème du logement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

**Collège de Lévis****L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 pour faciliter le succès de la souscription en faveur du Collège de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** déclare qu'il est en faveur de la campagne de souscription du Collège de Lévis à cause des grands mérites de l'œuvre d'éducation, et ce, relativement à la loi qui permet aux corporations municipales des comtés de Lévis et de Bellechasse, et aux corporations, de souscrire comptant ou par emprunt, à la campagne de souscription du Collège de Lévis. Je suis favorable au projet, dit-il, car le Collège de Lévis a une longue et admirable histoire, mais le gouvernement procède-t-il bien?

Je suis favorable à ce projet, mais je me demande si le gouvernement procède d'une façon vraiment démocratique. Il est raisonnable de permettre aux corporations municipales d'emprunter pour souscrire, mais la loi autorise les conseils municipaux à voter des emprunts sans consulter les propriétaires, qui paieront en définitive. Depuis longtemps on cherche à dégrever la petite propriété. On devrait, pour arriver à cette fin, faire attention de

ne pas permettre aux conseillers municipaux d'emprunter sans la permission des contribuables.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques):**

Le gouvernement ne fait que donner un droit aux conseils municipaux. Libre à eux de s'en servir et rien ne les empêche de soumettre cette question aux contribuables des municipalités. Les propriétaires ont toujours le droit de demander à leurs représentants dans les conseils municipaux qu'un emprunt leur soit soumis par voie de referendum, en vertu de la loi générale, avant de prendre une décision finale.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 18 sans l'amender.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Séminaire Sainte-Marie  
de Shawinigan**

**L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 concernant le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 19 sans l'amender.

**L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Développement minier et industriel  
dans le Nouveau-Québec**

**L'honorable M. French (Compton)** propose, du consentement unanime, que le bill 32 pour corriger les articles 12 et 16 de la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. French (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 32 sans l'amender.

**Dépôt de documents:**

**Ministère de la Colonisation,  
rapport 1949-1950**

**L'honorable M. Bégin (Dorchester)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1950. (Document de la session no 7)

**Travaux  
de la Chambre**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous avons fait beaucoup de travail cette semaine; et comme il y a un dîner à Bois-de-Coulonge, ce soir, nous ne siégerons pas. La Chambre n'étudiera pas le bill de la Régie des loyers avant une dizaine de jours. La semaine prochaine, mardi, les députés seront appelés à considérer diverses lois de moindre importance, notamment celles qui viennent en aide aux sinistrés de Rimouski et de Cabano. Le trésorier provincial (l'honorable Onésime Gagnon) présentera mardi un budget supplémentaire de \$300,000 pour venir davantage en aide aux victimes des conflagrations de Rimouski et de Cabano. La loi, qui augmente à 46<sup>7</sup> le nombre des juges de la Cour supérieure, sera aussi étudiée mardi ou mercredi.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se  
trouve ajournée à mardi prochain.  
Adopté.

La séance est levée à 5 h 30<sup>8</sup>.

---

### NOTES

1. *La Presse* du 26 janvier 1951, à la page 16, parle de \$250,000.

2. Selon le journaliste de *L'Événement* du 26 janvier 1951, à la page 3, M. Marler voulait dire que les discours du chef de l'Union nationale ne vaut rien aux yeux d'un libéral.

3. On parle de 32 compagnies dans *Le Canada* du 26 janvier 1951, à la page 2.

4. *The Montreal Daily Star* du 26 janvier 1951, à la page 8, parle de 275 caisses populaires.

5. Les chiffres de \$6,688,089 sont rapportés par *The Gazette* du 26 janvier 1951, à la page 4, et *The Montreal Daily Star* du 26 janvier 1951, à la page 8.

6. *La Patrie* du 26 janvier 1951, à la page 7, *Le Soleil* du 26 janvier 1951, à la page 8, et *L'Événement-Journal* du 26 janvier 1951, à la page 4, parlent de \$22,000.

7. Le chiffre de 45 est avancé par *L'Événement-Journal* du 26 janvier 1951, à la page 4.

8. *The Montreal Daily Star* du 26 janvier 1951, à la page 8, rapporte que la séance aurait duré 2 heures et demie.



Séance du mardi 30 janvier 1951

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires (M. Ducharme);
- de la part de la Ligue antituberculeuse de Montréal inc. (Montreal Antituberculosis League, Inc.), demandant l'adoption d'une loi modifiant une clause du testament de feu Mlle Nora Jeannie Welsh (M. Johnson);
- de Isidore Jean et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant la municipalité du village de Chute-aux-Outardes et la municipalité de Ragueneau, pour fins municipales seulement (M. Ouellet);
- de Laurent Létourneau et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Caisse de retraite des Syndicats coopératifs et mutuelles" (M. Samson);
- des légataires de feu Hugh Quinlan, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament dudit Hugh Quinlan (M. Roche);
- de Paul-Henri-Maranda et Paul-Émile Tardif, demandant l'adoption d'une loi permettant à la Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres (M. Saucier);
- de la corporation de ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir le droit d'imposer une taxe de vente (M. Vachon);
- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger).

**Lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de dame Anna Girard, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre ou à hypothéquer un lot de terre de la ville de Mégantic (M. Goudreau);
- de la corporation de la ville de Bromptonville et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une entente (M. Goudreau);
- de M. Frank Champoux et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Jean alias John Champoux (M. Prévost);
- de la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite municipalité (M. Miquelon);
- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Granby, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à bénéficier, pour fins d'éducation, du produit de toutes taxes de 1 % (M. Choquette);
- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Saucier);
- de la Fédération diocésaine de Montréal et autres, demandant l'adoption d'une loi exemptant leurs édifices, terrains de tout impôt municipal et scolaire (M. Roche);
- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bernard);
- de dame Aldéa Bélanger et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant certaines dispositions d'un acte de donation en faveur de Gérard et Marcel Gosselin (M. Roche);
- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Blanchard);
- de la ville de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Barrière);
- des commissaires d'écoles pour la cité de Thetford-les-Mines, demandant l'adoption d'une loi leur accordant le pouvoir d'imposer une taxe de vente (M. Vachon);
- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Caron);
- de la corporation de l'Ascension de Notre-Seigneur et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Garnier, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant certaines résolutions relatives à l'évaluation de la propriété imposable de Aluminum Company of Canada, Limited (M. Auger);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hanley);

- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roche);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi leur accordant le pouvoir d'imposer une taxe d'éducation (M. Bernartchez);
- de la Société coopérative agricole du canton de Granby, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de coopérative agricole de Granby (M. Choquette);
- de dame Angéline Bacon et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Réal Lamontagne (M. Roche).

### Rapports des comités permanents:

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 105 concernant la succession d'Hermann Gottlieb Huber;
- bill 120 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raphaël Esposito;
- bill 116 autorisant le recteur et les marguilliers de St. Matthew's Church, de la cité de Québec, à vendre le lot numéro 3,296 au cadastre du quartier Saint-Jean de la cité et du district de Québec.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 110 changeant le nom de Léopold-Marcel Lortie en celui de Léopold-Marcel Villeneuve;
- bill 117 concernant l'admission de Me André Poirier à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire;
- bill 119 concernant la succession de l'honorable Paul-G. Martineau;
- bill 123 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean-Théodore Chenevert.

Il propose la troisième lecture de ces projets de loi étudiés au cours de la matinée.

#### M. Marler (Westmount-Saint-Georges):

Cette procédure qui s'est un peu généralisée l'an dernier a l'avantage de hâter le travail, mais elle peut avoir des inconvénients. Il donne néanmoins son consentement.

### Projets de loi:

#### Succession d'Hermann Gottlieb Huber

M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 concernant la succession d'Hermann Gottlieb Huber.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Léopold-Marcel Lortie

M. Prévost (Montmorency) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 changeant le nom de Léopold-Marcel Lortie en celui de Léopold-Marcel Villeneuve.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 110 sans l'amender.

M. Prévost (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### André Poirier

M. Provençal (Montréal-Laurier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 concernant l'admission de Me André Poirier à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 117 sans l'amender.

**M. Provençal (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Succession de Paul-G. Martineau**

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 concernant la succession de l'honorable Paul-G. Martineau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 119 sans l'amender.

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Raphaël Esposito**

**M. Johnson (Bagot)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raphaël Esposito.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 120 sans l'amender.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Jean-Théodore Chenevert**

**M. Gatién (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 autorisant le Collège

des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean-Théodore Chenevert.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 123 sans l'amender.

**M. Gatién (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **St. Matthew's Church, Québec**

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 autorisant le recteur et les marguilliers de St. Matthew's Church, de la cité de Québec, à vendre le lot numéro 3,296 au cadastre du quartier Saint-Jean, de la cité et du district de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** fait des réserves concernant le bill 116 autorisant le recteur et les marguilliers de l'église Saint-Mathieu de la ville de Québec à vendre le lot 3,296.

Adopté après division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Rapports des comités permanents:**

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à emprunter une certaine somme d'argent;

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Mégantic, demandant l'adoption d'une loi concernant l'imposition d'une taxe de vente;

- de l'Institut des sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétiennne, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation;

- de Robert Berry et son épouse dame Jean Black Tait, demandant l'adoption d'une loi rendant valable l'adoption par eux de Margaret Anne Redmond et changeant son nom de famille à Berry;

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Matane, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Anna Girard, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre ou à hypothéquer un lot de terre de la ville de Mégantic;

- des commissaires d'écoles pour la cité de Thetford-les-Mines, demandant l'adoption d'une loi leur accordant le pouvoir d'imposer une taxe de vente;

- des Sœurs adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom en celui de Les Moniales Bénédictines du Précieux-Sang de Mont-Laurier;

- de dame Jeannine Legault, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Henri Legault;

- de Bernard Archambault, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à contracter mariage avec sa nièce, Lucille Labelle;

- de Montreal Protestant Central School Board, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant Protestant Schools.

## Projets de loi:

### Charte de Matane

**M. Dubé (Rimouski)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 101 modifiant la charte de la ville de Matane.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Charte de La Tuque

**M. Ducharme (Laviolette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 114 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Taxe d'éducation à Thetford Mines

**M. Vachon (Wolfe)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 126 autorisant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford-les-Mines à imposer une taxe d'éducation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Taxes de vente et d'éducation à Mégantic

**M. Vachon (Wolfe)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 autorisant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Mégantic à lever une taxe d'éducation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Charte de Sherbrooke

**M. Goudreau (Richmond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Contrat de donation de Eugène Girard

**M. Goudreau (Richmond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 134 annulant une clause du contrat de donation de Eugène Girard à Anna Girard.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Institut des sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie

**M. Chaloult (Québec)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'Institut des sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétiennne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Instruction publique  
à Sherbrooke**

**M. Gérin (Stanstead)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Québec**

**M. Boudreau (Saint-Sauveur)** pour **M. Matte (Québec-Est)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 107 modifiant la charte de la cité de Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La motion de M. Boudreau contredit une nouvelle à l'effet que le bill ne sera pas présenté avant un mois.

J'avertis une fois de plus les corporations municipales qui ont des bills à présenter qu'elles doivent le faire à temps. Nous ne pouvons pas obliger les députés à demeurer ici pour les retardataires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Adoption et changement de nom  
de Margaret Anne Redmond**

**M. Rennie (Huntingdon)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 127 concernant l'adoption de Margaret Anne Redmond et le changement de son nom de famille en celui de Berry.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Écoles protestantes  
de Montréal**

**M. Rennie (Huntingdon)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sœurs adoratrices du Précieux-Sang  
de Mont-Laurier**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 156 modifiant la loi constituant en corporation les Sœurs adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier et changeant leur

nom en celui de "Les Moniales Bénédictines du Précieux-Sang de Mont-Laurier".

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Mariage de Bernard Archambault  
et Lucille Labelle**

**M. Gatien (Maisonnette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 181 accordant les effets civils au mariage projeté de Bernard Archambault et Lucille Labelle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Testament  
d'Henri Legault**

**M. Johnson (Bagot)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 139 modifiant le testament d'Henri Legault.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Messages du lieutenant-gouverneur:****Budget supplémentaire  
1950-1951 (1)**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire (1) des dépenses pour l'année financière finissant le 31 mars 1951, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement  
Québec, le 24 janvier 1951  
(Document de la session no 2)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

**Subsides:****Budget supplémentaire  
1950-1951 (1)**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

**En comité:**

Budget supplémentaire des dépenses ordinaires de la province de Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951, préparé conformément aux articles 5 et 6 du chapitre 71 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "venir en aide aux sinistrés de Rimouski et de Cabano" - Bureau du Trésorier (Trésor).

Adopté.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

**Voies et moyens:****Budget supplémentaire  
1950-1951 (1)**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**En comité:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1951, il sera permis de tirer du fonds consolidé de la province, une somme ne dépassant pas \$300,000.

**Des députés de l'opposition** se réservent le droit de discuter ce budget supplémentaire lors de l'étude générale du prochain budget.

Adopté.

**Rapport du comité des voies et moyens:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité est lue et agréée.

**Projets de loi:****Loi des subsides No 1,  
1950-1951**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Construction d'habitations familiales**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 pour faciliter la construction d'habitations familiales soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Pouvoirs spéciaux pour la crise du logement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec**

**L'honorable M. French (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 pour corriger les articles 12 et 16 de la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Enquête sur le problème du logement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi instituant une enquête sur le problème du logement soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** critique le projet de loi qui prévoit un crédit supplémentaire de \$25,000 pour compléter l'enquête au sujet du problème du logement. C'est une dépense inutile, dit-il, parce que la Commission d'enquête n'a soumis aucun rapport: Cet organisme donne le spectacle d'une commission qui a beaucoup voyagé aux

États-Unis et en Europe depuis sa création il y a deux ans, mais qui n'a pas encore produit de rapport écrit. Elle dépense l'argent des contribuables puisqu'une somme de \$55,000 a déjà été engagée par cette Commission de trois membres dirigée par J. Gingras, un avocat de Sherbrooke, et ce, sans publier de conclusions. Et voilà que le gouvernement demande maintenant plus d'argent. C'est un cas de gaspillage flagrant. La commission est inutile.

Nous nous opposons à la troisième lecture.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les libéraux, comme d'habitude, ont une attitude contradictoire. Les amis et les journaux de l'opposition, avec plus de courage qu'on en voit ici en Chambre, critiquent le gouvernement, et surtout le premier ministre, en disant que je suis un dictateur et que je ne prends conseil de personne. Mais quand nous demandons le pouvoir de nous renseigner, ils nous critiquent encore. Je ne comprends pas pourquoi les représentants d'un régime qui n'a rien fait pendant 40 ans pour remédier au problème de l'habitation s'objectent à ce que nous réfléchissions avant d'agir et viennent nous critiquer aujourd'hui parce que nous voulons nous renseigner afin de trouver une solution définitive.

Il insiste sur l'importance du problème du logement et sur la nécessité de ne pas procéder à l'aveuglette dans un pareil domaine. Le problème du logement est l'un des plus compliqués, dit-il. Il ne s'agit pas seulement de trouver les moyens de construire de nouvelles maisons, mais de considérer les répercussions possibles.

Après plus de 40 ans de régime libéral, dans la province, le nombre des propriétaires est encore très limité. Il est de 9 % à Montréal, de 12 % à Trois-Rivières, de 10 % à 12 % à Québec. Il ne faut pas sous prétexte de régler un problème, en créer d'autres dont souffriront les petits propriétaires.

En tentant de résoudre la crise du logement, on ne doit pas surcharger les propriétaires actuels et créer une migration de la campagne vers la ville.

Nous avons déjà établi dans la province un système de prêts en vertu duquel la province s'est engagée à dépenser \$80,000,000 afin de maintenir les cultivateurs sur la terre. Il ne faudrait pas, par manque de réflexion, mettre sur pied un organisme qui aurait pour effet de vider nos campagnes et encombrer les villes. Nous avons déjà institué un excellent système de prêts, d'autre part, pour stimuler la construction de maisons. Il est tellement bon que l'opposition vient encore de l'approuver en votant en troisième lecture un bill qui autorise le

gouvernement à dépenser davantage pour encourager les constructeurs. Mais comme l'Union nationale vise toujours au progrès, nous voulons faire encore davantage, si c'est possible.

Voilà pourquoi nous estimons important de nous renseigner, de bien nous documenter sur la façon de parer à la crise du logement et de nous renseigner par l'intermédiaire de gens compétents. L'étude à faire est un travail de longue haleine, et l'opposition ne devrait pas s'objecter à ce que le gouvernement fasse une étude approfondie de toute cette question complexe du logement avant de légiférer, s'il en voit la nécessité.

La Commission est formée d'hommes compétents, MM. Jos. Gingras, c.r., Osias Fillion, un chef syndical puisque la main-d'œuvre représente un élément important dans cette question, et Jack Latter, représentant de la minorité et des industriels, qui travaillent aussi vite qu'il est possible. À maintes reprises, j'ai demandé à la Commission de faire des études sérieuses sur tel ou tel aspect du problème du logement. En maintes circonstances, elle a aidé le gouvernement et lui a fourni des renseignements utiles sur des législations.

La Commission a recueilli de précieux renseignements, car la question du logement est un problème à l'échelle mondiale. Il ajoute qu'il est utile d'avoir toutes les données possibles avant de prendre des décisions. Seul M. Gingras a fait ces voyages. Il est l'homme tout indiqué pour la tâche qui lui est confiée; c'est un avocat éminent et il est qualifié pour étudier ces questions et en faire rapport.

Certains pays ont adopté un système pour trouver ensuite qu'il présentait des lacunes. D'autres pays ont établi un système qui est encore à l'essai, et il serait souhaitable de voir comment ces essais vont aboutir.

Si les membres de la commission et leur président, M. Joseph Gingras, spécialiste des questions sociales, n'ont pas rédigé de rapport, il est incontestable qu'ils n'en ont pas moins déjà rendu, et continuent à rendre, de grands services par les conseils qu'ils ont donnés aux autorités. Il y a souvent de ces conseils verbaux qui valent beaucoup mieux que des écrits...

Et s'il n'y a pas encore de rapport écrit, c'est que j'ai demandé de n'en pas rédiger tant que toutes les données du problème n'auront pas été assemblées.

On ne peut pas attendre de ces hommes qu'ils livrent des conclusions précipitées. Ils ont besoin de temps pour considérer ces questions et ils ne peuvent y consacrer tout leur temps. Il n'y a aucun mal à ce qu'ils prennent quelques années pour étudier le problème à fond.

Néanmoins, le rapport définitif de la Commission sera prêt d'ici trois ou quatre mois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Sinistrés de Rimouski**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 20 concernant l'aide aux sinistrés de Rimouski.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre. Il propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que l'article 5 de la loi pour venir en aide aux sinistrés de Rimouski, sanctionnée le 16 novembre 1950, soit modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Nonobstant le paragraphe *b* du présent article, la Commission municipale de Québec pourra, lorsqu'elle le juge équitable, autoriser la ville de Rimouski à consentir des prêts, sous l'empire de la présente loi, jusqu'à concurrence, dans chaque cas, de cinquante pour cent de la valeur de remplacement déterminée par l'article 7, le montant prêté ne devant cependant dans aucun cas excéder huit mille dollars."

Par la loi votée au cours de la session spéciale de novembre dernier, loi qui a rendu d'éminents services, le gouvernement garantissait les emprunts contractés par la ville de Rimouski pour faire des prêts aux sinistrés de mai 1950, et étendait à ces derniers, les avantages de la loi provinciale du logement en vertu de laquelle la province paie la différence entre 5 % et 2 %. La loi disait, cependant, que le montant des prêts faits aux sinistrés ne devait pas excéder la différence entre trois fois le montant de l'évaluation municipale de la maison brûlée et le total des assurances ainsi que des dons reçus par l'emprunteur.

L'amendement apporté par ce projet de loi a pour but de permettre à la ville de Rimouski, avec l'autorisation préalable de la Commission municipale, de prêter, dans certains cas, à des sinistrés de la conflagration de mai 1950, jusqu'à concurrence de 50 % d'un montant, correspondant à trois fois l'évaluation municipale en force à Rimouski à la date du sinistre, mais n'excédant pas, dans aucun cas, \$8,000, sans tenir compte des assurances et des dons reçus.

Après la session spéciale, j'ai reçu des autorités de Rimouski des félicitations et des éloges. Nous nous sommes alors abouchés avec le très honorable Louis Saint-Laurent, et nous avons décidé ensemble que les deux gouvernements aideraient par des souscriptions de \$2,500,000 chacun dans le cas de Rimouski et de \$300,000 chacun dans le cas de Cabano. Puis nous avons formé un compte spécial dans lequel le fédéral était représenté par le brigadier Thériault et le provincial par M. Édouard Laurent. Le comité dans le premier cas était complété par la présence de M. P.-É. Gagnon et, dans le second, par celle de M. Émilien Morin.

Il signale de nouveau l'esprit de coopération fraternelle qui s'est manifesté dans tout le Canada à l'occasion des sinistres de Rimouski et de Cabano. Il rappelle d'abord avec quel empressement et quelle générosité le gouvernement de la province s'est porté au secours de la population de Rimouski et de Cabano, en lui apportant de l'aide sous des formes multiples. Le gouvernement provincial, dit-il, a fait tout ce qui était humainement possible pour les villes ravagées de Rimouski et de Cabano.

À l'heure actuelle, des \$5,000,000 qu'ils se sont engagés à verser aux sinistrés, chacun des deux gouvernements de Québec et d'Ottawa a payé \$762,975.26 à même sa contribution de \$2,500,000. Cela ne comprend pas les sommes reçues par les sinistrés du fonds Gagnon-Rivard (souscriptions publiques), ni ce que le gouvernement de Québec a payé pour la reconstruction temporaire du pont et des édifices publics qu'il a perdus lui-même dans l'incendie.

Je me suis occupé personnellement d'obtenir du crédit aux banques pour les sinistrés et ces institutions de finance, notamment la Banque Royale et la Banque Canadienne Nationale, ont accepté de prêter temporairement \$500,000 sur la promesse qu'une loi légaliserait l'affaire.

Depuis ce temps, la spéculation s'est mise de la partie et je regrette que les sinistrés n'aient pas reçu toute la coopération qu'ils avaient le droit d'avoir. Le but de la nouvelle loi est de faire face aux

exigences nouvelles depuis l'adoption de la législation de novembre, qui garantissait des emprunts jusqu'à concurrence de \$1,000,000 moyennant certaines conditions. Le gouvernement se montre donc plus généreux.

Je regrette de le dire, mais certaines personnes ne nous ont pas accordé la coopération charitable que nous étions en droit d'attendre dans une telle épreuve. Les salaires n'ont jamais été aussi élevés à Rimouski qu'à l'heure actuelle et certains ont profité de la situation. La loi adoptée en novembre dernier a beaucoup aidé, mais depuis, le coût des matériaux et de la main-d'œuvre ont augmenté. Le gouvernement entend toutefois empêcher la spéculation qui s'est mise de la partie. Un malheur n'est pas une cause d'enrichissement, mais une raison additionnelle de s'entraider.

Il y a aussi des cas où le montant des assurances a été versé en totalité aux créanciers, de sorte qu'il ne peut servir à la construction nouvelle. Voilà pourquoi le bill permet de calculer le montant des prêts sur une nouvelle base, qui ne tient pas compte des assurances et des dons reçus par le sinistré.

Notre nouveau projet de loi permettra à Rimouski d'aider davantage les sinistrés. Les assurances et les cadeaux ne seront pas déduits du montant que les sinistrés pourront emprunter.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je n'ai pas l'intention pour le moment de parler du fonds Gagnon-Rivard.

Lorsque le premier ministre a présenté sa loi en novembre dernier, j'ai dit que la base était manifestement insuffisante pour aider les sinistrés de Rimouski à faire face à leur immense malheur.

Comme question de fait, la loi ne permettait pas de prêter plus de \$365,000 en tout et partout à Rimouski. On leur permettait d'emprunter une certaine somme, mais en déduisant, de la base, les sommes reçues des assurances et en cadeaux. De plus, la loi ne permettait que de remplacer la vieille maison incendiée par une construction d'égale valeur. Le problème des sinistrés était de se rebâtir une meilleure maison et non pas de remplacer pour une valeur égale leurs maisons incendiées, qui, dans la plupart des cas, étaient vieilles.

Ce désir de rebâtir mieux qu'ils avaient perdu était légitime et logique de la part des sinistrés, et nous avons soutenu, en novembre, que les limites imposées par la loi d'alors empêcheraient ces malheureux de réaliser une ambition légitime. Aussi, par le jeu des restrictions imposées, un certain

nombre de personnes avaient le droit de profiter de la loi mais 99 d'entre elles ne pouvaient pas emprunter plus de \$1,000. Seulement 210 personnes avaient le droit d'emprunter, dont 180 ne pouvaient pas emprunter plus de \$2,500, à cause de l'insuffisance de cette base.

Le gouvernement devrait admettre que sa loi de novembre n'a pas donné les résultats attendus. Il a refusé, en novembre, de tenir compte des revendications que l'opposition faisait pour les sinistrés de Rimouski et le premier ministre a refusé d'augmenter la base des emprunts. Aujourd'hui, sans vouloir admettre que sa loi de novembre n'était pas adéquate, ce même gouvernement explique son projet de modifier la loi par l'augmentation du coût des matériaux et de la main-d'œuvre. Ce n'est pas la vraie raison. La vraie raison, c'est que le gouvernement se voit obligé de modifier la base parce que la loi de novembre a été une faillite complète.

Aujourd'hui, le bill no<sup>o</sup>20 permet de ne pas tenir compte des dons et des indemnités d'assurance pour calculer les prêts possibles. C'est ce que nous demandions en novembre. La nouvelle mesure apporte donc une amélioration sensible, car elle permet à plus de gens d'emprunter. Mais en dépit d'une amélioration sur la loi de novembre, la présente loi n'atteint pas encore son but, si ce but, comme le dit le premier ministre, est d'aider les sinistrés à se reconstruire. Même avec cette nouvelle base, je suis d'avis que 62 sinistrés ne pourront pas emprunter plus<sup>1</sup> de \$3,000. À mon sens, j'estime que c'est une erreur que de rattacher encore le montant du prêt à la valeur de ce qui a brûlé plutôt qu'à la valeur de ce qui sera construit.

En s'en tenant toujours au remplacement de la propriété incendiée, le gouvernement s'oppose au désir des sinistrés de bâtir des maisons plus modernes, comme ils ont le droit, ce qui nécessiterait un bien plus fort montant que la valeur de la maison brûlée. Il est normal que les sinistrés aspirent à se construire de meilleures maisons. Je regrette donc que le gouvernement ne soit pas allé plus loin.

Nous ne nous opposerons donc pas au nouveau bill, mais à la disposition qui rend obligatoire l'approbation de la Commission municipale; elle devrait disparaître, car elle va retarder la reconstruction. Je demande donc au gouvernement de ne pas forcer la ville de Rimouski à faire approuver par la Commission municipale tous ses actes dans ce domaine. Cette surveillance de chacun des emprunts par la Commission va retarder les formalités à faire et c'est un nouveau retard imposé aux citoyens de Rimouski.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si les sinistrés de Rimouski n'avaient compté que sur l'opposition pour régler leurs problèmes, ils n'auraient pas eu grand-chose.

Il est facile de critiquer et de faire des promesses, mais le devoir du gouvernement est d'administrer les biens du peuple avec le plus de clairvoyance possible. Et je m'étonne que mon honorable ami (M. Marler) adopte une attitude indigne de lui.

Le devoir d'un gouvernement n'est pas de promettre sans cesse et de créer des appétits, mais d'administrer sagement le bien du peuple comme un bon père de famille doit le faire. Je m'attendais à autre chose du chef de l'opposition que les dissertations qu'il vient de nous servir.

Si un homme perd une maison de \$3,000, le feu ne lui donne pas un droit acquis à une maison de \$10,000. Plus de \$7,000,000 sont destinés à Rimouski, dont \$4,000,000 fournis par le gouvernement, c'est-à-dire le peuple de la province, si l'on tient compte de la reconstruction de certains édifices publics qui seront à sa charge. Le nouveau pont va coûter à lui seul \$500,000. Il ne faut pas permettre que des gens profitent d'un désastre pour spéculer à même l'argent du peuple.

Il est temps que nous comprenions que les personnes dont c'est l'argent qu'on utilise ont droit de regard sur l'utilisation qu'on en fait. L'argent doit être administré de façon sage et c'est le devoir du gouvernement d'éviter les abus, comme on en a malheureusement vus lorsque des gens du dehors sont allés à Rimouski pour organiser des "schemes"<sup>2</sup> et faire des profits à même les sinistrés. Il ne faut pas faire de petite politique avec la misère. Je regrette de constater que l'opposition a voulu en faire de la petite politique et se livrer à la démagogie avec l'épreuve malheureuse que les gens de Rimouski et de Cabano ont subie.

Dès que le désastre de Rimouski eut été connu, le gouvernement de la province a mis immédiatement tout en branle pour aider de tous les moyens les sinistrés. Je me suis immédiatement abouché avec M. Saint-Laurent, le premier ministre fédéral, et il fut décidé d'un commun accord que le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada verseraient chacun une souscription généreuse. Cette souscription a été de \$2,500,000 de la part de chacun. Mais ce n'est pas tout. Il y a eu le fonds de souscription provinciale. De plus, la province doit reconstruire à ses frais les édifices publics qui ont été incendiés, notamment l'École de marine, le palais de justice, le pont jeté sur la rivière

à l'entrée ouest de Rimouski et que l'incendie a détruit. Et tout le peuple de la province aura contribué pour une somme d'environ \$4,000,000 à l'aide des sinistrés. Si on y ajoute la généreuse souscription d'Ottawa et les souscriptions publiques, on arrive à \$7,000,000.

Or, tous les gens dans l'aide aux sinistrés n'ont pas toujours eu à cœur le bien du plus grand nombre des citoyens affectés par la conflagration. Des gens ont organisé des compagnies de construction non pour aider mais pour faire des profits au détriment de la population. L'Angleterre, car les échos du sinistre ont débordé les frontières du Canada, a envoyé des services de vaisselle pour les sinistrés; or il s'est trouvé que, dans certains cas, il y a des sinistrés qui ont passé leur vieille porcelaine à d'autres compagnons de malheur et ont pris la vaisselle envoyée d'Angleterre à la place.

La Commission municipale est une institution d'un régime libéral. Elle fut fondée avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. Les emprunts généraux ne peuvent être faits sans son approbation: Il n'y a donc rien dans le fait de faire approuver les emprunts par ladite Commission qui soit extraordinaire. Enfin, le gouvernement provincial a reçu des félicitations du conseil municipal de Rimouski pour la loi qui fut votée en novembre pour venir en aide aux victimes de l'incendie.

**M. Dubé (Rimouski)** souligne à son tour la générosité exceptionnelle du gouvernement provincial et du gouvernement fédéral. Il est, dit-il, le porte-parole de la population de son comté pour remercier tous ceux qui se sont montrés généreux à l'égard de la ville si cruellement éprouvée: le geste posé par les autorités provinciales et les autorités fédérales les honore hautement.

La population affligée est très reconnaissante de l'aide reçue de Québec et d'Ottawa.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** se défend d'avoir voulu faire de la démagogie avec le malheur qui a frappé Rimouski. Le premier ministre, dit-il, nous parle de tout pour que nous perdions de vue l'essence même de la loi. Il nous parle de construction d'édifices publics et de travaux qui...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et les salaires versés par ces travaux, c'est encore la population de Rimouski qui va en profiter.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ne déplaçons pas la question. Il ne s'agit pas de mettre

en cause la générosité du gouvernement, mais du problème devant lequel se trouvent ceux qui ont une maison à reconstruire. On ne peut les blâmer de vouloir que leur nouvelle demeure soit plus solide que l'ancienne et surtout à l'épreuve du feu. La différence entre le premier ministre et moi-même, c'est qu'il pense qu'il s'agit encore de donner, alors qu'il s'agit tout simplement d'aider la population à se relever, en lui facilitant un prêt d'argent pour se rebâtir convenablement.

Il est logique que celui qui veut construire ait à sa disposition les moyens suffisants pour le faire. Avec cette loi, le gouvernement montre une incompréhension des problèmes financiers qui se posent aux sinistrés de Rimouski et la loi, telle qu'elle est présentée n'atteint pas son but si ce but, comme le dit le premier ministre, est d'aider les sinistrés à se reconstruire.

Cependant, dit-il, il ne s'opposera pas à la loi, car elle est, en dépit de tout, une amélioration tangible à celle qui fut votée en novembre. Nous allons donc l'appuyer.

La résolution est adoptée.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 concernant l'aide aux sinistrés de Rimouski soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Loi modifiant l'aide aux sinistrés de Cabano

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 21 concernant les sinistrés de Cabano.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

Il propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que l'article 1 de la loi pour venir en aide aux sinistrés de Cabano, sanctionnée le seize novembre 1950, soit modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "cent cinquante mille dollars" par les mots "deux cent mille dollars".

2. Que l'article 5 de ladite loi soit modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Nonobstant le paragraphe *b* du présent article, la Commission municipale de Québec peut, lorsqu'elle le juge équitable, autoriser le village de Cabano à consentir des prêts, sous l'empire de la présente loi, jusqu'à concurrence, dans chaque cas, de cinquante pour cent de la valeur de remplacement déterminée par l'article 7, le montant prêté ne devant cependant dans aucun cas excéder huit mille dollars."

3. Que ladite loi soit modifiée en y ajoutant, après l'article 15, le suivant:

"15*a*. Tout prêt consenti avant l'entrée en vigueur de la présente loi par la corporation du village de Cabano, à des sinistrés de la conflagration survenue dans ce village en mai 1950, sera tenu pour valide à compter du jour qu'il sera approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec."

Les gouvernements de Québec et d'Ottawa ont voté chacun \$300,000 pour les sinistrés du village de Cabano; ces derniers ont déjà reçu \$436,000 de ces deux gouvernements, soit \$218,269.84 de chacun; ils ont touché \$106,000 provenant du fonds Rivard; ils ont bénéficié des services d'urbanistes et d'un certain nombre d'avantages.

Au total, à l'heure actuelle, les sinistrés de Cabano ont reçu des secours s'élevant à plusieurs centaines de milliers de dollars. Les autorités municipales de Cabano sont très satisfaites et ont exprimé leurs remerciements à l'endroit du gouvernement.

Le nouveau projet de loi du gouvernement a pour but de faire face à une situation nouvelle. Les salaires sont de \$10 par jour. Le coût des matériaux augmente. Les établissements financiers ne veulent pas prêter.

À Cabano, petite agglomération dont la vie économique tourne autour de deux ou trois entreprises, il a fallu songer à rebâtir les bâtisses incendiées à des distances plus considérables que celles des anciennes, pour prévenir le danger d'une nouvelle conflagration. Il a donc fallu faire un nouveau cadastre.

C'est pour toutes ces raisons que le gouvernement a demandé aux députés de permettre à la municipalité de Cabano de prêter de plus fortes sommes, de faire bénéficier les sinistrés de Cabano des mêmes conditions de prêts que ceux de Rimouski.

#### **M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

Pourquoi, dans le cas du paragraphe 15*a* du bill 21, est-il question d'approbation et de recommandation de la Commission municipale?

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est qu'il s'agit de prêts antérieurs à la loi de novembre et que ces prêts ne peuvent avoir un caractère légal que s'ils sont ratifiés, car Cabano a un nouveau cadastre et les plans du village sont changés.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 concernant les sinistrés de Cabano soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Loi des tribunaux judiciaires**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 24 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

Il propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que l'article 22 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 24, par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 16, et par l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 50, soit remplacé par le suivant:

"22. La Cour supérieure, qui est un tribunal d'archives, est composée de quarante-six juges, savoir: un juge en chef, un juge en chef adjoint et quarante-quatre juges puînés.

Ces juges exercent leurs fonctions dans les districts judiciaires qui leur sont assignés."

2. Que l'article 27 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 18, et par l'article 2 de la loi 12 George VI, chapitre 16, soit de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 1<sup>o</sup>, les mots "vingt-deux" par les mots "vingt-six";

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 2<sup>o</sup>, le mot "onze" par le mot "douze";

c) en y ajoutant, après la cinquième ligne du paragraphe 4<sup>o</sup>, les paragraphes suivants:

"5<sup>o</sup> Pour les districts d'Abitibi et de Rouyn-Noranda, avec résidence à Amos ou à Rouyn, un juge;

"6<sup>o</sup> Pour les districts de Saint-François et de Bedford, avec résidence à Sherbrooke, un juge;

"7<sup>o</sup> Pour les districts de Hull, Labelle et Pontiac, avec résidence à Hull, deux juges;

d) en remplaçant, dans la neuvième ligne du deuxième alinéa, les mots "suivant les ordres du juge en chef" par les mots "suivant les ordres du juge en chef ou du juge en chef adjoint, selon le cas".

3. Que l'article 235 de ladite loi soit abrogé et l'article 235a, édicté par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 23, devient l'article 235.

4. Que l'article 236 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 18, et remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 19, soit modifié en remplaçant, dans les dixième, onzième et douzième lignes, les mots "qui était attaché à sa fonction le premier janvier 1949" par les mots "qu'il recevait lors de sa démission".

5. Que l'article 236a de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 13 George VI, chapitre 19, soit modifié en remplaçant, dans les neuvième et dixième lignes, les mots "qui était attaché à sa fonction le premier janvier 1949" par les mots "qu'il recevait lors de sa démission".

6. Que l'article 237 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 11, par l'article 3 de la loi 9 George VI, chapitre 18, et par l'article 2 de la loi 10 George VI, chapitre 12, et remplacé par l'article 7 de la loi 13 George VI, chapitre 19, soit modifié en remplaçant, dans les septième et huitième lignes du second alinéa, les mots "qui était attaché à sa fonction le premier janvier 1949", par les mots "qu'il recevait lors de sa démission ou de sa mise à la retraite".

7. Que l'article 238 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 10 George VI, chapitre 12, et remplacé par l'article 8 de la loi 13 George VI, chapitre 19, soit modifié en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes, les mots "qui était attaché à sa fonction le premier janvier 1949" par les mots "qu'il recevait lors de sa démission".

8. Que l'article 240 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 6 George VI, chapitre 15, et par l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 18, et remplacé par l'article 10 de la loi 13 George VI, chapitre 19, soit modifié en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes du premier alinéa, les mots "qui était attaché à sa fonction le premier janvier 1949" par les mots "qu'il recevait lors de sa démission".

9. Que l'article 266e de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 10, soit modifié en remplaçant, le second alinéa par le suivant:

"Les dispositions des articles 217, 236, 236a, 237, 238, 239, 240, 240a, 241, 242 et 243 s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux juges de la Cour de bien-être social."

10. Que l'article 289 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 9 George VI, chapitre 19, par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 12, et par l'article 18 de la loi 13 George VI, chapitre 19, soit de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 4 par le suivant:

"4. Le nombre de magistrats ne doit en aucun temps excéder trente-cinq, y compris le magistrat de district en chef et le magistrat de district en chef adjoint."

11. Qu'une pension annuelle de mille deux cents dollars soit payée, à même le fonds consolidé du revenu, à compter du premier septembre 1950, à la veuve de tout magistrat de district nommé après le premier décembre 1943, qui a exercé sa fonction comme tel pendant plus de six ans et trois mois et qui est décédé avant le premier avril 1950 et que cette pension soit payée à la veuve sa vie durant et pendant viduité.

12. Qu'une pension annuelle de mille deux cents dollars soit payée, à même le fonds consolidé du revenu, à compter du premier septembre 1950, à la veuve de tout coroner conjoint du district de Montréal décédé avant le premier avril 1950, qui, lors de son décès, recevait un traitement du gouvernement de la province et qui, depuis le premier septembre 1932, a exercé les fonctions de député-coroner et de coroner conjoint pour le district de Montréal pendant au moins quinze ans et que cette pension soit payée à la veuve sa vie durant et pendant viduité.

La province de Québec connaît un développement considérable: à Montréal en particulier, il y a congestion à la Cour supérieure. Certaines des causes n'étaient autrefois entendues que deux ans après leur inscription. Avec sa politique de décentralisation judiciaire, le gouvernement a décongestionné le rôle de la Cour supérieure à Montréal. Déjà, par la création de la Cour de magistrat qui entend les causes de \$200 en remplacement de la Cour de circuit, dont la compétence était limitée aux causes de \$100, la Cour supérieure a été dégagée d'environ 4,000 causes par année dans la province.

En 1948, la Législature a adopté un bill prévoyant la nomination de six juges supplémentaires à la Cour supérieure. Trois des six ont été nommés au district de Montréal, un à celui de Québec et un aux districts de Rouyn-Noranda et d'Abitibi, de sorte qu'il reste un juge à nommer.

Avec la présente loi, nous nommerons deux nouveaux juges de la Cour supérieure qui siégeront à

Hull. Hull a pris de l'ampleur ces dernières années. Ces deux nouveaux juges disposeront des affaires judiciaires des districts avoisinants de Labelle, de Pontiac, et Mont-Laurier.

Il prédit que l'adoption du bill par la Chambre verte désengorgera grandement la Cour supérieure, puisque quatre des juges de Montréal qui doivent maintenant se déplacer pour siéger dans d'autres districts judiciaires n'auront plus à le faire une fois les trois nouveaux juges nommés. Autrefois, dit-il, les juges qui siégeaient à ces endroits partaient de Montréal. Ce seront donc autant de causes auxquelles ils n'auront plus affaire. Dans tous ces cas, cette mesure les soulagera de leur travail.

La présente loi donnera aussi à Sherbrooke un nouveau juge de la Cour supérieure, qui couvrira aussi le district de Bedford, qui a son siège à Sweetsburg; autrefois les juges de Montréal allaient dans ce district. Les honorables juges Césaire Gervais et W. M. Mitchell demeureront titulaires pour le district de Saint-François.

Le nombre des juges de la Cour supérieure sera désormais de 46; 26 à Montréal, 12 à Québec, deux à Trois-Rivières, trois à Sherbrooke, deux à Hull et un à Rouyn-Noranda.

Il dit que la croissance de la province a rendu nécessaire l'augmentation du nombre de magistrats de district de 32 à 35. Le même bill accorde une pension de \$1,200 à la veuve du magistrat Gaudette, et, une pension de \$1,000 à la veuve du Dr Pierre Hébert, qui fut coroner à Montréal pendant 25 ans.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** déclare que son parti approuve le principe du bill.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** pose des questions au premier ministre sur des aspects techniques à propos de la création du district judiciaire à Baie-Comeau et sur la nomination de nouveaux juges.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est probable que nous en nommerons trois nouveaux dans le comté de Saguenay, à Baie-Comeau, une ville située à 280 milles de Québec et qui connaît une grande expansion depuis quelques années, à la suite des prodigieux développements dans le nord de la province au nouveau Québec. Un second sera probablement nommé pour Montréal. Il faudra donc établir sans retard un district judiciaire à Baie-Comeau et peut-être à d'autres endroits.

La Gendarmerie royale du Canada est, à ce qu'il paraît, disposée à patrouiller cette région isolée et éloignée de la Côte-Nord, située aux limites des

prometteuses régions minières de fer et de titanium, ce qui nécessitera bien sûr la nomination de deux nouveaux magistrats de district, qui siègeront à Baie-Comeau.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Québec est divisé en deux provinces pour les fins de l'administration de la justice?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui. Tous les juges peuvent être envoyés n'importe où par le juge en chef, excepté ceux de Trois-Rivières. Ce bill confirme le principe selon lequel les juges de la Cour supérieure à Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières sont des juges résidents et que le juge en chef ne leur demandera pas de se rendre dans des districts éloignés.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Recours en matières municipales et scolaires**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 des recours judiciaires en matières municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a aussi pour but de décongestionner la Cour supérieure.

Le manque d'espace nuit à l'organisation du nouveau tribunal provincial, et les bureaux du gouvernement dans le nouveau palais de justice de Montréal devront probablement être déménagés pour libérer l'espace nécessaire pour loger la Cour de révision.

Dans les contestations d'élections municipales à Montréal et à Québec, nous irons désormais devant la Cour de magistrat. Il n'y a pas de raison que ces deux villes ne soient pas sur le même pied que les autres municipalités. Il en sera de même pour la Cour de révision en matières provinciales qui sera bientôt établie; elle exercera les juridictions d'appel ayant trait à la révision des rôles d'évaluation, à la perception des taxes et aux contestations d'élection pour les recomptages judiciaires.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** La Cour supérieure est une cour provinciale tout comme la Cour de magistrat, puisque sa juridiction lui vient de Statuts provinciaux. La seule différence, c'est que la nomination des juges de la Cour supérieure est faite par Ottawa, alors que celle des juges de la Cour de magistrat l'est par Québec. Je ne veux pas déprécier la Cour de magistrat, mais pourquoi ce changement de juridiction? Pourquoi enlever la juridiction de la Cour supérieure, dont les membres sont nommés par le fédéral, pour la confier à la Cour des magistrats, qui est une petite cour, comme disent les gens de chez nous?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le fait que la province confie l'interprétation des lois provinciales à des juges nommés par le gouvernement fédéral est un signe d'infériorité. Les avocats ruraux nommés magistrats de district sont d'aussi bons avocats que leurs confrères urbains. Les juges de la Cour des magistrats ont une compétence particulière en matières municipales parce qu'ils viennent généralement de petits centres et qu'ils ont fait du droit général.

Les juges de la Cour supérieure sont très contents de la Cour de magistrat, qui les a soulagés d'un lourd fardeau. En effet, les juges de la Cour supérieure sont enchantés du changement.

En créant la Cour de révision de juridiction provinciale, le gouvernement mettra fin au recours exagéré aux brefs de privilège émis par la Cour supérieure afin de permettre une révision de décisions ne faisant pas l'objet d'un appel.

Le député de Montréal-Verdun (M. Ross) dit que les institutions municipales sont de petites institutions. Mon honorable ami a des visions

lointaines. Il ne devrait pas s'ingénier à déprécier un organisme provincial qui rend des services signalés et affirme les droits de la province. Nous, nous sommes de Québec et nous sommes pour l'autonomie de la province.

Les causes des commissions municipales et scolaires sont très importantes et devraient rester devant la Cour supérieure.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Rien dans la Constitution n'empêche la province d'effectuer le changement suggéré, mais il y a là, simplement, une question d'opportunité de faire le changement. Il est important que les questions des contestations d'élection soient décidées par un tribunal supérieur. Personne ne croit qu'il y ait là question d'autonomie. Il s'agit de confier des questions de cette importance à un tribunal qui commande le respect. La juridiction ne devrait pas être changée.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** La Cour de révision n'a pas encore été établie même si la loi a été adoptée il y a environ deux ans. Il faudra plus d'espace quand elle verra le jour.

Quand les juges de la Cour de révision provinciale seront-ils nommés?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La nouvelle Cour de révision sera un fait accompli avant la prochaine session.

Créé par une loi provinciale adoptée en 1949, le nouveau tribunal ne fonctionne pas encore. Il s'agit d'une loi importante; la question du logement est la plus difficile à résoudre. Il faut trouver des locaux convenables, aménager des salles d'audience, des bureaux pour les juges, des locaux pour le personnel, ainsi de suite.

Nous avons l'intention de proclamer, dans un avenir rapproché, la loi concernant la Cour de révision. Actuellement, nous sommes à étudier le problème de l'espace disponible. À Montréal, nous avons le nouveau palais de justice, un édifice mal construit, dans lequel beaucoup d'espace est perdu. Nous songeons à consacrer tout le nouveau palais de justice de Montréal aux tribunaux. J'étudie présentement la possibilité de déménager ailleurs le bureau que j'occupe dans cet édifice, afin de donner de l'espace additionnel, pour les fins de la justice. Mais je puis dire que l'arrêté ministériel mettant cette loi en vigueur sera promulgué dans un avenir prochain; j'ai lieu de croire qu'avant la prochaine session<sup>3</sup>, la Cour de révision sera constituée et que les juges seront nommés.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 25 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Destitution d'officiers municipaux**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 relatif à la destitution de gérants et de certains autres officiers municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill confie à la Cour de magistrat les causes en destitution des gérants de municipalités et de certains autres employés municipaux.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il ne s'agit pas d'une mesure propre à confirmer l'autonomisme provincial, mais uniquement d'un acte d'opportunisme. Il importe de protéger les officiers municipaux contre toute influence indue.

Le problème est celui-ci: Vaut-il mieux laisser sa juridiction en la matière à la Cour supérieure? Il croit que oui, dit-il.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**M. Ross (Montréal-Verdun)** approuve l'objection du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), à savoir qu'il ne voit aucune raison pour que cette juridiction ne soit plus exercée par la Cour supérieure, qui est le tribunal normal de droit commun.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Sur un ton ironique) Je suis déçu de voir à quel point l'opposition s'ingénie à déprécier la Cour de magistrat. Est-ce parce que la majorité des magistrats ne résident pas à Montréal? Est-ce parce que l'opposition a un tel complexe d'infériorité qu'elle n'a pas confiance en ce qui existe dans la province? Est-ce par esprit de parti? On devrait, une fois pour toutes, mettre fin à cette tactique de déprécier les institutions provinciales.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le premier ministre est amusant! Mais il ne donne aucune bonne raison pour motiver le transfert de juridiction de la Cour supérieure à la Cour du magistrat dans le cas de destitution. C'est en effet un changement, non une amélioration.

**M. Chaloult (Québec):** Le Barreau s'est-il déclaré favorable au changement?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les actes posés par les officiers des organismes provinciaux doivent être jugés par des tribunaux provinciaux. Il importe surtout que le changement aide au décongestionnement de la Cour supérieure, à la coordination des institutions provinciales, à la décentralisation des interprétations de nos lois, à la compétence de nos magistrats. En entendant parler les membres de l'opposition, je constate qu'aucun d'eux n'est qualifié pour être juge de la Cour de magistrat.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *a* de l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. L'article 8 de ladite loi est modifié

"*a*) en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa et dans les première et troisième lignes du second alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat";"

Le paragraphe *a* de l'article 6 est amendé, et il se lit désormais comme suit:

"6. L'article 8 de ladite loi est modifié

"*a*) en remplaçant chaque fois qu'il s'y trouve, le mot "juge" par le mot "magistrat";"

L'amendement est adopté.

L'article 6 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie les articles 7 à 9.

Les articles 7 à 9 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 28 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Dépôt de documents:

#### Ministère des Mines, rapport 1949-1950

**L'honorable M. French (Compton)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1950. (Document de la session no 8)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 15

### Projets de loi:

#### Titres de propriété en Gaspésie

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 modifiant la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but d'étendre au district électoral de Saguenay les bienfaits de la loi relative

aux titres de propriété qui ne s'appliquait jusqu'ici qu'à la Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, et de faire bénéficier les propriétaires de terrains du district du Saguenay des avantages nombreux et multiples dont ont joui les colons, les pêcheurs, les cultivateurs des comtés de Bonaventure, de Gaspé et des Îles-de-la-Madeleine.

Avant que le gouvernement actuel n'adopte, en 1948, cette loi des titres de propriété, l'incertitude à l'égard des titres de propriété dans la péninsule gaspésienne était un véritable obstacle au développement agricole et industriel de cette importante région. La situation était tellement embrouillée que les tribunaux eux-mêmes, dans plusieurs cas, ont refusé de se prononcer sur les droits des occupants. Plus que cela, M. l'Orateur, les gouvernements eux-mêmes, dans quelques cas d'expropriation, ne savaient pas toujours à qui payer l'indemnité, parce qu'on ne leur fournissait pas de preuve complète du droit de propriété.

Les simples ventes entre particuliers ne se faisaient plus, parce que les hommes de loi ne pouvaient, en toute conscience, conseiller à leurs clients d'acheter des terres d'où ils pouvaient être évincés d'une journée à l'autre. Les transactions immobilières et les emprunts sur hypothèques étaient paralysés; ils étaient devenus chose du passé, aucun prêteur ne pouvant se résoudre à risquer un capital dans des conditions aussi incertaines.

Devant cette situation alarmante, mon distingué collègue, le ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Pouliot), le député du temps de Gaspé-Nord (M. Pelletier), le représentant de Bonaventure (M. Jolicœur) et le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) me demandèrent, ainsi qu'au premier ministre, d'intervenir pour corriger cette désastreuse situation qui avait laissé indifférents les gouvernements précédents.

Aujourd'hui, grâce à la loi de 1948, un occupant dont les titres sont incertains, ou qui n'a pas de titres, peut faire corriger la situation en s'adressant au ministère des Terres et Forêts, qui a le pouvoir de faire dresser des plans et livre de renvoi, lesquels, après proclamation par le lieutenant-gouverneur en conseil, deviennent officiels si aucune contestation ne s'élève au sujet du droit de propriété.

Une entière protection est accordée à tous les intéressés à qui on accordait jusqu'ici un délai d'une année pour produire leurs réclamations ou objections. Ce délai est réduit par le présent bill à huit mois, ce qui donnera encore tout le temps voulu à toute personne qui désire produire une contestation. Le ministère des Terres et Forêts, s'il y a contestation,

tente de concilier les parties qui peuvent toujours, si le compromis est impossible, se pourvoir en justice devant les tribunaux compétents.

Cette loi, M. l'Orateur, a fonctionné si bien que plus de 5,000 propriétés ont été situées et identifiées au point de vue cadastral et que les propriétaires ont vu, avec une vive satisfaction, leurs titres complétés, ratifiés ou éclaircis. Le gouvernement entreprend maintenant d'étendre à la région du Saguenay, à la demande du représentant de Saguenay (M. Ouellet), les bienfaits de cette loi.

Me permettez-vous, M. l'Orateur, de souligner que, dans les cantons de Fox, de Cloridorme et de Newport et autres, un grand nombre d'anciennes hypothèques qui, de temps immémorial, grevaient certaines propriétés, sans qu'on ne puisse retrouver aucun créancier hypothécaire, ont été éteintes et que cette extinction collective a dispensé les occupants des frais considérables qu'auraient nécessités les quittances ou les jugements de Cour pour obtenir mainlevée de ces hypothèques.

Nos amis de la gauche reprochent souvent, toujours sans raison, au gouvernement actuel de ne pas coopérer avec les autorités fédérales. Je suis fier de dire devant cette Chambre que le département des Terres et Forêts, que j'ai l'honneur de diriger, a coopéré efficacement avec le ministère des Anciens combattants pour assurer aux vétérans, qui désirent s'établir sur des fermes, des titres clairs qu'on a pu leur fournir grâce à cette loi salvatrice que nous avons adoptée en 1948.

Je ne voudrais pas, M. l'Orateur, m'étendre sur les bienfaits de cette loi, mais je me permets d'en souligner rapidement un autre qui est aussi d'une importance capitale. Toujours grâce à la prévoyance et au réalisme du gouvernement, les corporations municipales ont pu compléter leurs rôles d'évaluation, ce qui a permis d'imposer un grand nombre de propriétés qui ne pouvaient autrefois l'être, et de percevoir les justes taxes dont toute corporation municipale a besoin pour assurer son existence et son fonctionnement normal.

Les transactions immobilières, jusqu'alors paralysées, à cause de l'absence ou de l'insuffisance des titres, ont plus que doublé en nombre, et la péninsule gaspésienne est maintenant un coin de pays où le commerce et l'industrie peuvent normalement se développer comme dans toute autre partie de la province de Québec. Cette loi a donc rendu de grands services en Gaspésie.

Voilà, M. l'Orateur, les effets merveilleux d'une autre des centaines de lois salvatrices que le gouvernement de l'Union nationale a adoptées

depuis quelques années. Ce sont ses bienfaits que le gouvernement demande à la Chambre d'étendre aux colons, aux cultivateurs et aux commerçants de la région du Saguenay.

Je suis assuré que nos amis d'en face voudront voter avec enthousiasme en faveur de ce projet de loi.

La région du Saguenay offre beaucoup de similitude au point de vue titres, avec celle de la Gaspésie, et les mêmes difficultés ont été rencontrées. Poursuivant sa politique de clairvoyance, le gouvernement de l'Union nationale veut éviter que les développements merveilleux qui sont en train d'y être réalisés, ne soient paralysés.

Le présent bill, tout en contribuant à assurer l'expansion commerciale et industrielle de ce comté, tirera de l'embarras une bonne partie des colons, pêcheurs et cultivateurs, en faisant disparaître des titres précaires pour leur donner des titres de propriétés clairs, précis et complets.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La mesure portant sur les propriétés favorisera grandement le développement de la nouvelle région minière dans le district du Saguenay.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

Quelles précautions prend-on pour vérifier les titres de propriété des occupants des terrains dont on réclame un titre légal?

En vertu de la loi, une demande est présentée à cette fin au ministère des Terres et Forêts, et ceux qui prétendent avoir des droits à la propriété auront huit mois pour faire valoir leurs droits. Le délai précédent était de 12 mois. Une fois ce délai écoulé le département émet un certificat. Je ne m'oppose pas au bill, mais je me demande si le délai de huit mois est suffisant. J'aurais préféré un délai d'un an.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)**

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 37 sans l'amender.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Expropriation**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 36 concernant l'expropriation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

Il propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose: 1. Que l'article 1066v du Code de procédure civile, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, soit remplacé par le suivant:

"1066v. Le ministre ayant la direction des travaux publics pour lesquels l'expropriation est requise peut faire déposer, au bureau d'enregistrement de la division où est situé l'immeuble ou le droit réel qu'il veut exproprier, le plan, la description et l'évaluation prévus par l'article 1066c, avec un certificat du trésorier de la province attestant qu'il paiera, à même le fonds consolidé du revenu, l'indemnité qui sera fixée.

"Lorsque l'expropriation de plusieurs immeubles est requise pour les fins de la loi de la voirie, il est loisible au ministre de ne déposer qu'un plan général comprenant ces immeubles, avec un estimé global de toutes les indemnités et un certificat du trésorier de la province attestant qu'il paiera, à même le fonds consolidé du revenu, les indemnités qui seront fixées.

"Le ministre peut, au besoin et avec le même effet, déposer un plan et une description amendés.

"Le dépôt ci-dessus prévu transporte au gouvernement de la province la propriété de l'immeuble ou le droit réel exproprié, libre de toute charge autre que l'obligation de payer l'indemnité adjugée, sur laquelle seuls les droits réels affectant l'immeuble sont conservés et peuvent être exercés. À

compter de ce dépôt, le ministre est saisi de la possession de l'immeuble ou du droit réel et peut prendre tous les moyens nécessaires pour faire cesser toute résistance à sa possession.

"L'indemnité d'expropriation est payable à même le fonds consolidé du revenu."

2. Que la loi qui accompagne les présentes résolutions n'affectera pas les causes pendantes.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** s'oppose au bill. Le dépôt du double de l'évaluation était une protection pour le contribuable, dit-il; il n'y a pas lieu de la lui enlever.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La province est solvable; il est injuste de la placer au rang du créancier qui ne peut pas payer ses dettes et que l'on force à faire un dépôt en argent avant de faire des transactions.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

Adopté après division. Les résolutions relatives au bill 36 sont agréées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 concernant l'expropriation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Commission des relations ouvrières et les conseils d'arbitrage**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31

concernant la Commission des relations ouvrières et les conseils d'arbitrage soit maintenant lu une deuxième fois.

La Commission des relations ouvrières et les comités d'arbitrage sont des organismes administratifs qui n'ont aucun caractère judiciaire et il n'est pas juste qu'ils soient paralysés dans leur travail. L'intention du législateur a toujours été de les soustraire aux procédures dilatoires comme on en voit souvent devant les tribunaux ou les Cours ordinaires. La Commission des relations ouvrières doit avoir une entière liberté pour s'administrer comme elle l'entend et jouir d'une parfaite autonomie.

Il donne les noms des membres de la Commission et déclare qu'elle constitue un véritable tribunal du travail, celui-là même que les institutions ouvrières réclament. Ils doivent procéder avec diligence. Les unions ouvrières ont souvent réclaté l'établissement de tribunaux de travail, précisément pour éviter le formalisme des procédures. On s'est ingénié depuis quelque temps à paralyser le travail de la Commission des relations ouvrières au moyen de brefs de prérogative, à tel point que le fonctionnement normal de la Commission a été anémié. Notre loi précise ce qui était déjà clair à mon sens, mais qu'il faut rendre plus clair pour certaines personnes, en disant que la Commission ne peut être soumise aux caprices, au formalisme et aux tracasseries.

Il faut que la Commission des relations ouvrières puisse agir avec célérité, chose qu'elle n'a pu faire, car on a multiplié contre elle, à tort et à travers, les brefs dits de prérogatives tels que les brefs *quo warranto*, *de mandamus*, *de certiorari*, de prohibition, etc. Même chose pour les conseils d'arbitrage. À cause de cela, le libre jeu des conventions collectives et de la certification a été paralysé. Leurs décisions seront donc finales.

Ainsi, nous ne faisons que rendre plus claires des prescriptions qui, à mon avis, n'ont jamais fait de doute. Notre projet de loi ne fait donc que préciser et clarifier ce qui existe déjà. Nous voulons justement protéger ces organismes importants contre les lenteurs et les entraves des procédures judiciaires.

Le chef de l'opposition se dit l'ami des unions ouvrières d'un côté, et de l'autre, il favorise des moyens pour retarder des décisions en leur faveur. Il faut que l'indépendance de la Commission soit clairement établie: c'est le but de la loi. Sous prétexte que la Cour supérieure est un tribunal de surveillance, on a transporté devant elle les décisions de la Commission des relations ouvrières. Il faut que cela cesse.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** reproche au gouvernement de vouloir soustraire la Commission des relations ouvrières à la surveillance et au contrôle de la Cour supérieure. Cette dernière jouait un rôle important, dit-il, car elle n'avait pas la liberté de changer les décisions de la Commission, mais de casser les jugements illégaux. Elle n'avait pour but que d'empêcher les abus de justice. On donne à la Commission des relations ouvrières un pouvoir illimité, un droit de vie et de mort sans appel sur les unions ouvrières.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** répète les arguments du député de Montréal-Verdun (M. Ross).

Il s'agit de l'une des lois les plus importantes de la session. Les pouvoirs de la Cour supérieure sur le bureau des relations ouvrières n'ont rien à voir à ses décisions administratives, mais uniquement au respect de la loi.

Maintenant, la Commission des relations ouvrières sera reine et maîtresse en ce qui concerne la reconnaissance syndicale. Une union qui remplit les prescriptions de la loi reçoit son certificat de reconnaissance et obtient ainsi le pouvoir de transiger avec les patrons au nom des ouvriers. La loi dit que, pour cause, ce certificat peut être révoqué. Cela est très bien, aussi longtemps que la Commission des relations ouvrières reste dans les limites de ses Statuts.

Mais supposons que la Commission décide, sans raisons fondées, de priver de sa reconnaissance syndicale une union, cette union est entièrement dépourvue du droit de faire réviser son cas devant les tribunaux. On s'expose à des décisions arbitraires sans que personne ne puisse avoir protection. Or on sait que pour que justice soit faite, il est actuellement du devoir de la Cour supérieure, si la Commission des relations ouvrières a agi sans cause, de casser la décision de cette dernière.

C'est un principe dangereux, parce que les unions ouvrières n'auront plus de recours en justice contre de mauvaises décisions de la Commission. En empêchant la Cour supérieure de casser les décisions illégales que peut rendre la Commission, on permet à cet organisme d'enfreindre impunément la loi. Il n'y aura plus de recours contre les décisions illégales. La Commission peut devenir un instrument de tyrannie. Elle aura, sans possibilité d'appel, un droit de vie et de mort sur les organisations ouvrières. Si un certificat de reconnaissance syndicale est révoqué sans cause, l'union sera complètement dépourvue de remède devant les tribunaux.

Désormais, les gens pourront donc souffrir d'un acte illégal de la Commission des relations ouvrières sans pouvoir en appeler de la décision. C'est une loi injuste, qui n'est même pas concevable. Les unions ouvrières, si leur reconnaissance syndicale est révoquée, n'auront aucune protection, aucun recours.

C'est un mouvement antiouvrier qui va à l'encontre des principes élémentaires de la démocratie... Il est inconcevable, pour moi, qu'un particulier ou un syndicat puisse être privé de tels droits. Je trouve qu'on dépasse la mesure, et je demande au gouvernement de ne pas insister sur l'adoption de ce bill.

C'est une mesure antiouvrière, qui empêchera le libre jeu des relations patronales-ouvrières. La Cour supérieure, qui avait droit de surveillance sur la Commission des relations ouvrières et sur les comités d'arbitrage, a démontré que son rôle est essentiel. Le cas des instituteurs catholiques de Montréal en est une preuve éclatante. On a refusé de leur remettre leur certification syndicale, et la Cour supérieure a renversé la décision de la Commission. C'est un argument irréfutable en faveur de ce que je viens de dire, un argument qui prouve que la loi qu'on nous propose est très dangereuse.

Je ne veux pas parler de causes pendantes, mais je ferai remarquer que l'on y trouve un argument en faveur de la thèse que la loi proposée est dangereuse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Notre projet de loi ne change rien. Il ne fait que clarifier davantage ce qui était déjà très clair.

Le chef de l'opposition ne semble pas comprendre la portée exacte de cette loi. C'est très clair pourtant: la Commission des relations ouvrières n'est pas un tribunal; c'est un organisme administratif qui doit pouvoir procéder à l'exécution de son travail sans entrave par procédures devant les tribunaux.

Le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) admet d'une part que cet organisme constitué par la Commission des relations ouvrières doit marcher sans entrave, mais il veut, d'autre part, que des tribunaux puissent casser ses décisions. Ce n'est pas logique. La Cour supérieure n'a rien à voir dans cette affaire et il n'est pas juste de dire que les unions ouvrières n'auront pas justice après l'adoption de cette loi.

C'est l'Union nationale qui a donné aux ouvriers des moyens efficaces de se développer et les droits qu'ils ont actuellement; c'est l'Union nationale qui a reconnu les unions ouvrières.

Mais quand on veut bénéficier de la loi, il faut d'abord s'y conformer. La Cour supérieure n'a pas d'affaire dans ce domaine purement administratif. Et ce n'est pas favoriser les unions que de permettre des procès à n'en plus finir, qui retardent tout et ne règlent rien. Il ne faut pas donner aux ennemis des ouvriers le moyen de paralyser le travail d'organismes créés au bénéfice des ouvriers.

Il n'y a rien dans la loi qui menace l'existence des unions, comme on semble le prétendre de l'autre côté de la Chambre.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** exige le vote sur la deuxième lecture<sup>4</sup>.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Matte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 67.

**Contre:** MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie le bill article par article.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le bill lui-même est aussi bancal que son principe est mal fondé et hautement dangereux, parce qu'il prive

les syndicats de tout recours devant les tribunaux si une décision illégale était rendue par la Commission des relations ouvrières. La Commission des relations ouvrières et les commissions d'arbitrage pourront ainsi, en quelque sorte, édicter leurs propres règles et il (M. Marler) déplore le fait que le bill soustraira automatiquement les conflits de travail de la juridiction de la Cour supérieure, qui serait normalement la cour compétente et qui l'a été jusqu'ici.

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

affirme que cette façon de faire simplifiera, accélérera et facilitera la résolution de conflits de travail et qu'elle correspond en tous points au souhait réitéré et si clairement exprimé des travailleurs québécois de ne pas devoir aller devant les tribunaux pour régler leurs problèmes, lorsque cela leur est possible, et d'éviter toutes autres démarches juridiques dilatoires.

L'opposition se prétend l'amie des ouvriers, mais elle se prononce en faveur de délais de nature à retarder la reconnaissance des droits de ces mêmes ouvriers, dit-il. Elle veut que les questions ouvrières aillent devant la Cour; elle veut donc par tous les moyens rendre les décisions des commissions d'arbitrage plus difficiles. À Montréal surtout, les causes peuvent traîner jusqu'à deux ans devant la Cour supérieure; pendant ce temps, tout est paralysé, y compris les droits des ouvriers. Ces prétendus amis des ouvriers sont donc, en réalité, des ennemis des ouvriers; ils veulent par toutes sortes de mesures dilatoires retarder l'application de leurs droits. Par cette mesure, nous rendons la justice accessible à tous.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 31 sans l'amender.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande que la troisième lecture soit remise à la prochaine séance qui ouvrira mercredi après-midi à 3 heures.

#### Loi des pensions

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 35 modifiant la loi des pensions.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Que l'article 45 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 8 George VI, chapitre 9, par l'article 6 de la loi 11 George VI, chapitre 16, et par l'article 6 de la loi 13 George VI, chapitre 21, soit de nouveau modifié en y ajoutant, après le sous-paragraphe j du paragraphe 9°, le sous-paragraphe suivant:

"k) de la Commission hydroélectrique de Québec;"

2. Que l'article 48 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 4 de la loi 7 George VI, chapitre 10, soit de nouveau modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Cependant, dans le cas des membres de la Commission hydroélectrique de Québec, les retenues faites sur leurs traitements, à titre de contribution pour fins de pension, sont versées au fonds de pension des employés de la Commission hydroélectrique de Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company, et leur pension est payée à même ce fonds, mais suivant les conditions de la présente loi."

3. Que tout membre de la Commission hydroélectrique de Québec pourra faire compter pour fins de pension, en entier ou en partie, ses années antérieures à l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions passées au service du gouvernement de la province ou d'un organisme qui en relève, en donnant, dans les douze mois, un avis écrit au trésorier de la province et à la Commission hydroélectrique de Québec et en versant au fonds de pension de cette dernière un montant égal aux retenues qui auraient été faites sur son traitement si la section III de la loi des pensions lui avait été alors applicable, sans intérêt et que ce montant sera payable suivant les dispositions de l'article 68 de la loi des pensions.

4. Que les retenues et contributions versées, avant l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, au fonds consolidé du revenu, pour fins de pension et de rachat d'années de services antérieures de tout fonctionnaire devenu membre de la Commission hydroélectrique de Québec, seront retirées du fonds consolidé du revenu et versées au fonds de pension des employés de la Commission hydroélectrique de Québec et de Beauharnois Light, Heat and Power Company et que les versements, exigibles pour les mêmes fins, à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront versés directement à ce fonds de pension.

5. Que tout fonctionnaire actuellement à l'emploi du département de la Colonisation de la province qui, avant son entrée au service du gouvernement, a agi comme secrétaire d'une société diocésaine de colonisation pendant au moins 10 ans pourra faire compter, pour fins de pension, en entier ou en partie, les années pendant lesquelles il a agi comme secrétaire de cette société, en donnant, avant le premier septembre 1951, un avis écrit au trésorier de la province et en versant au fonds consolidé du revenu un montant égal aux retenues qui auraient été effectuées sur le traitement qu'il recevait comme secrétaire de ladite société si la section 1 de la loi des pensions lui avait été alors applicable, sans intérêt, et que ce montant sera payable suivant les dispositions de l'article 68 de ladite loi et que la section 1 de la loi des pensions s'appliquera au surplus à ce fonctionnaire.

Les résolutions sont adoptées.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

#### Syndicats coopératifs

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 34 concernant les syndicats coopératifs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division. La résolution relative au bill 34 est agréée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 concernant les syndicats coopératifs soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous avons, dit-il, grandement besoin de coopération. Mais il se peut que, sous le couvert des coopératives, il se glisse des abus. Certains sociologues affirment que les coopératives ne doivent pas être taxées. D'autre part, certains marchands prétendent qu'on doit les taxer. Il existe deux écoles différentes; ces questions présentent des angles multiples.

Il peut être à propos, d'accorder le pouvoir aux coopératives d'émettre des débentures. Il y en a qui disent que c'est dangereux. Nous demandons donc l'argent nécessaire pour permettre à une commission d'enquêter sur cette question importante.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je n'ai pas d'objection au principe de la loi, mais je m'oppose aux blancs-seings. Je crois qu'on devrait inclure un montant à cet effet au budget ou mentionner une somme dans le bill. Si on vote un montant spécifique et que celui-ci s'épuise, le gouvernement reviendra devant la Chambre et pourra fournir des renseignements sur les progrès de cet organisme.

Le mandat en blanc permet de soustraire la Commission au contrôle de la Chambre. En effet, le bill ne limite aucunement le montant que cette Commission pourra dépenser. Le principe est clair et il est avantageux que la Chambre soit au courant du progrès des organismes de ce genre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** reproche à l'opposition de n'être jamais satisfaite. Si on spécifie un montant, dit-il, il est trop élevé ou trop faible. Si on n'en mentionne pas, on est également mécontent. Il est impossible de prévoir la durée de l'enquête sur un problème aussi compliqué. Donc nous ne pouvons lier d'avance les commissaires. Nous ne pouvons leur dire informez-vous jusqu'à concurrence de \$100 ou de \$1,000 et arrêtez-là. Ce ne serait pas logique.

Nous voulons que le comité ait toute la latitude voulue pour accomplir sa tâche. Ces dépenses seront dans les *Comptes publics*; avec tous les moyens voulus pour contrôler la dépense, l'opposition pourra poser des questions et nous lui répondrons. Nous ne voulons pas lésiner parce qu'il s'agit d'une étude très importante.

Mais le chef de l'opposition veut se prononcer de façon détournée contre les coopératives. Est-ce que l'opposition serait contre la coopération? Si l'opposition est contre, qu'elle vote contre; si elle est pour, qu'elle vote pour. Rien n'empêche l'opposition de convoquer des *Comptes publics*. Le chef de l'opposition parle de mandats en blanc. Il représente un régime qui n'avait de blanc que le mandat. Le fond de l'histoire, c'est qu'il est contre les coopératives et contre les mesures qui tendent à améliorer les coopératives.

Il demande donc le vote sur la deuxième lecture.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron,

Chartier, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dupré, Earl, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Groulx, Guévremont, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lévesque, Lizotte, Lorrain, Marcotte, Marler, Matte, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Prévost, Provençal, Rennie, Rivard, Roche, Rochon, Ross, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 75.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est adoptée à l'unanimité. Le bill 34 est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée.

---

### **NOTES**

1. Les paroles de M. Marler rapportées par *Le Soleil* du 31 janvier 1951, à la page 26, changent tout le sens de son propos puisqu'elles se lisent comme suit: "62 personnes qui ne pourront pas emprunter moins de \$3,000".

2. Scheme: complot, machination, procédé malhonnête, combine.

3. Le *Montréal-Matin* du 31 janvier 1951, à la page 3, rapporte: "J'ai lieu de croire que d'ici à la prochaine session [...]".

4. L'opposition a exigé la mise aux voix, la première de la session selon *L'Événement-Journal* du 31 janvier 1951, à la page 1.



Séance du mercredi 31 janvier 1951

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Goudreau);

- de Donald-A. Baillie et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'incorporation de "La Corporation des courtiers en immeubles de la province de Québec" (M. Saucier);

- de M. W. Shell Hamilton et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant la municipalité de Notre-Dame-des-Lacs pour fins municipales seulement (M. Goudreau);

- de la Commission des écoles catholiques pour la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant des arrangements spéciaux (M. Bellemare);

- de la corporation municipale et des commissaires d'écoles de Notre-Dame-du-Lac, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'accorder à la compagnie Mobbs and Lewis (Canada), Ltd., une évaluation fixe (M. Pelletier).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires (M. Ducharme);

- de la part de la Ligue antituberculeuse de Montréal inc. (Montreal Antituberculosis League, Inc.), demandant l'adoption d'une loi modifiant une clause du testament de feu Mlle Nora Jeannie Welsh (M. Johnson);

- de Isidore Jean et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant la municipalité du village de Chute-

aux-Outardes et la municipalité de Ragueneau, pour fins municipales seulement (M. Ouellet);

- de Laurent Létourneau et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Caisse de retraite des Syndicats coopératifs et mutuelles" (M. Samson);

- des légataires de feu Hugh Quinlan, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament dudit Hugh Quinlan (M. Roche);

- de Paul-Henri-Maranda et Paul-Émile Tardif, demandant l'adoption d'une loi permettant à la Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres (M. Saucier);

- de la corporation de ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir le droit d'imposer une taxe de vente (M. Vachon);

- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Auger).

### Rapports des comités permanents:

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Protestant Board of school commissioners de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant l'éducation dans cette province;

- de Frank Champoux et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Jean alias John Champoux;

- de dame Aldéa Bélanger et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant certaines dispositions d'un acte de donation en faveur de Gérard et Marcel Gosselin;

- de la Fédération diocésaine de Montréal et autres, demandant l'adoption d'une loi exemptant leurs édifices terrains de tout impôt municipal ou scolaire;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Plessisville, demandant l'adoption d'une loi leur accordant le pouvoir d'imposer une taxe d'éducation;

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Granby, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à bénéficier pour fins d'éducation du produit de toutes taxes de 1 %;
- de la Société coopérative agricole du canton de Granby, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "Coopérative agricole de Granby";
- de dame Angéline Bacon et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Réal Lamontagne;
- de la cité de Grand'Mère, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi aux fins de ratifier un règlement de ladite cité;
- de la Compagnie de Jésus, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la municipalité du village minier de Pascal, demandant l'adoption d'une loi dans le but d'assurer à la municipalité minière l'application des prescriptions du chapitre 246 des Statuts refondus (1941);
- de la corporation de la ville de Bromptonville et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une entente;
- de la municipalité scolaire de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite municipalité;
- de la cité de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 111 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne;
- bill 112 concernant l'instruction publique dans la cité de Granby;
- bill 106 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 118 concernant l'adoption de Henri-Maurice Morin.

### La chute du pont Duplessis

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève sur une question de privilège.

Ce matin, dit-il, de bonne heure, d'après les renseignements incomplets que j'ai reçus, une partie importante du pont de Trois-Rivières s'est écroulée. L'interruption des lignes téléphoniques, conséquence de cet écroulement, ne nous a pas permis d'obtenir tous les détails que nous aurions voulu sur ce lamentable événement. Il y a eu des pertes de vie. On ne sait pas exactement le nombre des morts, mais on croit qu'il s'élève à six ou sept.

J'offre ma très profonde sympathie aux parents des victimes et aux familles éprouvées, ainsi qu'aux populations et familles des villes de Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine. C'est un grand malheur qui les atteint. Le pont était pratiquement le seul moyen de communication entre elles, par voie routière, et aussi la seule voie routière entre Québec et Montréal sur la rive nord. À l'heure actuelle, je n'ai pas encore de renseignements suffisants pour parler des causes de l'accident, mais je puis dire une chose, c'est qu'il n'y a aucun doute au sujet des compagnies qui ont exécuté les travaux de construction. Ce sont des compagnies responsables, des compagnies solvables, capables d'assumer leurs obligations. Le gouvernement verra à ce que chacune porte ses responsabilités.

Il y a quelques années, le pont de Québec s'est écroulé deux fois, en 1907 et en 1916<sup>1</sup>, entraînant des dommages matériels considérables et plus de cent pertes de vie, et cela, dans un intervalle de neuf années. À cette occasion, Sir Wilfrid Laurier, alors premier ministre du Canada, fit parvenir au maire de Québec du temps, Sir Georges Garneau, le télégramme suivant: "Je vous prie d'exprimer aux citoyens de Québec et à tous ceux qui ont perdu des parents et des amis, ma profonde sympathie dans l'affreux désastre arrivé hier soir. C'est le devoir de tous de ne pas perdre courage. Nous devons nous remettre au travail pour réparer les pertes et continuer le projet avec énergie".

Ce message contient des directives qu'on aura avantage à suivre aujourd'hui, à l'occasion du désastre qui vient de se produire. À notre tour, je dis à la population de chez nous, à celle de la ville du Cap, et de toute la province, que je partage son malheur, que nous allons nous mettre au travail et que rien ne sera négligé pour que les responsabilités soient portées par ceux qui les ont assumées.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** C'est avec beaucoup de peine que j'ai reçu la nouvelle de l'accident survenu au pont de Trois-Rivières. Je veux exprimer les plus vives sympathies de l'opposition officielle et les miennes au premier ministre, aux familles éprouvées, et aux populations des deux

ville particulièrement affectées par la chute d'une partie du pont.

Je veux cependant poser deux questions au gouvernement: Quels moyens le gouvernement prendra-t-il pour rétablir les communications routières entre Québec et Montréal? Est-ce que le gouvernement instituera une enquête publique afin d'établir les causes de l'effondrement du pont Duplessis et les responsabilités qui en découlent?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'accident est arrivé à 3 heures ce matin. Nos renseignements sont incomplets. Les communications, même téléphoniques, sont très difficiles avec Trois-Rivières. L'effondrement du pont Duplessis est-il l'œuvre de saboteurs? Nous n'avons encore, je le répète, que des renseignements incomplets; mais nous avons raison de croire qu'il peut y avoir eu sabotage.

Le pont de Trois-Rivières est situé sur la route nationale, entre Québec et Montréal. Depuis quelque temps, il se fait du sabotage un peu partout. Il y a des éléments subversifs dans la province et ils ont intérêt à couper les communications aux endroits stratégiques, entre Montréal, Trois-Rivières et Québec.

Nous allons faire une enquête complète pour établir les responsabilités, d'où qu'elles viennent. S'il y a lieu de procéder, nous procéderons. Car j'ai l'intime conviction qu'il s'agit de sabotage. Pensez à l'heure à laquelle l'événement s'est produit, à 3 heures ce matin; la façon dont le pont s'est écroulé ouvre l'esprit à des soupçons sérieux, d'autant plus que les piliers sont intacts et la structure est intacte.

En Europe, aux États-Unis et ailleurs, il se fait beaucoup d'actes de sabotage. Nous vivons à une époque où la situation internationale est assez troublée, et dont le Canada se ressent. Trop d'éléments subversifs, malheureusement, jouissent d'une liberté qui leur permet d'exercer leur rôle néfaste. Ils ont intérêt à provoquer, de diverses façons, des accidents et des malheurs. Ils nous font donc une obligation de sévir. S'il y a lieu de tenir une enquête publique, elle aura lieu. Et s'il y a lieu de prendre des poursuites judiciaires, nous les prendrons. Ce que nous cherchons, ce n'est pas la publicité et nous ne cherchons pas à faire de la politique avec un malheur comme celui-là, c'est d'établir la vérité et de faire la lumière sur l'événement. Nous allons procéder à la recherche des causes réelles, exactes, de cet accident inexplicable.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je crois que les faits que vient de mentionner le premier ministre sont un argument puissant en faveur de la

tenue d'une enquête publique. Maintenant, est-ce que le premier ministre pourrait répondre à ma question au sujet des communications?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition peut être assuré que rien ne sera négligé pour assurer le rétablissement du service le plus tôt et le plus efficacement possible. La population sait que personne n'est plus intéressé que je puis l'être moi-même à ce qu'on établisse les causes de l'accident et qu'on prenne les moyens les plus rapides et les plus appropriés de rétablir les communications. Trois-Rivières, c'est ma ville natale. Le Cap-de-la-Madeleine, c'est une ville à laquelle je suis très attaché. Le pont est dans mon comté. Et personne ne peut mettre en doute mon dévouement à ma ville, à mon comté et à ma province.

Le seul fait que ce pont, ouvert à la circulation depuis trois ans, soit situé dans mon comté et qu'il porte mon nom, était une invitation aux éléments subversifs que j'ai toujours vigoureusement combattus et que je combattrai toujours, ainsi qu'un motif additionnel qui m'incline à soupçonner sérieusement qu'il y a eu sabotage.

Pour le moment, je puis dire que la circulation peut dès maintenant se faire sur la route de Saint-Étienne, à Shawinigan. La route de Shawinigan, d'un côté comme de l'autre du Saint-Maurice, est une bonne route. C'est une route que nous avons améliorée et qui est entretenue l'hiver, grâce à la politique des chemins d'hiver du gouvernement de l'Union nationale. Cette route passe par Saint-Boniface et on peut atteindre la route de Québec en passant par Shawinigan et Cap-de-la-Madeleine. Elle obligera à faire un détour, mais nous n'avons pas le choix. En attendant, je crois qu'elle pourra répondre aux besoins.

Il est clair que nous ne pouvons procéder à la reconstruction immédiate du pont. Mais je puis assurer la Chambre que dès que nous aurons établi les causes de l'accident, nous nous mettrons à l'œuvre sans ménagement pour rétablir les communications avec la plus grande célérité possible, pour réparer les pertes et prendre toutes les mesures qui s'imposent, afin que l'intérêt public soit bien servi.

**Projets de loi:**

**Donation de Louis-A. Gosselin**

**M. Roche (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 concernant une donation faite par Louis-A. Gosselin et dame Aldéa

Bélanger, son épouse, en faveur de Gérard Gosselin et Marcel Gosselin.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession de Jean (John) Champoux**

**M. Prévost (Montmorency)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 concernant la succession de Jean dit John Champoux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Jeunesse étudiante de Montréal**

**M. Roche (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 171 exemptant de certains impôts les propriétés de la Fédération diocésaine de Montréal de la Jeunesse étudiante catholique du Canada, incorporée, de la Fédération diocésaine de Montréal de la Jeunesse indépendante catholique féminine, incorporée, et de la Jeunesse étudiante catholique, incorporée.

#### **Municipalité scolaire de Val-d'Or**

**M. Miquelon (Abitibi-Est)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 145 concernant la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Pascalis**

**M. Miquelon (Abitibi-Est)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 prorogeant l'administration municipale du village minier de Pascalis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Testament de Réal Lamontagne**

**M. Roche (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 157 interprétant le testament de Réal Lamontagne.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de la Compagnie de Jésus**

**M. Johnson (Bagot)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 179 modifiant la charte de la Compagnie de Jésus.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Taxe d'éducation à Plessisville**

**M. Bernatchez (Lotbinière)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 135 autorisant les commissaires d'écoles de Plessisville à lever une taxe d'éducation.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Bromptonville**

**M. Goudreau (Richmond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 103 concernant la corporation de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles du même lieu.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Éducation dans la province**

**M. Rennie (Huntingdon)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 169 modifiant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant l'éducation dans la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de LaSalle**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Partage de la taxe d'éducation à Notre-Dame de Granby**

**M. Choquette (Shefford)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 147 concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Granby et les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Granby, dans le comté de Shefford.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Société coopérative agricole du canton de Granby**

**M. Choquette (Shefford)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 concernant la Société agricole du canton de Granby.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de Saint-Jérôme**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de Louiseville**

**M. Caron (Maskinongé)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 108 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Grand'Mère**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 137 concernant la cité de Grand-Mère et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand-Mère dans le comté de Champlain et pourvoyant à une évaluation fixe des biens industriels imposables de certaines compagnies.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des maîtres électriciens**

**M. Bellemare (Champlain)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 225 modifiant la loi des maîtres électriciens de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Demandes de documents:**

#### **Problème du logement**

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du ou des rapports et des recommandations transmis au gouvernement par la Commission d'enquête sur le problème du logement, instituée en vertu de la loi 12 George VI, chapitre 8, pour faire enquête sur le problème du logement dans la province.

Adopté.

#### **Commission des eaux courantes de Québec**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur

une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés depuis le 16 février 1950 jusqu'au 25 janvier 1951, concernant la Commission des eaux courantes de Québec.

Adopté.

#### **Concessions forestières**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 16 février 1950 jusqu'au 25 janvier 1951, concernant des concessions forestières ou des échanges de concessions forestières.

Adopté.

#### **Primes de transfert de concessions forestières**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 15 février 1950 jusqu'au 25 janvier 1951, et se rapportant aux primes de transfert de concessions forestières.

Adopté.

### **Demande et dépôt de documents:**

#### **Rivière Péribonka**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 29 mars 1950 jusqu'au 25 janvier 1951, se rapportant à la loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Péribonka (14 George VI, chapitre 60).

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dépose ledit document sur le bureau de la Chambre. (Document de la session no 9)

### **Forces hydrauliques**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 15 février 1950 jusqu'au 25 janvier 1951, relativement à la concession, à la location, à l'acquisition ou à l'aliénation de forces hydrauliques dans la province et à la construction, réparation, agrandissement ou reconstruction d'écluses ou de barrages pour l'aménagement de forces hydrauliques ou leur régularisation par l'emmagasinement.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dépose ledit document sur le bureau de la Chambre. (Document de la session no 10)

### **Pensions de vieillesse et des aveugles**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur, une adresse le priant de faire déposer, sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette province, l'un de ses ministres ou fonctionnaires et le gouvernement du Canada, l'un de ses ministres ou fonctionnaires, depuis le premier janvier 1950 jusqu'au 30 janvier 1951, concernant l'amélioration des pensions de vieillesse et des aveugles ou tout projet d'entente ou d'amendement constitutionnel à ce sujet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare qu'il ne voit aucune objection à l'accorder, mais le gouvernement n'a échangé aucune correspondance avec Ottawa à ce sujet.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'ai cru voir dans les journaux, cependant, que le premier ministre avait déclaré avoir reçu d'Ottawa le texte de l'amendement à la Constitution.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition aura satisfaction lorsque nous discuterons ici du projet de loi no 26 relatif à des ententes avec Ottawa au sujet des moyens d'améliorer le taux de ces pensions; je présenterai alors, devant la Chambre, le projet d'amendement proposé par Ottawa. Mais comme les délibérations se sont faites à huis clos, à

Ottawa, et que nous sommes des gens bien élevés, nous attendons l'autorisation du gouvernement central avant de soumettre ce projet. Il est inutile d'ouvrir un débat qu'il faudra répéter.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** acquiesce à l'acceptation de la motion avec cette réserve.

La motion est laissée en suspens.

### **Projets de loi:**

#### **Charte de Matane**

**M. Dubé (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 modifiant la charte de la ville de Matane soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de La Tuque**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 modifiant la charte de la ville de La Tuque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Taxe d'éducation à Thetford Mines**

**M. Vachon (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 autorisant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford-les-Mines à imposer une taxe d'éducation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Taxes de vente et d'éducation à Mégantic**

**M. Vachon (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 concernant l'imposition d'une taxe de vente et d'une taxe d'éducation pour fins municipales et scolaires dans la ville de Mégantic soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Sherbrooke**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Québec**

**M. Matte (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Contrat de donation  
de Eugène Girard**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 annulant une clause du contrat de donation de Eugène Girard à Anna Girard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Institut des sœurs de l'enfance  
de Jésus et de Marie**

**M. Chaloult (Québec)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'Institut des sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Instruction publique à Sherbrooke**

**M. Gérin (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Adoption et changement de nom  
de Margaret Anne Redmond**

**M. Rennie (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 concernant l'adoption de Margaret Anne Redmond et le changement de son

nom de famille en celui de Berry soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Écoles protestantes de Montréal**

**M. Rennie (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Sœurs adoratrices du Précieux-Sang  
de Mont-Laurier**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 modifiant la loi constituant en corporation les Sœurs adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier et changeant leur nom en celui de "Les Moniales Bénédictines du Précieux-Sang de Mont-Laurier" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Mariage de Bernard Archambault  
et Lucille Labelle**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 accordant les effets civils au mariage projeté de Bernard Archambault et Lucille Labelle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Testament  
d'Henri Legault**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 modifiant le testament d'Henri Legault soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission de relations ouvrières  
et les conseils d'arbitrage**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 concernant la Commission de relations ouvrières et

les conseils d'arbitrage soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'ai déjà qualifié hier soir le projet de loi de dangereux, car il interdit d'émettre des brefs de prérogatives contre la Commission des relations ouvrières, les commissions d'arbitrage ou leurs membres, pour une décision ou une mesure prise dans l'exercice de leurs fonctions.

Le gouvernement prétend que le bill a pour but de réaffirmer l'indépendance des commissions. Le gouvernement prétend que les commissions ne sont que des organismes administratifs, qui ne doivent pas être assujettis aux procédures judiciaires.

Le projet de loi consacre le principe que la Commission des relations ouvrières est au-dessus de tout, au dessus des lois. On pose là un principe dangereux. De récents événements rendent impérieux le maintien de la surveillance de la Commission des relations ouvrières. Une décision de cet organisme a été cassée par la Cour supérieure. Le gouvernement prétend pourtant que cette Commission est au-dessus des tribunaux. Ce n'est qu'un corps administratif. Ce n'est pas de la bonne administration que de donner à un pareil corps des pouvoirs illimités. On prive les ouvriers de tout recours qui pourrait leur être défavorable. Comment les gens qui s'estiment lésés pourront-ils faire respecter leurs droits dans le cas où la Commission prendrait une décision arbitraire? Les syndicats qui se verront refuser ou enlever sans raison légale leur certificat de reconnaissance syndicale seront devant une situation absolument sans remède.

Il est arrivé au premier ministre de recevoir des plaintes de syndiqués parce que des municipalités faisaient multiplier les brefs de prérogatives pour retarder l'application des mesures préconisées par des commissions d'arbitrage. Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a fixé certains délais pour hâter le règlement des conflits entre patrons et ouvriers. À quoi bon si, en pratique, on peut retarder la procédure par des ordonnances judiciaires?

J'ai marqué hier une différence. J'ai admis que, lorsqu'il s'agit de décisions d'ordre administratif, prises par les commissions, la Cour supérieure n'a pas le droit de s'en mêler; mais j'ai dit aussi qu'on doit conserver aux syndicats le droit d'en appeler à la Cour supérieure dans le cas où ils jugent qu'une commission a outrepassé ses pouvoirs. C'est la seule façon de protéger les associations ouvrières. Il est d'ailleurs absolument normal que des organismes administratifs soient soumis à la surveillance des tribunaux pour que les lois les plus élémentaires

soient observées. C'est mettre en péril toute l'économie de nos lois ouvrières que d'accepter une telle mesure.

J'admetts donc que la Cour supérieure ne peut pas modifier les décisions purement administratives de la Commission, dit-il. Mais quand il s'agit de décisions quasi judiciaires et quand il s'agit de juger de la légalité des décisions rendues, je crois que le contrôle et la surveillance de la Cour supérieure s'imposent si l'on veut prévenir des abus. Autrement, on ne pourra plus atteindre ces organismes, même quand ils rendront des décisions illégales à leur face même.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le bill actuel s'applique à deux organismes: la Commission des relations ouvrières qui, incontestablement, n'est pas un tribunal et les conseils d'arbitrage qui, incontestablement, ne sont pas des tribunaux.

Les unions ont déjà demandé à maintes reprises que l'on fasse cesser les chinoiseries légales susceptibles de paralyser le travail des conseils d'arbitrage. Il y a une couple d'années, l'Union des employés municipaux de Montréal est venue me trouver pour me demander de faire cesser les abus de certaines municipalités qui multipliaient les brefs de prérogatives pour retarder l'application des mesures préconisées par des commissions d'arbitrage. La mesure proposée a justement pour but de mettre fin à ces procédures dilatoires.

Quant à la Commission des relations ouvrières, ce n'est pas elle qui incorpore les unions. Celles-ci existent légalement et peuvent fonctionner indépendamment de la Commission. Le rôle de cet organisme est de certifier les unions comme négociateurs. Si les tribunaux ont le droit d'intervenir, la diligence disparaît et rien n'empêche les ennemis des unions de multiplier les procédures dilatoires.

Ce que les unions réclament le plus, c'est la diligence dans l'application des sentences arbitrales: C'est ce que nous leur assurons. La Cour supérieure n'a pas d'affaire à se mêler des relations entre ouvriers et patrons, qui ne concernent que la Commission.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) a dû fixer certains délais pour hâter la procédure dans le règlement des conflits entre patrons et ouvriers par des ordonnances judiciaires. À quoi aurait-il servi d'abrégé ces délais, si, dans la pratique, on peut retarder la procédure par des poursuites judiciaires?

Les décisions prises par la Commission des relations ouvrières ont un caractère fondamentalement administratif. Souvent les municipalités et les villes

ont employé le bref de prérogatives pour paralyser l'action de la Commission des relations ouvrières. Le gouvernement se rend à la demande des unions et le projet de loi n'est donc, purement et simplement, qu'une manifestation du bon sens.

Cette loi n'a pas d'autres buts que de supprimer l'intervention des tribunaux dans des questions qui lui sont étrangères, et, aussi, d'empêcher ces interventions dans les cas où elles n'ont, pour effet, que de causer des retards inutiles et vexatoires pour les ouvriers.

En outre, la loi que nous proposons ne change rien à la situation actuelle. Elle ne fait que préciser ce qui existe en pratique. Les ouvriers demandent eux-mêmes de ne pas être assujettis dans des matières qui ne regardent qu'eux. Le bill ne fait qu'améliorer la situation.

Si l'on permet à la Cour supérieure de réviser les décisions, l'affaire peut aller devant la Cour d'appel et jusqu'en Cour suprême. Pendant ce temps-là, le travail est paralysé. Les unions se sont maintes fois prononcées contre de pareils retards. Elles demandent avec raison qu'on les débarrasse du formalisme, des délais des procédures ordinaires.

À quoi sert d'avoir des relations ouvrières si on peut les entraver par des mesures dilatoires? Nous ne devons pas permettre ces procédures parce qu'un juge a vu blanc quand c'était noir. Si la loi ne donne pas satisfaction, nous l'amènderons.

**M. Chaloult (Québec)** remercie le chef de l'opposition d'avoir retardé la troisième lecture, ce qui me permet, dit-il, de prendre position<sup>2</sup>.

Je suis d'accord avec le gouvernement à ce qu'on abolisse l'appel contre les décisions des conseils d'arbitrage. Les ouvriers sont suffisamment protégés dans ces conseils, comme du reste les patrons, pour qu'ils puissent y faire respecter leurs droits. L'abolition des appels ne vise qu'à éliminer les procédures dilatoires et obtenir des décisions plus rapides. C'est donc une amélioration.

Mais la situation est différente en ce qui concerne la Commission des relations ouvrières. Cette Commission a une juridiction clairement déterminée par la loi. Et en fait, je crois qu'il est admis, en certains milieux, et je l'ai constaté moi-même, que la Commission des relations ouvrières a outrepassé ses pouvoirs en différents cas, par exemple en décidant elle-même de la légalité ou de l'illégalité d'une grève.

À tort ou à raison, les organisations ouvrières entretiennent quelques suspicions sur ces décisions et, dans une certaine mesure, les ouvriers ont perdu

confiance en elle. On a constaté particulièrement qu'elle se permettait d'enlever des certificats de reconnaissance syndicale, ce qui viole l'esprit de la loi. C'est ce qui s'est produit lors des grèves d'Asbestos et des professeurs de Montréal. La Commission a prétendu alors que ces grèves étaient illégales. Mais appartenait-il à la Commission de décider si ces grèves étaient légales ou non? Ce n'est pas l'affaire de la Commission de décider si une grève est illégale, mais bien celle des tribunaux réguliers. La Commission ne peut régenter la classe ouvrière sans appel. Elle n'est pas un tribunal judiciaire.

D'autre part, la Commission se compose de cinq membres, dont trois sont nommés par le gouvernement; c'est dire que la Commission est une institution placée sous l'autorité du gouvernement. C'est pourquoi les unions ouvrières la soupçonnent de subir l'influence gouvernementale.

La Commission des relations ouvrières a perdu la confiance d'une partie au moins de la classe ouvrière. Il vaut donc mieux conserver aux ouvriers le droit d'en appeler à la Cour supérieure, même si la procédure actuelle peut entraîner certains retards.

Le bill aurait peut-être des avantages si la Commission inspirait pleinement confiance. Mais nous sommes en face d'une situation de fait. Cette Commission est suspecte à la classe ouvrière, d'une façon générale. Lors des grèves de l'amiante et des professeurs de Montréal, elle a abusé, elle s'est donné des pouvoirs qu'elle n'avait pas. J'ai eu l'occasion de consulter des chefs ouvriers compétents qui sont opposés au projet de loi. C'est là du moins l'avis des chefs ouvriers avec lesquels je me suis entretenu. Il fait allusion à la déclaration de M. Picard.

La Commission est trop sous le contrôle du gouvernement, de quelque couleur qu'il soit, pour qu'on lui fasse confiance complètement et pour que les législateurs décident d'interdire d'interjeter appel de ses décisions. C'est pourquoi je voterai contre le bill si un vote est demandé sur la troisième lecture, comme j'aurais voté contre si j'avais été ici, en Chambre, hier soir, lors de la deuxième lecture.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** parle dans le même sens que le chef de l'opposition.

Le bill vise à soustraire, au contrôle de la Cour supérieure, la Commission des relations ouvrières quand celle-ci outrepassa la loi. Le but de ce projet est de permettre à la Commission et aux conseils d'arbitrage d'enfreindre impunément la loi. Ils auront un pouvoir illimité. Cet organisme pourra devenir un instrument de tyrannie, ayant droit de vie ou de mort, sans appel, sur l'existence des unions ouvrières.

En outre, la loi ne dit même pas ce qu'il adviendra des causes pendantes. L'opposition ne peut accepter ce projet.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Je n'avais pas l'intention d'intervenir, mais je crois maintenant de mon devoir de donner certaines explications.

Je suis surpris des déclarations que je viens d'entendre de la part de certains députés. Je veux d'abord protester contre la façon d'agir de certains membres de cette Chambre qui prétendent, avoir le droit de parler au nom des ouvriers. J'ai rencontré, ce midi, M. Roger Provost, président de la Fédération provinciale du travail, l'un de nos plus puissants syndicats ouvriers, qui m'a déclaré s'être prononcé en faveur du principe du bill.

Depuis l'avènement de l'Union nationale au pouvoir, la Commission des relations ouvrières a rendu des services signalés à la classe ouvrière du Québec. C'est par milliers que les certifications ont été émises. Si elle en a enlevé dans deux ou trois cas, je dois dire que c'est parce que la Commission était obligée de le faire; c'était son devoir. Elle ne peut tolérer que l'on sabote les lois essentielles à la paix et au bon ordre, ainsi qu'au maintien des unions ouvrières.

Nous ne pouvons pas, nous, être partie à une loi qui encourage le sabotage. Présentement, notre loi des relations ouvrières donne aux ouvriers toutes les garanties dont ils ont besoin et qui sont nécessaires à la reconnaissance de leurs droits.

Et je trouve étrange que le député de Québec (M. Chaloult) ait dit tantôt, que la Commission a perdu la confiance des ouvriers. Je proteste contre cette déclaration. La Commission n'a pas perdu la confiance des ouvriers; bien au contraire, elle l'a augmentée sous le régime de l'Union nationale.

Je proteste aussi contre la déclaration que la Commission subirait l'influence du gouvernement et agirait contrairement aux intérêts des unions. C'est tout le contraire qui est vrai. Il y a parmi les membres de la Commission, un représentant des Syndicats catholiques, M. Alfred Charpentier, ex-président de la C.T.C.C., M. Marcel Francq<sup>3</sup>, ancien président de la Fédération provinciale du Travail, M. H.-C. Lebrun, un administrateur, ex-président du Conseil régional du travail, Me Pierre Audet, qui agit comme conseiller juridique, et le président, M. le juge Pelletier.

Les ouvriers y sont largement représentés et s'il y a influence notoire, cette influence est une influence ouvrière.

**M. Chaloult (Québec):** Oui, mais, trois des commissaires sont nommés par le gouvernement.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Tous les cinq le sont, mais les ouvriers ont deux représentants et les trois autres sont des administrateurs, des fonctionnaires ordinaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il serait indigne d'insinuer que le juge Pelletier soit sous l'influence de qui que ce soit.

Et j'ajouterais que, si certains chefs ouvriers étaient logiques, ça irait beaucoup mieux. Quand ça fait leur affaire, ils ont des principes; quand ça ne fait pas leur affaire, ils n'ont plus de principes. Il n'y a pas de meilleur organisme ouvrier au monde que la Commission des relations ouvrières de la province de Québec et il n'y a pas de meilleurs ouvriers au monde que ceux de notre province. Que certains chefs ouvriers mettent de côté leur intérêt personnel pour ne penser qu'à l'intérêt général de la classe ouvrière, et ça ira mieux.

**M. Chaloult (Québec):** Mais les chefs des syndicats sont élus par les ouvriers...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas toujours.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** (Reprenant le fil de son discours) Il s'agit d'une loi essentielle pour soustraire la Commission à l'influence des tribunaux ordinaires.

**M. Chaloult (Québec):** En principe, je le répète, je suis d'accord avec vous.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Une règle pratique sera établie: aucune certification ne sera enlevée sans une audition. Les unions auront ainsi entière satisfaction. Et en ce qui concerne la déclaration du député de Montréal-Verdun (M. Ross) à l'effet que la Commission a droit de vie ou de mort sur les unions, elle ne mérite pas qu'on s'y arrête.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est tellement ridicule!

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Et je voudrais bien savoir de quelle façon la loi aura une telle conséquence.

**Un député:** Posez-lui la question...

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Depuis septembre 1944, des milliers de certifications ont été

émises et le nombre des gens qui ont négocié avec les patrons peut être multiplié par cinq au moins. L'Union nationale a amendé la loi; auparavant, pour une reconnaissance, il fallait au moins 60 % des ouvriers. Maintenant il suffit que le syndicat groupe 50 % des ouvriers d'une entreprise plus un. En amendant la loi, nous avons triplé le nombre de syndicats ouvriers.

Encore une fois, je proteste, quand l'on dit que la Commission des relations ouvrières subit l'influence du gouvernement et qu'elle a manœuvré contre les syndicats. En fait, c'est l'organisme qui a rendu le plus de services aux ouvriers depuis 1944.

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne):** Des chefs ouvriers m'ont dit que la loi protégera les employés. De plus, des employeurs sont venus me demander de voter contre ce bill, ce qui est une preuve que ce projet de loi favorise la classe ouvrière. C'est pour moi une raison suffisante de voter en faveur de la loi. Je suis heureux d'appuyer le projet de loi du gouvernement parce qu'il est favorable aux ouvriers. Et chaque fois qu'un projet de loi rend service à la classe ouvrière, je crois de mon devoir de l'appuyer.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Choquette, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Thuot, Trudel, Vachon, 76.

**Contre:** MM. Chaloult, Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 31 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Loi des pensions

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Syndicats coopératifs

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 34 concernant les syndicats coopératifs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie le bill article par article.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** pose une question au premier ministre à propos du travail des commissaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agira surtout de faire de la compilation.

**M. Chaloult (Québec)** approuve le projet de loi. Il observe qu'il importe en effet de codifier nos lois coopératives et il demande au premier ministre quels seront les trois commissaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Me François Jobin, jeune avocat de Québec qui s'est spécialisé dans cette question, sera certainement l'un des commissaires.

Au sujet de l'étude des systèmes de taxation, il déclare que cette étude sera générale, car il y a interdépendance entre les diverses taxes chargées aux contribuables du pays par les gouvernements.

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté unanimement le bill 34 sans l'amender.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Crédit  
aux pêcheurs**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 27 pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** propose: Que l'article 11 de la loi du département des Pêcheries maritimes (Statuts refondus, 1941, chapitre 200, remplacé par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 55), édicté par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 34, et modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 58, soit remplacé par le suivant:

"11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque année financière, autoriser le trésorier de la province à garantir et à payer s'il y a lieu, à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence d'une somme totale annuelle n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars, le remboursement d'avances ou de prêts consentis pour des fins de

pêche maritime par des sociétés coopératives de pêcheurs, des fédérations de coopératives de pêcheurs, des caisses populaires et des unions ou fédérations de caisses populaires."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** pose des questions sur les besoins financiers des pêcheurs.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Le gouvernement doit augmenter ses crédits, afin de permettre aux pêcheurs de grossir leurs bateaux de pêche pour rencontrer la concurrence des pêcheurs des provinces maritimes.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique la portée du projet.

Le bill permet au gouvernement d'autoriser chaque année le trésorier de la province à garantir, jusqu'à concurrence de \$250,000 le remboursement d'avances ou de prêts consentis pour des fins de pêche maritime par des sociétés coopératives de pêcheurs, les banques ou les caisses populaires.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** pose quelques questions.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** donne des explications complémentaires.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi du crédit agricole**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 30 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Que l'article 14 de la loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113) soit remplacé par le suivant:

"14. Les remboursements perçus par l'Office sur les prêts aux agriculteurs sont employés d'abord au service de ses emprunts contractés en vertu de l'article 8 et le surplus disponible de ces remboursements est remis au gouvernement et déposé par celui-ci dans un fonds spécial.

"Le produit de ce fonds spécial est affecté en premier lieu au rachat des bons, obligations ou autres valeurs émises par l'Office et que détient le gouvernement, puis au paiement des emprunts contractés par ce dernier sous l'empire de la présente loi, et enfin, quant au surplus disponible, au rachat, à son échéance, de tout autre emprunt de la province désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil et dont le produit, en totalité ou en partie, a servi à rembourser le fonds consolidé du revenu d'avances faites à l'Office.

"Les sommes déposées audit fonds spécial sont placées conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 74 de la loi du département du Trésor, en attendant leur utilisation suivant les dispositions de l'alinéa précédent, et les intérêts qui en proviennent sont versés au fonds consolidé du revenu."

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division. La résolution relative au bill 30 est agréée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 modifiant la loi du crédit agricole du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** En vertu de cette loi, le gouvernement peut affecter au rachat des bons et obligations de Crédit agricole et au paiement des emprunts contractés par l'Office les remboursements faits par les cultivateurs.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** exprime des doutes sur l'opportunité de ce changement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** échangent à ce sujet des considérations d'ordre purement financier.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 30 sans l'amender.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Ville de Jacques-Cartier**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 23 pour contribuer au bien-être de la population de la ville de Jacques-Cartier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, en capital et intérêts, aux conditions qu'il détermine, les emprunts contractés, sous l'empire de la loi qui accompagne les présentes résolutions, par la ville de Jacques-Cartier.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier ou l'assistant-trésorier de la province à signer, sur chaque obligation émise pour les fins de tout emprunt obligatoire bénéficiant de la garantie prévue par la résolution 1, un certificat attestant la garantie du gouvernement et spécifiant que l'emprunt sera contracté en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions. La validité de toute obligation portant un tel certificat ne pourra être contestée. Le trésorier de la province sera également autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les montants qui pourront devenir exigibles en raison de la garantie du gouvernement.

**M. Roche (Chambly)** remercie le gouvernement de sa générosité.

Il fait un rapide historique du développement de la région où Ville Jacques-Cartier a grandi. Ville Jacques-Cartier, dit-il, remonte à 1920, 1925, 1929, alors qu'on a permis de subdiviser des lots et que, lentement, des gens sont venus s'établir à cet endroit. C'était le commencement d'une ville champignon.

Le gros problème actuel, c'est celui de l'espace. Ville Jacques-Cartier n'est pas construite à

un seul endroit. Il y a 5,000 personnes ici, 5,000 personnes là, etc. Il y a parfois deux, trois et quatre milles de distance entre les divers groupes de population. Voilà la raison du problème qui n'aurait jamais existé si la ville était en entier construite au même endroit, car elle pourrait dès maintenant subvenir elle-même à ses propres besoins.

Le premier ministre s'est intéressé au problème de cette ville qui porte le nom du découvreur du Canada et je l'en remercie. Il y est venu plusieurs fois et il a permis la présentation de la loi d'aujourd'hui qui, j'en suis sûr, donne entière satisfaction.

C'est la première fois que le gouvernement de la province aide directement une municipalité à se procurer les services d'eau et d'égouts. Il est vrai que le problème de Ville Jacques-Cartier était d'une nature spéciale. La ville songe à emprunter \$5,000,000 et ce n'est pas à la légère qu'elle le fait. Des plans ont été tracés par le gouvernement à ses frais, après étude sérieuse, et il appert que le coût des travaux sera de \$4,500,000 à \$5,000,000. Par la loi, un emprunt de \$5,000,000 est autorisé. Les obligations seront remboursables dans 40 ans au plus tard et le taux de l'intérêt ne devra pas dépasser 4 %.

Quand l'aqueduc sera construit, il est certain que la population de la ville va augmenter et qu'elle pourra bientôt s'administrer sans l'aide du gouvernement.

La population presque entière de Ville Jacques-Cartier est canadienne-française; elle a du courage et elle donne un magnifique exemple d'initiative au reste de la population du Québec. La plupart des citoyens sont de petits propriétaires et le gouvernement, en leur venant en aide, combat chez eux les éléments subversifs qui n'y ont pas de prise.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** déclare qu'il votera en faveur du bill. Il a certaines restrictions à faire sur ses modalités, mais il admet volontiers que Ville Jacques-Cartier a spécialement besoin d'aide.

Je félicite le député de Chambly (M. Roche) de sa ténacité et de ses succès, dit-il. Mais je dois faire une mise au point au sujet du problème actuel. Le premier ministre a tenté de laisser croire, dans le passé, que le problème est né à cause de l'incurie des libéraux. Tel n'est pas le cas. La vérité est que la population de Ville Jacques-Cartier, en 1939, n'était que de 4,500 âmes; de 5,300 en 1941; de 8,000 en 1945, et de 22,000 en 1950. Par conséquent, ces chiffres prouvent que la véritable augmentation de population a eu lieu sous l'Union nationale.

Il fait l'historique des diverses lois adoptées pour aider Ville Jacques-Cartier depuis 1939. J'appuie

avec plaisir la mesure, dit-il, mais je me demande si la limite de \$5,000,000 est suffisante pour construire un aqueduc et des égouts, et si la population de la ville pourra rembourser l'emprunt sans se ruiner.

Les garanties de l'emprunt par le gouvernement n'apporteront peut-être pas la solution du problème. Je ne veux pas créer des appétits, mais je crois qu'il faudra recourir également à d'autres mesures.

**M. Roche (Chambly)** répond au représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) et explique le projet de loi<sup>4</sup>.

Le but du bill pour contribuer au bien-être de la population de Ville Jacques-Cartier, dit-il, est surtout d'autoriser le gouvernement à garantir un ou des emprunts, dont le total n'excédera pas \$5,000,000, pour organiser des services appropriés d'aqueduc et d'égouts. La ville devra constituer un fonds d'amortissement que la Commission municipale déterminera en tenant compte des circonstances ainsi que de la situation financière de la ville et de ses besoins généraux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je félicite le député de Chambly (M. Roche). Il a fait énormément pour son comté.

Il fait remarquer au chef de l'opposition que, si le gouvernement appliquait la loi passée par ses amis des libéraux, le ministre de la Santé (l'honorable M. Paquette) ordonnerait tout simplement la construction de l'aqueduc sans tenir compte ni du prix, ni des délais. Nous, dit-il, nous sommes plus humanitaires. Nous garantissons l'emprunt et nous disons que la Commission municipale verra à fixer des conditions raisonnables, des conditions auxquelles peut faire face la ville de Jacques-Cartier quant aux intérêts et au fonds d'amortissement. Nous voulons que ces gens-là vivent. Avec la loi des libéraux, on les aurait étouffés.

Le gouvernement n'a cessé d'aider Ville Jacques-Cartier. Nous y avons bâti quatre écoles. Des développements considérables attendent Ville Jacques-Cartier, quand elle pourra fournir de l'eau et des égouts à sa population.

Les résolutions sont adoptées.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 pour contribuer au bien-être de la population de la ville de Jacques-Cartier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie la version française de l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. La ville de Jacques-Cartier et toute cité ou ville dont le territoire est contigu au sien peuvent conclure des ententes pour l'exécution en collaboration de travaux d'aqueduc et d'égout et leur utilisation en commun; elles peuvent aussi conclure des ententes pour l'utilisation en commun de travaux d'aqueduc et d'égout existants et l'exécution des travaux nécessaires pour leur raccordement avec ceux de la ville de Jacques-Cartier.

"Les pouvoirs accordés à ces cités et villes par le présent article sont exercés par résolution de leurs conseils; toute résolution adoptée à l'une de ces fins entre en vigueur dès son approbation par la Commission municipale de Québec et elle vient alors incontestable."

La version française de l'article 8 est amendée, et elle se lit désormais comme suit:

"8. Nonobstant toute autre disposition législative inconciliable, la ville de Jacques-Cartier et toute cité ou ville dont le territoire est contigu au sien peuvent conclure des ententes pour l'exécution en collaboration de travaux d'aqueduc et d'égout et leur utilisation en commun; elles peuvent aussi conclure des ententes pour l'utilisation en commun de travaux d'aqueduc et d'égout existants et l'exécution des travaux nécessaires pour leur raccordement avec ceux de la ville de Jacques-Cartier. À cette fin, ces cités et villes peuvent contracter des emprunts par obligations avec la seule approbation de la Commission.

"Les pouvoirs accordés à ces cités et villes par le présent article sont exercés par résolution de leurs conseils; toute résolution adoptée à l'une de ces fins entre en vigueur dès son approbation par la Commission municipale de Québec et elle vient alors incontestable."

L'amendement est adopté.

La version française de l'article 8 ainsi amendée est adoptée.

Le comité étudie la version anglaise de l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. The town of Jacques-Cartier may enter into agreements with one or more of the cities and towns whose territory is adjacent to its own for the carrying out of waterworks and sewerage works in collaboration and for joint use thereof; it may also enter into agreements with one or more of such towns for the joint use of existing waterworks and sewers and the carrying out of the necessary work to connect them with those of the town of Jacques-Cartier.

"The powers granted to the town of Jacques-Cartier by this section shall be exercised by resolution of its council; every resolution adopted for any of such purposes shall come into force upon approval by the Quebec Municipal Commission and it shall then become incontestable."

La version anglaise de l'article 8 est amendée, et elle se lit désormais comme suit:

"8. Notwithstanding any other incompatible legislative provision, the town of Jacques-Cartier and any cities or town whose territory is adjacent to its own may enter into agreements for the carrying out of waterworks and sewerage works in collaboration and for joint use thereof; it may also enter into agreements for the joint use of existing waterworks and sewers and the carrying out of the necessary work to connect them with those of the town of Jacques-Cartier. For such purposes, these cities and towns may contract loans by debentures with the sole approval of the Quebec Municipal mission.

"The powers granted to these cities and towns by this section shall be exercised by resolution of their councils; every resolution adopted for any of such purposes shall come into force upon approval by the Quebec Municipal Commission and it shall then become incontestable."

L'amendement est adopté.

La version anglaise de l'article 8, ainsi amendée, est adoptée.

Le comité étudie les articles 9 à 11.

Les articles 9 à 11, ainsi que le préambule, sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 23 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Ministère de l'Agriculture, rapport 1949-1950**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 mars 1950. (Document de la session no 11)

#### **Travaux de la Chambre**

**M. Chaloult (Québec)** pose une question au premier ministre sur l'ordre du jour de la prochaine séance.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'Assemblée législative étudiera demain des projets de loi concernant le transfert de concessions forestières et tout particulièrement celui de la location d'une partie des forces de la rivière Shipshaw.

#### **Questions et réponses:**

##### **Développements hydroélectriques sur la rivière Sainte-Marguerite**

**M. Chaloult (Québec)** demande de l'information au premier ministre au sujet du développement hydroélectrique sur la rivière Sainte-Marguerite.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

donne les grandes lignes du projet concernant les développements projetés sur la rivière Marguerite.

La Gulf Pulp, explique-t-il, est propriétaire d'une partie du lit de la rivière et exploite un pouvoir de 12,000 chevaux-vapeur. Cependant, ce rendement

de 12,000 chevaux-vapeur n'est possible que sept mois par année, car le débit de la rivière n'est pas régularisé.

Les travaux qui seront exécutés permettront de créer une tête d'eau qui stabilisera le débit de la rivière et d'augmenter le pouvoir actuel de 25,000 chevaux-vapeur. Le bail sera de 25 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1952. La compagnie aura le privilège de le renouveler pour un autre 25 ans, mais devra payer un montant additionnel de 25 cents par cheval-vapeur.

Ce développement hydroélectrique permettra d'assurer à la Gulf Pulp l'électricité dont elle a besoin douze mois par année, de fournir l'électricité nécessaire pour la construction du chemin de fer de l'Ungava et de fournir également l'électricité dont Sept-Îles aura besoin, avec l'augmentation prévue de sa population, à la suite des travaux qui se poursuivent actuellement sur la Côte-Nord.

le parquet de la Chambre, a répondu à M. Marler et expliqué le projet de loi"; c'est ce que rapporte *L'Action catholique* du 1<sup>er</sup> février 1951, à la page 6.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### NOTES

1. Le 29 août 1907, la structure sud du pont de Québec s'est écrasée dans les eaux du fleuve et le 11 septembre 1916, c'est la travée centrale du pont qui s'est écroulée. Michel L'Hébreux, *Une merveille du monde. Le pont de Québec*, Ste-Foy, Les Éditions La Liberté, 1986, p. 45, 112.

2. "M. Chaloult, député du comté de Québec, était absent mardi après-midi quand la Chambre a pris le vote sur la deuxième lecture de cette loi", selon *Le Soleil* du 1<sup>er</sup> février 1951, à la page 3.

3. Il s'agit du petit fils de Gustave Francq.

4. "M. J.-Redmond Roche, un bilingue parfait, qui s'exprime dans les deux langues avec une grande facilité et parle comme un député très familier avec



Séance du jeudi 1<sup>er</sup> février 1951

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation de la paroisse de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite corporation (M. Johnson);

- du bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 21 George V, chapitre 63 (M. Rennie);

- de M. Francis Joseph Starzynski, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Francis Joseph Starr (M. Johnson);

- du Collège de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Samson);

- de M. Dominique Bolduc et autres, demandant l'adoption d'une loi créant, pour les horlogers-joailliers de la province de Québec, une corporation (M. Bellemare);

- de la corporation municipale de la ville de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cossette);

- de M. Frederick Reichman, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la chirurgie dentaire (M. Johnson);

- de la municipalité du village de Montebello et de la Commission scolaire de la municipalité scolaire de Montebello, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un règlement passé entre ladite municipalité et Seigniorly Club Community Association, Ltd (M. Cottingham).

**Lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la corporation de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Goudreau);

- de Donald-A. Baillie et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'incorporation de "La Corporation des courtiers en immeubles de la province de Québec" (M. Saucier);

- de M. W. Shell Hamilton et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant la municipalité de Notre-Dame-des-Lacs pour fins municipales seulement (M. Goudreau);

- de la Commission des écoles catholiques pour la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant des arrangements spéciaux (M. Bellemare);

- de la corporation municipale et des commissaires d'écoles de Notre-Dame-du-Lac, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'accorder à la compagnie Mobbs and Lewis (Canada), Ltd., une évaluation fixe (M. Pelletier).

**Chute du pont  
Duplessis**

**M. Bellemare (Champlain):** À titre de citoyen du Cap-de-la-Madeleine et de député du comté de Champlain, et pour faire suite à l'émouvant témoignage de sympathie offert par l'honorable premier ministre aux familles éprouvées, je veux à mon tour leur offrir mes plus sincères condoléances, leur dire que je partage l'angoisse qui étreint leur cœur en ce moment, et leur assurer que, dans ce deuil qui les afflige, je suis bien près d'eux. Au nom des citoyens du Cap-de-la-Madeleine et de Trois-Rivières, au nom de toute la population de la province, je veux dire à celui qui préside et qui veille avec tant d'amour et de dévouement aux destinées des siens, que nous plaçons en lui notre ferme espérance, l'assurons de notre indéfectible fidélité et que l'angoisse profonde qu'il a éprouvée et ressentie en apprenant la terrible nouvelle est grandement partagée par toute la population de la province.

**Projets de loi:**

**Loi de la colonisation**

**L'honorable M. Bégin (Dorchester)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 42 modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Concessions forestières**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 31 janvier 1951, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 16 février 1950 jusqu'au 25 janvier 1951, concernant des concessions forestières ou des échanges de concessions forestières. (Document de la session no 12)

##### **Primes de transfert de concessions forestières**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 31 janvier 1951, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 15 février 1950 jusqu'au 25 janvier 1951, et se rapportant aux primes de transfert de concessions forestières. (Document de la session no 13)

##### **Ministère de la Santé, rapport 1949**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** dépose sur le bureau de la Chambre le sixième rapport du ministre de la Santé, pour l'année 1949. (Document de la session no 14)

#### **Projets de loi:**

##### **Ville de Jacques-Cartier**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 pour contribuer au bien-être de la population de la ville de Jacques-Cartier soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### **Loi des maîtres électriciens**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 225 modifiant la loi des maîtres électriciens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Nous rétablissons le bon sens.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**M. Bellemare (Champlain)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.  
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 225 sans l'amender.

**M. Bellemare (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### **Adoption de Henri-Maurice Morin**

**M. Barrière (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 concernant l'adoption de Henri-Maurice Morin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 118 sans l'amender.

**M. Barrière (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'enfant était au monde et personne n'était obligé de le faire vivre<sup>1</sup>.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Commission scolaire de Victoriaville**

**M. Labbé (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 106 sans l'amender.

**M. Labbé (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Commission scolaire de Saint-Jérôme**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 111 sans l'amender.

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Instruction publique à Granby**

**M. Bertrand (Missisquoi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant l'instruction publique dans la cité de Granby.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 112 sans l'amender.

**M. Bertrand (Missisquoi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Donation de Louis-A. Gosselin**

**M. Roche (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 concernant une donation faite par Louis-A. Gosselin et dame Aldéa Bélanger, son épouse, en faveur de Gérard Gosselin et Marcel Gosselin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Succession de Jean (John) Champoux**

**M. Prévost (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 concernant la succession de Jean dit John Champoux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Pascalis**

**M. Miquelon (Abitibi-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 prorogeant l'administration municipale du village minier de Pascalis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Testament de Réal Lamontagne**

**M. Roche (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 concernant le testament de Réal Lamontagne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Charte de la Compagnie de Jésus**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant la charte de la

Compagnie de Jésus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Éducation dans la province**

**M. Rennie (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 modifiant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant l'éducation dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Société coopérative agricole du canton de Granby**

**M. Choquette (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 concernant la Société agricole du canton de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Grand'Mère**

**M. Ducharme (Lavolette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 concernant la cité de Grand'Mère et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère dans le comté de Champlain et pourvoyant à une évaluation fixe des biens industriels imposables de certaines compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Jeunesse étudiante de Montréal**

**M. Roche (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 exemptant de certains impôts les propriétés de la Fédération diocésaine de Montréal de la Jeunesse étudiante catholique du Canada incorporée, de la Fédération diocésaine de Montréal de la Jeunesse indépendante catholique féminine incorporée et de la Jeunesse étudiante catholique incorporée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Taxe d'éducation à Plessisville**

**M. Bernatchez (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 autorisant les

commissaires d'écoles de Plessisville à lever une taxe d'éducation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Bromptonville**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 concernant la corporation de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles du même lieu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de LaSalle**

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 modifiant la charte de la ville LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Partage de la taxe d'éducation à Notre-Dame de Granby**

**M. Choquette (Shefford)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Granby et les commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Granby dans le comté de Shefford soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Saint-Jérôme**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Louiseville**

**M. Caron (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 modifiant la charte de la ville de Louiseville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Municipalité scolaire de Val-d'Or

**M. Miquelon (Abitibi-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 concernant la municipalité scolaire catholique de Val-d'Or soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Loi sur l'exploitation des forêts

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 33 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose: Que l'article 1 de la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers (10 George VI, chapitre 25), remplacé par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 18, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à accorder, aux industries énumérées au présent article, des permis de coupe renouvelables sur les terres de la couronne, au prix, qui ne doit pas être inférieur à cinq cents dollars du mille carré, et à toutes autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera équitables et avantageuses pour la province et qu'il déterminera.

Ces permis de coupe renouvelables seront limités à des territoires ne devant pas excéder en totalité, dans chaque cas, la superficie mentionnée en regard du nom de chacune de ces industries, énumérées dans le tableau suivant:

1. D'Auteuil Lumber Company Limited .....	75 milles carrés
2. Dominion Shuttle Company Limited .....	75 milles carrés
3. Donnacona Paper Company Limited .....	400 milles carrés
4. Donohue Brothers Limited...	160 milles carrés
5. Gaspesia Sulphite Company Limited .....	300 milles carrés
6. Lake Saint John Power & Paper Company Limited ...	200 milles carrés
7. Sainte Anne Power Company et Sainte Anne Paper Company Limited ...	300 milles carrés
8. Saint Lawrence Paper Mills Company Limited.....	250 milles carrés
9. Saint Raymond Paper Limited .....	175 milles carrés
10. Price Brothers & Company Limited .....	100 milles carrés
11. Richmond Pulp & Paper Co. of Canada Limited .....	175 milles carrés"

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** À chaque session nous avons demandé la production des arrêtés ministériels concernant les allocations. Il paraît que deux concessions seulement ont été faites. Je remarque qu'il y a trois nouvelles concessions dans le présent projet de loi.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Au fait, il y en a deux, celles de la St. Raymond Paper Ltd. et de la Richmond Pulp & Paper.

Mais il y a aussi redistribution de concessions forestières. Si la redistribution n'a pas été poussée plus loin, c'est que nous n'avons pas encore terminé l'inventaire de nos richesses forestières.

Nous avons donc dû retarder l'application de la loi de l'exploitation rationnelle de nos forêts à cause des inventaires des concessions. Ils sont extrêmement longs à faire.

Ces inventaires sont indispensables pour établir la valeur exacte de chaque coin de forêt, la direction du courant des rivières, ceci afin de ne pas accorder de concessions à des compagnies qui ne pourraient se servir des cours d'eau pour le transport du bois.

On procède donc à un inventaire forestier justement dans le but de savoir quel est le territoire le plus favorable aux opérations forestières des

compagnies. On veut savoir dans quelle direction coule le bassin de la rivière qui alimente les usines, afin que chaque compagnie trouve le site le mieux approprié à ses besoins.

Il arrive que les limites qui nous sont demandées sont dans des bassins dont les eaux coulent dans la direction opposée des moulins.

Autrefois, des compagnies obtenaient des concessions à n'importe quel endroit, à 400 ou 500 milles de leurs établissements.

Nous voulons qu'aujourd'hui les concessions ne soient faites qu'en des endroits favorables. Nous permettons des échanges de concessions afin d'améliorer la situation. Il faut aussi terminer les arpentages.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'industrie forestière est fondamentale dans le Québec. Il y a le travail en forêt, le transport du bois, la fabrication du papier et le transport de celui-ci. Il en résulte du travail pour des milliers d'hommes, des centaines de millions de dollars de salaire annuellement.

C'est une industrie stable, car les journaux sont publiés de tout temps, même en temps de guerre. De plus, dans ce domaine, nous sommes le principal fournisseur des États-Unis vers lesquels nous exportons le gros de notre production; cela nous apporte des dollars américains, ce qui contribue à stabiliser notre devise.

Mais il est important que la province en retire les meilleurs revenus possibles; pour cela il faut qu'elle soit assise sur des bases favorables. Il est arrivé dans le passé, et cela se produit encore, que des compagnies avaient des concessions forestières à des centaines de milles de leur moulin.

Il cite en exemple la St. Lawrence Paper Company de Trois-Rivières, qui était propriétaire de concessions dans la région du golfe du Saint-Laurent, à des centaines de milles de distance. Cela n'était pas raisonnable.

Il importe donc d'améliorer les conditions d'exploitation, en faisant une redistribution de nos territoires forestiers, afin de placer les limites à proximité des centres de transformation du bois. Le coût du transport joue un grand rôle dans le prix de revient. C'est cette réadaptation que nous avons commencée à faire.

Nous complétons la réallocation des concessions forestières. La Richmond Pulp & Paper, qui a rouvert l'usine de Bromptville, a besoin de limites. Nous lui en allouons 175 milles carrés. La St. Raymond Paper Company, qui fait vivre le village de Desbiens, a aussi besoin de limites: Nous lui en allouons 75 milles carrés de plus qu'en 1946.

Il faut donc étudier les différentes réclamations, car beaucoup nous demandent la même chose.

Je crois que c'est une excellente loi.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je pense que nous sommes d'accord quant à l'objet de la loi, mais je veux être renseigné sur les méthodes employées dans les cas de réallocations.

Je voudrais demander au gouvernement quand le prix de location sera-t-il déterminé? Et, a-t-il pris des précautions pour obtenir le meilleur prix possible par mille carré de concession, avec un minimum de \$500?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** La densité du boisement est le critère de base qui servira à déterminer les conditions du bail. Cela veut dire qu'aucune concession ne sera accordée avant qu'un inventaire complet du territoire n'ait été dressé par les fonctionnaires du ministère.

Après l'inventaire, nous aurons une idée exacte des quantités de bois et sur sa richesse. Nous pourrions fixer ou augmenter les prix selon cette richesse.

De plus, je tiens à souligner que le gouvernement n'autorise pas les compagnies à couper plus de bois que la proportion de la pousse annuelle, sauf dans certains cas bien spécifiques de compagnies pas assez riches pour alimenter leur production sur le marché libre.

Par les années passées, en raison d'une exploitation forestière immodérée, des compagnies ont complètement épuisé leurs concessions et ont dû obtenir sur le marché libre, soit des colons, soit d'une autre source, des quantités suffisantes de bois de pulpe pour alimenter leurs usines.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** La Richmond Pulp & Paper succède-t-elle à la Brompton?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La compagnie Brompton avait été achetée par la St. Lawrence Paper, qui avait cédé les pouvoirs électriques à la ville de Sherbrooke. Comme la St. Lawrence voulait transporter ses moulins ailleurs et que la population de Bromptville dépend en bonne partie de l'existence d'un moulin à papier, le gouvernement est intervenu en offrant de nouvelles concessions. C'est de là qu'est née la Richmond Pulp & Paper.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):**

L'importante industrie papetière du Québec pourra peut-être d'ici quelques années assoir sa production sur le bois franc au lieu du bois résineux. La

Richmond Pulp and Paper utilisera bientôt 50 % de bois résineux et 50 % de bois franc pour la production du papier.

Grâce à certaines recherches effectuées à l'École de papeterie de Trois-Rivières et à l'École forestière de Duchesnay, d'ici trois ans, les usines fabriqueront du papier en utilisant le bois franc à 100 %.

Cela permettrait à l'industrie des pâtes et papiers de la province d'utiliser les bouleaux malades et d'autres essences, au lieu d'exploiter presque exclusivement les essences résineuses, ce qui aura pour effet de protéger les forêts d'épinettes et de pins.

Parmi les compagnies qui bénéficieront d'un permis de coupe, il y a la nouvelle compagnie qui a rouvert l'usine de Brompton et qui assurera du travail à un grand nombre d'ouvriers jusqu'ici sans emploi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'utilisation du bois dur, à Bromptonville, pour la fabrication du papier, est une autre initiative sur laquelle on compte beaucoup.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Lorsqu'on fait des concessions, puisqu'il n'y a pas enchère, est-on sûr d'obtenir toujours le meilleur prix des compagnies pour les concessions?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis l'avènement au pouvoir de l'Union nationale, les concessions forestières, en obtenant la permission d'exploiter la forêt, rapportent à la province de 25 à 100 fois plus que sous les régimes libéraux.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Des dollars de 60 sous comme a dit le premier ministre.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** L'inventaire a pour but d'obliger les compagnies à exploiter rationnellement la forêt, à ne couper que la pousse annuelle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aucun changement de concession forestière ne peut se faire sans l'assentiment du gouvernement. Il est arrivé, par exemple, que la East-Angus a vendu des concessions qu'elle possédait sur la Côte-Nord à l'Ontario Paper au prix de \$700 le mille carré. Nous avons annulé la transaction, disant à la East-Angus de garder ce qu'elle avait, parce qu'elle en aurait besoin plus tard.

**M. Chaloult (Québec)** n'est pas, dit-il, spécialiste de la question, mais il s'est renseigné à

des sources qu'il croit bonnes. Par la loi actuelle, il s'agit, si j'ai bien compris la portée, d'augmenter le nombre des permis de coupe dans nos forêts. On veut couper plus de bois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non pas. La mesure n'augmente pas la coupe du bois, mais elle permet de couper mieux, de faire une meilleure utilisation des coupes.

**M. Chaloult (Québec):** Je n'exprimerai pas une opinion personnelle, mais je rappellerai certaines opinions qui ont été formulées depuis quelques années par des experts.

Nos forêts, tout le monde l'admet, constituent l'une de nos principales richesses naturelles. Si je me fie à certains experts, dont on m'a demandé de citer le témoignage, et dont je n'ai pas raison de suspecter la bonne foi, elles sont en danger. Elles le seraient pour trois raisons: 1. Le feu; 2. Les insectes; 3. Les coupes abusives.

Chaque année, en moyenne, le feu dévore 335 milles carrés de nos forêts, nous privant ainsi d'une richesse évaluée à plusieurs centaines de milliers de dollars.

Les insectes, notamment la "tordeuse d'épinette", qui se multiplie et mettent en danger l'existence de nos arbres, font aussi des ravages de plus en plus considérables. Le bouleau, l'orme, le merisier, d'autres essences aussi, sont gravement malades. Les maladies importées de l'étranger, des États-Unis, de l'Ontario, sont certainement de nature à compromettre une partie importante de nos forêts.

Il y a enfin l'exploitation abusive des concessions forestières.

Il répète qu'il ne se prononce pas sur la question puisqu'il n'a pas la compétence voulue; et qu'il se contente d'attirer l'attention du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque). À ce sujet, dit-il, je prends le témoignage de gens supposés sérieux, qualifiés, et qui sont sans doute désintéressés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Ironique) C'est là qu'est la question, à savoir jusqu'à quel point ils sont désintéressés!

(Rires)

**M. Chaloult (Québec):** D'après ces experts nos forêts seraient gravement en péril. Il semblerait aussi que les inondations désastreuses de ces dernières années seraient dues à un déboisement excessif. Nous serions exposés à des désastres plus considérables encore.

Il est vrai que l'on peut toujours trouver des spécialistes pour contredire d'autres spécialistes. Il y a quelques jours, j'écoutais une discussion à la radio entre deux spécialistes de la forêt. Ils ont soutenu avec une vigueur égale des thèses absolument opposées. D'après l'un, il était incontestable que le péril est grand pour notre forêt. Selon l'autre nos réserves de bois sont inépuisables.

Récemment, un professeur de génie forestier, à l'Université Laval, M. Joseph Risi, a mis la province de Québec en garde contre le déboisement excessif. La *Gazette*, dont je ne partage pas toujours l'opinion, a écrit deux articles pour indiquer dans le déboisement est la cause des inondations.

Je citerai enfin l'opinion de M. Thomas Maher, un homme honnête, un ingénieur forestier compétent, qui a de l'expérience, et que l'on ne peut soupçonner d'hostilité à l'égard des pouvoirs publics. Ses conférences et ses articles sont écrits sans passion. Aussi a-t-il conclu une de ses récentes conférences en déclarant que nous étions en train de dilapider en une seule génération les richesses forestières dont la province nous avait doté.

J'ai entendu la contrepartie, mais je crois que mieux vaut ne pas trop s'y arrêter et voir s'il n'y a pas quelque chose qui va mal. Le ministre pourrait-il nous donner des explications sur ce problème grave et important pour notre avenir économique?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):**  
Nos forêts ne sont pas encore détruites.

Il y a environ deux mois, j'ai eu l'occasion de lire une conférence prononcée en 1918 par M. Thomas Maher sur la question des forêts. Le conférencier déclarait alors qu'il n'y avait plus de bois que pour 10 ans dans la province de Québec. Ce monsieur s'est bien trompé, on le voit, puisque nous sommes en 1951 et que nous avons encore du bois. Il ne faut donc pas toujours prendre à la lettre ce que peuvent dire les uns et les autres.

On a beaucoup parlé de forêts dévastées dans les Cantons-de-l'Est, et on avait prédit que l'usine d'East Angus devrait fermer ses portes, faute de bois. On a exprimé cette crainte il y a 30 ans, et pourtant, la compagnie a des arbres qui seront prêts à être récoltés dans sept ou huit ans et qui donneront 100,000 cordes.

On a également déclaré, depuis 30 ans, que l'usine de Bromptonville, la Brompton Pulp, fermerait ses portes, faute de bois dans la région. L'usine fonctionne toujours et elle a aussi toute la matière première qu'il lui faut. Les perspectives d'avenir sont plus brillantes que jamais. Rien que dans le canton de Wolfe, on exporte 50,000 cordes par année.

On a craint, de la même façon, pour l'avenir de la Canada Paper Compagny. Or la situation s'est améliorée; elle en utilise 200,000 cordes.

Nous avons des régions richement boisées dont nous surveillons l'exploitation en obligeant les compagnies à ne pas couper plus que l'équivalent de la pousse annuelle. Par sa politique obligeant les compagnies à planter de jeunes arbres à mesure qu'elles en coupent d'autres, la province s'assure contre une déforestation même partielle.

C'est là le grand bienfait de la loi. J'affirme que, nulle part ailleurs au Canada actuellement, la protection de la forêt égale ce que nous faisons dans la province de Québec. Peu avant Noël, nous avons reçu la visite de représentants officiels de l'Ontario qui venaient chez nous s'enquérir de nos méthodes pour améliorer les leurs. Ces gens du gouvernement de l'Ontario voulaient savoir pourquoi l'Ontario doit dépenser \$8,000,000 par année et qu'il obtient des revenus de \$8,000,000.

Mais, M. l'Orateur, nous ne sommes pas responsables des insectes. C'est la Divine Providence qui nous les envoie.

Quant aux feux, nous les surveillons et nous protégeons les forêts. De 1936 à 1939, il n'y a pas eu de feux. De 1939 à 1944, sous un autre régime, il y a eu un grand nombre d'incendies, mais depuis 1944, il n'y en a pas eu. Si la Divine Providence est avec nous, de quoi nous plairions-nous? Nous avons le meilleur service de protections des forêts, au Canada.

L'administration de la province voisine s'étonnait de l'importance de ses dépenses pour la forêt sans résultats appréciables. C'est que la surveillance des bois par avion coûtait cher. L'Ontario a préféré utiliser l'avion, mais s'est bientôt rendu compte, lorsqu'elle est venue étudier notre système, que nos méthodes étaient meilleures. Dans le Québec, nous avons au-delà de 200 tours d'observation sur des montagnes de la province, situées à des endroits stratégiques, où des hommes se tiennent constamment au guet, prêts à dépister les commencements d'incendie. Si on utilise des avions allant à une vitesse de 150 à 200 milles à l'heure, un incendie peut se déclarer peu de temps après le passage de l'avion et n'être dépisté que huit jours plus tard, quand l'avion repasse par là. Donc, quand le feu prend aussitôt après le passage d'un avion d'observation, les dégâts sont énormes. Le gardien de la forêt québécoise, toujours présent, lance un appel au secours immédiatement après que le feu s'est déclaré.

De plus, le gouvernement suit des principes constants pour la coupe du bois. Nous faisons des

inventaires forestiers et nous disons aux compagnies: telle année, vous couperez à tel endroit, du bois rendu à maturité, puis du bois malade, enfin de la pousse annuelle. Il peut y avoir des abus, mais nous exerçons une surveillance continue et nous réprimons tous les excès que nous découvrons. Malgré toutes nos précautions, nous nous faisons jouer parfois mais nous avons une bonne organisation sur pied.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je représente en cette Chambre une ville, Trois-Rivières, dont l'économie est bâtie sur l'industrie papetière; je suis donc particulièrement intéressé à la préservation de nos forêts.

Le député de Québec (M. Chaloult) a discuté d'un sujet d'envergure, de plus d'envergure que les témoignages qu'il a cités. Je suis content qu'il ait soulevé un débat intéressant sur la question de l'exploitation de la forêt, car cela nous permet de remettre certaines choses au point.

Il n'y a pas de doute que nous n'avons pas, au point de vue forestier, la situation que nous pourrions avoir, car pendant des années, on n'a pas reconnu l'indispensabilité des forêts. La conséquence, c'est que des villages autrefois prospères sont devenus pauvres, des terres sont devenues incultes, parce que l'on a trop coupé de bois et que le sable s'est amoncelé.

Dans bien des endroits de la province, on n'a pas compris la valeur du bois et le rôle qu'il peut jouer. C'est ainsi que la Beauce a été soumise à des inondations, parce qu'on avait négligé de faire des coupes rationnelles. Mais cela dépend d'une situation dont le gouvernement actuel n'est pas responsable et qu'il a reçue en héritage. Cependant, je crois que personne de bonne foi ne peut nier que la situation des forêts de la province de Québec est de beaucoup la meilleure au Canada; c'est incontestable.

Et je dois dire que ceci est en bonne partie grâce au ministre (l'honorable M. Bourque) qui a dirigé le ministère des Terres et Forêts de 1936 à 1939 et de 1944 à date. Le gouvernement actuel a mis en application des procédés de conservation de mise en valeur et d'exploitation rationnelle qui n'existaient pas et qui ont pour résultat d'augmenter la valeur et de garantir la pérennité de nos forêts.

Tout à l'heure, on a parlé de parasites. Le gouvernement a d'abord institué, au ministère des Terres et Forêts, un service d'entomologie, ce qui nous a permis de dépister et de détruire un grand nombre d'insectes.

Nous avons établi un service d'inventaire et d'arpentage forestier. Autrefois, les ventes de concessions forestières se faisaient sans que l'espace

et la valeur des forêts ne soient connus. Maintenant, la production des moulins est limitée aux possibilités de renouvellement de la forêt. Nous avons obligé les compagnies à couper du bois suivant les limites du reboisement. Aucune forêt, donc, n'est louée sans que les possibilités de celle-ci ne soient connues.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, il y avait, dans le Québec, une situation extraordinaire. Tous les gouvernements depuis la Confédération, bleus comme rouges, avaient une politique forestière sans bon sens. C'est ainsi qu'ils accordaient aux compagnies de chemins de fer des subsides en forêts, pour la construction de nouveaux chemins de fer. Cela ne se fait plus; nous avons interdit ce paiement de subsides aux chemins de fer en forêts, etc.

De plus, nous avons remis dans le domaine de la couronne des biens qui avaient été concédés à des étrangers par les administrations précédentes. Par exemple, à Péribonka, il y avait des limites soumises au système du "free hold". On pouvait exporter le bois brut aux États-Unis. Nous avons acquis ces limites de 600 milles carrés.

Sur la Côte-Nord, il y avait une autre propriété appartenant à des intérêts étrangers, anglais: la seigneurie de Mingan, qui a 900 milles carrés, soit 150 milles de long par 6 milles de large. Là encore, on avait le droit de couper et d'expédier le bois aux États-Unis pour l'y faire ouvrir. Nous perdions donc ainsi les bénéfices énormes de la fabrication et de l'expédition des produits manufacturés; des millions de dollars étaient perdus en salaires.

Aujourd'hui, contrairement à ce qui se faisait autrefois, le gouvernement actuel donne à la population de la province, au lieu d'aller à d'autres, le bénéfice de toute l'exploitation possible de ces territoires, depuis les premières jusqu'aux dernières opérations. En acquérant la seigneurie de Mingan qui a 900 milles carrés, le gouvernement a, par le fait même, ouvert à l'exploitation et au progrès une région de 20,000 milles carrés, dont cette dernière empêchait la mise en valeur parce qu'elle bouchait le chemin pour se rendre là. Avant l'achat de cette seigneurie, en bordure du Saint-Laurent, on ne pouvait exploiter les territoires situés à l'arrière. Le gouvernement actuel a aussi mis fin à une exportation que l'on ne pouvait jusque là arrêter et qui ne nous laissait que des miettes de profits.

Le gouvernement actuel a assuré des procédés de conservation, de mise en valeur et d'exploitation rationnelle qui n'existaient pas et enrichi notre domaine de centaines de milles carrés. Qu'il y ait des experts qui voient tout en noir, c'est possible. C'est même normal. Nous comprenons très

bien que ces opinions puissent s'exprimer, puisque ça dépend du point de vue où ils se placent.

(Ironique) Si un homme, par exemple, souffre de déception, de désenchantement, d'ambition déçue, il va broyer du noir. Il verra des feux, des insectes qui n'existent pas, et des inondations là où tout est sec. Je suis en faveur de ces opinions alarmistes, car elles aident la barque gouvernementale à se maintenir dans la voie droite, sinon pour nous montrer où aller, au moins pour nous indiquer où ne pas aller. Mais on peut être convaincu que la politique forestière du gouvernement consiste à augmenter la valeur de nos forêts et d'en garantir la pérennité.

Je remercie le député de Québec (M. Chaloult) d'avoir soulevé un débat qui nous a permis de rétablir les faits. J'ai 61 ans et, dans ma longue expérience de vie parlementaire, j'en ai bien vu des pessimistes, des prophètes de malheur, de ces gens qui font des prédictions insensées, comme par exemple ceux qui prédisent l'avènement prochain au pouvoir de l'opposition.

Le député de Québec a parlé tantôt de permis pour couper plus de bois. Ce n'est pas ça. Je dirai qu'il ne s'agit pas d'augmenter la coupe du bois, mais plutôt de mieux couper le bois, d'améliorer les procédés de coupe. Il est évident que, si une usine n'a pas assez de bois pour fonctionner et si on lui permet de tout abattre, elle épuiserait ses réserves. Nous donnons plus de bois aux compagnies afin, non pas d'en couper davantage, mais de faire des coupes rationnelles.

**M. Chaloult (Québec):** Peut-être, mais la loi révèle que plusieurs compagnies auront de plus vastes limites; ainsi, la St. Raymond, qui avait 100 milles carrés, en aura maintenant 175. Pour Price Brothers, et la Donohue, c'est la même chose.

Ce n'est pas le texte de la loi qui autorise des permis de coupe sur de plus grandes étendues.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui et non. On sait que l'on peut avoir du petit bois, du bois dense ou non. La nature des territoires varie. Vous pouvez avoir des arbres à tous les deux pouces et qui n'ont pas de feuilles. C'est du bois sans valeur. On n'apprécie donc pas la valeur d'une forêt par sa superficie, mais par la qualité et la quantité du bois.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Nous dépensons \$100,000 par année pour les inventaires forestiers.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quelles mesures prend le gouvernement pour savoir que

l'échange donne aux concessionnaires des avantages à peu près égaux?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Nous nous basons sur l'inventaire et l'arpentage des forêts.

La résolution est adoptée<sup>2</sup>.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division. La résolution relative au bill 33 est agréée.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 33 sans l'amender.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Dépôt de documents:

##### *Comptes publics 1949-1950*

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** dépose sur le bureau de la Chambre les *Comptes publics de la province de Québec*, pour l'exercice clos le 31 mars 1950. (Document de la session no 15)

**Projets de loi:****Rivière Shipshaw**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 38 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Ressources hydrauliques, soit autorisé à louer, en totalité ou en partie, à Price Brothers & Company Limited, pour le temps et aux conditions qu'il juge opportun de fixer, sous réserve toutefois des stipulations ci-après:

a) Les forces hydrauliques de cette section de la rivière Shipshaw comprise entre le prolongement dans ladite rivière de la limite nord-est du rang quatre est (IV-E) des plans de l'arpentage primitif du canton de Falardeau et le prolongement à travers la même rivière de la limite sud-ouest des terrains présentement loués à ladite compagnie, au site du barrage-réservoir du lac Onatchiway, par bail en date du vingt-quatre mars 1926 passé devant le notaire Arthur-E. Simard, sous le numéro 2319 de ses minutes;

b) Le droit d'utiliser lesdites forces hydrauliques par dérivation du débit de la rivière Shipshaw à travers les lacs Jim Gray, Bureau et Brochet, jusqu'au bief amont de l'usine hydroélectrique de la chute aux Galets, sur la même rivière, de façon que celle-ci reprenne son cours naturel à cet endroit;

c) Le droit d'ériger des barrages et autres ouvrages pour l'exploitation de ces forces hydrauliques;

d) Le terrain nécessaire, dans le lit et sur la terre ferme, le long de ladite rivière et de ses tributaires, pour l'érection de ces travaux et l'aménagement et l'exploitation de ces forces hydrauliques.

2. Que les plans, devis et spécifications relatifs à ces ouvrages doivent être préalablement approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur paiement, par la compagnie, d'une somme de trois mille dollars.

3. Que le terme du bail sera d'abord de vingt-cinq ans à compter du premier janvier 1952. Il pourra, à l'option de la compagnie, être renouvelé pour une période supplémentaire de vingt-cinq ans, sur avis écrit donné à cet effet par ladite compagnie au ministre des Ressources hydrauliques au moins trente jours avant l'expiration de la première période de vingt-cinq ans.

Dans le cas de renouvellement pour la seconde période précitée, les conditions du bail seront les mêmes que pour la première période, sauf que la redevance ou royauté annuelle sera portée à un dollar et vingt-cinq cents par cheval-vapeur-an produit.

Le bail pourra être renouvelé pour une troisième période de vingt-cinq ans, à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera.

4. Que ladite compagnie devra, sauf empêchement par force majeure ou cas fortuit, commencer au plus tard le premier juillet 1951 les travaux d'aménagement des forces hydrauliques qui pourront lui être louées en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions et les poursuivre avec continuité et diligence, de façon à pouvoir produire, au plus tard le premier septembre 1953, au moins trente-cinq mille chevaux-vapeur.

En outre, tous autres travaux que la compagnie pourra être tenue de faire en vertu de ladite loi et du bail prévu par celle-ci devront être terminés au plus tard le premier décembre 1960.

Faute par la compagnie de se conformer aux prescriptions du présent article, les droits qui lui sont accordés par la présente loi et par le bail seront annulés quant à la partie des travaux inexécutés dans le délai spécifié.

5. Que le loyer annuel desdites forces hydrauliques sera de six mille dollars à compter de la signature du bail.

6. Que la compagnie paiera en outre une redevance annuelle supplémentaire de un dollar par cheval-vapeur-an produit pendant les vingt-cinq premières années, et de un dollar et vingt-cinq cents pendant la deuxième période de vingt-cinq ans.

7. Que de plus la compagnie paiera vingt cents par cheval-vapeur-an produit pour l'utilisation des barrages-réservoirs des lacs Onatchiway et Pamouscachiou.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra stipuler, en plus des conditions prévues par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, toute autre condition qu'il jugera opportune pour favoriser le développement de l'industrie et le progrès général de la province.

Le comité suspend ses travaux.

### **Chute du pont Duplessis**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande de suspendre le débat, car il a une importante déclaration à faire, une déclaration relative à la reprise des communications à Trois-Rivières.

J'ai communiqué, aujourd'hui, avec le très honorable C. D. Howe, ministre du Commerce du Canada, qui a sous sa juridiction une compagnie de la couronne qui porte le nom, du moins je le crois, de Defense Corporation. Nous avons appris que les biens de la Defense Construction Limited comprennent quatre ou cinq ponts à être livrés en Chine. Ils ne le seront pas et pour cause.

Au cours d'une entrevue que j'ai eue ce matin avec le ministre des Travaux Publics (l'honorable M. Lorrain) et ses ingénieurs, ils m'ont dit que si nous pouvions avoir ces ponts, cela simplifierait énormément la difficulté de rétablir la circulation directe entre Trois-Rivières et le Cap-de-la-Madeleine. C'est alors que j'ai téléphoné à M. C. D. Howe, et je dois dire avec plaisir que le ministre du Commerce d'Ottawa nous a manifesté une compréhension et une générosité pour lesquelles je me fais un devoir de le remercier publiquement.

M. Howe m'a dit: "Tous les ponts que nous avons, nous vous les prêtons gratuitement. Vous devrez payer le transport, aller et retour des usines de la Dominion Bridge où ils sont, si vous ne les gardez pas après vous en être servis. Si vous voulez les garder, nous vous ferons des conditions spéciales".

Le gouvernement de Québec et la population de Trois-Rivières savent bon gré au très honorable M. Howe de la coopération qu'il nous offre. Je dois ajouter que c'est la Dominion Bridge qui va payer tous les frais de transport de ces ponts jusqu'à Trois-Rivières. Quand notre enquête sera assez avancée et que nous aurons obtenu les détails nécessaires, nous déciderons de la ligne de conduite à suivre et de l'attitude que nous adopterons.

Parmi les déclarations qui ont été faites, et toutes étaient intelligentes sauf une que la population de Trois-Rivières appréciera, il y en a une d'un témoin oculaire, M. Roy, qui a dit qu'il a été ébloui

par une immense lumière, ce qui ajoute aux soupçons que nous avons qu'il agit bien d'un acte de sabotage dû à des éléments subversifs.

Je dois dire que, dès que la nouvelle du désastre du pont nous est parvenue, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) s'est rendu avec beaucoup de dévouement sur les lieux du drame à Trois-Rivières. Il a constaté que quatre des travées du pont étaient tombées. Sur-le-champ, il a étudié les mesures à prendre pour rétablir le plus vite possible les communications interrompues entre le Cap-de-la-Madeleine et Trois-Rivières.

Des chemins ont été établis sur la glace qui recouvre le cours d'eau pour permettre le passage des piétons, car il y a des gens de chez nous qui travaillent au Cap, et vice versa. J'ai discuté, ce matin, des meilleures méthodes à prendre pour rétablir la circulation normale entre les deux rives. La chose la plus pressée était de sortir les cadavres des victimes de la rivière.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** attire l'attention de la population et plus particulièrement des automobilistes sur le fait qu'on peut facilement se rendre de Québec à Montréal par deux routes parfaitement entretenues.

Au nord du Saint-Laurent: En prenant, au Cap-de-la-Madeleine, la route de Shawinigan, Saint-Boniface, Saint-Étienne des Grès et Trois-Rivières. La route de Saint-Boniface à Yamachiche via Saint-Barnabé est également carrossable.

Au sud du Saint-Laurent: Les automobilistes peuvent utiliser les routes nos 5, 20 et 9 via Victoriaville, Drummondville et Saint-Hyacinthe; la route no 9 du pont de Québec à Notre-Dame-du-Bon-Conseil; la route no 3 via le Pont de Québec, Sainte-Angèle, Nicolet et Sorel.

**L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice):** M. McNamany, du Royal Automobile Club, déclare que la seule route praticable actuellement entre Montréal et Québec, à la suite de la catastrophe de Trois-Rivières, est la route du sud du Saint-Laurent. Je tiens à rectifier cette déclaration que je considère injuste pour le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) et qui est de nature à induire les voyageurs en erreur.

En effet, le détour par la route de Trois-Rivières, Les Forges, Saint-Étienne, Saint-Boniface, Shawinigan, se fait sur une route asphaltée sur toute sa longueur, entretenue l'hiver depuis quelques années et qui est très bonne, quoique moins large que la route nationale. Le détour est d'exactement 44 milles.

Pour faciliter le trafic, le ministère de la Voirie a mis à la disposition des employés du comté de Saint-Maurice deux "souffleuses" qui permettront l'entretien parfait de cette artère en tout temps. En plus de cette route, une autre artère de Yamachiche à Shawinigan est ouverte à la circulation par la machinerie du gouvernement. Cette route de Yamachiche à Saint-Barnabé, distance de 9 milles, est une route très convenable. De Saint-Barnabé à Shawinigan, la circulation se fait sur une chaussée qui vient d'être terminée et qui peut se comparer avantageusement avec la route nationale. Cette route, comme les autres, est entretenue tout l'hiver.

En résumé, le trajet de Montréal à Québec avec le détour par Shawinigan se fait sur de très bonnes routes et contrairement aux avancées de M. McNamany, la voie est carrossable en tout temps de l'année.

### Rivière Shipshaw

#### En comité:

Le débat reprend sur les résolutions relatives au bill 38 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw.

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les concessions forestières de la Consolidated Paper Corporation sont les plus importantes qui soient détenues par une compagnie dans la province. Vient ensuite la Canadian International Paper Company, suivie de la Price Brothers & Company Limited, mais je suis d'avis que les concessions de cette dernière sont les meilleures de toutes parce que situées relativement près les unes des autres, tandis que les concessions des deux autres compagnies sont assez largement dispersées partout dans la province.

Il indique qu'entre 75,000 et 79,000 nouveaux chevaux-vapeur d'électricité seront produits sur la rivière grâce à ce projet.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le projet hydroélectrique sur la Shipshaw a fait l'objet d'un rapport défavorable de la Commission des eaux courantes de Québec en 1931. Le projet auquel la Commission s'est montrée défavorable consistait à dévier le cours de la Shipshaw de façon semblable à celle décrite dans le projet de loi concernant le projet de la Price Brothers.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare qu'il a fait venir à son bureau M. A.-B. Normandin, conseiller du gouvernement sur les questions

concernant le harnachement des forces hydrauliques, et M. A.-E. Paré, ingénieur de la Commission des eaux courantes, pour l'étude du projet. Ces experts ont déclaré, dit-il, que la demande de la compagnie était parfaitement justifiée et l'ont recommandée parce qu'ils la trouvent dans l'intérêt de la province.

**M. Chaloult (Québec):** Je ne peux approuver, à moins de raisons bien sérieuses, que l'on accorde ainsi un bail de 50 ans à la compagnie. J'ai trop critiqué les concessions à longue échéance faites dans le passé pour ne pas m'étonner de celle-ci. Je préfère de beaucoup un arrangement à court terme.

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En principe, il serait plus avantageux d'avoir un bail moins long. Mais quand vous êtes en face d'un harnachement qui va coûter de \$10,000,000 à \$12,000,000 à la compagnie, qui sera subordonnée au contrôle de la Régie de l'électricité et qui va coûter à la compagnie un loyer beaucoup plus considérable qu'autrefois, il faut bien lui consentir un bail d'une certaine durée.

**M. Chaloult (Québec):** Mais les mêmes raisons n'existaient-elles pas pour le gouvernement Taschereau?

#### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non. D'abord autrefois, les pouvoirs hydroélectriques étaient généralement vendus et non loués. Quand on les louait, c'était pour des périodes plus longues et à 25 ou 35 cents le cheval-vapeur. Aujourd'hui, nous exigeons \$1, pour les premiers 25 ans et \$1.25 si le bail est prolongé.

Les énormes mises de fonds et les exigences du gouvernement actuel obligent la province à permettre une certaine stabilité à l'exploitation.

De plus, quand on inondait les terres de la couronne, on indemnisait les locataires, et la Couronne ne recevait rien. Aujourd'hui, nous obligeons les compagnies à dédommager la couronne pour les terrains inondés.

Le gouvernement actuel a fait entrer ainsi dans les coffres de la province des millions de dollars en dédommagement pour les inondations causées aux propriétés de la couronne par la construction de barrages. Dans le cas du barrage de la Trenche, par exemple, le gouvernement a obligé la Shawinigan Power à payer à la province une somme de \$90,000.

Les résolutions sont adoptées.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 38 sans l'amender.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Preuve de  
documents de banque**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 41 modifiant la loi concernant la preuve de certains documents de banque.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

Que suivant la loi qui accompagne la présente résolution, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra organiser, au département du Conseil exécutif, un service pour la reproduction photographique des documents qu'il désignera et qui seront sous la garde ou en la possession du gouvernement de la province, ainsi que pour la classification et la conservation des reproductions photographiques de ces documents et que les dépenses encourues à ces fins par le gouvernement de la province seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté après division. La résolution relative au bill 41 est agréée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant la loi concernant la preuve de certains documents de banque soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ce bill donne un mandat éternel au gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remercie le chef de l'opposition de dire que le gouvernement possède un mandat éternel. C'est d'ailleurs conforme aux faits.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** s'objecte à une des dispositions contenues dans le bill sur les microfilms parce que les fonds accordés par le gouvernement à cet égard ne pourront être vérifiés par la Législature. Il déplore, une fois de plus, que les dépenses nécessaires à l'établissement du nouveau service ne soient pas votées annuellement dans le budget.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les coûts figureront dans les *Comptes publics* annuels. Les droits des députés sont consacrés par la

présentation de la loi. Qu'est-ce que le budget offre de plus? Le budget, c'est une loi.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie la version anglaise de l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Section 1 of the said act is amended by replacing paragraph *b* by the following:

"*b*. "Institution" means the Government of the Province, the Bank of Canada, the other existing federally chartered banks and life insurance companies carrying on business in the Province by virtue of a licence issued under the Quebec Insurance Act;".

L'article 4 est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. Section 1 of the said act is amended by replacing paragraph *b* by the following:

"*b*. "Institution" means the Government of the Province, the Bank of Canada, the other existing banks with federal charter and the life insurance companies carrying on business in the Province by virtue of a licence issued under the Quebec Insurance Act;".

L'amendement est adopté.

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 5 à 8 sont adoptés.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 41 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Ministère de la Chasse et des Pêcheries, rapport (Pêcheries) 1949-1950**

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Chasse et des Pêcheries de la province de Québec, concernant les activités du département des Pêcheries, pour l'exercice financier 1949-1950. (Document de la session no 16)

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Projets de loi à étudier**

##### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le comité des bills privés siégera à 11 h 30 mardi, le cabinet devant recevoir dans la matinée une délégation de l'Union catholique des cultivateurs.

Le comité des bills publics siégera mercredi.

La semaine prochaine, l'Assemblée législative débattrà le projet de loi du gouvernement par lequel il demande à être habilité à conclure avec les instances fédérales une entente concernant l'augmentation des pensions de vieillesse.

Le bill concernant la régie provinciale des loyers ne sera pas étudié la semaine prochaine. J'ai reçu à deux heures une délégation de la Fédération des ligues de propriétaires de Montréal. Certaines suggestions m'ont été faites. Je n'ai aucune objection à retarder d'une semaine l'étude du projet de loi. Nous voulons permettre à tous les intéressés de faire leurs suggestions. Nous voulons faire la meilleure loi possible. Le bill ne viendra donc pas devant la Chambre la semaine prochaine.

Un bill concernant la municipalisation de l'électricité au Lac Mégantic sera bientôt imprimé et soumis à la Chambre. Cette mesure permettra à la Commission des eaux courantes de construire elle-même le barrage nécessaire à la régularisation du cours de la rivière. De plus, pour faciliter la

construction d'une centrale municipale, la province renoncera à certains droits sur les terres de la couronne susceptibles d'être inondées par la construction du barrage.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Les députés sont invités au Bois-de-Coulonge, rappelle-t-il.

Adopté.

La séance est levée.

---

### **NOTES**

1. Cet unique commentaire du premier ministre est relaté dans *La Presse* du 1<sup>er</sup> février 1951, à la page 16, sans qu'il ne soit possible de l'associer à l'un ou l'autre des articles du bill.

2. Selon *L'Événement-Journal* du 2 février 1951, à la page 3, le débat sur le bill 33 aurait duré une heure.

Séance du mardi 6 février 1951

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la corporation de la paroisse de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite corporation (M. Johnson);
- du bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 21 George V, chapitre 63 (M. Rennie);
- de M. Francis Joseph Starzynski, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Francis Joseph Starr (M. Johnson);
- du Collège de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Samson);
- de M. Dominique Bolduc et autres, demandant l'adoption d'une loi créant pour les horlogers-joailliers de la province de Québec, une corporation (M. Bellemare);
- de la corporation municipale de la ville de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cossette);
- de M. Frederick Reichman, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la chirurgie dentaire (M. Johnson);
- de la municipalité du village de Montebello et de la Commission scolaire de la municipalité scolaire de Montebello, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un règlement passé entre ladite municipalité et Seignior Club Community Association, Ltd. (M. Cottingham).

### Rapports des comités permanents:

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est

régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Sainte-Rose, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Laurent Létourneau et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom "La Caisse de retraite des syndicats coopératifs et des mutuelles";
- des légataires de feu Hugh Quinlan, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament dudit Hugh Quinlan;
- de Paul-Henri Maranda et Paul-Émile Tardif, demandant l'adoption d'une loi permettant à la Corporation des opticiens d'ordonnances de la province de Québec à les admettre au nombre de ses membres;
- de la municipalité du village de Montebello et de la Commission scolaire de la municipalité scolaire de Montebello, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un règlement passé entre ladite municipalité et Seignior Club Community Association Ltd.;
- de Roméo Lefebvre, demandant l'adoption d'une loi concernant le testament de feu Joseph-B. Lefebvre;
- de la corporation du village de Crabtree et des commissaires d'écoles pour la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir la confirmation et la ratification d'une résolution;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond, demandant l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer et prélever une taxe d'éducation;
- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**M. Poulin (Beauce):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a nommé comme président temporaire M. Poulin, député du comté de Beauce.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 126 autorisant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford-Mines à imposer une taxe d'éducation;

- bill 114 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

#### Projets de loi:

##### Charte de La Tuque

**M. Ducharme (Laviolette)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 114 sans l'amender.

**M. Ducharme (Laviolette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### Taxe d'éducation à Thetford Mines

**M. Vachon (Wolfe)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 autorisant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford-les-Mines à imposer une taxe d'éducation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

**M. Vachon (Wolfe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### Succession de Joseph Drapeau

**M. Prévost (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Saucier), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de dame Arthémise Boisvert *et al.*, concernant la

succession de Joseph Drapeau, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

#### Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de dame Arthémise Boisvert *et al.*, concernant la succession de Joseph Drapeau.

#### Projets de loi:

##### Coaticook

**M. Gérin (Stanstead)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 113 relatif à la ville de Coaticook.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### Caisse de retraite des syndicats coopératifs

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 173 constituant en corporation la Caisse de retraite des syndicats coopératifs.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### Commission scolaire de Saint-Raymond

**M. Prévost (Montmorency)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### P.-H. Maranda et P.-É. Tardif

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 autorisant la Corporation des opticiens d'ordonnance de la province de Québec à admettre Paul-Henri Maranda et Paul-Émile Tardif.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### Ratification de règlement, contrat et résolution pour Montebello

**M. Cottingham (Argenteuil)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 140 portant ratification du Règlement numéro 217 et du contrat

de la municipalité du village de Montebello, et d'une résolution de la Commission scolaire de Montebello.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Longueuil**

**M. Roche (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Sainte-Rose**

**M. Barrière (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 129 modifiant la charte de la ville de Sainte-Rose.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Saint-Laurent**

**M. Barrière (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession de Joseph-B. Lefebvre**

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 162 concernant la succession Joseph-B. Lefebvre.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Ratifications de résolutions pour Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills**

**M. Tellier (Montcalm)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 ratifiant deux délibérations, l'une de la corporation du village de Crabtree, l'autre des commissaires d'écoles pour la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession de Hugh Quinlan**

**M. Roche (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 concernant la succession Hugh Quinlan.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi de la colonisation**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 42 modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Bégin (Dorchester)** propose: Que l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 33, modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 39, et par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 62, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot "six" par le mot "huit".

Il s'agit d'un projet de loi pour prolonger de deux années le délai d'exécution du plan de colonisation organisé en vertu de la loi 9 George VI, chapitre 33. Cette loi de 1945, dit-il, autorise le ministre de la Colonisation à dépenser \$16,000,000 pour l'exécution de ce plan de colonisation. Tout l'argent voté n'est pas encore dépensé et c'est ce qui explique la demande d'un délai de deux ans.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je m'étonne du laconisme du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin), de ses explications un peu sommaires. Il ne suffit pas de dire que l'on veut prolonger le délai d'exécution d'un plan de colonisation sans mettre au moins la Chambre au courant de ce qui a été fait dans ce domaine. Je tiens donc à ouvrir un débat sur l'œuvre de la colonisation depuis six ans.

En 1946, en même temps qu'il faisait sanctionner ce plan par la Chambre, le gouvernement obtenait l'autorisation de dépenser, en dehors du budget régulier, une somme de \$16,000,000<sup>1</sup>. Or, en examinant les *Comptes publics* depuis l'exercice de 1945-1946, on se rend compte que le gouvernement a consacré à la colonisation, en dépenses statutaires

et budgétaires, une somme supérieure à \$55,000,000. Il me semble que si le ministre veut se faire autoriser à une prolongation de mandat, il serait opportun qu'il accepte d'exposer sa politique de colonisation.

Si l'on examine la façon dont les \$55,000,000 ont été dépensés, on s'aperçoit qu'une forte proportion est allée à la construction de routes, de ponts et à des travaux de voirie, en général. On a dépensé \$16,500,000 pour les chemins; \$1,134,000 pour les ponts; \$60,000 pour les chemins locaux. D'après les chiffres que j'ai obtenus, cela représente environ \$18,000,000, soit près du tiers des \$55,000,000.

Il me semble donc que l'on ait affecté une proportion exagérée des dépenses aux chemins et ponts. C'est pourquoi, je suis en droit de me demander si l'on a consacré suffisamment d'argent à l'établissement de colons proprement dits et à la fondation de nouvelles paroisses, ce qui est à la base d'un plan de colonisation. Et, la Chambre a le droit de savoir quelle est la cause du manque apparent de progrès à la colonisation depuis 1944.

Le ministre de la Colonisation dépense beaucoup d'argent pour la publicité, notamment aux départs de colons, à l'aide de photos et du ciné. Si l'on examine attentivement les photos qu'on publie chaque semaine, on remarque que le nombre des véritables colons est plutôt réduit, que les enfants sont très nombreux et qu'il y a autant d'employés du ministère que de nouveaux colons. Le nombre des nouveaux colons chefs de famille me paraît minime, comparativement aux dépenses faites.

Par conséquent, les gens qui s'intéressent à la colonisation se posent deux questions: Combien de nouveaux colons ont été établis depuis 1940? Et combien de nouvelles paroisses ont été fondées en vertu du nouveau plan de colonisation? Et quand je dis nouveaux colons, je tiens à spécifier que je n'entends pas le transfert de colons d'un village à l'autre, mais bien l'établissement d'hommes nouveaux, de chefs de famille. D'après mes informations, il n'y en a eu que deux.

Les transferts de colons d'un village dans un autre ne nous intéressent pas.

J'admets que pour placer des colons, il faut avoir des terres propices, qu'il faille construire des routes et des ponts pour traverser les rivières; mais en fin de compte, une politique de colonisation doit se solder par l'établissement de nouveaux colons et par la fondation de nouvelles paroisses.

Je sais que, dans un discours à Saint-Georges de Beauce, le ministre a parlé de nombreux octrois pour la construction de chapelles, mais une chapelle n'est pas une paroisse.

Il n'y a pas beaucoup de gens, à part le ministre, qui soient satisfaits de la politique de colonisation du gouvernement.

Je ne suis pas contre le projet de loi, mais je veux savoir ce qui s'est fait exactement dans le domaine de la colonisation et quels sont les projets du gouvernement. Qu'est-ce qui a été fait pour le recrutement des colons?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Le chef de l'opposition veut des éclaircissements, je vais les lui donner avec plaisir.

Ma conception de l'œuvre de la colonisation n'est pas celle du chef de l'opposition ni des libéraux qui ont pensé qu'il suffisait d'envoyer des colons en foule, sans préparation aucune. Nous n'avons peut-être pas la même conception de la colonisation que les prédécesseurs en Chambre du chef de l'opposition. Nous n'avons pas la même conception que certains penseurs, certains rêveurs qui croient que l'on peut établir 50,000 jeunes gens par année sur les terres de la couronne.

Sous les anciennes administrations libérales, cette politique fut pratiquée avant 1936. Nos amis de l'opposition ont déjà fait un grand effort il y a une douzaine d'années, avec le résultat que sur les 7,000 à 8,000 colons envoyés sur les terres, dans le Nord, il n'en restait à peine 700 ou 800 au bout d'un an. C'était non seulement peu profitable, mais ceux qui revenaient déconseillaient à leurs amis d'y aller. En 1934, une telle façon de procéder a coûté des sommes énormes, et moins de 10 % des colons sont restés sur leurs lots. Nous ne voulons pas d'un pareil résultat.

Nous pensons que la colonisation est une chose sérieuse et qu'elle doit être faite de façon solide. Nous voulons placer sur des lots des colons sérieux. Notre but n'est pas de faire vivre les compagnies de chemins de fer sous prétexte de coloniser. Il ne s'agit pas d'envoyer, sur un train, des colons en Abitibi, au Témiscamingue ou ailleurs, et de les ramener sur le train suivant. C'est pourquoi nous prenons de très grandes précautions dans le choix des colons.

À l'heure actuelle, au ministère de la Colonisation, on vise surtout à une colonisation familiale, pour avoir une colonisation stable qui donne d'excellents résultats, en choisissant les futurs colons parmi ceux qui sont aptes à vivre en pays neufs et en prenant les moyens nécessaires pour que les nouveaux colons se fixent sur leurs lots.

On ne fait pas des colons avec des gens qui n'ont jamais vu un cheval ou une vache. Il faut des hommes qui aiment la terre. C'est pourquoi nous

nous sommes tournés du côté des campagnes. Nous nous adressons d'abord aux pères de famille qui, en de nombreux cas, ne sont pas assez riches pour payer l'installation d'un fils sur la terre; nous invitons alors ce fils à se rendre en territoire de colonisation avec toute sa famille. De la sorte, tous resteront ensemble et n'auront pas l'envie de s'en aller. C'est la politique familiale.

Le travail du ministère est secondé par celui des 16 ou 17 sociétés de colonisation. Chacune d'elles a un missionnaire-colonisateur et chacune a des octrois de \$4,000 à \$5,000 par année pour s'occuper de recrutement et de propagande. Leur travail s'avère satisfaisant, car nous n'intervenons pas dans ce domaine; les missionnaires visitent eux-mêmes les églises, dans les campagnes.

Il y a une quinzaine, j'ai rencontré un missionnaire-colonisateur, M. l'abbé Jean, frère de l'honorable juge Joseph Jean, ancien ministre à Ottawa dans le cabinet Saint-Laurent, président de la Fédération des sociétés et aujourd'hui juge de la Cour Supérieure, qui me disait qu'à son avis nous avons fait notre possible, et la propagande active des sociétés de colonisation a apporté des résultats satisfaisants. Mais, en ce moment, les gens ne répondent pas autant que nous le voudrions. Nous avons fait un bel effort, mais nos jeunes gens ne sont pas aussi intéressés que nous le désirons à partir pour les pays de colonisation. Ils ne pensent pas à l'avenir. Ils préfèrent le gain immédiat. Il est assez difficile de transformer en colon un homme qui peut gagner \$12 à \$15 par jour comme bûcheron, dans les chantiers, en forêt.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir en 1944, nous avions devant nous le plan de nos amis d'en face. On versait une somme de \$1,000 dont \$660 en secours directs; nous avons aboli le secours direct qui était un encouragement à la paresse. À la place, nous distribuons \$3,220 en primes. Sur cette somme, nous ne donnons que douze allocations de \$15 si c'est absolument nécessaire. Le reste, les colons de bonne foi doivent le gagner par leur travail; ils sont satisfaits et nous avons des résultats.

Qu'avons-nous fait des \$55,000,000? Nous avons dépensé pour la colonisation depuis 1944. Chez nos amis d'en face, on avait des budgets de \$4,000,000; nous, en dehors des crédits votés par la loi que nous étudions actuellement, nous avons des budgets de \$9,000,000 à \$10,000,000 par année. Et nous avons des chiffres à montrer.

Il passe en revue ce qui a été fait pour préparer la venue des colons et leur enracinement aux terres neuves. En 1944, dit-il, on a essouché et

défriché 186,728 acres de terre; l'année précédente, sous un régime libéral, ce chiffre n'était que de 17,000 et 188,000 en 1949; l'an dernier, on a essouché et défriché 58,498 acres; il y eut 35,000 acres de labourage depuis 1944; nous avons bâti 1,030 milles de chemins absolument neufs et nous en entretenons 3,200 milles; enfin, 5,428 milles de chemins de terre ont été améliorés, etc.

Au sujet de la reconnaissance, je dirai que l'on ne fait pas de colonisation sans savoir où l'on va. On ne va pas établir de colons sur des lots sans reconnaissance. Nous avons fait reconnaître une grande superficie; ensuite, nous avons fait classer les lots. Quand nous donnons un lot classé "A", nous nous assurons qu'il peut faire vivre son homme.

Il souligne que le service des études économiques permet à son ministère de prévoir l'utilisation des terres nouvelles des années à l'avance.

Parfois le travail d'exploration réserve des surprises; c'est ainsi que l'examen du sol du bassin de Matagami, au nord de l'Abitibi, nous a un peu déçus. Des travaux considérables ont été faits pour connaître les possibilités de la région au point de vue colonisation et de la consolidation des vieilles paroisses. Dans une partie du bassin, nous n'avons pas trouvé autant de terre arable qu'on avait espéré; mais, par contre, en explorant des territoires s'étendant un peu plus loin, nous avons découvert des terrains qui seront utilisables dans un certain nombre d'années, peut-être dans 25 ans, à la condition qu'on les assèche.

Notre politique est de donner des lots propres à la culture aux colons. Il laisse entendre que les travaux de drainage pourraient bien commencer dans un avenir assez proche.

Combien de nouvelles paroisses a demandé le chef de l'opposition? Cela ne dépend pas de nous mais des autorités religieuses. Dans l'Islet, Sainte-Félicité a été fondée; dans Frontenac, Saint-Robert-Bellarmin; il y en a aussi dans l'Abitibi. Nous avons accordé des octrois pour 80 chapelles dans la même année. Les autorités religieuses n'ont certainement pas construit deux églises par paroisse.

De plus, nous avons consolidé un grand nombre de vieilles paroisses. Bref, des multiples travaux ont été faits en faveur de la colonisation.

Combien de colons a demandé le chef de l'opposition? L'an dernier, pendant une période de huit mois, nous avons établi 2,216 colons. Depuis 1944, nous en avons établi 13,187. Le nombre des lots patentés se chiffre à 6,842. Cela veut dire que 6,842 colons ont reçu leur diplôme de cultivateur.

Le chef de l'opposition s'offusque de la publicité que nous avons faite. Nous avons pris tous les moyens possibles pour favoriser l'établissement des colons. Nous avons fait de la publicité pour seconder le travail des sociétés de colonisation, encourager les candidats. Nous ne voulons faire venir aucun colon de force. Nous voulons asseoir l'œuvre de la colonisation sur des bases sérieuses. Et je crois que nos efforts n'ont pas été vains.

**M. Chaloult (Québec):** Cette question de colonisation m'est très chère; elle tient à la survivance même, au progrès et à l'avancement de notre peuple.

Il est reconnu que la terre est pour le peuple du Québec une source de moralité et de fécondité. Notre élite civile et religieuse vient en grande partie de la campagne, où la santé physique et morale est meilleure que dans les villes. Et d'après M. André Siegfried, notre survivance tient à la terre.

C'est grâce à la fécondité de notre race de terriens si un petit peuple de 65,000 habitants en 1760 compte aujourd'hui 4,000,000 d'habitants au Canada, dont 3,000,000 dans la province de Québec. Cela est dû en bonne partie à l'établissement rural de notre jeunesse et au fait aussi que nous sommes restés sur la terre, où nous avons pu faire vivre et profiter nos grandes familles.

Malheureusement, il faut constater qu'aujourd'hui, la province de Québec est la plus industrialisée du Canada. En 1870, près de 75 % de notre population vivait sur la terre. Aujourd'hui, il n'y en a pas 25 %; je crois même qu'il n'y a pas 20 % de la population qui vit sur la terre.

Notre peuple est donc devenu urbain et si on a jadis parlé de la vocation terrienne des nôtres, ce n'est plus qu'un souvenir. Voilà pourquoi les problèmes ouvriers doivent maintenant nous intéresser au plus haut point, car ils sont devenus vitaux pour les nôtres.

Si notre vocation est rurale, nous manquons donc à notre vocation dans une large mesure. Et l'une des causes, c'est que, dans le passé, nous n'avons pas su établir nos fils de cultivateurs. Il ne suffit pas de mettre des enfants au monde, il faut les établir. La population vit dans les villes, dans cet immense monstre qu'est Montréal. Le recensement de 1941 établit que, chaque année, la province de Québec doit établir 179,000 jeunes gens de 15 à 29 ans. Et selon des gens sérieux, 20 % de ces 179,000 restent sur la terre, 20 % poursuivent des études avancées; 20 % deviennent journaliers ou artisans; et 40 % se dirigent vers les grandes villes. Donc, les  $\frac{2}{5}$  des jeunes gens que nous devons établir chaque année se

dirigent vers les villes et sont perdus pour la terre. Je suis sûr que la situation s'est encore aggravée depuis 1941 et que les statistiques du recensement de 1951 nous révéleront une situation encore plus décevante.

N'y aurait-il pas moyen d'en établir davantage sur des terres? C'est la question que je pose à mon excellent ami le ministre de la Colonisation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Québec (M. Chaloult) ne sait-il pas que le gros du travail de l'Office du crédit agricole consiste aujourd'hui à faciliter l'établissement des jeunes sur la terre?

**M. Chaloult (Québec):** Je n'ai aucune objection à reconnaître les mérites du gouvernement et je ne fais pas ces remarques dans un but de critique. Mais le gouvernement pourrait faire davantage pour la colonisation. Ce qui se fait actuellement est insuffisant. Ce ne sont ni les jeunes gens ni les terres qui manquent.

Les évêques, dans leur lettre pastorale, ont parlé de 10,000,000 d'acres de terre arable disponibles dans la province de Québec. Cela représente près de 200,000 lots, de quoi fonder plus de 500 paroisses neuves. Dans l'Abitibi seulement, on pourrait en fonder 400.

Nous avons des jeunes gens à établir et nous avons des terres à leur donner, mais on nous dit que les jeunes hésitent à s'établir sur des terres. Les statistiques sont là. Qu'est-ce qui manque? Il faut trouver le moyen d'établir nos jeunes gens sur les terres qui les attendent.

Où peut-il y avoir carence? Question d'argent? Ce n'est pas une question d'argent. La Chambre est prête à voter tout ce que le ministère demandera, si ce n'est que cela qui fait défaut. Si le ministre en demande davantage pour cette œuvre vitale, la Chambre les votera sans doute avec empressement.

Sont-ce les jeunes gens qui ne veulent pas aller sur des terres neuves? Dans ce cas, c'est peut-être parce qu'on ne leur rend pas le métier assez attrayant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

S'il ne sont pas intéressés.

**M. Chaloult (Québec):** Il y a du vrai et du faux dans cette objection. Avec les gros salaires qui se paient actuellement dans l'industrie, il faut admettre que la jeunesse est un peu gâtée par la vie facile d'aujourd'hui, et qu'elle n'est pas prête à répéter les sacrifices austères de nos ancêtres. Mais il

reste que nos jeunes gens ont encore plus d'esprit de sacrifice qu'on en trouve chez les autres peuples ou chez les jeunes des autres provinces du pays.

Beaucoup d'entre eux seraient prêts à partir, mais on ne peut pas décemment leur proposer un mode de colonisation semblable à ce qui se faisait il y a 100 ans. La mécanisation moderne doit leur profiter. Il ne faut pas les placer sur les terres incultes, mais dans des paroisses déjà partiellement organisées.

Pour recruter des colons, il faut nécessairement tenir compte des progrès modernes. Il faut faire un travail préparatoire dans les colonies, de sorte que le colon n'arrive pas en pleine solitude. Si on rend la colonisation attrayante, si on fait de la bonne publicité, par exemple en faisant visiter des paroisses de colonisation bien organisées à des aspirants colons, on arrivera certainement à quelque chose.

Je crois qu'en agissant ainsi, nous trouverons encore beaucoup de colons. C'est l'avis de beaucoup d'apôtres de la colonisation, tant laïques que religieux. Ces gens nous disent qu'il y a des demandes en quantité, mais qu'on ne rend pas la colonisation suffisamment alléchante. C'est le salut de notre peuple qui est en jeu et je crois que le gouvernement devrait faire un grand effort de ce côté.

Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) nous a dit que l'on a établi 13,187 colons depuis 1944; sur ce nombre, il faudrait savoir combien de colons sont restés parmi ceux qu'il a placés sur la terre.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Sur les 2,516 qui ont été placés cette année, il n'en est pas revenu 10.

**M. Chaloult (Québec):** Tant mieux s'il en reste beaucoup. Il faut leur laisser faire l'épreuve du temps. J'estime que s'il en restait 50 %, ce serait déjà un succès.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Ce serait un désastre.

**M. Chaloult (Québec):** Je constate malheureusement que la politique chez nous, sous tous les partis, est impuissante à résoudre le problème de l'établissement des jeunes sur la terre. Il y a quatre ans, on nous a exposé un plan merveilleux. J'ai eu à ce moment-là un mouvement d'enthousiasme comme il m'en arrive de moins en moins souvent d'en avoir. On nous parlait du royaume de Matagami et j'avais

l'impression qu'enfin il se ferait quelque chose de sérieux. J'ai été ému, convaincu. J'ai donc voulu visiter moi-même la région de Matagami.

Et quand le ministre parlait de ce "royaume," pendant que je survolais ce pays dans son avion, déjà je voyais surgir, en pensée, les clochers par dizaines et par centaines, et les paroisses prendre la place de la forêt. Je voyais s'ouvrir 100, 150 paroisses en 20 ou 25 ans. Voilà cinq ans de cela, et je me demande avec angoisse s'il y a seulement cinq clochers là-bas.

Eh bien! C'est la vie. Il faut toujours déchanter. Si je retournais aujourd'hui dans cette région, est-ce que je verrais beaucoup de progrès? Je sais qu'il est plus facile de critiquer que de gouverner. Mais je regrette que ce royaume de Matagami soit encore une réalité si lointaine.

Et puisque, apparemment, tous les gouvernements ont échoué dans ce domaine si vital de la colonisation, je me demande s'il ne faudrait pas un jour, vu les résultats obtenus jusqu'à date, sortir complètement la colonisation de la politique et former un conseil national de la colonisation, comme on l'a suggéré il y a 10 ans, composé de laïques et de religieux compétents, à qui on voterait un budget et qu'on laisserait libre d'agir.

Je souligne en passant l'œuvre magnifique de la Société canadienne d'établissement rural, qui s'occupe d'établir des fils de cultivateurs dans les autres provinces. L'idéal serait évidemment de les établir chez nous, pour l'avenir du peuple canadien-français. Mais puisque le gouvernement n'y réussit pas, je crois qu'il vaut mieux les envoyer sur des terres dans les autres provinces que de les laisser aller dans les villes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député croit-il qu'il serait raisonnable de dépenser l'argent de la province pour envoyer nos gens ailleurs?

**M. Chaloult (Québec):** Ce n'est pas ce que je demande. Que le gouvernement fasse ce qu'il peut pour coloniser les régions arables de la province de Québec et il restera encore bien des jeunes à établir. Pourquoi ne pas envoyer ce surplus dans le nord de l'Ontario, en Alberta ou ailleurs? N'est-ce pas mieux que de les voir prendre le chemin des grandes villes?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous ne tenez pas compte de l'immigration.

**M. Chaloult (Québec):** J'allais en parler. Si l'immigration ne vient pas débalancer la répartition de la population au Canada, normalement, dans

30 ou 50 ans, nous devrions avoir la majorité au Canada.

Il est évident que si nous étions un jour en majorité, nous aurions beaucoup plus de force pour réclamer justice, pour réclamer, par exemple, nos droits scolaires. Mais il y a des gens qui sont intéressés à ce que cela ne se produise jamais et qui poussent l'immigration, surtout l'immigration massive des britanniques. Le programme du gouvernement fédéral est de faire venir cette année 150,000 immigrants d'outre-mer; et il est certain que les latins, comme toujours, ne seront pour presque rien dans cette immigration.

Je sais qu'en pratique, M. Saint-Laurent, dans un beau geste dont je lui sais gré, a mis les Français sur le même pied que les Britanniques à l'immigration canadienne, au point de vue des facilités accordées à ceux qui veulent s'établir au pays. Mais en pratique, on fait tout ce qu'on peut pour faire venir le plus de Britanniques possible et le moins de Français possible. Il y a encore de l'hostilité en certains quartiers à l'immigration française.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Pleven a dit à Ottawa qu'il était contre l'immigration des Français au Canada parce que la France avait besoin de tout son monde.

**M. Chaloult (Québec):** L'Angleterre dit la même chose. Et pourtant, il entre constamment des Britanniques au Canada.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce ne serait pas logique d'encourager les Canadiens français à sortir de la province et de les remplacer par des étrangers.

**M. Chaloult (Québec):** Je n'ai pas compris ça. Plutôt que de voir nos jeunes gens se diriger vers les grandes villes, j'aimerais mieux les voir aller s'établir dans l'Ouest canadien, dans le nord de l'Ontario.

Je me place au point de vue de notre influence dans le pays. Les autres provinces, c'est aussi notre pays. Nous avons intérêt à y augmenter la proportion des nôtres. Quant à l'immigration, elle ne devrait pas servir à modifier l'équilibre de la population. C'est pourquoi je fais appel au gouvernement.

Quand il était premier ministre d'Ontario, M. Drew a fait tout son possible pour favoriser une immigration britannique massive. Est-ce que nous ne pourrions pas faire de même en favorisant une immigration latine?

Je suis persuadé que l'élément latin et catholique n'aura pas la proportion nécessaire au maintien de l'équilibre. Il me semble qu'ici, le gouvernement du Québec pourrait faire quelque chose en invitant des Français, des Belges, des Italiens à venir s'établir dans la province. À l'instar de l'Ontario qui a des bureaux à Londres, Québec pourrait établir des bureaux à Paris, Bruxelles, Genève, Rome et ailleurs, pour faciliter la venue d'immigrants français, pour notre province, et de bons paysans, s'il est vrai que les mêmes règlements s'appliquent à tout le monde. Ils pourraient compléter nos notions d'agriculture, en particulier dans la petite culture. Je parle évidemment d'une immigration choisie, contrôlée, pas de communistes. Je ne suis pas intéressé à voir des communistes français entrer au Canada.

Est-ce que nous ne pourrions pas établir des organismes d'accueil pour favoriser l'établissement de Latins en notre province? Si les quelques Français qui entrent au pays sont dirigés ailleurs et assimilés par les autres provinces, nous ne sommes pas plus avancés. Des Bretons doivent venir au Canada, prenons-les!

Je souhaite que le gouvernement fasse un effort dans ce sens-là. Si je puis répéter le mot du curé Labelle, "mettons des colons à la place des épinettes"<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Le député de Québec (M. Chaloult) ne réalise pas combien les gens sont peu intéressés à s'établir sur des terres de colonisation. S'il veut faire une expérience, qu'il recrute 50 colons dans son comté d'ici la fin de la saison et je me charge, s'il réussit, de le faire décorer commandeur de l'Ordre du mérite du défricheur.

Même avec toute son éloquence, je suis sûr qu'il n'est pas capable de trouver dans son comté 50 familles qui consentiraient à s'établir sur des terres neuves. Je lui lance donc un défi qu'il n'est pas capable de relever effectivement.

Le député de Québec (M. Chaloult) parle de la nécessité de travaux préparatoires. C'est exactement ce que nous faisons. Nous faisons tout notre possible et nous devançons les colons par des travaux de toutes sortes. Nous faisons les chemins, nous défrichons 8 acres sur chaque lot, nous construisons les maisons et une chapelle, tout cela avant l'arrivée des colons. Il faut tout de même leur laisser quelque chose à faire. Malgré tout, les colons ne viennent pas. Du moins, nous n'avons pas les résultats que nous aimerions avoir.

**M. Chaloult (Québec)** questionne le ministre sur le travail de propagande du ministère.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** La propagande est bonne et nous faisons notre possible pour faire la propagande nécessaire. Il y a une société de colonisation dans chaque diocèse. Nous payons un missionnaire pour parcourir toutes les paroisses chaque année.

Ainsi, des prédicateurs font le tour de celles-ci pour inciter les gens à s'établir en pays neuf. Il y a de plus une fédération des sociétés diocésaines de colonisation qui fait beaucoup de travail. Mais malgré le dévouement dont font preuve les missionnaires, ils viennent me dire: " Nous ne sommes pas capables de faire plus. Les gens ne sont pas intéressés". Ce serait donc gaspiller de l'argent que de faire venir les gens malgré eux dans les colonies. Nous sommes prêts à recevoir actuellement 10,000 colons. Nous en aurons cette année 3,000 tout au plus.

**M. Chaloult (Québec):** Des spécialistes disent que la propagande pourrait donner de meilleurs résultats.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai un de mes cousins qui est spécialiste et qui fait de la colonisation sur la rue Bleury, à Montréal.

**M. Chaloult (Québec):** Oh! Je ne parle pas de celui-là.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Que le député de Québec (M. Chaloult) nous trouve 2,000 à 5,000 colons de bonne foi et je les établirai sur des lots.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) combien de lots sont disponibles et prêts à recevoir des colons.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Il y a environ de 12,000 à 15,000.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le ministre va-t-il continuer de dépenser de l'argent pour la reconnaissance et la classification des lots?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Nous en avons suffisamment pour 10 ans à venir au rythme actuel. Nous dépenserons donc moins.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** s'informe des dépenses, notamment un montant de \$42,000.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** L'avion du ministère de la Colonisation vaut \$125,000. On l'a

payé \$25,000 et on y a fait des réparations pour \$17,000. Le tout a été payé à même les crédits autorisés par la loi.

Cet avion sert au transport des ingénieurs et techniciens dans les régions éloignées. Presque tous les départements s'en servent, mais ils remboursent ensuite au ministère de la Colonisation les dépenses du voyage.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** s'informe de la raison d'un octroi à la compagnie de navigation Charlevoix-Saguenay.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette compagnie fut organisée par M. Thomas Maher pour faire concurrence à la compagnie des MM. Clarke. Quand l'octroi fut payé, la compagnie fut vendue aux MM. Clarke.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** pose une dernière question à propos du crédit de \$15,000,000 de 1945.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Il y a une somme de \$13,541,000 dépensée sur le montant de \$15,000,000 votée par une loi de la Législature en 1945.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le besoin d'activité se fait surtout sentir dans le domaine du recrutement des colons. L'argent que l'on nous demande de revoter devrait être dépensé au recrutement des colons.

La résolution est adoptée<sup>3</sup>.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi pour organiser la colonisation selon des méthodes progressives et rationnelles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Bureaux d'enregistrement**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 29 pour aider les corporations municipales de comté relativement aux bureaux d'enregistrement.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose:

Que la loi 9 George VI, chapitre 8, soit modifiée en y ajoutant après l'article 1a, édicté par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 50, le suivant:

1b. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Travaux publics à conclure, avec toute corporation municipale de comté, des ententes relativement au maintien, à l'aménagement et à l'entretien de locaux pour la tenue du bureau d'enregistrement de ce comté et de la Cour de magistrat lorsqu'elle y siège.

Le gouvernement peut à ces fins, soit accorder à la corporation municipale de comté des compensations financières, soit prendre à sa charge les obligations qui sont imposées à cette dernière par le Code municipal.

Lorsque le gouvernement consent à prendre à sa charge ces obligations, le ministre des Travaux publics peut acquérir ou louer et aménager tout immeuble de la corporation municipale de comté, ou tout autre immeuble, ou acquérir un terrain et y construire et aménager l'édifice nécessaire à la tenue du bureau d'enregistrement et de la Cour de magistrat.

La résolution est adoptée.

### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 pour aider les corporations municipales de comté relativement aux bureaux d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** présente le point de vue de l'opposition sur cette loi.

Il s'objecte non au principe de la loi, mais au fait que le texte de la loi laisse plusieurs alternatives au gouvernement pour le règlement du problème posé par les bureaux d'enregistrement: alternative d'acquisition ou de location de locaux, alternative de construction d'immeubles, alternative d'octrois.

De telles alternatives, dit-il, sont un encouragement à la surenchère. Cette loi donnera lieu à des marchandages avec les conseils de comté, parce que la loi ne stipule pas que les compensations devront être uniformes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'opposition n'est pas logique. Elle dit d'abord qu'il s'agit d'une bonne loi, puis elle affirme qu'elle donnera lieu au favoritisme et au marchandage. Molière a dit: "Les mauvaises intentions sont comme des pièces d'argent. Pour en prêter aux autres, il faut en avoir".

Le député de Verdun (M. Ross) a laissé entendre que les municipalités se vendent. Je proteste contre ce soupçon injustifié; c'est une insulte. Le député ne peut prétendre que les conseils de comté se vendent. Je comprends pourquoi on ne l'a pas choisi comme chef de son parti.

Jusqu'ici les conseils de comté devaient souscrire pour contribuer à construire des édifices, afin de loger les abondantes papeteries des bureaux d'enregistrement. Le gouvernement devait, d'autre part, payer souvent pour louer des bureaux. Nous avons décidé de construire au lieu de louer.

Il cite un cas où le gouvernement louait \$5,000 par année un édifice qu'il peut acheter pour \$10,000. Dans ce cas, dit-il, l'édifice sera acheté et il sera payé en deux ans. Les conseils de comté ont demandé d'être déchargés de leurs obligations. La loi nous autorise à construire, à réparer et à louer, selon que ce sera le plus avantageux. Nous prévoyons tous les cas.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** se défend d'avoir déclaré que les conseils de comté étaient susceptibles de marchandages. Il répète qu'il est en faveur du principe du bill, mais il affirme que le gouvernement

a tort de ne pas uniformiser les solutions des problèmes par les bureaux d'enregistrement et de ne pas rendre le mode de compensation uniforme pour tous les comtés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les explications du député de Montréal-Verdun sont laborieuses. Il a parlé de marchandage. Il y a marchandage en vue d'achat. Nous sommes opposés aux ventes forcées, parce qu'elles ne produisent aucun résultat. Il n'y a que les ventes volontaires qui sont possibles.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Pourquoi le gouvernement ne dit-il pas s'il va appliquer la loi dans tous les comtés?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La moitié des cas est réglée. Dans certains cas, les bureaux sont logés dans les palais de justice. On ne peut toujours pas acheter notre palais de justice. Chaque cas sera étudié séparément.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** La solution ne sera pas la même si le comté a un député de l'Union nationale ou un libéral.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Lorsqu'un comté est représenté par un député libéral, nous le trouvons tellement à plaindre que nous avons tendance à lui être favorables.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Développement hydroélectrique  
au Saguenay**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 39 concernant le développement hydroélectrique et industriel dans la région du Saguenay.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de

résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)**

propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)**

propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des Ressources hydrauliques, soit autorisé à louer, en totalité ou en partie, à Gulf Pulp & Paper Company, pour le temps et aux conditions qu'il juge opportun de fixer, sous réserve toutefois des stipulations ci-après, les forces hydrauliques de la rivière Sainte-Marguerite qui ne sont pas encore concédées et qui peuvent être rendues disponibles par l'aménagement de cette rivière à l'endroit appelé "Deuxième Chute" sous une hauteur de charge maximum de cent vingt pieds.

2. Que les plans, devis et spécifications relatifs à ces ouvrages doivent être préalablement approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur paiement, par la compagnie, d'une somme de trois mille dollars.

3. Que le terme du bail sera d'abord de vingt-cinq ans à compter du premier janvier 1952. Il pourra, à l'option de la compagnie, être renouvelé pour une période supplémentaire de vingt-cinq ans, sur avis écrit donné à cet effet par ladite compagnie au ministre des Ressources hydrauliques au moins trente jours avant l'expiration de la première période de vingt-cinq ans.

Dans le cas de renouvellement pour la seconde période précitée, les conditions du bail seront les mêmes que pour la première période, sauf que la redevance ou royauté annuelle sera portée à un dollar et vingt-cinq cents par cheval-vapeur-an produit.

Le bail pourra être renouvelé pour une troisième période de vingt-cinq ans, à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il déterminera.

4. Que ladite compagnie devra, sauf empêchement par force majeure ou cas fortuit, commencer, à la date fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, les travaux d'aménagement des forces hydrauliques qui pourront lui être louées en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et les poursuivre avec continuité et diligence, de façon à pouvoir produire, à la date que

le lieutenant-gouverneur en conseil fixera, le minimum de chevaux-vapeur que celui-ci déterminera.

En outre, tous les travaux additionnels que la compagnie pourra être tenue de faire en vertu de ladite loi et du bail prévu par celle-ci devront être terminés à la date que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

Faute par la compagnie de se conformer aux prescriptions de la présente résolution, les droits qui lui sont accordés par ladite loi et par le bail seront annulés quant à la partie des travaux inexécutés dans le délai spécifié.

5. Que le loyer annuel desdites forces hydrauliques sera de six mille dollars, à compter de la signature du bail.

6. Que la compagnie paiera, en outre, pendant les vingt-cinq premières années, une redevance annuelle supplémentaire de un dollar par cheval-vapeur-an produit.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra stipuler, en plus des conditions prévues par la loi qui accompagne les présentes résolutions, toute autre condition qu'il jugera opportune pour favoriser le développement de l'industrie et le progrès général de la province.

Les résolutions sont adoptées.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 concernant le développement hydroélectrique et industriel dans la région du Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La Gulf Pulp and Paper Co Ltd., de Clarke City, a déjà une centrale de 12,000 chevaux-vapeur sur la rivière Sainte-Marguerite. Toute la population de Clarke City vit de l'activité de la compagnie. Mais, à cause du débit irrégulier de la rivière, le rendement baisse en certains cas à 1,200 chevaux-vapeur, de sorte que le moulin ne peut pas fonctionner régulièrement pendant des mois chaque année.

Le bill permettra à la compagnie de harnacher la "Deuxième chute" de la rivière. La firme pourra installer de nouvelles génératrices d'une puissance de 25,000 chevaux-vapeur et établir une tête d'eau de 120 pieds pour régulariser le cours des eaux. Ainsi, la centrale actuelle pourra être utilisée à la pleine puissance, 12,000 chevaux-vapeur, ce qui fera 37,000<sup>4</sup> chevaux-vapeur en tout.

La production supplémentaire d'énergie servira à alimenter le moulin de la compagnie qui pourra désormais fonctionner régulièrement. Elle fournira aussi le courant nécessaire au ravitaillement de Sept-Îles, au terminus du chemin de fer que l'on est à construire pour relier les mines de fer de l'Ungava, au fleuve Saint-Laurent, aux coopératives régionales, et à Clarke City. Il attire l'attention de la Chambre sur ce qu'il appelle une nouvelle fantasmagorique, publiée en fin de semaine, samedi, au sujet de la découverte d'une riche mine de nickel dans le Nouveau-Québec. Il ne nie pas la présence de nickel et même de manganèse, dans la région en question, mais il nie avoir fait la déclaration qu'on lui attribue.

On m'a fait dire ce que je n'ai jamais dit, dit-il. Toutefois on a décelé la présence de petites quantités de nickel dans l'Ungava; ces petites quantités de nickel n'ont certainement pas été apportées par le vent et donc il est peut-être possible d'en trouver d'autres en plus grandes quantités.

À propos de la voie ferrée en construction qui doit relier l'Ungava à Sept-Îles, il déclare: Sept-Îles sera le port d'embarquement du minerai de fer extrait à 360 milles au nord. Sept-Îles connaîtra donc un grand développement, puisqu'on expédiera chaque année 10,000,000 de tonnes de minerai de fer; d'où un grand besoin d'électricité.

Bref, la production supplémentaire d'énergie sera suffisante pendant quelques années pour la mise en valeur de la région.

Il prédit que Sept-Îles comptera bientôt une population de quelque 20,000 âmes en raison de son emplacement stratégique par rapport à l'exploitation à grande échelle du minerai de fer dans l'Ungava ou le Nouveau-Québec par les intérêts Hollinger, qui sont maintenant à construire une voie ferrée de

320 milles à partir de Sept-Îles vers les régions minières.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Le chantier de la Commission hydroélectrique de Québec à Beauharnois, qui sera bientôt terminé et générera 500,000 chevaux-vapeur additionnels, aura coûté \$42,000,000. Pour la même production, on estime que le projet Des Joachims sur la haute Outaouais coûtera \$118,000,000 à la Commission hydroélectrique de l'Ontario.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande plusieurs précisions d'ordre technique en faisant préciser certains articles de la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement ne vend pas la chute d'eau, mais la loue.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie les articles 5 et 6 qui se lisent comme suit:

"[[5. Le loyer annuel des dites forces hydrauliques sera de six mille dollars à compter de la signature du bail.]]"

"[[6. La compagnie paiera, en outre, pendant les vingt-cinq premières années, une redevance annuelle supplémentaire de un dollar par cheval-vapeur-an produit.]]"

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges),** constate que la firme paiera au gouvernement un bail annuel de \$6,000 pendant 25 ans et \$1 supplémentaire chaque année pour chacun des 25,000 chevaux-vapeur nouveaux. Le gouvernement ne pourrait-il pas exiger une rétribution pour l'augmentation de la puissance de la centrale électrique déjà existante, augmentation due à la régularisation du débit du cours d'eau?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** La compagnie ne paie rien actuellement au gouvernement pour son installation hydroélectrique actuelle parce qu'elle est propriétaire de la section de la rivière où elle est aménagée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment fixer exactement l'avantage que retirera la firme de la régularisation du débit de la rivière Sainte-Marguerite?

Les articles 5 et 6 sont adoptés.

Les articles 7 à 15 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 16 qui se lit comme suit:

"[[16. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra stipuler, en plus des conditions prévues par la présente loi, toute autre condition qu'il jugera opportune pour favoriser le développement de l'industrie et le progrès général de la province.]]"

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La clause laisse au lieutenant-gouverneur la latitude d'imposer certaines conditions dans le cas d'une production plus grande d'énergie.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** dit qu'il voudrait voir le bill plus précis, indiquer des dates pour le commencement et la fin des travaux, pour la puissance des nouvelles installations hydroélectriques de la Sainte-Marguerite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill a été présenté ainsi parce qu'il avait été difficile de définir des dates et afin qu'on puisse hâter son passage en Chambre. Clarke City est éloignée; il est long d'y transporter du matériel, mais tous ont intérêt à hâter les travaux, notamment la Gulf and Paper Co. qui vendra une partie de son électricité. Il croit que les travaux commenceront au mois de mai, qu'ils seront terminés dans deux ans, et que la puissance de l'installation nouvelle sera de 25,000 chevaux-vapeur. On estime, dit-il que ce projet aura coûté \$7,000,000 à \$8,000,000 une fois terminé.

L'article 16 est adopté.

L'article 17 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 39 sans l'amender.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

#### CONSEIL LÉGISLATIF

6 février 1951

*Résolu:* Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Asselin, Baribeau, Bovey, Brillant, Connors, Delagrave, Grothé, Laferté, Marchand, Martineau, Messier, Moreau, Ness, Nicol, Ouellet, Raymond et Renaud, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

*Ordonné:* Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

### Travaux de la Chambre:

#### Projet de loi des pensions de vieillesse au *Feuilleton*

**M. Chaloult (Québec)** pose une question sur le *Feuilleton* des prochaines séances et demande si la Chambre étudiera la motion du chef de l'opposition sur les pensions de vieillesse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Durant l'après-midi, la Chambre pourrait prendre en considération la motion du chef de l'opposition concernant les documents portant sur la proposition fédérale-provinciale sur les pensions de vieillesse à condition que celui-ci consente à un léger amendement.

Ces documents donnent les grandes lignes de la proposition du gouvernement fédéral selon laquelle il assumerait le coût de toutes les pensions de vieillesse sans évaluation des ressources à partir de 70 ans. Les gouvernements provincial et fédéral assumeraient à parts égales le coût des pensions versées de 65 ans à 70 ans.

Il annonce qu'il déposera également des lettres de l'honorable Stuart Garson, ministre de la Justice, proposant une taxe de vente provinciale indirecte pour couvrir le coût des pensions.

Il ajoute qu'il a reçu deux lettres du ministre de la Justice concernant cette taxe sur le chiffre d'affaires. La seconde lettre propose des modifications à la proposition de départ, dit-il.

Le gouvernement soumettra les propositions sur les pensions à la Chambre et il écoutera les députés de tous les côtés de la Chambre pour connaître leurs points de vue.

Ce que le gouvernement du Québec veut de l'Assemblée législative, c'est un échange d'idées et le débat se limitera au régime de pension au lieu de s'étendre sur le sujet général des relations fédérales-provinciales.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Est-ce que le gouvernement a l'intention de présenter un projet de loi concernant la question fiscale?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il vaut mieux étudier tout d'abord la question des pensions de vieillesse et présenter ensuite un projet de loi sur les problèmes fiscaux.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée.

### NOTES

1. *L'Action catholique* du 7 février 1951, à la page 15, parle de \$13,000,000.

2. À propos de ce mot du curé Labelle, voir Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome III, *Chapleau*, Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1940, à la page 189.

3. Le débat a duré plus d'une heure; c'est ce que rapporte *Le Soleil* du 7 février 1951, à la page 3.

4. Le *Montréal-Matin* du 7 février 1951, à la page 1, parle de 36,000 chevaux-vapeur.

Séance du mercredi 7 février 1951

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Magog, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Plage-Laval, (ville de Laval-Ouest), demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Alice Pelletier, en religion sœur Saint-Louis de Gonzague et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de l'hôpital Laval;
- de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi concernant lesdits commissaires;
- de la Ligue antituberculeuse de Montréal inc. (Montreal Antituberculosis League Inc.), demandant l'adoption d'une loi modifiant une clause du testament de feu Mlle Nora Jennie Welch;
- de la corporation de la ville de Black Lake, demandant l'adoption d'une loi pour obtenir le droit d'imposer une taxe de vente;
- de la cité de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de M. Donald-A. Baillie et autres, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'incorporation de la Corporation des courtiers en immeubles de la province de Québec;

- de M. W. Shell Hamilton et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant la municipalité de Notre-Dame-des-Lacs pour fins municipales seulement;

- de la Commission des écoles catholiques pour la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant des arrangements spéciaux;

- de la corporation municipale et des commissaires d'écoles de Notre-Dame-du-Lac, demandant l'adoption d'une loi aux fins d'accorder à la compagnie Mobbs & Lewis (Canada) Ltd., une évaluation fixe;

- de la corporation de la paroisse de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite corporation;

- du Collège de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 134 annulant une clause du contrat de donation de Eugène Girard à Anna Girard;

- bill 137 concernant la cité de Grand'Mère et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère dans le comté de Champlain et pourvoyant à une évaluation fixe des biens industriels imposables de certaines compagnies;

- bill 127 concernant l'adoption de Margaret Anne Redmond et le changement de son nom de famille en celui de Berry;

- bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'Institut des sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne;

- bill 156 modifiant la loi constituant en corporation les Sœurs adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier et changeant leur nom en celui de Les Moniales Bénédictines du Précieux-Sang de Mont-Laurier;

- bill 176 prorogeant l'administration municipale du village minier de Pascalis.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 157 concernant le testament de Réal Lamontagne.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 139 modifiant le testament d'Henri Legault et du bill 181 accordant les effets civils au mariage projeté de Bernard Archambault et Lucille Labelle n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

### Projets de loi:

#### **Contrat de donation de Eugène Girard**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 annulant une clause du contrat de donation de Eugène Girard à Anna Girard.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 134 sans l'amender.

**M. Goudreau (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Grand'Mère**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 concernant la cité de Grand'Mère et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère dans le comté de Champlain et pourvoyant à une évaluation fixe des biens industriels imposables de certaines compagnies.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 137 sans l'amender.

**M. Ducharme (Laviolette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Adoption et changement de nom de Margaret Anne Redmond**

**M. Rennie (Huntingdon)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 concernant l'adoption de Margaret Anne Redmond et le changement de son nom de famille en celui de Berry.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 127 sans l'amender.

**M. Rennie (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Institut des sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie**

**M. Chaloult (Québec)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation l'Institut des sœurs de l'enfance de Jésus et de Marie, dites de Sainte-Chrétienne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 131 sans l'amender.

**M. Chaloult (Québec)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Sœurs adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 modifiant la loi constituant en corporation les Sœurs adoratrices

du Précieux-Sang de Mont-Laurier et changeant leur nom en celui de "Les Moniales Bénédictines du Précieux-Sang de Mont-Laurier".

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 156 sans l'amender.

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Pascalis**

**M. Miquelon (Abitibi-Est)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 176 prorogeant l'administration municipale du village minier de Pascalis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 176 sans l'amender.

**M. Miquelon (Abitibi-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Testament de Réal Lamontagne**

**M. Roche (Chambly)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 concernant le testament de Réal Lamontagne.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 157 sans l'amender.

**M. Roche (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Charte de Belœil**

**M. Dupré (Verchères)** propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Lévesque), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de la ville de Belœil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

#### **Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la ville de Belœil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

#### **Chiropraticiens**

**M. Johnson (Bagot)** propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Johnston), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de Louis Bulteau *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les chiropraticiens de la province de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

#### **Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Louis Bulteau *et al.*, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les chiropraticiens de la province de Québec.

#### **Projets de loi:**

##### **Charte d'Outremont**

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 109 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Commission scolaire de Shawinigan Falls**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 concernant les

commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Shawinigan Falls**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 149 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Drummondville**

**M. Bernard (Drummond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 143 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Black Lake**

**M. Vachon (Wolfe)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 136 modifiant la charte de la ville de Black Lake.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Courtiers en immeubles**

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 constituant en corporation les courtiers en immeubles de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Laval-Ouest**

**M. Barrière (Laval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 128 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Chicoutimi**

**M. Auger (Lac-Saint-Jean)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Richmond**

**M. Goudreau (Richmond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 133 modifiant la charte de la ville de Richmond.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Corporation de Saint-Laurent**

**M. Johnson (Bagot)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Testament de Nora Jennie Welch**

**M. Johnson (Bagot)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 186 interprétant le testament de Nora Jennie Welch.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Notre-Dame-des-Lacs**

**M. Goudreau (Richmond)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 érigeant la municipalité de Notre-Dame-des-Lacs pour fins municipales seulement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières**

**M. Bellemare (Champlain)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 174 modifiant la loi de la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Bellemare (Champlain)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte du Collège de Lévis**

**M. Samson (Lévis)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 modifiant la charte du collège de Lévis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Magog**

**M. Gérin (Stanstead)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 modifiant la charte de la cité de Magog.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Montréal**

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Hôpital Laval**

**M. Prévost (Montmorency)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 183 incorporant l'Hôpital Laval.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Mobbs & Lewis (Canada),  
Notre-Dame-du-Lac**

**M. Pelletier (Témiscouata)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 172 concernant l'évaluation des immeubles de la Mobbs & Lewis (Canada) Ltd. par la corporation municipale de Notre-Dame-du-Lac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des abeilles**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 43 modifiant la loi des abeilles.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Coopératives  
d'électricité**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 relatif aux coopératives d'électricité.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sécurité publique et  
véhicules automobiles**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 concernant la sécurité publique et la loi des véhicules automobiles.

Il s'agit plus particulièrement de réglementer la pesanteur des camions circulant sur nos routes et ponts.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi de  
l'instruction publique**

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Enregistrement d'obligations  
municipales et scolaires**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 45 concernant l'enregistrement des obligations des corporations municipales et scolaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Municipalités scolaires  
de Noranda**

**M. Dallaire (Rouyn-Noranda)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 226 concernant les municipalités scolaires catholique et protestante de la cité de Noranda.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

6 février 1951

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 44 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 15 pour faciliter la construction d'habitations familiales;

- bill 17 modifiant la loi instituant une enquête sur le problème du logement;
- bill 20 concernant l'aide aux sinistrés de Rimouski;
- bill 21 concernant les sinistrés de Cabano;
- bill 23 pour contribuer au bien-être de la population de la ville de Jacques-Cartier;
- bill 34 concernant les syndicats coopératifs;
- bill 35 modifiant la loi des pensions;
- bill 36 concernant l'expropriation;
- bill 37 modifiant la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie;
- bill 41 modifiant la loi concernant la preuve de certains documents de banque.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 16 modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement;
- bill 18 pour faciliter le succès de la souscription en faveur du Collège de Lévis;
- bill 19 concernant le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan;
- bill 27 pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit;
- bill 32 pour corriger les articles 12 et 16 de la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec.

### Budget supplémentaire

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quand le budget supplémentaire sera-t-il présenté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le budget supplémentaire sera présenté demain, soit avec une célérité qui n'existait pas du temps des libéraux, et le discours sur le budget sera prononcé avec diligence.

### Hommages au premier ministre

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** soulève une question de privilège et présente des hommages au premier ministre à l'occasion de la décoration de Chevalier de Grâce de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem qui lui a été remise mardi soir, par le

gouverneur général du Canada, le vicomte Alexander.

On a voulu honorer un homme public qui, pour sa sincérité, le progrès qu'il a imprimé à sa province, les octrois qu'il a accordés aux universités et aux autres maisons d'enseignement, la législation sociale qu'il a fait voter pour les vieillards, les aveugles, les veuves et les malades, le traitement généreux qu'il accorde à la minorité sans distinction de race ou de croyances religieuses, le leadership dont il a fait preuve auprès de ses compatriotes canadiens-français et la direction générale qu'il a donnée à la province, a bien mérité des siens.

C'est tout cela que la plus haute autorité du Commonwealth britannique a voulu signaler par l'honneur conféré à notre premier ministre. J'espère que la Providence continuera d'accorder une bonne santé au premier ministre afin qu'il puisse poursuivre encore longtemps sa brillante carrière.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** remercie le député indépendant de Sainte-Anne et déclare qu'il apprécie hautement sa courtoisie et son esprit de compréhension ainsi que la bonne volonté dont il a fait preuve, contrairement à certains autres membres de la Législature. L'honneur qu'on m'a conféré hier soir, je l'apprécie beaucoup, mais je sais qu'on ne me l'a pas attribué à moi personnellement mais au premier ministre de la province de Québec.

### Demandes de documents:

#### Personnel de la Commission du salaire minimum

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de la liste du personnel de la Commission du salaire minimum avec, en regard de chaque nom, le montant du salaire annuel et de l'allocation annuelle.

Adopté.

#### Personnel de la Commission des accidents du travail

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de la liste du personnel de la Commission des accidents du travail avec, en regard de chaque nom, le montant du salaire annuel et de l'allocation annuelle.

Adopté.

**Demande et dépôt de documents:****Pensions de  
vieillesse et des aveugles**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de la correspondance échangée entre le premier ministre de la province et le ministre de la Justice d'Ottawa depuis le premier décembre 1950, concernant les pensions de vieillesse et des aveugles et tout projet d'amendement constitutionnel à ce sujet.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 17)

**Demandes de documents:****Pont Duplessis,  
réparations et sécurité**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de:

- tout rapport fait au gouvernement de cette province ou à l'un de ses ministres par le sous-ministre des Travaux publics ou par une autre ingénieur au cours de l'année 1950 concernant le pont Duplessis, les avaries qui y sont survenues au mois de février 1950, les réparations qui ont été faites subséquemment et la sécurité qu'il pouvait offrir au public;

- toute correspondance ou message au cours de l'année 1950 entre le gouvernement de cette province, l'un de ses ministres, ou fonctionnaires et Dufresne Engineering Company Limited, ou Dominion Bridge Company Limited, ou un officier ou employé de l'une ou de l'autre de ces compagnies concernant le pont Duplessis.

Adopté.

**Motions des députés:****Pont Duplessis  
Enquête sur l'écroulement**

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande de discuter la motion qu'il a placée à

l'agenda pour réclamer une enquête impartiale et complète sur le désastre du pont Duplessis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il faudrait suspendre cette motion. Le gouvernement a déjà commencé une enquête; je n'ai pas objection à une enquête publique si nécessaire, mais il est prématuré d'en fixer la date. Avant de discuter la motion, on devrait attendre que les pièces à conviction aient été retirées de la rivière. Le gouvernement fait actuellement des recherches pour se procurer des exhibits dont une partie se trouve sous l'eau. Il faut donc tout trouver cela avant de commencer l'enquête.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** insiste pour procéder et pour que la motion soit discutée séance tenante.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je n'ai pas d'objection à discuter la question tout de suite.

Il appelle la motion en question<sup>1</sup>.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** commence à lire la motion qu'il a inscrite à l'ordre du jour.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

En vertu des règlements de la Chambre, si le chef de l'opposition lit sa motion maintenant, elle sera adoptée, et il ne pourra pas prononcer son discours. Je lui dis cela pour lui rendre service.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Merci. Je serai objectif.

Il est proposé, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx), que cette Chambre exprime l'avis qu'une enquête publique par des personnes d'une compétence et d'une impartialité indiscutables est requise dans l'intérêt public pour déterminer la cause de l'écroulement du pont Duplessis et faire connaître les personnes responsables de ce désastre.

M. l'Orateur, le pont Duplessis, commencé en 1946, fut terminé en 1947 et ouvert à la circulation le 21 décembre 1947. Il fut inauguré le 7 juin 1948. Aujourd'hui, je me dispense de citer les paroles prononcées ce jour-là par le premier ministre et l'honorable député de Champlain (M. Bellemare), et les comparaisons faites à ce moment-là entre le

pont Duplessis et le parti de l'Union nationale. Je veux parler de choses plus sérieuses.

Je note, tout d'abord, que le pont Duplessis était en réalité deux ponts. Celui sur le chenal ouest du Saint-Maurice entre Trois-Rivières et l'île Saint-Christophe avait 1,380 pieds de longueur et était formé de six travées d'une longueur de 180 pieds chacune et de deux travées de 150 pieds chacune; l'autre sur le chenal est entre le Cap-de-la-Madeleine et l'île Saint-Christophe avait 640 pieds de longueur et était formé de trois travées de 140 pieds chacune et de deux travées de 110 pieds chacune. La construction était du type qu'on appelle "all-welded steel".

Tout alla bien jusqu'au 25 février 1950; le 25 février 1950, un peu plus de deux ans après l'ouverture du pont à la circulation, un affaissement s'est produit dans une des cinq travées de la partie du pont entre l'île Saint-Christophe et le Cap-de-la-Madeleine, et la section affectée a subi une baisse de niveau d'environ six à huit pouces. L'accident était attribué à la rupture d'une poutre d'acier et il paraît qu'une déchirure assez grande dans l'acier était clairement visible. En effet, les photographies assez nombreuses de cette fissure publiées dans les journaux à ce moment-là donnent une bonne idée de la nature et de la gravité de la rupture.

La circulation sur le pont ne fut pas interdite immédiatement, mais un côté du pont fut fermé à la circulation. Cinq jours plus tard, le 2 mars 1950, une nouvelle fissure fut signalée dans une des poutres d'acier soutenant une des arches du pont entre l'île Saint-Christophe et Trois-Rivières. Celle-ci ne semblait pas avoir affecté visiblement le niveau du tablier de béton, mais ce nouveau bris était pour le moins très alarmant; il fut jugé assez dangereux et les autorités jugèrent à propos de fermer temporairement le pont à la circulation lourde.

Le public ne sait pas si les experts ont pu, à ce moment-là ou plus tard au cours des travaux de réparation, constater la véritable raison de ces déchirures dans la superstructure en acier. En tout cas, aucun rapport n'a été publié dans les journaux et les gens restent sous l'impression qu'il faut attribuer les fissures au froid excessif qui régnait ces jours-là. Mais plusieurs personnes se sont demandées si le pont était assez solide, s'il manquait de résistance aux variations prononcées dans la température.

Au cours de la discussion du budget du département des Travaux publics le 31 mars 1950, nous avons soulevé la question du pont et de sa solidité. Le premier ministre et le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) ont alors déclaré: "Le pont est bon, il n'a pas tombé, mais ce

qui s'est produit c'est une simple fissure dans un morceau d'acier. Il n'y a pas eu d'accident et seule la grosse circulation a été interrompue pendant un certain temps par prudence." Et le premier ministre ajoutait: "Je persiste à dire que le pont de Trois-Rivières est l'un des plus beaux de la province. Jamais un pont n'a été si bien construit et j'invite le chef de l'opposition, les députés libéraux et tout le Parti libéral provincial à venir parler du pont chez nous et ils verront ce qui se passera". M. l'Orateur, nous nous rappelons que les réparations au pont ont duré jusqu'à la fin d'août.

La semaine dernière, mercredi, le 31 janvier, les quatre travées les plus rapprochées de Trois-Rivières se sont écroulées, entraînant dans leur chute quatre automobiles qui traversaient le pont. Au moins quatre personnes ont perdu la vie et les pertes matérielles sont très considérables. Il est à noter que le pont s'est écroulé à 3 heures du matin alors que le degré de température était de 26° sous zéro, ce qui porte le public et les journaux à attribuer au grand froid la responsabilité de l'effondrement du pont.

M. l'Orateur, il est loin de mon intention d'exprimer une opinion quant à la cause possible de ce désastre, mais les deux craquements de l'hiver dernier, lesquels heureusement n'ont pas entraîné l'écroulement du pont, suivis de la tragédie du 31 janvier, poussent donc, maintenant, ce même public à se demander s'il n'y aurait pas eu de graves défauts de structure dans le pont; en somme, des défauts que l'on aurait pu éviter.

La seule manière qu'il y a à satisfaire l'opinion publique, c'est par une enquête publique où la cause du désastre serait déterminée. À mon avis, d'après les éditoriaux qui ont paru dans les journaux de la province depuis quelques jours, il n'est pas surprenant que le public soit inquiet.

Seule une enquête publique peut donner satisfaction. Pourquoi? 1) Au moins quatre personnes ont perdu la vie et nous ne pouvons qu'imaginer les tristes conséquences de leur mort. 2) Un pont qui a coûté aux contribuables plus de \$3,000,000 est en ruines et on se demande si, même en supposant qu'il soit possible de le reconstruire, le public voyageur serait prêt à s'en servir, à moins que la cause de l'effondrement soit établie publiquement à sa satisfaction entière. 3) Le trafic routier entre Montréal et Québec et les villes intermédiaires a été grandement affecté. 4) Le public se demande si les causes qui ont entraîné la chute des quatre travées cette année et l'affaissement d'une autre l'an dernier peuvent exister pour d'autres ponts construits selon le même plan ou selon des méthodes similaires.

Il y a une autre raison impérieuse pour que l'enquête soit faite publiquement; c'est qu'il est possible que la responsabilité du gouvernement soit, dans une certaine mesure, engagée. Je ne dis pas qu'elle est engagée; j'affirme seulement qu'il est possible que sa responsabilité soit engagée pour deux raisons:

Premièrement, il y a le contrat qui est intervenu entre le gouvernement et la compagnie qui a exécuté les travaux. Certains faits ressortent de ce contrat:

A) Le gouvernement avait la main haute. La compagnie s'est engagée à construire les deux ponts et à exécuter et compléter les travaux "conformément aux plans et devis s'y rapportant, préparés par les ingénieurs du ministère des Travaux publics (Olivier Desjardins, ingénieur en chef); lesquels plans et devis devront être contresignés par le sous-ministre des Travaux publics agissant comme ingénieur-conseil et approuvés par le ministre des Travaux publics.

B) Aucune modification ou changement ne pouvait être apporté à ces plans sans une autorisation écrite du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain).

C) La compagnie a été constituée l'agent du gouvernement et elle devait travailler sous la direction des autorités du ministère des Travaux publics.

D) La compagnie comme agent du gouvernement devait fournir tous les matériaux, pièces de charpente ou autres pièces, ainsi que toute la machinerie, le matériel flottant, gros ou petits outillages, "sous le contrôle et la direction du département des Travaux publics".

E) La compagnie devait fournir aussi, "le tout suivant une liste approuvée par le ministre des Travaux publics, toute la main-d'œuvre", et tous les services, de techniciens, etc., requis ou nécessaires pour la complète et entière exécution de l'entreprise ci-dessus suivant les plans et devis.

F) Les sommes que le gouvernement pouvait être appelé à verser à la compagnie étaient payables "sur certificat du ministre des Travaux publics ou de son sous-ministre déclarant que les conditions du contrat ont, jusqu'à date, été observées".

En somme, ce sont les ingénieurs du ministère qui ont préparé les plans et devis; ceux-ci ont été contresignés par le sous-ministre agissant comme ingénieur-conseil et ils ont été approuvés par le ministre. Les travaux ont été exécutés par la compagnie que le gouvernement a constituée comme son agent; c'est l'agent qui a procuré les matériaux. Quant à la main-d'œuvre, la liste devait recevoir

l'approbation du ministre. Tous ces travaux devaient être exécutés sous la surveillance du ministère.

J'espère que ce n'est pas le cas, mais à cause de la responsabilité possible du gouvernement, il est absolument nécessaire qu'une enquête publique soit tenue et que tous les faits soient exposés à cette enquête avec la plus grande franchise, quelles que soient les conséquences qui en découleraient. De ceci, il est évident que, s'il y a eu des défauts dans la structure du pont, la responsabilité de ces défauts retomberait sur le gouvernement.

A) Au cas où les plans et devis comporteraient quelque chose de défectueux, c'est-à-dire si les plans et devis avaient été mal conçus.

B) Au cas où la surveillance des travaux aurait été mal faite, c'est-à-dire soit que les travaux ne se seraient pas exécutés conformément aux règles de l'art, soit que les matériaux ne seraient pas conformes aux plans et devis.

Deuxièmement, il y a une autre raison pour laquelle la responsabilité du gouvernement peut être engagée. L'an dernier, deux fissures se sont produites dans deux travées différentes du pont, et ceci, après une période de basse température. Est-ce que le ministère a pris au sérieux, comme il devait le faire, l'avertissement que la manifestation de ces fissures comportait? A-t-il pris la précaution, à ce moment-là, de consulter des ingénieurs indépendants? Et, au cas où il a consulté ces ingénieurs indépendants, a-t-il donné suite aux recommandations qu'il a reçues?

Le public, à mon avis, est en droit d'attendre que la lumière soit faite sur toutes ces questions. Il est nécessaire que l'enquête soit faite publiquement afin de déterminer la cause de l'écroulement du pont et afin de faire connaître les personnes responsables de ce désastre. Il faut que l'enquête soit faite par des personnes d'une compétence et d'une impartialité indiscutables. L'impartialité indiscutable veut dire, à mon avis, que les personnes chargées de l'enquête ne doivent pas, à l'heure actuelle, dépendre du gouvernement, directement ou indirectement; c'est-à-dire qu'elles doivent être complètement indépendantes du gouvernement.

M. l'Orateur, pour les raisons que je viens d'invoquer, je demande à la Chambre qu'elle adopte la motion que j'ai proposée, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (M. Groulx) et qui se lit comme suit: "Que cette Chambre exprime l'avis qu'une enquête publique par des personnes d'une compétence et d'une impartialité indiscutable est requise dans l'intérêt public pour déterminer la cause de l'écroulement du pont Duplessis et faire connaître les personnes responsables de ce désastre".

En somme, il s'agit de faire une enquête publique par des personnes d'une compétence et d'une impartialité indiscutables, de rechercher tous les faits, de déterminer la cause de l'écroulement du pont et de faire connaître les personnes responsables du désastre. Un autre genre d'enquête, une enquête faite privément par les autorités gouvernementales, ne donnerait pas satisfaction au public. Le public a le droit de connaître la vérité; rien de moins ne pourrait le satisfaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Applaudissements à droite) On constatera que la motion a été produite mardi, sans avis, et que nous la discutons dès aujourd'hui. Je ne veux pas, pour aucune considération, que des tactiques soient employées pour empoisonner l'opinion publique avec un malheur qui a coûté la vie à plusieurs personnes. C'est pour cela, que, malgré qu'aucun avis n'ait été donné comme ça se fait généralement entre gens courtois, je me lève immédiatement pour discuter la motion.

Il y a quelques jours, un malheur s'est abattu sur la population de chez nous et sur toute la province. Malgré cela, malgré la mort de quatre personnes, nous devons dire publiquement merci à la Providence que l'accident se soit produit à une heure où le trafic se faisait plutôt rare, et qu'ainsi d'autres vies humaines aient été épargnées. Car si le désastre s'était produit à une autre heure du jour, nous aurions assisté à une hécatombe. Je remercie donc la Providence de nous avoir épargné d'un plus grand malheur, comme cela s'est produit par deux fois au pont de Québec et dans certains accidents de chemins de fer. Quatre pertes de vies, c'est déjà beaucoup, mais on a vu tout récemment encore des accidents ferroviaires qui ont coûté jusqu'à 300 vies humaines.

Il dénonce les tactiques employées par l'opposition.

Je ne sais pas pourquoi, dit-il, le chef de l'opposition s'ingénie à vouloir aggraver notre malheur et celui des gens de chez nous. Pourquoi, au lieu d'offrir de la sympathie, laisser entendre que d'autres vies pourraient être perdues que nous ne connaissons pas? Il n'y a que quatre pertes de vie et je laisse au chef de l'opposition le triste mérite de jeter inutilement de l'angoisse dans d'autres familles et de profiter de la circonstance pour donner le spectacle d'un chef de parti qui fait de la petite politique avec un malheur qui dépasse de beaucoup les questions partisans.

(Il s'arrête un moment) Pas besoin de dire que personne plus que moi n'a été affecté par ce

malheur, que personne n'a ressenti plus que moi les deuils de nos familles et que personne plus que moi n'est désireux d'en connaître les causes et de prendre les mesures qui pourront s'avérer nécessaires. La position du gouvernement est claire et je l'ai dit l'autre jour et je le répète aujourd'hui: Nous sommes en faveur d'une enquête, et elle se fera complète. Pas une enquête politique; pas une enquête partisane ou démagogique, pour bâtir la popularité de qui que ce soit sur les cadavres des victimes; nous ne faisons pas de politique sur des cadavres. Nous sommes en faveur d'une enquête dans l'intérêt public.

Je me demande pourquoi cette précipitation chez nos adversaires? Les cadavres sont encore chauds; les funérailles sont à peine terminées que l'on cherche déjà à s'en faire un tremplin politique.

Quelle est la vérité? Pour tout homme de bonne foi, pour tout homme qui n'est pas aveuglé par la partisanerie politique, la situation, si tragique qu'elle soit, est simple: Un pont a été construit pour répondre aux besoins de la circulation des populations de Trois-Rivières, du Cap-de-la-Madeleine et de toute la région. De quelle façon a-t-il été construit?

Il a été bâti avec toutes les précautions humainement possibles par des ingénieurs qui sont là depuis plusieurs années. Et le chef de l'opposition le sait. S'il ne le sait pas, il devrait le savoir. Les ingénieurs du département des Travaux publics, qui ont fait les plans et surveillé les travaux, sont des hommes d'une longue expérience. Ce n'est pas nous qui les avons nommés. Nous les avons maintenus en fonction à cause de leur compétence indiscutable.

Sous leur direction, nous avons construit près de 1,000 ponts, dont au moins 60 à 75 de l'importance de celui de Trois-Rivières. Pas un autre n'est tombé. La Providence a voulu que ce malheur se produise chez nous. J'accepte l'épreuve comme un chrétien doit l'accepter.

(Applaudissements à droite)

Et si elle veut être juste et loyale, l'opposition aurait dû admettre que près de 1,000 ponts, construits par les mêmes gens, sont encore solides et intacts. Au lieu de reconnaître cette vérité, le chef de l'opposition fait des insinuations et laisse entendre que les gens de la province de Québec auraient peur de circuler sur les autres ponts. Il essaye de semer l'angoisse parce qu'un seul pont a fait défaut sur plus de 800. Quelle responsabilité que celle du chef de l'opposition en cette circonstance!

Je regrette que le chef de l'opposition ait jeté un doute sur la solidité des ponts de la province au lieu de reconnaître que des ponts comme ceux de Saint-Eustache, Sainte-Thérèse, Charlemagne, construits

suivant les mêmes principes, soient toujours debout et intacts. Les plans du pont de Trois-Rivières ont été préparés par des experts et le chef de l'opposition le sait. Ces plans ont été préparés avec soin et le chef de l'opposition le sait. Les contrats ont été donnés à des compagnies responsables et le chef de l'opposition le sait encore. On ne peut pas nier que ces compagnies soient à la hauteur; ce sont des compagnies qui ont exécuté des travaux semblables dans tout le Canada, tant pour le gouvernement fédéral que pour les gouvernements provinciaux.

Il est malheureux que le chef de l'opposition veuille faire de la petite politique avec un si grand malheur qui aurait dû provoquer en lui un tout autre sentiment. Le chef de l'opposition est même prêt à insinuer les pires choses contre le personnel du département des Travaux publics, les ingénieurs du gouvernement et le sous-ministre, notamment. Pourquoi? Pour sauver probablement les compagnies.

En vertu d'un contrat signé par un ministre des Travaux publics consciencieux, un homme de cœur entièrement dévoué à sa province et qui a tenu à se rendre sur les lieux dès l'annonce du désastre, toutes les précautions nécessaires ont été prises. Une fissure s'est produite l'an dernier. Qu'a-t-on fait? En vertu du contrat, les experts des compagnies Dominion Bridge et Dufresne Engineering se sont rendus sur les lieux et, pendant huit mois, à leurs frais et dépens, sans que ça coûte un sou à la province; ces compagnies ont examiné le pont dans son entier et ont fait les réparations qu'elles jugeaient nécessaires. Tous ces faits sont connus du chef de l'opposition.

Les deux compagnies qui ont construit le pont sont sérieuses, compétentes et solvables et que, par surcroît, elles sont responsables. De plus, dit-il, en vertu des contrats, les deux compagnies sont responsables. Elles sont responsables jusqu'en 1952. À tout événement, le gouvernement verra à ce qu'elles assument toutes leurs responsabilités.

Est-ce que le chef de l'opposition va prétendre que la Dominion Bridge n'est pas une compagnie sérieuse, compétente et solvable? Je défie le chef de l'opposition de dire le contraire. Et les autres? Est-ce que le chef de l'opposition a voulu prétendre que les officiers du gouvernement sont incompetents pour protéger les compagnies? Ce sont de vieux employés du ministère, des hommes compétents qui ont construit des centaines de ponts. Que peut-on demander de plus?

Je l'ai dit la semaine passée et je le répète aujourd'hui: les circonstances entourant ce malheureux événement font que je crois sincèrement qu'il y a eu sabotage. Nous sommes en faveur d'une enquête. Mais ce qui nous intéresse le plus, d'abord, c'est de

sauver des vies. On ne peut pas faire d'enquête quand les cadavres sont au fond de la rivière. Et si nous ne pouvons pas sauver des vies, nous devons au moins nous efforcer de remettre les cadavres aux familles. Il faudra ensuite retrouver toutes les pièces du pont, ce qui est humainement impossible à l'heure actuelle à cause de la glace.

Nous sommes allés au plus pressé. Dans la nuit du désastre, le ministre s'est rendu sur les lieux. J'ajouterai que je me suis occupé moi-même, sans responsabilité pour personne, de venir en aide financièrement aux familles éprouvées. Pendant que le chef de l'opposition préparait ses petites motions, je m'occupais des gens dans l'épreuve. Avec rapidité, nous avons assuré de l'aide aux familles des victimes; avec rapidité, nous recherchons les causes de l'accident et nous établissons les responsabilités.

À l'heure actuelle, le gouvernement possède toutes les garanties que nos droits seront protégés. À l'heure actuelle, pas un homme de bonne foi ne peut définir les causes exactes de l'accident, parce que des éléments essentiels, des morceaux de pont et des pièces d'acier, n'ont pas été récupérés. Comment, dans ces conditions, tenir une enquête tout de suite, une enquête complète? Nous ne pouvons tenir une enquête, nous n'avons rien. Il nous faut des exhibits. Nous n'avons pas le pouvoir de faire disparaître la glace. Nous ne pouvons pas récupérer maintenant tout ce qui est tombé. Et nous ne pouvons pas enquêter avant d'avoir la certitude d'avoir retrouvé tous les cadavres.

N'aurait-il pas été plus décent pour le chef de l'opposition de venir voir le chef du gouvernement, qui s'était déjà prononcé en faveur d'une enquête, et de s'entendre avec lui sur la période la plus appropriée pour faire cette enquête?

Mais l'opposition aime mieux ses petites motions. Petites, à tous les points de vue. De notre côté, nous allons continuer à faire notre devoir et je laisse au chef de l'opposition la responsabilité de l'attitude qu'il a prise. Je la trouve mesquine et j'espère que, quand il y pensera sérieusement, lorsqu'il sera seul dans sa chambre, ce soir, il entendra parler sur cœur et il rougira de ce qu'il a fait et de ce qu'il a dit, ici, cet après-midi.

Quant à nous, la population de cette province peut être assurée que nous ferons notre devoir et jetterons la lumière, toute la lumière sur cette tragédie, sans y mêler la petite politique.

**M. Vachon (Wolfe)** propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Dubé), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

**Projets de loi:****Coaticook**

**M. Gérin (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 relatif à la ville de Coaticook soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Longueuil**

**M. Roche (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 modifiant la charte de la cité de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de Sainte-Rose**

**M. Barrière (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 modifiant la charte de la ville de Sainte-Rose soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Saint-Laurent**

**M. Barrière (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 modifiant la charte de la Ville Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ratifications de résolutions pour  
Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 ratifiant une résolution de la corporation du village de Crabtree et une résolution des commissaires d'écoles pour la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills (Joliette) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Caisse de retraite  
des syndicats coopératifs**

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 constituant en

corporation la Caisse de retraite des syndicats coopératifs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission scolaire  
de Saint-Raymond**

**M. Prévost (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**P.-H. Maranda et P.-É. Tardif**

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 autorisant la Corporation des opticiens d'ordonnance de la province de Québec à admettre Paul-Henri Maranda et Paul-Émile Tardif soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Ratification de règlement, contrat  
et résolution pour Montebello**

**M. Cottingham (Argenteuil)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 portant ratification du Règlement numéro 217 et du contrat de la municipalité du village de Montebello, et d'une résolution de la Commission scolaire de Montebello soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
de Joseph-B. Lefebvre**

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 concernant la succession Joseph-B. Lefebvre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession de Hugh Quinlan**

**M. Roche (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 concernant la succession Hugh Quinlan soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Pensions des vieillards et des aveugles**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 26 pour améliorer les pensions des vieillards et des aveugles<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que les dépenses occasionnées au gouvernement de la province par l'exécution de toute entente conclue en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Il aurait, dit-il, préféré retarder l'étude du bill, en attendant d'être en mesure de donner plus de détails, mais il est prêt à donner des explications préliminaires.

Une conférence intergouvernementale canadienne a été tenue à Ottawa en décembre dernier. Plusieurs questions ont été étudiées. Les séances étaient à huis clos. Il est évident que je ne pourrai dévoiler ce qui s'est dit avant d'en avoir obtenu la permission des autres provinces. Nous sommes des gens courtois. Ce que je puis dire, par exemple, c'est qu'on a fait preuve d'un grand esprit de compréhension.

Il rend hommage au très honorable M. Saint-Laurent. Aux récentes conférences fédérales provinciales, dit-il, j'ai constaté un heureux changement; les conférences ont été marquées d'un grand esprit de cordialité, grâce à M. Saint-Laurent. L'atmosphère cordiale des relations intergouvernementales est radicalement différente de celle des conférences de 1945 et 1946. Les délégués n'ont peut-être pas changé d'opinion, mais les méthodes ont changé. Je

donne crédit à qui crédit est dû, c'est-à-dire à tous ceux qui ont participé à ces conférences.

Il fait l'historique de la loi des pensions. Elle fut d'abord votée par Ottawa en 1927, sous le gouvernement King. À ce moment, Ottawa payait 50 % et les provinces qui désiraient adhérer au plan, 50 %. En 1930, sous le gouvernement Bennett, la contribution du fédéral fut portée à 75 %, les provinces payant 25 %. De 1927 à 1936, la province de Québec n'a pas adhéré au plan de pensions. La province de Québec a dû attendre 1936 pour s'en prévaloir. Ce qui fait que pendant neuf ans, elle a payé des millions pour les vieux et les vieilles des autres provinces, sans toucher quoi que ce soit pour les siens.

En 1936, le gouvernement provincial passa une loi de pensions aux vieillards et aux aveugles. Le montant de la pension était de \$25 par mois. Cependant, l'applicant devait prouver qu'il était absolument pauvre. Vers 1946 ou 1947, le montant de la pension a été porté de \$25 à \$40 par mois, Ottawa payant encore 75 % et les provinces 25 %.

Mais, depuis quelque temps, il s'est développé à travers le pays un mouvement d'opinion en faveur du paiement des pensions à tous, sans enquête préalable sur l'importance de leurs revenus, comme cela se pratique encore. Ainsi, pour ceux qui partagent ce point de vue, la pension doit être payée indistinctement à toutes les personnes de 70 ans et plus. Il s'est fait également un mouvement en faveur de l'augmentation du taux, et du paiement de la pension de vieillesse à 65 ans. Nous sommes en faveur de la pension à 65 ans, mais de tels changements ne peuvent se faire sans la collaboration d'Ottawa.

Le fédéral a déjà fait des propositions qui ne sont pas absolues. Ottawa est prêt à payer en entier \$40 par mois à tous les vieillards, sans "Means-Test", c'est-à-dire sans nécessité pour l'appliquant de prouver qu'il a besoin de pension, pourvu qu'il ait le droit d'imposer une taxe, qui serait sur le revenu, je crois.

Le fédéral est aussi prêt à payer une pension aux vieillards à 65 ans avec "Means-Test", pourvu que les provinces en paient 50 %. Dans ce dernier cas seulement, on continuerait à exiger l'enquête sur les revenus des personnes qui voudront s'en prévaloir. Cependant, les provinces sont dans l'incapacité de payer ces pensions sans qu'on les assure, elles aussi, de nouvelles sources de revenus. C'est pourquoi Ottawa a proposé d'amender la Constitution, afin de permettre aux provinces de pénétrer dans un champs de l'impôt indirect, en l'occurrence, leur donner le droit de percevoir une taxe de vente de 3 %, taxe strictement limitée à certaines conditions, circonstances et restrictions.

Je regrette que, lorsqu'il s'agit de droits accordés aux provinces, on ne leur reconnaisse ces droits qu'en pourcentage, alors que ceux que réclame le gouvernement fédéral ne souffrent pas de division. On a ainsi l'impression que les gouvernements provinciaux sont les gouvernements partiels.

Cette taxe de vente que les provinces imposeraient serait entourée de mille réserves et soumises à une foule de considérations. Par exemple, on n'autoriserait pas le gouvernement provincial à la percevoir à la source, comme le fait le gouvernement fédéral, mode de perception beaucoup plus économique et facile.

En échange de ce droit à accorder aux provinces d'entrer dans le champ de l'impôt indirect, le gouvernement central réclame le droit de légiférer en matière de pensions de vieillesse.

Il a, ajoute-t-il, déclaré aux délégués à la conférence d'Ottawa que son gouvernement ne pouvait approuver le plan proposé. C'est un amendement qui ne convient pas à la province de Québec et nous ne l'accepterons pas, dit-il. Le fédéral sera le premier à reconnaître que son projet est trop général, qu'il absorbe trop de pouvoirs provinciaux. Il ne s'agit pas évidemment d'une proposition préparée par les ministres, mais par des employés désireux de faire du zèle.

Au sujet des impôts, nous avons fait notre proposition et nous avons dit: "Nous sommes prêts à discuter la répartition de tous les pouvoirs de taxation entre le fédéral et les provinces". J'ai cru que c'était un bon moyen de répartir les pouvoirs de taxation. D'ailleurs, je l'avais proposé dès 1945; mais rien n'a encore été fait dans ce domaine. La proposition qu'on nous fait ne me semble pas convenir. Car si on veut nous accorder un pouvoir de taxer, on devrait nous permettre de taxer à la source, à la manufacture de gros; nous ne pouvons taxer qu'au détail.

Il a, dit-il, reçu une communication du ministre de la Justice du Canada, de l'honorable Garson. M. Garson, très courtois, dit qu'il craint que la proposition à l'effet de permettre l'imposition d'une taxe de vente de 3 % par les provinces soit mal accueillie par les sénateurs. Les sénateurs ne veulent pas donner ce pouvoir aux provinces.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Dans la correspondance produite aujourd'hui?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au téléphone d'abord. Et subséquemment, M. Garson m'a écrit.

Depuis que l'honorable Stuart Garson, ministre de la Justice, a écrit au début de janvier une première lettre faisant état dans les grandes lignes des propositions d'amendements à la Constitution, une autre lettre du ministre de la Justice est venue proposer des modifications. Dans la deuxième lettre du ministre, datée du 20 janvier, il est écrit que l'industrie du commerce de détail ne s'opposera plus à la proposition de la taxe provinciale si l'on stipule que l'imposition sera établie sans discrimination entre les acheteurs ou les classes d'acheteurs du même type de biens. La taxe ne s'appliquera pas aux biens expédiés d'une province à l'autre.

On a même reçu des protestations des mandats et des organisations afin que ce pouvoir ne soit pas accordé aux provinces. L'honorable Garson pose une autre restriction, c'est qu'il faut éviter la discrimination entre les provinces.

La situation est d'une importance très considérable. Les décisions qui seront prises auront une portée très étendue. Je présente donc une loi pour connaître l'opinion des députés. Nous sommes devant un problème qui concerne tout un peuple, toutes les provinces. Nous avons conçu la loi en termes assez généraux afin de permettre à tous les députés d'exposer leur opinion. Chacun peut le faire librement, sans se gêner. Nous avons l'esprit ouvert à toutes les suggestions qu'on veut nous faire, pourvu qu'elles soient constructives. Nous avons la main ouverte pour serrer toute main loyale qui nous est tendue; mais nous n'avons pas la main tendue pour céder les droits de la province.

En vertu du nouveau projet, la pension serait accordée à 70 ans, sans tenir compte d'aucun revenu de la part des pensionnés et la contribution serait de 25 % pour les provinces et de 75 % pour le fédéral. Dans le cas des pensions à 65 ans, avec preuve du revenu des pensionnés, les provinces paieraient 50 % de part et d'autre. Si les propositions du fédéral sont acceptées, les provinces paieront des millions de plus. Car si Ottawa en paie \$25,000,000 de plus, il pourra retirer \$40,000,000 peut-être. Ainsi, Ottawa pourra imposer une taxe dont l'objectif pourra être très largement dépassé, alors que les provinces bénéficieront de sources de revenus limitées. Il faut donc étudier avec soin la proposition d'Ottawa parce qu'elle ne semble pas protéger suffisamment les droits des provinces et parce qu'elle traite ces provinces en parents pauvres en ne leur offrant que 3 cents par dollar.

Il invite donc encore une fois les députés à donner leur opinion sur cette question. J'ai la main

tendue pour accueillir tous ceux qui veulent coopérer, dit-il.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il s'agit d'une des questions les plus importantes qui aient été soumises à la Chambre depuis le début de la session. La première partie de la loi concerne les pensions aux vieillards et aux aveugles. La seconde partie embrasse la question constitutionnelle. Je ne veux pas m'attarder sur la question des pensions, le premier ministre a fait à ce sujet un exposé assez complet.

À 70 ans, les vieillards ont droit à une pension maximum de \$40 et le revenu total de chaque pensionné, y compris les revenus divers et la pension, ne peut dépasser \$600, dans l'année. Dans le cas où un pensionné touche \$300, en revenus divers il peut recevoir \$300 de pension, et ainsi de suite. Dans le cas d'un couple de pensionnés, le revenu global des deux pensionnés ne peut dépasser \$1,080, revenus et pensions compris. Ce plan date d'assez longtemps. Il importe que ce système soit administré par les provinces. Celles-ci paient 25 % de la pension à l'heure actuelle, elles paient aussi le coût de l'administration, qui représente un montant assez considérable.

Le premier ministre vient d'exposer un plan, suivant lequel la pension sera payée à 70 ans, sans enquête sur les revenus du pensionné, et à 65 ans, avec enquête. Ainsi, en vertu des propositions du fédéral, les personnes âgées de 65 ans et de pas plus de 70 ans, devront faire la preuve de leur indigence. C'est un point très important. Parmi les gens de 65 à 70 ans, il y en a un bon nombre qui sont capables de travailler et de s'assurer un revenu. L'obligation de prouver qu'ils sont indigents peut les encourager à compter exclusivement sur leur pension. J'ai donc peur que cette disposition n'ait pour effet de décourager le pensionné de travailler, surtout à l'âge de 65 ans, où les personnes sont capables de gagner, sinon leur vie, du moins des revenus supplémentaires.

Le projet peut entraîner des conséquences graves. Une question élémentaire se pose: Que coûterait ce plan? Est-ce que l'acceptation du plan de pension des personnes de 65 à 70 ans entraînera des responsabilités financières plus grandes pour la province que celles qu'elle assume présentement? Le premier ministre a laissé entendre que le plan proposé coûterait plus cher que le plan actuel. Je me demande si cela est bien fondé.

D'après le recensement de 1941, il y avait dans Québec 104,198 personnes de 70 ans et plus.

Les statistiques font voir que nous avons plus de naissances mais moins de vieillards que d'autres provinces, notamment l'Ontario. Les statistiques montrent également qu'à cette époque relativement récente, les administrations provinciale et fédérale versaient des pensions à environ la moitié de ces personnes âgées. Par ailleurs, en 1941, il y avait dans le Québec environ 71,159 vieillards de 65 à 69 ans. Tous ne retireraient donc pas de pensions.

Si l'on versait des pensions à ces derniers dans la proportion où l'on en verse aux vieillards de 70 ans et plus, c'est-à-dire à la moitié de 71,000 personnes, le nombre des nouveaux pensionnés serait inférieur au nombre des vieillards actuellement pensionnés. Mais il est à remarquer qu'il y a chez les vieillards de 65 ans à 69 ans, une plus forte proportion de gens qui peuvent encore plus ou moins travailler que chez les vieillards de plus de 70 ans. Plusieurs ont donc un emploi. Les revenus d'un pensionné sont déduits du montant de la pension qu'il retire. Ainsi, le groupe de pensionnés sera moins considérable qu'avant et parmi les pensionnés, plusieurs auront des revenus à déduire.

Étant donné ces circonstances, je me demande si la province devra tellement dépenser pour la catégorie de 65 ans à 69 ans, si la province devra dépenser tellement plus que ce qu'elle dépense actuellement pour les pensions. En 1949-1950, un peu plus de \$8,000,000 ont été dépensés par l'administration provinciale.

La question des pensions a été étudiée par un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, à Ottawa. Ce comité a publié un rapport le 28 juin 1950, selon lequel les provinces seraient appelées à payer moins. Le fédéral payant toute la pension à 70 ans, la pension à 65 ans nous coûterait à peu près \$8,000,000 aussi. Le comité conseillait de laisser aux administrations provinciales le soin du travail administratif et de la distribution des pensions.

L'opposition est, dit-il, en faveur du plan en vertu duquel les personnes de 65 à 70 ans retireraient une pension, et cela constituera une amélioration sensible. Mais le gouvernement présente un bill qui ne parle pas de l'entente qui doit être conclue avec le fédéral. Le texte est trop vague.

Si nous votons cette loi, elle confèrera au gouvernement de nouvelles attributions. Et je me demande si la portée des clauses du bill est bien comprise. Le projet de loi tend à autoriser le gouvernement à conclure une entente pour améliorer le système des pensions de vieillesse. C'est un mandat très illimité, car la rédaction du bill ne donne aucune précision sur la nature de l'entente à conclure et sur la façon dont cette entente sera conclue.

La première loi inaugurant le régime des pensions de vieillesse dans la province, en 1936, était très précise. Elle donnait la permission au gouvernement de participer à l'exécution d'un programme bien défini. On exigeait que la part du gouvernement fédéral fût de 75 % au moins. De plus, toutes les modalités étaient soumises à la Législature et au public.

Le projet de loi actuel est très vague. Il n'est pas question d'adhérer à un plan déjà connu. Le texte dit simplement qu'il tend à améliorer la situation en fait de pensions de vieillesse - ce qui peut être obtenu en augmentant les crédits - et à augmenter le nombre des pensionnaires - ce qui peut être obtenu en modifiant les conditions du "Means Test", même sans régler le cas des vieillards de 65 ans à 70 ans.

On demande aux députés d'approuver une entente dont ils ne connaissent rien. Que le gouvernement négocie plutôt une entente et qu'il la soumette ensuite à la Chambre, qu'il précise les termes du bill, qu'il indique la nature de l'entente que le gouvernement entend conclure et qu'il prévoit que l'accord sera soumis à la ratification du parlement provincial.

À mon avis, il est important, dans ce domaine, que les pouvoirs du fédéral soient clairement définis. Il ne faut pas que l'on cède définitivement à Ottawa le pouvoir qui appartient aux provinces en vertu de la Constitution du pays.

Est-ce qu'un amendement touchant l'imposition, par les provinces, d'une taxe indirecte de vente de 3 % se trouve directement relié à la question des pensions de vieillesse? À mon avis, non. À la suite de la conférence d'Ottawa et à la lecture des textes, il est parfaitement clair qu'il n'y a aucune connexité entre les pensions que l'on propose et la taxe de 3 % que l'on veut imposer au niveau du détail. Il semblait convenu, à la fin de la conférence, que le coût des nouvelles pensions ne dépasserait pas le coût des anciennes. Alors pourquoi cette nouvelle taxe indirecte?

Il ne veut pas, dit-il, discuter un plan qui a pour but d'imposer une nouvelle taxe de vente aux contribuables.

Qu'on se rappelle qu'avec la taxe actuelle de 2 % sur les ventes, le gouvernement perçoit environ \$30,000,000 par année. Si on y ajoute la nouvelle taxe de 3 % dont il est question, le produit de la taxe atteindra certainement \$48,000,000<sup>3</sup>, et la province n'aura pas à déboursier un tel montant pour sa part des pensions entre 65 et 70 ans.

À l'article 2 du bill, du moment qu'il s'agit seulement des pensions aux vieillards et aux aveugles, le gouvernement est autorisé par cette loi à

accepter tout amendement à la Constitution qu'il juge approprié, juste et conforme aux intérêts de la province.

Pour ma part, cet amendement va trop loin. Dans le passé, le chef actuel du gouvernement a vivement critiqué ces mandats en blanc. En vertu de l'article 2, la Chambre se dessaisit de son droit de consentir aux amendements proposés. Ces amendements ne doivent pas être votés à la vapeur. Il nous faut en connaître l'essence et nous ne sommes pas si pressés.

Ainsi, j'écarte la nécessité d'amender la Constitution sans l'autorisation de la Législature. Mais peut-être que le gouvernement est d'avis contraire et qu'il considère l'amendement fiscal relié à la question des pensions de vieillesse?

Nous favorisons donc le principe d'étendre les pensions de vieillesse aux vieillards de 65 ans; mais nous sommes contre l'autorisation de tout mandat en blanc au gouvernement. Il doit soumettre à la Chambre les amendements avant de les accepter.

#### **L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)**

donne à la Chambre des chiffres susceptibles d'éclairer le débat, affirme-t-il.

Nous avons à l'heure actuelle, c'est-à-dire au 31 janvier 1951, 72,230 personnes qui reçoivent des pensions de vieillesse dans la province de Québec. Le coût total annuel de ces pensions était de \$32,289,148. Le fédéral payait \$24,216,871 et la province, \$8,072,287, soit 25 %. La moyenne des pensions payées était de \$37.72.

Les dernières statistiques remontent à 1944<sup>4</sup>. D'après ces estimés sérieux préparés par les officiers du ministère, il y a dans la province 180,000 vieux et vieilles de 70 ans et plus, dont 72,230 ont fourni une preuve d'indigence selon les normes fixées par la loi actuelle.

Il est exact que le revenu permis pour une personne seule est de \$600 et de \$1,080 pour deux personnes. Il ne faut pas, en définitive, que le revenu total, y compris la pension, dépasse \$600. Il y a évidemment plus de personnes qui ne pourraient passer le "Means Test" en dessus de 70 ans que de 65 à 70, car dans cette catégorie, un plus grand nombre sont encore en état de production. Par contre, la population de 65 à 70 ans est beaucoup plus considérable. À l'heure actuelle, il y a environ de 180,000 à 225,000 personnes de 65 à 70 ans. Si nous nous montrons conservateurs, nous dirons que de ce nombre, 50,000 peuvent avoir besoin de la pension; les extrémistes parleront de 100,000 à 110,000. Or, 50,000 personnes avec le taux moyen actuel de \$37.72, ça donnerait \$22,632,000.

D'après le système actuel, Ottawa paie 75 % et les provinces 25 %. Le système proposé divise le coût également entre les deux. Avec le taux proposé de 50-50, cela donnera un total de \$22,632,000 à partager également entre Ottawa et Québec, ce qui veut dire une dépense de \$11,316,000. Ce qui est \$3,200,000 de plus que la province paie actuellement et ce qui représente une diminution de \$13,000,000 de ce que paie le fédéral actuellement.

Si, par ailleurs, faisant une moyenne entre les estimés les plus bas et les estimés les plus élevés, on fixe à 70,000 le nombre de vieillards de 65 à 70 ans éligibles à la pension, il en coûterait \$31,684,000, dont \$15,842,400 à la province. C'est plus du double de ce que la province paye actuellement pour les pensions de vieillesse. En d'autres termes, il y a deux choses frappantes; nous revenons au système de 1930, à base de 50-50. Le résultat pratique, c'est que le fédéral obtiendra une diminution de plus de la moitié de ses obligations et que les provinces assumeront le double de ce qu'elles assument actuellement.

Je suis étonné des arguments du chef de l'opposition. Le projet de loi est aussi clair que la loi de 1936 et il ne saurait l'être davantage parce que les propositions fédérales n'ont pas été formulées de façon plus précise. Donc, si l'entente manque de précision, c'est l'erreur du fédéral. Nous avons critiqué les amendements à la Constitution dans le passé? Oui, sur la lettre personnelle du premier ministre du temps, l'honorable M. Godbout. On ne peut comparer cela au geste du premier ministre actuel.

**M. Chaloult (Québec):** L'idée de sécurité sociale a fait du chemin depuis 20 ans. Elle est aujourd'hui universellement admise et des mesures qui auraient fait crier au scandale, il y a 15 ans, sont aujourd'hui accueillies favorablement. Je suis évidemment favorable à ce que les pensions soient payées à partir de 65 ans. Je suis même convaincu que dans 10 ans on les paiera à partir de 60 ans et qu'on trouvera la chose très naturelle. Depuis quelques années, les créditistes réclament la pension à 60 ans. On a pu trouver ces demandes exagérées, mais je constate qu'ils ont obtenu la moitié de ce qu'ils demandent. Dans quelques années on peut donc s'attendre à ce que l'âge des pensions soit ramené à 60 ans. Cela coûtera de l'argent. Je le sais. Mais il faut se placer devant les conditions nouvelles. En effet, dans l'industrie, on refuse souvent d'employer des ouvriers de 65 et même de 60 ans. C'est pourquoi l'État doit fournir une sécurité qui n'était pas nécessaire dans le passé.

Le caractère cordial de l'atmosphère des conférences intergouvernementales est peut-être une bonne chose, puisque le premier ministre parle des autorités fédérales sur un ton plus serein, voir plus amical qu'autrefois, à condition, toutefois, de ne pas se laisser gagner par l'euphorie générale.

Mais à certains points de vue, je me demande si cette atmosphère amicale n'est pas plus dangereuse que l'autre. Les gouvernants actuels d'Ottawa sont plus fins, plus habiles que leurs prédécesseurs. On fait preuve de plus de psychologie à Ottawa: on sait que notre premier ministre n'aime pas être rudoyé, on a compris qu'il est aussi un sentimental. Le premier ministre devrait se méfier. On se rappellera la parole du premier ministre lui-même qui disait qu'on voulait l'embrasser pour mieux l'étouffer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec ne devrait pas oublier que j'ai le nez long.

**M. Chaloult (Québec):** Je sais que le premier ministre est clairvoyant. M. Bourrassa lui en a rendu hommage il y a quelques années à Québec.

Mais le premier ministre est aussi un sentimental. M. Saint-Laurent et M. Garson sont assurément plus fins que M. Mackenzie King. La manière présente d'Ottawa aura sans doute plus d'effet sur le premier ministre que celle de ce dernier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ni les menaces, ni les cajoleries, ni les promesses ne changent rien aux fondements de notre politique qui consiste en la préservation intégrale de nos droits, libertés et prérogatives.

**M. Chaloult (Québec):** En tous les cas l'atmosphère est plus sereine.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au député de Québec de se rappeler que je verrai à préserver les droits intégraux et les prérogatives de cette province.

**M. Chaloult (Québec):** Je ne suis pas prêt à me prononcer sur le bill. Je fais confiance au premier ministre en ce qui concerne l'autonomie. Dans l'ensemble, le gouvernement dirigé par le premier ministre a défendu énergiquement les droits des provinces. Je veux rendre un témoignage à ce sujet. À la conférence de Québec, l'attitude de la province a été ferme et on a rendu hommage au premier ministre. Même *Le Devoir* a félicité le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils en ont été malades pendant trois semaines.

**M. Chaloult (Québec):** La revue *Relations*, sous la signature du père Arès, a également été favorable à cette attitude.

D'une manière générale, je ne mets pas en doute les bonnes intentions du premier ministre, ou l'attitude du gouvernement, mais je souligne le danger et l'habileté de certaines tactiques. Dans l'ensemble, le gouvernement actuel a défendu énergiquement ses positions et a résisté vigoureusement aux empiétements d'Ottawa dans le passé. Son attitude ferme a été approuvée par la totalité de la province de Québec. Je fais donc confiance au gouvernement sur ce point. Mais de là à approuver le projet de loi, c'est une autre affaire.

Nous aimerions parfois des attitudes plus constructives. Si le premier ministre est simplement autorisé à traiter avec Ottawa au sujet des pensions, nous n'avons pas d'objection. Mais il y a loin entre cela et le projet de loi. Ce qu'on nous demande, c'est un blanc-seing, un mandat en blanc. Il équivaut à dire au gouvernement: Amendez la Constitution comme vous le voudrez et nous approuvons d'avance ce que vous allez faire à Ottawa.

Je n'ai pas le droit de faire cela. Je suis ici pour approuver des lois, des amendements que je connais. Mais je ne puis approuver ce que je ne connais pas. Même si j'ai confiance au gouvernement, et je déclare que j'ai confiance au gouvernement actuel, mes électeurs ne me permettent pas... je n'ai pas le mandat de donner une telle approbation.

Je suis sûr que le gouvernement va apporter des amendements qui vont me permettre de voter pour le bill. Car je veux voter pour les pensions de vieillesse à 65 ans. Je puis lui rappeler que le texte de loi de 1947 sur un sujet identique précisait que toute entente serait soumise à l'approbation du Parlement. Il suffirait donc d'ajouter que toute entente devra être ratifiée par la Législature.

On nous dira que ce serait compliqué, qu'il faudrait convoquer les Chambres. Je réponds à cela que ce n'est pas si urgent qu'on n'ait pas le temps de prévoir une approbation du Parlement. Je ne conçois pas que les députés doivent renoncer à porter tout jugement sur un acte important du gouvernement.

On accuse parfois le premier ministre d'être un dictateur. Cela ne me scandaliserait pas, si cela était vrai. Il peut y avoir de bons dictateurs. Pour combattre les dictatures, il faut parfois employer des méthodes dictatoriales. Mais lorsque les institutions

démocratiques existent, il faut voir à ce que les méthodes employées ne détruisent pas ces institutions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est difficile dans un projet de loi de cette nature d'entrer dans les détails. Il faut laisser aux délégués de la province à Ottawa, assez de latitude pour leur permettre de bouger et de discuter sans être confinés dans les filets trop serrés d'un texte de loi. Ne nous envoyez pas à Ottawa avec une camisole de force.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** est favorable à l'amélioration du système des pensions de vieillesse. Les pensions à 65 ans s'imposent, dit-il, mais le bill est trop vague; je m'oppose à l'attribution d'un blanc-seing au gouvernement. Il demande au premier ministre des précisions et s'il n'est pas question pour le gouvernement fédéral d'établir un système contributoire pour les pensions à partir de 70 ans.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de doute que, d'après la Constitution, les pensions de vieillesse relèvent des provinces. Nous avons aujourd'hui un *modus vivendi* sous la forme d'une législation concurrente. Depuis 1936, le gouvernement d'Ottawa paie dans la proportion de 75 % pour les pensions de vieillesse et l'administration provinciale dans la proportion de 25 %.

Depuis 1936, le gouvernement d'Ottawa paie dans la proportion de 75 % pour les pensions de vieillesse et l'administration provinciale dans la proposition de 25 %.

Ottawa nous a demandé un amendement à la Constitution. Nous avons demandé pourquoi. On nous a répondu que c'était pour établir une taxe couvrant le coût des pensions à partir de 70 ans. Quelle sorte de taxe? On ne nous l'a pas dit d'une façon précise, mais il semble bien qu'il s'agit d'une taxe sur le revenu.

L'amendement actuellement suggéré par Ottawa, nous ne pouvons l'accepter. D'abord, il ne parle pas des pensions à partir de 70 ans, mais de toutes les pensions de vieillesse. De plus, Ottawa aura le droit de payer les pensions, mais ne précise pas qu'il sera obligé de les payer. De plus, l'offre d'une taxe de vente indirecte limitée à 3 % est plutôt injurieuse pour les provinces. Au strict point vue pécuniaire, la province y perdrait probablement plusieurs millions.

**M. Chaloult (Québec):** L'amendement proposé à la Constitution est trop général. À propos du deuxième amendement, celui qui donne aux

provinces le pouvoir d'imposer des taxes indirectes de 3 %, comme dit le premier ministre, c'est peu; de plus, je me méfie d'une faveur que veut accorder Ottawa; il doit y avoir anguille sous roche.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je veux croire que les autorités fédérales sont bien disposées, mais des négociations sont nécessaires. On objecte que la loi est trop vague. Mais il est bien difficile de procéder autrement. Si on limite d'avance dans le bill les conditions de l'entente, comment pourrions-nous négocier? Dix gouvernements sont en cause et chacun a sa manière de voir.

Il nous faut donc un mandat assez flexible. S'il faut revenir devant la Chambre, est-ce que la solution du problème n'en est pas retardée? À quoi bon trop définir, si Ottawa n'accepte pas les conditions fixées! Ce serait des voyages. Et pendant qu'on voyage, les vieux n'ont pas de pensions. Il faut avoir un mandat assez flexible pour qu'on puisse le remplir.

**M. Chalout (Québec)** propose de rédiger à nouveau le projet de loi de manière à plus préciser sa substance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si l'on trouve un moyen de donner plus de précision au bill sans nous imposer une camisole de force, je n'y vois aucune objection. Il y a 10 gouvernements au Canada et chacun a sa manière de voir. Souvent nous avons discuté pendant deux heures sur des termes tout en nous accordant sur la substance. C'est ainsi qu'il y eut des discussions célèbres sur la signification des mots "conscription" et "mobilisation". Sans aucune allusion (souriant).

**M. Chalout (Québec):** Si le premier ministre était chef de l'opposition et qu'un gouvernement présentait une loi comme celle-là, l'accepterait-il?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Oui. Il ne faut pas oublier que l'Union nationale offre toutes les garanties voulues en matière constitutionnelle. Et il s'agit d'amendements limités à la question des pensions de vieillesse. Encore une fois, qu'on trouve une formule plus précise tout en étant assez souple et je ne demande pas mieux. Il n'a pas d'objection, dit-il, à restreindre autant que possible la portée du présent bill.

Nous allons ajourner à demain et nous aurons le temps d'y penser d'ici là. La nuit porte conseil.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose que le débat soit ajourné à demain.

Adopté.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance<sup>5</sup>.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 25 des recours judiciaires en matières municipales et scolaires;
- bill 28 relatif à la destitution de gérants et de certains autres officiers municipaux;
- bill 33 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

**Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

---

**NOTES**

1. Il était 3 h 30 lorsque la motion a été appelée, selon *The Montreal Daily Star* du 8 février 1951, à la page 10.

2. Selon *Le Soleil* du 8 février 1951, à la page 3, "Pour bien comprendre le débat qui va suivre, il

convient de citer les amendements soumis par Ottawa aux provinces à ce sujet et qui se lisent comme suit: 1. Ajouter une nouvelle sous-section à la section 95, dans les termes suivants: (2) En dépit de tout ce qui se trouve dans cette loi, le Parlement du Canada peut faire des lois relatives à la pension de vieillesse. 2. Promulguer de nouveau la sous-section 2 de la section 92, pour se lire comme suit: (2) Le prélèvement de revenus dans le domaine provincial par A - taxes directes à l'intérieur des provinces, et B - taxes indirectes à l'intérieur des provinces relativement à la vente des marchandises (à l'exception des marchandises expédiées en dehors de la province) à un acheteur pour consommation ou usage et non pour revendre, à un taux n'excédant pas trois pour cent du prix de vente, mais de façon à ne pas exercer de discrimination entre les ventes des marchandises cultivées, produites ou manufacturées dans la province et les ventes de marchandises cultivées, produites ou manufacturées à l'extérieur de la province".

3. Le chiffre de \$45,000,000 est avancé par *L'Action catholique* du 8 février 1951, à la page 21.

4. *L'Événement-Journal* du 8 février 1951, page 5, affirme que les dernières statistiques remontent à 1941.

5. D'après *Le Soleil* du 8 février 1951, page 15, il est six heures lorsque la Chambre rapporte progrès et que la résolution reste à l'ordre du jour. Quant au *The Montreal Daily Star* du 8 février 1951, à la page 12, il affirme que le débat sur les pensions aurait duré plus d'une heure.

Séance du jeudi 8 février 1951

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 148 concernant la Société coopérative agricole du canton de Granby.

### Projets de loi:

#### Société coopérative agricole du canton de Granby

**M. Choquette (Shefford)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 concernant la Société coopérative agricole du canton de Granby.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 148 sans l'amender.

**M. Choquette (Shefford)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Rapports des comités permanents:

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 122 modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal concernant la création d'un fonds de pension pour ses fonctionnaires et employés permanents;

- bill 103 concernant la corporation de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles du même lieu;

- bill 130 modifiant la charte de la ville LaSalle;

- bill 125 concernant l'imposition d'une taxe de vente et d'une taxe d'éducation pour fins municipales et scolaires dans la ville de Mégantic.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 135 autorisant les commissaires d'écoles de Plessisville à lever une taxe d'éducation.

### Projets de loi:

#### Commission métropolitaine de Montréal

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 modifiant la charte de la Commission métropolitaine de Montréal concernant la création d'un fonds de pension pour ses fonctionnaires et employés permanents.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 122 sans l'amender.

**M. Gatién (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Charte de LaSalle

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 130 sans l'amender.

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Bromptonville**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 concernant la corporation de la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles du même lieu.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 103 sans l'amender.

**M. Goudreau (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Taxes de vente et d'éducation à Mégantic**

**M. Vachon (Wolfe)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 concernant l'imposition d'une taxe de vente et d'une taxe d'éducation pour fins municipales et scolaires dans la ville de Mégantic.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 125 sans l'amender.

**M. Vachon (Wolfe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Taxe d'éducation à Plessisville**

**M. Bernatchez (Lotbinière)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 autorisant les commissaires d'écoles de Plessisville à lever une taxe d'éducation.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 135 sans l'amender.

**M. Bernatchez (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Commission de transport de Montréal**

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Gatien), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter une pétition demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission de transport de Montréal, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

La loi de l'an dernier autorisait la Commission à étatiser la Compagnie de tramway, soit en acquérant de gré à gré ou par expropriation le capital-actions de la compagnie, soit en acquérant par expropriation l'actif physique de la compagnie. Ces pouvoirs étaient reconnus mais on ne déterminait pas, dans la loi, la façon dont ils pouvaient être exercés. La Commission de transport ne demande pas des pouvoirs autres que ceux qui sont prévus dans la loi de 1950. Son seul but est de permettre à la Commission d'acquérir, dans le plus bref délai possible, soit le capital-actions, soit l'actif physique de la Compagnie de tramway de Montréal, dans les meilleurs intérêts de la ville et des autres municipalités du district métropolitain.

Adopté.

#### **Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- une pétition demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission de transport de Montréal.

#### Projets de loi:

##### **Canton Boyer, Labelle**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 érigeant la municipalité du canton Boyer, dans le comté de Labelle.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Usines de Chicoutimi**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 relatif à la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Questions et réponses:

##### **Révision des lois d'assurance**

**M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):**

1. Depuis la sanction de la loi 14 George VI, chapitre 36, loi autorisant la révision des lois d'assurance du Québec, quels sont les noms des personnes qui ont été nommées pour occuper les fonctions de commissaires, secrétaire ou tout autre emploi, et quel est le salaire annuel de chacune d'elles?

2. Combien a été payé, au 25 janvier 1951, à chacune desdites personnes en salaires, dépenses, frais de représentation et autres?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Trois commissaires et deux secrétaires ont été nommés pour réviser la loi des assurances du Québec.

1. Les trois commissaires, Me Marcel Faribault, N.P., Me Bernard Devlin, c.r. et Me Gérard Trudel, c.r., ont reçu mensuellement un montant de \$500. Cependant, depuis le 15 août 1950, l'un des commissaires, M<sup>e</sup> Marcel Faribault, ne reçoit plus d'avances mensuelles sur ses honoraires. Les secrétaires conjoints des commissaires sont Me Arthur Dansereau et Me Yves Gabias; ils reçoivent mensuellement \$200.

2. Du 1<sup>er</sup> avril 1950 au 31 janvier 1951, les montants suivants ont été payés aux dites personnes mentionnées ci-haut:

MM. Marcel Faribault.....	\$ 4,900.00
Bernard Devlin.....	6,807.89
Gérard Trudel.....	7,026.10
Arthur Dansereau.....	2,451.84
Yves Gabias.....	2,583.70

##### **Seigneurie de Mingan**

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** 1. Depuis la sanction de la loi 14 George VI, chapitre 13, loi relative à la seigneurie de Mingan, des concessions ont-elles été accordées dans le territoire de la seigneurie de Mingan?

2. Dans l'affirmative, à qui et à quelles conditions telles concessions ont-elles été faites?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):**

1. Non, aucune concession n'a été accordée dans le territoire de la seigneurie de Mingan.

2. Répondu par 1.

#### Questions de privilège:

##### **Explosion de Saint-Paul L'Ermite**

**M. Chartrand (L'Assomption)** se lève sur une question de privilège pour faire écho à un désastre qui s'est produit dans son comté. J'apprends avec regret, par les journaux, dit-il, qu'une explosion s'est produite à Saint-Paul-l'Ermite, dans mon comté, entraînant la mort de cinq personnes<sup>1</sup>.

L'entreprise qui a été le théâtre de cette tragédie est sous le contrôle du fédéral. Je prie les familles éprouvées d'accepter mes plus sincères sympathies. Je me demande si je ne devrais pas demander une enquête publique pour savoir à qui incombent les responsabilités.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### **Budget des dépenses 1951-1952**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** transmet à M. l'Orateur les messages suivants de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

**M. l'Orateur** lit le premier message comme suit:

Gaspard Fauteux, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1952, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement  
Québec, le 8 février 1951  
(Document de la session no 1)

**M. l'Orateur** lit le deuxième message comme suit:

#### **Budget supplémentaire 1950-1951 (2)**

Gaspard Fauteux, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire (2) des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement  
Québec, le 8 février 1951  
(Document de la session no 2-A)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que les messages de l'honorable lieutenant-gouverneur soient renvoyés au comité des subsides, avec les budgets qui les accompagnent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est probablement la première fois depuis la Confédération, et sûrement la première fois depuis au moins 30 ans, que les dépenses prévues et le budget supplémentaire de la province sont présentés si tôt. C'est une initiative extraordinaire et féconde qui mérite de chaleureuses félicitations au trésorier de la province.

(Applaudissements à droite)

L'initiative donnera à tous, le temps d'étudier à fond les budgets proposés.

La motion est adoptée.

#### **Projets de loi:**

##### **Municipalités scolaires de Noranda**

**M. Dallaire (Rouyn-Noranda)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 226 concernant les municipalités scolaires catholique et protestante de la cité de Noranda soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique le projet de loi.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** formule une objection sur l'aspect fiscal de la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi aplanira des difficultés qui se présentaient lors de la perception des taxes, vu que les territoires susmentionnés ne coïncidaient pas.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**M. Dallaire (Rouyn-Noranda)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 226 sans l'amender.

**M. Dallaire (Rouyn-Noranda)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### **Charte d'Outremont**

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 modifiant la charte de la cité d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

##### **Charte de Shawinigan Falls**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 modifiant la charte de

la cité de Shawinigan Falls soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Drummondville**

**M. Bernard (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 modifiant la charte de la cité de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Black Lake**

**M. Vachon (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 modifiant la charte de la ville de Black Lake soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Courtiers en immeubles**

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 constituant en corporation les courtiers en immeubles de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Laval-Ouest**

**M. Barrière (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Chicoutimi**

**M. Auger (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Richmond**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 modifiant la charte de la ville de Richmond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Magog**

**M. Gérin (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant la charte de la cité de Magog soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Montréal**

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Commission scolaire de Shawinigan Falls**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 concernant les commissaires

d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Corporation de Saint-Laurent**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Testament de Nora Jennie Welch**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 interprétant le testament de Nora Jennie Welch soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Notre-Dame-des-Lacs**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 érigeant la municipalité de Notre-Dame-des-Lacs pour fins municipales seulement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Charte du Collège de Lévis**

**M. Samson (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 modifiant la corporation du Collège de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Hôpital Laval**

**M. Prévost (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 constituant en corporation l'hôpital Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Mobbs & Lewis (Canada), Notre-Dame-du-Lac**

**M. Pelletier (Témiscouata)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 concernant l'évaluation des immeubles de la Mobbs & Lewis (Canada) Ltd. par la municipalité et les commissaires d'écoles de Notre-Dame-du-Lac soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Loi des abeilles**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 modifiant la loi des abeilles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 43 sans l'amender.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Coopératives d'électricité**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 relatif aux coopératives d'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 du bill qui se lit comme suit:

"1. La loi des exemptions de taxes municipales (Statuts refondus, 1941, chapitre 221) est modifiée en y insérant, entre l'article 5 et la section 111, la section et l'article suivant:

"Section 11a

" Des coopératives d'électricité

"5a. Jusqu'au premier mars 1953, les lignes de transmission et de distribution d'énergie électrique des coopératives d'électricité formées en vertu de la loi de l'électrification rurale (9 George VI, chapitre 48) sont exemptes des taxes municipales et scolaires".

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** attire l'attention de la Chambre sur le fait qu'une taxe correspond à un service rendu. Il ne faut jamais perdre de vue ce principe quand on impose une taxe ou qu'on parle d'exemption. Pourquoi, demande-t-il, faire une exception pour les coopératives? Ne devrait-on pas les traiter comme les autres entreprises?

**L'honorable M. Barré (Rouville):** Les coopératives ne sont pas des entreprises qui cherchent à faire des bénéfices; elles appartiennent aux usagers; elles ne sont donc pas dans une situation analogue à celles des autres entreprises. Elles desservent souvent plusieurs municipalités où les biens-fonds ne sont pas évalués de la même façon; s'il n'y avait pas d'exemption de taxe, il arriverait que les usagers d'une même coopérative ne seraient pas taxés de la même façon selon leur lieu de résidence.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tous admettent que l'agriculture joue un rôle de premier plan dans la vie économique du pays. Or, en 1945, il n'y avait pas d'électricité dans nos campagnes ou presque, bien que la province soit très riche en houille blanche.

L'attrait des villes était considérable pour les ruraux; et le résultat était que la terre manquait de main-d'œuvre et que cette main-d'œuvre était chère. L'énergie électrique économise la main-d'œuvre. Nous nous sommes mis à l'ouvrage et nous avons élaboré une loi pour créer des coopératives d'électricité. Avec les \$15,000,000 que nous avons affectés à cette fin, nous avons électrifié les campagnes.

En 1944, 20 % des fermes avaient l'électricité; à la fin de 1950, 50 % des fermes étaient électrifiées. C'est un progrès énorme.

Les coopératives sont au service des cultivateurs; elles n'ont pas pour objet de faire de l'argent;

l'électrification des campagnes valorise les fermes, les propriétés, la province de Québec.

Serait-il raisonnable d'exiger de ces organismes si utiles que sont les coopératives qu'ils soient taxés en pleine période d'organisation?

Comme l'a dit le député de Rouville (l'honorable M. Barré), la loi a un caractère provisoire, puisqu'elle ne sera applicable que jusqu'au premier mars 1953. À cette époque, la commission chargée d'enquêter sur la situation des coopératives et sur les améliorations possibles aura terminée son travail; et l'on pourra prendre des mesures définitives.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 46 sans l'amender.

**L'honorable M. Barré (Rouville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Caron, Chaloult, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Fox, French, Gagné (Richelieu), Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Jolicoeur, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Trudel, Vachon, 69.

**Contre:** MM. Dupré, Earl, Groulx, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

La séance est suspendue<sup>2</sup>.

### **Reprise de la séance**

#### **Projets de loi:**

##### **Pensions des vieillards et des aveugles**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 26 pour améliorer les pensions des vieillards et des aveugles.

#### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) à la séance précédente, et dont le texte se lit comme suit:

Que les dépenses occasionnées au gouvernement de la province par l'exécution de toute entente conclue en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Le premier ministre peut-il préciser sa position concernant certains aspects des amendements à la Constitution proposés par le gouvernement fédéral.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons procédé au moyen d'une résolution, justement pour permettre un échange de vues complet sur la question.

J'ai dit et répété hier, ce que nous pensons des propositions d'Ottawa. Les propositions d'Ottawa pour modifier la Constitution ne sont pas définitives, elles ne ferment pas la porte à toute discussion. De toute façon, elles ne sont pas acceptables sous leur forme actuelle. J'ai même ajouté que, dans mon opinion, les projets d'amendement à la Constitution ont été rédigés plutôt par un employé de bureau que par un ministre

d'Ottawa. Ces employés, des "centralisateurs", veulent étouffer les provinces pour améliorer leur propre situation en donnant de plus grands pouvoirs au gouvernement central.

Il nous est donc impossible d'accepter un amendement tel qu'il nous est proposé parce qu'il donne à Ottawa le pouvoir absolu en ce qui concerne les pensions de vieillesse, d'une façon générale. Agir autrement serait contraire à notre politique et à l'opinion de la province de Québec. Mais je répète, afin de donner justice à qui de droit, que je ne crois pas ce projet d'amendement définitif.

Il n'a pas, dit-il, demandé l'avis des députés non pas parce qu'il a peur de ses responsabilités. On me connaît, ajoute-t-il, et l'on sait que je n'ai jamais d'objection à assumer mes responsabilités. J'insiste donc pour que les députés fassent connaître leur opinion sans restriction.

Qu'on remarque bien qu'il ne s'agit pas pour nous d'accomplir un acte administratif ordinaire. Nous devons, au contraire, poser un geste dont les répercussions seront heureuses ou malheureuses pour les générations futures selon la décision qui sera prise. C'est pour cela qu'il faut discuter froidement la question sans aucune considération politique. Il ne suffira pas de faire un amendement mais de donner des pouvoirs à exercer, car cela ne rapporterait pas de pensions aux vieillards.

Ce matin, le ministre fédéral de la justice, M. Garson, m'a appelé d'Ottawa. Mais comme j'étais au comité, le ministre de la Justice a parlé au solliciteur général et j'invite mon collègue, le député de Montmagny (l'honorable M. Rivard) à communiquer à la Chambre les informations qu'il a reçues.

**L'honorable M. Rivard (Montmagny):** J'ai eu une conversation téléphonique avec l'honorable Stuart Garson, ministre de la Justice. Ce dernier m'a fait part des réactions des neuf autres provinces au sujet des propositions faites par Ottawa en vue de modifier la Constitution. J'estime que ces informations peuvent être de nature à fournir des éclaircissements additionnels, si possible, sur la position de la province de Québec.

Mais auparavant, je veux d'abord relever les déclarations de ceux qui ont parlé hier de mandat en blanc que réclamerait le gouvernement. Je veux tout de suite calmer certaines inquiétudes, en m'inspirant des souvenirs qui me sont restés des séances où j'ai eu l'honneur d'accompagner le premier ministre, lors de certaines conférences fédérales-provinciales, dont celle des procureurs généraux. Si jamais j'ai entendu

une expression claire, franche, libre et courageuse de l'opinion de toute la province de Québec, c'est assurément lorsque j'ai écouté le chef actuel du gouvernement expliquer aux premiers ministres de tout le pays, de façon courtoise et énergétique, la position du Québec et nos revendications en matière constitutionnelle.

Aux dernières élections, la province de Québec a donné au gouvernement actuel un mandat en blanc sur la question constitutionnelle parce qu'elle connaissait le premier ministre. Et c'est simplement pour faire écho à ce mandat reçu du peuple qu'il vient demander à l'Assemblée législative le pouvoir de continuer de défendre, au cours de ces réunions, la position courageuse et encourageante qu'il a maintenue, et dont j'ai été si fier.

(Applaudissements)

Voici les réactions des diverses autres provinces devant les propositions fédérales, selon le ministre fédéral de la Justice.

Terre-Neuve approuve les propositions, mais n'admet pas qu'Ottawa seul ait le droit de légiférer en matière de pensions de vieillesse. Elle favorise une juridiction concurrente.

La Nouvelle-Écosse approuve le principe du projet, mais s'objecte à ce qu'Ottawa ait seul le droit de légiférer en matière de pensions de vieillesse; elle s'objecte également au texte du projet de modification de la Constitution.

Le Nouveau-Brunswick adopte la même attitude que la Nouvelle-Écosse.

Même attitude de la part de l'Ontario! Cette province insiste sur la nécessité d'une concurrence des droits d'Ottawa et des provinces.

Seul le Manitoba veut abandonner entièrement la question et se prononce catégoriquement en faveur de la juridiction fédérale exclusive sur les pensions.

L'Alberta favorise des amendements à la Constitution, mais exige la concurrence de la juridiction et s'objecte à la rédaction actuelle des amendements proposés.

La Saskatchewan, en termes plutôt vagues, adopte une attitude qui se rapproche de celle du Manitoba.

Bref, l'Alberta et la Saskatchewan ont montré des réactions semblables à celle de la Nouvelle-Écosse.

La réponse de la Colombie-Britannique n'était pas encore parvenue à Ottawa ce matin, mais le premier ministre de cette province, M. Johnson, s'objecterait aussi à la juridiction fédérale exclusive. En effet, il a récemment émis une opinion qui se rapproche de celle de l'Ontario.

Il semblerait donc qu'une seule province, le Manitoba, se prononce catégoriquement en faveur d'une juridiction exclusive d'Ottawa sur les pensions.

Une telle unanimité, parmi les provinces anglaises de droit commun, représente un chemin considérable, de fait, pour la reconnaissance de la juridiction exclusive des provinces en matière de pensions de vieillesse. Et si les provinces obtiennent un jour le droit de légiférer seules en matière de pensions de vieillesse, nous le devrons, pour une grande part, à celui qui a si bien défendu nos positions comme peuple et comme province devant le reste du pays, le premier ministre du Québec.

(Applaudissements à droite)

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les informations du solliciteur général sont au point.

La Chambre n'a pas en main le texte de la proposition définitive d'Ottawa. Si j'ai bien compris, d'après les renseignements fragmentaires que nous avons obtenus sur la conférence d'Ottawa, jamais personne ne sera en faveur de donner au gouvernement fédéral l'exclusivité en ce qui concerne les pensions en ne modifiant pas le texte proposé.

Vu la tournure qu'a pris le débat, j'ai une question à poser au premier ministre. Je voudrais savoir si ledit projet de modification de la Constitution accordant à Ottawa l'exclusivité de légiférer en fait de pensions de vieillesse aura pour effet de donner aux provinces le pouvoir de lever un impôt pour la sécurité sociale?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si je donne un droit, il faut que je donne aussi le pouvoir de l'exercer. Si je permets à quelqu'un le droit de puiser de l'eau d'une source sur ma terre, je n'ai pas besoin de lui donner le pouvoir de se rendre jusqu'à l'eau. Un droit comporte essentiellement le pouvoir d'exercer ce droit.

C'est ainsi que les provinces ont des droits exclusifs sur l'éducation, le droit civil, la propriété, etc. Quand nous disons que la province a des droits exclusifs de légiférer en matière d'éducation, nous disons également que nous devons avoir les moyens de nous prévaloir de ces droits. Nous avons revendiqué ce principe avec plus ou moins d'échos sympathiques. Cependant, j'ai été heureux d'entendre les autorités fédérales exprimer le même principe en voulant prendre à leur charge les pensions de vieillesse.

Les provinces ne peuvent prendre leurs revenus actuels pour assumer des obligations nouvelles. Pas de doute qu'Ottawa a certains droits de taxation directe. Nous croyons avoir la priorité,

mais des gens de bonne foi disent que non. C'est pour cela qu'à Ottawa, les ministres disent: Si nous nous chargeons des pensions, nous devons avoir les moyens nécessaires pour assumer ces obligations. Si nous payons les pensions à partir de 70 ans, il faudra que nous ayons le droit de constituer une taxe spéciale pour faire face au paiement.

Mais l'établissement d'un système de pension par Ottawa comporterait aussi nécessairement l'imposition d'une taxe spéciale. Mais Ottawa ne peut actuellement imposer cette taxe parce que le droit de légiférer en matière de pensions de vieillesse appartient aux provinces. Or, les modifications de la Constitution, que propose actuellement Ottawa, enlèveraient ce droit aux provinces. C'est pour en arriver à la "taxe de sécurité" que le gouvernement fédéral veut obtenir les pensions à partir de 70 ans en montant. Il ne peut y avoir de pouvoir fiscal sans pouvoir législatif.

J'aime à croire que la proposition d'Ottawa n'est pas définitive. On sait d'avance qu'il nous serait impossible de l'accepter.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ottawa ne peut utiliser le prétexte de sa juridiction exclusive en matière de pensions versées aux personnes de 70 ans, juridiction obtenue au moyen d'un amendement à la Constitution, pour s'approprier le domaine des pensions versées aux gens de 65 à 70 ans, où la juridiction devrait être concurrente. Je ne puis croire que le gouvernement fédéral veuille s'arroger un droit exclusif dans ce domaine.

Je ne suis pas favorable à un amendement qui donnerait tous les pouvoirs concernant les pensions au fédéral.

**M. Chaloult (Québec):** Le premier ministre nous a invités à faire des suggestions au sujet du projet de loi. Nous pouvons lui répondre que nous ne sommes guère en état de faire des suggestions. Nous ne possédons pas les renseignements qu'il a. C'est plutôt lui qui devrait nous dire quelles sont les modifications qui lui paraissent opportunes d'apporter aux propositions du fédéral.

J'ai lu récemment la suggestion faite par M. Frost, premier ministre de l'Ontario. Il suggère une juridiction concurrente, dans le domaine des pensions, en laissant la préséance aux provinces. À première vue, c'est une suggestion très convenable. J'aimerais savoir ce qu'en pense le premier ministre. A-t-il lui-même fait des suggestions à Ottawa? Doit-il en faire? Quelle est l'attitude générale du gouvernement à ce sujet?

L'éloquent solliciteur général - et je le félicite de la façon dont il a affirmé nos droits dans une récente conférence à la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal - nous a dit que la province a un mandat général. Oui. C'est sur la question de l'autonomie que l'Union nationale a été élue en 1948. C'est cette question qui a permis au gouvernement d'être réélu par une si grande majorité.

Le gouvernement est élu par les députés et les députés par le peuple. Leur devoir est de surveiller la législation au meilleur de leur connaissance. Ils ont le devoir de scruter les actes législatifs du gouvernement, d'étudier les subsides. Chacun doit avoir conscience de ses responsabilités, approuver ou désapprouver le gouvernement.

Mais ce n'est précisément pas cela qu'on nous demande aujourd'hui. On nous demande de donner un blanc-seing au gouvernement pour modifier la Constitution, l'acte le plus grave qu'un gouvernement puisse poser. Le premier ministre nous dira qu'il veut la permission de modifier la Constitution seulement pour les pensions. Ce n'est pas si sûr que cela. Il est question de l'article 92, toute la partie de la Constitution qui définit les attributions fiscales du gouvernement fédéral et des provinces. Toute la question fiscale est là. La question des pensions fait intervenir les droits civils et on risque d'ouvrir trop grand la porte.

Je répète que j'ai confiance que le gouvernement va bien faire les choses, qu'il va défendre avec ténacité les droits de la province, mais j'estime que je n'ai pas le droit, comme député indépendant, d'abandonner mes prérogatives et de donner au gouvernement un blanc-seing; et même si j'avais été élu comme député ministériel, je tiendrais la même attitude.

On me dira qu'on ne peut fixer un texte d'avance, qu'on ne peut se lier avant de se rendre à la conférence. Ce n'est pas ce que nous demandons. Nous voulons avoir une idée générale de ce qui se fera. Qu'on ajoute un article à l'effet que toute modification devra être soumise à l'approbation de la Législature. J'agisais contre mon mandat si je votais en faveur du projet de loi tel que rédigé.

Je suis persuadé que le premier ministre approuve mon attitude. Je comprends qu'il ne peut revenir devant la Chambre pour la modification de chaque mot que l'on fera à Ottawa. Qu'il nous donne au moins la substance de l'entente ou qu'il spécifie dans la loi que le projet sera soumis à l'Assemblée législative.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous voulons avoir une idée générale de ce qui se

fera. Je ne respecterais pas mon mandat, si je votais pour le projet de loi tel que rédigé actuellement.

Le but du présent débat est de connaître l'opinion des députés. Mais j'insiste sur le fait qu'il ne faut pas nous mettre une camisole de force et nous lier les mains derrière le dos en nous envoyant représenter le Québec à Ottawa. Et l'on me permettra d'ajouter que ceux qui sont au courant de la situation, qui ont pris part aux discussions à huis clos, savent plus que les autres la route qu'il convient de suivre, et ce qu'il nous faut demander aux députés.

D'ailleurs, en 1948, comme on l'a dit, nous avons reçu un mandat clair et précis; et c'est ce mandat que nous nous efforçons de remplir. C'est un mandat incontestable. Ce mandat était pour la défense de l'autonomie. Quand toute une province a exprimé son opinion, pourquoi vouloir substituer son opinion personnelle?

Quand on confie un mandat à quelqu'un, on ne peut lui lier les bras. En fait, le gouvernement n'a aucunement besoin de faire adopter une loi pour conclure une entente avec Ottawa. Le bill a été présenté simplement par respect pour les prérogatives des députés et parce que le gouvernement veut susciter une discussion ouverte et franche à ce sujet.

Un fait sur lequel tout le monde est d'accord est celui de la nécessité de faire au Canada une Constitution qui convienne aux Canadiens et que ceux-ci rédigeront eux-mêmes; là-dessus, provinces et pouvoir central sont d'accord.

Pour ce qui est de la province, le représentant de Québec (M. Chaloult) sait très bien que nous avons toujours eu une attitude positive. Il a en main le mémoire que nous avons envoyé à Ottawa au mois d'août dernier et où nous avons exposé clairement, et de façon positive, la position de la province de Québec. À ce sujet, nous avons toujours eu une attitude positive.

**M. Chaloult (Québec):** Ce rapport n'est pas assez répandu.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous en avons pourtant distribué de nombreuses copies et les journaux en ont parlé en détail. La position prise par la province de Québec est claire. Je demande aux députés de donner leur opinion et l'on me reproche de ne pas donner la mienne.

**M. Chaloult (Québec):** Mais où est-il ce mémoire? Le texte intégral n'a pas été publié. Il est impossible d'en avoir des copies.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec (M. Chaloult) ne l'a pas lu? Je vais lui en communiquer sans délai une copie.

Mais la question la plus importante est celle de la répartition des pouvoirs de taxation. Il faut, une bonne fois pour toutes, donner aux provinces les ressources financières indispensables à l'exercice de leurs droits constitutionnels et les moyens matériels d'assumer toutes leurs responsabilités. Je ne dis pas que la Constitution est confuse à cet égard; mais il y a indiscutablement de la confusion pour certains, là où il y a de la clarté pour d'autres.

C'est pourquoi il est urgent de délimiter clairement une fois pour toutes, comme je le réclame depuis longtemps, les champs fiscaux des autorités fédérales et des autorités provinciales. C'est le commencement. Quand nous aurons les revenus nécessaires, nous ferons ce qu'il faut, tous nos droits seront exercés, et il n'y a pas un problème qui ne sera pas réglé, pas une obligation qui ne sera pas remplie.

Mais à l'heure, Ottawa perçoit au-delà de 77 % de tous les impôts payés par les Canadiens; il reste moins de 23 % aux provinces, aux municipalités et aux commissions des écoles. Est-ce juste? Je ne blâme personne, mais je note les faits.

Qu'on n'oublie pas qu'en 1939, Ottawa ne percevait que 51 % des impôts du pays, et les provinces, les corporations municipales et scolaires, 49 %. C'est-à-dire qu'Ottawa, en six ans, a pris 25 % de plus des revenus et qu'il continue de vouloir tout accaparer. C'est de là que provient tout le mal.

On peut se demander où nous allons avec un tel régime. Ce n'est peut-être pas la question fondamentale si l'on se limite aux principes, mais nous vivons sur la terre, et les provinces ont besoin d'argent pour vivre et pour assumer leurs obligations. Pas d'autonomie sans ressources financières! C'est un principe fondamental.

Il rappelle qu'il pose le problème de la même façon depuis longtemps. En 1946, par exemple, il déclarait dans une entrevue qu'il fallait délimiter les pouvoirs de taxation du fédéral et des provinces, clarifier les termes et agir avec modération.

Tout le mal vient de ce que les sources de taxation ne sont pas bien délimitées. Voilà le nœud du problème. Si chacun était à sa place, il serait facile, me semble-t-il, de s'entendre sur une formule pour partager nos sources de revenus.

Mais il y a eu, de la part d'Ottawa, des empiètements successifs sur les droits des provinces qui compliquent la situation. Que l'on ne me prête pas l'intention de critiquer qui que soit. Ce que l'on

appelle les empiétements du pouvoir central n'est pas l'apanage d'un seul parti. Tous les partis au pouvoir à Ottawa en ont fait autant. Il y a des centralisateurs dans tous les partis et dans toutes les provinces.

Ainsi, le Manitoba reçoit environ 77 % de ses revenus d'Ottawa. Il est en faveur de la centralisation, on le comprend. Par philosophie politique, la C.C.F. est en faveur de la centralisation qui est la condition *sine qua non* du socialisme.

À Ottawa, les centralisateurs se recrutent chez les fonctionnaires. Ainsi, dans l'administration fédérale, il y a un grand nombre d'employés qui tiennent à leurs postes et à leurs salaires plus qu'aux provinces. Ils sont centralisateurs dans l'espoir d'acquiescer du prestige. Ils veulent étouffer les provinces pour améliorer leur position en renforçant le pouvoir central. Ils sont des bureaucrates et la bureaucratie est l'un des grands adversaires de la démocratie.

Si le problème de la délimitation des champs de taxation était réglé, les autres problèmes intergouvernementaux le seraient par le fait même.

**M. Chaloult (Québec):** Le premier ministre pose le problème dans toute son ampleur. Il dit que le grand malheur réside dans les empiétements d'Ottawa qui en est rendu à accaparer plus 77 % des revenus. Mais comment remédier à cela? Des conférences ont été tenues à Ottawa. Y a-t-il eu progrès? Nous voulons savoir où nous en sommes. Quelles sont les propositions faites par Québec? Y a-t-il possibilité de récupérer les sources de revenus dont Ottawa s'est emparé?

Je doute fort qu'Ottawa, en dépit de toutes ses amabilités, soit prêt à céder quoi que ce soit. Je crois plutôt qu'il va continuer à grignoter les droits et les pouvoirs des provinces. Le premier ministre et son gouvernement ont été élus pour défendre les droits du Québec. Dans l'ensemble, le peuple est satisfait. Mais quelle manière précise le gouvernement de Québec a-t-il l'intention d'adopter pour reprendre l'exercice de ses pouvoirs dans le domaine des revenus accaparés par le fédéral, et quel est le plan de bataille que le gouvernement a dressé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La situation présente est particulièrement importante. Il se joue actuellement à Ottawa, lors des conférences, une rude partie d'échecs. Aucun joueur ne dévoile son jeu d'avance. Mon honorable ami du comté de Québec, qui est un homme cultivé, se rendra compte que ce qu'il veut savoir est précisément ce que les gens d'Ottawa, "les centralisateurs", voudraient bien savoir.

Je crois qu'on admettra sans difficulté que, dans les négociations qui ont été engagées, il y a eu progrès et qu'on a manifesté beaucoup de compréhension. Il est certain qu'une Constitution canadienne doit respecter le principe fédératif. La base d'une entente serait une Constitution canadienne basée sur le régime fédératif, chaque gouvernement ayant tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de ses prérogatives.

Récemment, le ministre de la Justice, l'honorable M. Garson, qui est un homme courtois, intelligent et un fédéraliste convaincu, a fait un discours dans lequel il a déclaré que les provinces qui ont refusé les propositions du fédéral en 1945 et en 1946 ont fait une bétise et que pareille opportunité ne se représenterait pas. On a dû lui mettre de telles paroles dans la bouche. Car si cela était vrai, les propositions auraient été de nature à ruiner Ottawa et les provinces qui les auraient acceptées auraient été prêtes à ruiner Ottawa. De son côté, M. Martin, ministre de la Santé, aurait dit que le fédéral n'était pas prêt à donner l'assurance-santé parce qu'il n'y avait pas encore assez d'hôpitaux.

Il ajoute que les conférences intergouvernementales ont été tenues dans une atmosphère excellente et cordiale. Mais je ne puis reprocher aux gens d'Ottawa, dit-il, de tenter de retirer le plus possible.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** invite le premier ministre à clarifier de nouveau ses intentions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** rappelle les fermes paroles qu'il a prononcées à Ottawa, pendant la conférence, alors que, dans un petit groupe, des politiciens avaient reproché à la province de Québec de ne pas marcher avec les autres et de faire entendre une note discordante.

J'ai répondu, dit-il, que le Québec est la première province du Canada peuplée par les pionniers du Canada; qu'elle avait largement contribué au progrès de la nation; qu'elle avait l'avantage de posséder les deux cultures; qu'elle était un actif considérable à tout le pays; qu'elle était heureuse de faire partie de la Confédération. Mais j'ai alors ajouté que si on croyait que nous étions un obstacle au progrès, nous étions prêts à nous retirer de cette même Confédération.

**M. Chaloult (Québec):** Ça c'est constructif.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** Le Québec est heureux d'être un partenaire dans la

Confédération. La province de Québec, dit-il, bénéficie d'une situation particulière parce qu'elle est capable de se suffire à elle-même.

Nous avons, à l'heure actuelle, le spectacle réconfortant d'une prospérité inégalée; ce n'est pas le temps pour elle de perdre conscience de ses droits, de sa force et de ses possibilités futures.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** La motion Francoeur de 1917 quoi<sup>3</sup>!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les propositions d'Ottawa, comme on le sait, consistent à payer à toute personne de 70 ans et plus une pension de \$40 par mois, sans enquête sur ses moyens de subsistance, pension entièrement payée par le fédéral; puis une pension de \$40 par mois à toute personne de 65 ans à 70 ans, qui n'a pas de moyens de subsistance, pension payable moitié par le fédéral et moitié par les provinces.

Comme il s'agit d'un domaine (les pensions aux vieillards) qui relève de la juridiction provinciale, Ottawa demande donc aux provinces un amendement à la Constitution pour pouvoir légiférer dans ce domaine. Au sujet de cette pension de \$40 par mois, toute l'Assemblée législative est d'accord.

Mais quand il s'agit de trouver des sources nouvelles pour payer ces pensions et qu'Ottawa demande une sorte de mandat en blanc pour imposer des taxes afin de payer lesdites pensions, le gouvernement de la province s'élève justement contre cette espèce de mandat en blanc demandé par les autorités fédérales dans les propositions actuellement présentées.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Mais comme l'a dit si bien le premier ministre, je ne crois pas définitives les propositions fédérales.

D'après le dernier recensement fédéral, celui de 1941, environ 114,000 personnes de 65 à 69 ans auraient droit à la pension, avec la contribution du provincial.

Le gouvernement de Québec n'a pas besoin d'une nouvelle taxe de 3 % sur les ventes parce que le montant des pensions serait à peu près le même que celui que la province paie actuellement. D'après mes calculs, le plan proposé par Ottawa ne coûtera pas plus cher que le plan actuel.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il y a une erreur certaine dans les chiffres. Le député de Montréal-Verdun (M. Ross) se trompe grandement. Il y a augmentation des vieillards depuis

1941 et cette augmentation ne s'explique pas par la natalité, mais par la mutation de la population.

En estimant à 50,000 le nombre de ceux qui ont 65 à 70 ans et qui auraient droit à une pension, la part de la province serait d'environ \$3,000,000 plus élevé. Mais si l'on estime le nombre à 70,000, comme je le crois, moi, le nouveau plan coûterait \$8,500,000 de plus à la province et le fédéral paierait la moitié moins.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** pose plusieurs questions au gouvernement sur le projet d'amendement constitutionnel soumis par Ottawa qui permet aux provinces d'imposer une taxe de vente indirecte de 3 %.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans sa forme, son objet et son étendue, le projet de taxe de 3 % ne correspond pas à la situation. Je ne dis pas que la porte est fermée. Je répète qu'il n'est pas raisonnable de penser que, quand il s'agit des droits des provinces, on ne leur donne que 3 % alors qu'Ottawa réclame toujours 100 %. Je n'admettrai jamais cela.

La taxe projetée de 3 % est une taxe sur le détail. Elle est entremêlée de restrictions et de discriminations. Je me demande si elle est d'application facile. Le meilleur moyen de perception, c'est encore à la source. C'est d'ailleurs le moyen que prend Ottawa. Plusieurs l'ignorent, mais Ottawa a une taxe de vente de 8 % prise à la source. On critique notre taxe de vente de 2 %, mais on ne parle pas de la taxe fédérale de 8 %, qu'on paie sans s'en rendre compte.

Pour faire face à des obligations nouvelles, il faut des sources de revenus plus claires et plus susceptibles de donner du rendement.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je crois, dit-il, que le projet de loi soumis à l'Assemblée législative doit être rendu plus précis, et faire connaître l'objet de l'entente à conclure.

Il exprime un doute sur l'affirmation du député de Montmagny (l'honorable M. Rivard) au sujet du mandat en blanc de la province au premier ministre en 1948. Autrement, dit-il, les députés ne seraient pas nécessaires.

Je persiste à croire que la loi est trop vague sur les amendements constitutionnels que le gouvernement de Québec pourrait accepter. Il n'y est pas fait mention que le fédéral paiera 100 % des pensions de vieillesse à 70 ans et 50 % des pensions à 65 ans. La loi autorise n'importe quel amendement à la Constitution en matière de pension. C'est encore trop vague. Je crois que nous nous entendons sur le

point qu'il ne peut être question de donner juridiction exclusive au fédéral en matière de pensions de vieillesse.

Il est d'opinion que d'après le plan projeté, les provinces ne paieront pas plus cher. Il déclare qu'il serait préférable que la substance de l'entente soit contenue dans la loi. Je ne demande pas des termes précis, dit-il, mais au moins la substance.

Il ajoute qu'il est en faveur de la pension à 65 ans. Il déclare qu'Ottawa doit payer entièrement les pensions aux personnes de 70 ans.

Il déclare qu'il a l'intention d'adopter la résolution et la deuxième lecture du bill, parce qu'il est en faveur d'un régime amélioré des pensions.

La résolution est adoptée.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 pour améliorer les pensions des vieillards et des aveugles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.

### Subsides:

#### Budget supplémentaire 1950-1951 (2)

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

### En comité:

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-seize mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles d'enseignement spécialisé et écoles professionnelles (Bien-être et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Octrois et subventions (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de protection de la jeunesse - dépenses en immobilisations - (Bien-être social et Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office provincial de publicité (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service des achats (Conseil exécutif)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil intérieur (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de

voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie, gages compris (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Biologie marine (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas cent sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction d'entrepôts, séchoirs et neigères - dépenses en immobilisations (Pêcheries)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté

provinciale - dépenses diverses (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (juges de la Cour des sessions de la paix) (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicaments et vêtements (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-cinq mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Maladies vénériennes (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Fonds de l'assistance publique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage et frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Musées et archives - bibliothèque Saint-Sulpice, inventaire des œuvres d'art, service de biogéographie et Commission des monuments historiques ou artistiques (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection des forêts (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles des gardes forestiers à Duchesnay (Terres et Forêts)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil extérieur (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparation, aménagement et loyers d'édifices publics, palais de justice et prisons (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de ponts permanents - dépenses en immobilisations (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1951.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Voies et moyens:**

##### **Budget supplémentaire 1950-1951 (2)**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1951, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme additionnelle ne dépassant pas \$8,225,000.

Adopté.

#### **Rapport du comité des voies et moyens:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité est lue et agréée.

#### **Projets de loi:**

##### **Loi des subsides No 2, 1950-1951**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1951-1952**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-six mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Conseil législatif (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante

mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses - Assemblée législative (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Ministère de la Chasse et des Pêcheries, rapport 1949-1950**

**L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Chasse et des Pêcheries, concernant les activités de la chasse et de la pêche, pour l'année finissant le 31 mars 1950. (Document de la session no°18)

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

**NOTES**

1. Le Journal *La Presse* du 9 février 1951, à la page 21, parle de six personnes.
2. La séance est suspendue pendant quelques minutes pour permettre à un artiste de la caméra de photographier les députés.
3. Voici le texte intégral de la motion présentée le 21 décembre 1917 par Joseph-Napoléon Francoeur: "Que cette Chambre est d'avis que la province de Québec serait disposée à rompre le pacte fédératif de 1867 si, dans les autres provinces, on croit qu'elle est un obstacle à l'union, au progrès et au développement du Canada". Voir René Gastonguay, *Un bluff politique, 1917: La motion Francoeur*, *Cap-aux-Diamants*, no<sup>o</sup>53, printemps 1998, p. 22-24.

Séance du mardi 13 février 1951

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 140 portant ratification du Règlement numéro 217 et du contrat de la municipalité du village de Montebello, et d'une résolution de la commission scolaire de Montebello;

- bill 179 modifiant la charte de la Compagnie de Jésus.

### Motions des députés:

#### Incendie de la chapelle historique du frère André

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En fin de semaine, il s'est produit un triste événement, qui a suscité de toutes parts, et à bon droit, des regrets universels et provoqué, de façon générale, de vives sympathies. Il y a un peu plus d'un demi-siècle, soit en 1898, j'entrais au collège Notre-Dame de la Côte-des-Neiges, où j'ai passé quatre années dans la compagnie du frère André, qui voulait bien m'honorer de son amitié. Je suis donc bien placé pour apprécier le miracle de l'Oratoire Saint-Joseph. La montagne servait alors de cour de récréation. Personne ne soupçonnait le développement prodigieux que devait prendre la petite chapelle du frère André, dont les débuts furent très modestes, avec la construction de l'Oratoire, qui attire chaque année des centaines de milliers de visiteurs.

L'incendie a causé des dommages matériels considérables à la petite chapelle qui était un monument historique d'une valeur inappréciable. Heureusement on a pu sauver les reliques du frère André. Les desseins de la Providence sont insondables, et le Bon Dieu éprouve ceux qu'il aime. Nous offrons à

l'Assemblée législative, aux révérends pères de la Congrégation de Sainte-Croix et à la population montréalaise le gage de notre plus sincère sympathie.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je veux espérer que dans cette épreuve, les dommages causés ne seront pas aussi grands qu'on l'a dit de prime abord. Je me joins au premier ministre pour exprimer les regrets les plus vifs de l'opposition et le témoignage de notre sympathie profonde à la Congrégation de Sainte-Croix.

### Questions de privilège:

#### Déportation du comte de Bernonville<sup>1</sup>

**M. Chaloult (Québec)** soulève une question de privilège pour protester contre le traitement accordé par le Canada au comte de Bernonville, dont le fédéral vient de décréter la déportation. Le ministre de l'Immigration, l'honorable M. Harris, décrète la déportation du comte Jacques Dugé de Bernonville, dit-il. Membre du Comité pour la défense des réfugiés français, je connais bien cet homme: il est un brave, un fier chrétien, un adversaire résolu du communisme. C'est pourquoi on l'a traqué pendant des années.

À l'encontre d'une tradition sacrée et au mépris de l'opinion québécoise, Ottawa refuse le droit d'asile reconnu par l'Angleterre aux proscrits français, et par les États-Unis à MacKenzie et à Papineau. En même temps, la bureaucratie assimilatrice organise une immigration massive et suspecte dans le but manifeste de noyer la population canadienne-française. On invite même au Canada des Allemands, pourtant "ennemis de Sa Majesté..."

Qu'on ne se moque pas de nous avec la promesse d'un second procès. Nous refusons de croire à la justice d'un régime qui garde dans ses prisons une partie de l'élite française, un régime qui s'acharne contre un vieillard de 95 ans, le héros de Verdun, l'illustre maréchal Pétain, dont l'interminable agonie émeut l'univers.

Singulière et troublante coïncidence! La décision du gouvernement nous est communiquée quelques jours seulement après le passage dans la capitale du premier ministre de France, M. René Pleven. Aurait-il profité de son séjour parmi nous pour réclamer la tête de son compatriote, après les vains efforts du sinistre ambassadeur, Francisque Gay? Est-ce de cette manière que le gouvernement français entend

conserver la sympathie des 4,000,000 de Canadiens d'origine française?

On annonce la visite prochaine du président de la France, M. Vincent Auriol. Profiterait-il lui aussi de son passage pour exiger d'autres têtes? Dans ce cas, qu'il n'attende pas de Québec une réception enthousiaste... Nous aimons, nous chérissons la France, la vraie. Quant à l'autre, je veux dire la France officielle, nous ne pouvons que déplorer ses sympathies communisantes et son acharnement contre la justice et la liberté<sup>2</sup>.

### Projets de loi:

#### Ratification de règlement, contrat et résolution pour Montebello

**M. Cottingham (Argenteuil)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 portant ratification du Règlement numéro 217 et du contrat de la municipalité du village de Montebello, et d'une résolution de la commission scolaire de Montebello.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

**M. Cottingham (Argenteuil)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Charte de la Compagnie de Jésus

**M. Johnson (Bagot)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 modifiant la charte de la Compagnie de Jésus.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Rapports des comités permanents:

**M. Blanchard (Terrebonne):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la corporation du village de Sainte-Anne-de-Beaupré, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer et prélever une taxe de vente municipale;
- de la ville de Beauport, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte;
- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Sillery, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de l'Ascension de Notre-Seigneur et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Garnier, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant certaines résolutions relatives à l'évaluation de la propriété imposable de Aluminum Company (Canada) Ltd.;
- de Isidore Jean et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant la municipalité du village de Chute-aux-Outardes et la municipalité de Ragueneau pour fins municipales seulement;
- du Bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 21 George V, chapitre 63;
- de Dominique Bolduc et autres, demandant l'adoption d'une loi créant pour les horlogers-joailliers de la province de Québec, une corporation;
- de la corporation municipale de la ville de Mont-Joli, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Belœil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Arthémise Boisvert *et al.*, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph Drapeau;
- de Francis Joseph Starzynski, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Francis Joseph Starr;
- de M. Frederick Reichman, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à l'exercice de la chirurgie dentaire.

**Projets de loi:****Résolutions  
pour Garnier**

**M. Auger (Lac-Saint-Jean)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 185 validant certaines résolutions et certains contrats passés par la corporation de l'Ascension-de-Notre-Seigneur et par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Garnier, dans le comté du Lac-Saint-Jean.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Mont-Joli**

**M. Cossette (Matapédia)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 180 modifiant la charte de la ville de Mont-Joli.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Chute-aux-Outardes  
et Ragueneau**

**M. Ouellet (Saguenay)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 érigeant la municipalité du village de Chute-aux-Outardes et la municipalité de Ragueneau pour fins municipales seulement.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Horlogers-joailliers**

**M. Bellemare (Champlain)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 182 du Collège des horlogers-joailliers de la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Sillery**

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 154 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Éducation d'enfants  
de religions diverses**

**M. Rennie (Huntingdon)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 modifiant la loi 21 George V, chapitre 63, concernant l'éducation de certains enfants.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Frederick Reichman**

**M. Johnson (Bagot)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 187 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Frederick Reichman à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Francis Joseph Starzynski**

**M. Johnson (Bagot)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 188 changeant le nom de Francis Joseph Starzynski en celui de Francis Joseph Starr.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Succession de Joseph Drapeau**

**M. Prévost (Montmorency)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 189 concernant la succession de Joseph Drapeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Sainte-Anne-de-Beaupré**

**M. Prévost (Montmorency)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 184 concernant la corporation du village de Sainte-Anne-de-Beaupré et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Anne-de-Beaupré.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Beauport**

**M. Prévost (Montmorency)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 177 refondant la charte de la ville de Beauport.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Victoriaville**

**M. Labbé (Arthabaska)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Charte de Belœil**

**M. Dupré (Verchères)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 190 modifiant la charte de la ville de Belœil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Industrie de boulangerie et de pâtisserie**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Gérin), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de MM. Josephat Monette et d'autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le commerce ou l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie dans la province de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

### **Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de MM. Josephat Monette et d'autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le commerce ou l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie dans la province de Québec.

### **Projets de loi:**

#### **Énergie électrique dans Mégantic**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 40 concernant la municipalisation de l'énergie électrique par la ville de Mégantic.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### **En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à louer, en entier ou en partie, à la corporation de la ville de Mégantic, aux conditions

qu'il juge opportun de fixer, sous réserve toutefois des stipulations ci-après:

a) Les forces hydrauliques de la rivière Chaudière situées vis-à-vis les lots 32 à 39, inclusivement, dans le rang XI, Nord-Est, canton de Whitton et vis-à-vis les lots 27 à 34, inclusivement, du rang I du canton de Spaulding;

b) Le droit d'ériger des barrages et autres ouvrages pour l'exploitation de ces forces hydrauliques dans le domaine de la couronne;

c) Le terrain nécessaire dans le lit et sur la terre ferme le long de ladite rivière et de ses tributaires, pour l'érection de ces travaux et l'aménagement et l'exploitation de ces forces hydrauliques, ainsi que la réserve de trois chaînes contiguës à icelle et située de chaque côté de ladite rivière à cet endroit.

2. Que le terme du bail sera de cinquante-deux ans à compter du 1<sup>er</sup> mars 1951, comprenant la période d'organisation et de construction. Il pourra être renouvelé pour une autre période que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil mais qui ne devra pas excéder cinquante ans.

3. Que le loyer annuel pour l'aménagement de ces forces hydrauliques par la corporation de la ville de Mégantic sera de six cents dollars à compter de la signature du bail.

4. Que la corporation de la ville de Mégantic paiera, en outre, une redevance annuelle supplémentaire n'excédant pas un dollar par cheval-vapeur-an produit.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions et pour le temps qu'il déterminera, autoriser la corporation de la ville de Mégantic à utiliser la réserve de trois chaînes en profondeur des terres bordant la rivière Chaudière vis-à-vis les lots 32 à 39, inclusivement, dans le rang XI Nord-Est, canton de Whitton, et vis-à-vis les lots 27 à 34, inclusivement, dans le rang I, du canton de Spaulding.

6. Que la Commission des eaux courantes de Québec, dans le but de régulariser le débit de la rivière Chaudière et d'y augmenter le potentiel des forces hydrauliques actuellement utilisées, sera autorisée à construire un barrage-réservoir au lac des Araignées, dans le comté de Frontenac et que les dépenses encourues à cette fin seront payées à même le fonds consolidé du revenu et elles lui seront remboursées par les usagers de la rivière Chaudière qui profiteront de cette régularisation, aux époques, de la façon et dans la proportion que déterminera, en dernier ressort, le lieutenant-gouverneur en conseil.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le but de la loi est tout simplement de fournir à la ville de Mégantic, qui possède un système électrique municipalisé, l'autorisation d'augmenter le pouvoir dont elle dispose actuellement et qui est insuffisant, pour ses besoins présents et futurs.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** La ville de Mégantic réclame depuis longtemps un pareil développement. Elle a fait faire plusieurs expertises. Aujourd'hui elle ne peut compter que sur 1,000 chevaux-vapeur. Après le développement projeté, elle en aura 2,200. Et quand le barrage sera construit, elle en aura 5,000. Et quand le barrage sera construit, elle en aura 5,000 chevaux-vapeur<sup>3</sup>.

La Shawinigan a combattu le projet avec acharnement. La question a été soumise au peuple et le vote a été de 90 % en faveur du projet.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** veut connaître les opinions des ingénieurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ces opinions sont partagées. Dans les circonstances, c'est le peuple qui a décidé. Les événements diront quel est le groupe d'ingénieurs qui a raison.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** C'est le droit de Mégantic de décider pour ou contre le projet, mais je voudrais connaître les raisons qui ont motivé sa décision. Cela éclairerait le comité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Mégantic a un système municipalisé. Des ingénieurs sont d'opinion qu'en faisant les travaux projetés, Mégantic ne serait pas capable de vendre son électricité à un prix comparable à celui que peut fixer la Shawinigan. D'autres prétendent que les compagnies privées vendent l'électricité trop cher.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

Les contribuables ont-ils voté pour le projet dans son ensemble ou simplement pour le développement de l'usine, ou la construction du barrage?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Il y a quelques années, Mégantic a décidé de construire un barrage. On trouvait que la Shawinigan chargeait trop cher. J'ai suggéré d'attendre. C'est la Commission des eaux courantes qui construira le barrage. Ce barrage portera le pouvoir à 5,000 chevaux-vapeur. Dans quelques années, ce sera payant. À Sherbrooke, par exemple, nous avons un pouvoir de 35,000 chevaux-vapeur et nous en dépensons 65,000 chevaux-vapeur.

Il faut acheter la balance. S'il existait un pouvoir dans les environs, nous verrions à l'acquérir.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**

questionne le gouvernement pour connaître l'opinion des ingénieurs du ministère.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):**

M. A.-B. Normandin, conseiller technique, et M. Paré, ingénieur en chef du département des Ressources hydrauliques, ont approuvé le projet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les compagnies sont contre le projet. Le chef de l'opposition est avec les compagnies. Le peuple s'est prononcé pour le projet. Le gouvernement est avec le peuple.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

La remarque du premier ministre est injuste et désobligeante. Ses insinuations sont malveillantes. L'opposition discute en toute objectivité. Si le coût du développement est trop élevé, dit-il, ce ne sera pas payant pour la ville de Mégantic.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):**

Il y a 25 ans, on aurait pu produire un cheval-vapeur à Mégantic pour \$100. Mais aujourd'hui, il en coûtera probablement \$225, ou \$250. Mais, ça coûte encore plus cher que cela en Ontario. Avec le temps, cependant, les gens de Mégantic vont payer leur pouvoir et je suis convaincu qu'ils font une bonne affaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'ingénieur de Mégantic dit que c'est une bonne affaire. La Shawinigan dit qu'elle peut fournir l'électricité à meilleur marché que cela. Le gouvernement est pour le peuple et se rend à la demande de la population de Mégantic. Si nos amis font de l'obstruction, il faudra en conclure que l'opposition est avec les compagnies et le gouvernement avec le peuple.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

Le gouvernement a-t-il un rapport écrit de M. Paré?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):**

Non et il m'a fait un rapport verbal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pourquoi cette obstruction du chef de l'opposition?

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

Il n'est pas question d'obstruction. J'ai beaucoup de

difficultés à obtenir les informations du gouvernement et je doute de la valeur du projet au point de vue économique.

Il interroge le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) sur les coûts du projet.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Le barrage coûtera \$163,000 et le développement de l'usine aux environs de \$600,000.

**L'honorable M. Tardif (Frontenac):** La population se plaint depuis 30 ans du manque d'électricité. Le barrage aura pour effet de régulariser le débit des eaux de la Chaudière et de prévenir les inondations. Le barrage du lac des Araignées régularisera les eaux de la Chaudière et préviendra les inondations du printemps en Beauce. Quand on change un mal pour un bien, on fait certainement un bon marché.

Les résolutions sont adoptées.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 concernant la municipalisation de l'énergie électrique par la ville de Mégantic soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 40 sans l'amender.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Dépôt de documents:

##### Personnel de la Commission des accidents du travail

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 7 février 1951, pour la production d'une copie de la liste du personnel de la Commission des accidents du travail avec, en regard de chaque nom, le montant du salaire annuel et de l'allocation annuelle. (Document de la session no 19)

#### Questions et réponses:

##### Censure de publications

**M. Groulx (Montréal-Outremont):** Depuis la sanction de la loi concernant les publications et la morale publique (14 George VI, chapitre 12), jusqu'au 31 janvier 1951: 1. Combien de déclarations ont été déposées au secrétariat provincial par des éditeurs ou des agents de distribution?

2. Combien de publications, le procureur général a-t-il soumises, durant cette période à l'examen du Bureau de censure?

3. Combien d'ordonnances le Bureau de censure a-t-il émises durant la même période?

4. Combien d'ordonnances le Bureau de censure a-t-il révoquées durant la même période?

5. Combien de saisies de publications ont été effectuées, soit par des officiers de la Sûreté provinciale, des constables ou autres agents de la paix, durant cette même période?

6. Combien de plaintes ont été soumises, soit à des juges de la Cour des sessions ou des magistrats de district, subséquemment à telles saisies?

7. Combien d'ordonnances de confiscation et de destruction ont été émises par des juges de la Cour des sessions ou des magistrats de district?

##### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. 103 déclarations concernant 1,278 publications.

2. 36. 3. 33.

4. Aucune.

5. Comme la loi permet à tout officier de la Sûreté provinciale, constables ou autres agents de la paix de saisir avec ou sans mandat les publications immorales en question, il est impossible, à l'heure actuelle, d'avoir des statistiques précises à ce sujet.

6. Les plaintes ne sont pas nécessaires en vertu de la loi.

7. Comme la province est immense et que la loi s'applique à toute la province, il est impossible à l'heure actuelle de fournir des statistiques précises. La loi elle-même et le Bureau de censure, chargé de s'en occuper, ont mérité de nombreux éloges, entre autres de la part de Son Excellence Mgr l'archevêque de Montréal, de Mgr Albert Valois, P.A., V.G., directeur du Comité diocésain d'action catholique de Montréal, de Me J.-Victor Cartier, président de ce comité, de Mme Francine Willie Major, présidente du même comité, de "L'Action catholique de Montréal", de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, du révérend Alastair MacOdrum, ministre de Kydd Memorial Presbyterian Church, de Rosemont.

#### Projets de loi:

##### **Enregistrement d'obligations municipales et scolaires**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 concernant l'enregistrement des obligations des corporations municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie les articles 5 et 6 qui se lisent comme suit:

"5. Les dispositions des articles 17 à 22 de la loi des dettes et des emprunts municipaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 217) cessent de s'appliquer aux règlements d'emprunts adoptés par les corporations municipales et scolaires."

"6. Les articles 775, 776, 778 et 783 du Code municipal sont abrogés."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les clauses 5 et 6 du bill dispensent les corporations municipales et scolaires de la formalité de déposer

leurs règlements d'emprunts au bureau d'enregistrement qui, à mon avis, est devenue démodée et inutile.

Il s'objecte cependant aux autres clauses du projet de loi, qui obligent les mêmes corporations à tenir des registres pour l'enregistrement des obligations qu'elles émettent. Il estime que c'est leur imposer un fardeau trop onéreux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** promet de réfléchir aux remarques du chef de l'opposition.

Les articles 5 et 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** accède aux demandes du chef de l'opposition. À la suggestion du chef de l'opposition, dit-il, la Chambre a décidé d'amender le projet de telle sorte que les articles 5 et 6 entrent en vigueur le jour même de la sanction, tandis que les autres ne seront appliqués que sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 7 est amendé et se lit désormais comme suit:

"7. Sauf quant aux articles 5 et 6 de la présente loi qui entreront en vigueur le jour de sa sanction, les autres articles entreront en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 45 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Régie des loyers

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 22 concernant la Régie des loyers.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.  
Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que les traitements, salaires et autres dépenses encourues pour l'exécution de la loi qu'accompagne la présente résolution, seront payés à même le fonds consolidé du revenu.  
Adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 concernant la Régie des loyers soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure a pour objet d'établir une Régie des loyers. Il n'y a aucun doute que le droit de propriété, exercé honnêtement, convenablement et avec justice, est un élément d'ordre et une garantie de prospérité réelle et durable pour un peuple ou une nation. Il n'y a pas de doute non plus que le contrôle de soi est encore le meilleur contrôle. C'est quand le contrôle de soi fait défaut qu'il faut le remplacer par un certain contrôle de l'extérieur.

C'est justement ce qui arrive dans le domaine du logement. Nous avons à l'heure actuelle une situation très grave, dont nous ne sommes pas responsables - et je ne jette la pierre à personne -

mais dont il nous faut tenir compte. Nous faisons face à une crise de logement, il n'y a pas suffisamment de logements pour abriter tout le monde.

Il arrive alors qu'une minorité de gens abusent des conditions. Or d'une part, il est certain que la masse des propriétaires est honnête, et généralement bien disposée; mais d'autre part, il est également certain qu'il existe un petit nombre qui manquent du contrôle de soi-même et qui cherchent à profiter des circonstances pour imposer aux locataires des obligations injustes. Le petit nombre doit faire l'objet d'un certain contrôle, faute d'un contrôle de soi-même, parce qu'un tel manque de contrôle personnel a pour conséquence la souffrance des autres. C'est alors le devoir de l'État d'intervenir; et c'est pour ce petit nombre que la loi établit un contrôle.

Nous avons eu une Régie fédérale des loyers. Je ne veux pas en discuter la légalité pour l'instant. Lorsqu'il en a été question autrefois, il y a eu des protestations; mais je n'ai pas l'intention aujourd'hui de passer en revue les critiques formulées et les ordonnances rendues. Un jugement de la Cour suprême a été rendu là-dessus. Mais même avant le jugement de la Cour suprême, il y avait notre Code civil, qui était clair.

Chose certaine, c'est qu'il ne pouvait exister à la fois un contrôle fédéral et un contrôle provincial. Tout le monde réalise qu'il ne pouvait y avoir qu'un contrôle. Une voiture ne peut être conduite par plus d'un chauffeur à la fois.

Il y a un fait: le gouvernement fédéral a décidé de mettre fin à son contrôle des loyers le 30 avril; la responsabilité du Québec se pose donc. J'ai dit que la province de Québec ne reculerait jamais devant l'accomplissement de ses responsabilités et prendrait les mesures nécessaires pour faire face à la situation. Ces mesures, le présent projet de loi entend les prendre.

Contrairement à certaines déclarations de misanthropes, nous ne faiblissons pas à notre devoir. Encore une fois, ce n'est pas nous qui établissons le contrôle des loyers, ce sont ceux qui n'ont pas le contrôle d'eux-mêmes. Et, c'est donc le manque de contrôle de certaines personnes qui nous force à recourir à cette mesure pour réprimer des abus qui ont été commis tantôt par les propriétaires, tantôt par les locataires.

Il énumère une série d'abus auxquels se sont livrés propriétaires et locataires, propriétaires qui, par exemple, vendaient très cher la clé de la porte d'entrée d'un logement, \$100 et plus; et des locataires qui payant de bas loyer, sous-louaient très cher.

Certains ont payé leur loyer deux ou trois fois plus cher. Contrairement au système actuel établi par Ottawa le bill 22 consacre le grand principe du respect des contrats, entre les personnes capables de contracter, conformes à la loi et à la justice. Ceux qui veulent se contrôler, le gouvernement ne les contrôlera pas; pour les autres, c'est une autre affaire.

Tous restent donc libres de conclure les baux qu'ils désirent, pourvu que ces baux soient conformes à la loi, à la morale et à l'ordre public. Nous n'intervenons que pour prévenir les abus. Nous considérons le contrôle des loyers assurément pas comme une mesure politique, mais comme une mesure sociale. Le logement est une chose indispensable à l'être humain et le gouvernement ne peut pas permettre que certaines personnes abusent de la situation. S'il n'y a pas d'entente entre les parties, c'est alors qu'intervient l'organisme que nous créons. C'est le devoir du gouvernement d'intervenir pour résoudre le problème quand cela s'impose...

Il y a d'abord un administrateur dans chaque cité et villes de 100,000 âmes et dans toute ville d'une population supérieure. L'administrateur aura un assistant. Quand il y aura entente entre propriétaires et locataires, tout sera très bien. Dans les cas où une entente n'interviendrait pas, la machine administrative, prévue par la loi, se mettra en branle en passant par l'administrateur et l'assistant-administrateur. C'est cet officier qui se prononcera sur le défaut d'entente entre locataire et propriétaire.

Quand cela sera nécessaire, sa décision sera soumise à la Commission des loyers, un organisme dont le président sera nommé non par le gouvernement, mais par le juge en chef de la Cour de magistrat. Deux autres membres seront choisis, l'un pour représenter les locataires, l'autre pour représenter les propriétaires. Ainsi, propriétaires, locataires, public seront représentés au sein de la Commission. Cet organisme de trois membres entendra les causes en dernier ressort. Cet organisme entendra donc l'appel interjeté contre la décision de l'administrateur et décidera.

Naturellement, l'organisation des bureaux de la Régie, la nomination des administrateurs et des commissaires ne pourront se faire du jour au lendemain. Son fonctionnement demande bien des préparatifs. Il faudra trouver des locaux, etc. Et comme il s'agit de prévoir et que la situation actuelle est bien changeante, nous gelons tous les loyers jusqu'au 1<sup>er</sup> août. C'est pourquoi la date du 1<sup>er</sup> août figure dans le projet de loi.

Dans l'intervalle, le gouvernement trouvera moyen de nommer un organisme de régie aussi juste,

flexible, diligent, rapide et impartial que possible. Mais cela ne signifie aucunement que nous reconnaissons comme équitables les loyers qui seront payés jusque-là. Telles sont les grandes lignes de la loi qui respecte la volonté des parties contractantes.

De plus, nous reconnaissons au propriétaire le droit de reprendre son logement s'il en a besoin pour lui ou pour y placer son père, son fils, sa bru, ceux dont il est responsable. C'est la justice et le bon sens même. Par contre, le locataire obtient l'avantage de ne pas voir annuler son bail s'il n'est pas plus de trois semaines en retard dans le paiement du loyer. Nous modifions donc le Code civil pour dire que le bail ne pourra être annulé que s'il y a retard de trois semaines dans le paiement du loyer.

Et nous donnons au locataire l'avantage de se plaindre si le loyer qu'il paye est trop élevé, même s'il s'agit d'un logement qui n'était pas soumis au contrôle fédéral. On dira: Pourquoi pas donner la même chance au propriétaire? Parce que nous pouvons corriger tout ce qui a été fait dans le passé. Il n'y a pas de doute que des abus se sont glissés dans certains cas.

Le bill est sur l'ordre du jour depuis quelque temps, et les personnes intéressées ont pu se prononcer. Nous avons voulu recueillir les réactions, conseils et suggestions des gens avant d'aller plus loin.

Le projet de loi a fait l'objet de protestations. Et certaines protestations nous sont venues des communistes. Pas nouveau. Une délégation est même venue à Québec, mais, comme d'habitude, nous nous n'y avons pas répondu; nous n'en avons pas tenu compte et nous ne nous en occupons pas.

Les Ligues des propriétaires et certaines organisations ouvrières nous ont également fait des suggestions. Certaines ne sont pas constructives; d'autres sont raisonnables et paraissent sérieuses. Nous les étudierons.

C'est le cas d'une suggestion formulée par une association ouvrière demandant que la loi s'applique aux loyers de moins de \$30.

D'une manière générale, la loi a été bien vue. Dans leurs commentaires, les journaux se sont montrés favorables aux grandes lignes du bill. Il a donc été bien accueilli et si nous n'écoutons pas les communistes, nous ne demandons pas mieux que de recevoir de bonnes suggestions de la part des députés comme des corps publics.

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que la loi est encore susceptible d'amélioration, mais elle est un pas de géant dans la bonne voie.

Les députés n'ont pas à se gêner. Qu'ils fassent des suggestions de manière que le fait

anormal de contrôler la propriété privée (par le contrôle des loyers), comporte le moins d'inconvénients possible. Il est anormal que le gouvernement contrôle la propriété privée, mais c'est nécessaire. Nous demandons donc aux députés de nous faire leurs suggestions de façon que la loi remplisse son but sans injustice pour personne et avec le minimum d'inconvénients pour tous.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** déclare qu'il veut analyser le projet de loi dans ses grandes lignes en insistant particulièrement sur trois points fondamentaux.

Depuis la guerre, il s'est construit très peu de logements à prix modiques. À l'exception de certaines initiatives, comme celle de la paroisse Sainte-Marguerite de Trois-Rivières, les accommodations construites ont été plutôt pour les gens fortunés, dans la classe supérieure des logements; la raison est bien évidente, ce sont ces classes plus fortunées qui ont davantage les moyens de construire des logements. Les coûts de construction ont augmenté en raison des conditions économiques au point où il est presque impossible de construire des maisons à un prix modéré, avec le résultat qu'il y a aujourd'hui très peu de logements disponibles à prix modiques, pour la classe ouvrière.

On me dit qu'il y a 150,000 logements complets et 90,000 incomplets. Je suis en faveur du contrôle. Si tout contrôle cessait d'exister, le nombre des personnes à la recherche d'un logis serait trop considérable, puisque la loi de l'offre et de la demande ne fonctionnerait plus normalement; il y aurait des injustices pour propriétaires et locataires.

Un contrôle des loyers reste donc essentiel à l'heure actuelle et ce bill prolonge les baux de trois mois. C'est pourquoi l'opposition supportera le principe du bill qui est un bon principe et elle votera pour la deuxième lecture. Je veux cependant étudier le projet de loi clause par clause, afin de faire les restrictions qui s'imposent et les recommandations que je crois nécessaire de faire au gouvernement sur ce sujet.

Le bill me paraît imprécis à certains points de vue. Ainsi, on ne sait pas trop si il s'applique partout, ou seulement dans les cités et villes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Dans les cités et villes seulement.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il faudrait peut-être le dire plus clairement. De plus, le bill s'applique même aux logements qui ne sont pas actuellement soumis au contrôle fédéral. Je me

demande si ce n'est pas de nature à compliquer inutilement la situation.

Le champ couvert par ce bill est très vaste, considère-t-il, mais il insiste sur la nécessité, dans l'intérêt général, d'intercaler dans la loi des moyens de décontrôle graduel de la réglementation. On pourrait fixer, par exemple, une limite à la loi, peut-être au mois de mai 1953, dit-il. Mais si, avant cette limite du 1<sup>er</sup> mai 1953, les conditions qui rendent ce projet nécessaire venaient à disparaître, rien n'est prévu pour enlever ou amoindrir le contrôle.

Une mesure comme celle-ci doit être essentiellement temporaire. C'est une mesure d'exception. Il est donc très important que le contrôle disparaisse graduellement à mesure que les circonstances le permettront. Et je me demande si le bill est complet sur ce point. Ne serait-il pas logique de dire que les logements repris par leur propriétaire et les logements qui deviendront vacants cesseront d'être soumis au contrôle? Si l'on veut atténuer la pénurie des logements, il est important d'encourager la construction des immeubles comme source de placement pour les gens, et on arrivera à ce but en enlevant le plus vite possible toutes les entraves qui gênent la construction.

La situation permettra-t-elle d'abandonner le contrôle? Évidemment, la situation n'est pas simple et je me demande si cette loi ne complique pas davantage une situation déjà difficile.

De plus, le bill n'oblige pas l'administrateur des loyers à rendre sa décision dans un certain délai. Si beaucoup de demandes sont faites en même temps, il peut y avoir confusion et incertitude pénible pour les intéressés. Tant que sa plainte ne sera pas jugée, le locataire ne saura pas ce qu'il aura à payer. Il y aurait peut-être moyen d'adoucir de quelque façon ces incertitudes. De plus, les intéressés ne savent pas d'avance ce qu'ils auront à payer en frais.

Pour le moment, tout le fardeau repose sur les locataires. Ces derniers ne savent pas ni la durée ni le prix du bail puisque cette décision dépendra des administrateurs ou de la commission. Ce n'est que quand la décision sera rendue que le locataire saura à quelles obligations il aura à faire face et pour quelle durée de temps. Il se peut alors que le prix fixé dépasse les moyens du locataire qui sera alors acculé dans une impasse grave. C'est là une cause d'incertitude qui jouera au détriment du locataire. Il faudrait donc la faire disparaître.

Une autre cause d'incertitude, c'est que la Commission des loyers aura le droit de décréter le montant des frais et déboursés que le locataire devra payer. Cela peut causer de graves préjudices aux

intéressés. Les petites gens hésiteront donc peut-être à porter leur cause devant l'administrateur ou la commission, par crainte des frais qu'ils pourraient être appelés à payer. Deuxième sujet d'inquiétude: Qui paiera les avocats comparaissant devant la commission?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La loi nous donne le pouvoir de nommer des avocats, et nous nommerons des avocats spécialement chargés de prendre les intérêts des locataires.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Il y a une autre cause d'incertitude pour le locataire. C'est que même s'il y a entente entre locataire et propriétaire et que le bail est prolongé par la Commission ou l'administrateur, le locataire peut tout de même être expulsé de son logis après avis de 90 jours, et perdre son logement. La clause qui permet au propriétaire de reprendre son logement pour lui ou un membre de sa famille va donc plonger bien des gens dans l'incertitude. Un fils célibataire pourra ainsi déloger une famille nombreuse.

C'est dangereux d'aller aussi loin dans cette loi et ce sera un grave sujet d'inquiétude pour le locataire d'avoir toujours à la pensée la crainte qu'on peut l'expulser avec sa famille, même en hiver, après un avis de 90 jours. Ce n'est pas juste envers la masse d'accorder un tel droit absolu aux propriétaires de loger leurs parents, peu importe le sort réservé au locataire.

Quatrième cause d'incertitude pour le locataire: Si le locataire d'un logement non contrôlé prouve que son loyer est abusif, il pourra en obtenir la réduction. À mon avis, il est dangereux de permettre à la Commission d'intervenir dans les contrats, si elle trouve que le prix du loyer a été mal établi. Si on ne respecte pas le contrat, cela va créer des perturbations inutiles.

La loi ne semble pas exiger d'enquête et l'administrateur peut procéder à son gré, sans entendre les représentations des intéressés. Je regrette de constater que la Commission des loyers sera au-dessus de la loi et qu'elle pourra même rendre des décisions illégales sans qu'on puisse se pourvoir en justice. C'est un principe dangereux.

Nous pourrions revenir sur tous ces points lors de l'étude détaillée du bill. Pour le moment, nous approuvons le principe de la loi qui représente le contrôle des loyers.

Il votera donc pour la deuxième lecture du bill. Mais il demande au gouvernement de mettre dans la loi un processus de décontrôle graduel, d'en

enlever les incertitudes qui fatigueront locataires et locataires, et de laisser la Commission des loyers soumise à la juridiction des tribunaux de la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Westmount-Saint-Georges a discuté le bill article par article, disant tantôt noir tantôt blanc, prenant parfois la part des propriétaires, parfois celle des locataires. Nous reviendrons sur cette question lorsque nous discuterons article par article.

Quant aux remarques du chef de l'opposition sur l'application de la loi, ce n'est que lorsqu'elle sera entrée en vigueur qu'on verra si telle ou telle stipulation convient ou ne convient pas. L'opposition s'objecte à l'article 33. Je dois répéter ce que j'ai dit à maintes reprises. Nous devons tenir compte des aléas de la situation. Lorsque la loi sera appliquée, nous serons peut-être appelés à modifier et à améliorer la loi en comité plénier ou même plus tard, à la lumière de l'expérience. L'article 33 nous permettra de le faire. Pour le moment, il ne s'agit que d'en approuver le principe, qui semble admis par tout le monde. Je dois dire que la loi est un immense progrès sur la situation actuelle.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

Je comprends qu'on fasse appel au fonds consolidé pour entreprendre l'application de la loi. J'espère qu'à l'avenir on fera entrer ces crédits dans le budget.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La situation est appelée à se modifier. La Commission des loyers sera un tribunal de justice et d'équité. Nous demandons les pouvoirs de faire cela. Lorsque Ottawa faisait face au chômage, on lui a reproché de réclamer un mandat en blanc. Il est des circonstances où il faut des pouvoirs flexibles. Nous demandons à la Chambre les pouvoirs nécessaires pour faire face une situation complexe<sup>4</sup>.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude à la prochaine séance.<sup>5</sup>

**Subsides:**

**Budget des dépenses  
1951-1952**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-huit mille dollars pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le bibliothécaire actuel, le colonel G.-E. Marquis, prend sa retraite. Il est remplacé par l'assistant bibliothécaire, M. Jean-Charles Bonenfant. Il fait l'éloge sans restrictions de M. Bonenfant.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** fait l'éloge sans restrictions de M. Bonenfant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ça me fait plaisir de voir que le chef de l'opposition reconnaît les mérites de M. Bonenfant.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Et je veux aussi qu'il soit bien payé.

Il soulève la question des salaires. À l'heure actuelle, dit-il, le moindre ouvrier est payé \$45 par semaine. Il est injuste que des employés qui ont une formation toute particulière et une compétence reconnue soient payés \$1,800. C'est moins que le moindre des ouvriers; un ouvrier moyen gagne au moins \$45 par semaine; ces employés ne touchent que \$40. Il faudrait remédier à cet état de choses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement a fait des améliorations et il en fait encore, au fur et à mesure de ses moyens. À la Bibliothèque, l'augmentation moyenne annuelle a été de \$355 par tête depuis que l'Union nationale est au pouvoir.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Cette augmentation depuis 1944 est une bagatelle en regard de la hausse du coût de la vie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'admets que ce n'est pas encore suffisant. D'autre part, il ne faut pas oublier qu'il y a des employés qui rendent des services limités.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je ne connais pas personnellement les employés de la Bibliothèque, mais je vais souvent leur demander des renseignements et je suis toujours frappé de l'excellent service qu'ils donnent au public; ils répondent aux demandes de renseignements avec célérité et beaucoup de compétence. Cette partie du budget semble avoir été oubliée.

Il pose des questions au premier ministre, au sujet du colonel G.-E. Marquis qui est le bibliothécaire en chef de la Législature.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. Marquis a exprimé le désir de prendre sa retraite. Il était auparavant aux statistiques, un sujet un peu aride. Il est passé dans le jardin de la littérature. Le gouvernement lui assure une retraite raisonnable, et il est remplacé par son assistant, M. Jean-Charles Bonenfant, qui est un homme très compétent dans ce domaine.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** insiste de nouveau sur les salaires qu'il juge insuffisants.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je comprends que les salaires payés ne sont pas encore suffisants, mais lorsque nous avons pris le pouvoir, certains employés ne recevaient que \$850 et \$1,030. Nous avons accordé des augmentations de salaires à des employés civils qui se chiffrent à \$3,000,000 ou \$4,000,000 annuellement. Les salaires prennent chaque année une somme globale de \$40,000,000 à \$45,000,000.

Il admet que ce n'est pas encore assez, étant donné le coût de la vie, mais il note que tout le monde n'a pas le privilège de bénéficier d'un fonds de pension.

De plus, poursuit-il, on constatera que cette année nous avons accordé des augmentations considérables et que, dans tous les budgets, nous prévoyons des montants pour de nouvelles augmentations.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le salaire de \$3,000 de M. Bonenfant n'est pas suffisant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. Bonenfant est un homme de talent; je l'ai connu pour la première fois dans un concours oratoire. Il m'a frappé par ses connaissances très étendues et son courage. Je lui ai demandé où il travaillait. Il m'a dit qu'il était à *l'Événement-Journal*, au salaire de \$20 par semaine. Je fus tellement impressionné par

sa culture que je l'ai fait entrer au service de la province en le choisissant comme assistant-secrétaire, pour le faire ensuite passer au poste d'assistant-bibliothécaire.

Il se déclare heureux du témoignage que M. Marler rend à M. Bonenfant. Dès que le colonel Marquis aura pris sa retraite, dit-il, le gouvernement prendra les arrangements nécessaires pour assurer à M. Bonenfant un traitement équitable.

Incidemment, il est question du traitement du chef de l'opposition, à qui nous payons un salaire de \$8,000. Je me demande de quoi vit l'autre, l'absent<sup>6</sup>, puisqu'il ne pratique plus le droit, qu'il n'est plus député, et qu'il n'a pas de siège. J'espère que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler), après s'être dépouillé de ses fonctions, ne se dépouillera pas de ses émoluments.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je veux enlever toute inquiétude au premier ministre, et je puis dire que je ne partage mon salaire avec personne.

Il pose une question au premier ministre sur les employés de la Bibliothèque et sur leur statut.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les employés de la Bibliothèque sont tous des employés permanents. Leur nombre a été réduit de 28 à 22 depuis 1945. Autrefois, la Bibliothèque était le *refugium peccatorum*.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je voudrais savoir si les employés travaillent tous?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils travaillent tous. Il promet d'étudier le cas de ces employés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de livres - Bibliothèque de la Législature (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** reproche au gouvernement de ne pas accorder plus de \$6,500 pour l'achat de nouveaux livres. Ce n'est pas suffisant, dit-il. Nous sommes fiers de notre Bibliothèque, et il faut prendre les mesures pour acquérir les principales nouveautés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Bibliothèque du Parlement est l'une des meilleures de la province, mais il faut tenir compte du problème de l'espace; la Bibliothèque n'est pas le seul endroit pour lequel le gouvernement achète des livres. Il y a une bibliothèque pour presque tous les départements; et les autres départements achètent également des livres qui les touchent particulièrement.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Certains livres sont peu lus et ils peuvent être placés ailleurs. Avec \$6,500, la province ne peut maintenir sa Bibliothèque à date.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Bibliothèque n'a jamais été si bien administrée que sous le règne de l'Orateur actuel, l'honorable M. Alexandre Taché.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reliure, frais de bureau et dépenses diverses (législation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Codification des lois municipales, salaires et dépenses (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Au sujet de la refonte du Code municipal, la dernière codification avait duré neuf ans. Il espère qu'un rapport sera fourni au cours de l'année et ajoute que le Code municipal est beaucoup plus compliqué que dans le passé et des cas particuliers menacent parfois de faire un fouillis des lois municipales.

La résolution est adoptée.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande certaines explications sur les services intérieur et extérieur, qui ont un budget de \$95,000. C'est une augmentation de \$20,000 sur le dernier exercice financier.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Les services ont augmenté d'une façon considérable depuis quelques années. Les demandes de renseignements augmentent sans cesse de sorte que le nombre des officiers doit aussi augmenter. Nous nous efforçons d'aider le plus possible les municipalités, et en conséquence il nous faut plus d'employés.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** s'informe d'une suggestion des ligues de propriétaires de Sherbrooke à l'effet que, dans les municipalités où la population se compose d'estivants dans une proportion de 40 %, les élections municipales et les référendums aient lieu à l'été.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Toutes ces suggestions sont étudiées par le personnel du ministère et, lorsqu'il y a lieu, le gouvernement y donne suite.

#### **Rapport du comité des subsides:**

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Projets de loi:**

##### **Conventions collectives**

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 52 concernant la durée des conventions collectives.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Droits de mine et concessions minières**

**L'honorable M. French (Compton)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 concernant le renouvellement des titres de certains droits de mine et concessions minières.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Testament d'Henri Legault**

**M. Johnson (Bagot)** propose, du consentement unanime, que le bill 139 modifiant le testament d'Henri Legault ayant été mis de côté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

##### **Mariage de Bernard Archambault et Lucille Labelle**

**M. Gatien (Maisonnette)** propose, du consentement unanime, que le bill 181 accordant les effets civils au mariage projeté de Bernard Archambault et Lucille Labelle ayant été mis de côté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Demandes de documents:**

##### **Pont sur la rivière Chaudière**

**M. Dupré (Verchères)** propose, du consentement unanime, qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1948 jusqu'au 25 janvier 1951, relativement aux travaux se rapportant à la construction du nouveau pont de la rivière Chaudière, ainsi qu'aux chemins et autres travaux d'approches, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

### Pont de Québec

**M. Dupré (Verchères)** propose, du consentement unanime, qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de la province, depuis le 16 février 1950 jusqu'au 25 janvier 1951, relativement aux travaux se rapportant à la voie carrossable sur le pont de Québec, ainsi qu'aux chemins et autres travaux d'approches, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement;

### Route Québec-Laterrière-Chicoutimi

**M. Dupré (Verchères)** propose, du consentement unanime, qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le ministère de la Voirie, depuis le 16 février 1950 jusqu'au 25 janvier 1951, pour la construction de la route Québec-Laterrière-Chicoutimi, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement;

### Route 54 Grand-Lac-Jacques-Cartier-Hébertville)

**M. Dupré (Verchères)** propose, du consentement unanime, qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les contrats accordés par le gouvernement de cette province, depuis le 16 février 1950 jusqu'au 25 janvier 1951, pour la construction de la route 54, section Grand-Lac-Jacques-Cartier-Hébertville, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, par correspondance ou autrement.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée vers 6 heures<sup>7</sup>

### NOTES

1. Pour en savoir plus sur cette histoire, voir Yves Lavertu, *L'affaire Bernerville: Le Québec face à Pétain et à la Collaboration (1948-1951)*, Collection "Études québécoises", Montréal, VLB Éditeur, 217 p.

2. Selon *Le Canada* du 14 février 1951, à la page 3, M. Chaloult aurait parlé trois minutes.

3. Selon *Le Canada*, 16 février 1951, à la page 12, la puissance de la centrale sera augmentée de 2,500 chevaux-vapeur.

4. Il est passé 4 heures de l'après-midi lorsque le premier ministre a proposé que l'on approuve la résolution concernant les dépenses liées à l'application de la mesure, une première étape dans l'adoption de la mesure.

5. D'après *la Patrie*, 14 février 1951, p. 3, ce vote a terminé un débat qu'avait duré environ une heure.

6. M. Duplessis fait référence à M. Georges-Émile Lapalme, le nouveau chef du Parti libéral provincial.

7. *L'Action catholique* du 14 février 1951, à la page 21, précise que les députés sont convoqués à 20 heures pour une séance des comités.



Séance du mercredi 14 février 1951

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publiés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 161 concernant une donation faite par Louis-A. Gosselin et dame Aldéa Bélanger, son épouse, en faveur de Gérard Gosselin et Marcel Gosselin;

- bill 175 autorisant la Corporation des opticiens d'ordonnance de la province de Québec à admettre Paul-Henri Maranda et Paul-Émile Tardif;

- bill 167 modifiant la charte du Collège de Lévis.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 163 concernant la succession de Jean dit John Champoux;

- bill 146 conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent;

- bill 172 concernant l'évaluation des immeubles de la Mobbs & Lewis (Canada), Ltd., par la municipalité et les commissaires d'écoles de Notre-Dame-du-Lac.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 164 érigeant la municipalité de Notre-Dame-des-Lacs pour fins municipales seulement n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 108 modifiant la charte de la ville de Louiseville;

- bill 174 modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières;

- bill 143 modifiant la charte de la cité de Drummondville;

- bill 178 ratifiant une résolution de la corporation du village de Crabtree et une résolution des commissaires d'écoles pour la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills (Joliette);

- bill 129 modifiant la charte de la ville de Sainte-Rose.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 109 modifiant la charte de la cité d'Outremont;

- bill 155 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme;

- bill 133 modifiant la charte de la ville de Richmond;

- bill 113 relatif à la ville de Coaticook;

- bill 171 concernant les propriétés de la Fédération diocésaine de Montréal de la Jeunesse étudiante catholique du Canada incorporée, de la Fédération diocésaine de Montréal de la Jeunesse indépendante catholique féminine incorporée et de la Jeunesse étudiante catholique incorporée;

- bill 136 modifiant la charte de la ville de Black Lake.

Votre comité a aussi examiné le bill 128 modifiant la charte de la ville de Plage-Laval et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs, les principaux intéressés dans ce bill ont convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre soit changé en celui de loi modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

Le rapport est adopté.

**Motions des députés:**

**Enquête sur l'écroulement  
du pont Duplessis**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 7 février courant, sur la motion du représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) proposant:

Que cette Chambre exprime l'avis qu'une enquête publique par des personnes d'une compétence et d'une impartialité indiscutables est requise dans l'intérêt public pour déterminer la cause

de l'écroulement du pont Duplessis et faire connaître les personnes responsables de ce désastre.

**L'honorable M. Lorrain (Papineau):** En 1944, le premier ministre de cette province me confiait la tâche difficile d'administrer le ministère des Travaux publics dont le budget dépensé se chiffrait à environ \$4,500,000, alors qu'aujourd'hui, il est de près de \$16,000,000. Une partie importante de ce budget est affectée à la construction et à l'entretien des ponts.

À date, l'Union nationale a construit environ 900 ponts qui donnent entière satisfaction et qui suscitent l'admiration de toute la population. Ceci suffit à démontrer que les plus grandes précautions ont entouré ces constructions. Mais la science humaine est toujours inférieure à la science divine et, sur ces 900 ponts, l'un d'eux s'est effondré.

J'en profite pour offrir publiquement, à la suite du premier ministre et du député de Champlain (M. Bellemare), mes sincères condoléances aux familles affligées, comme je déplore les ennuis de toutes sortes subis par la population de Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine.

Entre Trois-Rivières et le Cap-de-la-Madeleine, sur la route Québec-Montréal, se trouvait un vieux pont dangereux, insuffisant et trop étroit qui ne répondait plus aux exigences du trafic actuel. Nous avons voulu donner aux populations de ces deux villes un pont digne d'elles.

Le pont Duplessis a été construit d'après des plans d'ensemble préparés par des ingénieurs compétents du ministère, avec toutes les précautions requises et le soin nécessaire, excepté les plans de détails de la superstructure d'acier qui l'ont été par les ingénieurs de la Dominion Bridge et soumis pour approbation à nos ingénieurs, et cette approbation, conformément aux devis qui forment la base du contrat entre nos agents et la Dominion Bridge, ne relevait pas cette compagnie de ses responsabilités.

Ces ingénieurs étaient au ministère quand l'Union nationale a pris le pouvoir. Nous les avons gardés en poste à cause de leur compétence, de leur expérience qui offraient toutes les garanties raisonnablement possibles. De plus, ce pont fut édifié avec le plus grand soin et entouré de toutes les précautions désirées. Les travaux de construction ont été suivis de très près par les ingénieurs compétents et possédant une longue expérience dans le domaine de la construction des ponts. Il y avait continuellement sur les lieux un ingénieur-surveillant, des inspecteurs, des vérificateurs compétents et même des représentants de l'auditeur de la province pour voir soit à la

parfaite exécution des travaux, soit au contrôle des dépenses.

Or, le 25 février dernier et quelques jours après, nous constatons que trois fissures s'étaient produites dans la semelle supérieure des poutres du pont. Rien ne pouvait laisser prévoir ces avaries sur un pont construit par deux compagnies d'une solvabilité et d'une compétence reconnues non seulement dans la province de Québec, mais dans le pays tout entier. Des examens minutieux furent alors faits par les techniciens de la compagnie Dufresne, de la Dominion Bridge et de mon ministère, et il fut par la suite décidé, afin de prévenir la répétition de semblables accidents, que tous les joints identiques à ceux qui avaient manqué et qui étaient déjà soudés devaient être renforcés à l'aide de plaques d'acier rivetées ce qui, selon les experts, offrait toutes les garanties que nous pouvions espérer. Ces travaux de réparations qui durèrent huit mois et les analyses chimiques et physiques qui furent alors faites, ne coûtèrent pas un sou au gouvernement, mais furent entièrement défrayés par la Dominion Bridge.

Selon les renseignements obtenus et nous basant sur le témoignage des experts en la matière, personne de bonne foi ne pouvait alors prétendre que nous aurions dû obliger les entrepreneurs à reconstruire le pont. Ce sont les mêmes compagnies Dufresne et Dominion Bridge qui ont construit, par exemple, le pont Lafontaine, le pont du bout de l'Île, le pont Arthur-Sauvé, le pont Taschereau entre Vaudreuil et l'Île Perrot et le pont Galipeault entre Sainte-Anne-de-Bellevue et l'Île Perrot. Ce sont également les mêmes compagnies qui ont édifié le pont Jacques-Cartier à Montréal, au coût d'une vingtaine de millions de dollars.

Qui pourrait prétendre que ces deux compagnies de réputation solidement établie, n'offrent pas toutes les garanties de compétence et de responsabilité? Pour calmer les esprits timorés, je profite du saint temps du carême pour leur dire que le contrat de l'acier du pont a été accordé après une demande de soumissions. Trois soumissions nous sont parvenues, et la plus basse, celle de la Dominion Bridge, fut acceptée.

Or, le 31 janvier dernier, à la surprise générale, nous apprenions que quatre travées du pont s'étaient écroulées. Après avoir réuni les principaux ingénieurs de mon ministère ayant participé à cette entreprise, nous nous mettions ensuite en route pour Trois-Rivières; transportés sur le lieu du malheur, nous avons rencontré les représentants de la Dominion Bridge et de la compagnie Dufresne pour aviser aux meilleurs moyens à prendre pour parer à toutes les difficultés créées par ce désastre.

Parmi ces moyens, mentionnons: voir à ce que toutes les victimes soient retrouvées; discuter avec la Dominion Bridge Company à qui nous avons laissé l'initiative des mesures à prendre pour protéger le public voyageur et les piétons; fermer l'accès au pont; établir un passage temporaire sur la glace pour les piétons pour ensuite construire un trottoir en bois appuyé sur de grosses poutres de bois avec garde-corps, trottoir qui sera surveillé et éclairé; voir également à organiser la circulation de trains locaux entre Trois-Rivières et le Cap-de-la-Madeleine; faire l'étude d'un pont temporaire, soit la possibilité d'utiliser des travées métalliques qui ont été fabriquées pour la Chine ou, comme autre alternative, employer des ponts Bailey, si cette solution s'avérerait plus pratique.

J'en profite, à la suite du premier ministre, pour remercier le très honorable C. D. Howe, ministre fédéral du Commerce, d'avoir si gracieusement mis des ponts temporaires, qui étaient destinés à la Chine, au service de la population de Trois-Rivières, de même que l'honorable premier ministre d'Ontario de son télégramme. Je remercie également la Commission hydroélectrique d'Ontario qui a consenti à fournir tous les ponts Bailey qui seront nécessaires pour établir les communications.

Ce n'est pas la première fois qu'un accident de ce genre se produit dans la province. Le jour même où fut inauguré le pont suspendu, surmontant les chutes Montmorency et construit par une compagnie américaine, une voiture transportant trois personnes s'écroula avec le pont et jamais l'on ne retrouva les victimes. Le pont sur la rivière aux Chiens, à Sainte-Anne-de-Beaupré, s'est effondré le matin même où il devait être inauguré. Il a fallu construire un pont temporaire pour ensuite reconstruire le pont lui-même. Le pont de Saindon, à Sayabec, comté de Matapédia, s'enfonça une heure après avoir été ouvert au public. Il en est ainsi du pont du Moulin Lanthier, à Thurso, construit en 1942, qu'il a fallu rebâtir en 1946 parce qu'il s'était effondré. Le pont de la Chaussée, à Saint-Roch-de-Richelieu, construit en 1941, qu'il a fallu rebâtir en 1946 parce qu'il s'était effondré. Le pont de Saint-Bernard Lacolle, entre Laprairie et la frontière américaine, sitôt construit, s'est mis à s'enfoncer lentement dans le sol. On l'a fait sauter à la dynamite pour le reconstruire une deuxième fois. Le pont de Saint-Léonard d'Aston, sur la rivière Nicolet, comté de Nicolet, à la veille d'être terminé, la superstructure en béton a cédé et il fallut reprendre le travail. Dois-je mentionner le pont de l'Île d'Orléans auquel la province a fait subir des réparations d'environ \$500,000.

Ces quelques exemples pris entre tant d'autres démontrent assez clairement, il me semble, que des accidents se produisent assez fréquemment. Qu'on me permette aussi de rappeler les deux terribles catastrophes survenues au pont de Québec. Le 29 août 1907, une travée de 700 pieds de longueur s'écroula dans les flots du Saint-Laurent entraînant la mort de 75 personnes et en blessant 11 autres. Quelques années plus tard, soit le 11 septembre 1916, la travée centrale du pont d'une longueur de 640 pieds s'effondra dans les eaux entraînant dans sa chute une quinzaine d'ouvriers dont 10 y laissèrent leur vie. Tout récemment encore, un accident ferroviaire est survenu à Mont-Joli, au cours duquel 28 personnes ont été blessées dont quatre grièvement. Une terrible explosion survenue à Saint-Paul L'Ermitte a causé la mort de cinq ouvriers. Les journaux du 13 février rapportent que la structure d'acier de l'École aéronautique de Trenton, Ontario, vient de s'écrouler.

Ces accidents et de nombreux autres démontrent, une fois de plus, que les calculs et la science humaine sont inférieurs à la science et aux desseins de la Providence. L'accident survenu à Trois-Rivières doit donc être étudié dans le calme et en dehors des cadres politiques. Le premier ministre a parlé de sabotage. Il peut y en avoir eu avant, pendant et après la construction, hors de la connaissance des entrepreneurs et de nos techniciens.

La tragédie peut-elle résulter d'autres causes? Il est trop tôt pour tirer des conclusions logiques basées sur les faits et les circonstances qui entourent cette tragédie. Il faut attendre que les pièces d'acier du pont aient été retirées de l'eau pour les soumettre aux analyses, aux examens et aux essais appropriés. Ces pièces d'acier, ces débris sont toujours sur les lieux et on peut être sûr que les petits poissons ne les mangeront pas. Qu'on laisse donc à ceux qui en seront chargés, le soin de tirer les choses au clair, une fois qu'ils seront en possession de tous les détails et des faits indispensables à la menée d'une enquête publique et impartiale.

C'est pourquoi faisant écho aux déclarations du premier ministre, j'ai l'honneur de proposer, en amendement à la motion Marler, sujet du débat, la motion suivante, appuyé par le représentant de Yamaska (l'honorable M. Élie):

Que tous les mots après "Que", dans la première ligne de la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Les membres de l'Assemblée législative de la province expriment leurs vives sympathies à toutes les familles douloureusement éprouvées, à l'occasion de l'écroulement du pont Duplessis, à Trois-Rivières;

ils déclarent partager l'opinion émise par le premier ministre de la province, dès le jour même de l'accident, à l'effet qu'il est à propos de tenir une enquête publique et impartiale pour déterminer les causes de ce malheur, et cela, avec toute la diligence raisonnable dans les circonstances."

**Les députés ministériels applaudissent.**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Adopté.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'ai écouté avec intérêt les remarques du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain), au sujet de l'effondrement du pont Duplessis. J'ai écouté ce qu'il a dit de la confection du pont, et des plans qui ont été préparés.

J'ai écouté avec autant d'attention le ministre nous citer des exemples de ponts qui se sont effondrés par le passé. Je crois que le premier de ces exemples, celui du pont des chutes Montmorency, remonte à 1854; c'est plutôt lointain.

Il y a aussi le cas du pont de Québec; à ce moment-là, cette entreprise était considérée par les experts comme assez hasardeuse, à cause des difficultés techniques. De toute façon, lors de l'effondrement, le pont n'était pas encore ouvert à la circulation.

Il y a un fait indéniable, cependant, que je ne puis oublier. C'est que le 25 février 1950, une fissure s'est produite dans le pont Duplessis, par un grand froid. Huit jours plus tard, une autre fissure se produisait, dans une autre section du pont. Cela indiquait la nécessité d'une enquête.

Pourquoi le ministre n'a-t-il pas parlé du rapport que lui ont fait, à l'époque, les ingénieurs qui ont fait enquête autour de ces deux accidents? Ces deux fissures constituaient un avertissement clair et net au gouvernement. Le ministre des Travaux publics a dit que les travaux de réparations avaient duré huit mois. Il ne nous a pas parlé du rapport que les ingénieurs ont dû lui faire et il ne nous a pas dit quelles mesures de précaution et de sécurité furent suggérées.

Je crois que l'existence de ces deux fissures donnaient au pont une condition particulière qui n'existait pas apparemment dans les exemples que le ministre a cités; sans connaître l'histoire des autres effondrements cités par le ministre, il semble bien que les accidents n'aient jamais été précédés d'avertissements aussi clairs que les deux fissures dont j'ai parlé.

J'ai demandé une enquête publique tenue par des personnes compétentes et impartiales; je crois que le public a droit de l'obtenir; l'opinion publique est en droit d'attendre la vérité, d'être éclairée sur toute la situation.

L'autre jour, je n'ai pas dit, et je ne dis pas encore aujourd'hui, que la responsabilité du gouvernement est engagée. Mais je le répète: j'ai dit que la responsabilité du gouvernement serait engagée si ses plans et devis approuvés par le ministre des Travaux publics ou ses officiers ainsi que les matériaux avaient été défectueux, et au cas aussi de l'acceptation de ces travaux, s'ils comportaient des défauts. Ceci en vertu du contrat intervenu entre le gouvernement et les compagnies.

Le premier ministre a dit la semaine dernière que je voulais prendre la défense des compagnies. C'est ridicule, il ne s'agit pas de cela. D'ailleurs, le premier ministre a dit que ces compagnies sont solvables. Et, je ne doute pas que les compagnies soient solvables. Mais si la responsabilité est de leur côté, l'enquête que nous réclavons le révélera également.

L'amendement parle de sympathie. Personne n'a de doute sur ce point. Il y a deux semaines, le jour de l'accident, j'ai exprimé, ici même, au nom de l'opposition, mes profondes condoléances aux familles des victimes et à la population de la région de Trois-Rivières.

L'amendement proposé par le ministre des Travaux Publics (l'honorable M. Lorrain) change complètement le caractère de la motion principale et nous ne pouvons l'accepter. La motion principale demandait une enquête publique. Elle était claire. Je n'accepterai donc pas l'amendement proposé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je remercie et je félicite le ministre des Travaux publics de l'exposé clair et dénué de tout caractère politique qu'il vient de faire à la Chambre, et je le félicite de sa compétence. Je profite de l'occasion pour répéter avec plaisir ce que j'ai déjà déclaré: la province lui doit infiniment. J'ai connu plusieurs ministres des Travaux publics, pour qui j'avais beaucoup d'estime, et je puis dire que jamais la province de Québec n'en a eu un plus compétent et plus désintéressé que le ministre actuel.

Le personnel du ministère des Travaux publics est composé d'employés expérimentés. Il comprend des ingénieurs compétents qui, depuis un grand nombre d'années, après avoir obtenu leur diplôme, consacrent tout leur temps au principal but du ministère: la construction d'entreprises du genre

de celle du pont de Trois-Rivières. Ces vieux employés n'ont pas été nommés par nous, mais nous les avons gardés en fonctions parce nous avons la conviction qu'ils étaient compétents, honnêtes et conscients de leurs responsabilités.

L'opposition ne met pas en doute la compétence des ingénieurs et du personnel. Elle reconnaît aussi que les deux compagnies chargées de la construction du pont sont des compagnies compétentes, et solvables. Que veut-on de plus? Peut-on faire plus que cela? Évidemment non.

Le chef de l'opposition a parlé de l'opinion publique. Je connais l'opinion publique aussi bien que lui. J'ai été à même de voir sa réaction et je puis dire que l'opinion publique est révoltée de la petite politique qu'on veut faire sur les cadavres des victimes et sur la réputation de fonctionnaires compétents et honnêtes, à l'occasion d'une catastrophe qui devrait susciter autre chose que des petites. Il est donc évident que l'opposition est animée par d'autres motivations que l'opinion publique.

Personne plus que moi n'a été affecté par le désastre du pont de Trois-Rivières. Ce matin-là, pendant que le chef de l'opposition dormait, le ministre des Travaux publics partait à 4 heures du matin pour Trois-Rivières, avec ses principaux collaborateurs et des ingénieurs de son département, pour aller accomplir son devoir sur les lieux avec zèle et célérité. Il se hâtait d'aller prendre toutes les mesures qui s'imposaient dans les circonstances. Et pendant que le ministre et les ingénieurs se dépensaient dans l'intérêt de la population, et que je venais personnellement en aide aux familles des victimes, l'opposition se réunissait pour faire de la petite politique sur des cadavres et des deuils.

Le jour même de la chute du pont, je me suis levé en Chambre pour dire que le gouvernement n'avait rien à cacher; d'ailleurs, je me suis prononcé en faveur d'une enquête publique. Mais les exhibits essentiels, les boulons, les joints, les poutres d'acier sont enfouis au fond de la rivière Saint-Maurice et couverts de cinq pieds de glace. Comment faire une enquête sérieuse sans exhibits?

J'ai donc dit que nous ne pouvions faire d'enquête pour le moment, pas sans avoir retiré ces pièces du fond de l'eau. L'opposition le sait. Et, malgré cela, l'opposition tente de soulever des préjugés, de lancer des insinuations et de faire de la petite politique.

Nous aurons une enquête complète et impartiale et j'inviterai les gens de l'opposition à y assister. On verra, suivant un exemple récent, comment ces gens-là s'esquivent de leurs responsabilités, quand ils sont acculés au pied du mur.

Le chef de l'opposition a parlé du pont de Québec qui est tombé deux fois; et il a eu l'air de vanter la façon dont il est tombé. Heureusement qu'en 1907 et 1916, il ne se trouva aucune personne sérieuse pour faire de la petite politique sur des cadavres.

N'eût été les visions du ministre des Travaux publics, le pont de l'Île d'Orléans, construit par les libéraux avant nous, se serait écroulé. L'eau passait librement à travers les piliers. Nous l'avons réparé. Nous n'avons pas fait de politique avec cela. Non, nous avons trop de largeur d'esprit pour nous abaisser à de pareils procédés.

La semaine dernière, à Saint-Pierre l'Ermite, un obus a éclaté. Si nous avions eu l'esprit étroit comme les gens de l'opposition, nous aurions fait de la petite politique avec cet accident. Tout récemment, à Trenton, en Ontario, un édifice construit par le fédéral s'est écroulé. Nous n'avons pas fait de petite politique avec cela. Et l'on vient de me mentionner que le toit de l'aréna de Sorel vient de s'écrouler. Personne ne songe à exploiter cela. Si l'opposition est susceptible d'avoir un cœur, elle comprendra qu'elle est en voie d'ajouter inutilement à des deuils et des douleurs.

Dans sa hâte de faire de la petite politique, l'opposition a oublié, dans sa motion, d'offrir aux familles des quatre victimes de ce malheur les sympathies de la Chambre, la sympathie que doit avoir un cœur humain. Ça n'intéresse pas l'opposition; ce qui l'intéresse, c'est de la petite politique. Je le regrette.

Je remercie le ministre des Travaux publics, de réitérer, dans son amendement, au nom de la Chambre, des sympathies aux familles éprouvées. Je le remercie de réitérer un geste que nous avons posé dès le début. Il y aura une enquête dès que les exhibits auront été recueillis, et nous y inviterons l'opposition.

Il demande le vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Ducharme, Duplessis, Dussault, Fleury, Fox, French, Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gérin, Goudreau, Guèvremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic),

Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Pelletier, Poulin, Pouliot, Prévost, Provençal, Riendeau, Rennie, Rivard, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 71.

**Contre:** MM. Dupré, Earl, Levesque, Marler, Rochon, Ross, 6.

Ainsi, l'amendement est adopté.

#### **Demandes de documents:**

##### **Loi de l'impôt sur les corporations**

**M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels, adoptés depuis le 2 mars 1950 jusqu'au 31 janvier 1951, se rapportant à la Loi de l'impôt sur les corporations (11 George VI, chapitre 33).

Adopté.

##### **Emprunts de la province**

**M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés en conseil, adoptés depuis le 16 février 1950 jusqu'au 31 janvier 1951, concernant les emprunts de la province par émission d'obligations, de tous contrats ou ententes conclus par le gouvernement de la province relativement à tels emprunts pendant telle période, et de tous certificats émis par l'auditeur de la province en rapport avec ces emprunts.

Adopté.

#### **Projets de loi:**

##### **Canton Boyer, Labelle**

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 érigeant la municipalité du canton Boyer, dans le comté de Labelle, soit maintenant lu une deuxième fois.

Une municipalité de Boyer-Ouest a été formée il y a une trentaine d'années, dit-il. On aurait pu l'agrandir par l'annexion de tout le canton Boyer,

mais cela aurait été illogique parce qu'alors, la municipalité aurait conservé le nom de Boyer-Ouest. Le canton compte quelque 125 familles; Boyer-Ouest n'en compte qu'une quinzaine.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** formule l'objection qu'il s'agit d'un genre d'annexion pour laquelle la population concernée n'a pas été consultée.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 sans l'amender.

**L'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### **Usines de Chicoutimi**

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 relatif à la réouverture des usines de la région de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette dernière mesure prolonge, pour deux autres années, les pouvoirs accordés au gouvernement, par une loi de 1937, de procéder à des échanges de concessions forestières, de modifier les règlements de coupe et de prendre diverses mesures semblables pour faciliter la réouverture des usines de la Québec Pulp, d'ici le 1<sup>er</sup> décembre 1953.

##### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les usines en question ont appartenu à M. Dubuc, puis elles ont dû fermer. Des concurrents de la firme Québec Pulp ont pris des mesures pour que l'établissement reste fermé. La population de la région en souffrait. Le spectacle était déchirant à Chicoutimi en 1933. Par la suite, M. McInnis, de l'Anglo Pulp, devait faire une proposition restée sans suite. En 1939, un mur de la papeterie s'est écroulé. Pendant les cinq années qui ont suivi, rien n'a été fait

pour la réouverture de l'établissement, mais on a déclaré la compagnie en banqueroute.

En revenant au pouvoir, nous avons donc eu à résoudre deux problèmes au lieu d'un! Les problèmes de la banqueroute et de la réouverture! Des concessions forestières et des chutes d'eau ont été gardées en prévision de la réouverture de la fabrique de papier.

Il fait l'historique des efforts tentés, à maintes reprises, par le gouvernement pour amener des industriels du pays ou de l'étranger à s'intéresser à la réouverture des usines. En deux ou trois circonstances, dit-il, on s'est cru sur le point de réussir, mais il est toujours survenu des complications à la dernière minute.

Nous venons d'avoir une autre offre d'une compagnie sérieuse. Ce sont des capitalistes de New York qui s'intéressent aux moulins pour y faire de la pulpe. Jusqu'à présent, nous n'avons pas voulu morceler les biens de la compagnie pour ne pas nuire à la réouverture des moulins. Mais, si ça ne marche pas cette fois-ci, nous prendrons d'autres moyens. La situation a bien changé à Chicoutimi depuis l'époque où la fermeture des moulins avait provoqué tant de chômage et de misère. Chicoutimi est aujourd'hui une ville prospère.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** dit s'étonner du fait que bien que depuis 1937, année où l'on parlait déjà de réouverture de l'établissement, il s'est écoulé 14 ans, le gouvernement demande encore pour la huitième fois de prolonger ses pouvoirs; et les moulins sont toujours fermés. Jusqu'à présent, dit-il, toute l'affaire a coûté très cher au gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** rappelle que la compagnie devait \$1,000,000 à la Commission des eaux courantes. Mais, dit-il, elle possédait pour \$3,000,000 de biens dont elle ne pouvait pas disposer, étant en faillite. Par la suite, la somme due aurait grossi et atteint \$1,300,000.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** parle de \$1,800,000 et plus tard de \$2,500,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** réplique que ses propres chiffres sont exacts et que, si les sommes mentionnées par le chef de l'opposition sont plus élevées, c'est parce qu'elles tiennent compte à tort de l'existence d'un certain barrage.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 51 sans l'amender.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Loi de l'instruction publique

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** s'objecte à l'article 8 qui supprime la nécessité des avis publics lorsqu'une corporation scolaire veut adopter un règlement d'emprunt. Il estime que cet avertissement aux contribuables pouvait être salutaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Selon le surintendant de l'instruction publique, il s'agit là d'une formalité superposée à plusieurs autres, et partant, inutile. Il faut déjà le consentement de la commission municipale.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Mais les emprunts ne seront pas remboursés par le surintendant ni par la commission municipale. Ce sont les contribuables qui vont payer et ils devraient avoir le droit d'être avisés.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 49 sans l'amender.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande que la troisième lecture soit remise à la prochaine séance.

### Conventions collectives

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 concernant la durée des conventions collectives soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi a pour but de permettre la signature de conventions collectives pour un an, deux ans ou trois ans. Jusqu'à présent, la loi des relations ouvrières interdisait que les conventions collectives puissent être signées pour plus d'un an. Elles se renouvelaient automatiquement lorsqu'elles n'étaient pas dénoncées dans les délais prévus par l'une ou l'autre des parties. Comme il y a 1,189 contrats de travail en vigueur sous l'empire de la loi des relations ouvrières dans la province, la question des renouvellements revenait chaque année sur le tapis.

Quand il faut passer par toutes les étapes de la négociation, de la conciliation et de l'arbitrage, c'est souvent un embarras et pour les syndicats et pour les employeurs; il arrive que les parties se trouvent dans l'incertitude plusieurs mois par année. Les unions ouvrières et les associations patronales ont été unanimes à demander au ministère du Travail le changement qui est de nature à simplifier les procédures et à améliorer l'atmosphère dans bien des cas.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** dit qu'il ne s'objecte pas à la mesure. Il partage l'opinion du ministre: la limite d'un an provoque souvent et inutilement des difficultés, dit-il.

Il y a avantage à prolonger la période de validité, mais il ne faut pas aller trop loin. Trois ans, c'est trop. Je n'ai aucune objection à ce qu'on permette aux parties de signer des conventions pour deux ans. Mais je me demande si on ne les expose pas à certaines difficultés en permettant même des contrats de trois ans. Il ne faut pas perdre de vue que nous vivons à une époque d'instabilité monétaire, d'inflation, où le coût de la vie augmente considérablement comme cela se produit depuis 1948. D'autre part, en trois ans, les syndicats peuvent changer d'opinion.

C'est pourquoi il dit ne pas s'objecter à des conventions valables pour un an ou deux ans, mais s'opposer à des contrats pour trois ans.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi américaine fixe cinq ans.

**L'honorable M. Barrette (Joliette):** Le bill rencontre, en tous points, le désir exprimé par les unions de la province et le Conseil supérieur du travail. Évidemment, les conventions de trois ans seront très peu nombreuses. Sur les 1,189 conventions collectives de la province, il n'y en aura peut-être que 25 environ qui seraient renouvelées pour une période de trois ans. Mais, apparemment, il y en aura plusieurs centaines d'une durée de deux ans. On pourrait d'ailleurs inclure des clauses prévoyant un ajustement automatique, le cas échéant, des salaires, primes d'assurances, etc.

Il ne faut pas oublier que tout cela suppose une entente entre les parties. Les conseils d'arbitrage ne pourront décider que pour un an. Seules les parties pourront, d'un commun accord, aller jusqu'à deux ou trois ans. Quand il faut renouveler le contrat annuellement, on s'expose à être en négociations six mois par année. Un contrat n'est pas aussitôt signé qu'il faut se préparer à en signer un autre.

La loi rendrait donc service à tout le monde; et je n'y vois, pour ma part, aucun danger.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 52 sans l'amender.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande que la troisième lecture soit remise à la prochaine séance.

### Messages du Conseil législatif

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

14 février 1951

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 48 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1951 et

pour d'autres fins, et informe la Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1951-1952**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Le comité siège durant quelque temps et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, au cours de la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 29 pour aider les corporations municipales de comté relativement aux bureaux d'enregistrement;
- bill 31 concernant la Commission de relations ouvrières et les conseils d'arbitrage;
- bill 38 concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw;
- bill 39 concernant le développement hydroélectrique et industriel dans la région du Saguenay.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

##### **Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec

désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

15 Loi pour faciliter la construction d'habitations familiales;

16 Loi modifiant la loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement;

17 Loi modifiant la loi instituant une enquête sur le problème du logement;

18 Loi pour faciliter le succès de la souscription en faveur du collège de Lévis;

19 Loi concernant le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan;

20 Loi concernant l'aide aux sinistrés de Rimouski;

21 Loi concernant les sinistrés de Cabano;

23 Loi pour contribuer au bien-être de la population de la ville de Jacques-Cartier;

25 Loi des recours judiciaires en matières municipales et scolaires;

27 Loi pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit;

28 Loi relative à la destitution de gérants et de certains autres officiers municipaux;

29 Loi pour aider les corporations municipales de comté relativement aux bureaux d'enregistrement;

31 Loi concernant la Commission de relations ouvrières et les conseils d'arbitrage;

32 Loi pour corriger les articles 12 et 16 de la loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec;

33 Loi modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;

34 Loi concernant les syndicats coopératifs;

35 Loi modifiant la loi des pensions;

36 Loi concernant l'expropriation;

37 Loi modifiant la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie;

38 Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw;

39 Loi concernant le développement hydroélectrique et industriel dans la région du Saguenay;

41 Loi modifiant la loi concernant la preuve de certains documents de banque.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente les bills suivants pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

44 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951, et pour d'autres fins;

48 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1951, et pour d'autres fins.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1951-1952

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur et extérieur (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Qu'est-il advenu du comité d'enquête pour assurer une meilleure répartition des taxes municipales?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Son travail est terminé et une loi a été votée à la suite de cette enquête.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Y a-t-il des comités qui ne siègent pas et dont les membres sont rétribués?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a le comité des comptes publics, composé de membres de l'opposition, qui ne siège pas et dont les membres sont payés.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quel est le nombre des employés des services intérieur et extérieur?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Ce service compte 34 employés et la Commission municipale en a 67.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Lors du dernier exercice financier, il s'en trouvait 38. Le personnel du service aurait donc diminué alors que, selon les termes du ministre, les affaires augmentent continuellement. De plus, l'item "salaires" prévoit une augmentation de \$20,000 par rapport au dernier exercice. Pourquoi le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dussault) a-t-il choisi comme sous-ministre adjoint un homme en dehors de son ministère? N'y avait-il personne dans votre ministère pour accomplir ce travail?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** M. Dupuis nous a été fortement recommandé. C'est un homme très connu, très compétent, et je crois que nous ne nous sommes pas trompés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission municipale de Québec (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** annonce une nouvelle très importante qui, dit-il, sera

accueillie avec joie par les commissions scolaires. Le gouvernement accorde des primes aux commissions scolaires, à titre de contribution au paiement des salaires des institutrices. Comme les primes sont basées sur les salaires payés et que les rapports ne parviennent qu'à la fin de l'année scolaire, ces primes ne sont payées qu'à la fin de l'année scolaire. Cette situation embarrassait nombre de commissions scolaires qui comptaient sur les primes du gouvernement pour payer.

Pour favoriser les commissions scolaires, le gouvernement a décidé de payer d'avance, afin de les encourager à accorder à leur personnel enseignant un meilleur salaire que le salaire minimum légal de \$600 par année. La mesure aura l'avantage d'éviter aux commissions d'emprunter pour payer leur personnel enseignant; 40 % des primes seront payées à l'avance. C'est dire que, sur un montant de près de \$6,000,000, les commissions scolaires recevront \$2,700,000 avant la fin de l'année financière. C'est une autre manifestation des réalisations de l'Union nationale.

La résolution est adoptée.

#### **Rapport du comité des subsides<sup>1</sup>:**

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Projets de loi:**

##### **Résolutions pour Garnier**

**M. Auger (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 validant certaines résolutions et certains contrats passés par la corporation de l'Ascension-de-Notre-Seigneur et par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Garnier, dans le comté du Lac-Saint-Jean, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Chute-aux-Outardes et Ragueneau**

**M. Ouellet (Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 érigeant la municipalité du

village de Chute-aux-Outardes et la municipalité de Ragueneau pour fins municipales seulement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Éducation d'enfants de religions diverses**

**M. Rennie (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 modifiant la loi 21 George V, chapitre 63, concernant l'éducation de certains enfants soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Frederick Reichman**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Frederick Reichman à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Succession de Joseph Drapeau**

**M. Prévost (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 concernant la succession de Joseph Drapeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Sainte-Anne-de-Beaupré**

**M. Prévost (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 concernant la corporation du village de Sainte-Anne-de-Beaupré et les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Anne-de-Beaupré, dans le comté de Montmorency, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

##### **Charte de Mont-Joli**

**M. Cossette (Matapédia)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 modifiant la charte de

la ville de Mont-Joli soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Horlogers-joailliers**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 du Collège des horlogers-joailliers de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Sillery**

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 modifiant la charte de la cité de Sillery soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Francis Joseph Starzynski**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 changeant le nom de Francis Joseph Starzynski en celui de Francis Joseph Starr soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Beauport**

**M. Prévost (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 refondant la charte de la ville de Beauport soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Victoriaville**

**M. Labbé (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 modifiant la charte de la ville de Victoriaville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Belœil**

**M. Dupré (Verchères)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la charte de la ville de Belœil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée.

#### **NOTE**

1. Selon *L'Événement-Journal* et *La Patrie* du 15 février 1951, respectivement aux pages 10 et 2, M. Duplessis aurait déclaré, au cours de l'étude des crédits, ce qui suit: "À propos des \$5,020,000 demandés pour l'application de la loi en vue d'améliorer l'enseignement, le premier ministre déplore le fait que les universités aient tendance à multiplier les facultés. Je les invite fort à fonder la seule faculté qui manque, dit-il, la faculté de payer."

Il nous a été impossible de rattacher ces propos à l'un des items budgétaires étudiés lors de cette séance. Nous les reproduisons donc en note.

Séance du jeudi 15 février 1951

**Présidence de l'honorable A. Taché**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports des comités permanents:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 142 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice;

- bill 138 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf;

- bill 186 interprétant le testament de Nora Jennie Welch;

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 162 concernant la succession Joseph-B. Lefebvre.

**Projets de loi:**

**Commission scolaire  
de Shawinigan Falls**

**M. Ducharme (Laviolette)** propose du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan Falls, dans le comté de Saint-Maurice.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 142 sans l'amender.

**M. Ducharme (Laviolette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Testament de  
Nora Jennie Welch**

**M. Johnson (Bagot)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 186 interprétant le testament de Nora Jennie Welch.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 186 sans l'amender.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire  
de Saint-Raymond**

**M. Prévost (Montmorency)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 138 sans l'amender.

**M. Prévost (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Succession  
de Joseph-B. Lefebvre**

**M. Gatién (Maisonnette)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 concernant la succession Joseph-B. Lefebvre.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 162 sans l'amender.

**M. Gatien (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Rapports des comités permanents:

**M. Ducharme (Laviolette):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité fait rapport qu'il n'a pu se mettre d'accord sur le texte du bill 165 constituant en corporation les courtiers en immeubles de la province de Québec, et le réfère à votre honorable Chambre pour considération, avec l'amendement proposé.

#### Projets de loi:

##### Loi des optométristes et opticiens

**M. Roche (Chambly)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 227 modifiant la loi des optométristes et opticiens.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### Loi de l'instruction publique

**L'honorable M. Côté (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après "que", par les suivants:

"Le bill 49 modifiant la loi de l'instruction publique soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de l'amender en retranchant l'article 8."

Il n'aime pas, dit-il, la modification, la juge malavisée et est d'avis qu'on devrait procéder par appel d'offres.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'abrogation de cet article a pour but de faire disparaître la multiplicité des avis pour le fonctionnement de la loi. L'article a donc pour but de faire disparaître les lenteurs administratives. Il s'agit de supprimer trois ou quatre avis inutiles.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** L'opposition maintient son point de vue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande le vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

**Contre:** MM. Barrette, Barrière, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Cottingham, Dallaire, Delisle, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Fox, Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatien, Gendron, Gérin, Goudreau, Guévremont, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lorrain, Marcotte, Matte, Miquelon, Ouellet, Paquette, Plourde, Poulin, Riendeau, Rennie, Rivard, Roche, Samson, Saucier, Sauvé, Talbot, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 59.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et adoptée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Conventions collectives

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 concernant la durée des conventions collectives soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 24 modifiant la loi des tribunaux judiciaires, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant, à la page 2, le paragraphe "5<sup>o</sup>" par le suivant:

"5<sup>o</sup> Pour les districts d'Abitibi, de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue, avec résidence à Amos ou à Rouyn, un juge;"

**Projets de loi:****Loi des  
tribunaux judiciaires**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 24 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte le message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Pensions des vieillards  
et des aveugles**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 26 pour améliorer les pensions des vieillards et des aveugles.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'insiste une nouvelle fois sur l'importance du débat. Ce dont il s'agit maintenant, c'est d'autoriser le gouvernement de la province à discuter avec les autorités fédérales les meilleures méthodes d'amendement à la Constitution, afin de rendre possible l'amélioration des pensions de vieillesse. Nous sommes donc là en présence d'un problème qui devrait dépasser les lignes de parti, et son ampleur doit nous le faire aborder avec toute la largeur de vue possible.

Il rappelle les grandes lignes de la discussion lorsque la Chambre a abordé le projet en comité des résolutions: Le principe en a été alors voté à l'unanimité comme il le fut également en deuxième lecture, dit-il.

Le gouvernement actuel de Québec a été le premier gouvernement au pays à se prononcer sans ambages et le plus clairement possible en faveur des pensions de vieillesse à partir de 65 ans, tant aux conférences d'Ottawa qu'à celles de Québec.

L'atmosphère des conférences avec le fédéral a bien changé. Il s'est manifesté à Ottawa un esprit de compréhension qu'on ne trouvait pas avant 1945-1946. Lors des dernières conférences fiscales intergouvernementales de décembre dernier, les autorités fédérales nous ont fait certaines propositions. Le gouvernement fédéral s'est offert de payer entièrement les pensions aux personnes âgées de 70 ans et plus, sans évaluation des ressources, sans "Means Test", c'est-à-dire sans exiger la preuve que le requérant est dans le besoin. En vertu de ce projet, on paiera la pension à tout le monde, aux millionnaires comme aux autres.

À première vue, on ne saisit pas tous les aspects de cette attitude qui semble impliquer de fortes dépenses de la part du gouvernement fédéral. Mais le fédéral a un but en procédant de cette manière. À bien y bien réfléchir, on s'aperçoit qu'avec cette proposition, Ottawa s'assure, *ipso facto*, une augmentation importante de revenus qui lui reviendront sous forme d'un accroissement dans les recettes de l'impôt sur le revenu. Dans de nombreux cas, en effet, une faible augmentation de salaires place le contribuable dans une classe supérieure à celle-là il se trouvait avant. En obligeant ainsi tout le monde, même ceux qui n'en ont pas besoin, à toucher la pension de vieillesse à compter de 70 ans, le gouvernement fédéral se trouve à augmenter d'autant le revenu.

On sait que l'impôt est calculé sur une échelle de salaire. Prenons, par exemple, le cas d'un homme qui a un revenu ou un salaire de \$3,000 par année. Il n'a pas besoin de pension de vieillesse. Mais s'il les touche, à raison de \$48 par mois, son revenu grimpera à \$3,480, donc dans une classe où son impôt sera sensiblement plus élevé. Par conséquent une tranche importante de la pension retournera au gouvernement sous forme d'impôt sur le revenu.

Combien tout cela rapportera-t-il au gouvernement? Il est difficile de l'établir, mais on peut être sur que ce sera une somme appréciable. Et je sais que cet argent ira à Ottawa, et non à Québec.

De plus, pour payer le coût des pensions en haut de 70 ans sans preuve d'éligibilité, Ottawa veut aussi imposer une nouvelle taxe. Laquelle? Encore une fois, il ne nous l'a pas dit. Serait-ce encore sur le revenu, sous forme d'augmentation, ce qui amputerait d'autant la tranche de la pension qui lui conviendra? Encore une fois, nous ne le savons pas. Mais ce que nous savons, c'est que le gouvernement fédéral a l'intention d'imposer une nouvelle taxe s'il prend à sa charge les pensions de vieillesse à 70 ans sans enquête sur l'état de fortune des ayants droit.

Le gouvernement fédéral se dit prêt à contribuer au paiement de la pension des personnes de 65 à 69 ans, avec preuve d'éligibilité, dans ce second cas, dans la proportion de moitié par Ottawa et moitié par les provinces. Depuis l'établissement du système de pensions en 1930, Ottawa paye les trois-quarts des pensions et les provinces le quart. En vertu du système proposé par Ottawa, les provinces auront donc des charges plus considérables à affronter; elles devront verser 50 % au lieu de 25 %. Or, les personnes de 65 à 70 ans sont plus nombreuses que celles âgées de plus de 10 ans. Il faudra donc que les provinces paient la moitié du coût des pensions à un plus grand nombre de personnes. Ce sera pour la province une charge additionnelle de \$8,000,000 à \$10,000,000.

Mais, pour que le système puisse fonctionner, il faudra amender la Constitution. Il n'y a aucun doute possible aujourd'hui sur le droit des provinces en matière de pension de vieillesse. Le chapitre 13 de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique dit clairement que les provinces ont juridiction exclusive en matière de droit civil et de propriété. Il est évident que les pensions de vieillesse sont du domaine provincial. Impossible, donc, d'établir le système à base contributoire sans amender la Constitution.

Voici la proposition d'amendement que nous a faite le gouvernement central. Pour assurer la stabilité des pensions, le fédéral propose d'amender la Constitution en ajoutant à la section 95 de la Constitution l'alinéa suivant<sup>1</sup>...

Et maintenant je traduis car Ottawa m'a envoyé son amendement en anglais: "Nonobstant tout ce qui est dit dans cet article, le Parlement du Canada a le pouvoir de faire des lois concernant les pensions de vieillesse".

Or, l'article dont il est question est l'article 95 de la Constitution qui parle des pouvoirs conjoints des provinces et des autorités fédérales. Cet article comprend également une clause en vertu de laquelle, lorsqu'il y a conflit entre une loi fédérale et une loi

provinciale, c'est la loi fédérale qui prévaut. L'amendement serait subordonné à une loi fédérale; il donnerait donc préséance à Ottawa, ce qui revient à dire qu'il y aurait prédominance fédérale en matière de pensions de vieillesse, un domaine exclusivement provincial.

Nous ne pouvons accepter une telle chose et le gouvernement de la province de Québec n'est pas prêt à l'accepter. La pension de vieillesse, en effet, est non seulement une question d'argent, mais elle comporte aussi un facteur d'ordre psychologique; il y a là tout un ensemble de traditions à sauvegarder, des coutumes à maintenir, une façon de vivre à protéger, basée sur nos traditions. Nous sommes bien prêts à accepter un amendement à la Constitution, nous sommes prêts aussi à discuter avec Ottawa dans un désir de collaboration et de coopération amicales, mais nous ne pouvons accepter une proposition qui porte atteinte à nos droits et traditions.

L'amendement que nous voulons est un amendement qui existera pour lui-même, un amendement qu'on n'accrochera à aucun article où d'autres stipulations pourraient avoir priorité sur lui et qui seraient incompatibles avec l'autonomie de la province. Nous voulons, en résumé, un amendement qui soit clair et ne présente aucune mesure de subordination de la province aux autorités fédérales. Il faut donc apporter un amendement qui ne donne pas à Ottawa une suprématie qui ne doit pas exister.

J'ai communiqué ce midi même avec l'honorable M. Stuart Garson, ministre fédéral de la Justice. M. Garson m'a informé, au cours d'une conversation téléphonique, qu'il m'enverrait incessamment un document exposant la réaction des diverses provinces devant les propositions fédérales. Il a ajouté, avec sa courtoisie habituelle, que la conversation téléphonique serait suivie d'une lettre relative à un nouveau projet d'amendement. Cela veut dire que le premier projet d'amendement est incompatible avec la situation des provinces. Lors du premier débat sur la loi des pensions, j'avais déclaré que cet amendement n'était certainement pas le dernier mot d'Ottawa. Je dois dire que je n'ai jamais considéré comme finales les premières propositions d'Ottawa qui me paraissaient préparées par des employés désireux de faire du zèle plutôt que par des ministres, et qui étaient certainement incompatibles avec les droits des provinces. Attendons donc.

Lors du débat sur la deuxième lecture, l'opposition avait soumis que les pouvoirs donnés au gouvernement par le texte original étaient trop généraux et équivalaient à un mandat en blanc. Bien que nous ne soyons pas du même avis, nous voulons

être conciliants. Le problème à résoudre est vaste, et ce n'est pas avec des pouvoirs restreints qu'on peut régler un problème vaste. Pour bien montrer que nous sommes au-dessus de la politique et de l'esprit de parti, j'ai préparé des amendements qui, j'espère, se rendront aux désirs de ceux que le premier projet ne satisfait pas, et qui rendront la loi absolument claire pour tout le monde.

Je soumets donc une nouvelle rédaction des articles 1, 2 et 5.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je veux discuter le projet de loi en toute objectivité, sans parti pris ou idée préconçue. L'autre jour, j'ai d'ailleurs exprimé assez clairement l'attitude de l'opposition au sujet des pensions.

Nous sommes en faveur du versement de pensions de 65 à 69 ans après enquête prouvant leurs moyens d'existence, ces pensions étant versées moitié par le gouvernement provincial, moitié par le gouvernement fédéral. Nous n'avons pas changé d'avis.

Dans le cours de la discussion de l'autre jour, j'ai attiré l'attention sur un défaut du système actuel de pensions. Ce défaut, c'est que la pension annuelle est coupée dans la mesure où le gouvernement a d'autres sources de revenus. C'est une circonstance propre à décourager les pensionnés. Il serait encore plus anormal de fixer cette condition pour les pensions destinées aux vieillards de 65 à 69 ans; car beaucoup de gens de cet âge ont encore la capacité de travailler. Je déplore donc le défaut du système actuel de pensions qui veut que la pension soit proportionnellement réduite suivant le revenu du pensionnaire.

L'opposition est en faveur que les pensions aux vieillards de 70 ans et plus soient entièrement payées par le gouvernement fédéral, et qu'on ne fasse pas de distinction pour ces pensions entre indigents et riches.

Le premier ministre a dit que l'octroi de pensions aux gens qui ont des revenus personnels permettrait au gouvernement fédéral de toucher plus d'impôts sur le revenu, parce que les revenus de ces gens changeraient de catégorie aux yeux du fisc. Cette prétention que le système projeté, pour les personnes de 65 à 69 ans, affectera l'impôt sur le revenu, je n'y crois pas. Je ne partage donc pas l'opinion du premier ministre que le paiement de la pension à 70 ans sans évaluation des ressources va permettre au fédéral de reprendre en impôts sur le revenu tout ce qu'il donnera en pensions. Le supplément d'impôt prélevé auprès des gens riches serait de toute façon inférieur à la pension versée.

Il est juste que ceux qui perçoivent des revenus sous forme de pensions de vieillesse, tout comme sous forme d'allocations familiales, doivent payer l'impôt sur le revenu comme les autres citoyens, s'ils dépassent les limites fixées par la loi de l'impôt.

À la conférence d'Ottawa, le premier ministre s'est exprimé beaucoup plus clairement qu'aujourd'hui. Il lit des extraits du discours du premier ministre à la conférence, et conclut que le premier ministre s'est alors prononcé carrément pour le paiement de la pension à 65 ans avec contribution égale des provinces et du gouvernement fédéral.

Il met ensuite en doute les chiffres que le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a cités à la Chambre la semaine dernière, relativement au nombre de personnes qui recevront les pensions, si le changement survient. Le ministre avait alors déclaré que le coût dépasserait le montant payé actuellement. Il constate une divergence marquée entre les chiffres cités par le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse, notamment de 180,000 qui représenterait, d'après ce dernier, le nombre de personnes de 70 ans et plus qui auraient droit à la pension dans la province, dont 73,230 reçoivent la pension de vieillesse.

À mon avis, dit-il, ce chiffre n'est pas croyable, surtout si l'on tient compte de la mortalité. Il fait à son tour une étude des statistiques des 30 dernières années pour répondre aux propos du ministre. Selon les calculs faits en s'appuyant sur les trois derniers recensements, il n'y a pas plus de 114,000 personnes de 70 ans et plus au Québec, dit-il.

Dans le groupe de 65 à 69 ans, nombre de personnes seront en état de travailler et travailleront effectivement, et n'auront pas droit à la pension. Donc, la charge que portera le gouvernement ne sera pas plus forte que celle qui est siennée actuellement.

Il cite de nouveau le rapport du comité mixte pour appuyer ce dernier avancé. Le comité, comme lui, est d'avis que le fardeau du gouvernement ne sera pas augmenté et que, dans toutes les provinces, la part de ces dernières ne dépassera pas \$31,000,000 en 1951, soit un peu moins que ce qui est payé actuellement.

Il admet volontiers cependant qu'avec les années, ce fardeau augmentera, car le nombre des personnes de 70 ans sera plus considérable, avec la hausse de la moyenne de vie.

Quant aux amendements qui doivent être faits à la Constitution pour permettre au fédéral d'entrer dans ce champ légalement à la place des provinces,

dit-il, je désire qu'ils soient clairs. Je crois que l'article 95 de la Constitution doit être rédigé de nouveau, pour limiter à la seule question des pensions les pouvoirs plus étendus que réclame le pouvoir fédéral.

Il ne se glorifie pas d'avoir fait amender le bill du premier ministre qui, dit-il, manque encore de précision sur le plan des pensions comme sur la question constitutionnelle. D'ailleurs, dans la correspondance produite en Chambre, plusieurs provinces ont formulé des objections au texte d'Ottawa qui a été lu cet après-midi. Je relève des commentaires très au point des premiers ministres Frost et MacDonald. Le premier ministre de l'Ontario a été particulièrement objectif sur ce sujet.

Après les remarques du solliciteur général, il est évident que d'autres premiers ministres ont formulé de l'opposition à l'amendement proposé à la Constitution.

La province de Québec doit suivre l'exemple des autres. Il faut non seulement formuler des objections mais également poser ses propres conditions. Autrement, il sera difficile d'arriver à une entente. Et c'est le seul moyen propre à faire connaître les vues du Québec sur ces sujets si controversés.

Je m'accorde avec le premier ministre pour dire que le projet d'amendement suggéré par Ottawa est conçu en termes trop vagues et qu'il est inacceptable aux provinces.

Les amendements du premier ministre ne délimitent pas plus le mandat du gouvernement que les premiers insérés dans le bill discuté. Le gouvernement ne dit pas clairement non plus s'il est favorable à payer les pensions aux gens de 65 ans et plus. La seule précision que l'on apporte, c'est qu'il s'agit de pensions qui seraient payables à partir de 65 ans.

Quant à l'article qui parle des amendements constitutionnels, il est difficile d'avoir un texte net, clair et complet. L'opposition n'a pas réclamé cela en deuxième lecture, mais on devrait donner au moins la substance de l'amendement que le gouvernement accepterait de faire à la Constitution.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai fait mon possible pour rencontrer les vues de l'opposition, mais je ne peux pas aller plus loin. Comment pourrions-nous négocier si les pouvoirs qu'on nous donne sont délimités de façon trop rigide? Le peuple a confiance en nous sur la question des droits provinciaux. C'est pour cela qu'il nous a donné la majorité que l'on constate. Il est temps maintenant de passer à l'action.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):**

Puisque nous nous entendons sur l'opposition à un régime de pensions qui seraient payées entièrement par Ottawa, sans preuve d'indigence, à partir de 70 ans, pourquoi ne pas le préciser dans le projet de loi?

Je conseille au gouvernement de ne pas se contenter de refuser les offres faites aux provinces, mais de formuler ses propres conditions et ses objections de façon précise. De plus, on devrait donner au moins les grandes lignes de l'amendement constitutionnel qu'on désire. Autrement, il n'y aura jamais entente parfaite.

Le premier ministre a parlé d'un mandat en blanc qu'il aurait obtenu aux élections. Je ne discuterai pas du nombre plus élevé des ministériels de cette Chambre. Mais est-ce à dire que, parce que la majorité du gouvernement est forte, le premier ministre et ses collègues peuvent tout faire sans tenir les députés au courant de leurs intentions, de leurs actions, dans un domaine aussi complexe et aussi grave pour l'avenir de la province? Son amendement ne limite pas beaucoup son mandat. Il n'indique pas que la province ne paiera que 50 % de la pension à 65 ans.

Quant à l'article qui parle des amendements constitutionnels, j'admets qu'il est difficile d'avoir un texte net, clair et complet. L'opposition n'a pas réclamé cela en deuxième lecture, mais on devrait donner au moins la substance de l'amendement que le gouvernement accepterait de faire à la Constitution.

L'opposition est évidemment consentante à ce que la Constitution soit amendée pour permettre à Ottawa de payer tout le coût des pensions à 70 ans et plus.

Il reproche au premier ministre de ne pas dire s'il est favorable à l'imposition d'une taxe de 3 % sur les ventes, comme le suggère Ottawa, pour combler le coût des pensions entre 65 et 69 ans. Je ne vois pas comment on peut prétendre que les pensions à 65 ans augmenteront la charge des provinces. Peut-être certaines provinces ont-elles besoin de revenus additionnels, mais ça ne paraît pas être le cas du Québec, dit-il.

Quant à l'article 2, il ne dit pas qu'il y a deux amendements constitutionnels en discussion. Nous ne savons même pas, à l'heure actuelle, si l'amendement que l'on se propose de négocier donne juridiction au fédéral en matière de pensions ou s'il inclut le transfert aux provinces d'une nouvelle taxe de vente indirecte de 3 % pour payer la part contributive des pensions de 65 à 69 ans? S'agit-il présentement de la juridiction fédérale en matière de pensions ou des

nouvelles taxes? Après ce qu'a dit le premier ministre, rien ne peut nous éclairer là-dessus.

Quant au troisième amendement limitant la mise en vigueur de la loi à une période de 12 mois, je suis d'opinion qu'il est très secondaire.

En résumé, les amendements proposés par le premier ministre sont de légères améliorations, mais ils changent peu de chose aux dispositions du bill. On n'indique pas les grandes lignes du projet. L'article est presque aussi vague que celui qu'il remplace. En somme, il s'agit d'une proposition pour autoriser le gouvernement à conclure une entente avec le fédéral pour assurer des pensions aux personnes âgées de 65 à 69 ans.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

Seulement deux mots pour répondre aux longs arguments du chef de l'opposition au sujet de la répartition des charges des pensions de vieillesse. Ça m'a donné l'impression d'être la seconde édition des élucubrations dont nous a abreuvés, l'autre jour, le député de Montréal-Verdun (M. Ross). Dans le cas du premier, c'était plus clair au moins et c'était excusable sur le compte de la naïveté et de la jeunesse.

Le chef de l'opposition suit constamment la politique de tenter de justifier toutes les attitudes d'Ottawa et d'affaiblir les arguments invoqués par Québec, et les provinces, surtout quand le gouvernement actuel veut sauvegarder notre autonomie ou tenter d'en recouvrer des parties sacrifiées par des administrations libérales.

Le chef de l'opposition a, dit-il, insinué que j'avais trompé la Chambre.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Point d'ordre! Je n'ai jamais dit cela, mais j'ai mis en doute l'authenticité des chiffres du ministre.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):**

On peut tromper inconsciemment. C'est ce que mon honorable ami a fait tantôt. Le chef de l'opposition a soutenu qu'en payant 50 % la province de Québec n'aurait pas à déboursier plus que lorsqu'elle paie 25 % des pensions. Pour arriver aux chiffres qu'il nous a donnés, le chef de l'opposition a sans doute été forcé d'additionner les naissances et les mariages, les diviser par les baptêmes, en soustraire les décès et multiplier le tout par les cercueils!

Les chiffres que j'ai cités l'autre jour étaient basés d'abord sur le recensement de 1941, puis sur les rapports des inspecteurs du bureau des pensions de vieillesse et le recensement des paroisses. Quels que soient les chiffres du recensement de 1941, il est

un fait indiscutable: C'est que ces sources sûres ont révélé que le pourcentage des vieillards de 70 ans qui reçoivent des pensions de vieillesse est d'environ de 40 %, depuis le début de l'application de la loi. Ensuite, qu'au 31 janvier 1951, il y avait exactement 72,230 pensionnés dans la province; si ce nombre représente 40 %, il doit nécessairement y avoir à quelques centaines près, 180,000 vieillards de 70 ans et plus. C'est une conclusion mathématique.

Le chef de l'opposition peut rire; c'est avec une telle attitude que lui et ses partisans sont aussi peu nombreux en Chambre aujourd'hui. Chaque fois que la province perd quelque chose aux mains du fédéral, ça fait rire les libéraux. C'est pour ça que le peuple nous a donné sa confiance, parce qu'il sait que nous sommes de son côté, que nous allons défendre l'autonomie de la province.

En vertu du nouveau régime de pension de vieillesse proposé, le gouvernement fédéral se soulage du coût des pensions de vieillesse en plaçant ce fardeau entièrement sur les épaules des provinces.

En vertu du système proposé, il en coûtera beaucoup plus cher à la province pour payer 50 % de la pension aux vieillards de 65 à 70 ans qu'il ne lui en coûte présentement pour payer 25 % de la pension aux vieillards de 70 ans et plus. Par contre, il en coûtera moins cher à Ottawa pour payer 50 % des pensions entre 65 et 70 ans qu'il ne lui en coûte présentement pour payer 75 % des pensions aux bénéficiaires de 70 ans et plus.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** résume les propositions au sujet des pensions de vieillesse, le fédéral assumant le paiement entier de la pension de 70 ans en montant et assumant 50 % de la pension de 65 à 70 ans.

Le Parti libéral est favorable à l'amélioration des pensions de vieillesse qu'il a instituées en 1927. Mais le bill ne définit pas le plan d'amélioration. Le bill autorise un amendement à la Constitution. On amendera l'article 95...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Bondissant) Il n'y aura jamais d'amendement à l'article 95. Nous ne l'accepterons pas.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** Je m'entends avec le premier ministre pour dire que l'amendement constitutionnel proposé par Ottawa est inacceptable dans sa forme actuelle. Cependant, ce que j'affirme de nouveau, c'est que la province de Québec n'aurait pas besoin d'imposer une taxe de vente directe de 3 % pour payer sa part des pensions entre 65 et 70 ans.

D'après le dernier recensement, il y avait en 1941, dans la province de Québec, 114,288 personnes de 55 à 59 ans. Il a dû en mourir quelques-unes depuis 10 ans. En supposant même que les mutations de population auraient suppléé aux décès dans ce groupe d'âge, il ne peut tout de même pas y avoir aujourd'hui plus de personnes de 65 à 70 ans qu'il n'y avait de personnes de 55 à 60 ans il y a 10 ans. Et comme il y a plus de personnes qui travaillent entre 65 et 70 ans qu'il n'y en a après 70 ans, on ne peut pas établir à plus du tiers la proportion des gens qui pourraient fournir une preuve d'indigence. Cela fait 38,000 bénéficiaires, de sorte que la part de la province demeurerait sensiblement la même, soit dans les environs de \$8,500,000. Or, une taxe de vente de 3 % rapporterait un revenu formidable puisque la taxe actuelle de 2 % rapporte déjà \$30,000,000 par année.

J'estime que le plan fédéral d'amélioration des pensions n'augmentera les charges de la province de Québec que de \$372,000. Quant aux amendements apportés par le premier ministre, j'estime qu'ils n'améliorent pas beaucoup le bill, qui demeure vague.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je n'ai pas l'intention d'éterniser le débat; les actions comptent beaucoup plus que les paroles. Nous voulons donc de l'action; nous voulons des réalisations.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) a fort bien exposé la question et détruit les arguments de l'opposition. Le chef de l'opposition a prétendu, dans un dédale de mots et un océan de contradictions, que le gouvernement de l'Union nationale ne s'était jamais prononcé sur le problème des pensions. On ne peut être plus en contradiction avec les faits. L'Union nationale a établi les pensions et les a payées.

Le gouvernement de Québec, c'est le premier gouvernement au pays qui se soit prononcé en faveur du paiement des pensions à partir de 65 ans. Mais il ne faut pas oublier que les pensions sont payées avec l'argent du peuple. Or, le gouvernement fédéral - et je dis cela sans critiquer - absorbe au-delà de 77 % des revenus de toutes les taxes perçues au pays, de sorte que les gouvernements provinciaux et les corporations municipales et scolaires doivent se contenter des 23 % qui restent.

Avec le plan proposé, le gouvernement central retirerait plus de 77 % des taxes, puisqu'il veut établir un impôt illimité pour payer sa contribution aux pensions. Quand Ottawa propose de

prendre de nouveaux pouvoirs, il ne pose aucune limite, mais dans le cas présent, il limite à 3 % l'autorisation aux provinces d'imposer une taxe indirecte. Cette nouvelle pension va coûter des millions, et la preuve, c'est que le fédéral prévoit l'imposition d'une nouvelle taxe.

Les propositions ne coûteront probablement rien à Ottawa, mais elles coûteront plus cher aux provinces. Si, comme le chef de l'opposition le prétend, cela ne coûtera pas plus cher aux provinces, alors comment explique-t-il qu'Ottawa soit prêt à donner aux provinces le droit d'imposer une taxe de vente indirecte de 3 % pour compenser les coûts supplémentaires?

**M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne)** dit qu'il est d'accord, en principe, avec la pension de vieillesse à 65 ans, mais il croit qu'on devrait laisser la possibilité aux gens d'opter pour une pension à 70 ans sans évaluation de leurs ressources.

Il félicite le premier ministre, et invite tous les premiers ministres des provinces canadiennes à rendre hommage au chef du gouvernement. Il fait la même invitation au premier ministre du Canada pour la part que l'honorable Duplessis a prise dans les débats constitutionnels au cours des conférences récentes.

J'ai eu l'occasion de consulter un grand nombre de mes électeurs, et je suis contre l'ultimatum servi par Ottawa d'imposer une nouvelle taxe de 3 %. Ce n'est pas acceptable. Ce sont précisément les pensionnés qui seront le plus durement touchés par cette nouvelle taxe. La taxe devrait plutôt être perçue par la province sur les profits bruts des compagnies.

Il se déclare finalement en faveur de l'amendement proposé par le premier ministre.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Afin d'assurer de meilleures pensions aux vieillards et aux aveugles et d'en faire bénéficier un plus grand nombre de personnes, le gouvernement de la province est autorisé à conclure avec le gouvernement du Canada toute entente qu'il jugera conforme aux meilleurs intérêts de la province et aux normes d'une saine sociologie."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. Afin d'assurer des pensions justes et raisonnables aux vieillards et aux aveugles de la province et d'en faire bénéficier, quant aux vieillards, les personnes âgées de 65 ans ou plus, le gouvernement de la province est autorisé à conclure

avec le gouvernement du Canada toute entente qui sera conforme aux droits et aux meilleurs intérêts de la province et qui facilitera, à ce sujet, la coopération entre les autorités fédérales et les autorités provinciales de Québec."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il est impossible d'avoir un article plus clair.

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Le gouvernement de la province est autorisé à consentir, en ce qui concerne ces pensions, à tout amendement constitutionnel qu'il estimera approprié, efficace et juste."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
L'article 2 du bill a fait dire à l'opposition que le gouvernement réclamait un mandat en blanc. Je regrette que, pour l'opposition, tout ce que peut faire l'Union nationale soit à priori mauvais. Pour l'opposition, tous les mandats sont blancs quand il s'agit de l'Union nationale. S'il y a eu un blanc-seing, c'est celui que le peuple donna à l'Union nationale le 28 juillet 1948.

Il nous a donc donné un mandat clair et précis pour faire respecter l'autonomie de la province, mandat que nous nous efforçons de remplir au meilleur de notre connaissance. Si on en doute, qu'on regarde la Chambre actuelle. Mais pour montrer encore mon esprit de conciliation et rassurer la gauche, je substitue un nouveau texte à l'article 2.

L'article 2 est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. En ce qui concerne seulement l'établissement et le paiement de ces pensions, le gouvernement de la province est autorisé à consentir à un amendement constitutionnel bien défini qui permettra et facilitera l'établissement et le paiement de ces pensions sur des bases justes et en coopération avec les autorités fédérales."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
De plus, concession additionnelle et non nécessaire puisque le projet de loi no 26 n'est que l'écho du mandat reçu en 1948, l'article 5 qui se lisait:

L'article 5 est amendé et se lit désormais comme suit:

"5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, mais ne demeurera en force que pendant une période de 12 mois après sa sanction."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
En réponse aux objections formulées en Chambre et qui portaient sur les droits trop étendus que demanderait le gouvernement, j'ai voulu restreindre davantage les pouvoirs demandés à la Chambre.

C'est ainsi que le principal changement à la rédaction du bill consiste à spécifier que la durée des pouvoirs réclamés ne devra pas excéder un an.

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 26 après l'avoir amendé.  
Le bill amendé est lu et agréé.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)**  
demande que la troisième lecture soit remise à une séance ultérieure<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
déclare que la troisième lecture aura lieu plus tard dans la journée.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

### Sécurité publique et véhicules automobiles

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 concernant la sécurité publique et la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Tellier (Montcalm)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 40 de la loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142) est remplacé par le suivant:

"40. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement,

"a) classer les chemins publics de la province pour les fins de la circulation des véhicules de toute sorte;

"b) déterminer les dimensions et la pesanteur maxima des autobus, véhicules de commerce et véhicules de livraison qui peuvent y circuler;

"c) fixer la limite du poids, charge comprise, et de la vitesse des véhicules autorisés à y circuler en période de dégel ou de pluie;

"d) réglementer l'emploi et la circulation de convois automobiles dans les chemins publics.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déléguer, généralement ou spécialement, au ministre de la Voirie, l'exercice des pouvoirs ou d'une partie des pouvoirs prévus par le présent article."

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):** L'article 1 tend à remplacer l'article 40 qui réglementait les dimensions et le poids des véhicules lourds et désignait les routes pour véhicules lourds.

Le nouvel article 40 a pour but d'autoriser le gouvernement à classer les routes selon leur utilisation par les différentes catégories de véhicules, à déterminer les dimensions et la pesanteur maximums des véhicules, à fixer la limite du poids et de la vitesse au moment du dégel ou en temps de pluie.

La loi permettra une classification rationnelle des chemins au fur et à mesure des besoins et des possibilités.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Cela est nécessaire, car le classement actuel est désuet. Il

est bon de rendre la loi des véhicules automobiles moins rigide.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Est ajouté, après l'article 2, un nouvel article 3 qui se lit comme suit:

"3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 47, le suivant:

"47a. Il est interdit d'entraver, au moyen d'une barrière ou de tout autre obstacle, l'entrée et la libre circulation dans un chemin tracé, même sur la propriété privée, comme chemin d'hiver pour la circulation des véhicules automobiles et servant de déviation à un chemin entretenu par le gouvernement de la province ou par une municipalité, ou à la fois par les deux.

"Quiconque contrevient aux dispositions du présent article commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de vingt-cinq dollars à cent dollars sur une première condamnation; d'une amende de cinquante dollars à deux cents dollars sur une deuxième condamnation; et d'une amende de cent dollars à cinq cents dollars sur toute condamnation subséquente. À défaut de paiement de l'amende et des frais sur chaque condamnation, le contrevenant est passible d'un emprisonnement de trente à quatre-vingt-dix jours.

"Tout officier et tout employé du département de la Voirie de la province est autorisé à enlever et à détruire, sans indemnité pour le propriétaire, toute barrière et tout autre obstacle placés à l'entrée ou sur le parcours d'un tel chemin de déviation."

Le nouvel article 3 est adopté.

En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 49, les suivants:

"49a. Quiconque conduit un véhicule automobile pendant que sa licence de conducteur ou de chauffeur est suspendue, ou conduit un véhicule automobile dont l'enregistrement est, à sa connaissance, suspendu, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de vingt-cinq dollars à cent dollars pour une première infraction, de cinquante à deux cents dollars pour une deuxième

infraction et de cent dollars à quatre cents dollars pour toute infraction subséquente, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trente jours à quatre-vingt-dix jours."

"49b. Tout propriétaire d'un véhicule automobile circulant dans un chemin public et dont le poids excède celui qui a été déclaré dans la demande d'enregistrement de ce véhicule commet une infraction et est passible, outre des frais et de la différence des honoraires qu'il aurait dû payer, d'une amende de cent à cinq cents dollars pour la première infraction, d'une amende de trois cents dollars à six cents dollars pour la deuxième infraction et d'une amende de cinq cents à mille dollars pour toute infraction subséquente.

"Lors d'une condamnation en vertu du présent article, pour une infraction subséquente à la deuxième, le juge ou le magistrat ordonne la confiscation du véhicule automobile impliqué."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les amendes prévues, pour le cas d'un conducteur dont la licence a été suspendue, ne sont pas suffisantes; par contre, celles qui sont prévues pour le propriétaire de véhicule de poids excessif sont trop élevées. Donc, dans le premier cas, les peines sont insuffisantes et dans le deuxième cas, elles sont exagérées.

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** répond en citant le cas d'un camion qui a fait des milliers de dollars de dégât. Les chauffeurs ne sont pas tous des millionnaires, dit-il, et les camions causent des dommages considérables.

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 et 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. L'article 68 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 21, est modifié en y retranchant les sous-paragraphe *a*, *b*, *c* du paragraphe 3."

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** S'il est logique de laisser au ministre le soin de classer les routes, il vaudrait peut-être mieux confier à la Régie des transports le soin de faire des règlements pour limiter les charges des camions ou des remorques. D'ailleurs, l'article 68 de la loi des véhicules automobiles donne déjà certains pouvoirs de réglementation à la Régie des transports au point

de vue du poids et des dimensions des véhicules automobiles. C'est donc la Régie des transports qui devraient régler entièrement ces cas, car le ministre n'aura pas le temps de faire des enquêtes.

L'article 8 est adopté.

Les articles 9 et 10 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 47 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

### Droits de mine et concessions minières

**L'honorable M. French (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 concernant le renouvellement des titres de certains droits de mine et concessions minières soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Un délai de huit mois est bien court dans les circonstances.

Adopté après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. French (Compton)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 53 sans l'amender.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 46 relatif aux coopératives d'électricité;
- bill 105 concernant la succession d'Hermann

Gottlieb Huber;

- bill 106 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Victoriaville;
- bill 110 changeant le nom de Léopold-Marcel Lortie en celui de Léopold-Marcel Villeneuve;
- bill 112 concernant l'instruction publique dans la cité de Granby;
- bill 114 modifiant la charte de la ville de La Tuque;
- bill 116 autorisant le recteur et les marguilliers de St. Matthew's Church, de la cité de Québec, à vendre le lot numéro 3,296 au cadastre du quartier Saint-Jean, de la cité et du district de Québec;
- bill 117 concernant l'admission de M<sup>e</sup> André Poirier à l'étude et à l'exercice de la profession de notaire;
- bill 118 concernant l'adoption de Henri-Maurice Morin;
- bill 119 concernant la succession de l'honorable Paul-G. Martineau;
- bill 120 autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raphael Esposito;
- bill 123 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jean-Théodore Chenevert;
- bill 126 autorisant les commissaires d'écoles de la cité de Thetford Mines à imposer une taxe d'éducation;
- bill 225 modifiant la loi des maîtres électriciens de la province de Québec.

#### Projets de loi:

##### **P.-H. Maranda et P.-É. Tardif**

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 autorisant la Corporation des opticiens d'ordonnance de la province de Québec à admettre Paul-Henri Maranda et Paul-Émile Tardif.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 175 sans l'amender.

**M. Saucier (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Charte du collège de Lévis**

**M. Samson (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 modifiant la corporation du Collège de Lévis.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 167 sans l'amender.

**M. Samson (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Ratification de résolutions pour Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 ratifiant une résolution de la corporation du village de Crabtree et une résolution des commissaires d'écoles pour la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills (Joliette).

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 178 sans l'amender.

**M. Tellier (Montcalm)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Charte de Sainte-Rose**

**M. Barrière (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 modifiant la charte de la ville de Sainte-Rose.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 129 sans l'amender.

**M. Barrière (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Corporation de Saint-Laurent**

**M. Johnson (Bagot)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 conférant certains pouvoirs à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Laurent.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 146 sans l'amender.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Charte d'Outremont**

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 109 sans l'amender.

**M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Charte de Saint-Jérôme**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 155 sans l'amender.

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Jeunesse étudiante de Montréal**

**M. Roche (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 concernant les propriétés de la Fédération diocésaine de Montréal de la Jeunesse étudiante catholique du Canada incorporée, de la Fédération diocésaine de Montréal de la Jeunesse indépendante catholique féminine incorporée et de la Jeunesse étudiante catholique incorporée.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 171 sans l'amender.

**M. Roche (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Charte de Black Lake**

**M. Vachon (Wolfe)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 modifiant la charte de la ville de Black Lake.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

**M. Vachon (Wolfe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Donation de Louis-A. Gosselin**

**M. Roche (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 concernant une donation faite par Louis-A. Gosselin et dame Aldéa Bélanger, son épouse, en faveur de Gérard Gosselin et Marcel Gosselin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 161 sans l'amender.

**M. Roche (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Charte de Louiseville**

**M. Caron (Maskinongé)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 108 sans l'amender.

**M. Caron (Maskinongé)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières**

**M. Bellemare (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 174 modifiant la loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 174 sans l'amender.

**M. Bellemare (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Succession de Jean (John) Champoux**

**M. Prévost (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 163 concernant la succession de Jean dit John Champoux.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 163 sans l'amender.

**M. Prévost (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Mobbs & Lewis (Canada), Notre-Dame-du-Lac**

**M. Pelletier (Témiscouata)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 172 concernant l'évaluation des immeubles de la Mobbs & Lewis (Canada) Ltd. par la municipalité et les commissaires d'écoles de Notre-Dame-du-Lac.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 172 sans l'amender.

**M. Pelletier (Témiscouata)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Charte de Richmond**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 133 modifiant la charte de la ville de Richmond.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 133 sans l'amender.

**M. Goudreau (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Coaticook**

**M. Gérin (Stanstead)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 relatif à la ville de Coaticook.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 113 sans l'amender.

**M. Gérin (Stanstead)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Charte de Laval-Ouest**

**M. Barrière (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

**M. Barrière (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Charte de Drummondville**

**M. Bernard (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 143 sans l'amender.

**M. Bernard (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

#### **Reprise de la séance à 8 h 15**

#### **Projets de loi:**

##### **Pensions des vieillards et des aveugles**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 pour améliorer les pensions des vieillards et des aveugles soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** invite le député de Montréal-Verdun (M. Ross) à présenter l'amendement du groupe libéral.

**M. Ross (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit amendée, en remplaçant tous les mots après "que", par les suivants:

"Le bill 26 intitulé: Loi pour améliorer les pensions des vieillards et des aveugles soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instructions de le modifier de façon à préciser:

"1. que l'entente à intervenir entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada devra pourvoir:

"a) au paiement par le gouvernement du Canada d'une pension à toutes les pensions âgées de 70 ans ou plus, sans évaluation de leurs ressources; et

"b) au paiement par les gouvernements de Québec et du Canada conjointement d'une pension à toutes les personnes âgées de 65 à 70 ans, après évaluation de leurs ressources.

"2. La portée des amendements constitutionnels auxquels le gouvernement du Québec est autorisé à donner son consentement."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant:

1. Qu'il aurait pour effet, s'il était adopté, d'entraîner des dépenses de deniers publics, ce qui ne peut se faire qu'à l'instigation d'un ministre de la couronne et qu'après qu'une résolution ayant le même objet ait été recommandée par le lieutenant-gouverneur;

2. Parce qu'il constitue un pamphlet politique, contrairement aux dispositions de l'article 150 du Règlement.

Il demande à l'Orateur de refuser la motion.

**M. Ross (Montréal-Verdun):** L'amendement ne parle que d'une entente.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ce n'est pas un projet de loi entraînant des dépenses d'argent. L'amendement touche simplement la façon dont les ententes devraient être conclues avec Ottawa. Ce n'est pas non plus un amendement rédigé sous forme de pamphlet, car il ne fait qu'exposer des principes de base.

**M. l'Orateur** décide que l'amendement est irrégulier parce qu'il comporte un bill de finance qui ne peut pas être présenté par un député, mais par un ministre seulement, après avoir reçu l'autorisation du lieutenant-gouverneur, et qu'il n'y a pas lieu d'adjudger sur la deuxième objection apportée à l'encontre de l'amendement.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Bourque,

Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Delisle, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dussault, Fleury, Fox, Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Marcotte, Matte, Ouellet, Poulin, Pouliot, Rennie, Roche, Samson, Saucier, Talbot, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 53.

**Contre:** MM. Dupré, Earl, Kirkland, Lévesque, Marler, Rochon, Ross, 7.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Nous avons fait notre possible pour faire valoir nos critiques et nos objections et, dans les circonstances, je ne vois pas autre chose à faire que d'accepter la troisième lecture.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vote!

La motion principale proposant la troisième lecture du bill 26 est mise aux voix et la Chambre se divise:

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Barrette, Bélanger, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Bourque, Chartier, Chartrand, Cossette, Côté, Delisle, Desjardins, Dubé, Duplessis, Dupré, Dussault, Earl, Fleury, Fox, Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gatién, Gendron, Gérin, Goudreau, Hanley, Hébert, Jeannotte, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé (Arthabaska), Labbé (Mégantic), Laberge, Langlais, Larivière, Lavallée, Leclerc, Lévesque, Lorrain, Marcotte, Marler, Matte, Ouellet, Poulin, Pouliot, Rennie, Roche, Rochon, Ross, Samson, Saucier, Talbot, Tellier, Thibeault, Trudel, Vachon, 60.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 30 modifiant la loi du crédit agricole du Québec, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant les deux premiers paragraphes du sous-article "14", par les suivants:

"14. Les remboursements en capital perçus par l'Office sur ses prêts aux agriculteurs sont remis au trésorier de la province afin d'être affectés au rachat des bons, obligations ou autres valeurs émises par l'Office et que détient le gouvernement.

"Ces argents sont déposés dans un fonds spécial qui est affecté en premier lieu au remboursement des emprunts effectués par l'Office conformément aux dispositions de l'article 8, puis au paiement des emprunts contractés par le gouvernement sous l'empire de la présente loi et enfin au remboursement de tout autre emprunt de la province désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil et dont le produit a servi, en totalité ou en partie, à rembourser le fonds consolidé du revenu des avances faites à l'Office."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 43 modifiant la loi des abeilles, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. L'article 15 de la loi des abeilles (Statuts refondus, 1941, chapitre 137), est modifié

a) en y ajoutant, après le mot "autrement", dans la deuxième ligne, les mots "ou saupoudrer";

b) en retranchant, dans la septième ligne de la version française, le mot "pleine".

## Projets de loi:

### Loi du crédit agricole

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 30 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Loi des abeilles

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 43 modifiant la loi des abeilles.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

## Subsides:

### Budget des dépenses 1951-1952

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** (Citant les *Comptes publics*) mentionne le cas de plusieurs employés qui, en 1949-1950 recevaient à peu près le même salaire qu'en 1943-1944. Il donne des noms qu'il a, dit-il, pris au hasard.

Si ces employés ne rendent pas les services requis, pourquoi les garder? Ne pourrait-on pas traiter convenablement ceux qui font de l'excellent travail et congédier ceux qui ne sont pas nécessaires? Évidemment, il y a les cas de sympathie, mais ils ne sauraient être aussi nombreux. En outre, pour obtenir un bon rendement d'un employé, il faut le payer convenablement.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):**

Quatre-vingt-un pour cent des employés de mon ministère ont bénéficié, depuis 18 mois, d'augmentations de salaires. En 1943-1944, le salaire moyen au ministère était de \$1,302.78; en 1949-1950, de \$1,915.24.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ça, c'est la moyenne, mais si l'on a augmenté des employés gagnant déjà des salaires élevés et que les autres n'ont rien eu, ça ne donne pas un sou de plus à ces derniers.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Nous avons accordé des augmentations à des employés supérieurs et, l'an dernier, un grand nombre d'autres plus bas salaires ont aussi bénéficié d'augmentations.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** déclare que le coût de la vie a considérablement augmenté et il réclame des augmentations plus substantielles pour les employés du ministère.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Je connais les gens qui vous ont donné la liste de noms; je peux vous les nommer.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je n'ai reçu aucun tuyau; je n'ai communiqué avec personne; j'ai choisi ces noms au hasard. Je crois que la Chambre doit prendre ma parole.

Il s'informe du nombre d'employés au ministère.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Mon ministère compte 286 employés dans le service intérieur et 364 dans le service extérieur.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour

couvrir les dépenses prévues à l'article: "Protection des forêts (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Le matériel servant à combattre les incendies en forêts doit être souvent remplacé parce qu'on s'en sert dans des conditions d'urgence extrêmement difficiles; on a élevé, l'an dernier, une douzaine de nouvelles tours, en acier, munies d'un poste récepteur-émetteur de radio, relié au poste de Charlesbourg. Le ministère a fait l'acquisition, depuis sept ans, d'une quarantaine de camions-citernes.

En 1950, il y a eu 1,307 feux de toutes sortes dans la province. En 1950, il y a eu 1,968,000 acres de forêts incendiées au pays et seulement 137,000 dans la province, ce qui faisait dire à un expert s'adressant récemment à moi que notre province possède le meilleur système de protection contre les feux de forêts au pays.

Le ministère organise annuellement huit expositions à travers la province.

Parlant de reboisement, il déclare: Le meilleur reboisement est encore le reboisement naturel.

Le canal de Beauharnois sera reboisé dans toute sa longueur, et dans quelques générations, ce travail représentera un actif très apprécié.

Les compagnies qui exploitent nos forêts sont limitées à la coupe annuelle, sous le présent gouvernement. Si les experts constatent que le bois franc est malade ou que le bois mou est rendu à maturité, on le fait couper pour assurer la protection des forêts.

Nous faisons également couper le bois brûlé. L'an dernier, environ 600,000 cordes de bois brûlé ont été coupées. Nous procédons de la même manière pour le bois attaqué par les vers ou la mouche à scie. Nous avons déjà récupéré de grandes quantités de bois endommagé.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service forestier (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les

dépenses prévues à l'article: "Arpentages (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service d'entomologie (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Surveillance des terres de la couronne (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Photographie aérienne (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté<sup>3</sup>.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures<sup>4</sup>.

#### NOTES

1. Le premier ministre lit l'amendement proposé en anglais; cette précision est mentionnée par le journaliste Dostaler O'Leary du journal *La Patrie* du 16 février 1951, à la page 4.

2. "Mais après discussion, on s'est finalement entendu pour en disposer au cours de la soirée", selon *L'Action catholique* du 16 février 1951, à la page 17.

3. "Les dix premiers items, au montant global de \$4,615,000, ont été adoptés après une discussion très paisible", écrit *La Presse* du 16 février 1951, à la page 21.

4. Selon *The Chronicle Telegraph* du 16 février 1951, à la page 8, après la séance, M. Daniel Johnson, qui avait été délégué du Québec aux conférences du British Commonwealth Parliamentary Association qui se sont déroulées en Nouvelle-Zélande, en décembre 1950, a présenté deux films aux membres de l'Assemblée législative: Un sur l'Australie et un sur la Nouvelle-Zélande, deux dominions. Étaient présents les Orateurs des deux Chambres, MM. Baribeau et Taché, plusieurs membres du cabinet du premier ministre, du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, ainsi qu'un certain nombre de journalistes de la Tribune de la presse.



Séance du mardi 20 février 1951

### Présidence de l'honorable A. Taché

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 121 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;
- bill 102 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 187 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Frederick Reichman à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 132 concernant la succession Hugh Quinlan ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer à sa demande.

Le rapport est adopté.

### Projets de loi:

#### Instruction publique à Sherbrooke

**M. Gérin (Stanstead)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

**M. Gérin (Stanstead)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Succession de Joseph Masson

**M. Johnson (Bagot)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 102 sans l'amender.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Frederick Reichman

**M. Johnson (Bagot)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 187 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre le docteur Frederick Reichman à l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 187 sans l'amender.

**M. Johnson (Bagot)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Canadian Tube & Steel Products

**M. Johnson (Bagot)** propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Johnston), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus

pour lui permettre de présenter la pétition de Canadian Tube & Steel Products Ltd., demandant l'adoption d'une loi validant le titre de Canadian Tube and Steel Products Ltd., à certaines propriétés, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

#### **Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de Canadian Tube & Steel Products Ltd., demandant l'adoption d'une loi validant le titre de Canadian Tube and Steel Products, Ltd., à certaines propriétés.

#### **Éducation à Arvida**

**M. Auger (Lac-Saint-Jean)** propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Marcotte), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition des commissaires d'écoles d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi concernant l'éducation à Arvida, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

#### **Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des commissaires d'écoles d'Arvida, demandant l'adoption d'une loi concernant l'éducation à Arvida.

#### **Projets de loi:**

##### **Commission de relations ouvrières**

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 55 concernant la Commission de relations ouvrières de la province de Québec.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il s'agit tout simplement d'amender la loi pour

répondre à une demande d'organisations ouvrières désireuses d'être représentées dans la commission. Je crois que la demande est légitime.

La CTCC a déjà un représentant, M. Alfred Charpentier; la Fédération provinciale en a un autre; et on en accordera un au Congrès canadien du travail. De toute façon, le nombre des commissaires sera porté de 5 à 7.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Commission du service civil, rapport 1949-1950**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel de la Commission du service civil de la province de Québec, pour l'année 1949-1950. (Document de la session no 20)

##### **Office du crédit agricole, rapport 1950**

**L'honorable M. Barré (Rouville)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'Office du crédit agricole du Québec, pour l'année se terminant le 31 décembre 1950. (Document de la session no 21)

#### **Questions et réponses:**

##### **Commission des liqueurs**

##### **M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):**

1. Combien la Commission des liqueurs de Québec avait-elle d'entrepôts:

a) en 1944?

b) en 1950?

2. Combien de magasins ladite Commission avait-elle durant chacune des susdites années?

3. Combien de permis pour la vente ou la livraison de bière la Commission a-t-elle émis au cours de chacune des années 1944 et 1950 à des brasseurs ou représentants de brasseurs, ou à d'autres personnes?

4. Combien de permis pour la vente de liqueurs alcooliques la Commission a-t-elle émis au cours de chacune des années 1944 et 1950?

a) à des personnes ayant des postes de commerce ou des établissements industriels ou

miniers dans le Nouveau-Québec ou dans d'autres territoires du Nord de la province?

b) à des hôtels ou cafés, pour vente de liqueurs alcooliques pendant les repas?

c) à des hôtels, pour vente de liqueurs alcooliques à des voyageurs?

d) à des hôtels reconnus nécessaires pour le tourisme et situés en dehors des cités et villes et de la région A?

e) à des bateaux à vapeur ou à des wagons-restaurants pour vente de liqueurs alcooliques à des voyageurs?

f) à des clubs pour vente de liqueurs alcooliques à des membres du club?

g) à des auberges ou restaurants, pour vente de vins et bière à des voyageurs pendant les repas?

h) à des magasins d'épicerie, pour la vente des bières?

i) à des tavernes pour la vente des bières au verre?

j) à des personnes ayant charge de banquets, pour la vente de vins et bières?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous le gouvernement actuel, les permis requis par la loi sont maintenant exigés, alors qu'ils ne l'étaient pas généralement sous le gouvernement précédent.

De 1944 à 1951, la population de la province de Québec a augmenté considérablement, de même que la population de certains centres urbains, en particulier la cité de Montréal. De plus, le nombre de touristes qui ont visité la province de Québec a aussi augmenté considérablement, de même que le montant des argent dépensés par ces touristes au cours de leurs voyages dans la province. En outre, les développements industriels dans la province, depuis 1945, sont extraordinaires et particulièrement remarquables. Pour avoir une idée juste et exacte de la situation, il est évident qu'il faut tenir compte de ces changements.

1. a) 3; b) 5;

2. a) 111; b) 120;

3. a) 137; b) 244;

4. a) aucun;

b) 1. 95, 2. 113;

c) 1. 393, 2. 697;

d) 1. 6, 2. 24;

e) 1. 18, 2. 19;

f) 1. 150, 2. 183;

g) 1. 162, 2. 278;

h) 1. 1,572, 2. 2,969;

i) 1. 571, 2. 579

j) 1. 302, 2. 2,129. Sous le gouvernement actuel, les permis requis par la loi sont maintenant

exigés alors qu'ils l'étaient pas généralement sous le gouvernement précédent.

## Projets de loi:

### Sécurité publique et véhicules automobiles

**L'honorable M. Talbot (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 concernant la sécurité publique et la loi des véhicules automobiles soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Droits de mine et concessions minières

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** appelle l'étude en troisième lecture du bill 53 et il enjoint la Chambre d'adapter cette législation sans délais indus.

**L'honorable M. French (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 concernant le renouvellement des titres de certains droits de mine et concessions minières soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** qualifie de regrettable cette législation. Pourquoi demande-t-il, le gouvernement ne peut-il pas recommander une solution plus satisfaisante pour résoudre ce problème? Les délais prescrits par la loi ne rendent pas justice aux intéressés, parce que ces derniers n'ont pas le temps nécessaire pour faire enregistrer leurs "claims". Beaucoup de ces droits miniers appartiennent à des successions ou à des gens demeurant en dehors du pays, et cette loi causera nécessairement de sérieux ennuis aux propriétaires de droits miniers.

Le premier ministre a-t-il donné assez de publicité à sa loi et a-t-il donné assez de temps aux propriétaires de droits miniers pour vérifier et pour enregistrer leurs droits?

En effet, le bill décrète que toutes personnes autres que les propriétaires du fonds qui prétendent à des droits de mines abandonnés par la couronne, en vertu des dispositions de l'article 9 de la loi des

mines de Québec et tous propriétaires de concessions minières, suivies de lettres patentes émises avant le premier juillet 1911, doivent, avant le 1<sup>er</sup> octobre 1951, faire enregistrer leurs titres, s'ils ne l'ont pas déjà été, ou dans le cas contraire, en renouveler l'enregistrement.

Il décrète aussi qu'à défaut de cet enregistrement ou de ce renouvellement dans le délai prescrit, les mines redeviennent la propriété de la couronne aux droits de la province.

Dans les Cantons-de-l'Est, les droits de mines appartiennent dans bien des cas à des gens qui sont disparus ou très difficiles à atteindre. L'enregistrement ou le renouvellement de l'enregistrement dans un aussi bref délai revient à dire que ces gens-là risquent d'être dépossédés. Je crois que le gouvernement devrait augmenter les délais si on ne veut pas déposséder ces gens. Il y a moyen d'obtenir le même but par une formule plus malléable.

**L'honorable M. Labbé (Mégantic):** Ces modifications à la loi ont été réclamées depuis longtemps par tous ceux qui s'intéressent aux mines ou qui font spécifiquement de la prospection dans les Cantons-de-l'Est. C'est une réforme qui est attendue avec impatience et depuis longtemps dans les Cantons de l'Est.

Depuis 75 ou 80 ans, un grand nombre de terrains miniers ont changé de propriétaires; ces terrains ont été vendus et revendus depuis longtemps; nous voulons prévoir les cas où il est impossible de retracer les héritiers et les propriétaires actuels.

La situation actuelle paralyse le progrès minier dans notre région et cela cause beaucoup de tort à l'exploitation minière dans mon comté. C'est une invitation aux prospecteurs à ne pas venir prospecter dans notre région. Je suis persuadé que la nouvelle loi contribuera largement au progrès minier et tout particulièrement au développement de nouvelles mines dans les Cantons-de-l'Est.

Cette mesure est une décision éclairée qui rendra un service éminent dans la logique du développement minier de la province.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** insiste pour que la loi soit adoptée sur division.

Adopté après division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Subsides:

### Budget des dépenses 1951-1952

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides<sup>1</sup>.

## En comité:

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pépinière de Berthier (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Le gouvernement n'entend pas ralentir l'activité de cet établissement, mais l'an dernier, on a acheté du matériel et de la machinerie qu'il n'est pas nécessaire de renouveler cette année. À Berthierville cette année, on s'occupe de plus en plus de reboisement. Autrefois, on vendait des arbustes, mais l'entreprise privée donne aujourd'hui un excellent service dans ce domaine et le gouvernement entend ne pas lui faire concurrence.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École des gardes-forestiers à Duchesnay (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bourque) demande \$110,000 pour l'école forestière de Duchesnay, prévu en 1951-1952. Combien d'employés?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Il y a de 58 à 68 employés à Duchesnay.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Combien d'élèves?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** 450 à 500 par an, sans compter les étudiants de l'École de génie forestier. Au cours de l'automne, de l'hiver et du printemps, cette école reçoit environ 250 à 300 étudiants, qui suivent des cours réguliers de deux ou trois ans. En été, elle en reçoit autant, dont bon nombre d'universitaires qui vont y compléter leurs études sur les concessions que possède le gouvernement à cet endroit. On reçoit de plus à Duchesnay divers groupes d'élèves qui y font des séjours plus brefs.

Des élèves de l'École d'arpentage y passent de deux à trois semaines par année, dans un pavillon qui leur est alors prêté. En hiver, c'est la scierie-école. On y donne aussi un cours de protection des forêts unique en son genre et des cours de mesureurs de bois.

L'école ne peut recevoir plus de 500 élèves par année; c'est le maximum, la capacité totale étant atteinte.

L'établissement de Duchesnay peut subir la comparaison avec toute autre du genre. L'École forestière de Duchesnay est la plus belle du genre au Canada. Les élèves au cours de protection, aux cours de mesurage, à la scierie-école sont enlevés par les compagnies, leurs études finies. Ces dernières se disputent donc les services des techniciens qui sont formés dans ces diverses écoles.

L'enseignement à la scierie-école va être amélioré pour que les élèves soient prêts à travailler soit à la campagne, soit à la ville.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je voulais savoir si ce crédit est bien dépensé. Deux cents dollars par élève, ce n'est pas exorbitant.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subvention à la Faculté d'arpentage et de génie forestier de l'Université Laval (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études forestières (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** De quelle façon se fait la distribution des bourses?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Suivant le mérite.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Nous considérons la recommandation des autorités universitaires.

Nous nous occupons aussi, chaque année, de faire visiter, aux finissants de l'École d'arpentage, plusieurs manufactures.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Mais comment se fait-il, reprend-il, citant des chiffres et des noms, que certains reçoivent \$1,400 et d'autres à peine \$150?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Cela dépend de bien des facteurs. Parfois, c'est la durée des cours; ainsi, dans un cas, nous avons envoyé un étudiant à Washington pour trois semaines; nous ne lui avons donné que \$300.

Il y a aussi le cas d'ingénieurs forestiers à notre emploi qui vont se perfectionner; ils ont déjà un salaire, nous ne leur donnons qu'un supplément. Enfin, il y a les étudiants qui reçoivent des bourses plus considérables.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Est-ce que le gouvernement accorde des concessions sur la seigneurie de Mingan?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** En arrière de la seigneurie, non. En ce qui concerne la seigneurie elle-même, les personnes y résidant obtiendront leurs titres, sitôt terminé le cadastre qui prépare sur les lieux l'arpenteur Gravel; il terminera, l'été prochain, l'arpentage de ce territoire.

Le travail est aux trois-quarts terminé. On fera un cadastre et on légalisera le cas des gens qui demeurent là; il y en a qui y sont depuis des années. On ne leur demandera pas un sou.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Est-ce que le gouvernement a émis, l'an dernier, des permis d'exportation de bois de pulpe coupé sur les terres de la couronne?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Aucun. Le gouvernement n'a pas autorisé l'an dernier de permis d'exportation de bois de pulpe des terres de la couronne, sauf en ce qui concerne le tremble, ce qui représente une quantité négligeable, 2,500 à 3,000 cordes. Mais il y a le bois coupé sur les terrains privés; cependant, là encore, il faut un permis d'exportation. Pour exporter du bois coupé dans des propriétés privées, il faut une autorisation spéciale. Je crois que, pour cette catégorie de bois, la province de Québec exporte actuellement 700,000 cordes aux États-Unis; il s'agit en général de remplir des contrats signés il y a plusieurs années. Dans plusieurs cas, il s'agit d'honorer des contrats datant de plusieurs années. Le sommet a été de 180,000 cordes, toujours en provenant des terrains privés.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Est-ce que les exportations ont tendance à augmenter?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Non, parce que la demande est excellente au pays et que nos usines fonctionnent à pleine capacité.

Il y a des surveillants spécialement chargés de voir à ce qu'il ne se fasse pas d'exportations illégales; il y a des surveillants à plusieurs endroits, dont à Malone, à Newport et à Mégantic. Pour entrer aux États-Unis, un camionneur doit montrer son permis d'exportation. La coopération du public est excellente.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (S'adressant aux membres de la gauche) Vous ne devriez pas laisser le député de Westmount faire seul le travail. Ce n'est pas juste. C'est d'autant moins raisonnable que le député de Westmount a la grippe.

Ces députés suivent l'exemple de leur chef absent; ils restent assis. Au lieu de prendre l'exemple sur le chef qui se salue, vous devriez prendre l'exemple sur celui qui reste et qui travaille.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues

à l'article: "Service civil intérieur (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions quatre cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des eaux courantes de Québec; excédent des dépenses sur les revenus (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande des renseignements sur une somme de \$137,000 pour certaines études sur l'hydrographie du Québec. L'an dernier, la Chambre avait voté \$650,000, dit-il. Pourquoi un tel écart d'une année à l'autre?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Durant plusieurs années, le département n'a pas fait d'étude des rivières. Plusieurs demandes ont été formulées dernièrement et, l'an dernier, le département a dû mettre plusieurs équipes au travail afin d'étudier le potentiel des rivières.

Ce poste comporte une somme de \$275,000.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande si les gens de Granby ne se sont pas plaints au sujet des menaces de la rivière Yamaska. Ils se sont adressés à la Commission des eaux courantes, dit-il.

Des ingénieurs ont été envoyés sur les lieux pour enquêter sur le danger que présente la rivière? Un rapport a-t-il été fourni?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Je suis heureux qu'on me parle de cette question. On est

sous l'impression parfois, lorsqu'une rivière change de cours ou que d'autres accidents se produisent, que la Commission des eaux courantes est responsable et qu'elle doit ériger des murs de soutènement.

On fait appel à la Commission des eaux courantes. Je dois dire ici que cette Commission est chargée d'étudier le potentiel des rivières, qu'elle n'est pas chargée d'exécuter les travaux pour protéger les villes.

Il arrive que la Commission fasse des travaux pour des petites municipalités qui n'ont pas les moyens de payer des ingénieurs. Mais ce n'est pas le cas de Granby qui a les moyens de faire exécuter ces travaux; elle devrait s'adresser à un ingénieur privé.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** demande au ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Bourque) quels sont les projets pour cette année, au sujet des travaux d'emménagement pour lesquels on prévoit une somme de \$2,158,000.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Il y a d'abord le barrage de la rivière Manouan, où l'on n'a fait que des chemins à date. Une somme de \$1,125,000 y sera affectée.

On réparera le barrage du lac Kénogami, qui a été construit il y a 20 ou 25 ans et qui commence à se détériorer. Ces travaux vont coûter au total \$900,000. On en a dépensé à date près de \$200,000.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** s'informe des travaux de Bécancour. La somme de \$250,000 affectée à cet effet n'a pas été dépensée.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Les travaux n'ont pas commencé, au sujet de la rivière Métis. La Commission poursuit son étude sur les meilleurs moyens de réaliser les travaux, dit-il.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** signale la pénurie d'énergie électrique dans le Bas-Saint Laurent. La distribution du pouvoir devient un grave problème dans le Bas-Saint-Laurent, dit-il. Il y a cinq ou sept ans, la consommation était d'environ le quart de ce qu'elle est aujourd'hui.

La Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent, qui a obtenu de la Législature l'autorisation de faire un développement de 6,000 chevaux-vapeur, sur la rivière Métis, a-t-elle commencé les travaux?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Pas encore, mais la question est à l'étude. M. Brillant a

un projet en vue. C'est à lui de le travailler. Il est clair qu'un grand besoin d'électricité se fait sentir dans cette région.

La Compagnie du pouvoir du Bas-Saint-Laurent doit développer des milliers de chevaux-vapeur sur la rivière Métis; mais elle songerait à construire en coopération avec l'Hydro-Québec une ligne de transmission pour prendre de l'énergie au développement qui doit se faire sur la rivière Madeleine, où l'on produira 15,000 à 20,000 chevaux-vapeur dont une partie pour l'exploitation de cuivre de la Gaspésie.

L'honorable Jules Brillant, qui dirige la compagnie, s'est demandé avant de commencer les travaux s'il ne pourrait pas plutôt apporter chez lui une partie de l'électricité qui sera produite par le harnachement des pouvoirs de la rivière Madeleine.

On nous a demandé dans le passé de distribuer l'électricité dans toute la Gaspésie. Une ligne de transmission de Cap-Chat à Rivière-Madeleine coûterait \$22,000,000. C'est trop onéreux. Le mieux pour M. Brillant sera sans doute de profiter du bail qui lui a été accordé sur la rivière Métis et d'y construire un pouvoir.

Mais les mêmes demandes vont se faire avec les nouvelles installations. On ne pourra pas électrifier toute la Gaspésie en même temps. Dans bien des cas, un moteur diesel fera l'affaire. Dans le cas de la compagnie minière plus haut citée, la compagnie emploiera 12,000 chevaux-vapeur et distribuera le reste aux petits consommateurs.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le bassin de la rivière Madeleine serait restreint et l'emménagement des eaux serait difficile. Envisage-t-on d'autres travaux? Ne pourrait-on pas produire de l'électricité avec du charbon ou des moteurs diesel dans le Bas-Saint-Laurent pour les besoins urgents?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Il y a des limites aux forces hydrauliques, mais si quelqu'un veut produire de l'électricité avec des moteurs Diesel, il pourra le faire lui-même; il n'a pas de permission à nous demander pour cela.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Est-ce que la Compagnie de pouvoir du Bas-Saint-Laurent n'exporte pas de l'électricité de Campbellton?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Oui, environ 1,400 ou 1,500 chevaux-vapeur.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ne serait-il pas normal que cette électricité reste dans la province de Québec pour subvenir aux besoins des régions de Rimouski et Matane? L'expansion industrielle de ces régions est grandement menacée par la pénurie de courant. Je comprends que l'électricité produite sur la rivière Madeleine servira surtout aux activités minières.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Pas uniquement. Il en restera pour les besoins généraux de la région. Mais encore là, il faut tenir compte du coût des lignes de transmission. Certains centres éloignés y gagneront à produire leur électricité au moyen de moteurs diesel ou autrement, comme le fait présentement la région de Gaspé. Car le courant provenant des forces hydrauliques leur coûterait plus cher, à cause du prix très élevé des lignes de transmission.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Où en sont les travaux de la Beauharnois?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Ils sont terminés pour le groupe principal des génératrices, mais on a prévu de l'espace pour six génératrices supplémentaires; deux sont présentement installées et leur pouvoir est déjà absorbé.

L'expansion industrielle de la province de Québec crée une formidable demande d'énergie électrique, à tel point qu'en dépit de l'installation de deux nouvelles génératrices à Beauharnois, l'Hydro-Québec a peine à suffire aux demandes dans la région de Montréal. En dépit de la célérité avec laquelle l'Hydro-Québec pousse ses travaux, quatre ou cinq industries importantes de Montréal doivent opérer la nuit plutôt que le jour, faute d'électricité en quantité suffisante.

On croyait que les deux nouvelles génératrices, d'une capacité de 55,000 chevaux-vapeur chacune, pourraient augmenter suffisamment les réserves pour suffire à toutes les demandes pendant un an ou deux. Or, elles n'étaient pas aussitôt installées que toute la production était vendue. On en a commandé immédiatement deux autres, qui seront installées au printemps. Mais déjà, la production de ces deux autres génératrices est vendue d'avance. Une cinquième et une sixième génératrice ont été commandées et seront installées d'ici un an ou deux.

Nous sommes six mois en avant du délai que nous nous étions fixé pour ces travaux à la Beauharnois. Et grâce aux prévisions de l'Hydro-Québec, on espère qu'avec les quatre génératrices

supplémentaires, dont l'installation se fera d'après un programme déjà établi, on pourra satisfaire à la demande croissante d'énergie électrique.

À l'heure actuelle, l'énergie électrique développée s'élève à 650,000 chevaux-vapeur; avec les six autres génératrices, ce potentiel augmentera de 750,000 chevaux-vapeur. Lorsque l'usine de Beauharnois sera complétée, dans deux ans, vingt génératrices seront en opération et produiront au total 1,200,000 chevaux-vapeur. En ajoutant d'autres génératrices, on pourrait augmenter cette capacité jusqu'à 2,000,000 de chevaux-vapeur maximum.

Il dit que la production de la Beauharnois se vend à mesure qu'on en augmente la capacité. Il cite l'exemple d'une usine exploitée par l'Aluminum Company of Canada à Beauharnois, qui a d'emblée acheté 100,000 des 110,000 chevaux-vapeur produits par une nouvelle génératrice.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Au sujet de la politique du gouvernement relativement à l'exportation de notre énergie électrique en Ontario, c'est notre richesse en énergie électrique qui nous vaut notre situation avantageuse au point de vue industriel. Si nous continuons à exporter de l'électricité, conserverons-nous notre avantage?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)** confirme les avantages que nous donne la houille blanche. Nous avons un avantage marqué sur l'Ontario grâce à l'électricité, dit-il. Les industries s'établissent en grand nombre dans la province de Québec parce qu'elles savent que nous avons du courant en abondance. Nos prix par chevaux-vapeur sont d'ailleurs au moins égaux et souvent inférieurs à ceux de l'Ontario.

Dans le passé, l'Ontario a vendu du pouvoir trop bon marché. À un moment donné, l'Hydro ontarienne a dû payer le gros prix pour faire de nouveaux harnachements, qui ont coûté énormément cher. Pour compenser les pertes, les taux ont été augmentés deux fois depuis deux ans en Ontario. Ils n'ont pas été touchés dans la province de Québec parce que l'Hydro-Québec avait prévu la demande actuelle et fait à bon compte les travaux nécessaires pour l'installation de six génératrices. Mais si tout continue de monter, je ne puis pas garantir que nos taux n'augmenteront jamais.

Dans la province, il y a eu augmentation sensible des taux pour les besoins domestiques et les besoins industriels, dans la région de Montréal. Nous avons augmenté les salaires de 25 %. Si le coût des produits continue à augmenter, il faudra hausser les taux de l'électricité.

La ville de Sherbrooke doit s'approvisionner de deux réseaux différents, ceux de la Shawinigan et de la Southern Canada Power. Deux lignes de transmission desservent la ville de Sherbrooke, l'une venant de Chambly et l'autre de Longueuil. On possède une réserve de 100,000 chevaux-vapeur et l'on croit que ce sera suffisant pour approvisionner la ville de Sherbrooke. Les Cantons-de-l'Est sont donc bien protégés contre toute rareté d'électricité.

La situation est plus sérieuse à Montréal, où l'expansion de la ville est vertigineuse. Le besoin d'électricité est partout très considérable et il y a même pénurie. La situation de l'électricité est difficile. Certaines entreprises coopèrent en ne fonctionnant que le soir et en n'entamant pas ainsi les réserves d'électricité destinées à l'industrie. Dans un an, on espère que la situation sera meilleure.

Pour donner un exemple du développement de la métropole, il rappelle qu'alors que la sous-station de Saint-Laurent n'était pas encore terminée, il a fallu doubler la capacité. Lorsque les travaux ont débuté, la population s'élevait à 10,000 ou 12,000 âmes, mais lorsque les travaux ont pris fin, la population atteignait 28,000 âmes. La ville de Montréal possède maintenant 28 sous-stations distributrices d'électricité.

Quatre génératrices de la Beauharnois, qui existaient du temps de la Montreal Power et qui produisent de l'électricité à 25 cycles, soit un courant de qualité inférieure, servent à l'exportation de l'électricité en Ontario, en vertu de contrats qui expirent en 1975; nous ne pouvons y mettre fin sans le consentement de la province voisine.

Les travaux de l'Hydro-Québec à Beauharnois vont assurer quatre nouveaux générateurs cette année et porter la production à 1,200,000 chevaux-vapeur. À ce moment-là, toute l'usine servira alors à produire de l'électricité à 60 cycles.

La production de l'usine des Joachims sera de 500,000 chevaux-vapeur et il ne reste qu'à poser les génératrices.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je comprends que nous exportons encore une certaine quantité d'énergie en Ontario. Je me demande si en agissant de la sorte, nous ne perdons pas un de nos meilleurs atouts. Ne serait-il pas temps de mettre fin à cette exportation d'énergie qui permet à la province voisine de nous faire concurrence? Ne serait-il pas temps de rationner notre exportation d'énergie électrique?

L'Hydro-Québec a accumulé de fortes réserves depuis 1944, et je me demande si les taux ne

devraient pas être baissés. Est-ce que le ministre a l'intention d'en profiter pour accorder aux usagers de Montréal une diminution de taux?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Il n'en est pas du tout question. Les réserves servent à donner de l'expansion aux usines de l'Hydro. Avec le développement de Montréal, les réserves ne suffiront bientôt plus. Chaque sous-station coûte plusieurs millions de dollars. Le chef de l'opposition sait bien que les taux n'ont pas changé à Montréal depuis 1944.

Les Montréalais sont très chanceux que le taux de l'électricité n'ait pas augmenté ces dernières années malgré le fait que les salaires, les frais d'administration et les coûts de la construction d'usines génératrices ont presque doublé. Il est évidemment impossible de réduire les taux dans les conditions présentes. Si ces hausses se continuent, il est possible que nous soyons alors forcés d'augmenter les taux de l'électricité.

D'ailleurs, est-ce que les gens de Montréal ne sont pas satisfaits des taux actuels?

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Oui... Ils sont satisfaits, mais ils le seraient encore plus si les taux étaient plus bas.

(Rires)

Il attire l'attention de l'Assemblée sur une somme de \$804,000, soustraite des dépenses probables de la Commission des eaux courantes de Québec, et représentant les revenus probables provenant des barrages ou consistant en redevances.

Pourquoi cette source de revenus doit-elle rapporter plus cette année que l'an passé?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Cela tient à l'existence des nouvelles installations de La Trénche et du Lac Dozois entre autres.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** se renseigne sur le projet dont il avait été question l'an dernier, relier le Rapide no 7 à Amos par une ligne de transmission.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Les travaux sont terminés et la ligne de transmission va même jusqu'à La Sarre.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Les travaux ont été financés par qui?

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** Par l'Hydro-Québec!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est payant pour l'Hydro-Québec qui se fera \$300,000 par année!

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** s'arrête sur la somme de \$477,000, précédée de l'explication "Intérêt et amortissement du capital investi pour la construction de divers barrages".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** rappelle l'histoire du barrage de "Quebec Pulp" de Chicoutimi qui devait aussi servir à la firme Price de Jonquière<sup>2</sup>. "Quebec Pulp" n'a pu payer sa partie de travaux, dit-il; le gouvernement a dû assumer les charges de "Quebec Pulp". Mais la firme Price profite maintenant entièrement du barrage; c'est à elle d'assumer les charges.

Il fait un avertissement à la Compagnie Price Brothers d'avoir à régler la réclamation du gouvernement pour l'utilisation de l'eau qui était autrefois vendue à la Quebec Pulp. Si Price ne paie pas, on prendra les moyens pour qu'elle paie.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** pose une question sur les travaux de la rivière Péribonka.

**L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):** À la rivière Péribonka, le premier stage des travaux est terminé et on a entrepris les travaux de minage.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Ressources hydrauliques)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**M. Dupré (Verchères)** s'étonne de l'augmentation du budget des services intérieurs par rapport à l'année dernière.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Nous demandons \$15,000 de plus que l'an dernier pour

régler le cas de certains fonctionnaires de l'intérieur qu'il faut augmenter. Depuis un an, nous avons augmenté 74 employés et, depuis 1944, 446.

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** Va-t-on augmenter les salaires des employés?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** On a fait un classement des emplois en dix-sept catégories à la Colonisation.

**M. Dupré (Verchères)** passe en revue les salaires de plusieurs membres du service intérieur et extérieur pour démontrer que le gouvernement aurait dû faire davantage.

Il relève les noms - pris au hasard, dit-il - d'employés du ministère et leur traitement dans les *Comptes publics*. Il cite le cas d'un fonctionnaire qui gagne \$1,500, comme en 1943-1944; et le cas d'un autre fonctionnaire qui gagnait \$1,500 en 1943-1944 et qui ne gagne actuellement que \$1,682, bien qu'il soit marié.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Ce dernier employé a été engagé en 1935 par un autre gouvernement, il touchait alors \$1,000 par an; en 1944, son traitement était passé à \$1,500 et il a été porté depuis à \$1,682.

**M. Dupré (Verchères)** cite les cas d'une dizaine de fonctionnaires qui gagnaient en 1944 \$1,500 et \$180 de boni de vie chère, ce qui faisait en tout \$1,680. Aujourd'hui, ils n'ont plus de boni de vie chère, et leur salaire est de \$1,682, ce qui veut dire qu'en six ans, ils ont été augmentés de \$2.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Un des employés cités est entré à la colonisation en 1930 à \$900 ou \$1,000; son salaire a été augmenté graduellement jusqu'à \$1,682.

Il cite les salaires payés sous l'ancienne administration libérale et ceux qui sont payés actuellement<sup>3</sup>. Des augmentations considérables ont été accordées sous l'Union nationale à une majorité des employés de mon ministère ces dernières années; certains ont même été augmentés deux et trois fois parmi les 290 employés des services intérieurs. Nous nous proposons de faire encore davantage<sup>4</sup>.

Il cite des chiffres: il déclare notamment que le traitement des ingénieurs a été porté de \$2,550 à \$3,350.

**M. Dupré (Verchères):** Si je comprends bien les chiffres du ministre de la Colonisation, les

augmentations des salaires ont été d'environ 25 % depuis six ans; elles n'ont donc pas été proportionnelles à la hausse du coût de la vie.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Les augmentations des fonctionnaires provinciaux sont comparables à celles des fonctionnaires accordées par le gouvernement fédéral. Si certains employés du ministère sont déjà bien payés, le traitement de certains est insuffisant. Nous ferons quelque chose pour ces messieurs.

**M. Dupré (Verchères)** s'étonne de ce que les dépenses d'"administration" restent aussi élevées alors que le nombre des employés a diminué.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Le nombre des employés diminue, mais le travail à faire est le même, tout comme le millage. On vérifie méticuleusement les comptes au ministère de la Colonisation.

**M. Dupré (Verchères)** s'enquiert sur la raison pour laquelle on prévoit pour 1951-1952 \$7,000 de moins pour le Service des études économiques, soit seulement \$24,000.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Le service des études économiques a fait beaucoup de travail à l'avance et va donc maintenant réduire son activité.

**M. Dupré (Verchères):** À propos du service de l'établissement des colons, pour lequel on prévoit \$8,500, est-ce que le budget du service était moins élevé précédemment? Le ministre veut-il augmenter l'équipe des employés chargés de recruter de nouveaux colons?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Le service de l'établissement des colons ne s'occupe pas de propagande. Si les crédits prévus pour ce service sont passés de \$2,500 l'an dernier à \$8,500 cette année, c'est qu'il y a plus de colons, qu'il faut donc plus de surveillance.

Les \$2,500 de l'an dernier ont été insuffisants à tel point que c'est le service de l'inspection qui a dû terminer le travail du service de l'établissement des colons.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:  
12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté

pour compléter la somme de cinq cent quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**M. Dupré (Verchères):** C'est un gros morceau!

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Le service compte 200 à 225 employés, y compris chefs de district et ingénieurs.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ça fait une dépense de près de \$1,000 par employé n'est-ce pas exagéré?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Les \$225,000 englobent aussi certaines dépenses faites à l'extérieur par des employés des services intérieurs.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Ça comprend probablement aussi les dépenses de l'avion du ministère de la Colonisation?

**M. Dupré (Verchères):** Est-ce que ça comprend les dépenses pour l'avion du ministère?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Oui. Les dépenses de l'avion, environ \$9,000 par année, figurent dans les \$31,000 prévus pour les dépenses de l'administration.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Quel est le coût de l'avion du ministère de la Colonisation?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** L'avion du ministère de la Colonisation a coûté en tout, en achat et en réparations, la somme de \$41,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant l'achat de l'avion, il en fut question durant une séance du Conseil des ministres. L'avion a été acheté par le ministère de la Colonisation, parce que c'est le ministère qui en a le plus besoin. L'appareil est prêté aux autres départements qui en ont besoin. Chacun paie sa part des dépenses.

Dans la province d'Ontario, le gouvernement a plusieurs avions dont quelques-uns sont employés à protéger les forêts.

La province de Québec est immense, et l'avion est nécessaire à ceux qui doivent se transporter rapidement d'un endroit à un autre quand les circonstances l'exigent. C'est grâce à l'avion du

ministère que je peux prendre une demi-douzaine de rendez-vous les fins de semaine et me déplacer un peu partout dans la province.

C'est ainsi qu'un jour de l'été dernier, je devais assister à la bénédiction et l'inauguration du sanatorium de l'hôpital de Saint-Georges, je devais être également à Ottawa pour l'ouverture de la conférence fédérale-provinciale. Grâce à l'avion, j'ai pu me rendre aux deux endroits, comme c'était mon devoir.

Un autre jour, je devais être au Cap-de-la-Madeleine le midi et à Rouyn le soir. Le lendemain, j'étais attendu à Macamic, et le surlendemain, à Québec. Grâce à l'avion, j'ai pu couvrir tous les endroits.

Qu'aurais-je fait sans avion? À Ottawa, tous les ministres ont leur wagon privé et il y en a plusieurs, dont M. Saint-Laurent et le gouverneur général, qui ont un avion privé à leur disposition. L'avion est devenu une nécessité dans une province qui se développe aussi vite et qui est aussi étendue. Dans une province comme la nôtre, c'est donc un moyen essentiel pour franchir des distances très considérables. C'est le mode de locomotion le plus rapide et la province, comme celle de l'Ontario, doit avoir au moins un avion pour le service du gouvernement.

Je félicite le ministère de la Colonisation d'avoir réussi à en acheter un à aussi bon marché, \$30,000<sup>5</sup> je crois, pour une machine qui valait \$100,000.

**M. Chaloult (Québec):** Cet avion doit être commode aussi pour les amis<sup>6</sup>?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui...

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** L'avion transporte souvent des inspecteurs.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** pose des questions à ce sujet.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** L'avion est utilisé pour transporter des ingénieurs forestiers du département et des ingénieurs civils dans des régions quasi inaccessibles par d'autres moyens de locomotion, régions éloignées où ils ont du travail à faire. Notre avion est au service de tous les départements. Chaque fois que nous le prêtons, le ministère de la Colonisation leur envoie la note à \$50 de l'heure.

(Un peu plus loin dans le cours de la discussion.)

Il parle des salaires de son ministère qui ont été portés à \$1,600. Ça n'est pas beaucoup, c'est vrai! Mais il est à remarquer qu'il y a des inspecteurs qui ne consacrent pas tout leur temps à leur travail d'inspection et qui ont d'autres sources de revenus.

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** Je vois qu'un inspecteur de la colonisation ne gagne que \$1,500.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** C'est possible, mais les inspecteurs se font rembourser des frais de déplacement et d'achat d'essence.

**M. Dupré (Verchères):** Est-ce que les crédits affectés aux services extérieurs pour l'exercice financier 1950-1951 seront dépensés entièrement à la fin de l'année?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Il restera probablement quelque \$15,000 des crédits votés pour 1950-1951. Cette somme et les économies projetées par la diminution du personnel doivent nous permettre de distribuer de \$20,000 à \$25,000 de plus en salaires en 1951-1952. Le personnel du ministère de la Colonisation a déjà diminué, passant de 292 en 1950 à 284 en 1951. Si certains employés du ministère sont déjà bien payés, le traitement de certains est insuffisant; nous ferons quelque chose pour ces derniers.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose: 13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Colonisation)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1952.

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** Je voudrai avoir des détails des dépenses de voyage pour lesquelles on demande \$340,000.

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** L'an dernier, les dépenses de voyage de l'administration ont été de \$31,000; on a dépensé \$28,000 cette année.

**M. Lévesque (Gaspé-Nord):** Le ministère fournit-il des autos à ses employés?

**L'honorable M. Bégin (Dorchester):** Non, nous préférons payer le millage à ceux qui ont leur voiture.

**M. Dupré (Verchères):** Ça n'augmente pas leur salaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Irrité) Quel est le salaire de M. Lapalme? Il gagnait \$6,000 comme député et il a démissionné.

**M. Dupré (Verchères):** Je voudrais savoir pourquoi les dépenses de voyage du ministre de la Colonisation sont trois fois plus élevées que celles du ministre de l'Agriculture.

(La réponse se perd dans le bruit de l'ajournement des travaux du comité)

La résolution est adoptée.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Projets de loi:**

##### **Loi médicale**

**L'honorable M. Trudel (Saint-Maurice)** propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 57 modifiant la loi médicale de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### **Notre-Dame-des-Lacs**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, du consentement unanime, que le bill 164 érigeant la municipalité de Notre-Dame-des-Lacs pour fins municipales seulement ayant été mis de côté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Sœurs adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier**

**M. Blanchard (Terrebonne)** propose, du consentement unanime, que le bill 156 modifiant la loi constituant en corporation les Sœurs adoratrices du Précieux-Sang de Mont-Laurier et changeant leur nom en celui de Les Moniales Bénédictines du Précieux-Sang de Mont-Laurier, ayant pour objet la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Ministère du Travail, rapport 1949-1950**

**L'honorable M. Barrette (Joliette)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, pour l'année fiscale terminée le 31 mars 1950. (Document de la session no 22)

##### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour accommoder les autorités municipales de Montréal, j'ai décidé de fixer à jeudi de cette semaine, le 22 février, l'étude du bill de la Cité de Montréal.

**Un député de l'opposition:** Y aurait-il moyen de faire coïncider avec l'étude du bill de Montréal l'étude du bill de la Commission du transport de Montréal?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne crois pas la chose possible.

Demain, journée des députés, on s'occupera des motions au *Feuilleton*.

Le projet de loi ministériel établissant une régie des loyers sera étudié en comité plénier demain après-midi, à la Chambre basse; plusieurs amendements au bill seront proposés. Nous sommes ouverts à toutes les suggestions constructives des députés pour rendre cette loi aussi parfaite que possible. Il s'agit d'un bill qui nous achemine sur un terrain nouveau. Nous ne voulons rien négliger pour

avoir une législation qui rende justice à tout le monde et dont la mise en application soit d'une facilité exceptionnelle.

Ce soir, nous aurons une séance du comité des bills publics.

#### **Parution à la *Gazette officielle***

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Une édition spéciale de la *Gazette officielle* vient d'être publiée, avec le texte des bills qui viennent d'être sanctionnés. Autrefois, il fallait attendre cinq ou six mois avant d'être au courant des nouvelles lois. Cela embarrassait considérablement non seulement les avocats, mais aussi les juges. Aujourd'hui, nous publions dans la *Gazette officielle* les nouvelles lois, à mesure qu'elles sont sanctionnées. De cette façon les gens sont au courant des lois adoptées.

Le bill de Montréal serait étudié au comité des bills privés jeudi matin. Il aura préséance sur le bill de Québec et le bill de Trois-Rivières.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**  
propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

---

#### **NOTES**

1. Selon le journal *Le Canada* du 21 février 1951, à la page 3, "Le Chambre en comité des subsides reprend l'étude des crédits de M. Bourque pour les Terres et Forêts, que le premier ministre avait appelés jeudi dernier "les crédits du colonel".

2. On trouve dans le *Quebec Chronicle Telegraph* du 21 février 1951, à la page 3, des renseignements supplémentaires relatifs à l'histoire de ce barrage évoquée par M. Duplessis.

3. Selon *La Presse* du 21 février 1951, à la page 24, "L'honorable J.-D. Bégin semblait particulièrement bien préparé à soutenir l'offensive de l'opposition. Il

avait devant lui tous les documents nécessaires pour appuyer les réponses qu'il donnait à la gauche.

4. Le *Montréal-Matin* du 21 février 1951, à la page 2, rapporte que "M. Bégin a piloté heureusement ses crédits pendant environ une heure de la séance de cet après-midi".

5. \$25,000 est le chiffre qui a été retenu par le journaliste du journal *L'Action catholique* du 21 février 1951, à la page 15.

6. Ici, le chroniqueur parlementaire du journal *Le Canada* du 21 février 1951, à la page 2, fait référence à un voyage que fit un jour M. Chaloult en Abitibi dans l'avion de M. Bégin.



